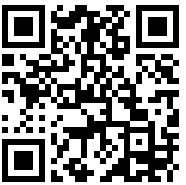
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

https://books.google.com



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 12943

CM-71b

Digitized by Google

00 12 27150 SINT-NIKLAAS

0 2 0321 74 2 05

Digitized by Google

Digitized by Google

REVUE

DE

BELGIQUE

Digitized by Google

Bruxelles. — Typ, de M. WEISSENBRUCH

Digitized by Google

REVUE

DE

BELGIQUE

— SIXIÈME ANNÉE —

TOME XVII

BRUXELLES
C. MUQUARDT, éditeur
HENRY MERZBACH, SUCCESSEUR
PLACE & RUE ROYALE
MÊME MAISON A LEIPZIG

1874

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Digitized by Google

Digitized by Google

L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE & L'UNITÉ DE L'ITALIE

« La Prusse et le Piémont ont des intérêts politiques « communs. L'une défend la nationalité allemande et l'autre « la nationalité italienne. »

(CAVOUR. 1859, *Dépêche à M. de Launay, chargé d'affaires du Piémont à Berlin.*)

LES PROLÉGOMÈNES DE L'ALLIANCE ITALO-PRUSSIENNE

L'alliance italo-prussienne a eu une importance européenne. On ne peut contester son influence sans méconnaître la plus grande transformation à laquelle nous ayons assisté dans le XIXe siècle. En effet, l'unité allemande et l'unité italienne, provoquant la fin du pouvoir temporel du pape, sont des faits qui ont non seulement changé les relations des grandes puissances, mais qui ont encore donné une impulsion nouvelle à la civilisation européenne.

N'est-il pas évident que l'Autriche, hostile au principe des nationalités, a été l'adversaire de l'unité allemande tout autant qu'elle a été l'ennemie de l'indépendance italienne? On peut affirmer que l'intérêt politique a dicté l'alliance italo-prussienne, et que la Prusse, à Sadowa, a affranchi l'Italie de la prépondérance française, comme elle a régénéré l'Autriche, en coupant le lien qui la rattachait à l'Allemagne et à l'Italie.

L'entrevue de Victor-Emmanuel et de François-Joseph a effacé la dernière trace des haines séculaires entre l'Italie et l'Autriche. La maison de Hapsbourg, en renonçant au concordat qui l'inféodait à la théocratie romaine, a retrouvé des

Digitized by Google

forces nouvelles. Rajeunie par l'esprit moderne, elle a compris qu'elle ne pouvait s'affranchir des prétentions ultramontaines à Vienne, sans reconnaître les faits accomplis de l'autre côté des Alpes.

L'alliance de l'Italie avec la Prusse a été non seulement le prologue de l'unité allemande, mais elle a été encore la cause de la réconciliation de l'Autriche avec la Hongrie. On a fait, à Vienne comme à Pesth, des concessions mutuelles : ces transactions ont abouti au dualisme austro-hongrois qui a fortifié l'empire et l'a rendu plus indépendant de l'Allemagne. Il est incontestable que la Prusse, par l'affranchissement de la Vénétie, en 1866, a pu maintenir ses bons rapports avec l'Italie, et que les relations établies à cette époque ont facilité, en 1870, tout à la fois le complément de l'unité allemande et l'entrée de Victor-Emmanuel au Quirinal.

La suppression du pouvoir temporel à Rome réalisait la théorie du grand ministre italien : l'Église libre dans l'État libre. Cette grande réforme a provoqué la séparation des pouvoirs au siége de la catholicité, et elle a rendu l'Église indépendante de l'État, en appliquant, dans les États romains, le principe préconisé par les catholiques eux-mêmes dans les pays où ils sont en minorité.

La correspondance du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, avec Bunsen, jette une vive lumière sur la transformation de l'Allemagne et sur les motifs de son alliance avec l'Italie. Elle montre que l'alliance italienne a été imposée à la Prusse par les épreuves diverses auxquelles le principe national allemand avait été soumis, aussi bien à Francfort qu'à Vienne, où l'on favorisait tout autant les rivalités en Allemagne qu'en Italie.

L'idée de l'unité préoccupait l'Allemagne depuis 1815. Les États secondaires et la diète germanique avaient tout intérêt à maintenir les divisions favorables au despotisme des princes. L'Autriche avait conservé la prépondérance en Allemagne, tout en étant étrangère à ses intérêts et à ses traditions nationales. Il n'en était pas de même de la

Digitized by Google

Prusse. Mortellement frappée à Iena, elle semblait avoir entraîné l'Allemagne dans sa défaite. Les mémoires de Bunsen et sa correspondance avec Frédéric-Guillaume IV révèlent les incertitudes de la politique prussienne et l'hésitation du roi à réaliser les aspirations nationales de l'Allemagne. Tout en étant préoccupé de l'indépendance et de l'avenir de l'Allemagne, Bunsen avait une foi complète dans les tendances libérales de son époque, tandis que le roi confondait le progrès avec l'anarchie. La révolution de 1848 donnait des espérances à Bunsen; il pensait que l'unité allait se réaliser par le concours de la maison de Hohenzollern et qu'on allait rétablir l'empire avec la Prusse.

La question nationale allemande, dont on s'occupait peu en France et en Angleterre, agitait tous les esprits au delà du Rhin. Elle faisait son chemin par les lettres, les sciences et les arts. On peut dire que les poètes l'avaient chantée avant que les politiques ne l'eussent discutée. Tout le monde était d'accord pour la souhaiter; on ne différait que sur les moyens à employer pour la réaliser. A Francfort, les uns voulaient l'unité par l'Autriche, d'autres ne la désiraient que par la république; une fraction importante ne comprenait l'indépendance de l'Allemagne que par une fédération, mais il est incontestable que la majorité comptait sur le concours de la Prusse, parce que celle-ci représentait les plus grandes traditions nationales : la réforme, les souvenirs glorieux du grand Frédéric et la délivrance de la patrie, en 1813. Le roi Frédéric-Guillaume IV n'avait ni la fermeté ni la décision nécessaires pour prendre un parti. Hostile à l'Autriche, ennemi des radicaux, il ne voulait pas davantage s'appuyer sur les constitutionnels, de crainte de s'aliéner les princes allemands et de compromettre le droit divin dont il se croyait le représentant. A en croire la correspondance de Bunsen avec le roi, la Prusse devait disparaître dans l'Allemagne ou succomber avec elle[1]. On chantait partout, à cette époque, la célèbre

[1] Léopold Von Ranke, Aus den Briefwechsel Friedrich-Wilhem IV und Bunsen.

Digitized by Google

chanson de Arndt : *Was ist des deutschen Vaterland.* On voulait supprimer les divisions nationales et dynastiques, mais personne ne songeait à exclure l'Autriche de l'Allemagne. La majorité de la diète était plus dévouée peut-être à la maison de Hapsbourg qu'à la maison de Hohenzollern. En Prusse même, on prétendait justifier la théorie de M. de Radowitz qui confondait les intérêts de l'Autriche avec ceux de l'Allemagne. Cet homme d'État, ami de Frédéric-Guillaume IV, disait qu'on ne pouvait protéger efficacement l'Allemagne, *sans admettre comme un axiôme* qu'on devait défendre le Rhin sur le Mincio. La majorité du premier parlement allemand devait être du même avis, car elle émit, en 1848, un vote favorable à la domination autrichienne au delà des Alpes. Cette théorie, repoussée depuis lors par une grande fraction du parti national allemand, avait conservé de nombreux adhérents en Prusse ; mais l'exemple du Piémont et les revers infligés par l'Autriche à Frédéric-Guillaume IV, ramenèrent les sympathies nationales à la maison de Hohenzollern.

On comprit à Berlin que le Piémont représentait en Italie le même principe que la Prusse représentait en Allemagne. L'Autriche, formée de nationalités diverses, était un obstacle à l'unité fédérale de l'Allemagne, comme elle avait été un obstacle à la fédération de l'Italie. On n'avait pas voulu admettre l'Autriche, en 1848, dans la constitution fédérale formulée à Francfort, sous prétexte qu'elle renfermait des éléments étrangers à l'Allemagne. M. de Cavour invoqua le même argument pour rejeter, en 1859, une fédération italienne, en prétextant que l'Italie ne pouvait se fédérer avec un élément étranger, dont les intérêts étaient opposés à ceux du Piémont et de l'Italie.

La question de l'unité allemande que l'on agitait au delà du Rhin avait beaucoup d'analogie avec celle de l'unité italienne que l'on discutait déjà à Turin. Le roi Victor-Emmanuel n'avait pas hésité dans la question de l'indépendance nationale comme le roi de Prusse. Son père, le roi Charles-Albert, avait perdu la couronne de Piémont, à Novare, pour avoir défendu les droits de l'Italie. Victor-Emmanuel n'hésita

Digitized by Google

jamais à compromettre son trône dans l'intérêt de la grande patrie. Il conquit l'Italie par la liberté dont le Piémont était devenu le dernier asile au delà des Alpes. Le statut octroyé par Charles-Albert avait été le trait d'union entre la maison de Savoie et l'Italie. Les mêmes liens n'existaient pas entre Frédéric-Guillaume IV et l'Allemagne. La maison de Hohenzollern, au contraire, ne sut pas transiger en temps opportun avec la révolution. On se bornait, à Berlin, à faire des concessions illusoires qui mécontentaient les constitutionnels, sans satisfaire les libéraux. Frédéric-Guillaume IV n'avait-il pas dit, en parlant de la couronne impériale : « La couronne qu'un Hohenzollern prendra, quand les circonstances le permettront, n'est pas dans le genre de la couronne ramassée sur les pavés par Louis-Philippe, mais une couronne qui porte le sceau divin[1]. » Un pareil langage n'était-il pas trop féodal et ne devait-il pas blesser tout autant les libéraux prussiens que les patriotes allemands? Illuminé comme un visionnaire, le roi de Prusse n'admettait que le droit divin qu'il croyait incarné dans sa personne. Il regardait tout pacte avec la nation comme un engagement envers la révolution. Au lieu de faire consacrer par le peuple le vote de l'assemblée de Francfort, qui le proclamait empereur d'Allemagne, le roi répondait : *Rien sans les princes*[2]. Bunsen n'était pas effrayé de la révolution, quand il s'agissait de l'unité de la patrie, tandis que Frédéric-Guillaume IV, en parlant de la couronne impériale qu'on lui offrait à Francfort, écrivait : « Elle est déshonorée par l'odeur de charogne que lui donne la révolution de 1848, la plus niaise, la plus sotte, la plus stupide, et non pas cependant, Dieu soit loué! la plus criminelle des révolutions de ce siècle. Quoi! cet oripeau, ce bric-à-brac de couronne pétrie de terre glaise et de fange, on voudrait la faire accepter à un roi légitime, bien plus, à un roi de Prusse qui a eu cette bénédiction de porter, non pas la plus puissante, mais la plus

[1] Léopold Von Ranke, correspondance de Frédéric-Guillaume IV avec Bunsen.

[2] *Idem.*

Digitized by Google

noble des couronnes royales, celle qui n'a été volée à personne[1]. » Bunsen, ancien chargé d'affaires de Prusse en Angleterre, avait apprécié les bienfaits de la liberté et la grandeur de ces institutions constitutionnelles qui sont tout à la fois la garantie de la nation et la force de la dynastie. Il disait au roi : « Aucun prince, pas même vous, pas même l'assemblée des princes, aucun prince n'est maître de l'Allemagne, en tant que nation. L'Allemagne a le droit de vouloir redevenir une nation, et, par conséquent, d'établir au dessus d'elle, comme au dessus des princes, dans la sphère de la fédération, un souverain, quel qu'en soit le titre, empereur, roi ou tout autre, comme on voudra. Vous méconnaissez ce droit; vous méconnaissez, en outre, la ferme volonté des plus nobles citoyens de déjouer les intrigues de l'Autriche et de la Bavière, de combattre les dispositions hostiles de tous les autres droits, de ne pas se reposer un instant jusqu'à ce que l'unité de l'Allemagne soit fondée. Vous oubliez que le parlement a dirigé ce mouvement dans les voies constitutionnelles, qu'il a été en somme un élément conservateur, que la constitution, sortie de ses débats et de ses votes est, dans les points essentiels, la constitution nécessaire au pays. C'est mon devoir, un devoir pénible, d'adresser ces avertissements à Votre Majesté[2]. » Frédéric-Guillaume IV n'écouta point les conseils de Bunsen; il refusa la dignité d'empereur d'Allemagne qui lui avait été offerte par l'assemblée de Francfort, et il ne voulut même pas reconnaître la constitution de l'empire.

La rupture fut complète entre le roi et l'Allemagne. Après avoir dissous la seconde chambre de Prusse et prorogé la première, Frédéric-Guillaume IV convoqua un congrès de princes pour reconstituer l'Allemagne, car il était plus préoccupé du droit divin des princes que des aspirations nationales de l'Allemagne. « Nous habitons deux mondes différents, écrivait-il à Bunsen. Vous êtes dominé par les impressions de la révolution de 1848. Vous avez donné un

[1] L. Von Ranke, Friedrich-Wilhem IV und Bunsen.
[2] *Idem.*

Digitized by Google

noble nom à l'abominable bâtard du diable et de la race humaine, vous l'avez appelé l'Allemagne. Sachez-le, cher Bunsen, voilà les circonstances qui rendent, humainement parlant, toute entente impossible entre nous[1]. »

Frédéric-Guillaume IV voulait la régénération de l'Allemagne par le consentement des princes, tandis que Bunsen demandait que les principes constitutionnels fussent le trait d'union entre la Prusse et les différents peuples de l'Allemagne. L'Autriche a représenté l'Allemagne, disait-on, dans les conditions de l'ancien régime; dans la société moderne, c'est à la Prusse que ce rôle appartient.

La Prusse ne comprit pas sa mission en Allemagne comme le Piémont en Italie. Frédéric-Guillaume IV cherchait à dompter la révolution, sans tenir compte des aspirations légitimes de l'Allemagne. Victor-Emmanuel, au contraire, transigeait avec la révolution en Piémont pour lui imprimer une impulsion favorable aux intérêts nationaux de l'Italie.

Pour apprécier les événements de 1866 et pour juger avec impartialité l'union italo-prussienne, il faut se rappeler tous les sacrifices imposés à la Prusse dans le but de maintenir la suprématie autrichienne en Allemagne. A Francfort, Frédéric-Guillaume IV refusa la couronne impériale pour ne pas diviser l'Allemagne, mais à Dresde comme à Hanovre, l'armée prussienne combattit la Révolution et sacrifia le principe national allemand à l'intérêt dynastique et séparatiste. On confondait, à Berlin, sur le Danube comme sur le Mincio, les intérêts de l'Allemagne avec ceux de l'Autriche.

On croirait, écrit Bunsen, alors ambassadeur à Londres, que « *la dernière heure de la Prusse* a sonné, si elle *ne se lève pas comme en* 1813. *Une foule de choses, en ce moment, rappellent trait pour trait la situation de* 1806, *avec cette différence toutefois que la Prusse ne sera pas seule en Allemagne, si elle le veut bien.* Personne ne prendrait parti pour la Prusse des hobereaux poursuivant des intérêts dynastiques; la Prusse constitutionnelle et allemande aurait pour

[1] L. Von Ranke, Friedrich-Wilhem IV und Bunsen.

Digitized by Google

elle non seulement les trois quarts des pays germaniques, mais l'Angleterre elle-même. C'est ce que j'ai fait savoir à Berlin, en y mettant toute la vigueur d'accent dont je suis capable : si la Prusse ne se décide pas à déployer *la bannière constitutionnelle et allemande, on la considère ici comme perdue, perdue par la paix comme par la guerre.* Déployer cette bannière, est-ce donc arborer le drapeau de la révolution? Dieu veuille qu'on ne persiste pas à le croire dans les conseils de Berlin! Sinon, c'en est fait de nous. Nous serons vaincus comme en 1806, et la ruine de l'Allemagne est consommée. Maintenant, je le crains, nous sommes placés entre les cours, qui toutes nous sont hostiles, et les peuples, qui ont perdu confiance en nous[1]. » L'indécision et le mysticisme de Frédéric-Guillaume IV retardèrent d'un quart de siècle le réveil de la Prusse et l'influence de l'Allemagne en Europe. Il n'en était pas de même de Victor-Emmanuel en Italie.

La maison de Savoie, au delà des Alpes, avait compris la grandeur de sa mission. Quoique alliée à l'Autriche par de nombreux liens de famille, elle devint le symbole de ralliement de tous les patriotes italiens. Vaincue à Novare par le sort des armes, elle cessa d'être piémontaise pour devenir italienne, tandis que les autres gouvernements de la Péninsule, satellites de l'Autriche, dont ils avaient accepté la politique, succombèrent avec elle à Magenta et à Solferino.

La politique de Frédéric-Guillaume était aussi nuisible aux intérêts de la Prusse qu'à l'avenir de l'Allemagne. Partout elle provoqua les plus grandes récriminations.

Nulle part l'impression produite par cette politique n'a été exprimée avec autant de violence que dans la lettre écrite à Bunsen par M. le comte de Pourtalès, ministre de Prusse à Constantinople. L'alliance franco-italienne préconisée en 1856 par Cavour, conseillée en 1860 par le grand Italien, y est annoncée avec éclat par le diplomate prussien. Ce document prophétique, daté du 18 janvier 1851, près de seize ans

[1] Lettre à M. Camphausen.

Digitized by Google

avant Sadowa, reflète l'impression générale de l'Allemagne. « Si je suis plein d'amertume contre Radowitz, très honorable ami, écrit Pourtalès, je n'ai point de termes pour exprimer mon indignation contre Manteuffel, car malgré Haugewitz, malgré George-Guillaume, malgré Tilsitt, notre histoire n'offre rien, à mon avis, qui puisse être comparé à la défaite d'Olmutz. Réunir les chambres et l'armée au roulement du tambour pour recevoir un soufflet en cérémonie de gala! jouer avec les souvenirs de 1813, et jouer quel jeu! parler des concessions de l'Autriche, parce qu'auprès du bourreau Rechberg on nous permet de placer un valet de bourreau, parce qu'on nous permet aussi de nous traîner sournoisement vers le Holstein, comme des complices ou des recéleurs! être obligés de publier nous-mêmes notre honte, notre ignominie, au son des trompettes, au bruit des timbales, avec protocoles et documents, tout cela est si douloureux, j'en ai le cœur si déchiré, si écrasé, que je ne trouve pas d'expressions pour le dire.

« Mais aide-toi, le ciel t'aidera! Nous ne pouvons pas demander que les autres agissent pour nous, si nous-mêmes nous ne faisons rien.

« Si mauvaise, si honteuse que soit notre situation présente, il y a pourtant un fait que ni la lâcheté, ni la trahison ne peuvent détruire, c'est *que l'Allemagne a un avenir et que la Prusse est appelée to take the lead.* L'histoire des dernières années prouve que la force des circonstances nous rend toujours cette hégémonie que nous refusons si souvent et si misérablement. *En attendant, conseillons aux Italiens de se grouper autour de la maison de Savoie; nous tâcherons de faire comprendre au parti révolutionnaire national dans toute l'Europe que le Piémont et la Prusse sont les deux seuls États européens dont l'existence et l'avenir soient étroitement liés au succès de l'idée de nationalité en ce qu'elle a de raisonnable...* Nous empêcherons à tout prix l'accroissement des États moyens de l'Allemagne, nous étoufferons cette idée diabolique et digne des Hapsbourg d'un Sonderbund hanovrien-saxon, oldenbourgeois... Puis, nous atten-

Digitized by Google

drons le moment où l'Autriche, essayant de régler ses finances et d'organiser son système politique, fera un éclatant fiasco; alors, comme on dit, *chacun son tour*. Alors, *nous lui rendrons, à ce Schwarzenberg*, nous lui rendrons avec usure ce qu'il nous a fait[1]. » L'union italo-prussienne avait donc été prévue par les hommes d'État en Prusse. L'intérêt national rapprocha les deux peuples et servit de lien à l'alliance entre les gouvernements.

La Prusse devait s'entendre avec l'Italie pour vaincre l'Autriche, aussi hostile à l'unité allemande qu'à l'unité italienne. Frédéric-Guillaume IV ne comprit pas cette politique. Il était plus soucieux du droit divin des princes que des intérêts de la Prusse et de l'avenir de l'Allemagne, tandis que Victor-Emmanuel oubliait les intérêts de sa couronne pour revendiquer les droits de l'Italie. Le Piémont se releva par la liberté, tandis que la Prusse, abandonnée par le peuple allemand et trahie par les États secondaires, fut réduite, à Olmutz, à l'état de puissance de second ordre.

Frédéric-Guillaume IV jouait le même rôle en Allemagne que Pie IX en Italie. Le pape, toujours indécis entre l'Autriche et le Piémont, voulait aussi concilier le principe national avec la légitimité.

Beaucoup de catholiques libéraux se souviennent encore des premières années du règne de Pie IX. La régénération de l'Italie, affirment-ils, a commencé par le pape. Nous ne le contestons pas : en 1848, un souffle libéral animait l'Église catholique; la tribune française encourageait les réformes inaugurées à Rome, et l'Europe croyait que le pape, après avoir rendu l'indépendance à la Péninsule, régénérerait le monde par la liberté. Le père Ventura, Gioberti, le comte Balbo, Massimo d'Azeglio, Manzoni, etc., voulaient affranchir l'Italie par l'influence de la cour de Rome, comme en France, en 1848, on espérait trouver dans l'Église un concours efficace pour établir la république. Immédiatement après la révolution de Février, les mandements républicains

[1] *Mémoires de Bunsen.*

Digitized by Google

de Mgr. Sibour et les discours du père Lacordaire reflétaient les aspirations libérales des catholiques. A cette époque, le clergé semblait vouloir devancer les événements en acclamant la république.

L'exemple donné par Pie IX en Italie était contagieux. Il est incontestable que les aspirations libérales du Vatican donnaient partout une vie nouvelle au catholicisme. Pie IX n'était pas seulement le régénérateur de l'Italie, c'était encore un pontife réformateur qui allait, croyait-on, transformer l'Église, abolir les abus et communiquer une vie nouvelle à la papauté. Les catholiques libéraux acclamaient le pontife roi et les protestants eux-mêmes, entraînés par la nouveauté du spectacle, encourageaient le pape et lui accordaient un appui sympathique.

« Jamais prince écrivait le comte Rossi qui représentait la France à Rome, ne s'est trouvé plus maître de toutes choses que Pie IX, dans les huit premiers mois de son pontificat. Tout ce qu'il aurait fait aurait été accueilli avec enthousiasme. C'est pour cela que je disais : Fixez donc les limites que vous voulez; mais, au nom de Dieu, fixez-les et exécutez sans retard votre pensée[1]. »

Les patriotes s'enrôlaient dans l'armée papale pour attaquer l'Autriche. Massimo d'Azeglio, plus tard ministre des affaires étrangères du roi d'Italie, cédant à l'enthousiasme patriotique, s'engagea comme volontaire pontifical. Son illusion ne fut pas de longue durée. Il vit bientôt que la régénération de l'Italie par le pape était un rêve que les événements allaient dissiper.

« J'ai eu, comme vous le savez, la malheureuse idée de devenir soldat du pape, écrivait-il, c'est à dire de renoncer au poste que je pouvais occuper dans une armée disciplinée, pour me mettre au milieu de la désorganisation la plus complète. J'avais imaginé que mon exemple aurait pu servir à quelque chose — ce jour-là, je n'étais pas modeste. — Mon

[1] Dépêche du 28 juillet 1847 à M. Guizot, ministre des affaires étrangères.

Digitized by Google

donquichottisme tant soit peu orgueilleux n'a abouti qu'à me faire rager pendant cinq mois ; et les soldats du pape sont restés ce qu'ils étaient. La « civica » et les volontaires se sont bien battus. Mais quels bédouins pour la discipline ! Au beau milieu de la campagne, Pie IX s'est avisé de déclarer qu'il n'était nullement en guerre avec l'Autriche, et qu'il ne savait pas à quoi nous nous amusions.

« Le jour où l'Encyclique nous est arrivée, et que notre armée s'est éparpillée comme un vol de moineaux, je me suis senti une envie démesurée de me faire Turc. Vous pensez que nous ne sommes plus aussi amoureux de Pie IX que nous l'étions[1]. »

L'Encyclique de 1848 montra à l'Italie les tergiversations du souverain pontife. On comprit à Turin comme à Rome que le sentiment national n'était pas en harmonie avec les devoirs du chef de l'Église. L'incompatibilité de deux pouvoirs ne fut jamais démontrée d'une manière plus évidente : prince italien, Pie IX se devait à l'Italie, mais il était chef de l'Église avant d'être roi, et à ce titre il devait rester neutre dans une lutte engagée entre deux peuples catholiques. Pie IX, un moment entraîné par l'enthousiasme national et par les aspirations des catholiques libéraux, pencha pour l'Italie, mais il s'arrêta au milieu de la lutte. Comme prince, Pie IX était Italien de cœur ; mais comme pape, il devait être avant tout pontife par raison et par tradition. Il rompit tout à la fois avec les patriotes italiens et avec les libéraux qui avaient voulu réconcilier l'Église romaine et les principes de la civilisation moderne. « Deux partis, écrivait le comte Rossi en 1848, s'offraient au pape : l'intervention pacifique et la guerre. Grands et glorieux partis, simples et clairs l'un et l'autre. Le premier qui était plus d'un pape, le second, plus d'un roi italien. De ces deux partis qui, pour être efficaces, devaient être adoptés franchement, sans tergiverser, et appuyés de la menace de recourir au second, si

[1] Lettre du 24 septembre à la fille de lord Minto, envoyé officieux du gouvernement anglais en Italie.

Digitized by Google

le premier était infructueux, ni l'un, ni l'autre ne fut résolûment choisi. » Rossi, dans cette dépêche, résumait la situation en posant ce dilemme : « Pie IX dirigera le mouvement national ou la révolution s'en emparera pour le diriger contre lui. » La prédiction se réalisa rapidement. Le pape quitta Rome pour ne pas céder à la révolution. Il n'y rentra que par l'appui des étrangers et perdit ainsi tout le prestige de sa popularité.

Victor-Emmanuel mit à profit les défaillances de Pie IX. Il prit en main les destinées de l'Italie. Turin, au lieu de Rome, fut désormais le centre de tous les amis de l'indépendance italienne. L'étendard de la maison de Savoie devint le drapeau autour duquel se rangèrent les Napolitains et les Lombards, aussi bien que les Vénitiens, les Toscans et les Romains. L'exil, les douleurs et les espérances communes préparaient la fusion des partis dans l'intérêt de la régénération de la patrie. Le Piémont fut à la fois le cœur et le bras de l'Italie, comme la Prusse aurait dû l'être de l'Allemagne. On s'était écrié, dans un moment d'enthousiasme : *Italia fara da se!* Mais on s'aperçut bientôt que, sans alliance, le petit royaume de Sardaigne pouvait encore moins résister à la formidable organisation militaire de l'Autriche en Italie, que la Prusse appuyée sur son armée ne le pouvait en Allemagne. La Belgique, en 1830, disait-on à Turin, aurait-elle réussi à se constituer sans le concours de l'Angleterre et de la France? N'est-il pas évident qu'il serait téméraire de ne compter que sur nous-mêmes, quand l'expérience nous a démontré que la sympathie de l'Europe nous est indispensable pour résister à l'Autriche retranchée dans le quadrilatère. Cette politique qui rattacha la petite Sardaigne aux grands intérêts de l'Europe, fut inaugurée par le comte de Cavour. Ce grand ministre était convaincu que le Piémont ne parviendrait pas à affranchir complètement l'Italie, sans le concours d'une armée étrangère.

L'alliance occidentale, conclue presque malgré l'Italie, fournit à Cavour l'occasion de préparer les grandes destinées de

Digitized by Google

sa patrie. Elle permit au Piémont de déployer l'étendard de la maison de Savoie sur les champs de bataille de la Crimée. La fraternité des camps établit de bons rapports entre des peuples qui défendaient la même politique. Le Piémont uni à l'Occident en Crimée, était certain, disait le comte de Cavour, d'avoir un jour le concours des armées occidentales dans les plaines de la Lombardie. On connaissait, dès cette époque, les sympathies de Napoléon III pour l'affranchissement de l'Italie; mais l'empereur, pour réaliser son programme, devait pouvoir compter sur l'appui de la France. Le concours donné par le Piémont en Crimée à l'alliance occidentale, obtint un double but : il accrut les sympathies pour l'Italie en France et il popularisa l'intervention française au delà des Alpes, en donnant, de plus, au Piémont le droit de prendre rang dans les conseils de l'Europe.

Au congrès de Paris de 1856, le comte de Cavour revendiqua les droits de l'Italie. Un gouvernement italien était représenté, pour la première fois, dans une assemblée où l'on discutait les grands intérêts de l'Europe. Le comte de Cavour y occupa une grande place. Les rapports qu'il eut avec Napoléon III remontent à cette époque. L'habile diplomate sut captiver l'esprit et le cœur de l'empereur. Dans le mémoire qu'il adressa au Congrès, il résuma les griefs de l'Italie contre le gouvernement papal, et démontra l'impossibilité de le maintenir dans l'avenir. « Le gouvernement du pape, disait-il, sa domination comme souverain temporel a cessé d'exister à dater du jour où il a été démontré qu'elle n'existe qu'en vertu d'une double occupation étrangère, et il est évident aujourd'hui que, si l'occupation venait à cesser, ce gouvernement n'aurait pas une semaine de vie.

« Une triste vérité, désormais reconnue par tous les esprits justes, comme par les hommes les plus religieux : le gouvernement temporel, ce grand foyer de corruption, a détruit le sens moral et rendu, chose triste à dire le sentiment religieux impossible, dans le centre et le midi de l'Italie surtout. Sans le pouvoir temporel, bien des plaies de l'Église pour-

Digitized by Google

raient être guéries! Le clergé lui-même, dans sa partie la plus éclairée, partage cette opinion, témoin le cardinal Pacca, qui pose hardiment la question dans ses mémoires et la résout comme il appartient à un cœur droit et à un caractère désintéressé. » Le comte de Cavour combattait les arguments des partisans du pouvoir temporel en disant :

« Inutile de s'occuper de la vieille objection : le chef de l'Église, pour avoir la pleine liberté de ses actes, doit être en même temps prince temporel. En présence d'une double occupation et des régiments suisses, ce serait là une dérision par trop amère[1]. »

La question du pouvoir temporel qui avait été introduite au congrès de Paris par les plénipotentiaires sardes, retarda l'alliance franco-italienne. Napoléon III, étant devenu empereur par le concours du clergé, ne pouvait se passer de son influence sans compromettre l'avenir de la dynastie. Le moment était donc peu opportun pour conclure une alliance qui pouvait faire éclater une guerre nouvelle en Italie.

Partout, en Europe, on était unanime à vouloir la paix et, en France, la vanité nationale et le chauvinisme militaire avaient été satisfaits par la prise de Sébastopol. L'Italie, cela est incontestable, acquit au congrès de Paris la bienveillance de l'Europe. L'influence de M. de Cavour lui permit d'exposer la situation de la Péninsule. Le tableau qu'il en traça était émouvant : l'opinion publique s'intéressa à la régénération italienne, mais personne ne prit une part plus vive aux griefs de l'Italie que Napoléon III. M. de Cavour le constate dans son exposé sur les affaires d'Italie :

« Il a été dit par un homme d'État : les Italiens se plaignent toujours, mais personne ne me dit jamais ce qu'il faut faire. On aurait pu répondre : Les avez-vous jamais consultés ou écoutés?

« Grâce à la bienveillante sollicitude de S. M. l'empereur,

[1] Bianchi. *Storia della diplomatia Europea.* Tome I. *Mémoire du comte de Cavour au congrès de Paris.*

Digitized by Google

ce reproche serait désormais de l'ingratitude dans la bouche des Italiens. Quel que soit le sort que leur prépare la Providence, tout homme de cœur se souviendra toujours qu'il a été le premier à leur demander :

« Que peut-on faire pour l'Italie[1] ? »

L'alliance franco-italienne, conclue en 1859, avait donc été préparée dès 1856. La guerre de Crimée n'avait pas seulement établi des relations intimes entre le cabinet de Turin et les puissances occidentales, elle rapprocha l'Italie de la Prusse et de la Russie, comme le démontre la dépêche du 29 mars 1856, adressée par le comte de Cavour à M. le chevalier Librano, ministre des affaires étrangères du Piémont.

« Si nous n'avons pu, disait-il, dans le cours de cette longue négociation, obtenir aucun avantage direct pour notre pays, nous croyons du moins avoir conquis l'amitié de plusieurs puissances, *de la Prusse et de la Russie en particulier. En effet, le baron Manteuffel, quoique fort réservé de sa nature, nous témoigne en toutes les occasions des sentiments d'estime et d'amitié. Son collègue, le comte de Hatzfeld, va plus loin et parle de l'identité de la position de nos deux pays, des causes de plaintes que l'Autriche donne à l'un et à l'autre, sous une forme qu'on peut considérer comme de véritables avances.*

« Quant aux Russes, ils sont très explicites. Le comte Orloff affecte une grande amitié pour nous. La baronne de Seebach, fille de Nesselrode, *fait notre éloge* aux dépens des plénipotentiaires autrichiens, et le baron de Brunow nous prodigue ses meilleures phrases.

« Hier, enfin, le comte Orloff m'a dit en me serrant la main : « J'ai écrit ce matin à l'empereur que nous avions excessivement à nous louer des plénipotentiaires sardes. »

« Ce ne sont pas là de brillants résultats, qui se traduisent en avantages immédiats et matériels ; mais ce sont *des germes*

[1] *Mémoire du comte de Cavour*, 1856.

Digitized by Google

de futurs événements, qui doivent *aider notre pays à atteindre* la glorieuse mission à laquelle la Providence l'a destiné. »

Dans le congrès de Paris, l'Autriche ne voulut pas se prêter à un arrangement pacifique des affaires d'Italie. L'empereur Napoléon l'avait désiré, mais il avait besoin du concours de l'Autriche pour faire la paix et, à cet effet, il devait traiter l'empereur François Joseph en allié. « Devant une pareille situation, écrivait Cavour, on ne pouvait user de menaces dans la question italienne. Les exhortations étaient seules possibles. Elles furent employées en vain. Le comte de Beust se montra intraitable dans les grandes comme dans les petites choses. Cette *ténacité, dangereuse pour le moment, tourna à l'avantage futur de l'Italie. L'empereur Napoléon en fut très irrité et ne cacha pas son impression.* L'autre soir, il me disait : « L'Autriche ne veut se prêter à rien ; elle est prête à faire la guerre, plutôt que de consentir à la cession de Parme en votre faveur ; *or, en ce moment, je ne puis pas lui poser un casus belli; mais tranquillisez-vous, j'ai le pressentiment que la paix actuelle ne durera pas longtemps.* » L'empereur a proposé à l'Autriche de prendre les principautés danubiennes et de nous abandonner la Vénétie et la Lombardie, et, en ma présence, il a dit à lord Clarendon : « C'est la seule solution raisonnable des affaires d'Italie. » Il n'en faut pas davantage pour prouver les bonnes dispositions de l'empereur et la nécessité de ne pas l'irriter par des épigrammes qui ne servent à rien et qui ne peuvent lui faire grand tort[1]. »

L'unité de l'Italie et les destinées de la maison de Savoie avaient été préparées au congrès de Paris. C'était la grande préoccupation du comte de Cavour, comme on le voit par ses lettres confidentielles à M. Urbain Rattazzi dans lesquelles il rendait compte des séances du congrès qui avaient rapport à la question italienne et à la situation du royaume de Naples et des États pontificaux.

[1] Lettre du comte de Cavour, datée d'août 1856 à son ami Castelli. *Storia della diplomatia Europea in Italia.* Vol. VII, p. 622.

Digitized by Google

« Lord Clarendon, écrivait-il, fut plus énergique que jamais quand il s'agissait du pape ou du roi de Naples; il qualifia le gouvernement du premier comme le plus mauvais qui eût jamais existé. En sortant, je lui dis : « Milord, vous voyez qu'il n'y a aucun espoir à fonder sur la diplomatie; il serait temps de recourir à d'autres moyens, surtout en ce qui concerne le roi de Naples. » Il me répondit : « Il faut s'occuper de Naples et bientôt. » Je le quittai en disant : « Je viendrai en causer avec vous. L'Italie ne peut rester dans les conditions actuelles. Napoléon en est convaincu, et si la diplomatie est impuissante, nous aurons recours à des moyens extra-légaux. Modéré d'opinion, je suis plutôt favorable aux mesures extrêmes et audacieuses. Dans ce siècle, l'audace est souvent la meilleure des politiques. Elle réussit à Napoléon et elle pourrait nous être favorable. » Le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde devint le trait d'union entre les deux dynasties et le prologue du traité d'alliance entre les deux peuples en 1859.

Cavour n'était pas très enthousiaste de l'alliance du prince Napoléon avec la princesse Clotilde[1]. Il lui semblait préférable de s'assurer à la fois la neutralité bienveillante de la Russie et de la Prusse, par le mariage de la princesse Clotilde de Savoie avec le prince Léopold de Hohenzollern, fils de la princesse Stéphanie de Beauharnais, qui serait devenu roi de l'Italie centrale[2]. A cette époque, M. de Cavour songeait moins à l'unité qu'à l'indépendance. L'idée nationale le préoccupait avant tout et il n'est devenu unitaire que lorsqu'il a été convaincu qu'il n'y avait pas d'autre moyen de réaliser l'affranchissement du pays.

La Prusse et le prince régent avaient des sympathies pour l'Italie. A différentes reprises, le cabinet de Vienne avait tâché d'obtenir le concours armé du cabinet de Berlin et de l'Allemagne, pour combattre le parti national italien. « Une

[1] Lettre de Cavour à Urbain Rattazzi, du 15 septembre 1858.

[2] *Correspondance de Cavour avec Villamarini.* Vol. VIII. Bianchi. *Storia della diplomatia.*

Digitized by Google

telle proposition avait toujours été rejetée. Le prince régent avait dit dans le conseil des ministres : « *Nous ne pouvons donner le concours de nos armes à l'Autriche pour combattre en Italie les principes de nationalité que la Prusse est appelée à défendre en Allemagne.* Si la guerre éclate, nous devons conserver notre libre arbitre et en user dans l'intérêt de l'Allemagne[1]. » Partout on retrouve des traces des sympathies qui existaient dès 1856 entre l'Italie et la Prusse. Le cabinet de Berlin voyait sans inquiétude l'agrandissement de l'Italie. On croyait que le Piémont représentait le principe national que la Prusse avait mission de défendre en Allemagne.

Quant à l'Angleterre, elle avait subi la paix en 1856, plutôt qu'elle ne l'avait acceptée.

« Elle verrait volontiers, j'en suis convaincu, écrivait Cavour à Rattazzi, surgir l'opportunité d'une guerre nouvelle et d'une guerre aussi populaire que celle qui aurait pour objet l'affranchissement de l'Italie. Pourquoi donc ne profiterions-nous pas de ces dispositions, en faisant un effort suprême pour accomplir les destinées de la maison de Savoie et de notre pays?

« L'empereur ne peut être hostile à cette guerre qu'il désire du fond du cœur. Il nous aidera certainement, s'il voit l'Angleterre décidée à entrer en lice. Les dernières conversations que j'ai eues avec lui et avec ses ministres étaient de nature à préparer la voie à une déclaration belliqueuse. Le seul obstacle est le pape. Qu'en faire dans une guerre italienne[2]? »

Dans une quatrième lettre, le comte de Cavour constate les efforts faits par l'empereur Napoléon pour adoucir les rapports entre l'Autriche et l'Italie; mais l'Autriche ne fit que des concessions apparentes, pour ne pas exciter l'opinion publique et pour maintenir ses bonnes relations avec l'empereur Napoléon.

Quant à la Russie, elle se montrait sympathique à l'Italie.

« Orloff me fit mille protestations d'amitié. Il reconnut,

[1] Lettres du comte de Launay à Cavour, 19 et 25 janvier 1859.

[2] *Storia della diplomatia Europea.*

Digitized by Google

comme moi, que l'état de l'Italie était insupportable, et me laissait entendre volontiers que son gouvernement aurait contribué à l'améliorer. *L'ambassadeur prussien parlait mal de l'Autriche.* En somme, si *nous n'avons rien gagné en pratique*, la victoire est complète, quant à l'opinion publique[1].

« Pendant le congrès de Paris, l'empereur Napoléon ne cessa de montrer ses sympathies à l'Italie. L'Angleterre favorisait les dispositions de l'empereur. Lord Clarendon, qui s'était montré vivement contrarié des efforts stériles qu'on avait faits pour résoudre la question italienne, avait fini par obtenir une réponse plus positive de l'empereur : « Je vous autorise à déclarer au parlement, lui disait Napoléon, que j'ai l'intention de retirer mes troupes de Rome, et il ajouta en élevant la voix : et d'obliger l'Autriche à en faire autant. »

« Clarendon me dit que l'empereur lui parut de très bonne foi et que si l'Autriche ne modifiait pas son système, avant un an, la France et l'Angleterre l'y auraient forcé, même par les armes.

« Il est certain que les plénipotentiaires autrichiens sont abattus et mécontents. Ils se plaignent comme nous de Walewski, et se moquent de son incapacité[2]. »

Dans une circulaire du 1^er^ août 1857, adressée aux chefs de la légation de S. M. le roi de Sardaigne, le comte de Cavour écrivait : « On doit reconnaître que, depuis quelque temps, une modification sensible s'est opérée dans l'opinion publique en notre faveur. Les faits ont parlé plus haut que la malveillance et la prévention des partis qui nous sont plus ou moins hostiles. » Dans la question des principautés danubiennes, la Sardaigne devint l'arbitre de la paix ou de la guerre. Il en était de même dans le règlement des difficultés survenues à Neuchâtel, entre la Prusse et la Suisse.

Le Piémont, dans la question des principautés, comme dans la question de Neuchâtel, avait donné des conseils qui ont mis en relief l'esprit modéré de sa politique et la haute

[1] *Storia della diplomatia Europea.*

[2] 6^e^ lettre du comte de Cavour à Urbain Rattazzi. *Storia della diplomatia Europea.*

Digitized by Google

influence exercée dans les conseils de l'Europe par le comte de Cavour[1]. « Les rapports diplomatiques à l'étranger, écrivait-il, se ressentent partout de la direction nouvelle imprimée aux affaires d'Italie, depuis que le Piémont avait pris en main les intérêts de la Péninsule. » La révolution italienne échappait au parti républicain. Mazzini avait encore des adhérents, mais le parti national s'éloignait de lui pour se rapprocher du parti constitutionnel représenté par le comte de Cavour. A Vienne, on redoutait cette influence prépondérante du Piémont. On comprenait que l'Italie, groupée autour de la maison de Savoie, en échappant à la révolution, devenait plus dangereuse pour l'Autriche. L'Europe, hostile au parti républicain italien, ne l'était ni à la maison de Savoie, ni au grand ministre, dont elle avait pu apprécier la modération dans les congrès.

On craignait à Vienne, dès 1858, une alliance offensive et défensive avec la France. Le cabinet autrichien comprenait le danger de cette situation. Au lieu de s'entendre directement avec la France, en faisant des concessions opportunes à l'Italie, l'empereur François-Joseph fit des avances à la Prusse et chargea, en 1859, l'archiduc Albert d'une mission à Berlin.

« L'archiduc fit entrevoir le danger que courait l'Allemagne sur le Rhin et offrit à l'armée fédérale un contingent de 200,000 hommes. Poussant plus loin l'esprit de conciliation et les avances au cabinet de Berlin, l'archiduc offrit le commandement des armées fédérales au prince régent de Prusse et, de plus, il offrit d'alterner avec la Prusse la présidence de la diète. On répondit à l'archiduc que la Prusse voulait rester neutre et qu'elle n'agirait que si les intérêts de l'Allemagne étaient menacés[2]. »

On songeait, à cette époque, à Berlin, plutôt à imiter l'exemple du Piémont en Allemagne, qu'à s'allier à l'Autriche contre l'Italie. La Prusse, réduite à un rang

[1] *Storia della diplomatia Europea.*

[2] Lettres de M. de Launay, ministre du Piémont, à Cavour.

Digitized by Google

secondaire par la diète germanique, attendait les événements et ne voyait pas avec déplaisir les embarras de l'Autriche. Le comte de Bismarck, ambassadeur de Prusse à Saint-Pétersbourg, était dès lors favorable à l'Italie. Le chargé d'affaires sarde, M. le comte Sauli, écrivait :

« *Les représentants des petits États allemands sont furieux contre Bismarck. Ils l'accusent d'être plus sympathique à l'Italie et à la France qu'à l'Allemagne*[1]. »

Membre de l'extrême droite au parlement de Francfort, M. de Bismarck avait ressenti plus vivement qu'aucun autre patriote allemand les revers diplomatiques infligés à la Prusse depuis Francfort jusqu'à Erfurth et Olmutz. L'Autriche, à l'en croire, n'est pas seulement l'ennemie de l'Italie, c'est l'adversaire le plus redoutable de l'Allemagne. Elle a maintenu les divisions territoriales au delà du Rhin comme elle les a imposées à l'Italie. La Prusse ne peut reprendre la prépondérance allemande qu'en expulsant l'Autriche de la confédération et en détruisant la diète germanique.

Le comte de Bismarck était convaincu que la diète divisait l'Allemagne à l'intérieur et qu'elle l'affaiblissait à l'étranger. On pouvait supposer que son jugement lui faisait voir sans regret l'alliance franco-italienne, parce qu'il la croyait le prologue de l'alliance italo-prussienne.

Le comte de Cavour savait que l'empereur Napoléon était favorable aux Italiens, mais il était convaincu que l'opinion publique en France n'était pas sympathique à une alliance offensive et défensive avec l'Italie. Aussi prévoyant que prudent, M. de Cavour avait voulu, dès 1859, se ménager des alliances et ne pas devoir uniquement à la France l'affranchissement de la Péninsule.

« Les Français, écrivait-il, entraînés contre leur gré, ne nous pardonneront jamais si la plus grande partie du poids

[1] Dépêche confidentielle du comte Sauli, chargé d'affaires sarde, à Saint-Pétersbourg.

Digitized by Google

de l'entreprise tombe sur leur dos; *malheur à nous si nous triomphons uniquement au moyen des Français*[1]. »

Les événements ne justifièrent que trop sa prédiction. L'Italie n'oublia pas ce qu'elle devait à la France; mais il est incontestable que la paix de Villafranca ne répondit pas aux espérances des Italiens. L'empereur avait promis que le pays serait affranchi jusqu'à l'Adriatique, et Venise, à laquelle se rattachent, après Rome, les plus grands souvenirs de l'Italie, restait soumise à l'Autriche.

Cette solution mécontenta les Italiens. Ils ne voulaient pas d'une fédération qui laissait toute la force matérielle à l'Autriche retranchée dans son quadrilatère, et au pape temporel toute l'influence morale de la Péninsule. Le comte de Cavour ne pouvait accepter un traité qui méconnaissait tout à la fois les promesses faites par la France et les aspirations nationales de la Péninsule. Il abandonna le pouvoir pour revendiquer avec Manin l'idée unitaire représentée par Mazzini et patronnée par le parti républicain. A la devise mazzinienne : *Dieu et le peuple*, le comte de Cavour substitua la devise constitutionnelle et monarchique : *Italie et Victor-Emmanuel.*

Homme d'État aussi habile que prudent, il se contenta d'emprunter à Mazzini le principe de l'unité et à Garibaldi le prestige de son épée et de sa popularité. La grande œuvre de l'indépendance nationale devint ainsi le trait d'union de tous les partis. La monarchie, en se ralliant à l'unité, rétablit en Italie son prestige, tout en relevant l'influence italienne dans les conseils de l'Europe.

Allié de la France, Cavour ne négligeait aucune occasion de montrer à la Prusse qu'elle avait intérêt à se rallier à ses combinaisons. « *La Prusse et le Piémont, écrivait-il, ont des intérêts communs. L'une défend la nationalité allemande et l'autre la nationalité italienne.* L'Autriche est ennemie implacable de l'une comme de l'autre. Si elle est victorieuse par le concours des armées fédérales, elle reprendra la suprématie en Allemagne; si elle est vaincue, la Prusse trouvera

[1] Lettre du comte de Cavour au général La Marmora. *Storia della diplomatia.*

Digitized by Google

le chemin ouvert pour marcher à l'accomplissement de ses destinées en Allemagne[1]. » Dès 1859, et en pleine alliance française, on comprenait en Italie l'avenir de la Prusse ; mais l'homme qui rêvait pour son pays le succès du grand ministre sarde était à Saint-Pétersbourg. Le comte de Bismarck entrevoyait dans l'alliance franco-italienne la régénération de l'Allemagne et il attendait avec impatience le jour où il aurait pu, par une alliance italo-prussienne, aider l'Italie à compléter son unité nationale, afin de permettre à la Prusse de reprendre la direction de l'organisation nationale de l'Allemagne. Cette politique qui devait continuer en Prusse l'œuvre commencée par Cavour en Piémont ne fut pas bien appréciée en Allemagne. On redoutait même, à Berlin, la prépondérance de la France ; il n'était donc pas étonnant que le triomphe de Napoléon III sur le Mincio parût aux successeurs de M. de Radowitz une menace sur le Rhin qui mettait en danger la Confédération germanique[2]. M. de Bismarck ne partageait pas ces craintes, et les conseils qu'il donnait ne furent pas écoutés par le roi. Dès cette époque, il appréciait la politique de Cavour, mais les arguments qu'il fit valoir, pour montrer que la Prusse avait le même intérêt en Allemagne que le Piémont en Italie, ne furent pas pris en considération à Berlin ; il en résulta que l'avenir de la Prusse et la régénération de l'Allemagne furent retardés par les fautes du gouvernement prussien.

On peut se demander ce qui serait arrivé en 1859 si l'Italie avait été soutenue par la Prusse. Il est incontestable que Napoléon a conclu la paix de Villafranca parce qu'il n'était pas certain de la bienveillance de la Prusse. Cavour dut quitter le pouvoir et il ne lui restait que la sympathie de Napoléon III pour continuer l'affranchissement de l'Italie. Le comte de Bismarck avait seul compris en Allemagne la grandeur de l'œuvre entreprise par Cavour au delà des Alpes, mais il n'avait aucune influence à Berlin sur Frédéric-Guillaume IV.

[1] Dépêche confidentielle de Cavour, du 6 mai 1859, au comte de Launay, ministre d'Italie, à Berlin.

[2] M. Radowitz, l'ami de Frédéric-Guillaume, prétendait qu'on défendait le Rhin sur le Mincio.

Digitized by Google

En Italie, les résultats obtenus par l'alliance française n'avaient pas répondu aux espérances des Italiens : Cavour le comprit et dans sa solitude de Léri il appréciait sévèrement la situation :

« J'ai été heureux, écrivait-il à M. le marquis Pes de Villamarina après le triste dénouement de la guerre, de pouvoir me retirer des affaires, sans provoquer des troubles graves. Le nouveau ministère est formé de façon à rassurer l'Europe et le pays. La Marmora et Dabormida présentent les plus grandes garanties de modération et de loyauté. Rattazzi signifie qu'on n'a pas l'intention de reculer à l'intérieur. Je ne doute pas que vous leur portiez le même concours que vous m'avez toujours accordé. Ma retraite doit rendre votre œuvre moins difficile (*meno scabrosa*). Faites de moi une victime expiatoire pour regagner à notre pays l'amitié du gouvernement français. Elle nous est indispensable, pour ne pas consommer à Zurich le sacrifice de Villafranca[1]. » Dans une autre lettre, il disait : « Les conséquences de la paix de Villafranca ont tourné admirablement. La campagne politique et militaire a été plus avantageuse à l'Italie que la campagne militaire qui l'a précédée. Elle a *donné à l'empereur Napoléon des titres plus grands à la reconnaissance des Italiens que les résultats obtenus par les batailles de Magenta et de Solferino.* Combien de fois ne me suis-je pas écrié dans la solitude de Léri : Bénie soit la paix de Villafranca! (*Benedetta la pace di Villafranca!*) » Napoléon était convaincu qu'il ne pouvait continuer la guerre, sans compromettre sa popularité en France et sans engager l'avenir du pays qui lui avait confié ses destinées. En parlant de la paix, l'empereur disait à La Marmora : « Je sais que le comte de Cavour est très irrité; je comprends et j'excuse cet état de son esprit, profondément troublé de voir ses projets tronqués (*troncati*). Mais en ce monde on ne peut pas toujours obtenir ce qu'on désire. L'idée de la complète indépendance de l'Italie me fut toujours chère; mais,

[1] Lettre de Cavour. Léri, 19 juillet 1859.

Digitized by Google

pour la réaliser, je ne pouvais risquer de compromettre des intérêts plus grands. Je suis convaincu qu'avec l'organisation actuelle de ses forces militaires, la France est dans l'impossibilité de soutenir une double guerre sur le Rhin et sur l'Adige[1]. » Cette appréciation est confirmée par le prince Napoléon.

M. Peruzzi, envoyé toscan à Paris, rapporte dans une dépêche adressée, en 1859, au baron Ricasoli, chef du gouvernement toscan, les termes de l'entretien qu'il eut avec le prince Napoléon, qui justifiait la paix en disant : « Vous aurez une « seconde Novare, et vous serez bien avancés quand vous aurez « été cause de la ruine de l'empereur et de la venue des Prus- « siens à Paris[2] ». Nous lui disions que l'enthousiasme des volontaires et le patriotisme national renouvelleraient les prodiges de 93. Le prince nous répondit qu'il espérait dans la guerre avant la guerre, parce qu'il croyait l'empereur un bon chef d'armée disposant d'habiles généraux, mais que depuis lors il avait perdu ses illusions et que l'armée savait qu'elle n'avait pas à sa tête ni un empereur général, ni des généraux habiles. J'ai voulu vous rapporter cet entretien dont le fond m'a paru assez vraisemblable[2]. »

A Turin comme à Florence, on s'occupait déjà du concours de la Prusse. On comptait sur sa bienveillance pour se passer, dans l'avenir, de l'alliance française. En septembre 1859, le gouvernement florentin délégua le comte Louis Morest pour patronner la cause de la Toscane auprès des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg. La réponse du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères à l'envoyé toscan est résumée en ces termes par l'envoyé du gouvernement sarde à Berlin : « La Prusse a des intérêts identiques à ceux de l'Italie, et dans un congrès, elle ne lui sera pas hostile. Le principe de la nationalité est légitime, et le cabinet de Berlin verrait volontiers naître (*sorgere*) une Italie forte et indépendante ». Quant aux légations, le ministre prussien laissa entendre

[1] *Storia della diplomatia Europea.*
[2] *Storia della diplomatia Europea*, par Bianchi, p. 612.

Digitized by Google

que le cabinet de Berlin ne prenait pas grand intérêt au domaine temporel des papes, mais il ajouta « qu'il n'était pas probable que la France et l'Italie voudraient le restreindre [1]. »

La Prusse cherchait à faire accepter dans le traité de paix les conditions les plus avantageuses à l'Italie, en disant à l'envoyé piémontais qui les combattait : « Entre votre pays et l'Autriche, il y aura toujours des prétextes pour une nouvelle guerre [2]. » Ces paroles étaient une révélation. Un éminent homme d'État prussien, qui favorisait alors auprès du prince régent les intérêts du Piémont, disait également et d'une façon plus explicite à M. de Launay : « Je vous répète ce que j'ai dit au comte de Cavour. Pour nous, la guerre d'Italie a éclaté trop tôt. Rassurez-vous pour le présent, fortifiez-vous pour l'avenir, et quand le jour de nouvelles épreuves s'élèvera, vous aurez la Prusse avec vous [3]. »

L'alliance italo-prussienne, prévue par le comte de Cavour en 1856, ratifiée plus tard par le comte de Bismarck, était moins populaire en Allemagne qu'en Italie. En Prusse, on croyait l'Allemagne intéressée à défendre le quadrilatère et en Piémont, on regardait encore les Prussiens comme les alliés de l'Autriche. Avant Solferino, le parti national italien ne comptait que sur la France pour affranchir l'Italie, mais après Villafranca, on ne pouvait plus se faire illusion sur l'alliance française et, cependant, il fallut la maintenir pour ne pas courir les chances de nouvelles déceptions. M. Peruzzi, l'un des hommes qui, avec le baron Ricasoli, ont contribué le plus efficacement à seconder à Florence la fusion avec le Piémont, faisait tous ses efforts pour conserver l'alliance française. Il savait que l'empereur Napoléon redoutait une nouvelle guerre, parce que la France était hostile à l'unité italienne et qu'elle voulait tout au plus permettre une fédération dont le pape et l'Autriche auraient fait partie. Une pareille solution était

[1] Dépêche de Launay, Berlin, 12 octobre 1859.
[2] Depêche de Launay, Berlin, 14 octobre 1859.
[3] *Storia della diplomatia Europea.*

Digitized by Google

combattue par tous les partis en Italie. La proposition seule augmenta la force des annexionnistes et décida à Florence comme à Parme l'opinion à seconder le Piémont pour compléter à Rome l'unité de l'Italie. « Vous savez, écrivait Cavour, que l'opinion publique est ma boussole; mon programme est de ne pas imposer l'annexion, mais de braver tous les dangers pour la faire, si les populations la réclament [1]. » En annonçant aux puissances européennes que le gouvernement du roi avait sanctionné l'union de l'Italie et de la Toscane au royaume de Sardaigne, Cavour s'appuyait sur le sentiment national qu'il fallait rassurer pour protéger en même temps les intérêts de l'ordre et de la paix en Italie [2]. Napoléon, en faisant prévaloir le principe de non-intervention, reconnut les faits accomplis au delà des Alpes. Il était moins hostile que la France à l'unité italienne, parce qu'il en trouvait l'origine dans les traditions napoléoniennes. L'unité de l'Italie avait été rêvée par Napoléon Ier à l'île d'Elbe, quand il disait aux Italiens qui le pressaient de descendre en Italie pour se mettre à la tête du mouvement national : « J'ai été grand sur le trône de France principalement par la force des armes et par mon influence sur l'Europe entière; mais le caractère distinctif de mon règne était toujours la gloire des conquêtes. A Rome, ce sera une autre gloire aussi éclatante que la première, mais plus durable et plus utile... Je ferai des peuples épars de l'Italie une seule nation, je leur donnerai l'unité de mœurs qui leur manque, et ce sera l'entreprise la plus difficile que j'ai tentée jusqu'ici. J'ouvrirai des routes et des canaux, je multiplierai les communications; de nouveaux et vastes débouchés s'ouvriront aux industries renaissantes, tandis que l'agriculture montrera la prodigieuse fécondité du sol italien. Je donnerai à l'Italie des lois faites pour les Italiens. Naples, Venise, La Spezzia deviendront d'immenses chantiers de construction navale, et dans peu d'années l'Italie aura une marine impo-

[1] Lettre de Cavour à Villamarini.
[2] *Idem*.

Digitized by Google

sante. Je ferai de Rome un port de mer. Dans vingt ans, l'Italie aura une population de trente millions d'habitants et sera la plus puissante nation de l'Europe. Plus de guerres, plus de conquêtes; j'aurai néanmoins une armée brave et nombreuse sur le drapeau de laquelle je ferai écrire le mot: « Malheur à qui le touche! » et personne n'osera. Après avoir été César en France, je serai Camille à Rome; l'étranger cessera de fouler de son pied le Capitole et n'y retournera plus. Sous mon règne, la majorité antique du peuple roi s'unira à la civilisation de mon premier empire, et Rome égalera Paris en conservant toute la grandeur de ses souvenirs. »

L'idée de l'unité italienne, proclamée par Napoléon Ier à l'île d'Elbe, avait été propagée en Italie par Rossi, qui signa, en 1815, les premières proclamations unitaires. Ministre de Pie IX, il fit, en 1848, un dernier effort pour amener une transaction entre l'Église et l'Italie. « Il n'y avait que deux partis à prendre, disait Rossi : l'un était la déchéance naturelle du pape par la retraite de l'intervention étrangère, l'autre parti, possible peut-être, mais plus dangereux, était de proclamer hautement comme principe la destruction du pouvoir temporel du pape, d'en retracer les inconvénients et les abus, d'en appeler à l'opinion des peuples, de leur faire sentir que les ennemis de leur émancipation n'étaient point le vicaire du Christ, mais les princes temporels de Rome, que c'était comme principauté que Rome avait déserté la cause de la liberté pour celle du privilége, celle de l'intelligence pour le pouvoir. Dans ce système, il fallait avant tout éviter toute discussion religieuse, entourer la religion, les institutions, les ministres d'un respect profond et sincère. Il fallait réunir le royaume d'Italie à Rome ou bien permettre à l'État de se donner un gouvernement national. » Le comte Rossi était préoccupé comme le comte de Cavour de l'idée nationale, de l'affranchissement du pays et de la constitution à donner à l'Italie, quand elle n'aurait plus à subir le joug de l'étranger.

Mazzini, dont l'influence a été si grande et dont le génie a été reconnu par les différents partis, avait préconisé

Digitized by Google

avant 1848 l'unité italienne. L'expérience et l'histoire lui avaient démontré que l'indépendance de l'Italie était incompatible avec la suprématie de l'Église. « Les Italiens, remarque fort judicieusement M. Victor Cherbuliez, savent que la politique du saint-siége, en traversant leurs efforts pour assurer leur indépendance et leur unité nationale, les a condamnés à subir, pendant des siècles, le joug de l'étranger. »

Mazzini popularisa tout à la fois l'idée de l'unité et de la suppression du pouvoir temporel. L'idée était bonne, mais les moyens qu'il préconisait pour la réaliser n'étaient pas en rapport avec la situation de l'Italie et de l'Europe. La réunion de l'Italie centrale à la monarchie sarde était un acheminement vers l'unité. Mazzini avait propagé cette idée avec une conviction profonde, en disant que l'unité seule pouvait mettre fin à la Révolution. Il croyait ce programme réalisable seulement à Rome et par la république, mais, politique habile et patriote convaincu, il voulait le fait sans s'inquiéter du mot. Mazzini écrivait le 2 mars 1860 : « Il ne s'agit plus de république ou de monarchie ; il s'agit de l'unité nationale, d'être ou de ne pas être. Si l'Italie veut être monarchique sous la maison de Savoie, qu'elle le soit. Si elle veut acclamer comme libérateur le roi ou Cavour, qu'elle le fasse. Ce que nous voulons tous maintenant, c'est que l'Italie se fasse [1]. » Garibaldi se rallia comme Mazzini à l'unité monarchique et à la devise républicaine : « *Dio e popolo,* Dieu et peuple », il substitua la devise constitutionnelle : « Italie et Victor Emmanuel ». La croix de Savoie devint un symbole de ralliement autour duquel tous les partis s'unirent [2]. Le comte de Cavour n'était pas séparé de Mazzini et de Garibaldi par une question de principe. Il voulait comme eux l'unité de l'Italie. Sa politique tendait au même but. Il ne différait que sur les moyens à employer pour l'atteindre. Homme d'État qui unissait la prudence à

[1] Lettre du comte de Cavour au marquis de Villamarini, ambassadeur du Piémont à Paris.

[2] *Idem.*

Digitized by Google

l'audace, il ne craignait pas de faire un effort suprême pour affranchir l'Italie, mais il savait que la révolution italienne, pour réussir en Italie et pour être acceptée par l'Europe, devait être monarchique, c'est à dire nationale et conservatrice.

L'Italie, affirmait-on avec raison, ne pouvait compléter son indépendance à Venise et à Rome que par une entente avec la Prusse. Il est évident que la maison de Savoie, par ses traditions et ses souvenirs, pouvait seule offrir à la Prusse une alliance que le cabinet de Berlin n'aurait jamais conclu avec un gouvernement républicain.

L'alliance française, dépopularisée par l'occupation de Rome et par la cession de Nice, avait perdu son prestige. L'Italie ne pouvait plus compter sur le concours de Napoléon pour affranchir Venise et pour obtenir une transaction de la cour de Rome.

Les obstacles suscités à l'annexion des provinces méridionales n'existaient pas seulement à Paris. A Saint-Pétersbourg comme à Berlin, on protesta vivement contre l'envahissement du royaume de Naples et des Romagnes par les volontaires de Garibaldi. La Prusse voulait bien permettre au Piémont de s'appuyer en Italie sur le principe de nationalité, mais à la condition de laisser à ce principe son libre développement et de concilier le droit nouveau avec les traditions historiques, comme elle le faisait elle-même en Allemagne. Dans une dépêche adressée au comte Brassier de Saint-Simon, chargé d'affaires de Prusse à Berlin, M. de Schleinitz disait : « Loin de regarder comme incompatibles ces deux principes, le gouvernement prussien pense que c'est uniquement dans la voie légale des réformes, et en respectant les droits existants, qu'il est permis à un gouvernement régulier de réaliser les vœux légitimes des nations[1]. »

Le comte de Cavour avait songé, dès 1859, à l'alliance prussienne, parce qu'il savait que la France était peu disposée à permettre l'unité italienne. Tous les partis étaient d'accord pour empêcher la formation d'un grand royaume au sud des

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de 1870.*

Digitized by Google

Alpes. La majorité en France n'avait pas cru que la cession de la Savoie et du comté de Nice fût une compensation suffisante pour l'annexion de l'Italie centrale. Il n'en était pas de même de Napoléon III. Les faits prouvent qu'il n'a jamais cessé d'être l'ami de l'Italie et qu'il a compromis plus d'une fois son trône et sa popularité dans l'intérêt de la nationalité italienne. « L'empereur des Français, disait le comte de Cavour dans un discours qui fit une grande impression sur la Chambre, reconnaissant l'impossibilité d'une restauration en Toscane, dans les duchés et dans les Romagnes, a osé déclarer au pape avec respect, mais avec résolution, dans cette lettre du 30 décembre qui ne sera jamais assez célébrée, que sa domination sur les Romagnes était finie. Oui, messieurs, cette lettre marque une époque mémorable dans l'histoire de l'Italie; en l'écrivant, l'empereur Napoléon s'est acquis, selon moi, un titre non moins grand à la reconnaissance des Italiens qu'en battant les Autrichiens sur les hauteurs de Solferino. Oui, cette lettre mettait fin à la domination des prêtres, laquelle est peut-être aussi funeste pour l'Italie que la domination autrichienne. Et cet acte de l'empereur était d'autant plus généreux que, pour aider l'Italie, pour mettre un terme à la tyrannie sacerdotale, il n'hésitait pas à s'aliéner un parti puissant en France et qui lui avait donné jusqu'alors, au moins en apparence, tout son appui [1] ».

La célèbre lettre de Napoléon III à Edgar Ney fut le dernier effort qu'il tenta en faveur de l'indépendance complète de la péninsule. Elle suscita en France une opposition sourde dans le parti légitimiste, sans être contrebalancée par un grand effort de l'opinion publique. M. Thiers avait démontré que l'union de l'Italie devait être fatale à la France et Proudhon, d'accord avec les cléricaux et les orléanistes, prétendait qu'au point de vue économique comme au point de vue politique, la fusion des États italiens devait être un affaiblissement pour la France. Il combattait l'exécution de la ligne

[1] *Œuvre parlementaire du comte de Cavour*, par J. Artom et Albert Blanc.

Digitized by Google

des chemins de fer méridionaux, en affirmant que le port de Brindisi pouvait retrouver son ancienne prospérité et compromettre l'avenir de Marseille. Napoléon était donc impuissant pour compléter l'œuvre commencée avec tant d'éclat à Magenta et à Solferino. Quant à la France, elle ne reconnut pas les faits accomplis au delà des Alpes; mais l'empereur, en proclamant la non-intervention, empêcha l'Autriche d'intervenir et assura, par son influence morale, l'indépendance du pays pour lequel il conservait toutes ses sympathies.

L'Autriche, en 1860, avait voulu intervenir dans l'Italie centrale; mais l'empereur Napoléon l'en empêcha en défendant le principe de non-intervention. « Il déclara à la cour de Vienne, que la France prétendait que le principe de non-intervention fût respecté en Italie par toutes les puissances. L'empereur, à la revue d'hier, a répété au prince Napoléon que l'Autriche s'était engagée à ne pas nous attaquer. Cela ne constitue pas une obligation formelle; mais il est probable que, pour le moment, on nous laissera tranquille[1]. »

La Prusse avait protesté contre l'invasion des provinces méridionales, mais sa protestation même montrait qu'elle n'était pas hostile à l'Italie. Elle contestait moins le principe national que la façon dont l'Italie cherchait à le faire prévaloir. Cavour justifia le cabinet piémontais, en s'efforçant d'expliquer au cabinet de Berlin le mobile de sa politique. Il disait dans une dépêche du 29 octobre 1860 : « Par suite des remarquables analogies qui existent entre *le rôle historique de la Prusse et celui de la Sardaigne, les Italiens ont l'habitude de regarder la Prusse comme un allié naturel dont ils ambitionnent surtout l'approbation.* C'est donc avec un regret non moins vif que sincère que le gouvernement du roi a appris le jugement sévère que le cabinet de Berlin a porté sur nos derniers actes. Toutefois, en cherchant à reconnaître, par un examen attentif de la note prussienne, quelle était la nature de cette divergence d'opinion, j'ai dû me rassurer à la fois et sur les intentions du prince généreux

[1] Lettre du comte de Cavour au général La Marmora, 30 octobre 1860.

Digitized by Google

et éclairé qui est à la tête du gouvernement prussien et sur le but de la note dont il s'agit. En proclamant hautement qu'il reconnaît la valeur du principe des nationalités, en déclarant même que ce principe est la clef de voûte de sa politique en Allemagne, le cabinet de Berlin désapprouve les moyens dont les Italiens ont dû se servir pour faire triompher ce principe.

« Il semble presque craindre qu'on ne gâte la plus noble des causes par l'emploi des forces révolutionnaires. Certes, nous admirons les efforts patients et habiles que le gouvernement prussien continue à faire pour établir en Allemagne, sans la moindre dérogation au droit conventionnel, une constitution politique plus homogène et plus conforme aux vœux des populations. Nous espérons qu'il réussira à mettre d'accord la légalité avec les aspirations nationales; nous applaudirons, nous lui envierons même son succès. Mais il nous sera permis de remarquer que le cabinet de Turin n'a cessé de suivre la même voie, que le jour où l'Autriche, en envahissant brusquement le territoire piémontais, a fait appel elle-même à des moyens de combat bien différents de l'influence morale et de l'autorité de l'exemple[1]. »

Dans une dépêche qui devait être communiquée au cabinet de Berlin, le comte de Cavour relevait avec dignité les allusions faites aux moyens employés par le Piémont, pour réaliser l'unité italienne. « Nous n'avons rien à cacher, rien à dissimuler, disait-il. Nous sommes l'Italie et nous agissons en son nom, mais en même temps nous sommes les modérateurs du mouvement national. Nous avons relevé le principe monarchique en Italie, en le faisant consacrer par la volonté nationale. Confiants dans la justice de la cause que nous défendons, nous espérons surmonter les difficultés qui nous environnent. Quand le royaume d'Italie sera constitué sur le double principe du droit national et du droit monarchique, l'Europe modifiera sans aucun doute le jugement sévère qu'elle porte maintenant sur nous[2]. »

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements.*

[2] Dépêche de Cavour à de Launay, à Berlin, 9 novembre 1866.

Digitized by Google

A Rome, l'agitation était extrême ; la popularité de Garibaldi y avait conservé un grand prestige. Le parti mazzinien, si habilement organisé dans les États de l'Église, donnait la main aux défenseurs de l'unité à Naples. Quant au pape, il ne se contentait pas de maintenir le *statu quo*, il voulait revenir sur les concessions faites et reprendre les provinces cédées à l'Italie. « Le général Lamoricière avait annoncé publiquement, disait M. de Cavour, que sa mission était de reconquérir les Romagnes ; les massacres de Perugia pouvaient se renouveler au premier moment, et les rapports entre les deux gouvernements ressemblaient si peu à l'état de paix, qu'on devait s'attendre, de part et d'autre, à un éclat de plus en plus inévitable. L'armée italienne prit les devants avec la célérité nécessaire. Rome et la Comarca étaient mises hors de cause par l'occupation française. Il fallait en un clin d'œil débarrasser l'Ombrie et les Marches des zouaves pontificaux, prendre Ancône, et, après avoir de la sorte anéanti les plans de la réaction, aller à Naples empêcher que le mouvement italien, abandonné à de fougueux pionniers, ne changeât de nature et de caractère[1]. »

La victoire de l'armée italienne à Castelfidardo décida du sort des Romagnes et rendit à l'armée royale la confiance de l'Italie. Garibaldi était patriote avant d'être républicain. Le concours qu'il recevait du roi le rallia de nouveau à la cause monarchique et nationale. L'expérience lui avait appris qu'il était plus facile de conquérir le royaume de Naples que de le garder. On peut renverser une dynastie avec l'enthousiasme d'une armée de volontaires, mais on ne fonde un gouvernement que par l'appui d'un gouvernement régulier.

Les relations de Cavour avec Garibaldi ne furent pas de longue durée. Le Piémont avait dû offrir une compensation territoriale à la France pour lui faire agréer les annexions qu'il effectuait en Italie. L'empereur, poussé par l'opinion publique et par les traditions napoléoniennes, ne pouvait consentir à la création d'un grand royaume en Italie sans

[1] *Œuvre parlementaire du comte de Cavour*, par J. Artom et Albert Blanc. Paris, Hetzel, éditeur.

Digitized by Google

rendre à la France ses frontières géographiques du côté des Alpes et de la Méditerranée. Ces exigences de la France diminuèrent l'influence de Napoléon III en Europe : l'Angleterre n'ajoutait plus foi à son désintéressement, l'Allemagne redoutait ses prétentions sur le Rhin, la Suisse pensait qu'elle était compromise par l'annexion de la Savoie, et la Belgique se croyait menacée dans un prochain avenir. Quant à l'Italie, elle ne faisait plus d'objection à rendre la Savoie à la France. Ce pays était plus français qu'italien, quoiqu'il fût le berceau de la dynastie et que les soldats qu'il avait fournis au Piémont eussent brillé dans les luttes soutenues pour la cause de l'Italie. Il n'en était pas de même de Nice, dont le littoral était plus italien que français et qui avait donné à l'Italie le plus populaire de ses soldats. Garibaldi, avant tout soldat et patriote, ne se rendait pas compte des concessions imposées à l'Italie par la situation politique dont le comte de Cavour avait la responsabilité en Italie et en Europe. A cette époque, l'influence de Garibaldi était immense. Il se croyait trahi par le comte de Cavour, et il le rendait responsable de l'abandon de Nice, sa patrie. « Jamais, s'écria-« t-il dans un débat solennel, je ne tendrai la main à ceux « qui m'ont fait étranger en Italie! » Le comte de Cavour, s'inclinant devant cette juste douleur, répondit d'un accent ému que n'oublieront jamais ceux qui étaient présents : « Un fait a creusé des abîmes entre le général Garibaldi et « moi. J'ai cru remplir un devoir, un devoir cruel pour moi, « le plus cruel que j'aie eu à accomplir de ma vie. Ce que « j'ai ressenti me fait comprendre ce que le général a dû « éprouver; et s'il est au dessus de ses forces de me par-« donner, je sens que je ne puis lui en faire un reproche[1]. » La cession de Nice a été plus fatale à la France qu'à l'Italie. Elle a provoqué un refroidissement entre les deux pays. Malgré ces concessions, la France protégeait le gouvernement temporel du pape qui maintenait les divisions à l'intérieur, tout en facilitant l'intervention étrangère en Italie.

[1] *Œuvre parlementaire du comte de Cavour*, par J. Artom et Albert Blanc.

Digitized by Google

Les Italiens étaient convaincus qu'ils ne pouvaient être libres qu'en s'affranchissant tout à la fois, à Venise, de l'influence autrichienne, et à Rome, de l'influence française, et ils ne pouvaient l'obtenir que par le concours de la Prusse.

La politique annexionniste de Napoléon III menaçait l'équilibre européen, tout en compromettant l'alliance anglaise qui en était le principal soutien. Le programme napoléonien réalisé au Midi, disait-on, n'aurait probablement pas tardé à prévaloir sur le Rhin. L'intervention française à Rome mécontentait l'opinion publique en Italie. Aucune organisation définitive ne pouvait être proposée aussi longtemps que l'Autriche dominait dans le quadrilatère et que l'armée française occupait Rome. Le problème de l'unité italienne était encore agité et discuté, mais la cause de l'indépendance italienne était gagnée en Europe.

Dans une dépêche du 30 novembre 1860, lord Russell, chef du gouvernement anglais, disait : « Les Italiens, en 1860, ont fait une révolution, comme nous, en 1688, pour renverser le trône des Stuarts. » Quant au pouvoir temporel, il ajoutait : « Dans le siècle dernier, les pontifes exerçaient la souveraineté personnelle sur des populations protégées par des priviléges municipaux. L'Europe était satisfaite de respecter, non la force matérielle, mais l'autorité morale incontestable du pape. Mais aujourd'hui quelle est la valeur de cette indépendance protégée par vingt mille baïonnettes étrangères? Il est évident que tout est changé, et qu'en réalité la souveraineté temporelle du pape a cessé d'exister[1]. »

La modération du cabinet de Turin rallia à la cause de l'Italie les sympathies de tous les cabinets européens. La France, dont le concours armé à Magenta et à Solferino avait émancipé l'Italie, semblait s'éloigner d'elle, à mesure que l'Europe s'en rapprochait.

Napoléon III, appréciant cette fausse situation, voulait s'excuser, en disant à Victor-Emmanuel : « Les Italiens sont

[1] Dépêche de lord John Russell à lord Clarendon, 30 novembre 1860.

Digitized by Google

les meilleurs juges de ce qui leur convient le mieux. Il ne m'appartient pas, souverain élu par le peuple, d'avoir la prétention de faire prévaloir mes projets sur ceux d'une nation libre[1]. » Les hésitations imposées par l'opinion publique en France, à Napoléon III, avaient réussi à mécontenter en même temps l'Italie et le saint-siége, parce que l'empereur voulait être à la fois l'allié de Victor-Emmanuel et le protecteur de Pie IX.

Le cabinet de Berlin sut exploiter habilement les difficultés suscitées à l'Italie, par l'occupation française de Rome. La Prusse, avant la mort de Cavour, avait offert de reconnaître la monarchie du plébiscite, à condition que Victor-Emmanuel et ses conseillers promettraient formellement au roi Guillaume que l'*Italie ne serait jamais l'alliée de la France dans toute entreprise que celle-ci tenterait contre l'Allemagne*[2].

Le roi d'Italie et son gouvernement le promirent. Ils firent plus tard la même promesse à la France; mais on ne doit pas oublier que le gouvernement français avait fermé les portes de Rome à l'Italie, en disant : jamais.

Dans la question du pouvoir temporel, Napoléon se laissa dominer par l'opinion cléricale. « Contradiction étrange, dit avec raison l'historien de la diplomatie européenne. La nation qui propage en Europe la liberté civile et religieuse, la protectrice des peuples opprimés, la France soutient par son influence et par ses armes le domaine temporel des papes, compromettant ses propres intérêts et le prestige qu'elle exerçait dans le monde. »

Les Italiens n'ignoraient pas que l'annexion de l'Italie centrale et du royaume des Deux-Siciles était l'œuvre personnelle de Napoléon III; mais en lui donnant pour compensation Nice et la Savoie, disaient-ils, ils avaient payé leurs dettes de reconnaissance à la France.

Il est incontestable, et nous le démontrerons, que l'empereur était désireux de réaliser ses engagements au sujet de la

[1] Lettre de Vichy, du 21 juillet 1861.
[2] *Storia della diplomatia Europea.*

Digitized by Google

Vénétie ; mais après l'expédition du Mexique, il n'avait plus le prestige nécessaire pour entreprendre avec succès une nouvelle guerre. Le cabinet autrichien comprenait, dès cette époque, le danger qui le menaçait. En apprenant la reconnaissance de l'Italie par la Prusse, le ministre des affaires étrangères à Vienne manifestait son étonnement dans les termes les plus vifs : « S. M. l'Empereur vous prie, disait-il, de faire en sorte que le roi Guillaume sache que la Prusse n'ait point lieu de se repentir de la reconnaissance de la révolution la plus violente et de la plus flagrante violation des traités constatée dans les temps modernes. Les prétendues garanties que le cabinet de Berlin a obtenues du gouvernement piémontais, n'ont pas la valeur de la feuille de papier sur laquelle elles sont écrites[1]. » En écrivant cette dépêche, le ministre soupçonnait-il déjà l'alliance italo-prussienne qu'il redoutait, ou voulait-il simplement exprimer son dédain envers le cabinet italien qu'il affectait encore d'appeler le gouvernement piémontais, comme si l'Italie n'était restée pour l'Autriche « qu'une expression géographique[2] ». C'est un problème que nous n'avons pas pu résoudre et qui sera probablement éclairci dans un prochain avenir.

La mort du roi Frédéric-Guillaume IV provoqua une transformation complète dans la situation de la Prusse en Allemagne et dans les rapports du cabinet de Berlin avec le cabinet de Florence. Si l'on hésitait encore à Berlin sur l'opportunité et la condition de l'alliance à conclure, on était convaincu à Florence qu'on ne pouvait réaliser l'unité en Allemagne que par le concours de l'Italie.

Le général La Marmora fut chargé de faire partager ces convictions au nouveau roi; mais le ministre des affaires étrangères, le baron de Schleinitz, hésitait à prendre des engagements qui pouvaient conduire à une rupture avec l'Autriche.

[1] Dépêche du 26 juillet 1862 du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères à Vienne à l'envoyé autrichien à Berlin.

[2] Mot du prince de Metternich.

Digitized by Google

L'homme extraordinaire qui devait continuer en Allemagne l'œuvre commencée par Cavour en Italie, n'avait pas encore pris en main la direction des affaires étrangères en Prusse. Si la mission confidentielle du général La Marmora n'aboutit à aucun résultat immédiat, elle rétablit néanmoins de bons rapports entre les deux cours et elle contribua surtout à développer les sympathies entre les deux peuples. Il est incontestable que l'alliance morale entre l'Italie et la Prusse était faite dans les esprits avant d'être ratifiée par les gouvernements.

Cavour, sur son lit de mort, entrevoyant l'avenir, déplorait les lenteurs de la politique allemande, en disant : « Cette Confédération germanique est une anomalie. Elle se dissoudra et sera remplacée par l'union allemande, que feront les Prussiens. Leurs yeux s'entr'ouvrent lentement. Ils mettront cinquante ans à faire ce que nous avons réalisé en trois années[1]. » Cavour ne se doutait pas qu'il allait avoir un successeur dans le comte de Bismarck. Ce fut ce grand et habile politique qui réalisa l'alliance italo-prussienne que Cavour avait prévue en 1859 et avait préparée en envoyant le général La Marmora à Berlin pour la négocier en 1861.

Nous examinerons successivement le caractère de cette mission, les résultats qu'elle a produits en Allemagne et en Italie et l'influence qu'elle a exercée sur l'équilibre européen.

N. Reyntiens.

[1] *Die preussisch-italianische Allianz*. Heinrich Homberger. Aus dem XXVIII Bandes der preussischen Jahrbücher.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Digitized by Google

UN PROJET DE MUSÉE POPULAIRE

Nous tenons à bien établir un point, en commençant, c'est qu'en proposant l'établissement de musées populaires, nous n'entendons nullement critiquer l'institution, l'arrangement et la classification des grands musées de l'État; ceux-ci sont destinés aux savants, au haut enseignement, ils rendent d'inappréciables services à la science, ils ont leur raison d'être et sont l'honneur des pays qui savent s'imposer les sacrifices nécessaires à leur fondation et à leur entretien.

Si nous croyons devoir faire ces réserves, c'est que nous avons rencontré plus d'un savant qui se hérissait à l'idée d'instituer des musées populaires et qui prétendait que c'était ravaler la science que la mettre ainsi à la portée de tous. Personne n'honore et n'admire plus la science que nous et nous voudrions voir les pouvoirs publics la doter plus richement qu'ils ne le font aujourd'hui. En proposant l'institution de musées populaires, nous n'entendons nullement demander la transformation des musées existants; comme on le verra, du reste, par la suite de cette étude, une telle métamorphose serait impossible.

Il nous semble que la société doit, pour assurer une diffusion universelle de la science, diriger ses efforts vers trois points, elle doit :

1° Éveiller chez tout le monde le désir d'apprendre;

Digitized by Google

2° Mettre à la portée de tous les moyens d'acquérir facilement la science;

3° Répandre des idées claires et précises sur toutes les connaissances humaines.

La construction d'écoles dans le moindre hameau, l'obligation pour tous les parents d'instruire leurs enfants sont des moyens que la société peut et doit employer; mais ces moyens ne donneront vraiment des résultats complets que lorsque le désir d'apprendre, la soif de science aura pénétré toutes les classes de la population; or, nous croyons que les musées populaires seraient un des moyens les plus efficaces pour exciter ce besoin de savoir; nous ne prétendons pas que ce soit le seul, nous n'avons pas la prétention d'offrir une panacée universelle, mais nous pensons que de toutes les mesures que l'on peut prendre, celle-là doit produire des effets certains.

Cependant, le désir d'apprendre ne suffit pas; nous avons rencontré souvent de ces intelligences incultes, mais éveillées, possédées du besoin de s'éclairer et qui ne marchaient qu'à tâtons dans la voie de la science, qui s'égaraient dans ses impasses et qui, faute d'un guide expérimenté, se seraient peut-être découragées devant les difficultés du commencement.

En effet, pour bien apprendre, il faut déjà avoir une idée de ce qu'il faut apprendre, de la valeur relative de la science que l'on veut acquérir, des routes qui en facilitent l'accès; on verra par la façon dont nous concevons nos musées populaires qu'ils satisferont à cette deuxième nécessité.

Les moyens d'apprendre ne manquent pas aujourd'hui, ils sont même surabondants; les manuels, les traités de toute espèce foisonnent, les bibliothèques regorgent de livres sur toutes les parties de la science; c'est moins l'absence de renseignements que leur excès que nous avons à craindre; la science du livre, de la lettre, de la formule tend trop à se substituer à la science pratique, à la connaissance des faits; nous avons des aperçus sur toutes choses, des notions confuses sur une foule d'objets; mais il nous manque des vues d'en-

Digitized by Google

semble claires, des connaissances réelles et précises sur des choses particulières; notre mémoire a plus appris que nos yeux.

Nous croyons que les musées populaires remédieront en partie aux inconvénients de cette situation. Non pas qu'ils puissent suffire à former une éducation, mais parce qu'ils peuvent instruire ceux qui ont déjà un commencement d'instruction et inspirer aux ignorants le désir d'apprendre. Le laboureur qui traversera les galeries du musée ne peut manquer d'en sortir pénétré d'un certain respect pour la masse de connaissances possédées par les savants ; mais ce seront moins les objets par eux-mêmes qui devront le frapper que l'ordre et la science apportés à leur classification, à leur groupement; il remarquera que les objets ont non seulement une valeur et une signification par eux-mêmes, mais encore par rapport à la place qu'ils occupent dans l'ordre universel des choses, et lorsqu'il retournera à ses champs, il reconnaîtra qu'un intérêt nouveau s'attache pour lui aux pierres, aux fleurs, aux animaux, à la vieille église romane ou gothique de son village.

Il aura gagné un nouveau sens, des horizons plus larges se seront ouverts devant lui; la soif de savoir, l'excitation intellectuelle de cette curiosité nouvelle lui feront oublier les plaisirs grossiers qu'il connaissait seuls autrefois.

La visite du musée ne sera pas moins utile aux gens du monde dont l'esprit, quoique plus raffiné, est souvent aussi oisif que celui des paysans; ils y trouveront le moyen de corriger leur éducation trop exclusivement littéraire et d'exercer leurs facultés d'observation.

Un musée populaire type devrait être établi, à Bruxelles, par le gouvernement ; ce musée serait l'idéal du genre, rien ne devrait être épargné pour le mettre à la hauteur de sa mission; il servirait de modèle aux musées qui pourraient être établis dans les différentes villes de province; celles-ci calqueraient le leur sur celui de la capitale en proportion de leurs ressources.

Le musée central posséderait un atelier de moulage et de

Digitized by Google

reproduction et fournirait, au prix coûtant ou même au dessous les spécimens que lui demanderaient les musées provinciaux.

Enfin, il pourrait former des collections élémentaires qui permettraient à chaque commune d'adjoindre un petit musée scolaire à son école primaire.

Il va sans dire que le musée devrait être établi dans un palais spécial, que le contenant devrait être bâti en vue du contenu et que celui-ci ne devrait pas être entassé dans celui-là, comme c'est généralement le cas aujourd'hui.

Pour rendre l'exposition de notre projet plus claire, supposons que le musée soit bâti suivant nos vœux et que le lecteur veuille bien nous prendre pour cicerone.

Le plan du musée est celui d'un fer à cheval, il n'a que deux étages : un soubassement contenant les laboratoires, les ateliers, les bureaux et les magasins, puis un étage dont toutes les pièces sont indistinctement éclairées par des lanternaux, seule disposition qui permette de placer les objets en pleine lumière.

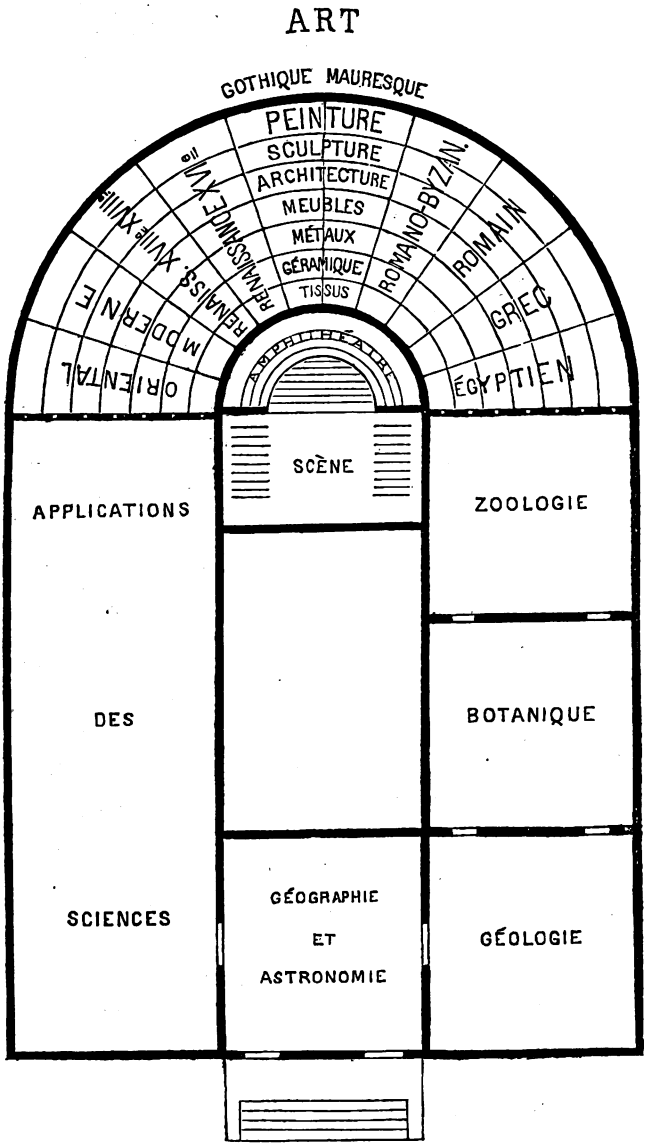
La première salle dans laquelle nous pénétrons est celle consacrée à la géographie et à l'astronomie ; une immense sphère terrestre en occupe le centre, les terres y sont indiquées en relief, et sur la verrière qui éclaire la salle on a figuré un système planétaire ; sur des pupitres sont exposées des cartes en relief, des contrées les plus intéressantes du globe, accompagnées de leur reproduction en gravure, afin d'apprendre aux visiteurs à lire les signes conventionnels de la cartographie ; une carte en relief de la Belgique occupe la place d'honneur, car il faut avant tout procéder du connu à l'inconnu.

Après la figuration des reliefs principaux des continents, des hauteurs relatives des montagnes, nous trouvons encore l'indication des marées, des courants de l'océan, des vents dominants, des températures, etc., etc.

Les murailles sont couvertes de grands tableaux, largement traités, qui donnent les principaux aspects du globe.

Digitized by Google

Voici d'abord la zone glaciale, une aurore boréale répand ses irradiations sur une mer de glace; un Lapon qu'entraîne



Plan schématique du Musée populaire.

Digitized by Google

un renne, quelques phoques, un ours blanc animent seuls ce site désolé.

Le second tableau nous fait descendre de quelques degrés au sud et nous montre les étranges fiords qui découpent les côtes de la Norvége.

La zone tempérée est représentée par un pays d'alluvions comme la Hollande, par une région moyenne aux collines moutonnées comme la Belgique ; la Suisse est indiquée tout naturellement comme spécimen de pays de montagnes, une vue du Vésuve comme l'image d'un volcan en même temps que d'une contrée méridionale d'Europe. Puis nous passons en Afrique. Voilà le désert brûlant du Sahara ; les squelettes de chameaux y servent de jalons à une caravane ; mais à côté, une vue des rives verdoyantes du lac Tanganjika nous apprend que toute l'Afrique n'est pas un désert de sable.

L'Asie est représentée par les steppes de la Sibérie, par une vue des gradins gigantesques de l'Himalaya s'étageant jusque dans les nuages, par un paysage volcanique de la Malaisie.

Dans l'Amérique du Nord, nous admirons les chutes majestueuses du Niagara, la région immense des prairies, les vallées pittoresques des montagnes rocheuses ; dans l'Amérique du Sud, le cours grandiose de l'Amazone, avec ses rives bordées de forêts vierges, les plateaux superposés des Cordilières surgissant du Pacifique, les falaises abruptes et sauvages de la terre de feu.

Remarquons que ces paysages ont surtout été choisis au point de vue de la constitution physique de la terre, de façon à montrer ses reliefs tels qu'ils ont été modelés par les eaux et les forces volcaniques.

Nous entrons maintenant dans la salle géologique, nous trouvons ici les éléments constitutifs du monde.

Voici d'abord un tableau vertical qui représente la série complète des roches qui constituent l'écorce terrestre ; la puissance moyenne des terrains est indiquée par leur couleur dominante.

Tout autour de la salle sont rangés sur des gradins les

Digitized by Google

échantillons de ces différentes roches, par ordre chronologique, depuis le gneiss et le micaschiste des terrains primitifs jusqu'aux alluvions modernes; le premier gradin porte la roche, le deuxième quatre à cinq fossiles les plus caractéristiques du terrain, le troisième les minéraux utiles et précieux qu'on en extrait.

Sur les murailles et correspondant toujours aux divisions des gradins, sont représentés les paysages antédiluviens avec la flore et la faune qui leur sont propres. Voici des marais siluriens d'où s'élancent de gigantesques calamites; plus loin, une forêt carbonifère avec des fourrés pressés de sigillaires et des fougères au port gracieux; sur le lias rampent des plésiosaures et des ichthyosaures.

Au dessus du terrain jurassique, le ptérodactyle déploie sa monstrueuse envergure, tandis que le colossal dinotherium se prélasse dans les faluns; enfin, avec les terrains tertiaires, nous voyons apparaître le premier homme, non pas fait à l'image de Dieu comme Adam, mais plus voisin du singe que de nous; voici, sur les tables au centre de la salle, quelques échantillons de sa grossière industrie : des couteaux, des racloirs en silex, des haches en pierre incrustées dans des cornes d'élans.

Pour faire comprendre comment les couches les plus profondes et les plus anciennes affleurent fréquemment à la surface du sol, par suite de mouvements de fracture, une coupe exécutée en plâtre indique les principaux résultats de l'action des forces souterraines; pour la rendre plus intéressante, on a choisi la coupe d'Anvers à Mézières, qui renferme à peu près tous les cas de fracture, de plissement, d'affaissement, d'éjaculation, d'affleurement, de dénudation qu'il est intéressant de connaître.

Des pancartes, imprimées en grands caractères, nous fournissent, en français et en flamand, de brèves explications sur les objets exposés; il n'y a pas un objet qui n'ait son étiquette et qui ne soit appelé de son nom vulgaire.

Dans la salle suivante, qui est consacrée à la botanique, nous trouvons une nouvelle série de paysages qui ont été

Digitized by Google

choisis au point de vue de la distribution des végétaux :

Voici la zone équatoriale caractérisée par ses palmiers et ses bananiers; au bas de ce tableau est rangée, en exemplaires séchés ou imités, une collection de plantes comestibles de cette région : bananes, noix de coco, bourgeons termineaux de palmiers, ananas, tamarins, cannes à sucre, ignames et épices.

Le tableau suivant nous montre les fougères gigantesques d'Australie ou du Brésil et une collection de figues, de maïs, de pommes de terre, de cafés.

Puis vient la zone étendue du myrte, du laurier, du riz, du coton, du tabac, des orangers et des citronniers.

Un quatrième tableau nous fait pénétrer dans la région tempérée des arbres toujours verts; ici nous rencontrons le blé, l'orge, la pomme de terre, le mil, la chataîgne, le raisin.

Nous arrivons ensuite dans nos contrées formant la partie froide de la zone tempérée, où nous rencontrons les végétaux qui nous sont familiers : le chêne, le hêtre, le frêne, l'orme, le marronnier, le noyer, le tilleul, et comme plantes comestibles : le blé, l'orge, l'avoine, les pommes de terre, les prunes, les pommes, les poires, les cerises, etc.

La zone arctique inférieure nous offre l'avoine et le seigle à la place du froment, et ce sont les saules, les aunes, les bouleaux, les genévriers, les mélèzes et les sapins rouges qui donnent le caractère au paysage; dans la collection des comestibles, nous trouvons les fraises, les framboises, les myrtilles et les mûres.

Le tableau suivant nous hisse jusqu'aux plateaux élevés de l'Himalaya et des Alpes, où fleurissent les rhododendrons à côté des sapins et des bouleaux.

Plus haut encore, nous atteignons la région des lichens et des mousses, le dernier effort de la végétation en lutte contre le froid.

Au centre de cette vaste salle, sur une immense estrade, sont disposés, dans un ordre méthodique, les types des familles végétales les plus importantes à connaître. Tous ces types,

Digitized by Google

sauf pour les végétaux acotylédones, pour lesquels on s'est contenté de bonnes représentations graphiques, donnent des agrandissements exécutés en carton-pierre, d'après le système du Dr Hauzoux, de la fleur, des graines et des organes sur lesquels est fondée la classification naturelle ; à côté de chacun de ces types, une planche coloriée fait voir l'aspect général de la plante, son port, son allure, avec une échelle indiquant sa taille moyenne.

Un texte explicatif, bref, net et clair, accompagne constamment ces figures et fait comprendre la filiation des formes végétales.

Nous voyons naître la vie végétative dans la cellule, base de l'organisation des algues ; puis, chez celle-ci même, le tissu se compliquer et la fonction de la reproduction se localiser ; cette localisation s'accentue de plus en plus dans les cryptogames, et une fois que nous arrivons aux plantes phanérogames, nous voyons les organes de la reproduction se scinder en anthères et en ovules ; la fonction de la fécondation apparaît et semble indiquer une marche vers le règne animal, elle a son siége dans la fleur ; les différentes parties de celle-ci ne sont que des modifications des feuilles ; plus cette métamorphose est complète, plus la distinction entre les organes de la végétation et ceux de la génération est nette, plus la plante s'élève dans l'échelle des familles végétales.

Du règne végétal, nous passons au règne animal.

Nous trouvons ici une nouvelle série de tableaux destinés à servir d'illustration à la géographie animale et indiquant les principaux animaux propres à chaque partie de la terre.

Voici le monde ancien avec ses grands carnivores, ses utiles ruminants et ses oiseaux chanteurs, charme de ses forêts ; voici l'Afrique avec ses gigantesques et étranges pachydermes, témoins oubliés de périodes antéhistoriques ; l'Amérique avec sa famille grimaçante de singes, ses félins, ses édentés et ses joyaux ailés, les colibris ; l'Australie et sa faune variée de marsupiaux.

Dans la salle sont rangés les animaux typiques, destinés à donner une idée claire de la classification du règne animal.

Digitized by Google

Nous apercevons tout d'abord quatre animaux bien connus du vulgaire : le chien, l'écrevisse, le colimaçon et l'étoile de mer ; on les a rapprochés, pour qu'au premier coup d'œil les visiteurs saisissent bien les différences qui distinguent les vertébrés des articulés, des mollusques et des zoophytes ; auprès d'eux sont placées des figures en grande proportion, exécutées en carton-pierre, qui indiquent les détails anatomiques les plus caractéristiques.

Ces types servent de tête à quatre séries de nouveaux types représentant les vingt-cinq classes d'animaux qui subdivisent les quatre grands embranchements, depuis les spongiaires jusqu'aux mammifères.

Il a suffi de quatre-vingts animaux environ pour nous donner une idée exacte de toutes les transformations de la forme animale.

Chaque type est accompagné de détails anatomiques destinés à signaler les rapports et les différences que présentent les divisions qui les comprennent.

Ce qu'on a cherché à faire ici, comme dans les deux salles précédentes, cela n'a pas été de former une collection complète comme le doit être un musée d'histoire naturelle destiné aux études des savants, mais bien de faire un choix intelligent de types, de telle sorte que le visiteur, ayant bien compris les caractères de ceux-ci, puisse facilement classer les espèces dans le genre qui leur est propre.

On a écarté impitoyablement tout ce qui n'était pas indispensable au but poursuivi, afin d'éviter l'encombrement aussi bien dans la salle que dans la tête des visiteurs.

Notre musée a pour objet unique de faciliter l'accès des sciences aux enfants et aux classes populaires, de leur inspirer le goût de l'étude en écartant de leurs premiers efforts les plus grandes difficultés, d'éveiller la curiosité en leur montrant par un plan d'ensemble quel vaste champ d'exploration est livré à l'intelligence humaine.

Ce qui effraye souvent l'ignorant à l'entrée d'une science, c'est la masse énorme de faits, le fouillis inextricable de matières qu'elle présente ; en lui montrant que cette masse

Digitized by Google

se débrouille par l'emploi d'une bonne méthode, qu'une classification claire sera le fil conducteur dans ce fouillis, on le rassure, on l'encourage, il ose s'aventurer dans ce monde si effrayant au premier abord.

Mais l'une des plus grandes difficultés à vaincre pour l'enfant ou l'homme du peuple qui aborde l'étude d'une science, consiste dans l'acquisition de la langue scientifique, dans la connaissance de la valeur exacte des termes techniques, presque tous empruntés à des langues qu'ils ignorent.

Pour obvier à cet inconvénient, on a disposé dans chaque salle une sorte de vocabulaire en nature; à côté de chaque terme scientifique est placé l'objet qu'il désigne.

Ainsi, dans la salle de géologie, on voit des cristaux groupés sous forme dendritique, des masses laminaires, lamellaires, fibreuses, compactes, des structures saccharoïdes, granuleuses, schisteuses; tous ces aspects des corps, qu'aucune définition ne peut faire comprendre, qu'une gravure peut à peine rendre, sont saisis à première vue sur les objets eux-mêmes.

Tous ceux qui ont cherché à déterminer une plante d'après un manuel de botanique, savent combien de fois ils ont hésité à décider si une feuille était laineuse ou tomenteuse, si une arête était scabre ou hérissée, s'ils apercevaient la côte primaire ou la côte secondaire d'un fruit d'ombellifère; ces hésitations sont levées par les spécimens de la salle botanique.

Un vocabulaire analogue a été établi dans la salle de zoologie; ainsi, par exemple, à côté des termes: rémiges primaires et rémiges secondaires, on voit une aile d'épervier sur laquelle les plumes qui portent ces noms ont été nettement indiquées; à côté du mot: palmé, on voit une patte de canard ou de cygne; les mandibules, les antennes, sont signalées de la même façon.

Quand les organes ou les objets sont trop petits pour être visibles et qu'il y aurait un inconvénient à les représenter agrandis, ils sont disposés sous une loupe ou un microscope.

Digitized by Google

On comprend l'utilité d'un pareil vocabulaire, l'assurance qu'il donne à l'étudiant; au moindre doute sur l'identification d'une description avec l'objet naturel, il peut d'un coup d'œil vérifier s'il se trompe ou non.

Après avoir vu, dans les salles de géographie et de géologie, comment les diverses forces naturelles : l'impénétrabilité, la pesanteur, la cohésion, l'élasticité, la chaleur, la lumière, l'affinité, l'électricité, le magnétisme, etc., ont agi pour façonner le monde, nous les avons vues dans la salle botanique s'incorporer dans les végétaux et donner le premier indice de la vie; puis, un degré supérieur d'activité s'est révélé à nous dans la salle zoologique, et nous sommes enfin arrivés à l'homme, dont les œuvres feront désormais l'objet de nos études.

Tout d'abord, des figures anatomiques en carton et en cire nous initient aux détails de sa structure intérieure, et une collection de types ethnologiques nous donne une idée des différentes races humaines qui peuplent la terre.

Nous arrivons maintenant dans la portion de l'édifice où il prend la forme circulaire. Cet hémicycle est partagé en sept zones concentriques coupées par dix secteurs rayonnants. Chaque secteur comprend une grande période de la civilisation : 1° Égypte; 2° Grèce; 3° Rome; 4° la période romano-byzantine; 5° la période mauresque; 6° la période gothique; 7° la période de la Renaissance du XVI^e^ siècle; 8° la Renaissance du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle; 9° la période moderne; 10° l'Orient : Chine, Japon, Inde, Perse.

Chaque zone correspond à un art spécial, en commençant par ceux sur lesquels la matière et le procédé technique ont le plus d'influence; ce qui les range à peu près dans leur ordre chronologique d'apparition, met les plus simples les premiers ainsi que ceux auxquels les arts suivants ont emprunté des formes.

En marchant du centre vers la circonférence, nous rencontrons successivement : 1° les tissus, les vêtements; 2° la céramique, les poteries, le verre; 3° le travail des métaux : orfévrerie, armurerie, monnaies; 4° les meubles; 5° l'architecture; 6° la sculpture; 7° la peinture.

Digitized by Google

Donc, en parcourant les secteurs, nous contemplons l'ensemble de l'art d'une période; en suivant les zones, nous voyons se dérouler l'histoire de chaque art en particulier.

Cet arrangement a l'avantage de placer dans les compartiments les plus petits les objets les moins volumineux et de réserver pour l'architecture, la sculpture et la peinture les pièces les plus grandes. Elle facilite les comparaisons. Veut-on comparer l'ensemble des manifestations artistiques d'une époque, on parcourt successivement chacun des secteurs; veut-on, au contraire, comparer les différentes phases d'un art déterminé, on suit celle des zones qui contient les produits de l'art qu'on veut étudier.

Ce classement méthodique est clairement expliqué à l'entrée de cette partie du musée, afin que les visiteurs se rendent nettement compte de l'ordre rigoureux qui a présidé à la disposition des spécimens de l'art et qu'ils se classent dans leur mémoire avec la même clarté qu'ils le sont dans le musée.

Pour le classement des objets dans chaque division, on a tenu compte de ce principe que la forme, l'aspect que l'artiste industriel leur a donné ne sont pas dus au hasard, mais qu'ils ont été déterminés par la matière dont ils sont formés, par le procédé technique qui les a mis en œuvre et, enfin, par l'usage auquel ils sont destinés. Ce sont là les éléments du problème devant lequel s'est trouvé l'artisan à toutes les époques de l'art. Il y a donné des solutions aussi différentes que le sont entre elles les civilisations, les pays et les caractères des races.

Quelquefois la solution mérite d'être citée comme exemple; d'autres fois l'artiste est resté au dessous de sa tâche; tout cela est signalé par de brèves inscriptions. Suivant qu'un de ces trois facteurs : la matière, le procédé ou l'usage ont eu une influence prédominante sur l'aspect de l'objet, c'est lui qui a été choisi comme base de la classification.

Chaque art industriel débute donc par une collection technologique comprenant les matières premières. Ainsi, dans le compartiment des tissus, nous avons des échantillons

Digitized by Google

de lin au dessous desquels sont indiqués les caractères de cette matière textile : sa souplesse, sa finesse, sa légèreté, sa provenance, les procédés de sa fabrication. Sous une touffe de laine, une étiquette rappelle qu'elle fournit un tissu moelleux et poreux, mauvais conducteur du calorique, repoussant la chaleur en été, la conservant en hiver, donnant des plis amples et arrondis. Une fois fixé sur les propriétés de la matière, nous passons aux procédés employés pour la travailler. Dans le compartiment des tissus égyptiens, par exemple, nous trouvons un métier qui a été construit d'après les nombreuses représentations de cet instrument primitif, trouvées dans les peintures des hypogées.

C'est encore d'après ces peintures qu'ont été exécutés les dessins des étoffes fabriquées par les Égyptiens; nous y reconnaissons un profond sentiment de la couleur, quoique les dessins ne consistent qu'en teintes plates juxtaposées; nous admirons surtout la façon dont sont traités les motifs d'ornementation. Les éléments ont été empruntés à la flore égyptienne; seulement, les formes naturelles ont été *stylisées,* sont devenues de simples silhouettes plates comme il convient aux étoffes, et en cela les tisserands égyptiens ont montré plus de goût que les modernes; enfin, les bas-reliefs et les fresques des tombeaux ont encore fourni d'innombrables exemples de l'emploi des étoffes, parmi lesquels on a choisi les plus caractéristiques.

Si pour les tissus c'est la matière qui contribue le plus à déterminer leur aspect, pour les produits céramiques c'est l'usage; en effet, la matière et le procédé, la terre et le tour de potier, tout en imposant certaines conditions à l'artisan, sont trop simples et trop uniformes pour varier l'aspect des produits. L'usage, au contraire, fournit ici une classification des plus rationnelles.

Quels sont, en effet, les usages des poteries?

Le premier, le plus commun, est sans aucun doute de servir de récipient, de contenir et de conserver des liquides ou des denrées sèches; nous avons donc là un premier groupe de formes qui constituent la classe des *réservoirs* et

Digitized by Google

comprenant les amphores, les urnes, les cratères, les corbeilles, les cuves, les bassins et les outres.

Le second usage est de servir à verser des liquides, et dans cette classe des *versoirs*, nous trouvons les bouteilles, les buires, les cannettes, les saucières, les vases à boire et les lampes.

Un troisième emploi est de servir à transvaser les liquides, ce qui nous donne la classe des *entonnoirs*, comprenant les rhytons, les hydries et les kalpis ; enfin, un quatrième usage est celui de servir à puiser des liquides : les cuillers, les louches et les situles constituent donc la classe des *puisoirs*.

Si nous parcourions toute la zone de la céramique, nous verrions qu'aux belles époques de l'art, jamais l'artiste n'a donné à ses vases des formes qui puissent contrarier l'usage auquel ils étaient destinés, tandis qu'au contraire, aux époques de décadence, au XVIII^e^ siècle, par exemple, dans les manufactures de Saxe, on a souvent construit des vases dont il ne serait pas possible de se servir ou dont l'usage serait tout au moins fort incommode.

Mais, pour le moment, nous continuons notre visite dans le sens des rayons. Nous voici arrivés dans le département des métaux. Ici, tout en tenant compte des propriétés de la matière et de l'usage, c'est surtout le procédé technique qu'il faut avoir en vue ; il a, en effet, une influence considérable sur le caractère et l'aspect de l'objet en métal ; enfin, cette division a encore une fois l'avantage d'être conforme à l'ordre chronologique.

La première division montre les objets pour la confection desquels le métal a été employé comme une matière plastique, malléable, ductile, susceptible d'être forgée, retreinte, étirée ; elle comprend l'orfévrerie, la bijouterie et l'armurerie.

La deuxième division se compose des objets pour lesquels le métal a été considéré comme une matière homogène, susceptible d'être coupée, taillée, gravée, estampée ; elle comprend les monnaies et les médailles.

Enfin, la troisième renferme les objets pour la confection

Digitized by Google

desquels le métal a été employé comme matière fusible, susceptible d'être liquéfiée et coulée dans un moule; elle comprend les bronzes : statues, candélabres, siéges, lampes, et, dans la période moderne, certains engins de guerre.

Comme dans le compartiment des tissus et de la céramique, on a placé en tête de chaque division des échantillons de la matière première avec l'indication de ses propriétés physiques et chimiques et l'on a exposé les appareils employés pour sa mise en œuvre.

En entrant dans la quatrième zone, nous retrouvons, pour les meubles, la division basée sur l'usage; c'est, en effet, lui qui a l'influence prépondérante sur leur forme. Pour les périodes les plus anciennes : l'égyptienne, la grecque, la romaine, qui ne nous ont pas laissé des meubles dont on pût faire des moulages, on a exécuté, d'après les documents fournis par les bas-reliefs, les fresques et les vases peints, des restaurations aussi fidèles que possible.

N'oublions pas, en effet, que nous ne sommes pas ici dans un musée archéologique, où l'authenticité des objets est une des conditions *sine qua non* de leur utilité pour l'étude, mais bien dans une sorte de *cosmos* illustré pour lequel on a substitué, partout où cela a été possible, l'objet lui-même à sa représentation graphique.

La division des meubles comprend aussi les moyens de locomotion : chars, chariots, carrosses, voitures, traîneaux, etc.

Les quatre zones que nous venons de parcourir contenaient les spécimens de ce que l'on appelle les arts industriels; il nous en reste trois à visiter, consacrées aux arts supérieurs : à l'architecture, à la sculpture et à la peinture.

Les arts industriels sont soumis à toutes les exigences de la matière, du procédé et de l'usage; ces trois facteurs servent de point de départ à l'artiste qui les exerce; la sculpture et la peinture sont presque émancipées de ces conditions. Ici, c'est la pensée humaine qui domine la matière; mais l'architecture, elle, participe des arts indus-

Digitized by Google

triels et de l'art pur; elle doit, en effet, tenir compte des matériaux que la nature du pays lui fournit; elle doit obéir à des conditions de solidité, de stabilité et d'équilibre; les procédés de construction que la mécanique met à sa disposition lui tracent certaines limites; enfin, les œuvres qu'elle exécute sont toutes produites en vue d'un usage déterminé; l'architecture est donc un art moins personnel que la sculpture et la peinture, il reflète moins l'individualité de l'artiste que la nature du pays et le caractère de la civilisation au milieu duquel il s'exerce.

L'architecture étant l'art qui donne le plus complètement la caractéristique d'une époque est l'un des plus intéressants à étudier; aussi un soin spécial a été donné à la zone qui le comprend dans notre musée. C'est un art auquel tous les autres apportent leur concours; il les résume tous en quelque sorte; les tissus lui fournissent des tentures, la céramique des carrelages et des bas-reliefs, la verrerie des vitraux, les métaux des portes, des candélabres, des grillages, des clefs d'ancre, des crêtes; la menuiserie et l'ébénisterie, la décoration intérieure et les meubles; la sculpture, ses statues et ses bas-reliefs; la peinture, ses tableaux et ses fresques.

Dans la zone architecturale, on a classé les spécimens d'après l'usage qui est en effet prépondérant ici; on n'a pas manqué de faire ressortir cependant les différences que les matériaux apportent au caractère des monuments; un coup d'œil suffit du reste, pour apprécier les variations que l'emploi de la pierre, de la brique et du bois doit apporter à la forme des constructions.

La première construction de l'homme a été évidemment destinée à protéger son foyer, c'est autour de l'*atrium* que s'est développée l'habitation, puis est venu le temple; mais avant de nous occuper de monuments publics, on nous montre d'abord une classe de constructions qui, par leur caractère à la fois personnel et général, forment une excellente transition entre les habitations privées et les édifices publics, ce sont les tombeaux.

Les monuments qui, sans être des tombeaux, ont été

Digitized by Google

dressés en l'honneur d'hommes illustres par leur rang ou leurs actions, forment un passage naturel des monuments funéraires aux monuments publics.

Parmi ceux-ci, le *temple* est placé en tête ; c'est lui qui, sauf à Rome et au XIX^e^ siècle, domine toute l'architecture et si l'on n'a pas commencé la série des constructions par lui, c'est que les premiers temples n'ont été que des habitations agrandies, idéalisées, la demeure d'un dieu ; c'est la maison qui a fourni les premiers éléments de sa construction.

Après l'édifice religieux, nous avons le monument civil, le palais chez les nations primitives, les basiliques chez les Grecs et les Romains, les hôtels de ville et les palais chez les nations modernes. Une fois que le besoin d'idéal et les nécessités d'état ont été contentés, ce qui s'impose le plus à l'homme ce sont ses plaisirs ; pour y satisfaire, il a construit des théâtres, des amphithéâtres, des cirques, des thermes.

Dans chacune des périodes de l'art représentées dans notre musée populaire, nous trouvons le modèle en relief de l'édifice type de la période, la pyramide de Chéops pour l'Égypte, le Parthénon pour la Grèce, les Thermes d'Antonin Carracala pour Rome, Sainte-Sophie pour Byzance, la basilique Sainte-Trophime pour l'ère romane, Saint-Denis pour le gothique français, l'hôtel de ville de Bruxelles pour le gothique germanique, Saint-Pierre pour la Renaissance, le Jésu pour sa décadence, une gare de chemin de fer pour le XIX^e^ siècle.

A côté de ces monuments, sont rangés dans leur ordre chronologique les principales subdivisions du style dominant : à la suite du temple dorien, des échantillons de l'ordre ionique et de l'ordre corinthien ; après le gothique primaire, le secondaire et le tertiaire ; les différents membres de l'architecture sont analysés et les termes techniques sont inscrits sur les parties mêmes qu'ils désignent.

Les murailles sont couvertes de grands tableaux qui donnent l'aspect pittoresque des édifices les plus remarquables de chaque période, car c'est un point de vue qui ne doit pas être négligé ; l'élévation géométrique d'un édifice ou sa

Digitized by Google

réduction en relief permettent bien d'analyser sa construction, de déterminer les éléments dont il se compose et nous conduit à sa connaissance scientifique, mais ne nous procurent pas l'impression vivante que donne la vue de l'édifice lui-même; cette impression peut être traduite, en partie du moins, par le peintre; ces peintures sont, du reste, traitées largement et d'une façon décorative.

Cependant, malgré les différences que présentent les styles entre eux, il est certains principes découlant des propriétés de la matière, certaines nécessités imposées par des exigences communes à tous les pays, certaines conditions réclamées par des facultés de perception identiques, qui ont obligé chaque peuple à exprimer, à l'aide d'une langue artistique *différente*, les mêmes idées générales.

La diversité de ces expressions ou de ces symboles constitue la diversité des styles, et comme rien n'est aussi utile, aussi fécond que la comparaison, on a établi dans chaque zone un compartiment spécial dans lequel on a disposé en trois groupes ces symboles :

PREMIER GROUPE. — Les expressions qui déterminent la fonction de l'objet d'une façon nécessaire, indispensable.

I. *Expressions de la direction :*

A. Direction horizontale (*base, stylobate, etc.*).

B. Direction perpendiculaire.

a. S'élançant librement (*obélisques, acrotères, etc.*).

b. Arrêtée dans son ascension (*colonnes, piliers, etc.*).

C. Direction mixte :

a. Horizontale et verticale (*fronton, voûte, etc.*).

b. Ascendante et descendante (*vases, candélabres, etc.*).

II. *Expressions de la liaison :*

A. Liaison organique (*chapiteaux, etc.*).

DEUXIÈME GROUPE. — Les expressions qui, à cette première idée, ajoutent une signification mécanique ou conventionnelle.

B. Liaison mécanique (*astragales, moulures, annelets, etc.*).

III. *Expressions de l'espace :*

A. Éléments encadrant les ouvertures (*portes, fenêtres, etc.*).

B. Éléments de la décoration des surfaces clôturantes :

a. Surfaces extérieures (*murs, toit, etc.*).

b. Surfaces intérieures (*murs, parquets, plafonds, tentures, etc.*).

TROISIÈME GROUPE. — Les expressions qui n'ont qu'une signification religieuse, allégorique ou historique.

Symboles décoratifs (*sphinx, griffons, bucranes, etc.*).

Digitized by Google

On comprend tout de suite de quelle façon claire et précise la différence des styles s'imposera à l'esprit du visiteur qui parcourt successivement les compartiments des symboles dans chaque zone ; après leur étude, il sera véritablement pénétré de l'esprit de chaque époque; il verra qu'on ne fait pas du style grec, gothique ou renaissance à l'aide de certaines formules, de certaines recettes, en pillant à droite et à gauche des motifs d'ornementation, des détails de construction, mais en voyant et en pensant comme des Grecs ou des gothiques, de même qu'on ne parvient à parler une langue étrangère que du jour où on ne traduit plus sa langue maternelle, mais où l'on pense dans la langue que l'on veut employer; c'est là une chose dont on doit surtout être convaincu à une époque aussi éclectique et aussi cosmopolite que la nôtre.

La sixième zone est consacrée à la sculpture ; ici encore les spécimens ont été divisés de façon à ce qu'ils soient des types des différents styles ; un commentaire perpétuel les suit pour indiquer leur place dans l'histoire de l'art et leur importance relative; quand ce sont des bas-reliefs comme les métopes du Parthénon ou les figures du portail de Chartres, un dessin indique la place que ces sculptures occupaient dans le monument. Il importe aussi que le visiteur soit mis au courant du caractère, de la nature du personnage ou du symbole représenté; il ne suffit pas, en effet, pour lui d'un simple nom. Quand la statue est celle d'une divinité, l'étiquette indique sa valeur morale, ses attributs, sa puissance ; quand c'est celle d'un personnage illustre, elle énumère les circonstances qui l'ont rendu célèbre.

Nous atteignons enfin la septième zone, consacrée à la peinture.

En présence de l'abondance des matériaux, il a fallu faire un choix sévère, afin d'éviter un encombrement qui dérouterait le visiteur novice; on s'est borné à des copies des tableaux les plus caractéristiques des chefs d'écoles, en rangeant à leur suite leurs élèves les plus illustres représentés par des œuvres-types.

Digitized by Google

C'est véritablement ici que devra se trouver ce musée de copies que le gouvernement semble vouloir organiser depuis quelques années. Ce musée qui ne pourra, en effet, être que d'une médiocre utilité pour les jeunes peintres, car nous ne les croyons pas assez fous pour aller copier des copies, pourra certainement donner à la foule des visiteurs qui ne pourront jamais voir les galeries étrangères, une idée aussi approximative que possible de l'histoire de la peinture, des caractères propres à chaque école, de leur valeur relative.

. Il ne nous serait pas difficile de donner à présent la division qui a été adoptée et l'indication des œuvres qui ont servi de types, mais nous ne voulons pas allonger démesurément cet exposé.

Il est à peine besoin de faire ressortir l'influence bienfaisante que l'institution d'une pareille collection aurait sur le développement de notre art industriel. Depuis quelques années, il a été fait de sérieux efforts dans les faubourgs de Bruxelles, en faveur de l'enseignement du dessin, et si cet exemple était quelque jour suivi par la ville elle-même, nous aurions dans l'agglomération qui forme la capitale une pépinière féconde d'artistes industriels; mais cela ne suffit pas; de même qu'on ne forme pas un littérateur en lui enseignant la lecture, l'écriture et la rhétorique, parce que ces connaissances ne sont que les instruments qui doivent servir à cultiver son goût, de même on n'a pas formé un artiste quand on s'est borné à lui apprendre à modeler et à dessiner; il faut que la vue, l'étude, la fréquentation des chefs-d'œuvre viennent affiner et élever son goût; que l'enthousiasme que provoquera en lui la contemplation des plus belles productions de l'art donne l'essor à ses facultés esthétiques. N'avons-nous pas vu les artistes, à chaque renaissance de l'art, s'entourer des chefs-d'œuvre de leurs prédécesseurs? A Rome, l'arrivée des tableaux et des statues de la Grèce provoque un soudain épanouissement de l'art romain; à Florence, au XVI^e^ siècle, on recherche avec avidité les épaves de l'art antique oubliées par le temps et les barbares.

Que le lecteur veuille bien réfléchir un moment au che-

Digitized by Google

min que nous avons déjà parcouru ensemble et résumer ses impressions depuis que nous sommes entrés dans les sept cercles concentriques de cette divine comédie qui a l'univers pour théâtre et l'humanité pour auteur. Quelle mine précieuse d'enseignements, quelle source féconde de réflexions! La vue de cet admirable épanouissement des facultés humaines n'est-elle pas faite pour provoquer l'enthousiasme, allumer la curiosité, éveiller le goût de l'étude et donner l'amour du beau et du vrai?

A peine les forces chimiques et physiques qui ont pétri le monde se sont-elles calmées et ordonnées, que nous voyons paraître l'homme, nu, misérable, menacé encore par les dernières convulsions de l'enfantement du monde et par les monstres nés de sa fange; les cavernes de la Lesse, les lacs de la Suisse nous ont conservé les premiers essais de sa grossière industrie, puis, nous l'avons vu perfectionner insensiblement son travail, car le plan et le système de classification que nous avons adoptés nous ont permis de suivre les progrès graduels des procédés techniques, en même temps que nous voyions le goût se cultiver et l'humanité s'élever à une conception plus haute et plus complète de l'art. Nous avons fait marcher parallèlement l'histoire des procédés industriels, de l'emploi des matériaux et des manifestations les plus élevées de l'art, et ce parallélisme, loin de compliquer l'étude, l'a simplifiée et rendue plus saisissable. Le visiteur qui, après avoir parcouru successivement tous les secteurs, afin d'avoir une idée d'ensemble des grandes civilisations qui y sont représentées, suivrait ensuite chacune des zones, afin d'observer les différentes phases de chaque art industriel en particulier, rapporterait certainement de cette étude une synthèse complète de l'histoire de l'humanité.

Cette disposition, enfin, tout en permettant les études spéciales, les maintient toujours rattachées à un ensemble qui les explique et les complète.

Il nous reste une dernière salle à visiter; elle est consacrée aux applications de la science, elle occupe la branche gauche du fer à cheval parallèle aux trois salles de la branche droite;

Digitized by Google

dans celles-là, nous avons vu l'action naturelle des forces mécaniques, physiques et chimiques dominant l'homme, façonnant la terre, sa demeure, menaçant ses œuvres, réglant la distribution des minéraux, des végétaux et des animaux; ici, au contraire, nous voyons l'homme, émancipé par la science, asservir ces mêmes forces, les diriger, les employer à centupler sa puissance. Les moteurs sont rangés d'après les forces naturelles qui les mettent en action; voici les horloges, les roues de carriers, les roues hydrauliques, les turbines que la pesanteur fait tourner; voilà les diverses machines à vapeur, machines fixes, machines roulantes, machines marines qui empruntent leur force à la chaleur; puis viennent celles auxquelles l'électricité communique sa puissance mystérieuse. On n'a pas cherché à réunir des appareils compliqués, mais on les a choisis de façon à bien montrer les organes essentiels qui servent à la transformation et la transmission du mouvement, à faire comprendre facilement le mode d'action de ces appareils et à donner une idée exacte des lois de la mécanique qui les régissent. Toutes les machines sont mises en mouvement pendant les heures de visite.

Tel que nous avons exposé le plan de notre musée populaire, il serait un enseignement permanent, il serait aux cours ordinaires ce que le Warocquière est au cuffat; nous voudrions cependant le voir complété par un amphithéâtre qui trouverait une place toute dessinée dans la courbe du fer à cheval.

Cette salle pourrait servir à des séances solennelles; mais sa véritable destination serait des représentations scientifiques, et voici ce que nous entendons par là :

Nous voudrions voir mettre à la disposition de la science les moyens puissants et variés qu'on fournit à la musique pour charmer les yeux des auditeurs à l'Opéra; nous voudrions voir employer toutes les ressources de la mise en scène : décors, lumière électrique, feu de Bengale, effets fantasmagoriques pour frapper l'imagination du peuple au profit de son éducation.

Digitized by Google

Après une conférence sur l'art romain, par exemple, la toile se lèverait et montrerait aux auditeurs une vue restaurée du Forum romain; après un discours sur l'histoire grecque, le théâtre nous représenterait l'Acropole couronnée par les marbres éblouissants du Parthénon avec le théâtre de Bacchus à ses pieds et les Propylées à mi-côte.

Des leçons de géologie seraient admirablement *illustrées,* par une suite de tableaux dioramiques représentant les différents paysages antédiluviens avec les animaux étranges propres à chacun d'eux; un cours de géographie serait l'occasion de dérouler devant les yeux émerveillés des spectateurs les grands aspects du globe.

Nous savons que l'objection que l'on ne manquera pas de faire à notre projet sera la dépense qu'occasionnerait sa réalisation. Cependant, elle ne serait pas en disproportion avec les ressources d'un pays aussi riche et aussi prospère que la Belgique; le seul point qui nous paraisse devoir être examiné est celui-ci : les résultats que l'on obtiendrait par la fondation d'un musée populaire seraient-ils en rapport avec la dépense qu'aurait exigé son établissement?

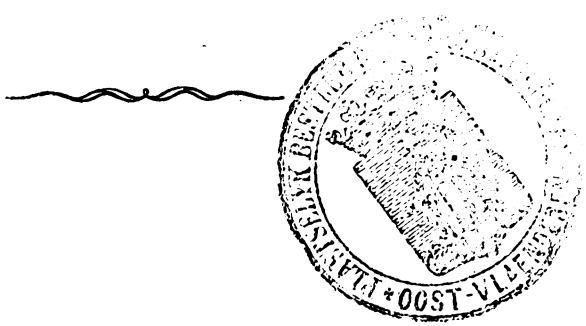
Avant de répondre à cette question, allez un dimanche à l'un de nos musées, à la porte de Hal, à la collection d'histoire naturelle ou à la galerie de peinture, vous les trouverez parcourus par un courant continu de gens appartenant en grande majorité aux classes populaires, beaucoup de femmes et d'enfants, pas mal de miliciens, assez bien de paysans, des provinciaux venus pour visiter les curiosités de la capitale. Tous ces braves gens regardent avec les yeux écarquillés; de temps en temps, ils tombent sur un objet dont ils ont une notion vague, qu'ils saluent comme une vieille connaissance et dont ils s'empressent d'expliquer la valeur ou la signification à leurs voisins; les enfants poursuivent leurs parents de demandes d'éclaircissements; les uns avouent leur ignorance, les autres entrent dans des explications fantastiques. Il y a là toute une population d'affamés qui ne demandent qu'à mordre aux fruits de l'arbre de la science, d'altérés qui aspirent aux sources pures de la vérité. Que de

Digitized by Google

fois, en voyant leurs yeux allumés par la curiosité, leur front plissé par l'obscurité qui pesait sur eux, nous nous sommes rappelé une inscription qui nous avait frappé dans les rues de Birmingham : *Power to let*, puissance à louer. Cette inscription, nous la lisions sur les fronts honnêtes de ce peuple laborieux. Que de puissance enfermée en lui ! Il suffirait d'y introduire une étincelle comme dans le fourneau d'une machine à vapeur pour mettre en mouvement la force latente qui y dort inconsciente.

Cette étincelle sacrée nous la possédons, nous, Prométhée modernes ; nous l'avons dérobée non plus au soleil, mais à la terre, notre mère commune : c'est la science. Ne soyons pas assez égoïstes pour la conserver pour nous seuls, distribuons-la généreusement à ceux qui ne l'ont pas ; les difficultés ni les sacrifices ne peuvent nous arrêter, car Bacon l'a dit avec raison : *Knowledge is power !*

Carl Buls.



Digitized by Google

CHAMBRE A LOUER.

I

A la fin de septembre 1865, par une journée radieuse que les fêtes de l'indépendance nationale n'avaient pas réussi à troubler, arrivait à Bruxelles un jeune homme âgé d'environ dix-neuf ans. Il se fit renseigner la rue des Éperonniers et l'hôtel du *Duc de Savoie*, et il entra, son sac de nuit à la main, dans le long vestibule de ce modeste établissement. Il demanda si on pouvait le loger pour quelques jours. La réponse ayant été affirmative, une fille toute ronde, les bras nus, les joues en feu, s'empara de son sac de nuit et le conduisit au second étage, dans une petite chambre meublée avec une sobriété exemplaire, mais d'une rare propreté.

Resté seul, le voyageur s'approcha de la croisée, écarta les rideaux distraitement et examina son horizon : des murailles surmontées de cheminées. Peu à peu, une sorte de mélancolie envahit son visage. Il s'assit, posa ses mains sur ses genoux, regarda dans le vague et devint triste.

Après quelques instants de méditation, il secoua la tête et sa longue chevelure noire prit un aspect irrité.

« Allons, dit-il tout haut, que diable ! je suis un homme. »

S'étant alors « rafraîchi » à grandes eaux, il ouvrit son sac de nuit, en tira un peu de linge qu'il rangea dans un des tiroirs de son lavabo-commode, suspendit un pantalon et un gilet au porte-manteau et déposa sur le plancher une paire de souliers. Puis, prenant dans un compartiment particu-

Digitized by Google

lier du papier, une plume et un encrier en grès, il écrivit tout d'une traite la lettre suivante :

« Bruxelles, 26 septembre 1865.

« Mon cher parrain,

« J'arrive à l'instant, sain et sauf. J'ai trouvé une chambre au *Duc de Savoie*, où vous m'aviez dit de me présenter d'abord. Il paraît que, le dernier jour des fêtes, les visiteurs commencent à rentrer chez eux; ceux qui restent sont des amateurs du feu d'artifice. Voilà ce qu'on m'a dit à l'hôtel.

« Il faut me pardonner : j'ai eu tout à l'heure un moment de faiblesse en me trouvant tout seul dans cette chambre; je vous promets que dorénavant je me conduirai en homme. Je suis arrivé tout guilleret, prêt à tout affronter. Et quand je me suis senti dans cette solitude, quand j'ai vu que j'étais bien décidément livré à moi-même, j'ai reçu comme une secousse, un coup de poing intérieur, le souvenir de maman s'est présenté à moi avec une grande force, et je n'ai pu résister à mon émotion. Tenez, en vous écrivant ça, je pleure encore un peu; je revois ma chère mère comme elle était huit jours avant sa mort, il y a de cela à peine quatre mois, si bien portante, notre vie à tous les deux, et qu'un accident a tuée avec une brutalité stupide.

« Là! ça va mieux. Quand je me serai encore un peu lavé les yeux à l'eau fraîche, on ne verra plus rien.

« J'ai voulu vous écrire tout de suite, pour que vous ayez de mes nouvelles encore ce soir. Je vais maintenant sortir et chercher une chambre à louer; c'est ce qu'il y a de plus pressant. Quand je l'aurai trouvée, je ferai ma visite au directeur de l'Académie, en la compagnie de ma lettre de recommandation.

« Bonjour, mon cher parrain; je vous embrasse comme je vous aime, de tout mon cœur.

« Si vous voyez ce soir, comme c'est probable, Auguste et François, ainsi que M. Brouet à l'estaminet, faites-leur

Digitized by Google

mes amitiés, et dites-leur bien que je ne les oublierai jamais.

« Votre filleul affectueux,
« Jacques Tillière.

« *P. S.* Il est midi et demi; je m'en vais dîner, puis, j'irai faire un tour par la ville, à moi tout seul, comme un grand garçon qui est entré dans sa vingtième année. »

Il plia sa lettre à la vieille mode, et y mit l'adresse :

« A Monsieur Monsieur Benjamin Lerot, industriel, à Marchienne-au-Pont. »

Cela fait, il descendit et demanda un timbre-poste; puis il exprima le désir de dîner. Ce n'était point l'heure; mais on lui offrit un beefsteack aux pommes de terre, ce qu'il accepta. Lorsqu'il se fut restauré, on le pria de signer au registre de l'hôtel, ce qu'il fit. Puis, il demanda quelques renseignements pour se diriger vers l'hôtel des Postes ; on les lui donna, il n'y comprit rien et sortit d'un pas allègre, en prenant à gauche, comme on le lui avait recommandé.

Il y avait foule dans les rues, au centre de la ville. Les habitants des provinces se promenaient en badauds, en attendant l'heure du feu d'artifice, s'arrêtant aux vitrines, faisant leurs réflexions à haute voix et formant sur les trottoirs des groupes compacts qu'il fallait tourner, infranchissables obstacles.

Arrivé rue de la Madeleine, Jacques Tillière fut tout à fait ébahi. C'était une véritable ruche humaine.

Au hasard, il monta la rue, entraîné dans un courant. Il s'arrêtait et marchait selon l'impulsion donnée, sans rien voir autre chose que les têtes et les épaules de ses voisins et voisines. Cela l'étourdissait et il riait en lui-même. « Me voilà bel et bien perdu, se disait-il; bah ! je finirai par me retrouver. » Il remarqua pourtant que les maisons étaient plus hautes qu'à Marchienne-au-Pont.

En zigzaguant un peu contre sa volonté, il arriva Plaine de Sainte-Gudule. L'église le mit en arrêt. Les deux tours carrées, colossales, et les dimensions du vaisseau, le plan-

Digitized by Google

tèrent sur place. Il avait vu pourtant l'admirable cathédrale de Tournai. Mais Sainte-Gudule est isolée et se montre toute entière; on l'embrasse d'un seul regard; tandis que la Notre-Dame de Tournai est enfouie dans toutes sortes de constructions qui lui ôtent les trois quarts de son importance extérieure.

Par hasard, à cette heure, l'église était ouverte; il y entra. Les grosses colonnes rondes et les murailles blanchies lui firent assez mauvaise impression. « J'aime mieux Sainte-Vaudru, se dit-il, et ceci n'est pas comparable à l'intérieur des *choncq Clôtiers*. » Il sortit; il voulut prendre son mouchoir. On le lui avait volé dans l'église. « Il paraît, pensa-t-il en riant tout haut, qu'on n'a pas chassé tous les... voleurs du temple. »

Debout sur le seuil de la « maison de Dieu, » Jacques regarda autour de lui; il avait sa lettre à la main. Où diable est la Poste? Il avisa un cocher de fiacre et lui demanda son chemin. Le cocher, sans répondre, du bout de son fouet indiqua la direction à prendre. Jacques finit par confier sa lettre à la boîte et ce fut pour lui un soulagement. Il descendit alors la rue dans laquelle il se trouvait, sans autre but que de flâner et de voir la ville; il rentra ainsi dans la foule. Il arriva bientôt Marché-aux-Herbes et le courant le poussa sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Ce fut un éblouissement.

Il faisait toujours beau et le soleil caressait tout un côté de la place, laissant le palais communal dans l'ombre. Ce tableau était à la fois gracieux et imposant. La bouche ouverte et les yeux écarquillés, Jacques, debout au milieu du vaste parallélogramme irrégulier, pivotait sur lui-même et jouissait de cet ensemble architectural en homme jeune tourmenté et séduit par les premiers enthousiasmes de l'art. Ces impressions juvéniles sont difficiles, sinon impossibles à exprimer; comme toutes les impressions pures, elles sont mêlées d'attendrissement, d'admiration, et d'un sentiment de timidité et en même temps d'exaltation, qui font le plus étrange des amalgames. Quelques uns rient, d'autres éclatent en exclamations, d'autres restent saisis et comme pétrifiés,

Digitized by Google

d'autres pleurent[1]. Jacques riait par saccades, tournait sur lui-même et manifestait son plaisir en poussant de petits monosyllabes qui ne signifiaient pas autre chose que son impuissance à manifester son plaisir. La hardiesse et l'élégance de la flèche de l'hôtel-de-ville le ravissait, et il avait de la peine à en détacher les yeux. Il lui fallut plus de vingt minutes pour se familiariser avec ce chef-d'œuvre d'architecture « barbare, » comme disait Rubens.

Il se fatigua ainsi pendant toute l'après-midi à parcourir Bruxelles, dans un cercle restreint—car il tourna autour de son hôtel, sans s'en douter, — tout comme s'il avait été perdu dans une forêt. Vers six heures, il sentit des tiraillements d'estomac significatifs. Il fallait rentrer et dîner. Il s'adressa au premier passant venu, lui demandant de lui indiquer la rue des Éperonniers. Il y était, et à dix mètres de lui s'ouvrait le long vestibule du *Duc de Savoie*. La stupéfaction de Jacques se comprendra. Il s'engouffra dans l'ouverture en riant aux éclats. On lui servit à dîner et il mangea avec un appétit de pauvre, quoiqu'il fût seul — les voyageurs ayant déjà quitté la table.

Le soir, il sortit de nouveau et se perdit dans le bas de la ville; il rentra à dix heures, harassé, mais content de sa journée. En se couchant, il prit la résolution de consacrer la matinée du lendemain à chercher une chambre à louer.

II

Jacques dormit bien; à dix-neuf ans, les impressions sont vives, mais laissent peu de traces. Il se leva en chantant, s'habilla vite, descendit, déjeuna, puis se lança à l'aventure dans la grande ville.

Les passants affairés avaient une toute autre physionomie que la veille; ils ne flânaient plus; on voyait à leurs visages plus sérieux, à leurs pas plus pressés, qu'ils travaillaient,

[1] J'ai vu un artiste, aujourd'hui directeur d'une Académie de province, lever les bras en l'air et verser d'abondantes larmes sans pouvoir parler, en se trouvant au milieu de la cathédrale de Tournai.

Digitized by Google

même en marchant. De ci de là, on rencontrait encore des groupes d'étrangers; mais ils ne « s'amusaient » plus; ils faisaient leurs dernières emplettes avant de se rendre à la gare. Les bonnes nettoyaient les trottoirs à grands coups de balai et à grand renfort d'eau; des charrettes attelées de chiens venaient du marché ou portaient aux clients le lait fortement « baptisé » que le malin paysan, connaissant la bienveillance de la police, sert aux bourgeois. Les camions et les voitures roulaient bruyamment. Tout cela intéressait énormément Jacques, aussi naïf en beaucoup de choses qu'un garçon de quinze ans.

Arrêté au coin de la rue de la Madeleine, il fit une réflexion philosophique :

« Comme on voit mieux ici qu'à Marchienne que la vraie devise de l'homme est : Chacun pour soi! »

Chacun, en effet, semblait aller à son affaire particulière, sans autrement se préoccuper de ses voisins; c'était un chassé-croisé très animé qui, vu d'une certaine hauteur, devait ressembler extraordinairement à l'agitation incessante d'une fourmilière. Cela étourdissait un peu Jacques; mais cet étourdissement même lui procurait un véritable plaisir.

Il vagabonda suivant son caprice, resta une heure dans les Galeries Saint-Hubert, revit la Grand'Place avec transport, parcourut vingt rues autour du palais communal, oubliant tout, même le but de son exploration. A midi, il se trouvait place de la Monnaie sans avoir encore été attiré vers l'une ou l'autre des « chambres à louer » devant lesquelles il avait passé distraitement. La faim commençait de le tirailler. Il vit des buveurs attablés sur le trottoir, à la porte d'un estaminet; il s'assit, demanda un verre de faro et s'informa si l'on pouvait manger. On lui offrit une tartine avec du fromage de Hollande et de la moutarde, repas d'attente bruxellois, et il accepta comme si ç'avait été une demi-douzaine d'allouettes rôties.

Quand il se fut rassasié et reposé, il se remit en route.

Cette fois, un peu calmé et sa curiosité première à demi satisfaite, il explora les rues dans un but bien déterminé.

Digitized by Google

Il entra dans plusieurs maisons, vit plusieurs chambres à louer, les trouva trop chères pour sa bourse, ou mal éclairées, ou sans entrée « particulière; » ici, c'était l'escalier qui lui déplaisait, là le visage de l'hôtesse; ailleurs, les enfants étaient bruyants et trop familiers; ailleurs encore, la propreté laissait beaucoup à désirer. Bref, à quatre heures, il n'avait rien trouvé à sa convenance. « Prends ton temps, » lui avait dit son parrain. Il prit son temps.

Il se fit de nouveau indiquer la rue des Éperonniers et rentra à l'hôtel pour dîner.

Huit ou neuf personnes étaient attablées. Jacques se glissa entre deux et savoura son potage sans lever les yeux. Il conservait encore une sorte de timidité ombrageuse qui n'était pas d'accord avec la franchise de ses mouvements. L'homme n'est, du reste, en son homogénéité, qu'une réunion de contrastes.

On causait; les voyageurs étaient wallons en grande majorité. Leur accent sonnait à l'oreille de Jacques comme un de ces refrains avec lesquels l'enfance est bercée. Cette musique l'enhardit peu à peu : avant la fin du rôti, il avait fait des yeux le tour de la table, arrêtant son regard curieux sur chacun des convives. La plupart étaient des hommes d'âge mûr, à figures éveillées ou même hardies. Il y avait au bout de la table un couple de vieillards placides, qui mangeaient silencieusement et n'échangeaient entre eux que de courtes phrases, à voix basse. En face de lui, Jacques observa un visage plus intéressant; c'était celui d'un jeune homme imberbe, qui portait de longs cheveux châtains, séparés au milieu du crâne par une raie régulière, et dont la physionomie avait quelque chose de doux et d'attractif. Il paraissait âgé d'environ dix-huit ans. Il ne parlait pas. Jacques s'aperçut, à mesure qu'il observait sans trop se gêner cette physionomie peu ordinaire, qu'il était également l'objet des attentions de l'étranger; mais s'il donnait à son regard une durée un peu longue, aussitôt les yeux de ce jeune homme à coiffure romantique se baissaient. Lorsque le repas fut terminé, Jacques le vit se lever sans bruit, faire aux

Digitized by Google

convives un léger salut de la tête et disparaître. Il était de taille plutôt petite que moyenne, et portait une de ces vestes en forme de sac, qui sont très commodes, mais sans grâce. « Celui-là, se dit Jacques, est encore plus jeune, plus inexpérimenté et plus sauvage que moi. »

Quand il monta chez lui peu après, Jacques rencontra l'étranger sur le palier; il sortait de la chambre contiguë à la sienne. Leurs regards se croisèrent : le petit jeune homme s'inclina avec une grâce parfaite, mêlée d'un peu de moquerie, et descendit. « Vraiment, se dit Jacques, s'il est seul ici, c'est imprudent, et les parents sont bien coupables. A sa taille, à sa délicatesse, on lui donnerait seize ans. »

Ce soir-là, il alla au théâtre de la Monnaie, où son enthousiasme juvénil eut de quoi se nourrir : on chantait *Guillaume Tell*. Ce fut un transport qui dura quatre heures, et que les entr'actes même n'éteignirent pas. Les sentiments patriotiques, les sentiments paternels trouvèrent en lui des échos qui n'avaient jamais été frappés avec cette passion, ce charme si puissant et cette grandeur. Jacques avait l'esprit et le cœur tout neufs, et cette soirée fut pour lui de celles qu'on n'oublie jamais. Il reprit le chemin de son hôtel, vers onze heures, dans un état d'ivresse inexprimable, la tête en feu et monté à un degré lyrique qui touchait à la folie. Rentré chez lui, il mit son bougeoir sur sa petite table, s'assit sans fermer sa porte en s'écriant : « Oh! que c'est beau! que c'est beau! que c'est beau! » Il se sentait comme transfiguré; son visage réfléchissait les plus nobles émotions : on pourrait comparer son état à celui d'un thaumaturge fiévreux qui vient d'avoir une vision.

A peine assis, il dut se lever, marcher, s'agiter; il ne tenait plus en place, il vibrait de haut en bas comme une corde tendue qu'on a heurtée; il parlait à voix haute, par saccades. Il s'asseyait, il se levait de nouveau, marchait, s'arrêtait. « C'est cela... C'est donc cela, le génie!... Maintenant... oui... je le sens : c'est cela! C'est ce qui nous remue de fond en comble, c'est ce qui nous... nous... transforme et nous élève... Quand on ne comprend pas... quand

Digitized by Google

on n'est pas ainsi bouleversé... quel malheur! Que je suis heureux d'en être presque malade! Oh! que c'est beau!... Rossini! Rossini! »

Comme il se trouvait près de sa porte ouverte, il entendit monter l'escalier, monter lentement et en trébuchant. Bientôt apparut dans le corridor le petit voisin. Il tenait son bougeoir à la main; mais la bougie était éteinte.

Jacques le regarda s'avancer prudemment, sur la pointe du pied, sans doute pour ne point faire de bruit, et il se décida à lui adresser la parole. Il avait besoin de s'épancher; il se trouvait dans la situation d'un amoureux tout jeune, qui raconte son secret même aux objets.

> Arbres, écoutez-moi; forêts, faites silence.
> J'aime...

« Monsieur, lui dit-il, rallumez donc votre bougie.

— Le vent, dit à voix contenue le jeune étranger, l'a éteinte sur le palier du premier étage.

— Eh bien, rallumez-là; entrez donc : nous sommes voisins.

— Merci, monsieur. »

Il fit deux pas dans la chambre, et Jacques lui ralluma sa bougie.

« Faisons connaissance, voulez-vous? lui dit brusquement Jacques. Vous êtes plus jeune que moi, vous me paraissez être tout seul comme moi. Je puis vous être utile.

— Merci, monsieur.

— Merci oui, ou non? »

L'étranger leva les yeux et le considéra pendant quelques secondes.

« Je ne suis pas Belge, dit-il, toujours d'une voix contenue; et je ne resterai ici que le temps nécessaire pour trouver un logement convenable.

— C'est comme moi, dit Jacques. Belge ou non, qu'est-ce que cela fait? Les hommes sont des hommes. Asseyez-vous là un moment, je vous en prie. En effet, votre visage n'est ni wallon ni flamand.

Digitized by Google

— Je suis Polonais...

— Nous sommes dans une situation qui a quelque rapport, seuls tous les deux, jeunes, inconnus ici; nous pourrions nous aider mutuellement. Qu'en dites-vous? »

Il tendait la main; et son geste était plein de confiance et de loyauté.

« Ce n'est pas de refus, répondit l'étranger en posant sa main dans celle de Jacques.

— Nous deviendrons des amis, vous verrez. Comment vous nommez-vous?

— Jaroslav Dombisky.

— Et moi, Jacques Tillière. Soyez sûr que vous avez besoin de moi. Vous êtes frêle et petit; je suis robuste : je vous protégerai. Est-ce convenu? »

Jaroslav Dombisky sourit discrètement, mais non sans malice.

« Vous me paraissez un peu enfant pour devenir le protecteur de quelqu'un.

— Parce que je dis tout ce que je pense?

— Vous pourriez placer mal votre confiance.

— Qui ne risque rien n'a rien. Si vous trompez mon attente, je vous abandonnerai; si je trompe la vôtre, vous me mépriserez. A quoi servent les finesses? Qu'est-ce que vous gagneriez à me donner des déceptions? Je ne vous offre que mon amitié, qui ne vaut rien que ce que vous voudrez qu'elle vaille. Qu'est-ce que je perdrais si vous étiez un petit pas grand chose? Pas même une illusion.

— Vous êtes philosophe, monsieur Tillière.

— Ma foi! je n'en sais rien. Mais votre figure me plaît beaucoup. Et, à propos, que venez-vous faire à Bruxelles?

— Mes études à l'Université.

— Et moi, je veux devenir sculpteur. Il me semble que j'aime les arts plus que toute autre chose au monde. J'avais d'abord commencé à peindre; mais ce n'était pas ça. Aussitôt que l'idée de sculpter m'est venue, il m'a semblé que ma vocation se dessinait. J'ai fait, depuis deux ans, un tas de choses de caractères divers, avec une passion absorbante.

Digitized by Google

Vous verrez ça, quand je serai installé : j'ai préparé mes meilleurs essais, on me les enverra. Aimez-vous les arts?

— Je n'y connais rien; mais j'aime la musique et la littérature.

— C'est charmant! Nous nous entendrons très bien. Et qu'avez-vous fait ce soir, que vous rentrez si tard? »

Jaroslav Dombisky sourit encore.

— J'ai passé ma soirée à l'Opéra.

— Et moi aussi! cria Jacques avec une joie d'enfant. Vous voyez bien que nous devons être des amis! Est-ce beau, ce *Guillaume Tell?...* »

Et le voilà qui se mit à s'épancher avec abondance. Il parlait haut, oubliant l'heure, oubliant le lieu où il se trouvait. Un voisin de chambre, que cette conversation empêchait de dormir, frappa deux ou trois rudes coups à la muraille.

« Au diable! dit Jacques.

— C'est qu'il est tard, et nous ferions bien de nous coucher, dit Jaroslav en se levant.

— A demain alors... Et, à propos, si nous cherchions ensemble notre chambre à louer!

— Pourquoi pas?

— Qui sait! Nous pourrions habiter le même appartement...

— Au moins la même maison, dit Jaroslav.

— Soit! A demain donc! Je suis enchanté de ma soirée, ajouta-t-il en présentant la main à « son ami. »

— A demain! » répondit le jeune Polonais en se retirant.

III

Jacques descendit le lendemain matin de la meilleure humeur du monde. Il se déclarait en lui-même enchanté de ne point se trouver seul dans Bruxelles, d'avoir quelqu'un à qui livrer ses pensées journalières. L'isolement de ces premières heures de liberté lui donnait un léger sentiment d'angoisse; sans le jeune Polonais, il eût été obligé de s'agiter pour chas-

Digitized by Google

ser cette espèce de faiblesse, pour ainsi dire indépendante du plus ou moins de force de caractère. D'ailleurs, à dix-neuf ans, il n'y a d'hommes vraiment fermes que ceux qui manquent de sentiment, de tendresse.

Il entra dans la salle qui servait de salle à manger pendant le jour, et d'estaminet le soir. Le *Duc de Savoie* est un hôtel à la bonne franquette, bourgeois, familier, « sans façon, » comme on dit en Hainaut.

La « fille » était là qui rangeait.

« Faut-il vous servir à déjeuner, monsieur?

— Non; j'attends mon voisin de chambre, M. Dombisky.

— Ah! dit-elle, il vient de partir.

— De sortir, vous voulez dire?

— Non, monsieur; il a payé sa note, et il est parti avec sa malle. »

Jacques demeura muet.

« Ce n'est pas possible, dit-il ensuite. Nous devions déjeuner, puis sortir ensemble par la ville. Et vous dites qu'il emportait sa malle?

— Mais, monsieur, c'est Jean qui la portait. »

Jean, c'était le garçon de service.

« Alors, dit Jacques en s'asseyant, donnez-moi à déjeuner. »

La fille sortit. Il resta immobile sur sa chaise, à regarder devant lui. Cette fuite imprévue le surprenait comme un cataclysme; il avait pensé beaucoup à ce petit voisin, et il se disposait à l'aimer; est-ce qu'à cet âge il est possible d'être prudent, quand il s'agit d'amitié ou d'amour? Jacques se serait livré sans arrière-pensée. Cet imprévu le déconcertait à peu près comme un enfant qui va pour mettre sa main sur un oiseau, dans les champs, et qui regarde l'oiseau s'envoler : ce n'était pas dans les choses probables pour lui, à ce moment. Pendant un certain nombre d'années, on regarde ainsi s'envoler ses illusions. Plus tard, quand on est à demi bronzé, on s'habitue à ce dépouillement de soi-même.

« Voilà, monsieur. »

Jacques déjeuna distraitement, mais avec appétit. Il ne

Digitized by Google

comprenait pas. Qu'était-il arrivé? La veille, ce Jaroslav paraissait presque aussi satisfait que lui d'avoir rencontré quelqu'un avec qui causer. « Il n'aurait pas agi autrement, se dit Jacques, s'il avait appris que je fusse un chevalier d'industrie, un filou... » Mais que s'était-il passé pendant la nuit? « Au diable! se dit encore Jacques. Je suis bien bon de me préoccuper de ce Polonais-là. »

Mais il eut beau faire le fort et l'indifférent, ce Polonais-là l'occupa toute la journée. Pendant ses courses dans la ville, à la recherche d'une chambre à louer, il ne cessa de regarder les passants, avec l'espoir de retrouver ce Polonais-là. Il perdit ses peines.

Était-ce cette aventure qui l'irritait et le mettait hors de son assiette? Il sonna en vain à une douzaine de portes : nulle chambre ne lui convint. Il continua de prendre son temps, selon la recommandation de son parrain. A midi, il rentra bredouille à l'hôtel, et à quatre heures aussi. Et, à chaque fois, il demandait à l'hôte ou au garçon : « M. Dombisky n'est toujours pas revenu? » — « Non, monsieur. » Puis en lui-même il ajoutait : « N'y pensons plus! » Ce qui ne l'empêchait nullement d'y penser.

Après son dîner, à l'heure où le crépuscule commençait à étendre son voile mélancolique, et où les allumeurs de réverbères glissaient sur les trottoirs, l'épaule chargée de leur échelle, Jacques sortit encore. Il était presque triste; il se trouvait plus seul que le jour de son arrivée; il avait un germe de spleen dans le cœur et il soupirait fréquemment. Il heurtait les passants sans les voir et regardait aux vitrines avec de telles distractions que nulle forme, nulle couleur ne faisait empreinte dans son cerveau. Les passants peu à peu devenaient des ombres sans consistance. Vers huit heures, cet état était arrivé à son maximum d'intensité, et Jacques allait devenir malheureux : il se trouvait en pensée à Marchienne-au-Pont, chez le parrain. On venait de souper et la bonne vieille Justine ôtait les couverts, tout en plaçant son mot dans la conversation. Le parrain allumait sa pipe, puis se levait : « Allons faire un bout de chemin au bord de la

Digitized by Google

Sambre avant de rejoindre les amis à l'estaminet. » — « Allons, parrain! » Il faisait sombre déjà; les rues étaient presque désertes. Au bord de la rivière, pas une âme; l'eau glissait sans bruit le long des rives gazonnées ou dénudées, clapotait aux piles du pont, s'écoulait vers Charleroi et réfléchissait les nuées que la lune frangeait de lumière sur les bords. Contre les quais, des masses noires immobiles où, de ci de là, brillait une petite flamme. Le parrain causait en fumant. « Puisque tu le veux, tu seras sculpteur; tu as dix-huit cents francs de rente et tu pourras faire tes études sans dépenser ton capital... » Jacques refaisait cette causerie à lui tout seul. Plus tard, on allait retrouver les amis à l'estaminet, et l'on jouait une partie de piquet en buvant un ou deux verres de bière brune, sans cesser de fumer. Ces souvenirs avaient pour Jacques une douceur monotone qui le faisait soupirer, tandis qu'il flânait à l'aventure...

Il s'était arrêté à la vitrine d'un libraire, rue de la Madeleine, et il lisait les titres des volumes étalés sur les rayons : romans français à couvertures jaunes, vertes, bleues ou roses, livres de sciences, récits de voyages, brochures politiques, ouvrages classiques insuffisants, mais recommandés par la paresse gouvernementale. Cela fixait plus ou moins son attention et le détournait des souvenirs de « la patrie. » La pensée, partie en liberté, était revenue avec cette rapidité qui n'a d'égale que la transmission électrique. Il avait parcouru du regard tous les ouvrages exposés, et il se disait : « Il y en a là assez pour me former une bibliothèque, » quand soudain ses yeux fixèrent un point au delà de la muraille de volumes.

Entre les intervalles, il crut apercevoir Jaroslav Dombisky dans la librairie.

Il ne réfléchit pas un moment; il ouvrit la porte et entra.

C'était bien le jeune Polonais. Jacques s'approcha de lui et lui frappa sur l'épaule, sans aucunement se préoccuper du libraire et de ses commis.

« Eh bien, vous êtes encore un joli garçon, vous! » dit-il.

Digitized by Google

Dombisky s'était retourné, avait reconnu Jacques, mais était resté muet.

« Quand vous aurez fini, nous causerons, ajouta Jacques; car je ne vous lâche pas : il me faut une explication. »

Il disait cela d'un ton sérieux, mais avec une bonhomie et une franchise qui ne demandaient pas mieux que de devenir de la gaieté. Jaroslav paya les deux volumes qu'il venait d'acheter, et sans parler, se dirigea vers la porte. Jacques le suivit. Sur le trottoir, il prit le bras du jeune Polonais et le passa sous le sien. « Là! » dit-il.

Dombisky ne put s'empêcher de rire.

« Mais vous ne me demandez pas si je veux, monsieur Tillière?

— J'ai droit à une explication, répondit Jacques; on ne se moque pas des gens avec ce sans-façon. Si vous ne voulez pas devenir mon camarade, si vous vous défiez de moi, c'est bon, je ne peux pas vous forcer. Mais on parle aux gens; dans mon pays, du moins, on s'explique; dans ma famille, on ne boude pas, voyez-vous. Je vous ai offert la main, vous l'avez acceptée, nous avons fait des conventions; puis vous vous enfuyez comme si vous aviez le diable à vos trousses. M'avez-vous pris pour un voleur? Ai-je la mine d'un chevalier d'industrie? Allons, expliquez-vous... Voulez-vous boire un verre de bière? Nous causerons plus à l'aise.

— Merci, je ne vais pas au café.

— Ni au cabaret?

— Encore moins.

— Moins que pas du tout! Quel drôle de jeune homme! » dit Jacques.

Jaroslav souriait. Il se tourna vers Jacques, qui le regardait, et leurs regards se croisèrent.

« Eh bien! dit Jacques.

— Eh bien, répondit Jaroslav, je ne sais comment vous dire?... Je ne voudrais pas blesser vos... vos susceptibilités. La langue française ne m'est pas aussi familière qu'à vous, quoique je la parle depuis fort longtemps.

Digitized by Google

— Bah ! dit Jacques, à part l'accent, vous me paraissez aussi bon français qu'un parisien.

— Il y a les nuances, reprit Jaroslav. Et on dit qu'en français ce sont surtout les nuances qui ont de la valeur. Je crains d'être un peu sauvage...

— Vous vous moquez de moi... Vous avez l'air d'un petit finard.

— Enfin !

— Enfin — voyons !

— J'aimerais mieux que vous ne m'eussiez pas vu chez le libraire.

— Alors, vous ne voulez pas devenir mon camarade?

— J'aimerais mieux non.

— Pourquoi ? »

Jacques s'arrêta et regarda encore bien en face son compagnon.

Le jeune Polonais avait l'air mécontent; un léger froncement des sourcils lui faisait une physionomie assez dure et ses lèvres semblaient plus serrées que d'habitude. Chose étrange, cette expression lui donna l'air plus âgé.

« Que diable ! dit Jacques...

— Je vous trouve trop... trop expansif, dit Dombisky en posant sa main libre sur le bras de Jacques.

— Trop expansif !

— Indiscret ! »

Jacques fit un haut-le-corps et devint tout sérieux.

« Pardonnez-moi, monsieur Tillière; je vous l'ai dit, je ne voudrais pas vous blesser. Continuons de marcher, voulez-vous? Le grand mot est lâché, maintenant, et peut-être exagère-t-il ma pensée; mais après cela, je puis parler...

— Indiscret! dit Jacques.

— Étourdi, si vous voulez : il y a les nuances. Vous ne me connaissez pas; vous arrivez à Bruxelles, et au bout de vingt-quatre heures vous ouvrez vos bras et votre intimité à un étranger. Vous êtes jeune, c'est vrai : vous n'avez guère que vingt ans...

— Eh bien, et vous? dit Jacques.

Digitized by Google

— Moi !... dit Jaroslav avec une sorte de mélancolie légère, j'ai de l'expérience. Mais vous, sans savoir à qui vous avez affaire, vous offrez votre amitié. Vous m'avez fait peur, monsieur Tillière. Ce pouvait n'être que de l'abandon très loyal ; mais ce pouvait être aussi de l'indiscrétion... native. Or, moi, je suis défiant...

— A votre âge!

— Je suis plus vieux que mon âge, reprit Jaroslav, en souriant de ce sourire mystérieux qui donnait un vrai charme à sa physionomie, et j'ai des raisons pour être défiant...

— Lesquelles? demanda Jacques d'un élan, sans réfléchir.

— Vous voyez! Est-ce étourderie? je le veux bien. Mais il est plus prudent de penser que c'est de l'indiscrétion... »

Dombisky avait doucement retiré son bras et examinait Jacques, qui, les yeux baissés, était devenu tout à coup assez rouge pour qu'on vît cette rougeur à la lueur des réverbères et à la lumières des magasins.

— Adieu ! dit Jaroslav ; il vaut mieux que nous allions chacun de notre côté. »

Jacques ne répondit point. Il semblait confus, irrité et triste à la fois. Il ne fit pas un mouvement pour retenir Dombisky, qui s'éloigna ; il resta sur place comme frappé de paralysie, tout à coup pétrifié, et profondément mortifié au fond de son cœur. Debout au milieu du trottoir, il regardait, sans rien voir, de l'autre côté de la rue.

« Je vous ai fait de la peine, » dit une voix douce tout près de lui.

Il se tourna d'un mouvement brusque. C'était Dombisky qui était revenu sur ses pas.

« Oui, dit Jacques ; et il me semble que vous avez été injuste, en me jugeant ainsi sur des apparences. L'étourderie n'est pas un crime ; si je suis indiscret... si vous croyiez que je m'étais montré indiscret... vous auriez pu, vous auriez peut-être dû penser que... eh ! mon Dieu, oui, penser que vous m'étiez sympathique. Je n'ai jamais ni entendu dire,

Digitized by Google

ni lu, que le cœur fût un grand calculateur. J'aime votre visage... Vous avez une bonne voix qui fait plaisir à entendre... Je vous ai offert la main. Voilà tout le mal...

— Vous parlez maintenant comme un homme raisonnable.

— C'est que vous m'avez rappelé à la raison.

— Je pourrais donc vous être utile?

— Certainement. Et moi...

— Venez, nous causerons, reprit Jaroslav sans le laisser achever; venez chez moi. C'est à cinquante pas...

— A la bonne heure! dit Jacques en se rassérénant tout de suite. Que diable!... Donnez-moi le bras... Je suis comme çà, c'est vrai : on ne se fait pas. Si je pouvais me changer, étant sculpteur, ce serait bientôt fait... Vous avez donc trouvé une chambre?

— Oui; je l'avais vue hier, et elle ne me plaisait pas trop; mais il fallait...

— Il fallait me planter là!

— Vous fuir, oui, monsieur Tillière. Oh! il n'est pas encore bien certain que nous ne nous séparerons pas tout à l'heure.

— Encore!... Mais de quoi donc avez-vous peur?

Jaroslav ne répondit pas; ils étaient arrivés.

« Je vais vous montrer le chemin, » dit-il en pénétrant dans un vestibule.

IV

C'était rue des Petits-Carmes, chez un marchand de quelque chose. Le magasin était à droite du vestibule et les marchandises, éclairées vivement, faisaient au passant un effet gai, les objets jetant de ci de là une étincelle au milieu de couleurs vives ou finement nuancées. Jacques ne se demanda même pas où il se trouvait; il suivit son compagnon. Après avoir ouvert une porte vitrée qui partageait le vestibule en deux dans sa longueur, ils arrivèrent au bas d'un escalier assez étroit, éclairé par une veilleuse posée sur un cul de

Digitized by Google

lampe en plâtre à hauteur d'homme. Ils montèrent. La chambre de Dombisky était au second étage. En montant, ils entendirent des enfants pleurer et se quereller.

« Voilà, dit Jaroslav, le grand inconvénient. »

Il ouvrit sa porte. « Entrez, monsieur. » Il fit de la lumière et alluma sa lampe. Jacques se trouvait dans un petit salon meublé du strict nécessaire. A droite, il y avait une porte entr'ouverte.

« Asseyez-vous...

— C'est gentil, dit Jacques en regardant autour de lui; vous avez deux chambres.

— Deux pièces, oui; j'ai une toute petite chambre à coucher; mais la croisée ouvre sur un assez grand espace et l'air ne manque pas.

— Voilà ce qu'il me faudrait.

— Vous êtes donc toujours à l'hôtel?

— Oui. »

En causant, Dombisky s'était débarrassé des volumes qu'il venait d'acheter. Après s'être assis, tout en laissant glisser des regards mystérieux vers Jacques, il ôta ses gants. Il avait des mains blanches et fines, soignées comme le sont rarement les mains des étudiants. Jacques les considérait curieusement, pour ainsi dire sans y penser; et des mains remontant vers le visage du jeune Polonais, il le surprit fixant sur les siens des yeux qui paraissaient vouloir lire jusqu'au fond de sa conscience. Cette escarmouche muette dura un temps inappréciable, et ce fut Dombisky qui parla le premier.

« Suis-je bien sûr que vous sachiez garder un secret, monsieur Tillière?

— Je ne sais pas, répondit Jacques; mais je suis bien sûr, moi, d'être un honnête garçon.

— Ne vous fâchez pas; mes défiances sont naturelles. Vous êtes très jeune et les jeunes gens ont la tête légère.

— Eh bien, et vous?... dit Jacques.

— Oh! moi, je ne suis pas un jeune homme comme les autres. »

Digitized by Google

Encore une fois, Dombisky sourit de ce sourire étrange qui lui donnait une physionomie toute particulière. Jacques l'examinait avec une sorte d'impudence ingénue, comme il eût examiné une statue. Les traits étaient fins ; le teint mat, à peine coloré d'une lueur, d'un reflet de sang, était tout lumière; la bouche était rose et de forme délicate. Cet ensemble avait un charme singulier qui désorientait Jacques.

« C'est vrai, dit-il, vous n'êtes pas un homme comme les autres... Il n'y a pas apparence de moustache sous votre joli nez, et vous avez des mains de femme. »

Dombisky baissa les yeux et ne répondit pas; il parut agité; un peu de rougeur courut sur ses joues comme un rayon de soleil. Et tout à coup, levant les paupières, il darda encore une fois sur les yeux de Jacques un regard scrutateur et profond.

« Promettez-moi, dit-il...

— Quoi donc?

— Promettez-moi un secret absolu, monsieur Tillière, et je vous donne immédiatement une preuve de confiance qui me mettra à votre discrétion.

— Est-il bien nécessaire que vous me disiez votre secret pour que nous soyons de bons camarades?

— Nécessaire... Non, peut-être. Mais il se pourrait que... N'êtes-vous pas assez sûr de vous-même pour promettre de ne point divulguer ce que je veux vous dire?

— Oh! ce n'est pas cela; je ne songeais qu'à vous : il y aurait peut-être étourderie...

— C'est vous, maintenant, qui parlez ainsi?

— Oui, mademoiselle, » répondit Jacques en plongeant à son tour ses regards dans les yeux du jeune Polonais, qui tressaillit et se leva comme si un ressort l'avait poussé.

« Vous m'avez devinée...

— Oui.

— C'est là mon secret. Vous voyez qu'il est grave.

— Je le garderai, dit Jacques en se levant; je vous le jure. »

Il présentait sa main. Dombisky lui donna la sienne et ils

Digitized by Google

restèrent quelques instants en face l'un de l'autre, sans parler.

« Maintenant, dit la jeune femme en se rasseyant, je puis parler; je vous donnerai ma confiance et vous me servirez de protecteur. Si vous ne vous croyez pas assez fort pour prendre ma défense au besoin, quittez-moi : je ne vous demande pas de la camaraderie banale. J'espère ne pas me repentir. Si vous me trahissiez, je quitterais immédiatement votre pays — mais non sans m'être vengée. »

En disant cela, ses yeux étaient durs et menaçants. Jacques la regardait avec un plaisir mêlé d'admiration. Cette aventure le prenait au dépourvu, le poussait dans un monde plein de mystère; mais il se sentait capable, soutenu par un enthousiasme naturel, de jouer un rôle dans ce mystère. A vingt ans, on a la foi très robuste.

« Je serai votre frère, dit-il.

— Oui, voilà ce que je vous demande. Je suis seule ici, et le nom que je porte n'est pas le mien. Mon existence a été fort agitée et j'ai beaucoup souffert; je ne veux plus penser à rien et je me suis adonnée à l'étude pour oublier. J'ai vingt-sept ans et je suis libre. Vous saurez plus tard quelles ont été les circonstances qui m'ont amenée en Belgique. Si je me fie à vous, c'est autant à cause de votre jeune âge que vaincue par la franchise de votre physionomie. A vingt ans, on est chevaleresque; c'est sur ce sentiment que je me repose en vous offrant d'être mon camarade... Et maintenant, parlons de vous... »

Jacques l'écoutait et subissait une sorte de fascination; les courtes phrases, la fermeté de l'accent, un peu d'étrangeté dans la prononciation, et, par-dessus tout, le visage délicat, les traits fins et distingués, tout s'unissait dans la jeune femme pour faire une profonde impression sur son imagination.

« Et les étudiants, dit-il, ne soupçonnent rien?

« Les cours de l'Université ne sont pas encore rouverts. Je ferai le moins de bruit possible et je passerai inaperçue.

— Inaperçu, dit Jacques en souriant.

Digitized by Google

— Vous avez raison; et vous, en me parlant devant d'autres personnes, pourrez-vous me traiter comme un garçon, maintenant? Ne verra-t-on rien dans vos regards et dans vos manières?

— J'exagérerai l'expression de la camaraderie, répondit Jacques; au besoin, je vous traiterai comme un gamin.

— Cela sera à la fois prudent et gai, » dit Dombisky.

Jacques resta à causer pendant une heure, qui s'écoula avec une rapidité extraordinaire. La confiance naissante est un sentiment exquis qui chauffe doucement le cœur et fait parler d'abondance. Jacques se livra tout entier et parla de lui avec cet égoïsme ingénu qui est une grâce à vingt ans. Dombisky écoutait avec intérêt, parlait peu, se tenait sur la réserve sans que son camarade s'en aperçût; il fit quelques questions sur les espérances que nourrissait le jeune sculpteur, et Jacques alors prit feu comme un paquet d'étoupes sèches. Il avait une ambition désordonnée, qui plânait à des hauteurs vertigineuses ; mais il ne savait pas encore très bien à quel genre il se livrerait pour atteindre son idéal; ses formules ne se dessinaient pas nettement ; de là, des hésitations dans ses enthousiasmes et du doute dans ses croyances. On voyait au froncement de ses sourcils et à l'agitation des muscles de sa face qu'il souffrait intérieurement de se trouver indécis, lui qui se sentait résolu.

Au moment de sortir, Dombisky lui dit :

« Tâchez de vous caser le plus tôt possible et de vous mettre au travail. Il ne faut pas répandre ce beau feu en théories.

— Je ne reviendrai vous voir que quand j'aurai un chez moi.

— Bien, cela !

— Mais ce sera peut-être demain... »

Émile Leclercq.

(*La seconde partie à la prochaine livraison.*)

Digitized by Google

Deux mots de réponse à la REVUE GÉNÉRALE.

Dans la *Revue générale* qu'il dirige, M. Woeste a bien voulu s'occuper de l'article que j'ai publié ici le 1er janvier dernier. J'en ai été flatté, je l'avoue, car M. Woeste est destiné — disent ses amis — à donner au parti catholique un chef éminent, un *leader* capable de gouverner le pays avec une autorité et un éclat extraordinaires. C'est un habile écrivain et surtout un grand orateur, affirme-t-on ; il sera le Montalembert de la Belgique !

Nous aurons bientôt l'occasion d'apprécier un si rare mérite, car M. Woeste sera, paraît-il, nommé à la Chambre, aux prochaines élections.

Cependant, je ne puis dire que M. Woeste m'ait traité avec indulgence. M. Périn et le Père Onclair, qui m'ont fait savoir qu'ils me répondraient, m'ont montré plus de courtoisie. « En histoire, dit M. Woeste, M. de Laveleye est arriéré d'un siècle ; il affirme des choses qu'un élève d'humanités n'oserait plus balbutier et ses partis pris sont tels que les notions les plus vulgaires de justice lui échappent. » M. Périn et le Père Onclair m'ont dit tout simplement que j'avais mal compris leur pensée et qu'ils l'expliqueraient. Je ne demande pas mieux ; mais comment puis-je m'être trompé, puisque, pour éviter toute erreur, j'ai cité, sans hasarder de les interpréter, les paroles mêmes des auteurs et les décisions textuelles des papes et des conciles?

Digitized by Google

Le point en débat est celui-ci : Le catholicisme ultramontain — et depuis que le pape est proclamé infaillible, il ne peut plus y en avoir d'autre — condamne-t-il oui ou non les libertés modernes consacrées par la Constitution belge? La main pleine de textes irrécusables, j'ai osé l'affirmer. M. Woeste me dit que je suis un ignorant. Voyons qui de nous deux a raison. La question est importante.

Si M. Woeste disait vrai, les libéraux belges, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, qui luttent contre l'ultramontanisme avec toute l'énergie que donne la vue d'un grand péril, seraient des insensés, combattant des moulins à vent et s'épouvantant de chimères. Si, au contraire, la thèse que je soutiens est conforme à l'histoire et à la réalité actuelle, le devoir de tout bon patriote est de déraciner l'ultramontanisme et dans le pays et tout d'abord au foyer domestique.

Ce sont les princes, dit M. Woeste, qui ont commandé la Saint-Barthélemy, les dragonnades et les autres persécutions religieuses. Le dernier élève de rhétorique sait cela. — Oui, sans doute, ceux-là le savent qui apprennent l'histoire dans les écoles des évêques et des jésuites.

Quand un écrivain affirme exactement le contraire de la vérité, on lui présente ordinairement les fourches impitoyables de ce dilemme : c'est de l'ignorance ou de la mauvaise foi. Je ne veux point dire à M. Woeste ce qu'il m'a dit à moi. Je me plais à le croire très savant en histoire et en tout de très bonne foi. Seulement, la position d'un catholique libéral est si pleine de contradictions et exige, par suite, une telle habitude d'appeler blanc ce qui est noir et liberté ce qui est compression et persécution, que la faculté de discerner le vrai du faux s'en trouve irrémédiablement oblitérée.

M. Woeste voudrait-il me permettre de lui adresser les questions suivantes qui, pour circonscrire le débat, ne concernent qu'une seule de nos libertés, la plus précieuse et la plus contestée : la liberté de conscience?

L'Église ne condamnait-elle pas cette liberté quand, au quatrième concile de Latran, canon 3 — concile œcuménique, ne l'oublions pas — elle exigeait des autorités temporelles

Digitized by Google

qu'elles promissent officiellement et sous serment, d'extirper tous les hérétiques qu'elle signalerait au bras séculier?

Le pape Pie V — un pape canonisé par l'Église, veuillez le noter — admettait-il la tolérance, quand il écrivait, le 13 avril 1569, ces paroles atroces, peu de temps après la défaite des huguenots à Jarnac : « Nous avons appris que quelques personnes travaillaient à faire épargner un certain nombre de prisonniers. Vous ne devez ménager aucun effort pour que cela n'ait pas lieu et pour que ces hommes exécrables périssent dans les supplices qu'ils méritent »? M. Woeste nie-t-il l'authenticité de ce passage et osera-t-il répéter encore ce mot qu'aimait à dire cet autre catholique libéral sincère — mort celui-là sous le coup de la contradiction qui l'étouffait, — le Père Gratry : *Ecclesia abhorret a sanguine?*

Si M. Woeste osait parler ainsi, les murs mêmes lui imposeraient silence. M. Woeste est sans doute allé à Rome présenter son humble et filial hommage au saint-père. En ce cas, il a dû attendre au Vatican dans la *sala regia*. Ne se souvient-il plus d'y avoir vu ces tableaux pleins de sang et de massacres, représentant l'égorgement de Coligny et les scènes de la Saint-Barthélemy? Ignore-t-il que ces fresques odieuses ont été peintes par Vasari, sur l'ordre de Grégoire XIII, pour perpétuer le souvenir de la nuit abominable dont l'anniversaire arrachait des larmes à Voltaire, qui cependant n'avait pas le cœur tendre? A-t-il oublié le mot terrible de Stendhal : « Le palais du pape est le seul lieu du monde où l'assassinat soit publiquement glorifié »? Le lendemain du jour où j'avais contemplé avec effroi ces atroces peintures, je vis Pie IX officier à Saint-Pierre. La figure du noble vieillard, pleine d'une extatique componction, et ses yeux levés au ciel offraient l'image de la plus adorable douceur et de la plus sainte piété. Et pourtant, malgré moi, je voyais toujours couler sur le vêtement blanc du pontife le sang des huguenots égorgés sous l'inspiration des papes, ses prédécesseurs. Quel contraste, me disais-je, entre la bonté de ce prêtre auguste et la doctrine de sang qu'il représente et qu'il ne peut désavouer! Il est prêt à bénir et à faire du bien à ses

Digitized by Google

ennemis; mais, comme Philippe II et au nom de la même foi, il n'hésite pas à imposer, quand il le peut, la proscription des hérétiques. La papauté est infaillible; donc, il doit maintenir un dogme effroyable que désavouerait probablement le roi de Dahomey.

Mais, dit M. Woeste, la tolérance n'était admise nulle part au XVI^e^ siècle, et les princes protestants, Calvin lui-même, ont persécuté. Ceci est vrai, mais ne touche en rien à la question. Les protestants blâment unanimement ces persécutions et ils peuvent désavouer l'intolérance de Calvin, car ils ne soutiennent pas qu'il est infaillible. Le Taciturne, qui était un calviniste ardent, a, l'un des premiers, proclamé la liberté de conscience et elle a été, dès le XVI^e^ siècle, pratiquée et consacrée par les Provinces-Unies, puis par les États de la nouvelle Angleterre, formés cependant sous l'influence calviniste. L'intolérance de Calvin est donc un fait historique, sans conséquence pratique aujourd'hui. Mais il n'en est pas de même de l'intolérance de l'Église catholique qui a provoqué la Saint-Barthélemy, les dragonnades, les auto-da-fés en Espagne, les massacres des protestants en Hongrie, en Bohême, dans la Valteline, partout enfin où les gouvernants ont obéi à la voix des prêtres. Cette intolérance est un dogme proclamé par la papauté. Le pape est infaillible. Donc si un gouvernement le peut, il doit proscrire les dissidents, et tout bon catholique doit s'efforcer de rendre cette proscription possible.

M. Woeste osera-t-il soutenir que le devoir d'extirper les hérétiques n'est pas un principe de la foi catholique? Mais je lui opposerais Bossuet. Vaincu par les arguments sans réplique de l'évêque de Montauban invoquant les décisions des conciles et des pères, Bossuet écrit ces lignes décisives : « Je déclare que je suis et que j'ai toujours été du sentiment : premièrement, que les princes peuvent contraindre par des lois pénales tous les hérétiques à se conformer à la profession et aux pratiques de l'Église catholique. DEUXIÈMEMENT, QUE CETTE DOCTRINE DOIT PASSER POUR CONSTANTE DANS L'ÉGLISE QUI NON SEULEMENT A SUIVI, MAIS ENCORE DEMANDÉ DE SEM-

Digitized by Google

BLABLES ORDONNANCES DES PRINCES. » M. Woeste voudrait-il bien nous dire si oui ou non Bossuet se trompait en faisant cette déclaration solennelle?

M. Woeste désavoue-t-il Pie VI condamnant, en 1791, le rétablissement de l'édit de Nantes sur la tolérance des hérétiques, « édit ruineux et funeste »?

Les évêques de Belgique en 1815 ont fait rejeter le *Pacte fondamental* de Guillaume Ier, parce qu'il consacrait les libertés qu'a proclamées ensuite la Constitution belge et ils disent, dans leur « jugement doctrinal », qu'elles sont contraires aux principes de la religion. M. Woeste est-il meilleur juge en cette matière que l'épiscopat belge prononçant en corps une condamnation solennelle?

Certains libéraux — ou du moins certaines personnes qui se prétendent et se croient libérales — disent avec M. Woeste : Tout cela est de l'histoire. Occupons-nous de politique actuelle et non d'archéologie. — Mais comment ces prétendus libéraux ne voient-ils pas que rien n'est plus actuel que les prétentions croissantes de Rome, qui veut aujourd'hui, comme jadis, imposer ses lois au monde? Si l'Allemagne s'agite et se soulève jusqu'en ses fondements, au risque d'arriver à une guerre civile et religieuse, n'est-ce point parce que, plus instruite, elle aperçoit mieux le péril?

D'ailleurs voici un fait d'hier. Le pape vient de conclure un concordat avec la république de l'Équateur, le seul État, dit-il, qui reconnaisse les prescriptions du catholicisme. Dans ce concordat, l'un des premiers articles décrète l'exclusion de tout culte dissident et de tous les hérétiques. — Supposez la Belgique tombée aussi complètement que l'Équateur aux mains des catholiques sincères et obéissants : n'est-il pas évident que le même concordat nous serait imposé par le pape?

En ce moment même, au Mexique, les prêtres font massacrer par la foule les protestants qui osent s'établir dans les petites localités, exactement comme l'ont fait naguère les prêtres italiens à Barletta. En Irlande, les livres de classe destinés aux écoles catholiques enseignent qu'il faut punir les hérétiques.

Digitized by Google

« Il est triste, disent-ils, qu'il faille brûler des hommes, mais il est encore plus regrettable que ces hommes pussent en mener d'autres dans les flammes éternelles de l'enfer. » Comme l'affirme Bossuet, « c'est la doctrine constante de l'Église ». M. Woeste dira-t-il le contraire?

Quand le Montalembert belge m'accuse d'être ignorant, il n'a que trop raison. Mais il ne faut pas grande science pour citer des faits et des décisions qui mettent au néant son catholicisme libéral.

M. Woeste s'indigne de ce que j'aie dit que le catholicisme romain offrait à l'étude sincère des sciences naturelles un obstacle presque insurmontable, et pour prouver le contraire, il invoque le nom de deux savants illustres, qui, en effet, honorent notre pays, MM. Van Beneden et d'Omalius. Mais M. Woeste ne sait-il pas que M. Van Beneden est presque aussi suspect à Louvain que M. Thonissen, et quant à M. d'Omalius, la théorie du transformisme, dont récemment à l'Académie il se déclarait partisan, vient d'être condamnée *ex cathedra* dans le dernier mandement de l'évêque de Liége? M. Woeste récuse l'appréciation de l'éminent chimiste M. Kékulé. Soit, mais voici un témoignage qui certainement n'est pas inspiré par la haine de l'Église. Dans un mémoire adressé au cardinal Cullen, en décembre dernier, par des élèves de l'Université catholique de Dublin et signé par plusieurs ecclésiastiques, on lit ce qui suit :

« Les sciences sont enseignées dans notre université d'une façon insuffisante. M. Dix Hutton, un écrivain d'ordinaire très modéré, dit dans le récent numéro du *Fortnightly Review*, qu'aucun catholique ne pourra nier que l'Église est en principe opposée aux sciences modernes. C'est là sans doute une erreur, mais malheureusement les apparences semblent ne point la démentir. L'éducation scientifique des catholiques irlandais est déplorablement négligée. Cela leur est nuisible au point de vue des affaires, et c'est aussi une cause affligeante d'infériorité intellectuelle et sociale. On ne trouve parmi les catholiques aucun homme de science capable d'occuper la chaire laissée vacante par la nomination de M. Sullivan au Queen's College de Cork. Le programme des cours scientifiques ne contient pas le nom d'un seul homme de marque pour les sciences naturelles ou physiques,

Digitized by Google

pour la géométrie, la géologie, l'anatomie comparée, la minéralogie, l'astronomie, l'électricité, l'optique, etc. Ne pouvant obtenir dans leur université une instruction scientifique suffisante, les catholiques irlandais sont obligés d'étudier par eux-mêmes les ouvrages des Herschel, Darwin, Huxley, Tyndall et Lyell. Depuis vingt ans que l'université catholique existe, aucun de ses gradués n'a obtenu la moindre position dans les facultés de philosophie, des arts ou des sciences. » (V. *The Irish Times,* Monday, 3 décember 1873.)

Voilà, tracé par des mains amies, le tableau d'un établissement d'enseignement supérieur dans un pays complètement soumis à l'autorité de Rome. Encore une fois, je n'invente pas, je n'affirme pas : ayant conscience de mon ignorance, je me contente de citer.

M. Woeste me fait un crime d'avoir dénigré mon pays en Angleterre, dans la *Fortnightly Review*. Voici comment je fus amené à écrire cet article. M'entretenant avec M. Gladstone de la question des universités d'Irlande, je me permis de lui dire que les concessions les plus larges qu'il pourrait faire ne satisferaient point les catholiques et que l'étude de la situation des partis en Belgique était très instructive à cet égard. Je crus donc faire chose utile en faisant connaître dans une revue anglaise, avec la plus scrupuleuse exactitude, les forces, les nuances et les visées du parti clérical. En affirmant que la moitié des Belges obéissaient aveuglément à leur curé, je n'ai constaté qu'un fait dont les enfants de l'Église doivent plutôt s'enorgueillir. Mon travail a semblé si peu de nature à nuire à mon pays que les associations libérales des principales villes en ont fait tirer et distribuer quatorze mille exemplaires. En ce moment même, j'en fais faire une nouvelle édition au moyen d'un don prélevé par un généreux anonyme sur une succession arrachée aux tentatives de captation d'un couvent. Les lettres et les écrits que j'ai reçus d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie et de France me portent à croire que mon travail n'a pas été tout à fait inutile, même à l'étranger.

En ce moment où presque dans tous les États ce sont les idées libérales qui occupent le pouvoir, ce qui peut réelle-

Digitized by Google

ment compromettre notre situation, ce sont les attaques grossières des journaux catholiques contre le roi d'Italie, l'empereur d'Allemagne et le prince de Bismarck.

S'il y a un péril, le voilà, et il est grand.

Dans la séance du 2 mai dernier, M. Jacobs s'en est pris également à l'article attaqué par M. Woeste, et l'éloquent représentant m'a accusé d'avoir préconisé l'emploi en Belgique des moyens de répression que la Prusse applique au clergé catholique. Je ne puis apprécier ici ces mesures en passant. Je crois que l'État attaqué par un parti dont le programme porte pour premier principe la proscription de ses adversaires, peut se défendre contre un pareil péril. Mais je montrais dans mon article que nous ne pouvions songer en Belgique à entrer dans cette voie. Jamais, disais-je, un ministère ne trouverait de majorité pour voter des mesures de répression, et si le parti libéral avait assez de force pour adopter cette politique énergique, alors il n'en aurait plus besoin. Je concluais donc en disant que ces lois de répression seraient ou inutiles ou impossibles. M. Bara a bien voulu, dans la séance du 5 mai, relever l'erreur commise par M. Jacobs, attribuant à mon article des idées opposées à celles qu'il exprime.

Encore un mot au sujet de la *Revue de Belgique*. M. Woeste fait entendre qu'elle vit « des largesses de M. Van de Weyer ». Voici la vérité à cet égard; je ne crois pas que nous ayons à en rougir. Causant, l'été dernier, avec M. Van de Weyer de la triste situation des lettres en Belgique, je lui dis que tout leur manquait pour fleurir comme le font l'agriculture, l'industrie et les arts : le public, des éditeurs, des acheteurs, des encouragements et surtout, comme le montrait récemment M. Le Pas dans un remarquable article de la *Revue générale*, la sympathie et l'estime pour les œuvres de l'esprit. M. Van de Weyer m'engagea à essayer de fonder pour les auteurs belges écrivant en français une institution semblable au *Willemsfonds* qui rend de si grands services à la littérature flamande. « Si pour cela, me dit cet ami dévoué de son pays, il ne faut que l'argent, je serais heureux qu'on ne

Digitized by Google

m'oublie pas. » Quand, pour reconstituer la *Revue de Belgique*, les fondateurs souscrivirent les fonds nécessaires, je me rappelai l'offre de M. Van de Weyer, qui voulut bien mettre son nom à côté des nôtres. Mais le succès de la *Revue* lui permet de vivre du produit de ses abonnements et non « des largesses de M. Van de Weyer ». Notre reconnaissance n'en reste pas moins acquise à l'illustre homme d'État, ainsi qu'aux autres personnes qui nous avaient promis leur appui; seulement il s'y mêle un sentiment de gratitude envers le public dont la sympathie nous permet de n'y avoir point recours.

Émile de Laveleye.

Digitized by Google

ESSAIS & NOTICES

LA PAIX DE L'EUROPE A LA CHAMBRE DES LORDS.

Il est certain que l'avenir ne semble guère à la paix. Les perplexités du commerce, l'exagération croissante des armements, la déclaration du comte de Moltke, qu'il faudrait cinquante ans à l'Allemagne pour consolider ses conquêtes, le machiavélisme bien connu du comte de Bismarck, qui peut vouloir précipiter une explosion inévitable, l'espoir d'une revanche qui persiste dans une grande portion de la société française, tout, jusqu'à la crise religieuse provoquée par les prétentions de l'ultramontanisme, justifie la redoutable question que lord John Russel posait l'autre jour à la Chambre des lords : « si ce sont là les dernières vagues « d'une tempête expirante ou les symptômes avant-coureurs d'une « tourmente nouvelle. »

Lord Derby, dans sa réponse, n'a point semblé partager les appréhensions de son interlocuteur. Cependant, même sous les paroles rassurantes de l'honorable ministre, on sent percer les inquiétudes générales et persistantes dont lord John Russel s'est fait l'écho. « Il ne serait, dit lord Derby, ni juste, ni honorable pour quelqu'un dans ma position, de nier que les apparences ne donnent actuellement prise à la défiance et à l'anxiété. Toutefois, même avec ce sentiment d'incertitude, je dois déclarer, d'après l'esprit et le ton général des communications qui me parviennent de toutes les parties de l'Europe, qu'il n'existe pas de motifs *immédiats* (*so far as immediate appearances go*) pour craindre quelque violation de la paix européenne. » On voit que cette réponse, si elle nous garantit un répit de quelque durée, n'en reconnaît et n'en constate pas moins les périls et les difficultés de notre situation internationale.

Digitized by Google

Il est un point que nous voudrions surtout faire ressortir dans le discours de lord John Russel. C'est quand il a recommandé au gouvernement britannique, comme le meilleur moyen de prévenir une nouvelle guerre, la conclusion d'une alliance entre l'Angleterre et toutes les nations décidées à maintenir la paix. Nous croyons qu'une semblable alliance, c'est à dire la constitution d'une véritable ligue *préventive* entre les nations intéressées au maintien du *statu quo,* non seulement constituerait, dans la situation actuelle de l'Europe, une puissante sauvegarde de la tranquillité internationale, mais encore offrirait peut-être le premier germe d'un lien durable et régulier entre les diverses puissances de notre continent.

Nos États vivent actuellement dans une indépendance absolue, ou plutôt dans une anarchie qui est une injure à tous les principes du droit, un démenti à tous les progrès de la civilisation. Pour introduire dans leurs relations, aujourd'hui livrées à l'arbitraire et à la force, quelque équivalent de cet ordre qui prévaut dans les rapports des individus au sein des sociétés juridiquement organisées, il y a jusqu'ici deux voies ouvertes à nos efforts.

L'une, que suivent les philosophes, les Amis de la paix, les juristes, conduit à l'organisation raisonnée d'une vaste confédération internationale. Il faudra d'abord que les divers États s'accordent pour constituer le droit des gens ; ensuite l'interprétation, ainsi que l'application du droit ainsi formé, seront confiées à des autorités choisies de commun accord, juges ou arbitres. Quelques esprits admettent même que la confédération imposera par la force l'exécution des sentences rendues par ces autorités.

Il est clair qu'une telle organisation serait le suprême couronnement de tout notre droit international. Il est également incontestable que les propagateurs de ce mouvement rendent de véritables services à la cause de l'humanité, en élucidant les problèmes si complexes du droit des gens, en préparant dans les esprits et dans les faits la formation d'un code international, enfin, en éclairant les peuples sur l'horreur, comme sur l'absurdité des recours aux armes pour trancher des questions de droit. Mais pouvons-nous espérer raisonnablement de voir *bientôt* la réalisation de leurs espérances? Ne semblons-nous pas plus voisins d'une guerre nouvelle que d'une semblable réforme internationale?

L'idée soutenue par lord John Russel a du moins le mérite de parer au plus pressé et d'empêcher momentanément la guerre, si même elle ne peut proscrire à jamais ce fléau de notre continent.

Digitized by Google

L'histoire ne nous offre guère l'exemple d'une confédération qui se soit formée par la puissance du raisonnement ou sur l'avis de quelques sages. Chaque fois que le besoin d'ordre ou d'union a amené des États indépendants à se donner des autorités communes, ce mouvement de concentration s'est opéré sous l'empire d'une nécessité urgente, souvent à la suite de périls ou de révolutions communes, presque toujours par des alliances partielles et successives entre leurs membres, mais non par l'abdication raisonnée et volontaire de leur indépendance respective au profit de la communauté. Ou bien il s'est formé un centre d'attraction — comme la Prusse en Allemagne et le Piémont en Italie — qui a groupé successivement sous son influence des unités politiques jusque-là éparses et isolées. Ou bien une union de circonstance,— comme entre les premiers cantons de la Suisse, sinon même entre les anciennes provinces de notre pays,—s'est insensiblement transformée d'alliance momentanée en ligue permanente, de ligue en fédération et de fédération en confédération, voire en état unitaire. Ces diverses phases de développement marquent dans l'organisation juridique des sociétés internationales les étapes de la voie pratique et historique qu'on peut opposer à la voie théorique, généralement préconisée par les Amis de la paix.

Or, il y a précisément dans l'Europe actuelle un groupe de puissances également intéressées à maintenir la paix, parce qu'elles n'ont rien à gagner dans une guerre nouvelle et qu'elles auraient beaucoup à y perdre. Ces puissances, essentiellement conservatrices, sont l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, sans rien dire des États secondaires ou neutres. N'est-il pas évident que, si ces États organisaient une sorte de ligue défensive contre quiconque troublerait éventuellement la paix commune, le reste des gouvernements européens se sentirait désarmé devant un pareil corps de gendarmerie international, et qui sait si, de cette alliance, resserrée par la conscience même de son utilité et de sa force, ne sortirait pas l'ébauche d'une première fédération européenne, basée sur le maintien du *statu quo*? Sans doute, ce *statu quo,* fondé par l'arbitraire et maintenu par la force, consacre plus d'une injustice et d'un abus. Mais s'il fallait commencer par le redressement de tous les torts et la réparation de toutes les iniquités qui se sont introduits depuis l'origine des temps dans la constitution internationale de l'Europe, quel État ne risquerait pas de s'émietter jusque dans les moindres parcelles de son territoire? L'essentiel, c'est de nous débarrasser

Digitized by Google

au plus vite de la guerre et des fléaux qui nous rongent à sa suite. D'ailleurs, si une meilleure organisation de nos rapports internationaux procurait à l'Europe une sécurité permanente, certains grands États ne pourraient-ils pas réparer impunément des injustices qu'ils reconnaissent eux-mêmes préjudiciables à leurs vrais intérêts, mais qu'ils maintiennent aujourd'hui en les justifiant par les nécessités de leur défense.

Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Lord Derby s'est contenté de répondre au conseil de lord John Russel « que, sans se laisser entraîner dans un différend auquel le pays serait étranger, le gouvernement britannique ne négligerait aucun effort *raisonnable* pour préserver la paix ». Il a ajouté, à vrai dire, qu'il maintiendrait fidèlement les engagements souscrits par le cabinet précédent, et c'est là une affirmation qui, toute naturelle qu'elle soit, fera toujours plaisir à des oreilles belges, car parmi ces engagements se trouve la garantie de notre indépendance et de notre neutralité.

Les grandes nations comme l'Angleterre, quoi qu'en disent les économistes à outrance, n'ont ni le droit ni le pouvoir de s'isoler au milieu du mouvement européen. Nous savons combien est séduisante la thèse que la seule guerre légitime est la lutte d'un peuple contre les envahisseurs de son territoire. C'est sans doute une illusion généreuse, mais ce n'en est pas moins une illusion. Vivant dans l'anarchie, les nations ont quelquefois au dehors des droits et des devoirs qu'en l'absence de toute autorité supérieure, elles doivent elles-mêmes poursuivre par la force : déterminer quand une intervention de cette nature reste dans les bornes de la légitimité est une question de circonstances et de bon sens. Rappelons seulement ces paroles d'un théoricien, d'un philosophe, d'un économiste, qui ne sera certainement pas suspect aux amis de la paix : « Si, à la première explosion de cette odieuse « guerre — écrivait au *Times* John Stuart Mill, pendant le der- « nier conflit de la France et de l'Allemagne — nous avions « déclaré que toute nation qui envahirait la première le territoire « de sa voisine, aurait aussi l'Angleterre pour ennemie, suivant « toute probabilité humaine, nous aurions, à fort peu de risques « pour nous-mêmes, empêché la guerre et peut-être donné nais- « sance (*given commencement*) à une ère nouvelle dans la solution « des questions internationales. »

GOBLET D'ALVIELLA.

Digitized by Google

LA CIVILITÉ PUÉRILE ET HONNÊTE, A PROPOS D'UN OUVRAGE DE BERTALL [1].

On s'est efforcé bien souvent de ridiculiser la civilité en restreignant le sens de ce mot, en ne voulant y voir qu'un enseignement tout enfantin, et Mme Emmeline Raymond, qui a écrit le dernier traité sur cette matière, a cru nécessaire de l'intituler : *Civilité non puérile mais honnête*. Cependant la civilité tient de bien près à la politesse, qui elle-même se confond, dans le langage même, avec l'honnêteté et, par conséquent, avec les bonnes mœurs. Politesse et civilité ne sont que des convenances, mais il ne faut pas oublier que les apparences mêmes, selon un mot célèbre de Mme de Staël, sont au nombre de nos devoirs.

Il y a pourtant cette différence entre la politesse et la civilité, que la première dépend du tact, tandis que la seconde se dit de règles fixes, souvent un peu arbitraires. La civilité est la formule pratique de la politesse, à l'usage des gens dont le tact ne serait pas assez développé ; ce qui la rend ridicule, c'est de s'y tenir étroitement en oubliant l'esprit qui en inspire les règles. L'homme qui, pour donner la droite à une dame, prendrait le trottoir et forcerait la dame à marcher dans le ruisseau, obéirait aux préceptes de la civilité, mais non à ce que veut la politesse.

L'histoire de la civilité est donc l'histoire de la sociabilité, et c'est particulièrement en France que nous pouvons en suivre le mieux le développement progressif. La société française a toujours été, à cet égard, un modèle ; toutes les nations lui rendent cet hommage. Dès le XIIIe siècle, les « bonnes manières » des Français jouissaient d'une véritable renommée ; et pourtant, que devons-nous en penser aujourd'hui, lorsque nous trouvons dans le *Chastiement des Dames*, de Robert de Blois, des recommandations comme celles-ci :

> Toutes les fois que vous buvez
> Votre bouche bien essuyez.
> Ne vous mouchez pas dans la nappe...

Peu à peu, l'esprit de société, le savoir-vivre se perfectionne, et déjà le *Petit Jehan de Saintré*, au XIVe siècle, nous initie à une foule d'usages presque raffinés. C'est à la cour de François Ier que

[1] *La comédie de notre temps*, études au crayon et à la plume, par Bertall. Un vol. grand in-8° de 650 pages. Paris, E. Plon, 1874.

Digitized by Google

le bon ton se montre avec un premier éclat. Pasquier, dans ses *Recherches de la France,* à la fin du XVI^e^ siècle, constate ce progrès ; il nous apprend, entre autres choses de ce genre, que l'habitude de se servir d'un mouchoir de poche était devenue à peu près générale ; peu de gens, à la cour du moins, se mouchaient encore sur leur manche.

Henri IV ne fut pas plus poli qu'il ne fallait, mais précisément alors commence l'hôtel de Rambouillet, dont l'influence fut d'abord des plus heureuses. Ce petit monde, avant de dégénérer en coterie, avait pris à tâche, selon ses expressions, de *dévulgariser* et de *désencanailler* la société parisienne. Le règne de Louis XIV lui dut ce vernis de bon goût qui fut pour beaucoup dans son prestige.

Nonobstant les boutades d'Alceste contre

> Ces affables donneurs d'embrassades frivoles,
> Ces obligeants diseurs d'inutiles paroles,
> Qui de civilités avec tous font combat
> Et traitent du même air l'honnête homme et le fat,

tout le monde continua à faire comme Philinte, et les hommes ne cessèrent pas pour cela de s'embrasser lorsqu'ils se rencontraient, parce que ainsi le voulait « le bel usage ».

Un traité de civilité de 1675 entre à cet égard dans de curieux détails. Avant de s'embrasser, il fallait ôter le gant de la main droite et porter cette main jusqu'à terre en se courbant humblement. Dans une chambre, on devait avoir soin de ne jamais tourner le dos aux portraits des personnes de la maison : ce qui ne laissait pas d'être parfois assez difficile.

Ces exagérations avaient toutefois provoqué quelques critiques non moins acerbes que celles du Misanthrope. « La civilité, dit Saint-Évremond, est un certain jargon que les hommes ont établi pour cacher les mauvais sentiments qu'ils ont les uns pour les autres. » Et Fléchier : « La civilité n'est autre chose qu'un commerce continuel de mensonges ingénieux pour se tromper mutuellement. » La Bruyère est plus sensé dans son indulgente philosophie ; il approuve le principe et le définit d'une façon fort juste en disant que « l'esprit de politesse est une certaine attention à faire que par nos paroles et par nos manières les autres soient contents de nous et d'eux-mêmes. »

La réaction se fit par l'école philosophique du XVIII^e^ siècle. Helvétius, dans son livre *de l'Esprit,* attaque les gens du monde

Digitized by Google

qui ont une prétention exclusive au bon ton. Voltaire, tout en louant les Français d'être « le peuple le plus sociable et le plus poli de la terre », leur oppose les quakers d'Angleterre qui s'abstiennent de saluer, gardent leur chapeau sur la tête et tutoient tout le monde. L'éloge est dans la préface de *Zaïre,* la critique dans les *Lettres philosophiques;* c'est l'une des nombreuses contradictions de Voltaire. J.-J. Rousseau fut plus conséquent; il attaqua la civilité dans la lutte qu'il avait entreprise contre la société entière, et il donna personnellement l'exemple. Il va, dans ses *Confessions,* jusqu'à considérer comme un préjugé de mettre du linge propre pour aller dans le monde.

La révolution française fut de l'avis de Rousseau pour le débraillé du costume et de l'avis de Voltaire sur les quakers pour le tutoiement. Toute civilité fit un instant naufrage, pour être bientôt après remise en honneur, avec d'autant plus d'exagération, par les *incroyables* du Directoire. Il n'en fallut pas moins des études toutes nouvelles pour retrouver, à l'avénement de l'empire, l'étiquette des anciennes cours, et de Pradt nous a laissé à cet égard des détails fort amusants. Le nouvel empereur n'était pas précisément le type du bon goût et de la distinction, et Talleyrand dut bien souvent le rappeler au sentiment des convenances, en déplorant que « un si grand homme fût si mal élevé. »

Toute cette histoire de la civilité française est encore à écrire et elle serait fertile en enseignements. Il nous manquait aussi un tableau de notre époque à ce point de vue : M. Bertall vient de combler cette lacune de façon à ne nous rien laisser à désirer. Mœurs, habitudes, coutumes, manières et manies, tout y est décrit, représenté, détaillé avec esprit; l'observation est fine dans les détails, complète dans l'ensemble. L'œuvre forme un gros volume, où les vignettes et les gravures tiennent autant de place que le texte : ce qui était indispensable. L'éditeur, M. H. Plon, y a mis tous ses soins, et il suffit de cette mention pour recommander l'ouvrage aux amateurs de beaux livres.

Toute une première partie est consacrée au vêtement, à la toilette de monsieur, de madame et de bébé; une deuxième partie comprend les usages du monde en soirée, au bal, au spectacle, en famille, au jeu, à table, dans les réunions diverses; une troisième partie enfin concerne les cérémonies, baptêmes, mariages, enterrements, et tout cela accompagné de mille remarques qui sont des traits de mœurs en même temps que des préceptes.

L'auteur a intitulé son livre : *La Comédie de notre temps.* La

Digitized by Google

civilité nous porte, en effet, à jouer un rôle; mais ce rôle varie selon les mille circonstances où l'on se trouve placé, et il importe de se pénétrer de ces nuances, souvent délicates, à moins de vouloir passer pour un ours, ce qui n'en est pas moins jouer un rôle aussi, différant de l'autre en ce qu'il est désagréable à tout le monde.

EUGÈNE VAN BEMMEL.

LITTÉRATURE NATIONALE.

GEDICHTEN van EMANUEL HIEL. (Nederlandsche Bibliotheek. Eerste deel.) Leipzig, C. Muquardt, en Brussel, Brockhaus, 1874.

La librairie F.-A. Brockhaus, de Leipzig, qui a déjà édité plusieurs collections d'auteurs contemporains des principales littératures de l'Europe, vient de commencer la publication d'une *Bibliothèque néerlandaise* où figureront les meilleurs écrivains de la Hollande et de la Belgique flamande. C'est là un signe du temps : la littérature néerlandaise franchit les étroites frontières des Pays-Bas et commence à percer à l'étranger; et elle est tout naturellement chaperonnée par les Allemands, qui, mieux que toute autre nation, se tiennent au courant de ce que font et pensent les peuples voisins. Cette importante entreprise est dirigée par deux compatriotes, le philologue Heremans, professeur à l'université de Gand, et le poëte Emanuel Hiel. Nous y voyons une nouvelle preuve que les flamingants, par leur remarquable renaissance littéraire et par leur énergie à résister aux envahissements du français, ont su attirer l'attention de l'Allemagne.

M. Emanuel Hiel ouvre lui-même la *Nederlandsche Bibliotheek* par un volume de poésies, où il chante tour à tour la grandeur de la Flandre dans le passé et son abaissement dans le présent, les événements de la guerre franco-allemande, l'amour et le mariage; enfin, des sujets variés qui reflètent des émotions et des impressions de tout genre. Le volume se termine par un poëme lyrico-dramatique assez étendu et intitulé *Helga*.

Tous ceux qui, en Belgique et en Hollande, s'occupent quelque peu de la littérature néerlandaise, connaissent M. Hiel. Il a su conquérir une place d'honneur parmi les poëtes flamands libéraux; ses vers se distinguent par la forme originale qu'y revêt la

Digitized by Google

pensée de l'auteur et par leur harmonieuse versification. C'est ce qui fait que les compositeurs flamands, Gevaert et Benoit en tête, choisissent de préférence ses poëmes, qui semblent appeler la musique.

Sa facilité et sa fécondité sont surtout bien connues; mais n'abuse-t-il pas de ce don précieux? Est-il toujours assez sévère pour les chants de sa muse? Ce volume nous montre de nouveau qu'il livre parfois à l'impression des poëmes qui ne sont que des ébauches et qui appellent une correction sérieuse, ou qui même ne méritent qu'une condamnation sommaire. C'est parce que nous avons pour le beau talent de M. Hiel une admiration sincère, que nous nous permettons de lui donner ici, avec franchise, un conseil d'ami, en l'engageant à ne plus donner au lecteur des productions médiocres à côté de petits poëmes charmants et saisissants d'originalité.

En chantant le glorieux passé de la Flandre, il nous offre quelques poésies magnifiques. C'est ainsi qu'il nous dépeint la défaite héroïque de Zannekin au mont Cassel (1328), l'exécution barbare de Zegher Janssone et l'exil de Pierre Vanden Bossche en Angleterre (1387), avec des couleurs saisissantes, qui nous transportent dans ce moyen âge brutal, ébranlé par les communiers flamands. Dans les vers qu'il consacre à la Flandre déchue et superstitieuse d'aujourd'hui, éclate un patriotisme ardent et éclairé; sa trilogie surtout (aux femmes, aux hommes et à la jeunesse de Flandre) est pleine d'énergie et de pensées chaleureuses, mais là aussi la forme est parfois négligée ou simplement ébauchée.

Parmi les pièces remarquables, qu'ont inspiré au poëte les tragiques événements de 1870-71, nous citerons le touchant poëme où il se fait l'interprète de la reconnaissance de ses compatriotes, qui comprennent que l'Allemagne, en versant le plus pur de son sang sur tant de champs de bataille, n'a pas seulement affranchi son Rhin, mais aussi notre Meuse et notre Escaut.

Dans la série que l'auteur a intitulée : *L'amour dans la vie* (De liefde in het leven), il déploie toute la richesse de son talent. Les ravissements et les désespoirs poignants de l'amant, l'enivrant bonheur des premiers mois de mariage, les joies de la jeune mère, les premiers pas de l'enfant, sa maladie soudaine, sa mort qui déchire le cœur des jeunes époux, la venue du second enfant qui console sans fermer la blessure encore saignante, le vague désir de changement qui s'empare du cœur du mari, son retour au

Digitized by Google

foyer domestique, le front rouge de honte, enfin l'amour plus large et plus sérieux de l'humanité qui envahit son âme et qui le pousse à se dévouer au bonheur de ses frères, toutes ces phases, toutes ces péripéties d'un drame saisissant qui a pour théâtre le cœur de l'homme, ont été senties profondément et souvent rendues de main de maître. On pourrait citer là maint chef-d'œuvre, surtout l'invocation à la mère qui allaite son enfant et devant qui toutes les passions se taisent pour ne plus laisser de place qu'aux sentiments les plus sacrés. Mais on y rencontre aussi quelques morceaux médiocres, dont quelques uns nous semblent même fort peu convenables. Il est de ces situations conjugales qu'il est difficile, sinon impossible, de chanter en vers, et que n'autorisent ni le réalisme ni le naturalisme le plus échevelé; le poëte téméraire, qui aborde de tels sujets, s'en tire d'ordinaire d'une manière peu recommandable.

Quant au poëme lyrico-dramatique *Helga,* il nous semble fort obscur. La scène se passe en Islande, et l'auteur veut nous initier aux mœurs indomptables des Northmans, tout imbus de leur farouche mythologie scandinave. Malgré les notes étendues que le poëte nous donne en appendice, l'impression produite par son *Helga* est vague et confuse; les caractères des personnages y sont trop effacés et le lecteur est à chaque instant dérouté par des noms propres et des allusions incompréhensibles pour quiconque ne connaît pas à fond la théogonie des peuples scandinaves. Par son obscurité, *Helga* rappelle les parties les plus inintelligibles du second *Faust* de Goethe; mais ce n'est pas là, à notre avis, un modèle à imiter.

En résumé, le livre de M. Hiel se recommande par de brillantes qualités lyriques, par une originalité de pensée et un sentiment poétique profonds, enfin par une prodigieuse variété de rythmes toujours appropriés au sujet. Si sa facilité éclate à chaque pas, s'il peut dire, avec Ovide : *Quidquid tentabam scribere, versus erat,* il est du devoir de la critique de lui rappeler qu'un poëte comme lui doit être sévère pour lui-même. Nous l'avons été à son égard, parce que la sévérité de la critique est l'hommage qu'elle réserve à l'art de bon aloi.

PAUL FREDERICQ.

LA VIE CHAMPÊTRE DE M. ALFRED NICOLAS. *Supplément au Congrès de Spa,* par JUSTIN ***. Un vol. in-18. Liége, H. Vaillant-Carmanne et Cie. 1874.

Le public n'a pas oublié l'auteur des *Voyages et aventures de M. Alfred Nicolas au royaume de Belgique,* des *Wallonnades* et

Digitized by Google

du *Congrès de Spa*. Bien qu'il s'abrite modestement derrière un simple prénom suivi de trois étoiles qui veulent prendre des airs mystérieux, l'auteur est connu, parfaitement connu du monde lettré. Tout le monde sait que M. Justin *** est un magistrat éminent, qui, après avoir occupé avec une grande supériorité les plus hautes fonctions de la magistrature, jouit aujourd'hui de loisirs noblement et légitimement conquis.

Serait-ce à cause de cette qualité de magistrat et de la haute réputation qu'il s'est acquise dans le monde du palais, que M. Justin ***, malgré le succès de ses œuvres littéraires, persiste à cacher officiellement son nom à ses nombreux lecteurs? Écrire un livre qui, sous une forme vive et légère, renferme de bons et sages enseignements, publier d'excellents vers, nerveux, concis, frappés au bon coin, est-ce donc faire chose indigne de la toge? En d'autres termes, la littérature est-elle encore un passe-temps servile ou un gagne-pain à laisser aux petites gens? Il nous paraît que c'est tout le contraire.

Montesquieu était président à mortier, au parlement de Bordeaux, quand il publia ses *Lettres persanes;* il est vrai qu'il garda d'abord l'anonyme, mais le succès fut tel qu'il ne tarda pas à se faire connaître. Peu de temps après la publication des *Lettres persanes,* il posa sa candidature à l'Académie et le cardinal Fleury lui fit une opposition acharnée. Cela ne l'empêcha nullement d'être reçu; mais le cardinal lui garda rancune absolument comme M. Dupanloup à M. Littré. Montaigne, conseiller au parlement de Bordeaux et, plus tard, maire de Bordeaux, signait ses essais, bien qu'ils fussent condamnés à Rome. D'Aguesseau lui-même, le type du magistrat, a fait comme écrivain de fréquentes excursions en dehors du domaine du droit. De nos jours, M. Oscar de Vallée, premier avocat général à la cour de Paris, n'a pas dédaigné de signer son roman des *Manieurs d'argent*. Et si nous jetons les yeux sur l'Angleterre, nous y voyons presque constamment des écrivains et même des romanciers dans les conseils de la couronne. M. Disraëli, le chef du cabinet actuel, est bien le même Disraëli qui a écrit *Sybil,* roman quelque peu socialiste. Sir Bulwer Lytton, le populaire auteur d'*Ernest Maltravers,* de *Pisistrate Caxton,* etc., etc., a fait partie du cabinet tory de lord Derby en 1858. Enfin, lord Brougham, chancelier d'Angleterre, était aussi connu comme collaborateur assidu de la *Revue d'Édimbourg* que comme avocat et comme homme politique.

Ainsi donc, en France et en Angleterre, les magistrats, les

Digitized by Google

hommes d'État, les grands avocats ne croient pas déroger en consacrant leurs loisirs aux choses littéraires, et l'opinion admet parfaitement cette manière de voir. En Belgique, il n'en est pas de même. L'opinion ne tolère qu'avec peine qu'un homme s'adonne publiquement à des études qui n'ont pas trait directement à sa profession. Un avocat ou un médecin qui s'occuperaient de musique, de peinture ou de littérature se feraient le plus grand tort dans leur clientèle. Confier le soin de ses intérêts ou de sa santé à un homme qui fait des vers ou joue du violon ! Y songez-vous? C'est insensé ! Voilà la manière de voir du public belge. Un fonctionnaire qui publierait des vers, même excellents, aurait de la peine à être pris au sérieux par beaucoup de personnes. On prise beaucoup plus en Belgique les gens qui ne font pas parler d'eux, qui ne disent et n'écrivent rien, qui souvent ne pensent pas davantage, mais qui portent une cravate blanche et ne rient jamais. Ceux-là sont censés être *à priori* des esprits profonds.

Nous nous permettons d'être d'une opinion diamétralement opposée à celle du public et quand nous voyons un homme en place s'adonner avec succès aux plus nobles distractions de l'esprit, nous croyons qu'on peut légitimement en conclure qu'il faut le considérer comme un homme supérieur, même dans sa spécialité.

Pour être un magistrat, un professeur ou un avocat éminent, il faut avant tout être un *homme*. Or, le spécialiste qui s'isole et se confine dans une étude unique devient, au bout de peu d'années, un esprit sans horizon; il cesse d'envisager les choses par le grand côté et ne tarde pas à tomber dans les étroitesses et même dans les puérilités de la science qu'il a embrassée. Le côté philosophique de cette science lui échappe et si vous tirez cet homme du sujet unique de ses préoccupations, vous êtes stupéfait de voir que vous n'avez plus affaire, pour tout le reste, qu'à un esprit borné, parfois même ignorant. Selon nous donc, pour revenir à notre sujet, M. Justin *** a été un magistrat éminent, non pas quoique, mais parce qu'il est un écrivain distingué, parce qu'il ne s'est pas astreint à la seule étude du droit, parce qu'il a approfondi la littérature ancienne et s'est tenu au courant de la moderne, parce qu'en un mot le jurisconsulte était doublé d'un penseur et d'un homme de goût.

La vie champêtre de M. Alfred Nicolas a la plus grande analogie avec le *Congrès de Spa*. Nous y retrouvons plusieurs des personnages que nous connaissions déjà et ces personnages

Digitized by Google

continuent à donner au lecteur de petites conférences fortement pensées et des pièces de vers joliment écrites.

On connaît le procédé de M. Justin ***; les personnages qu'il met en scène n'ont d'autre raison d'être que de lui permettre de rajeunir en les faisant passer par leur bouche différents morceaux écrits jadis par l'auteur et jugés dignes d'échapper à l'oubli et d'émettre, sous une forme originale, certaines idées dont l'auteur ne voudrait peut-être pas prendre directement la responsabilité.

Il ne faut pas rechercher l'ombre d'un plan dans *La vie champêtre de M. Alfred Nicolas.*

L'auteur nous offre d'abord un discours plein d'humour et de bon sens du brave Jean Van Saxum, de Dixmude, sur la question flamande. Je ne réponds pas que ce discours fasse pâmer d'aise les flamingants qui soutiennent le mouvement flamand. M. Van Saxum trouve étrange que les Belges aient fait en 1830 une révolution parce qu'on voulait leur imposer la langue hollandaise et qu'aujourd'hui ils exigent à grands cris que l'on parle et que l'on enseigne partout le *flamand littéraire,* qui n'est autre chose que ce même hollandais. Il faut reconnaître que M. Van Saxum fait là une critique fine et juste à laquelle il n'est pas aisé de répondre.

De la question flamande, nous passons à la description du jardin de M. Alfred Nicolas qui, en vrai propriétaire, vous promène jusque dans les moindres recoins de son domaine et ne fait pas même grâce du potager à ses invités ni à ses lecteurs.

Au sortir du jardin, Maître Gaspard, l'ex-joyeux compagnon de M. Alfred Nicolas, qui a beaucoup perdu de sa verve depuis qu'il ne larde plus ses discours de ses exclamations *épiscopalement* drôlatiques, Maître Gaspard, disons-nous, nous fait un très grave et très intéressant discours sur M. Thiers de 1873 comparé à M. Thiers de 1840 et sur le rôle joué par cet illustre homme d'État sous la monarchie de Juillet.

Signalons encore une étude très savante (mais que plus d'un lecteur sautera) sur l'étymologie du mot *fagne* qui viendrait, paraît-il, de *fagina silva;* une satire vigoureuse contre les excès du romantisme, contre ce que l'auteur appelle la *littérature monstre,* satire qui aurait eu plus d'actualité il y a quelque quarante ans; un récit des mésaventures arrivées à Paris à M. Alfred Nicolas, quand il voulut y faire connaître, il y a une trentaine d'années, son premier ouvrage; enfin, une excellente

Digitized by Google

dissertation sur l'éducation, et nous aurons terminé le bilan du livre.

Dans ce nouvel ouvrage, nous retrouvons M. Justin *** avec toute la vigueur que ses lecteurs ont appréciée depuis longtemps : beaucoup d'originalité et souvent de profondeur dans les idées, beaucoup de fermeté et de correction dans le style dont les faux ornements sont bannis avec sévérité. Ce sont là de grandes et sérieuses qualités, qui rachètent amplement ce qui peut manquer à l'auteur du côté de l'imagination. Les personnages que M. Justin *** met en scène, MM. Van Saxum, l'historien Léon, Perpète Dianon, lord Bird, etc., parlant toujours et n'agissant jamais, manquent de vie et ne se dessinent pas nettement dans l'esprit du lecteur. Ils ne sont là que pour couper par quelques conversations, qui reviennent un peu comme des ritournelles, différentes dissertations, où l'on retrouve toujours l'auteur, bien qu'il les mette dans la bouche de plusieurs personnages divers. A ce point de vue, nous ne pouvons approuver le procédé de M. Justin ***; il donne trop ou trop peu à l'imagination : trop, s'il a voulu faire simplement une série d'articles sur des sujets divers et s'adresser au public sérieux ; trop peu, s'il a voulu faire une sorte de roman et captiver les bonnes grâces du public mondain. Quand on veut créer des personnages, il ne suffit pas d'imaginer des noms et d'esquisser quelques portraits, il faut faire agir tout ce monde-là, et dans l'ouvrage dont nous parlons, comme dans le *Congrès de Spa,* l'action fait absolument défaut.

Cela n'empêche pas *La vie champêtre de M. Alfred Nicolas* d'être un bel et bon livre qu'on lira et qu'on relira avec fruit. De combien d'auteurs peut-on en dire autant aujourd'hui?

EMM. D.

LES FONDATEURS DE LA MONARCHIE BELGE. — ALEXANDRE GENDEBIEN, membre du gouvernement provisoire et du Congrès national, d'après des documents inédits, par THÉODORE JUSTE. In-8° de 111 pages. — Bruxellez, Henry Merzbach.

M. Théodore Juste vient d'ajouter un nouveau volume à la série qui porte pour titre général : *Les fondateurs de la monarchie belge*. Il s'agit cette fois d'Alexandre Gendebien.

Nous ne pouvons que louer M. Juste de la persistance laborieuse qu'il met à réunir les documents les plus précieux sur les hommes de la révolution de 1830. Grâce à lui, cette histoire, encore obscurcie par les polémiques et les compétitions d'opinions

Digitized by Google

personnelles, se dégage peu à peu et entre dans une phase toute nouvelle. La période des témoignages et de l'enquête va faire place à celle du jugement prononcé en pleine connaissance de cause. Il est heureux surtout qu'un même homme ait pu se charger de ces études diverses, qui s'éclairent ainsi d'autant mieux et qui se complètent réciproquement.

Nous avons eu successivement : Léopold Ier, Surlet de Chokier, de Gerlache, Lebeau, Van de Weyer, Le Hon, Goblet d'Alviella, de Muelenaere, Charles de Brouckere, Félix de Mérode, Palmerston et Stockmar : toutes ces biographies écrites d'après des documents inédits et accompagnées de pièces qui ont une véritable valeur historique.

M. Juste est un travailleur, et c'est un mérite auquel il faut rendre hommage. On lui a reproché parfois de manquer de critique ; mais, dans des œuvres de ce genre, touchant aux choses les plus délicates de notre histoire contemporaine, s'occupant de personnages qui vivent encore ou qui ont conservé leurs amis, leurs parents, leurs admirateurs, autant que leurs rivaux et leurs ennemis personnels, il était bien malaisé, sinon impossible, de se jeter dans le champ des appréciations historiques. Il faut tenir compte à l'auteur des mille obstacles qui hérissaient son entreprise ; il faut lui savoir gré de n'avoir pas reculé devant tant de difficultés.

La collection des *Fondateurs de la monarchie belge* est, de tout point, éminemment précieuse. C'est la véritable histoire de la Belgique, car, à bien des égards, la Belgique ne date que de 1830. C'est aussi la pleine justification de cette révolution belge que tant de gens calomnient encore, et qui fut à la fois une revendication du droit, de l'autonomie et de la liberté.

E. V. B.

MOSAIQUES, par Louis Beley. — Paris, Lachaud.

Mosaïques, tel est le titre d'un petit recueil de poésies que M. Louis Beley vient de faire paraître.

L'auteur a divisé son œuvre en deux parties.

La première est formée de poëmes, *la Saint Sylvestre*, *le Réfugié*, *les Ombres*, *Waterloo*, etc., auxquels les citations philosophiques et les définitions par trop multipliées donnent peut-être une allure de prose trop prononcée.

Digitized by Google

Le naturel en poésie a un grand écueil, le prosaïsme, et il faut l'éviter avec soin, parce qu'il semble donner des armes contre le bon sens à des écrivains ambitieux qui, par dédain de la langue ordinaire, font consister la poésie dans les idées quintessenciées et le talent dans la bizarrerie des effets de style.

La seconde partie nous offre quelques poésies fugitives dont l'allure un peu frondeuse et la note à la fois gracieuse et mélancolique paraissent rattacher l'auteur à l'école d'Hégésippe Moreau. — Seulement nous avons une légère critique à formuler. — Pourquoi M. Beley emploie-t-il cette phraséologie fade et démodée du « Panier de Flore, du céleste Empyrée, des Heures filles du Temps, de Morphée, etc.? » Ce sont là des réminiscences mythologiques dont la poésie large et virile de notre temps n'a que faire. La poésie moderne a, croyons nous, un autre langage et un autre idéal.

Elle demande que l'idée, fécondée par un souffle puissant, se dégage profonde, vivante d'actualité et d'intérêt, que le vers soit comme la pensée qu'il encadre, énergique dans son élégante simplicité.

La versification de M. Beley est généralement aisée et la rime riche; peut-être cette richesse trahit-elle trop l'effort et la recherche. C'est là un défaut que l'on perd facilement en s'attachant plus à l'idée qu'au mot. — Que l'auteur ne nous en veuille pas pour ces critiques.

C'est parce que nous avons compris que nous avions à faire à un vrai poëte, que nous avons examiné le livre de M. Beley avec l'attention et l'intérêt qu'il mérite. CH. M.

Digitized by Google

— 15 JUIN 1874 —

SYLVAIN VAN DE WEYER.

La mort de M. Van de Weyer, annoncée par une dépêche de Londres, le 23 mai au matin, a produit en Belgique une sensation profonde et réveillé toutes les sympathies que s'était acquises, à tant de titres, l'illustre défunt.

On s'est rappelé soudain les services immenses rendus par l'ardent patriote de 1830, par l'habile et ferme diplomate qui sut faire triompher, en dépit des préventions, des hostilités et des convoitises, la cause de la nationalité belge. Bien que les faits de l'histoire contemporaine soient précisément ceux que l'on connaisse le moins, il est une sorte de tradition patriotique, en dehors de tous livres et de tout enseignement, religieusement conservée dans le cœur même du peuple. M. Van de Weyer avait quitté la Belgique depuis bien des années; mais on savait qu'il était resté Belge de cœur, qu'après avoir contribué, plus que personne peut-être, à la fondation du nouvel État, il n'avait cessé de veiller sur ses destinées, pendant la première période si laborieuse de son développement, et que, grâce à d'infatigables efforts, il avait réussi à le faire admettre dans la famille des États européens, « non comme un bâtard, mais comme un Benjamin »: c'était son expression. On savait aussi que M. Van de Weyer, en sa qualité de ministre plénipotentiaire, n'avait cessé de venir en aide, de toutes les façons, à ceux de ses compatriotes qui allaient en Angleterre, et que son dévouement à leur égard n'avait point de bornes; on savait enfin que, par son talent d'écrivain, il était l'une des gloires de la Belgique, et que ce

Digitized by Google

talent, il l'avait maintes fois employé pour défendre les idées de patriotisme, de liberté et de progrès.

Mais ce sont surtout les nombreux amis de M. Van de Weyer qui ont été douloureusement frappés : ils n'ignoraient pas que sa mort était prévue depuis longtemps, que ses souffrances ne lui laissaient presque plus de trève, et ils n'avaient pu encore s'habituer à l'idée d'une séparation prochaine. Il leur semblait que la catastrophe dût être précédée d'une décadence intellectuelle, et l'esprit de M. Van de Weyer restait aussi net, aussi vif, aussi sain et, pour ainsi dire, aussi jeune qu'il l'avait toujours été. On retrouvait constamment l'homme de sens et de goût dans cet aimable et spirituel causeur, d'une perspicacité si lumineuse, d'une affabilité si parfaite. Nonobstant la large barbe grise, presque blanche, qu'il avait laissé croître depuis quelques années, c'était la même physionomie expressive et fine qu'avait si bien rendue Wappers, dans un portrait gravé en Angleterre par Thomson. Il fallait se rappeler que Sylvain Van de Weyer était né le 19 janvier 1802, et que ses soixante-douze ans représentaient une longue carrière, commencée de bonne heure et parcourue avec une constante activité.

Lui-même, toutefois, ne se faisait point illusion : il envisageait avec calme, avec sérénité la fin d'une existence bien remplie, et se disposait à mourir en philosophe, comme il avait vécu. Un journal anglais, le *Daily Telegraph*, publiait, à ce propos, un éloge bien mérité : « Il est donné à peu « d'hommes qui ont pris part à la fondation d'un royaume, « de voir le plein accomplissement de leurs projets et de « leurs vœux; il est donné à un plus petit nombre encore, « parvenus au terme d'une longue vie, de jeter un regard « en arrière sur le travail de leurs jeunes années, et de se « dire : Cela est bien. M. Van de Weyer fut l'un de ceux-là. » Le seul regret qu'il eût à éprouver était de quitter sa femme, ses enfants, ses amis : regret poignant pour un homme de cœur dont la vie intime était un modèle.

Peu de jours avant sa mort, il dicta plusieurs lettres par lesquelles il faisait à quelques personnes qu'il estimait et qu'il

Digitized by Google

aimait, les adieux les plus touchants. Ces lettres recommandaient aussi d'apporter la plus grande sévérité dans la publication de ses œuvres.

Deux volumes, sous le titre de : *Choix d'opuscules philosophiques, historiques, politiques et littéraires de Sylvain Van de Weyer*, avaient paru déjà par les soins de M. O. Delepierre, le premier en 1863, le second en 1869. Ce qui reste à imprimer formera encore trois volumes : ce sont des notes, des manuscrits, des essais de tout genre, où la personnalité de l'auteur se révèlera d'une manière plus particulière.

Pour ce qui est de l'homme public, une biographie complète a été publiée en 1871, avec beaucoup de détails et de documents inédits, par M. Théodore Juste, dans sa grande collection des *Fondateurs de la monarchie belge*. Une foule d'historiens et de publicistes se sont occupés également d'un homme qui a joué un rôle si important, non seulement dans l'histoire de son pays, mais dans l'histoire contemporaine générale, et dont le nom est attaché à des actes politiques mémorables.

Au lieu de résumer ici l'ouvrage, d'ailleurs fort bien fait, de M. Théodore Juste, nous préférons chercher, dans les deux volumes d'opuscules antérieurement publiés, la physionomie même de Sylvain Van de Weyer, et pour ainsi dire tout l'homme, dans la pleine activité de sa pensée. Nous y trouverons, en effet, quelques expressions complètes de cette magnifique intelligence, aux divers moments et dans les diverses circonstances de son développement : il n'y aura qu'à classer les opuscules dans l'ordre de leurs dates.

La *Dissertation sur le devoir* est la thèse que Sylvain Van de Weyer soutint, en 1823, devant la faculté de droit de l'université de Louvain, et qui lui valut le grade de docteur *magnâ cum laude*. Elle avait été d'abord écrite en latin, selon l'usage. Le jeune étudiant eut quelque peine à la faire admettre comme « thèse de droit », bien qu'il alléguât que *droit* et *devoir* sont corrélatifs. C'était plutôt, en effet, une œuvre de morale, dirigée contre les théories utilitaires de Bentham, et il y montrait des tendances purement philosophiques.

Digitized by Google

Le *Moyen facile et économique d'être bienfaisant,* charmante causerie, suivie de *Pensées diverses,* fut publiée en 1825 au profit des victimes d'une inondation qui avait ravagé la Hollande. Le moraliste atteignit son but et recueillit, non seulement l'argent sur lequel il comptait, mais les plus chaleureux éloges. Sa carrière, dès lors, semblait tracée : Van de Weyer devint l'élève et l'ami de Van Meenen, qui était la première réputation du pays en philosophie; il édita les œuvres d'Hemsterhuis, philosophe hollandais qui avait écrit en français, et il occupa bientôt lui-même la chaire de philosophie au Musée des sciences et des lettres de Bruxelles.

Le *Discours sur l'histoire de la philosophie,* prononcé le 18 avril 1827, clôt pour ainsi dire cette première phase de l'existence de Van de Weyer. Les cours du Musée, écho des leçons de Cousin, de Villemain et de Guizot, secondèrent le mouvement des idées et favorisèrent, comme en France, l'avénement d'une politique nouvelle. C'est aussi de là que sortit plus tard l'université de Bruxelles, dont Van de Weyer fut naturellement l'un des fondateurs et dont il resta professeur honoraire.

Mais bientôt le théoricien entre dans le domaine pratique : le philosophe se fait publiciste, et la prodigieuse érudition qu'il avait amassée devient entre ses mains une arme de combat. Nommé conservateur de la bibliothèque de Bruxelles et des manuscrits de la bibliothèque de Bourgogne, il répond par une *Lettre* des plus piquantes à son confrère, Ernst Münch, bibliothécaire à La Haye, qui lui avait attribué un livre sur les *Avantages de la langue flamande.* Pour Van de Weyer, qui s'élevait alors contre l'imposition de la langue hollandaise, c'eût été une contradiction singulière; mais elle était de la pure invention de Münch. La *Lettre,* qui entre dans les plus curieux détails sur « la littérature des livres imaginaires », témoigne d'une science approfondie, trahit le pamphlétaire et annonce l'homme politique. Écrite en 1829, elle montre, en outre, une perfection de composition et de style extrêmement rare alors chez nos compatriotes.

Les années 1828, 1829 et 1830 sont les années actives par

Digitized by Google

excellence de la vie de Van de Weyer. On le voit, en même temps, écrire dans plusieurs journaux, diriger des sociétés littéraires ou politiques, que pour la plupart il a fondées, et défendre comme avocat les publicistes poursuivis pour délit de presse; il se multiplie, il se dévoue, il est partout sur la brèche, attaquant ses adversaires avec une pétulance toute juvénile, leur tenant tête avec une indomptable ténacité, les déconcertant par l'ironie et le sarcasme, sans leur donner le temps de se reconnaître. Ce qu'il dépensa alors d'audace et d'esprit, de force morale et d'énergie physique peut à peine se concevoir. De Potter, émerveillé, écrivait : « Van de Weyer, « le seul qui ait de la tête, a des affaires pour vingt têtes et « plus. »

Le *Choix d'opuscules* ne nous donne rien de cette vie agitée : il faudra attendre les œuvres posthumes pour en retrouver les traits caractéristiques. Les rapports et les discours du jeune diplomate, qui eurent tout d'abord tant de retentissement, nous manquent également; mais, en 1832, la *Lettre à lord Aberdeen,* et, en 1833, *la Hollande et la Conférence* nous révèlent le monde nouveau dans lequel il venait de se distinguer d'une façon si rapide et si éclatante.

Ces deux ouvrages parurent chacun sous un pseudonyme différent. On conçoit les motifs qui empêchaient le ministre plénipotentiaire de Belgique à Londres d'intervenir officiellement dans le débat. Mais il ne pouvait être interdit à un Belge, ami de son pays et l'un des auteurs mêmes de la révolution, de défendre une cause qui était presque la sienne propre. D'ailleurs, c'était de l'histoire, de l'histoire politique, dans le sens le plus élevé, bien pensée et bien écrite. L'auteur avait été témoin, et, dans la position nouvelle qu'il occupait, il avait le droit de se faire juge. Maître d'un sujet qui avait été l'objet constant de ses préoccupations, de ses luttes, de ses triomphes, il était en mesure, mieux que personne, de justifier la révolution belge comme une revendication des droits les plus respectables et les plus sacrés. Il conviendrait de relire parfois, même aujourd'hui, cet exposé si clair, si simple, si catégorique des griefs des Belges contre le roi

Digitized by Google

Guillaume, et des origines réelles du dissentiment qui finit par renverser l'édifice si laborieusement et si arbitrairement élevé par les traités de Vienne.

Van de Weyer avait complété sa tâche et obtenu gain de cause, non seulement auprès du gouvernement britannique, si mal disposé d'abord pour les Belges, mais auprès de l'opinion publique et, en quelque sorte, devant la postérité. Il lui était permis de retourner à ses études favorites, à ses goûts de bibliophile et d'érudit, à ses prédilections pour les choses les plus délicates de l'esprit. L'année 1845 vit éclore un chef-d'œuvre de verve et d'ironie,un bon et vrai pamphlet digne de Pascal et de Paul-Louis. Il s'agissait de venger la mémoire de Simon Stévin des attaques inconsidérées de M. Dumortier, et, en s'inspirant d'un véritable patriotisme, d'un haut esprit de justice, d'un ardent amour du progrès et des lumières, de défendre par dessus tout la liberté de conscience, qui seule, en définitive, était en jeu dans cette polémique. Le pseudonyme de Du Fan ne fut un mystère pour personne : il était bien impossible qu'un autre que Van de Weyer pût écrire de ce style.

C'est en se rappelant le *Simon Stévin* que Joseph Boniface écrivait, dix ans après, dans ses *Hommes et Doctrines du parti catholique,* ce passage plein d'un généreux et sincère enthousiasme :

« Oh! quel art, que ce grand art d'écrire! et comme il est « difficile de revêtir une pensée vigoureuse d'une enveloppe « fine et concise, comme Du Fan le sait faire! Si la Belgique « perdait tous ses ambassadeurs, tous ses fonctionnaires, et « même ceux qui, ne l'étant pas, veulent le devenir, elle « trouverait moyen de les remplacer ; mais elle ne remplace- « rait que difficilement un grand écrivain comme Du Fan. « Depuis 1830, il a été fait un si grand nombre de proto- « coles, de notes diplomatiques, de pièces officielles, de gros « volumes et de longs rapports, qu'on en couvrirait toute la « place Royale; mais, depuis 1830, il n'a pas été fait de « pamphlet comme celui de Du Fan, et le public en a « plus appris avec cette petite feuille qu'avec tous les dis-

Digitized by Google

« cours de la Chambre et tous les mémoires de l'Académie. »

Puis, faisant allusion au ministère mixte que Van de Weyer avait essayé vainement de constituer en 1845, Joseph Boniface ajoute : « Mais quelle destinée que celle des pam-
« phlétaires! Le pamphlétaire Pascal s'éteint de langueur et
« de tristesse avant quarante ans; le pamphlétaire Beaumar-
« chais, jadis millionnaire, meurt ruiné; le pamphlétaire
« Paul-Louis Courier tombe assassiné; le pamphlétaire
« Armand Carrel est tué en duel; le pamphlétaire Timon
« s'est suicidé. Il était réservé à J. Du Fan un sort bien plus
« triste, bien plus cruel : ce brillant disciple de Voltaire fut
« placé dans un cabinet catholique entre deux capucins. On
« sait ce qu'il y souffrit, mais aussi avec quelle gloire il s'en
« tira, à la plus grande confusion des confrères de M. Dumor-
« tier! Des amis, qui le combattaient à regret, admirèrent
« cette intelligence lucide, cet esprit fin et de bonne compa-
« gnie, avec lesquels il émerveilla la Chambre... »

Il faut se rappeler, en effet, les fermes paroles prononcées par Van de Weyer en quittant ce ministère de conciliation, en mars 1846, et sa vigoureuse protestation contre les empiétements du clergé, pour comprendre la haine que le parti catholique, en tant que parti, a vouée à l'ancien unioniste de 1830.

De retour en Angleterre, Van de Weyer ne tarda pas à trouver, dans la culture des lettres, une ample compensation à ces quelques mois d'ennuis. De charmants opuscules sur *les Anglais qui ont écrit en français* et sur *la Littérature de l'exil* furent, parmi beaucoup d'autres, les fruits de ces loisirs studieux. En 1862, *Richard Cobden, roi des Belges,* aurait fait une sensation presque aussi grande que le *Simon Stévin,* si Cobden n'avait pas eu plus d'importance que M. Dumortier. Le patriotisme éclairé et pratique du diplomate belge avait enfanté cette spirituelle satire, qui combattait ce que les théories du grand économiste avaient d'exclusif, et faisait justice d'une exagération évidente, selon laquelle les intérêts matériels l'emportent sur le sentiment d'indépendance.

Digitized by Google

La position acquise alors par Van de Weyer dans la diplomatie européenne était des plus considérables. Nul mieux que lui ne connaissait la politique intérieure et extérieure de chaque État, et nul n'était plus capable de donner un conseil à cet égard. Aussi avait-on recours à ses lumières, à son jugement, dans bien des circonstances. C'était à lui que revenait naturellement la tâche d'écrire, pour la *Patria belgica,* l'histoire des relations extérieures de la Belgique depuis 1830, et, à la première invitation qui lui fut faite, il s'empressa d'accepter dans les termes les plus chaleureux, et, comme il le disait, avec une véritable reconnaissance.

Mais, quelle que fût la valeur du diplomate, de l'homme d'État, du publiciste, les qualités de l'homme privé, de l'homme, en un mot, l'emportaient encore de beaucoup sur toutes les autres, et ce n'est ni sa biographie, ni son œuvre littéraire qui peuvent nous le faire connaître à cet égard : il n'a été donné de l'apprécier parfaitement qu'à quelques personnes, assez heureuses pour avoir pu vivre, au moins momentanément, dans son intimité.

Pendant la première partie de sa vie, comme étudiant, comme avocat, comme professeur, il était resté le même : il n'avait pas plus changé en devenant *Excellence,* et, au dire de ses plus vieux amis, il semblait, dans les dernières années, avoir encore gagné en amabilité. Du reste, comme il l'avait écrit, dès 1825, dans ses *Pensées diverses,* « le pouvoir, la fortune, le bonheur, les grandeurs, les succès subits ne gâtent que ceux qui étaient déjà gâtés d'avance ». Rien en lui ne ressemblait ou faisait même penser à la suffisance ou à l'orgueil. Et pourtant, fils de ses œuvres, nul n'eût eu plus de droits à se montrer fier. Toute vanité lui était étrangère : il avait, à diverses reprises, refusé les titres de noblesse que voulait lui conférer le roi Léopold Ier. Cette modestie était réelle et sincère. Parfois même, sous une assurance apparente, se cachait une sorte de timidité qu'il a avouée ingénument dans une lettre particulière, écrite précisément à l'époque où il tenait tête à Talleyrand. « On ne croira jamais, « dit-il, à ma timidité et à ma défiance de moi-même, parce

Digitized by Google

« que, jeté jeune, trop jeune peut-être, dans le monde et sur « la scène politique, il m'a fallu toujours vaincre l'une, dis- « simuler l'autre, et montrer une assurance de conduite, une « décision d'opinion, sans lesquelles on n'est bon à rien... » (Cette lettre a été publiée par M. Juste.) C'est sans doute sous l'empire de cette préoccupation qu'il avait formulé, dans ses *Pensées diverses,* cet ingénieux aphorisme : « Dans le monde, il ne suffit pas d'être bon, il faut une bonté armée. »

Du reste, l'homme de cœur dominait toujours l'homme d'esprit. Si on peut le classer parmi les pamphlétaires les plus mordants et les plus impitoyables, c'est qu'il avait cru de son devoir de défendre certaines causes et certaines idées par les armes que des facultés exceptionnelles avaient mises à sa disposition. Ernst Münch, lord Aberdeen, M. Dumortier, Richard Cobden surent ce qu'il en coûtait de donner lieu à de semblables réquisitoires. Mais ceux-mêmes sur lesquels il appelait ainsi les sévérités de l'opinion publique ne devenaient pas pour cela ses ennemis irréconciliables. On sentait qu'il n'y avait là aucune méchanceté de parti pris, aucune envie de nuire. Seulement, dans ces cas, sa « bonté armée », pour emprunter son langage, ne restait pas seulement sur la défensive et n'acceptait nullement le principe de la non intervention.

Les saillies, les anecdotes piquantes, une foule de souvenirs personnels et d'impressions diverses recueillis par un observateur aussi fin, qui avait vu tant de choses et connu tant d'hommes, donnaient à sa conversation un charme des plus attrayants. On songeait à Chamfort. Quel dommage que quelque sténographe indiscret n'ait pas pu nous conserver cette vivante et mouvante histoire intime! « En fait d'histoire contemporaine, disait-il lui-même, il n'y a de vrai que ce qu'on n'écrit pas. »

Il comprenait par dessus tout ce respect mutuel des convictions, sans lequel la vie sociale serait impossible, et il le pratiquait lui-même avec une tolérance vraiment philosophique. Il aimait, sans contredit, à aiguiser l'épigramme, mais, doué d'une délicatesse rare, jamais il ne froissait dans

Digitized by Google

sa conversation l'opinion de personne, restant fidèle à cette maxime qu'il avait écrite autrefois : « Un mot de bonté l'emporte sur un bon mot, de toute la supériorité du cœur sur l'esprit. » Aussi peut-on affirmer qu'il n'eut point d'ennemis personnels. Sans doute, les idées qu'il représentait eurent bien des adversaires, sans doute aussi la calomnie s'attacha à plusieurs de ses actes en les dénaturant : c'est le sort de tout homme politique. Il l'avait parfaitement prévu en prenant pour devise : *Science et conscience*. Rarement, il parlait de ces attaques, qui ne lui causaient ni aigreur ni colère, et, s'il lui arrivait d'y faire allusion, il se hâtait d'ajouter avec son fin sourire, tandis que son regard s'illuminait : « Travaillons sans relâche à faire des ingrats ! »

Eug. Van Bemmel.

Digitized by Google

BRUXELLES & SES FAUBOURGS

ISOLEMENT — ANNEXION — FÉDÉRATION

On connaît la proposition que M. le bourgmestre de Bruxelles a adressée, le mois dernier, à ses collègues des communes suburbaines, officieusement convoqués pour organiser à frais communs certains cours d'instruction moyenne dans les différentes parties de notre métropole. Il ne s'agirait de rien moins que de renouveler mensuellement cette première conférence, afin de traiter désormais dans une même assemblée tous les intérêts généraux de l'agglomération. Nous ignorons quelles suites immédiates seront données à la combinaison de M. Anspach; mais elle est d'une importance qui n'échappera à personne, car elle ravive, en lui ouvrant des horizons nouveaux, la vieille question des rapports administratifs à établir entre Bruxelles et ses faubourgs. Personne ne niera que les diverses parties de notre agglomération n'aient de grands intérêts communs, ni que, dans toute société bien organisée, des intérêts communs exigent une action commune. Nous féliciterons M. Anspach d'avoir compris qu'à poursuivre l'annexion pure et simple des faubourgs, on continuerait à se débattre dans une véritable impasse. Nous le féliciterons davantage encore d'avoir reconnu que le seul moyen d'introduire l'unité dans l'administration des intérêts communs à toute notre agglomération, c'était de frayer les voies à l'organisation d'une véritable fédération communale. L'idée, sans doute, n'est pas complétement neuve; elle est

Digitized by Google

appliquée à l'étranger et elle a déjà été soutenue en Belgique même. Toutefois, en lui apportant si spontanément l'appui de son influence personnelle et de son crédit administratif, M. le bourgmestre de Bruxelles a fait preuve d'une initiative qu'on rencontre trop rarement chez des dépositaires du pouvoir façonnés par une longue routine des affaires.

I

L'agglomération bruxelloise se décompose actuellement en neuf communes, complétement indépendantes les unes des autres, qui comprenaient, au 31 décembre 1871 : Bruxelles, 175,634 habitants; Molenbeek-Saint-Jean, 30,974; Ixelles, 26,786; Schaerbeek, 26,714; Saint-Josse-ten-Noode, 24,080; Saint-Gilles, 16,160; Anderlecht, 14,991; Laeken, 13,326, et Etterbeek, 6,080. Est-il besoin d'insister sur les résultats visibles de l'isolement administratif où vivent ces éléments constitutifs de notre métropole? Des variations bizarres et tracassières dans la réglementation de certains services communs, — un manque d'unité qui entrave les grands travaux d'ensemble, — dans la capitale, une surabondance de charges et d'impôts, — dans une partie des faubourgs, une insuffisance de ressources qui empêche les communes suburbaines de donner à leur administration les développements exigés par le contact de la capitale — enfin, la coexistence de neuf polices distinctes, qui, enfermées dans des circonscriptions idéales, s'interdisent réciproquement d'opérer aux deux côtés d'un même boulevard, aux deux extrémités d'une même rue — ne sont-ce pas là des inconvénients que chaque habitant de notre métropole a dû inévitablement expérimenter dans la simple sphère de son existence quotidienne?

Qu'on prenne toute question intéressant, à un titre quelconque, l'ensemble de notre agglomération : il est impossible de ne pas en déduire le besoin pressant d'une autorité centrale qui fasse converger vers un but commun les forces aujourd'hui éparses de nos administrations locales. Voici, par exemple, la distribution de l'eau. Ce service, dans un

Digitized by Google

bassin hydrographique aussi peu favorisé de la nature, nécessite de tels travaux et de telles dépenses, que nos communes suburbaines seraient tout à fait incapables de l'organiser isolément sur leur territoire. Jusqu'ici, l'administration bruxelloise a pris toute cette organisation à sa charge, quitte à revendre en détail aux habitants des faubourgs une portion des eaux qu'elle va chercher à ses propres frais. Mais aujourd'hui que les anciens travaux ne peuvent plus suffire aux besoins d'une population sans cesse croissante, on a compris que cette affaire ne concernait pas seulement la ville de Bruxelles, et qu'elle rentrait dans la compétence d'autorités communes à toute l'agglomération. Mais ici a surgi précisément cet obstacle, que les diverses parties de notre métropole ne possèdent ni autorités communes, ni mandataires spéciaux. Il a donc fallu remonter jusqu'au conseil provincial du Brabant pour faire débattre une question — qui, par la portée de certains plans, deviendra peut-être d'intérêt général, — mais qui, certes, ne rentre guère dans les attributions régulières des pouvoirs provinciaux.

Veut-on une autre preuve, non moins frappante, des difficultés administratives qu'engendre ce régime d'isolement? Nous choisirons encore une question à l'ordre du jour : Il semble résulter des faits, que les administrations suburbaines ne remplissent pas complétement leur rôle à l'égard de certains locaux — tels que la station du Midi — destinés à l'usage de toute l'agglomération. Dès lors, la ville de Bruxelles qui, seule, possède le personnel et les ressources nécessaires à l'accomplissement de cette mission, se trouve plus ou moins en droit de réclamer, au nom de l'intérêt général, la cession des territoires imparfaitement administrés. Ainsi, l'on se trouve dans l'alternative, ou bien de tolérer une insuffisance d'administration évidemment préjudiciable à l'intérêt de toutes les communes métropolitaines, ou bien de céder successivement à la capitale toutes les parcelles quelque peu importantes des faubourgs, au risque d'encourir le reproche de favoriser en détail l'annexion qu'on repousse en gros. Nous pourrions citer bien d'autres cas encore; mais ce

Digitized by Google

serait enfoncer une porte ouverte, car s'il est une vérité que personne ne peut plus contester, c'est qu'entre les centres communaux d'une même agglomération, l'indépendance aboutit à l'anarchie.

II

Voici longtemps que, pour remédier à cette lacune de notre organisation métropolitaine, on a prêché la fusion de Bruxelles et de sa banlieue en une seule commune d'à peu près quatre cent mille âmes. Il est même assez curieux de constater le revirement qui s'est opéré autour de cette solution dans les sympathies de l'opinion publique. L'incorporation des communes limitrophes est une idée toute moderne, car elle n'a sa raison d'être que dans la présence des faubourgs, et, jusqu'au commencement de ce siècle, Bruxelles ne trouvait guère au delà de ses portes que des prairies, des moulins, des cultures maraîchères, des fermes et des briqueteries. Les coteaux de la Senne et la vallée du Maelbeek offraient aux promeneurs une suite de lacs limpides, de bosquets touffus et de riantes villas, entremêlées de quelques guinguettes où les Bruxellois allaient chaque dimanche causer politique entre une pinte de bière et une partie de boules. D'autre part, sur le plateau que traverse aujourd'hui la chaussée de Haecht, s'étendaient des landes stériles, dont le maire de Ten Noode aurait voulu débarrasser sa commune, parce qu'il en trouvait l'entretien trop onéreux [1]. Le principal centre des communes limitrophes se trouvait alors dans quelques petits villages dont on voit encore les survivants groupés autour de leur vieille église, à plusieurs kilomètres de l'enceinte bruxelloise. Mais, peu à peu, on vit grandir, sur le territoire qui confinait à la capitale, une série de quartiers, qui, officiellement, figuraient encore comme de simples hameaux de communes rurales, mais qui, en réalité, étaient une reproduction ou plutôt une extension

[1] V. l'*Histoire de Saint-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek*, par E. Van Bemmel. Saint-Josse-ten-Noode, 1869.

Digitized by Google

de la grande ville. De là, une période de transition et de tiraillements, terminée au bout de quelques années par la prépondérance définitive des quartiers suburbains qui étaient devenus chaque jour plus peuplés et plus étendus, tandis que les parties rurales restaient forcément stationnaires. Il en résulta naturellement que le centre de la vie communale se déplaça : les anciens villages furent englobés dans les quartiers nouveaux ou cantonnés vers les extrémités du territoire; et, à la place de quelques hameaux disséminés dans les campagnes environnantes, ce fut une enfilade de bataillons carrés qui forma autour de Bruxelles une ceinture ininterrompue de petites villes.

Déjà en 1803, bien qu'à cette époque les faubourgs commençassent seulement à poindre, l'administration bruxelloise, sans doute en prévision de l'avenir, avait déjà revendiqué près du gouvernement le territoire de son ancienne *cuve;* on appelait ainsi, sous la domination autrichienne, une zone qui comprenait à peu près toutes les communes de notre banlieue. La ville y percevait certaines taxes, notamment sur les brassins de bière, et y exerçait des droits de juridiction, en échange de quelques priviléges qu'elle accordait aux habitants. A la suite de ces revendications, le premier consul approuva des plans qui impliquaient une incorporation partielle de Ten Noode, d'Ixelles et d'Etterbeek. Toutefois, à la chute de l'empire, ces projets n'avaient encore reçu aucun commencement d'exécution. La régence de Bruxelles ne fut pas plus heureuse, quand, en 1828, elle demanda au gouvernement hollandais l'annexion non seulement des communes limitrophes, mais encore de Laeken, de Koekelberg, de Berchem et de Ganshoren. Tout ce qu'elle put obtenir du roi Guillaume, ce fut une commission chargée d'élaborer un plan d'ensemble pour la direction des rues et la construction des maisons aux abords de la ville.

Quand, après la proclamation de notre indépendance, les quartiers suburbains se développèrent sur tous les points de l'enceinte, l'administration bruxelloise, au lieu de s'annexer par avance le territoire de toutes ses voisines,

Digitized by Google

songea un moment à incorporer les faubourgs nouveaux, au fur et à mesure de leur formation. Dès 1835, comme le quartier du Jardin botanique, bâti à cheval sur les territoires de Schaerbeek et de Saint-Josse, réclamait son érection en commune indépendante, la ville fit opposition au nom des droits qu'elle se réservait sur ce faubourg. L'année suivante, sur une invitation de M. de Theux, ministre de l'intérieur, le conseil communal de Bruxelles nomma une commission pour étudier les questions relatives à l'agrandissement de son territoire et à la réforme des taxes communales, et, en 1840, il vota une pétition au roi pour demander l'annexion pure et simple de tous les faubourgs. Mais l'affaire fut enrayée par la députation permanente du Brabant, qui recula devant l'opposition des communes suburbaines. Au mois de septembre 1842, M. Nothomb, alors ministre de l'intérieur, reprit la question au même point de vue que M. de Theux, dans l'intention de combiner l'annexion des faubourgs avec la réforme de l'octroi, et, le 21 juillet de l'année suivante, le conseil provincial du Brabant émettait, par 40 voix contre 10, un vœu favorable à cette double solution, en recommandant toutefois certaines mesures de transition pour les communes de la banlieue. Mais, cette fois, l'opposition vint de l'administration bruxelloise qui ne voulait à aucun prix remplacer les ressources de l'octroi par l'impôt arbitraire et onéreux d'une capitation.

Pendant neuf années, on ne parla plus de l'annexion que dans quelques rapports du collége échevinal, et il fallut, pour réveiller la question, que la ville demandât l'incorporation du quartier Léopold. En votant, le 22 juillet 1852, les conclusions d'un rapport favorable à cette demande, le conseil provincial du Brabant déclara n'admettre cette annexion partielle qu'à titre d'acheminement vers une fusion totale. Il en fut de même à la chambre des représentants où le rapport de la section centrale, en concluant à l'adoption du projet, émit le vœu « que le gouvernement procédât le plus tôt possible à l'instruction des questions relatives à la réunion des faubourgs ». Profitant de l'occasion, la ville de

Digitized by Google

Bruxelles demanda alors l'incorporation totale ou partielle non seulement des communes limitrophes, mais encore de Laeken, d'Etterbeek, de Forest, de Jette, d'Uccle et de Koekelberg. Cette combinaison obtint un avis favorable du conseil provincial par une majorité de 44 voix contre 9 et 2 abstentions, avec cette restriction que les quartiers à annexer ne seraient pas soumis à l'octroi. Enfin, le 7 mars 1854, le gouvernement déposait un projet de loi sur les bases de l'agrandissement territorial réclamé par le conseil communal.

Jusqu'alors, l'annexion des faubourgs à la capitale avait joui, en dehors des communes suburbaines, d'une certaine faveur dans l'opinion du pays. C'était une de ces conceptions grandioses, faites pour séduire les esprits par des dehors de simplicité et de logique. On ne pouvait nier l'injustice d'imposer à la ville de Bruxelles toutes les charges d'une situation qui profitait également aux communes de l'agglomération. On sentait depuis longtemps les désagréments de l'anarchie qui régnait entre les différentes parties de notre métropole. On était particulièrement sensible à l'institution vexatoire de l'octroi, et l'on éprouvait d'autant plus la nécessité d'une fusion entre la capitale et ses faubourgs que la présence d'un fossé disgracieux, au cœur de l'agglomération, ajoutait le spectacle de l'isolement matériel à l'absurdité de l'isolement administratif. Mais à peine fut-on entré dans les détails du projet, à peine l'eut-on examiné dans toutes ses conséquences et sous toutes ses faces, qu'une formidable opposition se déchaîna de toutes parts. D'abord, le gouvernement s'abstenait de toucher à l'octroi, montrant ainsi que la réforme de cette institution impopulaire était complétement indépendante de la fusion projetée. En second lieu, il renforçait les attributions du bourgmestre en matière de police, et il faisait de ce magistrat un véritable préfet, que le pouvoir exécutif devait choisir en dehors du conseil communal et qu'il pouvait révoquer à son gré.

Ces exigences ouvrirent les yeux aux partisans les plus chauds de l'annexion. Nous ne mentionnerons que pour mémoire les protestations des communes suburbaines contre le

Digitized by Google

démembrement de leur territoire; il y avait toutefois, parmi les opposants, des conseils communaux qui, peu de mois auparavant, avaient dénoncé, comme un manque de patriotisme, la moindre opposition aux projets de réunion! Mais c'est à la Chambre que surgirent inopinément les objections les plus sérieuses et les plus décisives. Le rapport, déposé par M. David, au nom de la section centrale, concluait à rejeter le projet comme contraire au texte et à l'esprit de la Constitution. Les débats qui s'ensuivirent peuvent être envisagés comme l'exposé le plus complet et le plus impartial des questions qui se rattachent à la fusion de notre métropole en une seule commune; ils achevèrent d'élucider et, disons le mot, d'enterrer la vieille combinaison annexionniste. Le vote final ne donna au projet que 26 voix contre 67 et 2 abstentions. Nos deux partis politiques avaient indistinctement fourni cette majorité, et même la députation de Bruxelles s'était partagée à l'appel nominal. Ainsi se termina la dernière campagne qu'on ait sérieusement poursuivie en faveur de l'annexion.

Six ans plus tard, l'octroi disparaissait enfin, avec son hideux fossé, et, en 1868, M. Guillery pouvait constater, avec une légitime satisfaction, que les velléités de réunion étaient complétement abandonnées[1]. On s'en aperçut bien à la fin de 1871, quand M. l'ingénieur Splingard vint proposer au conseil communal de Bruxelles une nouvelle démarche pour obtenir l'incorporation des faubourgs. Cette fois, l'idée ne rencontra plus ni appui dans le conseil, ni écho au dehors, et l'on peut dire que la récente déclaration de M. Anspach est venue lui porter le dernier coup.

III

Il ne sera peut-être pas inutile de résumer brièvement les motifs qui ont fait et qui font encore repousser l'annexion des faubourgs, malgré les inconvénients du régime actuel. L'an-

[1] *Documents parlementaires.* Session de 1867-68, p. 429.

Digitized by Google

nexion serait certainement, en apparence, le remède le plus simple et le plus commode, car elle n'exigerait pas la moindre modification de nos lois communales. Mais les moyens les plus simples et les plus commodes ne sont pas toujours les meilleurs, en politique surtout. Il est facile de démontrer que la disparition de nos communes suburbaines serait à la fois contraire à l'esprit de nos institutions communales, attentatoire aux droits des communes annexées, enfin, préjudiciable à la bonne administration de toute la métropole, sinon même dangereuse pour la sécurité de l'État, et d'ailleurs entièrement chimérique devant l'attitude inévitable des autorités supérieures.

La commune est une association naturelle dont les limites ne sont pas arbitraires, comme les frontières de la province et de l'État : celles-ci dépendent de classifications politiques ou administratives, élastiques comme toutes les combinaisons de l'esprit humain ; celles-là reposent sur un fait matériel, permanent et général — les relations qui naissent du voisinage entre les hommes groupés sur un même point du sol national. « Le territoire communal doit être assez restreint, dit M. A. Giron, dans son remarquable *Essai sur le Droit communal de la Belgique,* pour qu'il s'établisse entre les habitants des relations de voisinage, qui sont la cause et le principe de leur association. » N'en est-il pas de la commune comme de la famille? Au delà d'une certaine limite, le lien qui rattache leurs membres devient, en quelque sorte, purement conventionnel et nominal, bientôt même, il se relâche et se dissout. Déjà maintenant, qu'un observateur impartial explore le territoire bruxellois — des bassins au quartier Léopold — de la rue Haute à la rue Neuve — ne traversera-t-il pas des quartiers si différents de mœurs, de besoins, d'aspect, d'origine, qu'il serait tenté d'y voir les éléments de plusieurs communes distinctes? Toutefois, une longue association a donné à ces éléments, assez disparates, un esprit de corps qui supplée suffisamment aux relations de voisinage et à l'identité des intérêts. Mais si, à cet assemblage déjà hétérogène, on ajoute des quartiers aussi dissemblables et aussi distants que

Digitized by Google

Molenbeek et Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode et Saint-Gilles, Anderlecht et Etterbeek, Ixelles et Laeken, on pourra obtenir une vaste agglomération, régie par les dispositions de la loi communale; mais aura-t-on une commune, dans le sens qu'attachent à ce mot nos traditions et nos mœurs? Une agglomération urbaine peut s'étendre indéfiniment; mais la commune, qui lui a servi d'embryon et de noyau, ne peut la suivre dans cette voie d'agrandissement illimité, au delà d'une certaine sphère circonscrite par la force des choses.

S'il est un degré de l'organisation sociale où les administrés doivent exercer un contrôle incessant sur les actes de leurs mandataires, c'est certes la commune, car les fonctions du pouvoir y ressemblent plus au rôle d'un gérant commercial que d'un représentant politique. M. A. Cochin, dans un travail sur le *Régime municipal des grandes villes*[1], comparant la vie communale à la vie politique, montre combien les attributions des communes rappellent les soins du ménage: « Les hommes, dit-il, ont d'innombrables manières de penser; mais ils ont à peu près la même manière de manger, de marcher et de dormir. Or, les pouvoirs municipaux sont précisément chargés de faire que les habitants d'une ville mangent sans craindre la disette, marchent sans être arrêtés par les encombrements, et dorment en paix. Ajoutez au service des subsistances, de la voirie et de la police, le matériel nécessaire à quelques besoins d'un ordre plus élevé, les bâtiments religieux, les maisons d'école et les hôpitaux, voilà tout le catalogue des occupations municipales. » Or, pour qu'on puisse efficacement contrôler une administration de cette nature, ne faut-il pas que sa sphère soit assez restreinte? Est-ce qu'en élargissant outre mesure les limites de la commune, on n'y rendrait pas la gestion plus ardue, les erreurs plus graves, les prodigalités plus aisées et les malversations moins saisissables? Est-ce qu'en exagérant l'importance des mandats communaux, on ne risquerait pas d'attirer une foule d'ambitieux qui tenteraient de se faire un

[1] V. *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1870.

Digitized by Google

piédestal politique aux dépens des intérêts publics? Enfin, est-ce qu'en centralisant tous les rouages gouvernementaux de la métropole, on ne désintéresserait pas une masse de citoyens qui, aujourd'hui, s'occupent de leurs administrations locales, parce qu'ils les voient fonctionner sous leurs yeux et à leurs portes? C'est pour avoir multiplié les fonctions communales et intéressé le plus grand nombre possible de citoyens à la gestion des affaires publiques que les Américains ont su faire de la commune, suivant l'heureuse expression de Tocqueville, l'école primaire de la liberté. Nos communes suburbaines, — comme M. David le disait, en 1854, à la chambre des représentants, — sont autant de foyers « autour desquels s'entretiennent et se développent l'esprit national et l'amour de la liberté. » Les supprimer par un trait de plume serait un acte à la fois « impolitique et dangereux ».

Jamais, d'ailleurs, ces communes ne se fusionneront volontairement avec la capitale, devant les charges dont l'administration bruxelloise a dû grever son budget. Quant à les annexer malgré elles, où trouverait-on une majorité parlementaire pour sanctionner un pareil abus de pouvoir? Nos communes ne sont pas, comme dans certains pays, de simples circonscriptions administratives que le pouvoir central fait et défait à son gré. Ce sont des individualités politiques, douées d'une vie propre, d'organes indépendants et surtout de droits acquis qu'il faut respecter. L'art. 3 de la Constitution, qui remet au législateur le droit exclusif de changer et de rectifier leur territoire, ne prévoit même pas l'hypothèse de leur suppression. Sans doute, il ne faut pas prendre dans un sens trop étroit les omissions, ni même les prescriptions de notre pacte fondamental. Si, néanmoins, la commune est réellement chez nous un pouvoir indépendant dans les limites de la Constitution, il est certain qu'une fois organisée elle tire d'elle-même le principe de son existence et de sa continuation. Réclamer le droit de supprimer des communes à leur corps défendant, c'est blesser plus que le texte de la Constitution, c'est manquer à l'esprit qui l'a dictée.

Digitized by Google

Mais si, même par suite d'une transaction quelconque, elles consentaient à s'incorporer dans la capitale, il reste une difficulté insurmontable qui empêchera toujours cette combinaison de passer dans nos lois. C'est que toujours l'adhésion du gouvernement sera subordonnée, comme en 1854, à certaines restrictions inadmissibles de nos libertés communales. On doit songer que Bruxelles n'est pas seulement une ville populeuse, mais encore le siége du gouvernement, et que, dès lors, elle doit s'assujettir à certaines conditions particulières d'ordre et de sécurité. Il ne faut pas que la capitale d'un pays vienne à former un État dans l'État, ni que le gouvernement puisse un jour se trouver à la discrétion d'une autorité locale, appuyée sur un groupe compacte de quatre cent mille âmes. Nous n'avons pas à nous étendre sur cette considération, qu'on a pu exploiter ailleurs dans un intérêt de parti, mais qui n'en a pas moins prévalu en Angleterre et même aux États-Unis, aussi bien qu'en France et dans le reste de l'Europe. « Dans toutes les capitales, dit encore M. A. Cochin, des précautions sont prises pour que la puissance municipale ne devienne pas une puissance politique, et l'on admet partout que le régime municipal de la ville où réside le chef de l'État, *toujours armé d'ailleurs du droit de dissolution,* doit être plus ou moins différent des régimes des autres villes, et surtout l'on confie directement, même à New-York, *la police à l'État,* car dans les capitales l'ordre est plus difficile et le désordre plus dangereux que partout ailleurs. »

M. Cochin méconnaît ici que ces principes uniformes ne s'appliquent point à la capitale actuelle de la Belgique. Il semble ignorer que chez nous le gouvernement ne peut dissoudre aucun conseil communal et que la police reste partout aux mains du bourgmestre. N'est-ce pas, en effet, une prérogative traditionnelle, sur notre vieille terre de franchises communales, que chaque commune a le droit de faire la police de son territoire, même en temps de troubles? Ce principe nous a épargné, dans plusieurs circonstances qu'il est inutile de rappeler, l'explosion des effervescences populaires et peut-être les hor-

Digitized by Google

reurs d'une guerre civile. Nous ne voulons pas plus le sacrifier aux avantages administratifs d'une fusion entre Bruxelles et ses faubourgs, que nous ne l'avons vendu, il y a deux ans, en échange du subside offert par l'État pour nous enlever une des garanties les plus précieuses de notre indépendance communale[1].

IV

Si l'annexion des faubourgs est tout à fait inadmissible, comme nous venons de le voir, faut-il donc nous résigner aux lacunes du régime actuel — lacunes qui iront sans cesse en grandissant avec l'importance de notre métropole et le chiffre de sa population? Il faudrait chercher une combinaison qui, sans fusionner complétement les diverses communes de l'agglomération bruxelloise, permette cependant de centraliser le service de leurs intérêts généraux. Or, pourquoi ne conserveraient-elles pas entre leurs mains la direction exclusive de leurs intérêts particuliers, alors qu'elles délégueraient à des autorités communes le soin de pourvoir aux besoins généraux de la métropole? Ce système, qui satisferait à tous les besoins de concentration signalés plus haut, aurait l'avantage d'échapper à la plupart des critiques dirigées contre les projets d'annexion. Il laisserait à nos diverses communes toute l'indépendance compatible avec l'unité nécessaire de certains services publics. Il répondrait à ce principe élémentaire du droit moderne, que chaque groupe d'intérêts spéciaux exige une administration spéciale. Il n'empêcherait

« [1] Le gouvernement — disait notamment M. Verhaegen dans la discussion du projet de 1854 — en vous proposant de faire de Bruxelles une « capitale, qui, eu égard à la population du pays, sera beaucoup plus « considérable que la plupart des capitales de l'Europe, peut et doit vous « demander des garanties dans l'intérêt du pouvoir exécutif. Ces garan- « ties se résument dans des modifications à la loi du 30 mars 1836 et con- « stituent autant d'atteintes aux franchises communales qui sont la force « et l'orgueil de la Belgique. Il y a donc, dans l'annexion des faubourgs à « la capitale, ou danger pour l'action du pouvoir exécutif, ou danger pour « les franchises communales. Je ne veux ni l'un ni l'autre de ces extrêmes « et c'est pourquoi je suis hostile au projet. »

Digitized by Google

pas de concilier les droits acquis des communes suburbaines, ou plutôt de leurs habitants, avec l'unification du budget destiné aux besoins futurs des services centralisés. Enfin, si même, par suite d'une résistance inexplicable, une partie de la banlieue se refusait à accepter les avantages d'une pareille fédération, il permettrait peut-être à l'autorité législative de passer outre, sans blesser ni le texte de la Constitution, ni l'esprit de nos institutions, car, cette fois, il ne s'agirait plus de supprimer violemment l'existence du pouvoir communal, mais simplement de lui enlever, par une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'administration de certains services qui ont cessé d'être exclusivement communaux.

Mais, dira-t-on, il va falloir modifier la loi communale. Eh bien, on la modifiera. Mais ce sera porter atteinte à la remarquable unité de notre organisation administrative, en y introduisant un rouage nouveau et inconnu, intermédiaire entre la commune et la province, qui ne se trouve même pas prévu dans la Constitution. Qu'importe, si ce rouage a du bon! Est-ce donc le citoyen qui est fait pour l'administration, ou l'administration qui est faite pour le citoyen, et d'ailleurs n'a-t-on pas déjà les cantons qui ne se rencontrent nulle part dans notre pacte fondamental? Mais ce sera déroger à l'égalité des communes; ce sera créer, tout exprès pour l'agglomération bruxelloise, un vrai régime d'exception. Voilà le grand mot lâché. On oublie que les lois, suivant l'expression de Montesquieu, sont les rapports nécessaires des choses, et que la législation doit être la traduction fidèle de ces rapports. Quand ceux-ci viennent à changer, il faut donc changer aussi les institutions qui les formulent et qui les consacrent. Nous sommes bien loin de contester les avantages de l'unité dans les institutions et de la simplicité dans les lois, tant que ces qualités répondent à la réalité des faits. Mais gardons-nous de trop sacrifier à cette passion de la symétrie, qui prend l'uniformité pour l'égalité. Les grandes capitales — centres forcés du luxe, des travaux intellectuels, des études et des affaires — siéges permanents des autorités

Digitized by Google

exécutives et parlementaires — placées au premier rang devant les drames qui passionnent la scène politique — avec leurs habitudes d'émotion et leurs éléments d'effervescence — avec leur contraste d'extrêmes misères et d'extrêmes richesses — avec leur énorme population flottante — avec leurs quartiers si différents de physionomie et de besoins, — possèdent partout une sorte de vie spéciale, qui, pour se développer, réclame des organes spéciaux. Qu'elles aient des intérêts communs, exigeant une administration centralisée, et des intérêts particuliers, exigeant autant d'administrations particulières, c'est une vérité tellement évidente, qu'on la trouve reconnue et appliquée même par nos voisins du Midi, si amoureux cependant d'unité administrative! En effet, après avoir fait de leur énorme métropole une encombrante et dangereuse centralisation, n'ont-ils pas dû la subdiviser de nouveau en d'innombrables arrondissements, qui sont malheureusement restés à l'état de pures circonscriptions administratives, parce que la vie communale y était une création factice du pouvoir?

Heureuses les capitales, comme Londres et comme Bruxelles, qui se partagent naturellement en divers centres communaux, ayant chacun leur vie propre, leur individualité politique, leurs traditions historiques et leur esprit de corps! Le jour où se fait sentir dans leur agglomération le besoin d'unifier la direction de leurs affaires communes, il leur suffit de se fédérer pour l'administration de certains intérêts généraux, en conservant leur indépendance respective sur toutes les questions qui restent d'intérêt local. Sacrifier de vieilles circonscriptions, que consacre l'esprit public, pour le plaisir d'y substituer, comme faisait le projet de 1854[1], une subdivision administrative, dont le seul mérite est la nouveauté, pareille politique se conçoit au lendemain des grandes commotions sociales, mais elle n'a rien de séduisant pour des esprits qui sont habitués de longue date au perfectionnement graduel

[1] Le projet de 1854, après avoir fondu toutes les subdivisions territoriales de l'agglomération bruxelloise, redivisait également le territoire de la nouvelle commune en plusieurs arrondissements, renfermant chacun un bureau de l'état civil, une justice de paix, une section électorale, etc.

Digitized by Google

de leurs institutions et qui possèdent, d'ailleurs, dans notre organisation même, les éléments de la réforme nécessaire.

La principale objection qu'on pourrait élever contre l'application du système fédératif à la métropole de la Belgique, réside dans l'absence d'une démarcation bien apparente entre les intérêts généraux de l'agglomération et les intérêts particuliers de ses différentes communes. Mais c'est là surtout une question de fait que nous croyons facile à résoudre, même en matière de travaux publics. Déjà, dans mainte question mixte, où se trouvent également engagés les intérêts de l'État, de la province et de la commune, ne voit-on pas déterminer sans conflits et même sans hésitation, la part qui revient à chacun de ces trois pouvoirs? Du reste, n'avons-nous pas en faveur de notre combinaison l'exemple de Londres, où chaque paroisse a la direction de ses affaires locales, —chaque *district* ou groupe de paroisses, la direction des affaires intéressant le groupe entier, — enfin, l'ensemble des *districts,* c'est à dire la métropole, la direction des affaires concernant la totalité de l'agglomération? Il existe, notamment pour les travaux publics, un *Metropolitan board of works,* sorte de conseil central élu par les différents districts, qui décide et dirige tous les travaux d'intérêt commun, tels que l'administration des grandes artères d'égouts, l'ouverture des rues nouvelles, l'alignement, l'élargissement et le redressement des rues existantes, enfin, l'assainissement de la Tamise. La police, de son côté, y constitue également une administration centralisée, ayant un patrimoine et des ressources propres, sous la direction d'un commissaire en chef et de deux commissaires-adjoints, nommés par la couronne. Quant à l'instruction primaire, elle se trouve confiée à un *school board,* choisi directement par tous les électeurs de l'agglomération. « Que de complications! — dit M. Paul Leroy-Beaulieu, qui a analysé ce régime dans un article de la *Revue des Deux-Mondes,* sur *la Réforme municipale en France* — mais la complication n'entraîne pas nécessairement avec soi la confusion. Dans les diverses assemblées de district et de paroisses, à Londres, plus de cent mille personnes prennent une part active à l'ad-

Digitized by Google

ministration locale. Le jour où elles seraient remplacées par un bureau de soixante membres, il pourrait peut-être y avoir plus d'ordre à la surface et de commodités extérieures, mais la vie municipale serait éteinte, la population se désintéresserait des affaires locales; il ne pourrait plus être question de l'administration du pays par le pays. »

Nous ne pouvons point passer en revue, dans le cadre de cette étude, tout le cercle des attributions communales; mais l'exemple d'autres capitales, et surtout les résultats de notre propre expérience, souverain arbitre en pareille matière, indiquent clairement que les affaires à centraliser dans l'agglomération bruxelloise seraient la sécurité, l'instruction, la salubrité et certains travaux publics, comme le percement de la grande voirie, les principaux collecteurs, la distribution d'eau et l'aménagement de quelques locaux, tels que les stations, les théâtres, la nouvelle Bourse, etc., également destinés à tous les habitants de la métropole; enfin, les voitures de place et les concessions de voies ferrées. Peut-être conviendrait-il d'y ajouter l'entretien du bois de la Cambre, l'assainissement de la Senne et du Maelbeek. Tels sont les différents services que nous voudrions enlever aux administrations locales, pour les transférer à des autorités nouvelles déléguées par toutes les communes de l'agglomération[1].

[1] La première fois que nous voyons paraître l'idée d'une fédération dans la discussion de notre organisation métropolitaine, c'est dans une pétition adressée, le 3 janvier 1854, à la chambre des représentants par des sieurs Dubois et consorts. Les pétitionnaires proposent que l'ancienne ville de Bruxelles « encore reconnaissable aujourd'hui par des restes de tours et de remparts » forme une commune nouvelle sous le nom de Saint-Michel. Elle serait entourée de sept communes : Laeken, Schaerbeek, Saint-Josse, Ixelles, Saint-Gilles, Anderlecht et Molenbeek. Ces huit communes, conservant chacune leur administration et leur bourgmestre, formeraient une *fédération* sous le nom de Bruxelles. Le gouvernement de la fédération serait entre les mains des huit bourgmestres qui se réuniraient en conseil pour s'occuper de la police, de la salubrité, des hospices, des pompiers, de l'éclairage, des égouts, du pavage et des embellissements.

Digitized by Google

V

Il est bien entendu que les autorités mises à la tête de la fédération constitueraient un pouvoir indépendant, c'est à dire recevraient le droit de régler leurs travaux, de voter leurs dépenses, d'établir des taxes et de conclure des emprunts, sous l'approbation de la députation permanente ou de l'État. Nous n'entrerons pas ici dans l'examen des détails qui se rattachent à cette organisation. Nous croyons bon cependant de dire quelques mots des deux systèmes qui peuvent lui servir de modèle.

A première vue, tous les pouvoirs de la fédération sembleraient revenir naturellement à un conseil unique, qui, sous un nom quelconque, administrerait les intérêts confiés à sa garde, absolument comme les conseils communaux administrent les intérêts de leurs localités respectives. Mais il existe une autre combinaison qui, si elle répond moins à nos habitudes de logique et de généralisation, reste peut-être plus pratique et plus avantageuse. C'est le système des commissions spéciales, déjà appliqué dans la métropole de l'Angleterre ainsi qu'aux États-Unis, proposé en France par un membre de l'Assemblée nationale lors des débats sur l'organisation municipale de Paris. Il s'agirait de confier chaque branche principale des services publics à des autorités distinctes, indépendantes les unes des autres, bien qu'émanées de la même source et embrassant le même territoire.

Si l'on examine les divers intérêts que nous avons trouvés communs à toute notre agglomération, on verra qu'ils peuvent se ranger naturellement sous trois grandes subdivisions de services publics : la police, l'instruction, les travaux publics. Il suffirait donc d'établir, au dessus des administrations actuelles, trois commissions spéciales où nos divers centres communaux seraient représentés proportionnellement au chiffre de leur population. L'une de ces commissions ou délégations pourvoirait aux besoins de la police. Une autre serait chargée de l'instruction à tous les degrés. La troisième,

Digitized by Google

enfin, aurait les travaux d'intérêt commun et les questions d'hygiène.

Le gouvernement a toujours professé qu'il serait éminemment dangereux d'abandonner à un magistrat, plus ou moins indépendant du pouvoir central, la direction exclusive de la police sur le vaste ensemble de notre agglomération. Mais rien n'empêche qu'une même commission ne règle toutes les questions relatives à l'organisation et à l'administration de la police, alors que la direction active de ce corps serait laissée aux mains des bourgmestres actuels, sur le territoire de leurs communes respectives. Ainsi serait conciliée l'unité du service avec les scrupules gouvernementaux, qui, à tort ou à raison, voient une garantie d'ordre dans la dissémination de l'autorité entre les mains de plusieurs fonctionnaires communaux. Il faudrait, en outre, autoriser les agents de chaque commune à verbaliser sur le territoire voisin, du moins chaque fois qu'ils y seraient requis par un habitant de la localité ou qu'ils y seraient entraînés à la poursuite d'un délinquant[1].

La commission métropolitaine de l'instruction aurait la mission d'organiser l'enseignement primaire et secondaire de l'agglomération, ainsi que la faculté de subsidier l'enseignement supérieur (écoles normales, université, école polytechnique, cours spéciaux, etc.). Elle pourrait être nommée soit par les conseils communaux de la fédération, soit directement par les pères de famille. Mais le meilleur moyen de la constituer sur des bases rationnelles ne serait-ce pas de la greffer sur l'institution des comités scolaires, récemment adoptée par le conseil communal de Bruxelles? Une fois ces comités établis près de chaque école primaire, aussi bien dans les communes suburbaines que dans la capitale, il suffirait de les fédérer entre eux pour arriver à la nomination

[1] Déjà, sous le régime actuel, il semble qu'on puisse accomplir cette dernière réforme en tournant le texte formel de la loi, comme le proposait, en 1871, M. l'avocat J. De Broux, dans une brochure sur la *Réorganisation de la police à Bruxelles*. Il suffirait que les diverses communes de la métropole permissent réciproquement à leurs agents de s'assermenter comme officiers de police près de chaque administration locale.

Digitized by Google

d'un comité central qui étendrait son autorité sur toute la métropole. Peut-être même pourrait-on faire de l'instruction primaire et moyenne, sinon supérieure, un service complétement indépendant, investi de la personnification civile et administré par les comités scolaires. Nous ne pouvons ici que nous référer au remarquable travail publié par M. G. Tiberghien, dans *la Revue* du 15 mai 1871, pour soutenir le *type américain* de l'école autonome contre le *type européen* de l'école soumise aux autorités publiques. D'après l'éminent professeur, l'école devrait être organisée en dehors de l'État comme de l'Église. Des bureaux scolaires, érigés en personne civile, comme les hospices et les fabriques d'église, recevraient le droit d'organiser l'instruction, de nommer son personnel et même d'imposer des taxes pour pourvoir à ses besoins. Enfin, le rôle de l'autorité publique se bornerait à choisir les membres des bureaux scolaires, à fournir le président de leurs séances et à parfaire les ressources de leurs budgets. La proposition de M. E. Allard, récemment adoptée par le conseil communal de Bruxelles, si modeste qu'y soit le rôle des comités scolaires, est, certes, un premier pas vers le système de M. Tiberghien. — Quant aux travaux publics, nous n'aurions qu'à imiter l'exemple de Londres, par la constitution d'un vrai *Metropolitan board of works,* chargé de toutes les opérations signalées plus haut comme intéressant l'ensemble de l'agglomération. En un mot, jusqu'ici la métropole de la Belgique s'est vu gouverner par plusieurs conseils locaux embrassant chacun la totalité des intérêts communaux dans les limites de leur territoire. C'est ce principe qu'il s'agit de retourner par la création de plusieurs conseils généraux embrassant chacun une seule catégorie de services publics dans toute l'étendue de l'agglomération bruxelloise.

On peut se demander pourquoi nous préférons ces rouages multiples et compliqués au système des assemblées uniques qui a prévalu jusqu'ici dans nos institutions. Mais n'est-il pas à craindre que, dans une cité d'environ quatre cent mille habitants, la concentration du pouvoir fédéral entre les mains

Digitized by Google

d'un seul conseil, d'un vrai parlement métropolitain, ne confère tôt ou tard à cette assemblée une importance politique, préjudiciable à la bonne gestion des affaires, sinon dangereuse pour la sécurité de l'État? Toutefois, l'argument le plus puissant en faveur du système que nous préconisons, n'est-ce pas la possibilité de remettre à des spécialités, la direction des services administratifs qui exigent des connaissances spéciales? Aujourd'hui, sauf quelques médecins dans les questions d'hygiène, quelques ingénieurs dans les questions de travaux publics, quelques avocats dans les questions de législation, les membres de nos assemblées administratives sont le plus fréquemment contraints d'accepter, les yeux fermés, les décisions de commissions irresponsables, nommées en dehors du conseil et souvent sans son intervention. Aussi, chaque fois qu'il s'agit de remplacer un de nos mandataires, se croit-on moralement obligé de choisir son successeur dans le même ordre de professions, afin de ne pas diminuer la part des connaissances spéciales que le membre sortant représentait dans l'assemblée. Ainsi, l'avènement du système anglo-saxon dans l'administration de nos affaires communales serait tout simplement la reconnaissance d'un fait qui s'y est déjà tacitement introduit par la force des choses.

VI

Qu'on s'arrête à l'idée d'un conseil unique ou de plusieurs commissions spéciales, on voit qu'il ne faudrait pas de bien grandes innovations pour introduire dans l'administration de notre métropole les rouages d'une fédération solide et féconde. Si nos divers centres communaux pouvaient s'entendre pour constituer, dans les limites de la loi communale, à titre purement consultatif et provisoire, l'organisation centrale dont nous avons montré l'utilité, ce premier essai de fédération spontanée n'obtiendrait-il pas bientôt une sanction légale qui serait, pour ainsi dire, une simple consécration des faits accomplis? C'est à ce point de vue que la con-

Digitized by Google

vocation mensuelle de nos bourgmestres, pour traiter des affaires métropolitaines, nous a paru un événement de haute portée. Sans doute, M. Anspach n'a pas été aussi loin dans ses explications, ni même peut-être dans ses prévisions. Mais nous croyons que sa démarche n'aurait pas raison d'être, si elle ne représentait un acheminement vers l'établissement d'une véritable fédération entre Bruxelles et les communes de la banlieue.

Gardons-nous de l'oublier : des conférences de bourgmestres, voire de délégués communaux, peuvent avoir une certaine influence morale et conduire à des résultats importants, comme M. Rogier le constatait déjà en 1854, quand il combattait à la Chambre le projet de réunion. Mais elles n'en restent pas moins des réunions extra-légales et purement officieuses. Tant qu'elles n'auront pas été reconnues et organisées par la loi, il suffira d'un seul récalcitrant — et le cas, paraît-il, s'est déjà présenté dans la réunion du mois dernier — pour entraver l'exécution combinée de toute mesure générale. Une pareille organisation ressemble trop à ces confédérations rudimentaires des États en voie de formation, où la quasi-unanimité des tribus ne peut prévaloir contre le *veto* d'une seule. Mais l'histoire nous enseigne que, parvenues à cette période transitoire de leur évolution sociale, les communautés vraiment conscientes de leurs intérêts et de leurs devoirs ne tardent pas à achever leur mouvement de concentration par l'établissement du système fédératif ou unitaire. Espérons qu'un phénomène analogue viendra bientôt transformer en un organisme plein de séve et d'harmonie les éléments aujourd'hui juxtaposés, mais non coordonnés, de notre agglomération métropolitaine.

En résumé, nous avons reconnu les inconvénients croissants de l'indépendance réciproque où vivent encore les différentes communes de l'agglomération bruxelloise. Nous avons ajouté que l'incorporation des faubourgs, grosse des conséquences les plus nuisibles, était, d'ailleurs, complétement irréalisable en présence des garanties réclamées par

Digitized by Google

l'autorité supérieure aux dépens de nos libertés communales. Pour sortir de cette impasse, nous avons établi une distinction entre les intérêts communs à toute notre métropole et les intérêts particuliers à chacun de ses différents centres. Nous avons ensuite montré que les premiers pouvaient passer entre les mains d'une administration nouvelle, embrassant l'ensemble de l'agglomération, les seconds, rester aux administrations locales de nos communes actuelles. Enfin, nous avons exposé que cette administration centrale pouvait consister, soit dans un grand conseil choisi par nos diverses communes proportionnellement à leur importance respective, soit dans une série de commissions spéciales, chargées l'une de la police, une autre de l'instruction et la troisième des travaux métropolitains.

Il s'en faut que cette étude prétende dire le dernier mot dans une des questions les plus considérables et les plus complexes de notre droit administratif. Au moment où le premier magistrat de la capitale vient peut-être de provoquer un pas décisif vers une solution depuis longtemps conforme à nos convictions personnelles, nous avons simplement voulu attirer l'attention du public sur certaines faces, peu étudiées jusqu'ici, d'un problème intimement lié à l'importance et à la prospérité de notre agglomération. Le pays entier est intéressé à la bonne administration de sa métropole, non seulement parce que la capitale est le siége matériel du gouvernement, mais encore parce que, même dans les États les moins centralisés, elle réagit toujours sur le développement intellectuel et social de la nation.

GOBLET D'ALVIELLA.

Digitized by Google

L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE & L'UNITÉ DE L'ITALIE[1]

LES PÉRIPÉTIES DE L'ALLIANCE FRANCO-ITALIENNE

Le livre publié par le général La Marmora[2] jette un jour nouveau sur l'alliance italo-prussienne et il nous montre comment Cavour profita des circonstances pour la préparer. Après Villafranca, le comte de Cavour ne pouvait plus compter sur l'alliance française. Il savait que la politique traditionnelle de la France était hostile à la formation de grands États au delà du Rhin comme au delà des Alpes. M. Thiers, l'éloquent orateur de l'opposition, n'avait-il pas dit que la France, pour conserver la prépondérance en Europe, était intéressée à maintenir la diète germanique en Allemagne, à protéger le pape à Rome et à sauvegarder l'indépendance des petits États en Italie? Dans le système préconisé par l'historien français, les petites nationalités ne devaient être que des satellites dont on ne respectait l'autonomie que pour autant qu'elles consentaient à se mouvoir dans l'orbite français. En France, on combattait surtout la domination autrichienne en Lombardie, pour y substituer l'influence française; on voulait bien favoriser l'indépendance italienne, mais on était hostile à l'unité de l'Italie.

Le comte de Cavour n'avait consenti à céder Nice que pour conserver la bienveillance de Napoléon III. « Il existe, en France, disait-il dans son discours sur la cession de Nice,

[1] V. la *Revue* du 15 mai.

[2] *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de 1866,* par le général Alphonse La Marmora.

Digitized by Google

des partis nombreux et puissants qui nous sont ouvertement hostiles. Si, dans les masses, l'Italie est aimée, dans les classes plus élevées, elle n'est que trop souvent l'objet de sentiments tout autres. Je pourrais citer à l'appui de ce que j'avance plusieurs organes de la presse française, qui représentent des partis influents; mais il suffira du témoignage de ceux des membres de cette assemblée qui, dans ces dernières années, ont visité ou habité la France. Quiconque d'entre eux est resté à Paris pendant quelques semaines, a été certainement frappé du nombre, de l'autorité des ennemis de l'Italie et de la véhémence qu'ils montrent. Et ces ennemis déclarés, nous ne les comptons pas seulement dans le vieux parti qui conserve un culte spécial à la légitimité, nous les rencontrons dans d'autres régions politiques; il n'est pas besoin d'avoir longtemps observé la société de Paris pour être obligé d'affirmer, et avec tristesse, que, parmi les plus anciens et les plus illustres chefs du libéralisme, parmi ceux que nous étions habitués, dans notre jeunesse, à vénérer comme les pontifes de la science et de la philosophie, et encore parmi les historiens des fastes de la grande révolution, et jusque chez les apologistes des drames de 1793, il se rencontre des hommes qui se sont faits cléricaux et papistes, tant l'idée qu'ils se font de nous est fausse, tant ils ont d'aversion pour la cause italienne. Ce fait déplorable s'explique par l'état des partis en France. Je n'ai pas à vous entretenir des légitimistes et des ultramontains. Qu'ils soient contraires à notre indépendance, au remplacement de gouvernements absolus par un régime libre, au pacte scellé entre des populations longtemps courbées sous le despotisme et un roi qui est un modèle de droiture et de loyauté, cela ne peut surprendre personne. Il y a l'orléanisme. Ici encore, à quelques nobles exceptions près, nous trouvons les mêmes antipathies, les mêmes hostilités... Il n'en est pas de même de l'ancien parti républicain, plus sympathique à l'Italie qu'il l'était autrefois... N'est-il pas évident que ces dispositions favorables seraient demeurées stériles, s'il ne se fût heureusement trouvé à la tête de cette nation une intelligence supé-

Digitized by Google

rieure, hautement sympathique à l'Italie, qui a compris combien nos intérêts s'accordent admirablement avec ceux de la France? C'est à cette circonstance, je le dis nettement et sans craindre qu'aucun Français, ami ou ennemi du gouvernement impérial, me contredise, c'est à cette circonstance que nous devons d'avoir vu la France à notre côté; autrement, nous n'aurions eu qu'une simple alliance diplomatique, inspirée par une amitié d'un platonisme pur[1]. »

Il est évident que, sans l'influence personnelle de l'empereur, l'indépendance de l'Italie ne se serait pas réalisée de si tôt; car il a fait la campagne de Lombardie en 1859, malgré l'opposition sourde des anciens partis, et, comme nous le démontrerons, il a favorisé, en 1866, l'alliance prussienne pour affranchir Venise.

L'alliance de l'Italie et de la Prusse a été dictée par la situation faite à ces deux peuples par l'Autriche. L'intérêt politique et national a été le mobile de cette union. Les deux États avaient été arrêtés dans leur développement national aussi bien que dans leur prospérité matérielle; mais l'Italie, vaincue à Novare, s'était relevée par les libres institutions en Piémont, tandis que la Prusse avait été humiliée moralement et diplomatiquement au parlement de Francfort comme au parlement d'Erfurth et aux conférences d'Olmutz. Si la Prusse a hésité, en 1848, à reprendre en Allemagne le premier rang, il faut l'attribuer à l'influence de Frédéric-Guillaume IV. Le roi honnête mais faible ne savait quel parti prendre entre les aspirations nationales et le droit divin des princes. Il ne voulut pas devoir à la révolution la couronne impériale qui lui était offerte à Francfort, et il ne croyait pas avoir le droit d'exclure l'Autriche de la confédération allemande.

La mort de Frédéric-Guillaume IV ouvrit un nouvel horizon à l'Allemagne et à l'Italie. La mission de réconcilier la Prusse avec le parti national allemand incombait à son successeur. Le nouveau roi s'efforça avant tout de relever le

[1] Séance de la Chambre des députés, du 26 mai 1860.

Digitized by Google

prestige de la maison de Hohenzollern en Allemagne. Pour atteindre ce but, il devait s'appuyer sur le parti national et adopter, à Berlin, la même politique que le Piémont avait fait prévaloir en Italie. La diète germanique avait perdu les sympathies de l'Allemagne. On ne pouvait songer à en changer l'organisation sans provoquer une crise, et le cabinet, dirigé par le baron de Schleinitz, n'avait ni l'audace ni l'initiative nécessaires pour tenter une si grande entreprise.

Il n'en était pas de même en Italie Le parti national y dominait la situation. Le comte de Cavour connaissait les aspirations de l'Allemagne, et il ne manquait pas une occasion pour jeter les bases d'une entente avec la Prusse, dans le but d'affranchir l'Italie à Venise et de compléter son unité à Rome. Il exposa, dans une dépêche du 29 octobre 1860, l'importance qu'il attachait, non seulement à raffermir les bonnes relations avec le cabinet de Berlin, mais à obtenir son approbation de la politique du Piémont en Italie. Le comte de Cavour comprit qu'un changement de règne en Prusse pouvait réaliser les espérances nationales de deux peuples et de deux gouvernements qui avaient les mêmes intérêts à faire prévaloir, le même droit à invoquer et le même ennemi à vaincre en Italie et en Allemagne. A cet effet, il envoya le général La Marmora à Berlin pour complimenter le nouveau roi, et il le chargea en même temps d'une mission confidentielle pour expliquer au cabinet prussien la politique du gouvernement italien. Ancien chef de l'expédition italienne en Crimée, ministre influent dans les différents cabinets de 1849 à 1859, La Marmora occupait en Italie le premier rang dans l'armée, et il avait été mêlé, comme général et comme ministre, à tous les grands événements qui avaient transformé la Péninsule. Aucun homme n'était mieux fait pour captiver tout à la fois les sympathies du roi et de l'armée prussienne. La Marmora appartenait, par sa famille, au grand parti conservateur piémontais. Attaché à la maison de Savoie, par tradition, il était non seulement conservateur et catholique, mais il était national et voué avant tout à l'affranchissement de l'Italie. Dans la

Digitized by Google

lettre du 16 janvier 1861, qui lui annonçait sa nomination à ce poste de confiance, le comte de Cavour disait :

« S. M. le Roi a daigné nommer Votre Excellence ambassadeur extraordinaire pour complimenter S. M. prussienne à l'occasion de son avénement au trône.

« En confiant cette mission à une personne aussi éminente par les services rendus au pays et par les hautes charges qu'elle occupe dans l'État, S. M. a voulu donner à la cour de Berlin un témoignage du prix qu'elle attache aux relations d'amitié existant heureusement entre les deux pays, et de son désir de les voir se consolider et se resserrer. Bien que cette mission soit toute de courtoisie à l'égard de la personne du nouveau souverain de Prusse, il pourra néanmoins se présenter à Votre Excellence des occasions de mieux faire connaître les intentions du gouvernement du Roi et la ligne politique qu'il se propose de suivre dans les circonstances actuelles. Au sujet des questions générales qui se rapportent à notre direction politique et aux conditions actuelles de la Péninsule, Votre Excellence fera comprendre, en premier lieu, que l'*Italie unifiée a un intérêt réel et permanent à établir des relations intimes avec la Prusse, à laquelle est réservé un rôle si important dans la constitution future de l'Allemagne.* Cet intérêt deviendra évident, si l'on considère que les deux gouvernements tirent leur force et leur autorité du principe des nationalités et de l'observation loyale des institutions libérales, et que l'un comme l'autre sont aux prises avec les mêmes difficultés pour conserver intacte l'indépendance commune, quel que soit le côté d'où surgissent les dangers et les complications[1]. »

Le cabinet de Turin ne s'était pas trompé dans ses prévisions. L'instinct des deux peuples rapprochait les deux cours. M. de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, à Berlin, ne comprenait pas le parti qu'il pouvait tirer de la situation. Il cherchait à éviter les difficultés plutôt qu'à les

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de 1866*, page 3.

Digitized by Google

surmonter. Le présent le préoccupait plus que l'avenir. Toute mesure qui pouvait créer des embarras au nouveau roi était éludée. Le baron de Schleinitz se souvenait bien des humiliations subies par la Prusse à Erfurth et à Olmutz, mais il craignait de se compromettre à Vienne en acceptant trop facilement les faits accomplis par l'initiative du cabinet de Turin dans l'Italie méridionale. L'accueil fait à Berlin à l'envoyé extraordinaire de Victor Emmanuel fut néanmoins plein de bienveillance et de sympathie.

Le général La Marmora rend compte de ses impressions dans une longue dépêche au comte de Cavour, en disant : « J'ai pu m'apercevoir aussitôt que le titre d'ambassadeur qu'on m'avait donné, tout en flattant le Roi qui comprenait l'intention qu'avait eue mon souverain en me le conférant, gênait d'autant plus que depuis le temps de Frédéric le Grand, à ce qui en a été dit, aucun ambassadeur n'avait jamais été envoyé à Berlin. J'ai fait sentir immédiatement à ces messieurs, par l'intermédiaire de M. de Launay, que je ne tenais point à l'accomplissement du cérémonial que comporte ce titre, et que je désirais sur toute chose que ma qualité d'ambassadeur ne fût pour eux l'occasion d'aucun embarras. J'ai cru faire d'autant mieux que nos relations diplomatiques étant interrompues avec plusieurs gouvernements, notre prestige n'avait rien à gagner à ce que le corps diplomatique fût mis dans le cas de nous faire une réception officielle. Ma facilité à cet égard a produit sur le ministre la meilleure impression, et il s'en est montré fort satisfait. On m'en donna le témoignage par des marques de distinction toutes particulières. C'est ainsi que l'on mit à ma disposition, pour tout le temps que je resterais à Berlin, une voiture de la cour et deux valets de pied qui se tinrent à mes ordres à l'hôtel. Je ne profitai de la voiture que pour me rendre chez le Roi et chez les princes de la famille royale. Dès le lendemain de mon arrivée, je fus reçu par le Roi et la Reine, qui m'accueillirent avec beaucoup de bonté et de cordialité. Dans les jours suivants, je fis visite à tous les Princes et Princesses de la famille royale, qui est nombreuse ;

Digitized by Google

je trouvai partout l'accueil le plus parfait. Je fus invité trois fois à dîner chez le Roi, et une fois chez le Prince royal, toujours avec les trois officiers de ma suite; on me traita avec la plus grande distinction, me faisait entrer dans la chambre du Roi avec les Princes avant le dîner, de même que le Roi me fit mettre constamment à sa droite à table, comme je fus également à la droite de la Princesse au dîner du Prince royal, et cela malgré la présence de... J'ai cru que ces détails devaient trouver place dans ce rapport, parce qu'ils peuvent donner une *idée plus précise de l'empressement qu'a mis le gouvernement prussien à correspondre* aux vues bienveillantes du nôtre. »

Dans la conférence du général La Marmora avec le baron de Schleinitz, il s'efforça de rassurer la Prusse sur les événements accomplis dans les Marches, dans l'Ombrie ainsi que dans le royaume de Naples. Le cabinet de Turin, disait le général, pour ne pas laisser un libre cours à la révolution et ne pas être menacé lui-même, a dû prendre des mesures et s'efforcer de diriger le mouvement national. Il n'était donné à personne d'arrêter le torrent, tandis qu'on pouvait (et il y avait un grand mérite à le faire) le diriger et le contenir.

« La Prusse, ai-je ajouté, conserve encore, je ne dirai pas de l'animosité, mais une *méfiance profonde contre la France, parce qu'elle a été humiliée pendant huit années, il y a de cela cinquante ans. Comment la Prusse pouvait-elle reprocher à l'Italie de secouer un joug d'injustice et d'humiliation qui pèse sur elle depuis huit siècles?* »

Le général La Marmora chercha à rassurer le ministre prussien sur la proclamation du royaume d'Italie. Il l'entretint de l'état de la Vénétie, en démontrant au ministre que le quadrilatère n'est nullement nécessaire à la défense de l'Allemagne, dont la frontière naturelle est marquée par les Alpes qui la séparent de l'Italie. Cette frontière ne forme-t-elle pas une limite géographique entre les deux pays, comme la langue allemande et la langue italienne établissent une frontière ethnographique? Le baron de Schleinitz accueillit fort bien ces ouvertures en répondant :

Digitized by Google

« Nous avons toujours eu la plus grande sympathie pour le Piémont, et nous suivons avec le plus grand intérêt toutes les phases de sa politique, parce qu'il y a une analogie frappante entre *la situation du Piémont en Italie et celle de la Prusse en Allemagne*. Quant à la Vénétie, nous savons aussi combien elle est malheureuse et que l'état actuel des choses ne saurait durer; et si l'Autriche se dispose tôt ou tard à en venir à un arrangement, nous n'y mettrons aucun obstacle. »

« Comment en finirez-vous avec Rome? » demanda encore M. de Schleinitz. Je répondis que le comte de Cavour n'avait pas perdu l'espérance de voir se résoudre avec le temps cette grave question; qu'ainsi qu'il l'avait dit à la Chambre, il croyait possible que le pape restât à Rome avec le roi d'Italie; qu'en tout cas, il ne pensait pas que le chef du catholicisme pût abandonner Rome. »

Dès cette époque, la situation était tendue entre la Prusse et la France. « J'ai pu constater, écrivait le général La Marmora, que *les tiraillements entre la France et la Prusse* continuent toujours, et ont même augmenté depuis quelque temps. Le ministre de France s'est plaint surtout devant moi des discours belliqueux que le Roi prononce à chaque instant, et à propos de rien. *Il croit qu'en cas de guerre entre les deux pays, la Prusse serait hors d'état de résister; mais je pense, pour mon compte, qu'il y aurait assez à dire sur les résultats d'une telle éventualité.* » On prévoyait donc dès lors en France la guerre avec la Prusse, et, au lieu de chercher à l'éviter, on faisait tout ce qui était possible pour la provoquer, parce qu'on était convaincu à Paris qu'on en finirait vite avec l'armée prussienne. L'empereur, il est vrai, n'était pas de cet avis, mais on n'avait que du mépris pour l'organisation de l'armée prussienne qui, à en croire les hommes compétents, n'aurait pas résisté à une première attaque.

L'homme extraordinaire qui a pris, depuis lors, en main les destinées de la Prusse n'exerçait encore aucune influence. La politique du cabinet de Berlin n'était connue que par ses hésitations. Le souvenir d'Iéna pesait sur la dynastie de

Digitized by Google

Hohenzollern, et elle avait perdu son prestige en Allemagne, à Erfurth et à Olmutz. Nous avons rappelé précédemment les humiliations infligées au cabinet de Berlin par le prince de Swartzenberg et par la diète germanique aussi bien que par les rois de Hanovre et de Saxe. La France était, à cette époque, à l'apogée de sa gloire. Napoléon III lui avait donné une influence prépondérante en Europe. On la craignait plus qu'on ne l'estimait. L'Angleterre se méfiait de son allié depuis l'annexion de Nice et de la Savoie. La Prusse redoutait déjà les aspirations vers les frontières naturelles offertes à Napoléon Ier, en 1814. L'empereur des Français exprimait, chaque fois qu'il en avait l'occasion, son dédain pour les traités de 1815, qui étaient restés la base de l'équilibre européen. La Belgique et la Suisse, dont la neutralité pouvait être compromise et les libertés menacées, étaient effrayées. L'Europe entière était inquiète, et les rois n'étaient pas plus rassurés que les peuples sur l'avenir qui les menaçait et sur les projets de Napoléon. L'annexion de la Savoie et de Nice avait troublé toutes les relations internationales. La Savoie avait des sympathies pour la Suisse, tandis que Nice était la patrie de Garibaldi, le soldat légendaire qui avait conquis le royaume de Naples, et qui, après Cavour, avait pris avec Mazzini la plus grande part à la régénération de l'Italie. Si Napoléon n'avait pas commis la faute d'annexer ces deux provinces, la France aurait conservé l'alliance intime de l'Angleterre et les sympathies des États neutres; mais l'empereur, en protestant contre les traités de 1815 et en y portant atteinte par ces annexions, s'aliéna les peuples, qui craignaient de perdre leur nationalité, et les rois, qui tremblaient pour leurs trônes. L'Italie avait payé par l'abandon de deux provinces sa dette de reconnaissance envers la France, et la Belgique et la Suisse craignaient de subir le sort de Nice et de la Savoie. Quant à la Prusse, elle n'avait pas oublié l'invasion du premier empire, et elle se préparait par des armements sérieux à défendre son honneur et celui de l'Allemagne.

La Prusse avait, dès cette époque, le plus grand intérêt à

Digitized by Google

se ménager des alliances. Le cabinet de Berlin en était convaincu, et il recevait avec beaucoup de bienveillance toutes les avances du comte de Cavour. Un envoyé militaire prussien avait pu constater en Italie la situation du pays. Pendant son voyage, écrit La Marmora, « il a changé de manière de voir à notre égard, et dit que la Prusse laisse échapper, chaque fois qu'elle se présente, l'occasion de modifier sa configuration territoriale, qui est des plus absurdes, sans avoir jamais le courage de rien entreprendre[1]. »

On peut faire remonter à la mission du général La Marmora, en 1861, sinon l'origine de l'alliance italo-prussienne, au moins le rapprochement entre les deux cours et les bonnes relations entre les deux peuples. Le comte de Cavour avait préparé le terrain par sa dépêche du 24 octobre 1860, en disant que la Prusse représentait en Allemagne le principe d'unité qu'il cherchait à faire prévaloir en Italie.

L'avénement du roi Guillaume semblait devoir donner satisfaction aux aspirations nationales de l'Allemagne. L'exemple de l'Italie, les succès de la politique à la fois hardie et prudente du comte de Cavour, avaient sans doute exercé une heureuse influence sur le cabinet de Berlin. Les tendances unitaires se manifestaient avec éclat au delà du Rhin. Les Allemands avaient intérêt à se grouper autour de la Prusse, mais les rois et les princes qui avaient trahi Frédéric-Guillaume IV à Erfurth comme à Olmutz, voulaient maintenir la diète germanique pour être indépendants de leurs peuples et du grand parti national allemand.

Le général La Marmora constate, dans ses dépêches, la grande valeur de l'armée prussienne dont, à l'en croire, le ministre de France, M. Benedetti, « faisait si bon marché ». Cette appréciation favorable du général italien était encore contestée en Prusse même. « C'est pourquoi, remarque celui-ci, je suis intimement convaincu, qu'en 1866, sans notre alliance, jamais la Prusse n'aurait osé attaquer l'Autriche. »

[1] *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de 1866*, page 18.

Digitized by Google

On peut dire que l'alliance entre l'Italie et la Prusse était faite dès 1861; il n'y avait que les signatures à mettre pour la ratifier. L'instinct national et l'intérêt de la conservation mutuelle avaient devancé la plume des diplomates.

« M. de Vincke dira demain, au Parlement, écrivait le général, *que non-seulement la Prusse et l'Allemagne ne doivent pas se battre contre l'union des Italiens, mais, qu'au contraire, nous, la Prusse et l'Allemagne, devrions souhaiter l'union de l'Italie et la favoriser, parce que l'Italie sera notre alliée naturelle contre toutes les puissances qui souhaiteraient que l'Allemagne ne suive pas l'exemple de l'Italie.* Je gagnerai mon pari que, dans un an, les Hohenzollern seront à la tête de l'Allemagne, Guillaume Ier, empereur d'Allemagne[1]. »

L'auteur de cette lettre se trompait de date, mais ses prévisions ne tardèrent pas à se réaliser. Le terrain était préparé au Parlement par la discussion de l'adresse. On redoutait, dès cette époque, en Allemagne, une guerre avec la France. La Prusse n'ignorait pas que le cabinet des Tuileries, réalisant au Midi l'idée napoléonienne par l'annexion de la Savoie, ne tarderait pas à susciter une nouvelle guerre pour compléter le programme napoléonien sur le Rhin aux dépens de la Belgique et de l'Allemagne.

La mission du général La Marmora avait aplani les difficultés qui subsistaient entre la Prusse et l'Italie. On suivait avec attention à Berlin les obstacles suscités à l'unité italienne par la politique indécise de la France.

M. de Vincke avait compris la situation, car il disait dans la séance du 6 février 1861 :

« Indépendamment de la cession de la Lombardie, l'Italie a lieu, de Villafranca à Gaëte, d'être mécontente de la France; la pression exercée par celle-ci accroît chez les Italiens le désir de l'émancipation, et ils saisiront la première occasion de secouer le joug. *Il nous faut hâter ce moment par notre attitude, et surtout nous bien garder de prendre une position hostile vis-à-vis de l'Italie.* »

[1] Lettre confidentielle du 5 février 1861. *Un peu plus de lumière sur les événements de 1866.*

Digitized by Google

Il ajoutait que la Vénétie n'était plus nécessaire à la défense de l'Allemagne comme il l'avait cru autrefois. M. de Vincke était convaincu que l'unité de l'Italie devait conduire naturellement à l'unité de l'Allemagne. La France, affirmait-il, a été sous tous les régimes hostile à une Italie fortement constituée. Ce débat, qui précéda l'adoption de l'amendement Vincke, eut un grand retentissement. « Il semble, écrit le *Times,* que le roi actuel veuille aller en sens contraire de son prédécesseur et prouver absolument à l'Europe que la Prusse est une grande puissance, et qu'elle a un prince capable de diriger sa force. »

Après l'adoption de l'amendement Vincke en faveur de l'Italie, M. de Stavenhagen proposa, dans la séance du 7 février, un amendement invitant la Prusse à se mettre à la tête du mouvement unitaire de l'Allemagne. Le résumé des débats montre qu'on était d'accord sur le fonds et qu'on ne différait que sur la forme.

M. Stavenhagen rappelant les paroles prononcées la veille sur l'Autriche, le ministre des affaires étrangères a exprimé l'espoir qu'avec l'établissement d'institutions libérales en Autriche, l'ancien antagonisme contre la Prusse disparaîtrait. Cette manière de voir est trop optimiste. L'*antagonisme ne disparaîtra que lorsque la situation de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne aura tout à fait changé.* Le gouvernement prussien paraît très disposé à croire quand il s'agit de l'Autriche. Mais pour croire que l'Autriche parviendra à faire sortir de la confusion des anciennes constitutions particulières qu'elle remet en vigueur un libéralisme véritable, il faut une foi plus profonde que celle qui ne fait que soulever les montagnes. Mon amendement désigne parfaitement ce qui répond aujourd'hui *aux vœux et aux besoins de l'Allemagne,* savoir que la Prusse forme *la tête unitaire de l'État fédéral allemand.* Nous sommes en présence des propositions de Wurtzbourg opposées à celles de la Prusse. Vis-à-vis de cette anarchie qui divise l'Allemagne, il n'y a d'autre moyen que de donner la direction politique et militaire à la Prusse. Y a-t-il quelqu'un ici qui pense que le commandement de

Digitized by Google

l'armée fédérale puisse être remis à des mains plus puissantes et plus fermes que celles du roi de Prusse? Le roi de Prusse est le protecteur de l'Allemagne, il se sent tel; il l'a dit, lorsqu'il a déclaré que sa première mission était de sauvegarder l'intégrité du territoire allemand. Messieurs, que ceux qui sont pour le Roi, la Prusse et l'Allemagne, votent pour mon amendement! »

L'amendement Stavenhagen, combattu par le gouvernement, fut rejeté après avoir donné lieu à une longue discussion. Le baron de Schleinitz n'était pas capable de diriger les grands événements que devait susciter non-seulement en Prusse, mais en Europe, la réalisation des aspirations nationales de l'Allemagne et de l'indépendance de l'Italie depuis la Méditerranée jusqu'à l'Adriatique.

La mission du général La Marmora et les débats du Parlement, à Berlin, firent comprendre à l'Allemagne comme à l'Italie qu'un but commun devait unir les deux peuples. On n'attendait qu'un événement favorable pour réaliser les aspirations nationales qui devaient cimenter l'alliance entre les deux gouvernements.

Un malheur imprévu sembla tout mettre en question. Le grand ministre, qui avait entamé les négociations, mourut subitement à Turin, le 6 juin 1861. La mort du comte de Cavour fut une épreuve terrible pour la Péninsule et une grande perte pour le roi Victor-Emmanuel. Il avait acquis, par les services rendus à son pays, non seulement une grande autorité sur tous les partis en Italie, mais il exerçait encore un grand prestige sur les cabinets européens. Cavour, dévoué jusqu'à l'abnégation à la régénération de son pays, succombait au milieu des grandes complications qui divisaient l'Italie. La discussion qu'il avait eue, avec Garibaldi, lors de la cession de Nice, avait contribué à ébranler sa vigoureuse constitution. Il s'était contenu dans l'intérêt de l'Italie. Patriote et citoyen, il respecta la grande douleur de Garibaldi et il surmonta, dans ce mémorable débat, toute considération personnelle pour ne songer qu'à la patrie. La mort de ce grand citoyen fut un deuil national. Tout le monde

Digitized by Google

était consterné, chacun se sentait frappé par ce coup imprévu; mais l'Italie était faite, les difficultés étaient vaincues à l'intérieur par l'habileté du ministre, comme elles avaient été aplanies à l'extérieur par la sagacité du diplomate. Cavour avait pris en main la cause de l'Italie, au moment où elle était abandonnée par Pie IX et livrée à l'Autriche. Il sut conserver à Turin l'ordre et la liberté, dominer l'anarchie à l'intérieur, faire accepter la monarchie constitutionnelle avec la maison de Savoie, qui devint le symbole de l'unité nationale, relever l'influence italienne en Europe par son intervention en Crimée, conclure l'alliance française en 1859, tout en préparant l'alliance prussienne en 1861, qui devait affranchir l'Italie sur l'Adriatique en 1866, et la rendre complétement indépendante à Rome. La plupart des réformes, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique et social, sont dues à son initiative. Il occupa successivement tous les ministères, et plus d'une fois il fut chargé en même temps de la direction de trois départements ministériels[1].

Aucune branche de l'administration n'était étrangère à ce grand organisateur. On se demande dans laquelle il brilla avec le plus d'éclat. Dans les congrès européens, comme dans les discussions du Parlement, il traitait les affaires avec la même élévation, dédaignant les préoccupations personnelles pour ne songer qu'aux grands intérêts de la patrie. Cavour rassembla autour du Piémont les forces vives de l'Italie. Il les attira à Turin, afin de les discipliner et de les organiser pour les conduire à Rome, qu'il proclamait dès lors la future capitale de la monarchie. L'Europe se demandait déjà si le pays était assez fortement organisé pour résister à une pareille catastrophe. La mort de ce grand citoyen fit taire

[1] Le percement du mont Cénis montre qu'aucune question n'était étrangère à son génie. La science doutait du succès de l'entreprise; l'Institut de France était incrédule sur la possibilité d'une œuvre sans précédent. Quant à lui, il ne doutait pas, et il parvint à faire partager ses convictions au Parlement. En décrétant ce grand travail, qui dépassait de beaucoup les ressources du petit Piémont, il songeait à la grande Italie et il voulait que le rail devînt le trait d'union entre la Péninsule et l'Europe.

Digitized by Google

toutes les divisions intérieures en Italie. Mais les ennemis de l'unité italienne comptaient sur les prétentions locales des États qui avaient perdu leur autonomie. Ils se trompaient sur la situation de la Péninsule, car toutes les rivalités personnelles s'effacèrent et le sentiment du devoir, si puissant chez Cavour, devint le mot d'ordre de tous les Italiens.

Le comte de Cavour avait trouvé dans l'alliance française le premier appui pour aider l'Italie à s'affranchir de la domination autrichienne. Cette alliance, refroidie par la paix de Villafranca, était compromise à Castelfidardo, par la victoire de l'armée italienne sur les zouaves pontificaux commandées par le général Lamoricière. Cavour n'ignorait pas que la France voulait conserver Rome, tout autant pour avoir un prétexte d'intervenir en Italie que pour sauvegarder l'indépendance de l'Église.

L'Italie ne pouvait aller à Rome, malgré la France, et elle ne pouvait pas renoncer à prendre possession de sa capitale sans manquer à tous les engagements pris à Turin. Une alliance avec la Prusse avait paru au grand ministre italien le meilleur moyen d'affranchir Venise et d'aller à Rome. La Prusse, avait-il dit quelque temps avant que la mort vint le surprendre, m'aidera à compléter mon œuvre, quand elle comprendra sa mission nationale en Allemagne, comme le Piémont l'a comprise en Italie.

La mission du général La Marmora, en 1861, avait contribué à rétablir entre ces deux États ces bonnes relations que l'on peut regarder comme l'origine de l'alliance conclue en 1866. Tous les faits constatent l'entente qui a existé dès lors entre les gouvernements et les deux peuples. Depuis lors, il y eut encore des tiraillements, mais il n'y eut plus d'antipathie nationale entre l'Allemagne et l'Italie.

En effet, on lit dans une note du 9 juillet 1862, adressée par le général Durando, ministre des affaires étrangères, au comte de Launay, ministre d'Italie à Berlin : « M. le comte Brassier de Saint-Simon est venu me donner communication d'une dépêche datée du 4 courant, par laquelle le comte Bernstorf nous fait connaître les nouvelles dispositions du

Digitized by Google

gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse, au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie. Cette communication, que l'*attitude sympathique du gouvernement prussien,* ainsi que votre correspondance nous avaient fait pressentir, nous cause une vive satisfaction, car elle témoigne que les *intentions du gouvernement du roi sont dignement appréciées par le cabinet de Berlin*[1]. »

Dans cette note, le général Durando maintient tout le programme du comte de Cavour, en ce qui concerne Rome et Venise; mais il affirme en même temps que l'Italie est assez forte pour se défendre contre tout mouvement révolutionnaire.

Le baron Ricasoli succéda au comte de Cavour. La situation était difficile, mais aucun homme n'était plus capable que lui de la surmonter et de maintenir, dans ces circonstances difficiles, l'ordre et la liberté. Le baron Ricasoli avait propagé l'idée unitaire en Toscane, où son influence et son prestige avaient rallié à la maison de Savoie les derniers partisans du grand-duc[2].

Ricasoli redoutait le concours de la France, parce qu'il la savait hostile à l'unité. Il préférait une alliance avec la Prusse, sympathique à l'Italie unitaire et ennemie de l'Autriche en Allemagne, à un protectorat de la France occupant Rome, où elle tenait l'Italie en tutelle. Il n'oubliait pas que la papauté avait toujours été hostile à l'Italie et il était peut-être plus que tout autre homme d'État favorable à la suppression du pouvoir temporel du pape. L'austère ministre toscan représentait au pouvoir les traditions municipales du moyen âge. Il était constitutionnel par raison, mais il se

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de 1866.*

[2] Le gouvernement toscan s'était fait remarquer, en Italie et même en Europe, par une extrême tolérance. Il est incontestable que, si le grand-duc de Toscane s'était uni à Charles-Albert et à Victor-Emmanuel, il aurait pu faire de Florence le centre du parti fédéraliste; mais à Novare comme à Solferino, les princes toscans étaient avec l'Autriche. Leur sort était donc lié à celui du chef de leur maison qui les entraîna dans sa défaite. En ralliant la Toscane à l'idée unitaire, le baron Ricasoli avait fait adopter à Florence la monarchie constitutionnelle de la maison de Savoie.

Digitized by Google

rattachait par ses souvenirs de famille aux traditions de l'ancienne république florentine.

Dans ces circonstances difficiles, le baron Ricasoli n'eut pas la souplesse nécessaire à la direction des affaires étrangères. Son esprit était aussi élevé que son caractère était ferme. Les transactions ne convenaient pas à ce tempérament d'acier. Il allait droit à son but, poussé par des principes dont il ne voulait jamais dévier. Le chef du gouvernement italien exerçait une influence immense à Florence. Il ne fascinait pas le peuple toscan, qui lui confia ses destinées: il le dominait par la grandeur morale. Ricasoli était trop indépendant pour être favorable à l'influence française, encore très puissante à cette époque. Il était en désaccord sur ce point avec le roi Victor-Emmanuel et avec la majorité du parti conservateur, qui voulaient maintenir des relations intimes avec la France. Le baron Ricasoli quitta le pouvoir sans regret, parce qu'il ne l'avait accepté que par dévouement et par patriotisme. Ce grand patriote avait rendu un service immense à l'Italie, en renonçant à ses idées particularistes pour populariser en Toscane la grande idée de l'unité, avec Rome pour capitale.

Le moment n'est pas venu de porter un jugement sur M. Rattazzi, qui prit le pouvoir après le baron Ricasoli. Quoi qu'il en soit, il est certain que le chef du centre gauche a joué un rôle important dans la politique italienne. Il n'avait ni la grandeur de Cavour, ni l'austérité de Ricasoli, mais il était doué d'une souplesse rare qui le rendait utile au roi dans les circonstances difficiles. Partisan convaincu de l'alliance française, il subissait l'influence de Napoléon III, tandis que Cavour imposait la sienne et abandonnait le pouvoir, plutôt que de transiger quand il s'agissait de l'avenir de l'Italie. M. Rattazzi était un orateur habile, un chef de parti doué de grandes ressources dans l'opposition, mais il n'avait pas l'esprit organisateur qui a permis à Cavour de s'occuper des intérêts matériels du Piémont et d'augmenter ainsi son influence dans la Péninsule, tout en relevant le prestige de l'Italie en Europe.

Digitized by Google

M. Rattazzi, qui avait maintenu de bons rapports avec la France après Villafranca, suivit la même politique après la retraite du baron Ricasoli. Le chef du centre gauche n'hésitait jamais quand il s'agissait d'être agréable au gouvernement français. Il alla même jusqu'à révoquer le préfet de Palerme, pour n'avoir pas protesté contre les manifestations hostiles à la France, dirigées par Garibaldi.

La situation était grave à cette époque dans les provinces méridionales et en Sicile. Le roi intervint par une proclamation dans laquelle il s'adressait directement aux Italiens en disant : « Au moment où l'Europe rend hommage à la sagesse de la nation et reconnaît ses droits, il est douloureux à mon cœur de voir des jeunes gens inexpérimentés et trompés, oubliant leurs devoirs et la gratitude due à nos meilleurs alliés, les Français, faire un signal de guerre du nom de Rome, *de ce nom vers lequel tendent les vœux et les efforts communs.* Tenez-vous en garde contre de coupables impatiences et d'imprudentes agitations. *Quand l'heure de l'accomplissement de notre grande œuvre aura sonné, la voix de votre roi se fera entendre parmi vous.* Tout appel qui n'est pas le sien est un appel à la révolte et à la guerre civile. La responsabilité et la rigueur des lois tomberont sur ceux qui n'écouteront pas mes paroles. Roi acclamé par la nation, je connais mes devoirs. Je saurai conserver dans son intégrité la dignité de la couronne et du parlement, afin d'avoir le droit de demander à l'Europe une entière justice pour l'Italie. » Garibaldi ne tint compte ni de cette proclamation, ni d'une lettre de son ancien lieutenant Medici, commandant des gardes nationales de Palerme, qui cherchait à le détourner d'attaquer Rome, tant qu'elle serait défendue par les Français. On se rappelle comment finit cette expédition dont l'Italie sut tirer si habilement parti.

La victoire d'Aspromonte ébranla la situation du cabinet Rattazzi, mais elle eut une importance immense, parce qu'elle raffermit la situation de l'Italie en Europe. L'armée italienne avait obéi à la loi, sans tenir compte du prestige de Garibaldi. L'ordre constitutionnel et monarchique l'emporta

Digitized by Google

sur les tendances anarchiques et la défaite de Garibaldi rassura l'Europe sur l'avenir de la nationalité italienne.

Le cabinet de Turin ne voulut pas qu'on se méprît sur la portée des événements, ni sur la situation de l'Italie. Dans une circulaire adressée aux agents diplomatiques italiens, le général Durando disait : « Tous les cabinets européens ne doivent pas se méprendre sur le sens véritable des événements. La loi l'a emporté, mais le mot d'ordre des volontaires a été cette fois, il faut le reconnaître, l'expression d'un besoin plus impérieux que jamais. La nation toute entière réclame sa capitale; elle n'a résisté à l'élan inconsidéré de Garibaldi que parce qu'elle est convaincue *que le gouvernement du roi saura remplir le mandat qu'il a reçu du parlement à l'égard de Rome.* Le problème a pu changer de face, mais l'urgence d'une solution n'a fait que devenir plus puissante. En présence des secousses de plus en plus graves qui se renouvellent dans la Péninsule, les puissances comprendront combien est irrésistible le mouvement qui entraîne la nation entière vers Rome. Elles comprendront que l'Italie vient de faire un suprême et dernier effort, en traitant en ennemi un homme qui avait cependant rendu de si éclatants services et soutenu un principe qui est dans la conscience de tous les Italiens; elles sentiront qu'en secondant sans hésitation le souverain dans la crise qu'ils viennent de traverser, les Italiens ont entendu réunir toutes leurs forces autour du représentant légitime de leurs droits, afin que justice entière leur soit rendue. Après cette victoire, remportée en quelque sorte sur elle-même, l'Italie n'a pas besoin de prouver que sa cause est celle de l'ordre européen; elle a assez montré à quels sacrifices elle sait se résoudre pour tenir ses engagements, et l'Europe sait notamment qu'elle tiendra ceux qu'elle a pris et qu'elle est prête à prendre, relativement à la liberté du saint Siége. Les puissances, dès lors, doivent nous aider à dissiper les préventions qui s'opposent encore à ce que l'Italie puisse trouver le repos et rassurer l'Europe. Les nations catholiques, la France surtout, qui a si constamment travaillé à la défense des intérêts de l'Église dans le monde,

Digitized by Google

reconnaîtront le danger de maintenir plus longtemps entre l'Italie et la papauté un antagonisme dont la seule cause réside dans le pouvoir temporel, et de lasser l'esprit de modération et de conciliation, dont les populations italiennes se sont montrées animées jusqu'ici. Un tel état de choses n'est plus tenable; il finirait par avoir, pour le gouvernement du roi, des conséquences extrêmes, dont la responsabilité ne saurait peser sur nous seuls, et qui compromettraient les intérêts religieux de la catholicité et la tranquillité de l'Europe. »

La circulaire du général Durando n'obtint pas à Paris le succès que M. Rattazzi était en droit d'espérer. M. Thouvenel, si sympathique à l'Italie, avait été remplacé au ministère des affaires étrangères par M. Drouyn de Lhuys, plus dévoué à Rome que bienveillant pour les Italiens.

Ce changement de cabinet avait modifié les impressions de la France à l'égard de l'Italie. M. Drouyn de Lhuys répondit au général Durando qu'il avait à se mettre d'accord avec le saint Siége, pour obtenir l'évacuation de Rome. Cette réponse fut considérée comme un refus déguisé. On écartait la question sans l'examiner, plutôt que de s'occuper de commun accord de sa solution. Les vœux des Italiens étaient sacrifiés gratuitement à la rancune des ultramontains, sans avantage pour l'empereur Napoléon. La France, en refusant son concours moral au gouvernement italien, perdait ainsi de plus en plus les bénéfices d'une alliance qui pouvait lui être d'un grand secours. Le moment eût été opportun pour rétablir avec le cabinet de Turin les négociations qui auraient aidé M. Rattazzi à dominer les tentatives du parti révolutionnaire et à raffermir le gouvernement du roi; mais le cabinet des Tuileries, au lieu de tenir compte de la victoire remportée sur Garibaldi, demandait à l'Italie de respecter le pouvoir temporel du pape dans le patrimoine de saint Pierre. Les rôles étaient changés. Autrefois, Napoléon III, par sa célèbre lettre à Edgar Ney, avait sollicité du pape des réformes pour les États romains, tandis que maintenant le cabinet des Tuileries mettait le gouvernement italien en

Digitized by Google

demeure de respecter le pouvoir temporel, qui avait éconduit Napoléon en disant : *Non possumus*.

Les hésitations de la France eurent des conséquences fatales pour son influence. Est-il étonnant que les débats des chambres prussiennes, quand ils étaient favorables à l'Italie, aient eu un grand retentissement de l'autre côté des Alpes? L'alliance avec la Prusse, prévue par la circulaire du général Durando, fut accueillie avec plus de sympathie à Berlin qu'à Paris, où l'on songeait bien plus à conserver les bons rapports avec Rome qu'à raffermir l'alliance avec Victor-Emmanuel.

Les relations entre la France et l'Italie étaient changées depuis la mort du comte de Cavour et la retraite de M. Thouvenel. Napoléon III, quoique toujours dévoué au fond aux Italiens, hésitait entre Pie IX et Victor-Emmanuel, dans la crainte de perdre l'appui du clergé français, qui le soutenait contre la coalition des partis monarchiques et socialistes. Les orléanistes étaient, avec M. Thiers, opposés à l'unité de l'Italie. Ils croyaient comme M. Dupanloup, que la papauté temporelle était indispensable à l'indépendance de l'Église et ils craignaient de la voir soumise à l'influence de l'Italie. Quant aux légitimistes et aux ultramontains, ils étaient, avant tout, hostiles à l'Italie, qui se régénérait par la liberté, et ils n'auraient pas demandé mieux que de maintenir à Rome la suprématie de l'Église sur l'État, qu'ils voulaient voir triompher en France après l'avoir imposée aux Italiens.

Napoléon III n'oubliait pas l'engagement qu'il avait pris d'affranchir la Péninsule depuis la Méditerranée jusqu'à l'Adriatique. Il voulait constituer l'Italie afin d'en faire un allié et un soutien qui pût l'aider à former l'union des races latines qu'il cherchait à opposer à la prépondérance des races germaniques et anglo-saxonnes. Tous les partis en France étant hostiles à la réalisation de ce programme, on comprend que Napoléon hésita à l'appliquer, car il aimait mieux transiger avec l'opinion que de chercher à la convaincre.

Il n'en était pas de même de l'homme providentiel qui devait changer de face le présent et l'avenir de l'Allemagne.

Digitized by Google

A Berlin, le comte de Bismarck avait succédé, en 1862, au baron de Schleinitz dans la direction du département des affaires étrangères. Jadis, au parlement de Francfort, il avait siégé à l'extrême droite, sur les bancs des féodaux avec les hobereaux prussiens. Il paraissait alors peu disposé à discuter les principes politiques et les questions historiques et philosophiques soulevées par les professeurs et les docteurs qui donnaient à cette assemblée bien plus le caractère d'un congrès de savants que d'une constituante. On raconte que le comte de Bismarck ne protesta pas quand le vicaire de l'empire, l'archiduc Jean, en parlant de l'intervention autrichienne en Italie, disait : « Renoncer à notre influence « sur l'Italie, ce serait commettre une trahison, non seule- « ment contre l'Autriche, mais envers toute l'Allemagne. » Depuis lors, le comte de Bismarck s'était fait remarquer autant par son antipathie contre l'Autriche que par son hostilité contre le parlementarisme prussien. Ce grand politique n'avait pas de parti pris d'avance. Il avait ressenti plus qu'aucun autre homme d'État allemand les humiliations infligées à la Prusse par le prince de Swartzenberg, depuis Erfurth jusqu'à Olmutz. Pendant le séjour qu'il avait fait à Saint-Pétersbourg et à Paris, comme chargé d'affaires du roi de Prusse, M. de Bismarck avait pu étudier à fond la situation politique de l'Europe. Il avait applaudi à l'alliance italo-française, en 1859, parce qu'il avait compris l'un des premiers en Allemagne, que l'Italie devait s'affranchir de l'Autriche pour que la Prusse pût la rejeter plus facilement hors de la confédération. Les hommes d'État prussiens voulaient bien diminuer l'influence de l'Autriche en Allemagne, mais ils ne songeaient ni à l'exclure de la diète germanique, ni à la combattre en Italie. M. de Radowitz, l'un des prédécesseurs du comte de Bismarck, n'avait-il pas dit qu'il fallait admettre comme un axiome qu'on défendît le Rhin sur le Mincio? M. de Bismarck eut quelque peine à vaincre ce préjugé. Tous les partis l'admettaient par tradition, et, sans les prétentions du cabinet de Vienne, on aurait eu beaucoup de peine à le déraciner. M. de Bismarck en était convaincu; il

Digitized by Google

connaissait mieux que tout autre homme d'État allemand le prestige de la maison de Habsbourg en Allemagne. Tout ce qui s'était passé, depuis Erfurth jusqu'à Olmutz, lui avait démontré que la Prusse devait aider l'Italie à vaincre l'Autriche sur le Mincio pour affranchir l'Allemagne sur le Rhin. Il ne laissait pas ignorer ses projets dans les salons, où il étonnait la diplomatie par sa franchise. La Prusse, disait-il quelquefois, séparée du Rhin par le Hanovre et le Brunswick, est trop faible, stratégiquement et politiquement, pour se défendre contre une agression sérieuse; il faut donc changer ses limites, afin de lui donner la cohésion et la force nécessaires pour qu'elle puisse prendre la première position en Allemagne et substituer son influence à celle de l'Autriche. Quand on lui objectait que la France pouvait être hostile à ce programme, il répondait : La guerre décidera entre nous, car, ajoutait-il, il faut que la Prusse disparaisse ou qu'elle devienne la tête et le bras de l'Allemagne.

Les prodigieuses transformations accomplies en Italie n'effrayaient point le comte de Bismarck. Il admirait l'audace et la prévoyance du comte de Cavour, et il enviait déjà les succès de ce grand politique. Il songeait, dès lors, à trouver une occasion favorable pour donner à la Prusse le premier rôle dans la régénération de l'Allemagne. La question danoise lui fournit bientôt le prétexte de mistifier l'Autriche et de l'entraîner à résoudre, au profit de la Prusse, les complications survenues dans le Schleswig-Holstein. Le général La Marmora dépeint la situation en disant : « Lord Palmerston avait l'habitude de raconter spirituellement, que trois personnes seulement connaissaient à fond cette controverse embrouillée. L'une, disait-il, était le prince Albert qui, malheureusement, était mort; la seconde, un homme d'État danois, qui était devenu fou, et la troisième, lui-même, lord Palmerston, qui l'avait oubliée[1]. »

L'alliance de la Prusse avec l'Autriche pour résoudre la question danoise, désespéra l'Italie. On ne comptait plus à

[1] La Marmora, chap. II, page 42. *Un peu plus de lumière sur les événements de 1866.*

Digitized by Google

Florence sur le concours du cabinet de Berlin pour arranger, de commun accord, la question de la Vénétie. Déjà on pensait en Italie que la cession du Holstein était garantie à la Prusse, et qu'elle aurait été une compensation pour le maintien de la domination autrichienne au delà des Alpes. Le général La Marmora le crut, et il affirme que la Prusse lui paraissait mieux disposée pour l'Autriche que pour l'Italie. Il exprime le regret de n'avoir pu se rendre compte personnellement en Danemarck de l'état réel des choses. Chef du cabinet, il s'était plus préoccupé du maintien de l'ordre à l'intérieur que de la direction des affaires étrangères. Il est évident qu'avec un peu de perspicacité, il aurait mieux deviné les projets de M. de Bismarck, et il aurait dû en voir un indice dans l'accueil empressé que Napoléon avait fait, peu de temps auparavant, au général de Roon et aux délégués militaires prussiens qui l'accompagnaient. En France, on paraissait complétement rassuré sur les rapports entre les cabinets de Vienne et de Berlin. M. de Launay, dans ses négociations avec M. de Bismarck, avait, à cette époque, si peu à se louer de ses rapports avec le gouvernement prussien, qu'il accepta avec empressement le poste de ministre à Saint-Pétersbourg.

De son côté, le général La Marmora, peu soutenu à Berlin, paraissait désireux de résoudre la question de Venise avec le concours de l'Autriche. Les hésitations qu'il remarquait en Prusse le disposaient naturellement à abandonner l'entente avec le cabinet de Berlin et, ce qui donne une base certaine à cette appréciation, ce sont les paroles par lesquelles il finissait son discours dans la grave discussion soulevée à l'occasion du transfert de la capitale de Turin à Florence : « *Si j'avais pu avoir une conférence avec l'empereur d'Autriche,* disait-il, *j'aurais eu à lui exposer des raisons d'intérêt réciproque telles, qu'elles auraient pu l'amener à céder la Vénétie.* » Le cabinet de Vienne laissa échapper cette occasion d'opérer une diversion qui aurait pu être si favorable à l'Autriche. Au lieu de se tourner vers l'Italie, il s'adressa à la France et laissa reprendre tous les avantages à M. de Bismarck, qui répétait à toutes les occasions « que la Prusse

Digitized by Google

et l'Italie avaient un grand intérêt à rester unies et à marcher d'accord. »

Les avances faites par la Prusse à l'Italie, par l'intermédiaire de la France, étaient constatées à Paris. M. Nigra prévint officieusement le cabinet de Turin. « L'Autriche, écrivait-il, ne serait pas éloignée de reconnaître le royaume d'Italie et d'établir des relations diplomatiques régulières; la tendance de la politique autrichienne et de l'opinion publique à Vienne se prononce dans le sens d'un rapprochement de l'Autriche avec la France et avec l'Italie. » Le chargé d'affaires italien, à cette époque, conseillait le désarmement comme une preuve de bon vouloir de l'Italie à faciliter les négociations avec l'Autriche. Le ministre des affaires étrangères italien accueillit ses ouvertures avec une grande réserve. « Il est hors de doute, répondait le général La Marmora, que la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Autriche serait un fait considérable, en tant qu'il porterait un coup mortel aux princes dépossédés, qui ne peuvent plus espérer qu'en elle seule. » Mais il ajoutait que la cession de la Vénétie est essentielle et qu'il ne voit pas le moyen de l'y faire accéder. La France, et surtout M. Drouyn de Lhuys, tenait beaucoup à rétablir les relations entre l'Autriche et l'Italie. Il voulait proposer au cabinet de Turin un échange de territoires par la cession des provinces danubiennes; mais cette solution souriait peu au général La Marmora, parce qu'il la croyait irréalisable.

L'abandon de la question romaine par le transfert de la capitale de Turin à Florence, porta un coup mortel à l'alliance française. M. Drouyn de Lhuys, en négociant la convention de septembre, rétablit en Italie le prestige du parti mazzinien que la politique nationale et libérale du comte de Cavour était parvenue à annuler. La Prusse comprit la situation : elle savait l'Autriche hésitante, la France compromise et l'Italie menacée par le parti républicain. L'occasion parut favorable à M. de Bismarck pour faire des ouvertures positives. Elles sont constatées par le général La Marmora dans une lettre confidentielle au mi-

Digitized by Google

nistre Nigra, à Paris, datée du 4 août 1865. « Depuis votre départ de Florence, écrit-il, le ministre de Prusse est venu deux fois me voir. Il ne m'a lu aucune note diplomatique et je crois qu'il n'en avait pas, mais les télégrammes de son premier ministre Bismarck à la main, il me demanda la première fois, et avec plus d'insistance encore la seconde fois, de déclarer quelle serait l'attitude de l'Italie? Si le gouvernement prussien (dis-je à M. d'Usedom) a sérieusement l'intention de faire la guerre à l'Autriche, qu'il nous présente une proposition sérieuse et formelle, et nous l'examinerons; mais s'il ne s'agit d'une déclaration de notre part que pour exercer une pression diplomatique en faveur de la Prusse, cela ne peut nous convenir. Comme, sur ces observations, M. d'Usedom vint me répéter, dans une seconde visite, que la Prusse était décidée à faire la guerre à l'Autriche, je lui déclarai simplement que nous ne pouvions prendre d'engagement sans savoir quelles seraient les intentions du gouvernement de l'empereur, et je n'hésitai pas à lui suggérer que le gouvernement prussien en ferait autant. *Vous comprenez,* disais-je à d'Usedom, *de quelle importance il est, pour nous, et pour vous également, de savoir si la France sera favorable ou opposée à cette guerre.* »

On négociait, à cette époque, la convention de Gastein. La Prusse ne pouvait supporter plus longtemps la tutelle de l'Autriche qui pesait sur elle en Allemagne. M. de Bismarck crut que le moment était venu de prendre une revanche éclatante du prince de Swartzenberg. Il était convaincu qu'il ne pouvait réaliser ses projets sans le concours de l'Italie. Le général La Marmora ne comprit ni la gravité de la situation, ni le but que la Prusse cherchait à atteindre en Allemagne. Allié de la France, il ne voulait rien entreprendre sans son approbation. Il hésitait à accepter l'alliance prussienne pour obtenir la Vénétie par une pression européenne sur l'Autriche.

M. Nigra, imbu de la politique du comte de Cavour, communiqua, le 8 août, ses impressions personnelles à son gouvernement, sans avoir vu ni l'Empereur, ni M. Drouyn

Digitized by Google

de Lhuys. « La rupture entre les deux puissances allemandes de premier ordre est pour nous, écrivait-il, un des événements les plus heureux que la fortune de l'Italie puisse faire naître, parce qu'il nous donne le moyen d'avoir la Vénétie, et de l'avoir sans le secours de la France. La crainte des Prussiens, c'est que, lorsque le moment sera venu, la France n'impose son *veto* à l'Italie. Il faut enlever de l'esprit des Prussiens cette fausse idée. La France peut donner des conseils amicaux, comme il convient entre puissances alliées (la lettre dit alliées, mais voulait dire unies), car, à cette époque, nous n'étions alliés avec personne, mais elle ne veut ni ne peut imposer aucun *veto*, et nous, nous ne serions pas disposés à l'accepter. »

M. Nigra affirmait: 1° que l'Autriche ne pouvait céder la Vénétie ;

2° Qu'aucun gouvernement en Prusse ne peut céder une parcelle du territoire allemand ;

3° Que l'empereur Napoléon a cessé d'ambitionner le Rhin ; cependant, ajoute-t-il, une promesse formelle de rectification de la frontière rhénane peut le pousser à faire la guerre, dont il a, pour le moment, une terreur évidente.

Le ministre Nigra terminait en concluant :

« *Que la solution possible était une alliance italo-prussienne contre l'Autriche, et contre l'Autriche seulement, avec la neutralité française, qui amènerait nécessairement la neutralité de l'Angleterre et de la Russie.* »

M. Nigra ajoutait : « La difficulté consiste donc à obtenir de la France une promesse de neutralité absolue. L'empereur Napoléon pourra-t-il ou voudra-t-il faire cette promesse? Voudra-t-il la donner par écrit, comme le désire la Prusse? » M. Nigra comprenait la situation, il ne comptait plus sur une réconciliation avec l'Autriche et il entrevoyait que si les sympathies de Napoléon se manifestaient en faveur de l'Italie, ce n'était pas tant par égard pour la Prusse que pour rendre l'alliance italo-prussienne utile à l'empire et aux intérêts français, sur le Rhin et la Moselle.

Dans toute cette négociation, la France se montra sympa-

Digitized by Google

thique à l'Italie, mais très indécise sur le parti qu'elle prendrait. Elle laissait le gouvernement italien juge de la situation, tout en conservant la liberté complète de ses mouvements.

« A mon retour à Florence, raconte le général La Marmora, mon secrétaire général me dit avoir eu, pendant ma courte absence, plusieurs conférences avec le ministre de Prusse, qui lui avait donné l'assurance que l'on avait les meilleures nouvelles de Berlin, que l'entente avec l'Autriche était impossible, la rupture prochaine et la guerre inévitable, si l'Italie promettait son alliance. Le brave homme ajoutait en se frottant les mains : Mon cher général, la conquête de la Vénétie est dans vos mains. Le ministre d'Usedom m'a dit que tout dépendait de vous. — Vous vous trompez, répondis-je à mon secrétaire général, la Prusse et l'Autriche sont occupées à se mettre d'accord. — Impossible, me répliqua ce naïf fonctionnaire. Après tout ce que m'a dit et affirmé le ministre de Prusse, ces jours derniers, ce serait une trahison. »

Le lendemain, on recevait la nouvelle que l'Autriche et la Prusse avaient signé la convention de Gastein.

A en croire M. Nigra, cette nouvelle fit la plus mauvaise impression à Paris. « M. Drouyn de Lhuys a dit que les deux grandes puissances allemandes avaient foulé aux pieds tout principe : principe des nationalités, principe de la souveraineté populaire, principe des intérêts des populations; que la force et l'intérêt de chacune des deux puissances contractantes avaient été la seule règle de conduite suivie dans ces déplorables négociations. Le fait est que cet accommodement n'est une victoire ni pour la Prusse, ni pour l'Autriche : pour la Prusse, parce que ce sera pour elle une cause de grande impopularité en Allemagne et en Europe; pour l'Autriche, parce que... elle a établi un précédent de trafic qui lui sera fatal un jour, si Dieu le permet. Du reste, l'Autriche a pu se convaincre de quel poids serait pour elle l'hostilité de l'Italie, puisque c'est la raison qui l'a forcée à passer sous les fourches caudines de Bismarck. »

Digitized by Google

Le général La Marmora se trompa sur les intentions de M. de Bismarck et sur les effets de la convention de Gastein. Il se croyait dégagé par cet acte diplomatique vis-à-vis de la Prusse, et il chargea un envoyé spécial d'une mission confidentielle pour entamer des négociations à Vienne sur la cession de la Vénétie. Les pourparlers ne réussirent pas, parce que l'Autriche voulait avoir le concours de l'Italie pour « *établir sa suprématie militaire sur l'Allemagne et placer solidement sur sa tête la couronne impériale allemande*[1]. »

L'Autriche, à cette époque, songeait peut-être plus à conquérir la suprématie en Allemagne qu'à maintenir sa domination au delà des Alpes. Si elle avait su faire à propos le sacrifice de Venise, elle aurait pu se rallier à la France, en lui donnant des compensations sur le Rhin et changer à son profit la carte de l'Europe. Tout dépendait des résolutions à prendre par le cabinet de Vienne; mais le prince de Swartzenberg n'était plus là pour imprimer aux affaires de l'État la décision et la fermeté qu'il aurait fallu pour tenir tête au génie politique de M. de Bismarck. Le cabinet de Florence ne se laissa pas prendre aux avances qu'on lui faisait à Vienne. Aux propositions qui lui étaient faites, il répondait que : « Sa ferme intention était de consolider l'unité de l'Italie et de prouver au monde qu'elle veut être avant tout une puissance conservatrice[1]. » M. de Bismarck sut habilement éviter le piége qu'on lui tendait à Vienne. Il alla à Biarritz trouver l'empereur Napoléon pour le rassurer sur la politique qu'il voulait faire triompher en Allemagne et en Italie. Il lui dit probablement que la cause qu'il défendait en Allemagne était basée, comme la politique napoléonienne, sur le principe national.

M. de La Marmora ne s'explique pas sur les questions traitées à Biarritz. Il les croit étrangères aux intérêts italiens. Ami de la France, dont il avait été l'allié le plus fidèle, il ne voulait pas faire un pas, ni poser un acte sans l'appui de l'em-

[1] *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de 1866*, par le général La Marmora.

Digitized by Google

pereur. La politique italienne était-elle donc dépourvue de tout libre arbitre? On le croirait en voyant les préoccupations du général La Marmora. Toute alliance qui isolerait l'Italie de la France, paraissait devoir être rejetée par le chef du cabinet de Florence. On s'aperçoit à chaque instant que la puissante main de Cavour n'était plus au gouvernail de l'État. « A son retour de Biarritz, Bismarck laissa entendre que la guerre avec l'Autriche était inévitable. Il exprima avec une entière confiance l'espoir que la France ne lui serait pas hostile; et pour prouver le cas qu'il faisait de notre coopération, il déclara *que si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer*, et il s'engagea de hâter la reconnaissance du gouvernement italien par la Saxe et les autres États. Croyez-moi, ajouta-t-il, en accordant à l'Allemagne du Zollverein le traitement de la nation la plus favorisée, avec réciprocité, vous ferez un acte éminemment politique et qui vous sera grandement avantageux dans l'avenir[1]. » L'Italie signa le traité de commerce avec le Zollverein. Ce fut le premier lien qui l'unit à l'Allemagne.

La Prusse crut que le moment était venu de réaliser en Allemagne les grandes destinées de la maison de Hohenzollern. La convention de Gastein avait mécontenté tous les partis. Le parti libéral l'envisageait comme une trahison et le parti national la regardait comme une demi-mesure qui irritait les populations du Schleswig-Holstein, sans satisfaire l'Allemagne. C'était une halte, disait-on, et non une solution. Quant à l'Autriche, elle crut qu'elle l'emportait sur la Prusse, mais elle ne s'aperçut pas que l'habile ministre prussien avait consenti à se laisser faire pour mieux démontrer au roi et à la Prusse l'influence néfaste exercée par le cabinet de Vienne en Allemagne.

M. de Bismarck était plus convaincu que jamais que la rivalité de l'Autriche et de la Prusse était défavorable aux intérêts nationaux de l'Allemagne. Il pensait que le moment était venu de prendre en main la question nationale alle-

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de 1866.*

Digitized by Google

mande, et, comme il savait que l'Autriche était ennemie du droit national et que la diète était hostile à la Prusse, il comprit qu'il devait expulser l'Autriche de la confédération germanique. Pour réaliser ce projet, il devait s'appuyer au Nord sur la Saxe, le Hanovre, le Nassau et la Hesse, et au Midi, s'assurer de la neutralité du Wurtemberg ; mais avant tout, disait-il, il fallait avoir le concours de l'Italie pour immobiliser les forces autrichiennes en Vénétie, afin d'en imposer à la Bavière catholique, la complice de l'Autriche en Allemagne.

En Italie, le transfert de la capitale avait profondément agité les esprits. M. de Cavour, disait-on, n'aurait pas consenti à quitter Turin, sans aller à Rome compléter l'unité nationale, et sans résoudre, aussi bien dans l'intérêt de l'Italie que dans l'intérêt de l'Europe, la question du pouvoir temporel du pape et la séparation de l'Église et de l'État. Le Piémont et le reste de l'Italie n'acceptèrent qu'à regret une solution qui mettait de nouveau en question l'unité de la Péninsule. Les partis s'agitaient, parce qu'on paraissait renoncer à Rome, uniquement pour plaire à la France, qui venait de signer, avec le gouvernement italien, la convention de septembre. Les séparatistes et les avancés, ralliés à la monarchie de Savoie par l'influence de M. de Cavour, rappelèrent au gouvernement les engagements qu'il avait pris à Turin. Ils disaient avec raison qu'on leur avait promis Rome, qui, par la grandeur de ses souvenirs, était la seule ville digne d'être la capitale de l'Italie régénérée.

La politique transactionnelle du cabinet de Florence mécontenta tous les partis. Elle ne satisfit pas plus les cléricaux que la cour de Rome. Le pape ne voulut faire aucune concession à l'esprit national et ralluma toutes les espérances du parti républicain au delà des Alpes. La France, en conseillant le transfert de la capitale à Florence et en signant la convention de septembre, semblait accepter la prolongation de la domination de l'Autriche, tout en donnant au pape des garanties pour le maintien du pouvoir temporel du saint Siége. La politique des transactions succédait à la

Digitized by Google

grande politique préconisée par Cavour et continuée par le baron Ricasoli. Elle fut plus funeste à la France qu'à l'Italie, car elle compromit l'alliance franco-italienne au profit de l'alliance italo-prussienne. Ce fut cette alliance qui devait tout à la fois rendre Venise et le quadrilatère à l'Italie et réaliser dans un prochain avenir l'unité de la Péninsule. Il est difficile de deviner à cette époque quels étaient les projets de Napoléon. On peut affirmer qu'il n'était pas favorable à une entente entre l'Autriche et l'Italie, mais il n'était pas non plus rassuré complétement sur les conséquences d'une alliance entre l'Italie et la Prusse.

L'Autriche fit des efforts pour renouveler les négociations commerciales avec l'Italie, mais le baron de Malaret, l'envoyé français à Florence, ne semblait pas favorable au rétablissement des bonnes relations entre les deux cours. « Il m'a semblé découvrir que, tandis que l'Autriche serait actuellement disposée à la conciliation, peut-être même au point de traiter la question de la Vénétie, la France, au contraire, ne le désirerait point, quant à présent[1]. » Le gouvernement français avait-il pris dès lors des engagements avec M. de Bismarck, ou le gouvernement prussien se servait-il déjà du cabinet des Tuileries pour la réalisation de ses desseins en Allemagne? L'avenir se chargera d'éclaircir ce fait. Il est assez probable que la France avait promis ou s'était engagée à la neutralité dans le conflit allemand, espérant devoir intervenir en faveur de la Prusse et d'avoir ainsi un prétexte pour lui demander des concessions territoriales sur le Rhin, afin de l'indemniser de ses bons offices. La politique de l'Italie était plus arrêtée : elle signa un traité de commerce avec le Zollverein, qui lui valut la reconnaissance complète de tous les états du Zollverein. Ce traité fut approuvé par les Chambres italiennes, le 3 mars 1866, et ratifié à Berlin, le 12 du même mois. Le comte de Bismarck, pour rendre plus intimes les relations entre les deux souverains, avait fait remettre au roi d'Italie, avec une certaine solennité, le grand collier de

[1] Lettre confidentielle de La Marmora à M. Nigra, 11 janvier 1866.

Digitized by Google

l'Aigle noir. « En même temps, écrit le général La Marmora, il m'invita, en dehors de l'intermédiaire de la légation prussienne, à envoyer à Berlin, dans le plus grand secret, un général de ma confiance, et m'annonça qu'un général prussien (on disait le général de Moltke) serait également envoyé très prochainement à Florence pour s'entendre dans le cas d'une guerre avec l'Autriche[1]. »

Le général Govone fut investi de cette délicate mission. Il se rendit à Berlin, porteur d'une lettre du ministre des affaires étrangères pour le comte de Barral. « Le général Govone, disait le général La Marmora, connaît les vues du gouvernement du roi sur la situation respective de la Prusse et de l'Autriche. Nos résolutions dépendent de celles que la Prusse pourra prendre, des engagements qu'elle est disposée à contracter, de la portée enfin du but qu'elle poursuit. Si la Prusse est prête à entrer avec décision et à fond dans une politique qui assurerait sa grandeur en Allemagne ; si, en présence de la persistance de l'Autriche à suivre une politique d'hostilité envers la Prusse et envers l'Italie, la guerre est une éventualité acceptée par le gouvernement prussien ; si l'on est disposé, enfin, à Berlin, à prendre avec l'Italie des *accords effectifs* en vue de buts déterminés, nous croyons le moment venu pour la Prusse de ne pas tarder davantage à s'en ouvrir franchement avec nous, et nous sommes prêts à entrer avec elle dans un échange de communications qui lui donnera lieu d'apprécier combien nos dispositions sont sérieuses. » Enfin, on autorisa le général Govone à prendre, de commun accord, toutes les dispositions militaires pour la défense commune. Le général La Marmora remarque dans son livre que « si l'on négociait sous une forme quelconque, on devait conclure un traité offensif et défensif, basé sur une réciprocité complète[2]. »

Dans l'entretemps, le comte Arese, ami intime de l'empereur, fut chargé de se rendre à Paris pour s'informer de l'im-

[1] La Marmora, chap. IV. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

[2] *Idem.*

Digitized by Google

pression que ferait en France une alliance italo-prussienne. La Prusse avait craint, autant que l'Italie, le rétablissement d'une entente austro-française. Toutefois, M. de Bismarck ne la croyait pas possible. Il savait que la politique de Napoléon III était basée sur le principe d'une Italie indépendante. Il croyait que l'empereur des Français ne pouvait changer ses alliances sans compromettre l'avenir de son système et que l'Angleterre, toujours sympathique à l'Italie, n'était pas favorable au rétablissement des princes chassés par la révolution.

Le général Govone fut accueilli à Berlin avec les marques de la plus vive sympathie. A peine arrivé, il eut l'occasion d'exposer le but de sa mission et d'en déterminer le caractère politique et militaire; il décrit ainsi, dans une dépêche, l'attitude du ministre prussien : « Le comte de Bismarck m'écouta avec beaucoup d'attention et avec un regard pénétrant; il exposa ensuite ses vues, résuma la situation des affaires en Allemagne depuis la convention d'Olmutz et la question des duchés, qui ne valait pas une grande guerre. Son opinion avait toujours été que l'Autriche devait se considérer comme l'ennemie naturelle de la Prusse; que, pour lui, il avait vu avec plaisir, *depuis longtemps, l'attitude de la maison de Savoie et les heureux résultats obtenus par elle, mais que son opinion était* ISOLÉE EN PRUSSE. *Autrefois, ajouta-t-il, la guerre contre l'Autriche et l'alliance avec la France étaient considérées comme sacriléges; quant à l'Italie, elle se personnifiait dans Garibaldi et même Mazzini. Il avait réussi à modifier une telle opinion, et le roi avait compris, après l'affaire du Danemark, que cette expérience de l'union austro-prussienne n'avait que trop réussi à démontrer la rivalité de l'Autriche, le roi et bien d'autres avec lui avaient ainsi été guéris de l'alliance austro-prussienne. Le roi Guillaume avait ensuite fait taire ses scrupules trop étroitement légitimistes, et il lui était possible de se diriger d'après ses vues*[1]. »

Les discussions furent longues. L'Italie ne voulait pas

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

s'engager pour des éventualités lointaines. Elle tenait à préciser le but de ses engagements, qui consistait à soutenir la Prusse en Allemagne, pour obtenir par son concours la délivrance de la Vénétie. Le comte de Bismarck cherchait à pousser l'Italie en avant, non pour l'engager, mais pour avoir un prétexte de surmonter les indécisions du roi Guillaume. Le ministre, et c'est là où il montra son habileté consommée, devait persuader le roi, convaincre l'opinion en Prusse, rassurer l'Allemagne et donner à l'Italie toutes les garanties nécessaires à sa sécurité. Le comte de Bismarck pouvait à peine compter sur l'armée, peu enthousiaste d'une lutte avec l'Autriche; il avait contre lui une partie de l'Allemagne : le parti catholique qui s'appuyait sur les particularistes du Sud, une fraction des libéraux, qu'il avait froissée en ne tenant aucun compte du parlement; il devait vaincre tous ces obstacles à l'intérieur et, de plus, s'assurer de la neutralité de la France avant de pouvoir triompher de l'Autriche. La tâche était grande; mais c'est le génie des hommes d'État de bien voir le but à atteindre et d'affronter les plus grandes difficultés pour y arriver. De même, Cavour, en proposant la percée des Alpes, ne mesurait ni la hauteur des cimes, ni l'épaisseur des rocs à traverser, ni la dureté du granit à perforer : il voulait rattacher l'Italie à l'Europe, afin de lui donner des alliés pour affranchir la Péninsule.

L'Autriche avait réussi à diviser l'Allemagne et à l'intéresser au maintien de sa position en Italie, tandis que la Prusse avait fini par comprendre que l'Allemagne était désintéressée dans la question italienne. La maison de Hohenzollern semblait appelée à faire l'unité allemande, et elle ne pouvait la réaliser sans l'alliance italienne. Les intérêts étaient les mêmes, des deux côtés : on ne pouvait exclure l'Autriche de l'Allemagne sans aider l'Italie à la rejeter au delà des Alpes.

Les pourparlers échangés à Berlin entre le général Govone étaient restés assez vagues. Un fait est incontestable, c'est que le roi Guillaume avait une grande répugnance à déclarer la guerre à l'Autriche. Quant à l'Italie, elle ne pouvait

Digitized by Google

prendre d'engagement pour un avenir lointain. L'état de ses finances ne lui permettait pas d'entretenir des armements ruineux, et elle ne pouvait négocier sans rendre la question vénitienne corollaire de la question allemande. « Les combinaisons mises en avant par le comte de Bismarck peuvent se résumer de la façon suivante : engagement pris, dès maintenant, de suivre la Prusse dans le développement de la question allemande, telle qu'elle sera conduite par le comte de Bismarck, ou bien, engagement qui commencerait à avoir son effet seulement lorsque l'on serait arrivé à la réunion effective du parlement allemand. Réciproquement, la question de la Vénétie deviendrait solidaire de la question allemande de la Prusse[1]. » On peut conclure de ce premier rapport que la Prusse voulait s'assurer le concours de l'Italie, tout en continuant à ménager l'Autriche et à ne prendre aucun engagement de nature à la compromettre. Le comte de Bismarck savait bien ce qu'il voulait, mais il ne pouvait prendre aucune décision sans le consentement du roi, qui restait indécis dans la crainte de froisser les alliés de l'Autriche, au sein de la confédération.

Le général Govone ne comprenait pas les difficultés intérieures que M. de Bismarck avait à surmonter, non seulement à la cour, où on se refusait à le suivre, mais en Allemagne et en Prusse même, où il avait froissé les nationaux et les libéraux, en maintenant le chiffre du budget de la guerre malgré le parlement. Le général Govone voulait retourner à Florence, mais il fut maintenu à son poste par le cabinet italien. Il croyait que le comte de Bismarck ne voulait pas faire la guerre pour les duchés de l'Elbe. « Cette guerre, disait-il, l'Angleterre la désapprouve, tandis qu'elle ne pourrait faire d'objections sérieuses à une guerre pour la nationalité allemande. L'empereur Napoléon juge également la guerre peu convenable et pas même justifiable au point de vue de délivrer une province de la domination étrangère, comme ce serait le cas de la guerre pour

[1] La Marmora, chap. V. Premier rapport du général Govone. 14 mars 1866.

Digitized by Google

la domination de la Vénétie. » Au sujet de l'Empereur, il ajouta : « On peut croire qu'il désire une grande guerre allemande, parce que, à la tête d'une armée comme l'armée française, on peut toujours, disait de Bismarck, trouver sa part de profit. Mais en dehors de cela, comme question de principe, l'Empereur approuverait plutôt la grande guerre pour la nationalité allemande que la guerre pour les duchés de l'Elbe. Toutes ces raisons, conclut le comte de Bismarck, *nous poussent à différer la guerre et à la préparer peu à peu. Mais, avant de nous engager dans la voie de la préparation, nous désirons nous assurer l'appui de l'Italie*[1]. » La Prusse voulait donc lier l'Italie à sa politique, mais sans se lier le moins du monde elle-même, affirmait le général La Marmora. On pouvait le croire en apparence, mais M. de Bismarck était moins libre de prendre des engagements que le cabinet de Florence. Le ministre italien, président du conseil d'un gouvernement constitutionnel, avait la liberté de ses actes et la confiance du roi, tandis que M. de Bismarck, ministre d'un roi imbu d'idées absolutistes et qui prétendait régner et gouverner par le droit divin, ne pouvait suivre un plan dont il n'était pas seul responsable, comme le ministre italien. Les négociations avec la Prusse n'étant pas épuisées, l'Angleterre offrit sa médiation; mais à Berlin on répondit qu'on se trompait d'adresse, puisque l'Autriche avait seule violé le traité de Gastein.

Le comte de Barral décrit, dans un télégramme à sensation, l'effet produit sur le cabinet prussien par la conduite de l'Autriche :

En me faisant part de cet incident, de Bismarck, qui était dans un état de violente surexcitation, m'a tout à coup demandé si l'Italie serait disposée à déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche, en ajoutant que, dans ce cas, la Prusse suivrait, aussitôt après, en la déclarant de son côté. — J'ai répondu que je ne pensais pas que le gouvernement du roi fût disposé à prendre la responsabilité d'une initiative qui, dans

[1] Deuxième rapport du général Govone. 17 mars 1866.

Digitized by Google

les circonstances actuelles, me paraissait avant tout appartenir à la Prusse; mais, qu'après tout, lui seul était appelé à se prononcer sur une aussi grave question. En supposant, ai-je ajouté, que l'Italie se décidât à prendre l'offensive, vous engageriez-vous par un traité formel à la prendre non pas aussitôt après, mais le lendemain? A cette question, j'ai vu parfaitement de Bismarck résister, et il a fini par me dire : Il faudrait que je consultasse une dernière fois le roi, et, S'IL REFUSAIT, *je lui offrirais ma démission...* De Bismarck cherche à intervertir les rôles, en tâchant de nous pousser les premiers contre l'Autriche avec l'espérance bien plus que la certitude d'entraîner le roi. Je crois que ce serait de notre part une politique extrêmement dangereuse, et que moins que jamais nous devons prendre des engagements en présence d'éventualités aussi obscures et qui peuvent se terminer par une médiation étrangère ou par une reculade de la Prusse. La reine, la reine douairière, la princesse et le prince royal supplient le roi de s'arranger avec l'Autriche, et comme ils supposent que l'audience du général Govone peut amener un engagement belliqueux, ils ont réussi déjà, hier matin, à la faire remettre sous prétexte d'indisposition[1]. » Ce télégramme expose clairement les péripéties de la situation. Que d'habileté n'a-t-il pas fallu à M. de Bismarck pour se diriger au milieu de ces complications nouvelles qui surgissaient à chaque instant! Les diplomates italiens firent preuve d'une grande prévoyance dans toutes ces négociations, mais ils n'appréciaient pas le mobile qui dirigeait la conduite de M. de Bismarck, parce qu'ils ignoraient les difficultés de tout genre qu'il avait à surmonter, tant à la cour que dans le parlement. Aussi peu populaire en Prusse qu'il l'était en Allemagne, le grand ministre, homme d'État consommé, poursuivait un but que toute l'Allemagne voulait avec lui; mais, à cette époque, aucun parti ne voulait abandonner la question nationale à celui qui allait affranchir l'Allemagne à l'intérieur, tout en lui donnant le premier rang en Europe.

[1] Berlin, 19 mars 1866. Dépêche de M. de Barral au général La Marmora.

Digitized by Google

M. de Bismarck mit tout en œuvre pour faire comprendre ses intentions au général La Marmora, mais aucune promesse ne parvint à convaincre le général Govone et M. de Barral. Ces diplomates, aussi prudents que réservés, se refusaient à compromettre le présent et l'avenir de l'Italie pour des éventualités incertaines. Ils craignaient de s'engager, de peur de paraître dupes ou complices des projets de M. de Bismarck. M. Benedetti, ministre de France, peu au courant de la politique allemande, n'appréciait pas mieux les idées de Napoléon sur l'alliance italo-prussienne. La Prusse parut enfin disposée à prendre des engagements : « De Bismarck, écrit M. de Barral, toujours plus agité, vient de me proposer une nouvelle combinaison. L'on signerait de suite un traité d'alliance et d'amitié conçu en termes généraux, mais portant que certaines éventualités belliqueuses venant à se réaliser, l'on procéderait immédiatement à la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive, stipulant *action commune et engagement réciproque de ne pas déposer les armes sans consentement mutuel et but atteint de part et d'autre. Il reste toujours la grave question de savoir celui des deux qui devrait prendre l'initiative de l'agression contre l'Autriche.* Le roi, interrogé aujourd'hui, a dit que ce devrait être l'Italie. J'ai dit à de Bismarck, qu'à mon avis, ce devait être la Prusse. La difficulté est la même, et il resterait à déterminer quelles éventualités belliqueuses engageraient la parole du roi[1]. » Tout à coup, l'entente s'établit : Bismarck est d'accord en principe avec le roi. Comment l'habile ministre est-il parvenu à convaincre le roi Guillaume de l'urgence du traité à conclure avec l'Italie? Ce sont là des questions que l'avenir seul éclaircira, car, l'homme d'État qui pourrait fournir des renseignements à cet égard, a trop la conscience de ses devoirs pour les livrer en pâture à la curiosité publique. Le roi de Prusse, après avoir accepté le principe de l'alliance offensive et défensive, n'hésite plus que sur l'attaque dont il veut laisser l'initiative à l'Italie, pour ne pas en accep-

[1] Dépêche du 20 mars 1866.

Digitized by Google

ter la responsabilité; mais les Italiens, aussi prudents que sages, persistent dans leur réserve et attendent des engagements formels et mutuels pour se lier entièrement.

Le cabinet de Florence et M. de Barral ne jugeaient pas bien la situation de M. de Bismarck. Le général Govone appréciait mieux à Berlin les difficultés à surmonter par le chef du cabinet prussien, dans sa dépêche du 21 mars : « Si nous ne fournissons pas à de Bismarck le moyen qu'il demande pour entraîner le roi, n'est-il pas à craindre que nous augmentions les probabilités d'un arrangement dont le premier résultat sera l'avénement d'un ministère choisi dans le parti autrichien et, par suite, l'ajournement indéfini de la coopération prussienne pour la délivrance de la Vénétie? » Il est évident que M. de Barral, comme le général Govone, redoutait une surprise. Ils craignaient les hésitations du roi et l'influence autrichienne qui était restée très grande à la cour. Ils savaient que l'opinion publique était loin d'être favorable à M. de Bismarck. La position devenait critique et le cabinet de Florence en appréciait toute la gravité, car il répondit en ces termes, le 21 mars, à la communication pressante du général Govone : « *Avant de nous décider pour un traité éventuel, il est indispensable que le le gouvernement prussien nous fasse une proposition par écrit, nette et précise.* »

Peu de temps après, le général Govone fut reçu par le roi Guillaume. Il se montra très réservé, mais le comte de Bismarck parut désireux de conclure. « Il me parla, dit le général Govone, des deux combinaisons relatives à un traité avec l'Italie. La première est celle dont le comte de Barral a pris l'initiative, en demandant par le télégraphe les instructions de Votre Excellence. Elle consistait à signer un traité d'alliance offensive et défensive, limité à deux mois, passé lesquels il serait déchu. Par la seconde combinaison, il s'agissait de conclure : 1° Un traité d'amitié et d'alliance, renfermant cette clause que, dans certaines éventualités à déterminer, il y aurait lieu de conclure, sans retard, un traité d'alliance offensive et défensive entre l'Italie et la

Digitized by Google

Prusse; 2° ce traité d'alliance offensive et défensive devrait être, dès maintenant, discuté et convenu; et les plénipotentiaires seraient munis de pouvoirs réguliers, de telle sorte que ces éventualités venant à se présenter, il ne restât plus qu'à le signer, sur un ordre envoyé de Florence par le télégraphe.

« Cette seconde combinaison consiste donc en deux traités distincts; j'en ai déjà parlé à Votre Excellence, mais j'ajouterai aujourd'hui que le comte de Bismarck en a préparé les projets. La clause relative à l'envoi d'un détachement de notre flotte dans les mers du Nord, avant la déclaration de la guerre, serait insérée dans ce traité. » Ces négociations, tout en étant secrètes, préoccupèrent la diplomatie. A Berlin, M. de Barral restait trop sous l'influence de M. Benedetti. Le cabinet des Tuileries, on le verra plus tard, était plus favorable qu'hostile à l'alliance italo-prussienne; mais en cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, Napoléon était indécis. Il cherchait à affranchir Venise sans mécontenter l'Autriche et sans se brouiller avec le pape; de plus, il voulait trouver sur le Rhin une compensation territoriale que l'Autriche pouvait lui offrir, mais que la Prusse pouvait seule lui donner si elle avait pu abandonner à la France une partie de territoire allemand sans soulever les protestations de l'Allemagne. « On ne connaîtra probablement jamais, affirme le général La Marmora, les propositions, les conjectures, les promesses et les offres avec lesquelles les deux ministres d'Autriche et de Prusse montaient chaque jour les escaliers des Tuileries ou du palais du quai d'Orsay. Mais je ne crois pas me tromper en assurant qu'ils firent des avances telles, qu'ils allaient jusqu'à offrir non seulement ce que l'on avait ou ce que l'on espérait prendre, mais même ce à quoi il n'était pas permis de toucher; aussi, bien que flatté de tant de générosité, l'empereur Napoléon put rappeler, en plaisantant, le proverbe connu *de ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué*. Il s'agissait, en effet, d'un ours qui n'était ni dans les Alpes, ni dans les Carpathes, *qui se portait fort bien et n'avait envie ni de mourir, ni d'aller en cage.* » On pré-

Digitized by Google

tend et on a souvent répété que ces mots font allusion aux frontières du Rhin, offertes par l'Autriche à la France pour maintenir sa domination en Italie et son influence en Allemagne, ou bien, au grand duché du Luxembourg et à une rectification des frontières du côté de la Sarre et de la Moselle. Mais ce n'est évidemment pas là l'*ours que convoitait Napoléon et qui se portait fort bien*, et qui n'avait envie ni de mourir ni d'aller en cage. Cet animal vigoureux, habitué à la liberté parce qu'il en avait fait un noble usage au milieu des révolutions européennes, n'était-ce pas la Belgique protégée et garantie par sa libre Constitution? L'allusion est transparente et c'est à elle évidemment que Napoléon, qui y avait songé après le coup d'État, pensait de nouveau, quand, en parlant du conflit prochain, il disait au comte de Goltz : « Qu'il lui offrait là au moins une occasion excellente, la première grande occasion depuis la chute du premier empire, de reprendre la carte, *pour examiner la différence qui existait entre les frontières actuelles et celles de* 1814[1]. »

Il est évident que l'empereur Napoléon faisait ici allusion à la Belgique. Les papiers trouvés au château de M. Rouher par l'armée allemande, dans la dernière guerre, ne laissent aucun doute à cet égard. Les renseignements fournis par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et reproduits par l'*Étoile belge* du 14 février 1874, sont des plus précis :

« Parmi les papiers saisis se trouvaient les instructions du 16 août 1866, que M. Chauvy avait apportées de Paris au comte Benedetti et qui chargeaient celui-ci de présenter des propositions qui avaient trait exclusivement à une annexion de la Belgique. Parmi eux se trouvait également le rapport du 23 août, écrit de la propre main de Benedetti, avec le projet de traité, également de sa main, et qu'il avait mandat de présenter. Et ce projet de traité porte en marge des notes qui, à Paris, l'ont amendé.

« Si l'on transporte ces amendements dans le texte, alors, et alors seulement, on retrouve le projet que bientôt après

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

Benedetti remit au ministre prussien et que celui-ci fit publier. Et c'est ce projet, y compris les amendements formulés à Paris, que M. de Bismarck aurait dicté à l'ambassadeur de France.

« Le *Reichsanzeiger* a été assez courtois et prudent pour ne pas divulguer plus qu'il ne fallait pour convaincre M. Benedetti qui, dès lors, garda le silence. L'article disait à la fin qu'on résisterait à la tentation de faire un usage plus large des matériaux qu'on avait à sa disposition, à moins qu'on n'y fût de nouveau forcé. La *Germania* nous fournit l'occasion d'y revenir.

« Le 21 octobre 1871, quand le *Reichsanzeiger* avait dit son fait à M. Benedetti, Napoléon III vivait encore. On voulait ménager l'Empereur détrôné, en se bornant à une simple allusion, pour désigner la main qui avait tracé les observations en marge du projet de M. Benedetti du 23 août 1866. Nous pouvons compléter maintenant ces indications. Ces observations et amendements sont tracés au crayon par la main *même de l'Empereur sur la minute de son ambassadeur* (voir la note ci-dessous), et ceux écrits à l'encre sont de la main de M. Rouher.

« La composition est donc de M. Benedetti, de Napoléon III et de Rouher. Le document original est conservé au ministère des affaires étrangères de l'Empire allemand. »

Voici la note dont il est question plus haut :

Il est bien évident que l'extension de la suprématie de la Prusse au delà du Mein nous sera *une occasion toute naturelle, presque obligatoire pour nous emparer de la Belgique;* mais d'autres occasions peuvent se présenter, — nous devons en rester les juges exclusifs; — la rédaction très claire et très précise du projet nous maintient à cet égard une liberté précieuse. »

Le projet de M. Benedetti, expédié de Paris et maintenant revêtu de la suprême sanction de son maître, parvint au comte de Bismarck et rencontra chez lui, comme M. Benedetti le rapporta, le 20 août, à Paris, « une certaine méfiance ». Et nonobstant, M. Benedetti affirme hautement

Digitized by Google

« que personne, à Paris, ne songeait à faire de la Belgique l'appoint des concessions nécessaires à la France ».

Toutes les révélations qui ont été faites depuis 1870, démontrent que la France, en 1866, ne désirait pas une réconciliation entre l'Autriche et l'Italie. Cette solution aurait compromis ses projets d'une rectification de frontières du côté de la Moselle ou de l'annexion du grand-duché de Luxembourg dont on se serait contenté au pis aller. Napoléon voyait avec satisfaction le conflit surgir entre la Prusse et l'Autriche. Il les croyait de force égale, et une lutte entre les deux grandes puissances allemandes ne pouvait avoir d'autre résultat que de les affaiblir mutuellement et de diminuer l'influence de l'Allemagne au profit de la France. Le conflit allemand devait probablement servir dans l'esprit de Napoléon à relever l'empire affaibli à l'intérieur par l'expédition du Mexique, et à rétablir le prestige de la France en Europe.

Quant à l'Italie, l'Empereur voulait compléter son indépendance tout en restant dévoué au pape, mais il espérait qu'en aidant la Prusse à affranchir Venise et à prendre le premier rang en Allemagne, la France recueillerait un grand avantage territorial. L'Italie ne voulait pas s'engager sans être à son tour rassurée sur la neutralité bienveillante de la France et, à Berlin, on ne désirait pas se compromettre sans connaître l'impression de Napoléon III. « Il est évident, pour moi, écrivait M. Nigra, que si l'Empereur disait un mot d'encouragement à la Prusse, la guerre serait déclarée. » L'Italie n'avait pas perdu tout espoir de recevoir des propositions de l'Autriche pour la cession de la Vénétie, mais une lettre du 23 mars, de M. Nigra, dissipa les dernières illusions du général La Marmora. A l'espérance manifestée par M. Nigra, d'un arrangement à conclure avec l'Autriche, l'Empereur répondit sans hésiter : « Ne vous faites pas d'illusion. L'Autriche ne cèdera pas la Vénétie si elle n'y est forcée par la guerre. Je suis convaincu que l'on ne vous fera aucune proposition dans ce sens. Autrefois, j'ai voulu faire comprendre à l'Autriche qu'il serait conve-

Digitized by Google

nable pour elle de céder amicalement la Vénétie. Le gouvernement autrichien prit la chose fort mal, et répondit qu'on lui proposait de faire en pleine paix, et avant la guerre, ce que l'on pourrait à peine lui demander après une guerre désastreuse[1]. » La France, désirant le conflit allemand, fut favorable à l'alliance italo-prussienne, parce qu'elle espérait en recueillir les fruits sur le *Rhin et en Belgique*. On ne peut plus le contester aujourd'hui. Les preuves abondent pour convaincre les plus incrédules. Quant à un concours effectif de la France, personne n'était en droit d'y compter comme on peut le constater par le télégramme de M. Nigra du 24 mars. « L'Empereur a dit au prince Napoléon, que si l'Italie prenait l'initiative de la guerre, la France ne pourrait pas l'aider. » Le cabinet de Florence, dans ces négociations, subissait entièrement l'influence du cabinet des Tuileries. On ne faisait pas un pas à Florence sans consulter la France. L'Italie s'était liée par la convention de septembre en renonçant à revendiquer sa capitale pour maintenir ses bonnes relations avec Napoléon ; mais le cabinet des Tuileries ne voulait pas aller jusqu'à prendre les armes pour l'Italie. En effet, à propos de la déclaration de guerre éventuelle, M. Drouyn de Lhuys disait à M. Nigra : « Si l'Italie attaque l'Autriche, elle le fera à ses risques et périls ». Cela au moment où le plénipotentiaire italien avait déjà annoncé « que l'Italie n'avait pas de difficulté à signer le traité, » tandis que le général La Marmora croyait que ses lettres et ses télégrammes n'avaient pas la portée que leur attribuait le commandeur Nigra.

Le comte Arese, ami particulier de l'Empereur, qui a été de tout temps le trait d'union entre la France et l'Italie, arrivait à Paris pour suivre de près les engagements à prendre de commun accord. Il affirme au général La Marmora, que l'impression de l'Empereur continue à être favorable à l'alliance prusso-italienne. Le comte Arese l'annonce en ces termes au cabinet de Florence par un télégramme

[1] *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866, par le général La Marmora.

Digitized by Google

du 30 mars : « L'Empereur trouve utile la signature du traité avec la Prusse, mais il déclare donner ce conseil comme ami et sans aucune responsabilité. Il ne croit pas, pour le moment, à la probabilité d'un arrangement entre l'Italie et l'Autriche. D'après l'Empereur, le roi de Prusse se prononce de plus en plus pour la guerre. »

Une lettre du 29 mars, adressée par M. Nigra, confirme ce télégramme si favorable à l'alliance prusso-italienne : « Quant à nous unir avec la Prusse pour une action commune et simultanée, l'Empereur nous conseille de le faire, mais ce conseil ne constitue pas de sa part un engagement positif. » A ce moment, les incertitudes dominaient encore à Berlin, tandis que la situation s'éclaircissait à Paris. M. de Bismarck était embarrassé pour trouver un *casus belli* qui fut de nature à entraîner le roi et à le décider à suivre ses conseils. Dans l'entretemps, l'Autriche continuait à négocier et à protester de ses intentions pacifiques, tandis que les différents États allemands, mis en demeure de se prononcer par la Prusse, ne trouvaient rien de mieux que d'abandonner à la diète germanique la responsabilité de la décision et les termes de la réponse qui devait décider du parti à prendre entre les deux grands États de l'Allemagne. M. de Bismarck seul savait ce qu'il voulait. Il avait à la fois à lutter contre la diplomatie autrichienne, à combattre l'hostilité sourde de la confédération germanique, à faire face à l'opposition des influences séparatistes des États particuliers, à rassurer l'Italie sur le présent et sur l'avenir, et enfin à résister aux influences hostiles de la cour pour surmonter les tergiversations du roi Guillaume. Aucun homme d'État, dans le XIX^e^ siècle, n'a eu plus d'obstacles à vaincre pour arriver au but. « Le comte de Bismarck, écrivait à la date du 2 avril 1866 le général Govone, irait jusqu'à la guerre, mais *les plus vieux diplomates de Berlin croient que jamais le roi ne le suivrait jusque-là. Le comte de Bismarck trouve une autre difficulté dans le pays. Non seulement les hautes classes, mais encore les classes moyennes sont contraires ou peu favorables à la guerre.* Cette aversion se voit dans les

Digitized by Google

journaux populaires. Le sentiment public s'inspire encore ici de rancune et de défiance contre la France, tandis qu'il n'existe pas de haine contre l'Autriche. De plus, quoique la Chambre n'ait ni grand prestige, ni grande popularité, les débats créent encore des adversaires au comte de Bismarck.

« Reste l'armée. D'après tout ce que nous avons entendu dire des officiers, elle n'est pas enthousiaste de la guerre contre l'Autriche. Il y a plutôt dans ses rangs *de la sympathie pour l'armée autrichienne*. Je sais qu'une fois la guerre déclarée, l'armée s'électriserait et ferait bravement son devoir; mais elle n'est ni un stimulant, ni un appui pour la politique que veut faire prévaloir le comte de Bismarck. Il se trouve, par conséquent, *presque isolé* ou au moins peu appuyé, et il lui faut lutter contre toutes les difficultés exposées ci-dessus. *Néanmoins, le comte de Bismarck est indubitablement un homme d'une haute portée, de grandes ressources et d'une volonté de fer, qui mérite de réussir.* »

La Prusse, à cette époque, était plus occupée de s'affranchir de l'influence autrichienne qu'à constituer l'unité de l'Allemagne. Elle voulait former à son profit une grande confédération du Nord, mais elle redoutait, plutôt qu'elle ne désirait, une union avec la Bavière. Il est incontestable que le gouvernement prussien n'avait aucun intérêt, dans ce moment, à unir la majorité catholique du Midi à la fédération protestante du Nord. Le général Govone, en communiquant les projets du cabinet de Berlin, écrivait au chef du cabinet de Florence : « Le comte de Bismarck me dit encore que la Bavière pourrait devenir le noyau d'un second royaume germanique. *L'Allemagne méridionale ne convenait pas à la Prusse, à cause de la différence de religion, et parce que de Berlin on pourrait difficilement gouverner les provinces du Sud, qui deviendraient les Calabres de la Prusse.* » Les prévisions du comte de Bismarck ne se sont que trop réalisées. Les difficultés que sa politique rencontra à Munich ne le surprirent pas, et sans la guerre, si légèrement et si maladroitement suscitée à la Prusse par la France, en 1870,

Digitized by Google

l'unité de l'Allemagne ne se serait pas réalisée de sitôt. On peut être certain que c'est la France qui a fait l'unité allemande. L'Allemagne voulait être indépendante de toute influence étrangère, mais M. de Bismarck ne tenait pas à fusionner la Bavière avec la Prusse. La guerre faite à la Prusse, en 1870, fit plus pour l'unité que toute l'habileté de M. de Bismarck. La Prusse ne voulait pas l'Allemagne du Sud et M. de Bismarck y était même hostile. On peut donc dire, d'après les faits révélés, non seulement par le général Govone, mais par la plupart des diplomates, que l'unité rêvée par les poètes et réclamée par les patriotes, c'est à la France qu'elle est due; elle a été la cause principale et l'instrument de l'unité de l'Allemagne, et, même dans le Sud, elle ne se serait pas faite sans la guerre de 1870.

En 1866, tout dépendait de la France : sa position était prépondérante. Quand il s'agissait du traité et de l'alliance offensive et défensive à conclure avec l'Italie, le comte de Bismarck ajoutait : « Tout cela, bien entendu, *si la France le veut; car si elle venait à montrer de la mauvaise volonté, alors rien ne pourrait se faire.* »

Le cabinet des Tuileries était consulté à la fois par l'Italie et par la Prusse. Napoléon III était l'arbitre de l'Europe et il paraissait réaliser au profit de la France le mot du grand Frédéric, qui disait : « Si j'étais roi de France, aucun coup de canon ne se tirerait en Europe, sans ma permission. » Les agents diplomatiques de l'empire français ne savaient tirer aucun parti de leur situation. Le général Govone le prouve par le trait suivant, qui vaut une longue dépêche : « M. Benedetti, en me parlant du comte de Bismarck, me dit que c'était un *maniaque;* depuis quinze ans qu'il le connaissait et le suivait, il l'avait toujours vu *travailler à ce même but : réduire l'Autriche à l'état de puissance de second ordre et assurer la suprématie à la Prusse. Pour en arriver à ses fins, il travaille depuis trois ans, avec une persévérance et une adresse admirables, à se rendre indispensable au roi dans la politique intérieure. Une fois cette position acquise, M. de Bismarck commença à travailler contre l'Autriche.* Mais réus-

Digitized by Google

sira-t-il? M. Benedetti croit que la paix est toujours beaucoup plus probable que la guerre[1]. »

Quelques semaines avant Sadowa, M. Benedetti se faisait encore des illusions complètes, non seulement sur les tendances de la Prusse, mais sur le mérite de l'homme dont l'influence allait transformer la Prusse et changer au profit de l'Allemagne tout le système de l'équilibre européen. A Londres, on désirait la paix; l'Autriche ne désespérait pas encore d'une solution pacifique et la France elle-même, qui avait conseillé la guerre à l'Italie, hésitait, au dernier moment, à se prononcer. Quant à l'Italie, elle ne pouvait se constituer sans Venise; M. de Bismarck savait que la guerre seule pouvait la lui donner, et il ne voulait pas perdre une pareille occasion pour réaliser, avec le concours de l'Italie, la politique prussienne en Allemagne. Au moment où on allait signer le traité, M. de Barral caractérise, dans un télégramme, la situation à Berlin, à la date du 7 avril 1866.

« M. de Bismarck m'a dit hier avec une extrême irritation, que toute la *diplomatie prussienne travaille contre ses projets belliqueux*. A Londres, le ministre de Prusse s'est laissé complétement dominer par le parti de la paix. Le ministre est allé jusqu'à écrire, dans l'une de ses dernières dépêches, que si l'Italie s'alliait à la Prusse, elle serait désavouée par l'empereur Napoléon. A Paris, le comte de Goltz insiste pour la paix. M. de Bismarck est très irrité contre le comte d'Usedom, et il ne parle rien moins que de le remplacer. »

M. d'Usedom, en parlant ainsi, s'était probablement fait l'écho de quelques fausses nouvelles qui avaient cours à Florence et qui n'avaient aucune base sérieuse. On avait accusé l'Italie de négocier secrètement avec l'Autriche. M. d'Usedom avait accueilli ce bruit, qui était inexact et qui contrariait vivement M. de Bismarck. « La vérité était, dit le général La Marmora, que, pendant que chacun faisait à Vienne des démarches plus ou moins

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

sincères, suivant le plus ou moins de désir qu'on avait de la guerre, de notre côté, depuis l'automne de 1865, non seulement nous nous étions abstenus de faire la moindre proposition à l'Autriche, mais encore nous avions toujours fermé l'oreille aux avis et repoussé les conseils qu'on nous donnait de Paris et de Londres, au sujet du rétablissement de nos relations avec le cabinet de Vienne[1]. »

L'Italie, sollicitée à la fois à Londres, pour le maintien de la paix, et à Paris et à Vienne, pour le rétablissement de l'entente avec l'Autriche, crut, pour échapper à cette pression, que le moment était favorable à la conclusion du traité. Les parties contractantes s'engageaient de part et d'autre à garder le secret sur les termes du traité, le but à atteindre et la portée des engagements conclus.

La relation prussienne de la guerre de 1866 s'exprime ainsi :

« Une guerre entre les deux puissances allemandes offrait, en effet, au roi Victor-Emmanuel, une occasion qu'il ne pouvait pas laisser passer sans en profiter, s'il voulait jamais faire valoir ses droits sur la Vénétie... Le cabinet de Florence devait, pour sa propre sûreté, demander que les armées des deux puissances fussent prêtes à la fois, mais la Prusse ne pouvait pas déterminer l'époque où la sienne le serait, puisqu'elle n'avait pas l'occasion d'attaquer l'Autriche. C'est là ce qui explique qu'on n'ait pu faire tout d'abord, avec le général Govone, que des conventions conçues en termes très généraux. Les dépêches du 26 avril vinrent leur donner une forme plus arrêtée, et de même qu'elle avait motivé la première les armements de la Prusse, l'Autriche provoquait aussi ceux de l'Italie. »

On discuta toujours sur les termes du traité. La rédaction primitive fut conservée telle qu'elle avait été communiquée au cabinet de Florence. Le président du conseil du cabinet

Digitized by Google

de Berlin y adhéra, après s'être mis d'accord avec le roi et les plénipotentiaires italiens[1].

Aucune négociation n'a été plus longue et plus difficile, mais aucune n'a été plus féconde. N'est-ce pas ce traité qui a décidé, non seulement du sort de deux grands pays, mais qui, de plus, a exercé une influence décisive sur les événements de 1870? Le maintien de la neutralité de l'Italie dans la guerre franco-allemande, ne doit-elle pas être attribuée au concours de la Prusse en 1866, pour l'affranchissement

[1] *Traité d'alliance entre le roi d'Italie et le roi de Prusse.*

LL. MM. le roi d'Italie et le roi de Prusse, animés du même désir de consolider les garanties de la paix générale, en tenant compte des besoins et des aspirations légitimes de leurs nations, ont, pour régler les articles d'un traité d'alliance offensive et défensive, nommé pour leurs plénipotentiaires munis de leurs instructions, savoir : Barral, Govone, Bismarck, lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne forme, sont convenus des articles suivants :

1° Il y aura amitié et alliance entre S. M. le roi d'Italie et S. M. le roi de Prusse;

2° Si les négociations que S. M. le roi de Prusse vient d'ouvrir avec les autres gouvernements allemands, en vue d'une réforme de la Constitution fédérale, conformément aux besoins de la nation allemande, échouaient et que Sa Majesté, par conséquent, serait mise en mesure de prendre les armes pour faire prévaloir ces propositions, Sa Majesté italienne, dès qu'elle en sera avertie, en vertu du présent traité, déclarera la guerre à l'Autriche;

3° A partir de ce moment, la guerre sera poursuivie par Leurs Majestés avec toutes les forces que la Providence a mises à leurs dispositions et ni l'Italie ni la Prusse ne concluront ni paix ni amnistie sans consentement mutuel;

4° Ce consentement ne saura être refusé quand l'Autriche aura consenti à céder à l'Italie le royaume lombard-vénitien et à la Prusse des territoires autrichiens équivalents audit royaume en population;

5° Ce traité expirera trois mois après la signature, si, dans ces trois mois, le cas prévu à l'art. 2 ne s'est pas réalisé, savoir : que la Prusse n'aura pas déclaré la guerre à l'Autriche;

6° Si la flotte autrichienne, dont l'armement s'exécute, quitte l'Adriatique avant la déclaration de guerre, Sa Majesté italienne enverra un nombre suffisant de vaisseaux dans la Baltique, qui y stationneront pour être prêts à s'unir à la flotte de Sa Majesté prussienne dès que les hostilités éclateront.

Fait à Berlin, le 8 avril 1866.

C. A. Barral, gén. Govone, Bismarck.

Digitized by Google

de Venise, concours qui a eu pour conséquence la délivrance de Rome et la fin du pouvoir temporel.

« Après la signature du traité, poursuit le général Govone dans sa lettre à La Marmora, nous prîmes congé du président du Conseil; il nous dit, que le lendemain, la Prusse présenterait à la diète la proposition de la réforme fédérale et du parlement allemand, élu par le suffrage universel; il attendait de cette proposition la plus grande confusion en Allemagne, et ensuite la guerre... Le comte de Barral objecta que tous les États allemands refuseraient la proposition et demanda ce que ferait alors la Prusse. Le président du conseil répondit qu'il lui resterait, soit à se retirer de la confédération, soit à prendre les armes pour faire triompher la proposition. » L'alliance de la Prusse avec l'Italie resta secrète, tout en étant soupçonnée en Allemagne et devinée à Paris.

La diplomatie fit un dernier effort en faveur de la paix. La Russie et l'Angleterre paraissaient d'accord pour faire prévaloir une entente entre l'Italie et l'Autriche. Quant à la France, elle redoutait la guerre presque autant qu'elle l'espérait. Napoléon voulait bien affranchir Venise, pour rester fidèle aux engagements qu'il avait pris en 1859; mais il craignait de compromettre à Rome l'influence de la France. M. de Bismarck seul était décidé Nous verrons dans la suite que si la prodigieuse fortune de la Prusse allait surprendre l'Europe, l'honneur en revient, avant tout, au grand politique qui, en signant l'union italo-prussienne, réconciliait l'Allemagne avec la maison de Hohenzollern et donnait au roi Guillaume le prestige que Victor-Emmanuel avait en Italie.

N. Reyntiens.

Digitized by Google

CHAMBRE A LOUER.

V

Les confidences de Jaroslav Dombisky étaient de nature à préoccuper Jacques. Tout ce qui sort de la vie ordinaire, toutes les circonstances qui détonnent dans les banalités quotidiennes excitent les imaginations jeunes, dont elles sont, pour ainsi dire, les meilleurs éléments de nutrition. Bien que Bruxelles paraisse une ville où l'existence soit régulière et bourgeoise, ces sortes d'aventures y sont beaucoup moins rares qu'on ne pense ; mais nous ne voyons que la surface du mouvement général de l'agglomération ; les accidents et les complications nous échappent.

Pour Jacques, qui n'avait pas vingt ans, c'était quelque chose que d'entrer dans la vie d'artiste par la porte de la fantaisie et de l'imprévu. Quoiqu'il ne fût pas romanesque à la façon d'un Werther ou d'un Oberman, il ne pouvait être insensible à ce roman dans lequel le hasard semblait vouloir lui réserver une place. Lors même qu'il n'eût pas eu le cœur tendre, la puissance imaginative du cerveau eût suffi largement pour le faire sortir de la voie banale et le pousser dans les sentiers inconnus. Il fit donc les rêves que tout jeune homme, dont l'esprit a acquis une certaine richesse, aurait faits en cette situation, et ses châteaux en Espagne ne furent pas d'un autre caractère que ceux que l'on construit à son âge. Dombisky était UNE FEMME : cette seule image accélérait les battements de son cœur et donnait à sa démarche

Digitized by Google

plus d'élasticité, à ses pensées plus de vie. Il sentait déjà en lui un nouvel homme s'éveiller, et dans cet homme des facultés qu'il croyait ne point avoir la veille. Mais toute graine ne contient-elle pas une plante, des boutons et des fleurs?

Malgré sa jeunesse et sa santé, il dormit peu la nuit qui suivit les confidences de Dombisky.

Le matin, il se ressouvint d'avoir dit : « Je ne reviendrai que quand j'aurai loué ma chambre et serai installé. » Aussi se mit-il à chercher cette chambre avec une ardeur enfantine.

Il courut la ville, restant dans le cercle le plus restreint possible, afin de ne s'éloigner ni de Dombisky ni de l'Académie des Beaux-Arts, ni des musées. Chose étrange, quoiqu'il se fût dit : « Je ne serai pas trop difficile, » il entra dans une douzaine de maisons sans rien trouver à sa convenance, et il en était irrité contre lui-même. Vers midi, il montait la rue de l'Escalier, sans cesser de tourner les yeux de droite et de gauche. Là encore, il visita un « quartier » de deux pièces, dont le prix lui convenait, mais qui était meublé trop pauvrement. L'idée qu'il ne voudrait pas y recevoir Dombisky passa dans son esprit, et c'en fut assez pour qu'il ne le louât point.

Il continua de monter; il arriva bientôt à la « Steenporte », bout de rue entre les rues d'Or et de l'Escalier et la rue Haute. A droite, avant d'arriver à l'église de la Chapelle, il vit l'affiche ordinaire : « Chambre garnie à louer, » à la vitrine d'un magasin d'antiquités. La maison était de chétive apparence; il passa.

Quand il fut à la place de la Chapelle, il se crut déjà loin de son centre et revint sur ses pas. La mauvaise humeur commençait à le tourmenter, et il grommelait à la fois contre lui-même et contre la malchance.

En revoyant le magasin d'antiquités, il laissa glisser sur toute la façade, comme si ç'eût été une statue, un regard curieux. C'était une maison du XVII^e^ siècle, à pignon dentelé; les deux étages à trois croisées, surmontés d'un

Digitized by Google

œil-de-bœuf, n'étaient point ordinaires. Jacques leur fit l'honneur d'un examen un peu plus attentif, et on put voir, au léger épanouissement de ses traits, que la mauvaise humeur quittait son esprit peu à peu, comme un brouillard chassé par le vent frais du matin.

Il était de l'autre côté de la rue; il piqua droit sur la porte de la maison. Tandis qu'il marchait, il aperçut un visage de femme contre la vitre, et soudain, sans raison bien appréciable, il se décida à entrer en se disant : « On ne peut pas savoir... »

« Mademoiselle, vous avez une chambre garnie à louer?

— Oui, monsieur.

— Je voudrais la voir. »

Elle se dirigea tout de suite vers une porte, à gauche, au fond du magasin, en zigzaguant entre des meubles sculptés, chaises, tables, bahuts grands et petits. Jacques la suivit. La porte ouvrait sur un vestibule, à droite duquel se trouvait un escalier étroit et sombre, en vieux chêne. La jeune fille monta au second étage.

« C'est ici, monsieur. »

Elle ouvrit une porte et Jacques pénétra avec elle dans la pièce qui donnait sur la rue. C'était meublé modestement, mais avec une sorte de goût. Seulement, il n'y avait pas de lit; Jacques le fit observer.

« Le lit est dans le cabinet, ici à côté, monsieur. »

Ils entrèrent dans le cabinet, meublé, outre le lit, d'un lavabo-commode, d'une garde-robe et de deux chaises.

« Et quel est le prix de ces deux pièces, mademoiselle?

— Vingt-cinq francs par mois, monsieur.

— Eh bien... Je les loue, si vous me voulez bien pour votre locataire.

— Oh! monsieur, pourquoi pas? »

Elle parlait d'une voix douce, un peu monotone, sans timidité, avec une sorte d'effort qui produisait un sentiment pénible dans le cœur de son interlocuteur. Ils rentrèrent dans la grande pièce.

Digitized by Google

« Si je voulais faire des changements dans l'aménagement du mobilier, le pourrais-je, mademoiselle?

— Certainement, monsieur : vous serez le maître chez vous. »

Elle était placée en face des trois croisées, qui l'éclairaient en plein. Jacques ne put s'empêcher de l'envelopper d'un regard scrutateur; sa voix, douce comme une plainte, forçait les indifférents mêmes à lui prêter attention. Jacques vit un visage pâle et souffrant, un sourire pour ainsi dire navré, des cheveux châtain-clair, un front un peu bombé, des yeux bleus, brillants, dont l'expression avait quelque chose d'égaré qui faisait mal. Elle était de taille plutôt petite que moyenne. De jolies mains trop blanches reposaient, croisées, à sa ceinture.

« Pauvre enfant! » se dit Jacques.

« Je ne dois pas être bien loin ici de la rue des Petits-Carmes, mademoiselle? demanda-t-il pour parler.

— Par le Grand-Sablon, à six ou sept minutes, monsieur.

— C'est parfait! Demain, vers huit heures, si ce n'est pas trop tôt, je viendrai m'installer. Je vais vous payer un mois d'avance; car vous ne me connaissez pas.

— C'est comme vous le voulez, » dit-elle simplement.

Jacques paya ses vingt-cinq francs, charmé d'avoir enfin, pour un prix modeste, un appartement qui lui convenait parfaitement. Il n'eut rien de plus pressé que d'apprendre cette bonne nouvelle à son parrain. Dans l'après-midi, il alla faire sa visite au directeur de l'Académie, puis passa au secrétariat de cet établissement pour se faire inscrire. Ainsi en règle avec lui-même, il crut pouvoir se permettre d'aller dire bonjour à Dombisky. Après son dîner, il se dirigea vers la rue des Petits-Carmes. Dombisky était sorti. « Ce sera pour demain, » se dit-il.

Seul, désœuvré, il ne savait que faire. En demandant son chemin, il descendit le Petit-Sablon, puis le Grand-Sablon, et arriva à la « Steenporte, » devant chez lui : le caprice lui était venu de revoir ses croisées. Il se planta de l'autre côté de la rue et regarda, comme un badaud. Alors seulement

Digitized by Google

il lut l'enseigne qui se détachait en lettres noires sur un fond rouge, au dessus de la porte :

A^tte^ LARUELLE,

FABRIQUE DE MEUBLES SCULPTÉS.

« Laruelle, se dit Jacques. Mes hôtes sont wallons, et sans doute liégeois. »

En abaissant ses regards, il vit contre la porte vitrée, éclairée vaguement par la lumière d'un réverbère qu'on venait d'allumer, la jeune personne qui lui avait loué sa chambre ; il la salua ; elle lui rendit son salut.

« Voilà, se dit-il en s'en allant, une pauvre fille qui a l'air de s'amuser comme une hirondelle dans une cage. »

VI

Jacques s'installa avec plaisir ; il était enfin chez lui ! Mais il était chez lui tout seul, absolument abandonné à lui-même, et pour le moment désœuvré malgré lui, car il n'avait aucun des éléments nécessaires à son travail de sculpteur. Il avait écrit au parrain de lui expédier « ses affaires » le plus tôt possible, et comme ses affaires étaient emballées, il espérait les recevoir le surlendemain. Mais que faire avant le surlendemain ? On se lasse de vaguer, même dans une grande ville intéressante. Le jour de son installation, il alla passer quelques heures de la matinée au musée des anciens maîtres ; dans l'après-midi, il visita la galerie des sculptures antiques. Cela lui donna un grand nombre de jouissances intellectuelles et un mal de tête qui prouvait, selon lui, qu'il n'y a pas de roses sans épines. Le dîner dissipa ce produit d'une trop grande tension cérébrale ; et après son dîner il fit une tentative pour voir Ida.

Il la trouva chez elle, légèrement indisposée ; elle parut revoir Jacques avec plaisir.

« Vous arrivez à propos, lui dit-elle ; je m'ennuyais.

Digitized by Google

Asseyez-vous là et contez-moi quelque chose. Vous êtes donc installé? »

Jacques ne demandait pas mieux que de causer; il était l'expansion même et il confiait ses pensées avec une ingénuité d'enfant véritablement aimable. Il fit la description de la maison de ses hôtes et de son appartement. Le magasin de sculptures et de bibelots lui procura l'occasion de montrer sa verve d'artiste en herbe.

« Et les hôtes? demanda Ida.

— Je n'ai encore vu que la jeune fille qui m'a loué mon appartement et une grosse servante flamande qui ne comprend pas un mot de français, de sorte que je lui parle par gestes et qu'elle entend généralement de travers. Cela me fera, j'espère, de bons quiproquos qui égaieront mes rapports avec ma femme de chambre. Mais la jeune marchande est intéressante au delà de toute expression. Savez-vous l'effet qu'elle me fait? D'un personnage fantastique, d'une espèce de fantôme, d'une princesse métamorphosée en bourgeoise par une méchante fée. Sa touchante pâleur et son attitude mélancolique ne sont pas d'accord avec l'expression de ses yeux qui sont éclatants et égarés. Je l'ai vue trois fois ce matin, et chaque fois je me suis demandé si elle allait me rire au nez avec éclat ou pleurer à sanglots. Il me semble que sa pâleur n'est pas naturelle, et je voudrais être médecin pour l'étudier. Lorsque je suis parti, elle était assise, inoccupée, dans un coin de son magasin, entre un bahut du temps de Louis XIII, une horloge renaissance et trois ou quatre fauteuils de différentes époques. Vêtue d'étoffes sombres, elle faisait pour ainsi dire corps avec les objets qui l'entouraient; sa tête et ses mains pâles, d'une immobilité de statue, se détachaient en lumière sur son encadrement, comme des rayons de lune passant à travers les trouées du feuillage, dans un bois. Je m'arrêtai un moment devant elle, à distance, pour la saluer; elle me fit bonjour en baissant la tête d'un mouvement automatique, comme la statue du commandeur dans le « Festin de Pierre ». Ses yeux bleu-pâle brillaient comme deux diamants.

Digitized by Google

— Vous la faites étrange, dit Ida.

— Elle est plus étrange que je ne vous la dépeins, reprit Jacques. Elle fait songer au surnaturel.

— Quel âge a-t-elle?

— Dix-sept ans, peut-être, ou vingt-cinq; impossible de savoir au juste. Son visage est à la fois jeune et vieux, fatigué et ingénu.

— Vous allez en devenir amoureux, mon cher camarade.

— J'en ai pitié et elle m'intéresse, voilà tout, dit Jacques.

— C'est un fort bon commencement...

— Vous êtes donc savante, en amour? demanda Jacques, avec sa brusquerie habituelle, adoucie par la loyauté de sa physionomie.

— J'ai beaucoup souffert par l'amour, répondit Ida. Si je suis ici, c'est l'amour qui en est la cause. »

Elle soupira, et distraitement se mit à chiffonner le bord du tapis de la table. A demi renversée dans un vieux fauteuil acheté bien certainement à quelque vente publique, et qui ne cadrait nullement avec le reste du mobilier, elle paraissait souffrante, fatiguée de la vie. Jacques était attiré par cette attitude où se lisait également un profond ennui. Il eût voulu rendre du ressort à cet esprit, refaire bouillonner le sang dans ces veines refroidies. Sa pâleur délicate n'était point maladive comme celle de la jeune marchande : elle donnait plutôt l'idée d'une créature humaine harassée après une longue marche et qui aurait besoin de dormir longtemps, longtemps, pour se refaire des forces.

« Et vous aussi, dit Jacques après un silence, vous éveillez la pitié. Si vous me racontiez vos peines, cela vous soulagerait peut-être. »

Ida hocha la tête et resta muette un moment; puis se décida à parler.

« Mes peines seront bientôt contées, dit-elle. J'appartiens à une famille bourgeoise de Varsovie et je me nomme Ida Wiloutchine; nous sommes d'origine russe, mais établis en Pologne depuis un siècle, et comme cela arrive souvent, notre patriotisme est plus ardent que celui des Polonais de

Digitized by Google

race pure. A vingt-deux ans, je connus un gentilhomme gallicien qui parcourait la Pologne pour la soulever; je l'aimai et il m'aima. Il s'était consacré à l'œuvre de l'émancipation et de l'indépendance et ne voulait point se marier pour pouvoir se livrer tout entier à la grande mission qu'il s'était donnée. Lorsqu'il quitta Varsovie, après trois mois de séjour, je le suivis, de mon propre mouvement, sacrifiant ainsi ma réputation, mon honneur, mon avenir, à celui qui faisait à son pays le sacrifice de son temps et de sa vie. Je fus heureuse, pendant cinq mois, d'un bonheur complet. Je me croyais liée jusqu'à la mort à celui pour qui j'avais tout abandonné et je ne regrettais nullement d'avoir tout abandonné. Il me trompa; je surpris une intrigue entre lui et une Polonaise de haut rang qui s'en était éprise comme je m'en étais éprise moi-même. Je me vengeai cruellement : je dénonçai mon amant au gouvernement russe. Aujourd'hui, il expie son patriotisme dans les mines de la Sibérie ».

Elle cacha son visage dans ses mains et de profonds sanglots soulevèrent sa poitrine. Jacques laissa passer cette grande émotion ; il ne se croyait pas la force nécessaire pour la calmer par des paroles. Il était d'ailleurs pris au dépourvu et se sentait au dessous de son caractère de confident.

« J'ai tout dit, reprit Ida; le reste ne vaut pas la peine d'être mentionné. Après avoir vécu misérablement, isolée et méprisée, dans la maison que m'avait laissée mon père en mourant, je pris la résolution de réaliser ma petite fortune et d'aller à l'étranger terminer une carrière si mal commencée. Je suis lâche, le suicide me fait peur. C'est par crainte d'un moment de douleur que je vis encore. J'ai pris des habits d'homme pour n'être pas en butte aux attentions des hommes. Je me suis fait inscrire à l'université pour occuper mon ennui. N'avez-vous pas horreur de moi? »

Jacques n'avait pas horreur du tout et il le dit sans hésiter. La passion qui va jusqu'au crime effarouche rarement les esprits jeunes; le romantisme est dans la nature à l'état d'exception, comme l'orage. L'histoire d'Ida Wiloutchine était

Digitized by Google

bien plutôt faite pour enthousiasmer un artiste déjà amoureux de l'étrange, que pour lui donner de l'aversion.

« Je suis bien imprudente en vous parlant comme je le fais, à cœur ouvert, reprit Ida. Mais votre physionomie m'a tout de suite plu par sa franchise, malgré votre jeunesse, et j'avais un tel besoin de vivre moins isolée, que je n'ai pu résister à mes sympathies. Vous n'êtes pas encore un homme; peut-être bien que vous serez un bon camarade. Vous aurez d'ailleurs tout le temps d'être perfide plus tard... »

Ils causèrent toute la soirée. Ida était fort intelligente, et sa conversation, toute remplie d'images et d'événements étrangers à la Belgique, donnait sa vraie pâture à l'imagination artiste de Jacques Tillière. Elle connaissait et parlait plusieurs langues avec une égale facilité, ayant eu, dès son enfance, beaucoup de goût pour l'étude. Cela, du reste, n'est point rare dans la petite noblesse et la bourgeoisie russes.

Avant de partir, vers dix heures, Jacques, debout devant Ida, et tenant dans sa main une des mains de la jeune femme, dit :

« Vous devriez me faire un plaisir.

— Lequel?

— Vous m'avez dit que les cours de l'université ne sont pas commencés; vous êtes désœuvrée : lorsque j'aurai reçu de Marchienne mon bagage de sculpteur, venez poser chez moi, je ferai votre portrait... Voulez-vous?

— Pourquoi non, mon cher camarade?

— C'est dit. Je viendrai vous avertir quand je serai prêt. En attendant, vous savez où je demeure : la politesse ne vous fait-elle pas un devoir de me rendre ma visite?

— Si, vraiment.

— Je vous attendrai demain soir, à sept heures... »

VII

Ainsi se noua l'intimité entre Jacques Tillière et Ida Wiloutchine. Les habits d'homme que portait la jeune Polonaise donnèrent tout de suite à cette intimité un caractère

Digitized by Google

familier. Jacques, d'ailleurs, sentit bientôt s'apaiser les mouvements romantiques qui avaient agité son imagination dans les premiers jours, et Ida devint pour lui un véritable camarade du sexe masculin. Elle portait son costume avec autant de simplicité que d'aisance; seuls, les pieds et les mains pouvaient faire douter qu'elle fût un jeune garçon de dix-sept ou dix-huit ans.

Dès le surlendemain, elle alla poser pour son portrait; Jacques commença un bas-relief, un profil, en cire, dans les dimensions « académiques », c'est à dire à peu près demi-nature. Son salon, qui servait aussi de salle à manger, était devenu un atelier : les croisées de côté, dont les rideaux et les stores avaient été baissés, ne laissaient plus pénétrer qu'une faible lueur, tandis que par la croisée du milieu, débarrassée de ses ornements, entrait une lumière vive et franche.

Ils causaient; Jacques disait tout ce qui lui passait par la tête, comme si Ida avait été un garçon. Il n'avait pas « vécu » jusqu'alors, et sa causerie ne pouvait en rien effaroucher une jeune femme; mais elle était assez libre dans le fond, assez vivante et originale dans la forme, pour donner à ces séances un ton de bonne humeur affectueuse qui n'excluait point un respect réciproque. Ida, d'ailleurs, finit aussi par penser tout haut, à la façon de la plupart des femmes, c'est à dire avec des lacunes mystérieuses et des percées de lumière immédiatement voilées de fins brouillards. Elle parla de la Pologne en Polonaise fanatique et déraisonnable, des Russes en ennemie tenace et partiale, mais inoffensive. Le chauvinisme est partout le même, parce qu'il est partout le produit du patriotisme étroit, inintelligent. Jacques ne pouvait juger ainsi les sentiments d'Ida : il admira, au contraire, sa rébellion et ses indignations, et il lui trouva des allures et un esprit « d'héroïne ». Dans son bas-relief, cette pensée le poursuivant, il essaya de donner à la physionomie d'Ida quelque chose d'inspiré; tandis qu'il ciselait ce profil délicat, il songeait à Charlotte Corday, et, dans une case plus profonde de son cerveau, l'image même de Judith apparaissait quelquefois.

Digitized by Google

Et puis, quand il se trouvait seul avec son travail, Ida étant partie, il s'étonnait naïvement que le portrait ne ressemblât guère.

Un jour, tandis qu'Ida posait, on frappa à la porte de « l'atelier. » C'était la jeune hôtesse qui apportait à Jacques une lettre de son parrain. Il se leva, prit la lettre et remercia Mlle Laruelle.

« Vous faites un portrait, monsieur? demanda-t-elle.

— Oui, mademoiselle.

— Me permettez-vous de voir?

— Sans doute. »

Elle s'approcha, fit une légère inclination de la tête en regardant Ida, et examina le bas-relief, tout cela avec simplicité, sans intimidation aucune, mais aussi sans aucune apparence de hardiesse. Ses regards allaient du bas-relief au visage d'Ida, restée assise, et qui, de son côté, l'examinait du coin de l'œil, d'une manière toute féminine.

« Est-ce vraiment un portrait que vous comptez faire, monsieur? demanda-t-elle encore en se tournant vers Jacques.

— Mais oui, mademoiselle. »

Après un court silence, elle dit en hochant la tête :

« Il y a de la ressemblance, mais ce n'est pas un portrait; vous êtes tourmenté par une idée étrangère... On dirait presque que vous voulez faire une tête de femme.

— Mais... dit Jacques interloqué.

— Du moins, reprit-elle, c'est mon sentiment. »

Elle regardait Ida.

« Il est vrai, dit-elle encore, qu'on pourrait s'y tromper... Pardonnez-moi, monsieur; j'espère que ma critique ne vous a pas froissé. »

Elle se mit à rire, d'un petit rire argentin, qui faisait la même impression pénible que la vue de son visage pâle et fatigué. Avant que Jacques eût répondu, car il restait un peu ahuri, elle salua et s'en alla de son pas tranquille.

« Eh bien, dit Jacques après un moment de silence, qu'en pensez-vous, Jaroslav?

Digitized by Google

— C'est une malade gâtée, répondit Ida avec un peu de mépris, — gâtée et mal élevée.

— Mal élevée!

— Oui, sans doute, et hardie. Elle me déplaît.

— Tiens! dit Jacques, et à moi elle m'est très sympathique. J'en ai pitié; je voudrais la guérir; je la soignerais volontiers comme un enfant.

— Il y a de la folie dans ses yeux.

— Oui, la pauvre fille! Mais son intelligence n'est point vulgaire. Elle paraît connaître les arts. Les réflexions qu'elle vient de faire ne sont pas celles du premier venu.

— Je n'en sais rien, dit froidement Ida. Comment se nomme-t-elle?

— Laure Laruelle. »

Ida, qui s'était levée, alla se rasseoir en silence et se remit à poser. Jacques reprit aussitôt ses outils et travailla ardemment, pendant longtemps, sans parler. De son côté, Ida posait immobile comme une statue, absorbée par quelque pensée secrète qui donnait à sa physionomie quelque chose de sombre et aussi de mystérieux. Jacques modelait avec une sorte d'acharnement fiévreux; il y avait de la souffrance dans ses sourcils et dans la mobilité de ses narines; on eût dit qu'il respirait avec effort, le poids du travail pesant sur sa poitrine. Tout à coup, après s'être reculé d'un pas pour mieux voir son bas-relief, il se jeta sur son chevalet avec colère, et d'un rapide coup d'ébauchoir râcla la cire.

« Au diable! dit-il; ce n'est pas cela du tout!

— Qu'est-ce donc que vous faites? demanda Ida en se levant vivement et venant se placer à côté de l'artiste.

— Vous voyez : je défais.

— Mais c'est de l'extravagance...

— Puisque ce n'est pas ça, pourquoi m'obstiner? Nous allons recommencer.

— Comment, la critique de cette petite fille vous fait un pareil effet!

— Elle m'a ouvert les yeux.

Digitized by Google

— Et j'aurai posé pour... pour le roi de Prusse? Cela n'est pas gentil, monsieur Tillière.

— Je ne veux pas vous faire un mauvais portrait.

— J'en étais fort contente, moi!

— Il ne vous ressemblait vraiment pas...

— Vous m'aviez un peu flattée, c'est vrai; mais cela ne déplaît pas aux femmes, et vous oubliez peut-être un peu trop que... que je suis une femme. »

Elle rougit et fit rougir Jacques.

« Je croyais, dit-il d'une voix émue, que je ne pouvais l'oublier assez. »

Elle le regardait d'un regard étrange, énigmatique, où il y avait de la hardiesse, de la hauteur et de la douceur, et ce regard troublait Jacques l'innocent. Tout doucement, le rayonnement de ses prunelles ardentes s'éteignit et elle détourna les yeux.

« Vous avez raison, dit-elle. Voulez-vous recommencer?... »

Jacques recommença avec son ardeur ordinaire, et, cette fois, ne vit ou essaya de ne plus voir dans son modèle que Jaroslav Dombisby. En une demi-heure, il eut « massé » le profil du jeune étudiant, et le caractère y était à larges traits; l'expression, composée d'ironie souriante et de dureté, apparaissait dans cette ébauche vivante, comme le soleil dans les premiers rayonnements de l'aube. Jacques se montra content de son travail; Ida, au contraire, parut vouloir le critiquer.

« Vous avez maintenant fait de moi un gamin moqueur, dit-elle. Que devient Ida Wiloutchine dans ce changement?

— Vous savez bien que je ne la connais pas, » dit en riant Jacques.

Ida garda le silence. Quand elle partit, il parut à son camarade Tillière qu'elle se montrait moins intime, moins démonstrative que d'habitude. « Ce ne sera qu'un moment de dépit, » se dit-il. Il la reconduisit jusqu'au seuil de la porte du magasin et la vit disparaître au coin de la rue. Quand il rentra, son premier regard rencontra le visage pâle de Laure Laruelle. Elle était debout entre deux meubles, contre la muraille de droite du magasin, dans une pénombre, pour

Digitized by Google

pour ainsi dire rigide, ses deux mains appuyées sur sa poitrine ; elle tenait les yeux fermés, et il sembla à Jacques, à voir le va-et-vient de ses épaules, qu'elle pleurait. Son premier mouvement fut de s'approcher, et le bruit de ses pas ne sembla point arriver jusqu'à la jeune fille, car elle ne leva pas les paupières. Lorsqu'il fut assez près d'elle, après avoir zigzagué entre les meubles, Jacques s'aperçut que Laure ne pleurait point, mais respirait avec force, comme si elle était oppressée par un spasme soudain. On eût pu la prendre pour une malade endormie, tourmentée par un cauchemar.

« Êtes-vous indisposée, mademoiselle ? » demanda Jacques.

Sans ouvrir les yeux, elle se mit à balbutier quelques monosyllabes ; et pour prononcer ces paroles inintelligibles, elle fit des efforts évidents.

« Il ne faut pas rester là, mademoiselle, reprit Jacques avec inquiétude, et tout ému ; voulez-vous que j'appelle Marie?

— Non... non...

— Venez avec moi, alors ; venez vous asseoir...

— Je ne... je ne... je ne puis... *ils ne veulent pas...* »

Jacques resta muet, tout interloqué.

« Non, dit-elle encore, tout à l'heure... Laissez, laissez... *Je lutte...* »

Jacques ne savait que faire ; il prit le parti d'aller à la recherche de la bonne, qu'il trouva dans la cuisine. Mais comment lui expliquer ce qu'il voulait?

« Mademoiselle... au magasin... » dit-il en montrant le plafond du sous-sol.

Marie comprit et monta. Quand elle eut vu Laure dans sa cachette, elle hocha la tête et prononça quelques mots flamands qui paraissaient pleins de commisération. Puis elle s'en alla, laissant sa maîtresse dans son étrange situation. Jacques, plus étonné que jamais, s'assit et de loin observa l'attitude de la jeune fille. Elle était toujours tourmentée, et des mouvements la secouaient de temps en temps ; bientôt elle poussa de petits cris, comme un enfant qui souffre en dormant ; et tout à coup elle jeta une exclamation sauvage

Digitized by Google

qui fit faire un soubresaut à Jacques. Immédiatement après cette expansion violente, elle parut reprendre connaissance et avoir conscience d'elle-même. En vacillant, elle sortit de son coin et s'avança du côté de Jacques ; elle se tenait aux meubles, et de temps en temps, avec un léger gémissement, passait une de ses mains sur son front. Jacques se leva.

« Vous êtes mieux, mademoiselle?

— Oui, dit-elle d'une voix éteinte, c'est fini; mais je suis bien fatiguée.

— Appuyez-vous sur mon bras. Où voulez-vous aller?

— Là, dans l'arrière-boutique... Il y a un... un sofa. »

Elle tomba plutôt qu'elle ne s'assit, se renversa en arrière et ferma les yeux. Des larmes filtraient entre ses paupières. Des mouvements nerveux l'agitaient de la tête aux pieds.

« Merci, dit-elle, et ce n'était qu'un souffle, merci! »

De la main elle fit un geste qui signifiait : « Éloignez-vous! » Jacques sortit à reculons. Dans le vestibule, il se trouva face à face avec Marie, qui poussa la tête dans l'arrière-boutique, puis se tourna vers Jacques. Elle ferma les yeux et posa son visage sur sa main ouverte, et Jacques comprit que sans doute Laure allait dormir. Il remonta chez lui, tout troublé par cette scène. « La pauvre jeune fille est malade, se dit-il, et peut-être malade sérieusement. On l'abandonne; elle vit toute seule, car cette grand'mère dont elle m'a parlé ne paraît pas. Tout est mystère dans cette maison. Et comment va le commerce, avec cette malheureuse enfant pour lui donner de l'impulsion? Ne pourrais-je pas être utile? Faut-il offrir mes services? Ne serait-il pas bon que je connusse quelque chose — au moins une partie des étrangetés qui m'entourent? Comme elle était pâle et quel éclat vitreux dans ses yeux, quand ils se sont ouverts! Pauvre enfant! »

Il marchait dans son salon-atelier, agité comme si lui aussi était sous l'impression d'un mauvais rêve. Poussé par l'intérêt, il alla ouvrir la porte de son appartement, pour écouter les bruits de la maison et pour être prêt à tout, en cas d'événement extraordinaire. Le plus grand silence régnait. Il rentra, se posa devant son chevalet et essaya de

Digitized by Google

se soustraire à la pensée qui le ramenait toujours vers Laure. Une seconde fois il alla ouvrir sa porte, dominé par une inquiétude qui tenait de l'angoisse; il resta immobilisé par le saisissement : Laure se trouvait tout contre la porte. Aussitôt qu'elle l'eut vu, elle se tourna, et d'un pas automatique assez rapide s'avança vers l'escalier, qu'elle descendit avec une telle vitesse que Jacques s'élança en avant, d'un mouvement instinctif, pour l'empêcher de rouler jusqu'au bas des marches. Elle avait déjà disparu. « Que venait-elle faire là? Pourquoi s'en va-t-elle? » L'ahurissement de Jacques augmentait. « Est-elle vraiment folle? » Au moment où il se demandait cela, une voix faible et douce, comme un chant lointain d'oiseau, se fit entendre. Jacques alla jusqu'à la rampe de l'escalier et se pencha pour mieux écouter. C'était certainement Laure qui chantait, sur un air mélancolique, une romance plus mélancolique encore. Le même sentiment pénible, cette fois mêlé d'un plaisir indéfinissable, pénétra Jacques tout entier, tandis qu'il écoutait cette voix à la fois suave et pénible, dont les notes ne paraissaient point appartenir à la gamme des sons humains.

Laissez-moi voler dans les airs,
Traverser l'espace sans bornes,
Ou bien dans l'abîme des mers
Flotter sur un lit d'algues mornes.
Pour moi le temps est un moqueur;
L'existence est lourde à mon cœur;
J'aspire à la paix éternelle.
Je voudrais être arbre ou rocher,
Ou l'oiseau qui va se percher
Seul, en chantant sa ritournelle.

Être quelque chose ou quelqu'un...
Qu'importe, vivre ou ne point vivre!
Je demande à tous, à chacun,
Que de moi-même on me délivre.
Au bords des ruisseaux, dans les prés
De couleurs vives diaprés,
J'irai flotter à l'aventure :
Mouche légère ou papillon,
Insecte aux ailes vermillon,
Au sein de la mère nature.

Digitized by Google

Après ces deux couplets, le chant cessa; pendant longtemps Jacques resta penché sur la rampe, écoutant encore. Il se sentait dans un milieu fantastique et la proie d'une sorte de fascination. Il n'avait jamais rien rêvé de pareil; son imagination exagérait encore les côtés étranges de ces scènes intimes qui, au fond, n'avaient d'étrange que la façon dont elles se présentaient. N'est-ce pas presque toujours l'ignorance qui donne à certains faits un caractère exceptionnel que l'on qualifie souvent de surnaturel?

Lorsqu'il sortit pour aller dîner, il vit dans le magasin Laure causant avec un acheteur; elle paraissait gaie maintenant, tout à fait remise des émotions de l'après-midi. Cependant, Jacques remarqua qu'elle avait encore des frissons nerveux, et que les muscles de sa face palpitaient comme s'ils avaient été en contact avec une pile de Volta.

Dans la rue, Jacques se dit : « Je ne raconterai pas ces scènes à Dombisky; je ne sais pourquoi, mais je suis sûr qu'il s'en moquerait, et je ne pourrais pas supporter ses moqueries. »

VIII

Jacques avait reçu de Marchienne une vingtaine d'études faites d'instinct, *con amore,* dans la solitude, sans conseil, sans expérience : c'était le travail de six mois d'aspirations et de découragements. Un statuaire de Bruxelles avait vu ces essais en passant par hasard à Marchienne et avait excité Jacques à poursuivre son idéal.

C'étaient bien là les produits d'une imagination trouble encore et de l'ingénuité la plus ignorante. Il y avait des Vénus et des paysans, des bas et des hauts-reliefs représentant soit un cabaret plein de buveurs, soit une orgie antique, soit une ronde d'enfants ailés tournant autour de deux mariés couronnés de myrte, soit des moissonneurs, soit des forgerons battant le fer sur l'enclume; il y avait aussi de petits bustes, portraits des voisins et amis, du parrain Lerot,

Digitized by Google

du bourgmestre de Marchienne, de la mère morte accidentellement. C'était un mélange de classique naïf, touchant au ridicule et de balbutiements réalistes; mais dans l'ensemble de ces tentatives on pouvait découvrir déjà une personnalité en germe, une originalité cherchant sa voie. Les produits de la tradition marquaient de l'anxiété et les impressions inspirées par la réalité montraient une hardiesse, mêlée d'effroi, qui faisait la plus amusante des associations. Au premier regard jeté sur cette collection, on ne savait trop s'il fallait rire ou encourager; mais à mesure qu'on pénétrait dans ce chaos, il s'en dégageait de l'esprit, de la virilité, et on découvrait dans les détails des morceaux sauvages véritablement vivants : c'était plein de jeunesse ardente et d'audace. Le buveur, à la façon de Brauwer, était à la fois grotesque et sarcastique; la Vénus, laide et disgracieuse, vivait; le portrait ressemblait à une caricature et le moissonneur ne devait rien au forgeron pour la lourdeur rustique; mais le souffle de vie avait passé déjà sur ces monstres, et mieux valait mille fois ces résultats encore informes d'un esprit abandonné à lui-même, que toutes les banalités auxquelles parvient si facilement la majorité des élèves d'une académie classique.

Lorsque Jacques eut revu ces embryons, il fut grandement découragé. Les huit jours passés à Bruxelles avaient déjà épanoui ses facultés d'artiste, et il voyait mieux la réalité des choses. Aussi, son ébauche du portrait d'Ida était-elle déjà bien au dessus des grossières ébauches faites à Marchienne : il fit tout de suite la comparaison et le résultat de ce travail intérieur fut un reconfort soudain. Les hommes à imagination vive passent ainsi très rapidement de l'ombre à la lumière, de l'ennui à la joie, quelquefois sans cause bien déterminée.

Les cours de l'académie avaient commencé. Jacques modelait le soir d'après la « Tête antique. » Pendant le jour, il travaillait chez lui — le matin à quelque essai de composition, l'après-midi au portrait de son camarade Dombisky.

Digitized by Google

Quelquefois, il s'arrêtait à causer avec Laure dans le magasin du rez-de-chaussée. Cette pauvre malade l'attirait, le fascinait ; il lui semblait que des distractions eussent fait du bien à ces nerfs trop impressionnables, à ce cerveau trop impressionné, et il eût voulu la conduire à la campagne, l'entraîner dehors, la fatiguer et l'amuser. Cette vie toute intérieure devait évidemment la préparer à des crises plus rapprochées et user peu à peu ses forces de résistance. Chaque fois qu'il lui parlait, il était prêt à l'occuper d'elle-même, à la questionner sur son mal; un sentiment tout naturel de discrétion l'arrêtait et il l'entretenait avec malaise de choses presque indifférentes, tandis qu'un intérêt profondément affectueux pouvait se lire dans ses yeux, où sa pensée se réfléchissait aussi nettement qu'une image dans un miroir.

Généralement, Laure avait une lucidité d'esprit peu ordinaire ; elle causait de beaucoup de choses, et fort bien, de façon à étonner Jacques. Sans doute elle avait beaucoup lu, et son entourage d'objets d'art, l'étude obligée des divers styles de meubles de diverses époques, la vue quotidienne des vases, des coupes et des brocs en porcelaine et en faïence, des cuivres ciselés ou repoussés, des verres de Venise, des produits de l'art céramique, de toutes ces œuvres, enfin, qu'on peut voir dans les magasins d'antiquités bien approvisionnés, avaient évidemment ouvert dans son cerveau bien des cases qui fussent restées fermées si elle s'était confinée dans la vie bourgeoise ordinaire.

Mais comment la maison A^tte^ Laruelle se procurait-elle ces objets de curiosité? Jacques finit par questionner Laure. Il sut alors qu'elle était aidée dans son commerce par un brave vieux chef ouvrier, nommé Pierre de Heim, attaché à la maison depuis quarante ans, et qui venait tous les soirs, après la journée finie, conférer avec la grand'mère et Laure sur tout ce qui concernait l'achat et la confection des meubles et des articles quelconques à offrir au public.

« Mais je n'ai pas vu encore votre grand'mère, mademoiselle, dit Jacques. Elle habite pourtant avec vous.

Digitized by Google

— Oui, répondit Laure ; malheureusement, elle est impotente et elle ne quitte plus la chambre. Elle a quatre-vingt-onze ans. Elle ne reçoit plus personne que Pierre ; elle ne voit plus que Marie et moi.

— J'aurais voulu lui présenter mes respects, car je fais maintenant un peu partie de la famille.

— Je lui ferai part de votre désir, monsieur Tillière. »

Elle parlait avec facilité, sans aucunement chercher ses phrases ; dans ses yeux seuls on pouvait toujours voir une sorte d'effarement, comme si elle avait été sous l'influence d'une peur quelconque, passée ou à venir. Jacques aurait voulu la reconforter, lui donner du sang-froid, mettre de l'harmonie dans ce pauvre corps tourmenté par le besoin de pondération matérielle.

« La grand'mère est âgée, dit-il, et peut supporter une existence claustrale. Mais vous, vous ne sortez jamais... et vous avez bien plus besoin de grand air et de locomotion qu'on ne vous en donne.

— Ah ! dit-elle en riant d'un rire un peu saccadé, comment exécuter l'impossible ?

— Le soin de votre santé, pourtant, mademoiselle...

— Et les responsabilités de la marchande, dit-elle avec la même gaieté souffrante.

— Si cependant vous deveniez réellement malade, il faudrait bien alors abandonner le magasin ; ne vaut-il pas mieux s'y prendre d'avance et changer peu à peu votre genre de vie ?

— Je rêve quelquefois qu'il me pousse des ailes, reprit-elle. Mais, le matin, je me retrouve absolument ce que j'étais la veille. Cela serait cependant bon de s'envoler ? J'envie les oiseaux : ils sont tout à fait libres.

— Il y a des oiseleurs, dit Jacques.

— Je n'y croirais pas, » répondit-elle en hochant la tête et laissant ses regards s'égarer dans le vague.

Et tout à coup sa pensée changeant de direction :

« Avez-vous fini le portrait de ce jeune homme, monsieur ?

— Pas tout à fait.

Digitized by Google

— Pourquoi donc lui avez-vous donné des traits de femme? Il est délicat, c'est vrai... mais...

— J'ai tout changé, mademoiselle.

— Ah!... Pourrai-je aller le voir?

— Sans doute : cela me fera grand plaisir. Vous m'avez paru avoir des idées sur les arts; vous me critiquerez.

— Oh! dit-elle sérieusement, je n'en sais pas assez pour critiquer. »

Quelques jours plus tard, vers dix heures, le matin, elle frappa à la porte de Jacques et demanda l'autorisation de voir le portrait. Jacques attendait Ida en lisant. Il s'empressa de découvrir le bas-relief, que Laure contempla longuement.

« Maintenant, c'est ressemblant, dit-elle; mais c'est toujours une tête de femme... »

En ce moment, Ida entra; elle s'arrêta un moment au seuil de la porte en voyant que Jacques n'était pas seul; puis elle pénétra dans l'atelier. Laure s'était retournée et la regardait venir vers elle. Elle s'inclina doucement, avec une grâce un peu sauvage.

« Oui, dit-elle, maintenant c'est bien ressemblant, tout à fait ressemblant. »

Et ses yeux allaient du bas-relief au visage d'Ida, et *vice-versa*, avec une vivacité extraordinaire.

« Monsieur Tillière, reprit-elle soudain, ajoutez donc un chignon, coiffez donc monsieur comme une femme : vous verrez que ce sera plus ressemblant que jamais. »

Jacques rit avec embarras, car il était trop jeune pour avoir beaucoup de sang-froid. Ida paraissait contrariée : un pli perpendiculaire descendait du milieu de son front jusqu'entre ses sourcils et lui donnait un air dur.

« Dites tout de suite que je suis une femme, mademoiselle, dit-elle.

— Je n'ai garde, répondit Laure. Une femme ne s'habille pas en homme : ce n'est pas convenable. »

Ida mordit sa lèvre et resta muette; Jacques était décontenancé et ne savait comment pénétrer dans ce dialogue qui lui paraissait brûlant. Le départ de Laure lui rendit un peu de calme.

Digitized by Google

« On croirait, dit-il, quand elle fut sortie, qu'elle vous a devinée.

— Vous aurez fait quelque vague allusion.

— Moi! dit Jacques. Pourquoi?... Quelle raison!... Vous ne pensez pas ce que vous dites là, n'est-ce pas?

— Je ne sais trop : cette petite fille avait l'air de railler. Je n'aime pas cela, monsieur Jacques. Vous savez quelles sont nos conditions; je me vengerai...

— Ne vous faites donc pas si méchant, reprit Jacques. Je vous assure que je n'ai pas dit un mot; mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'elle eût vu en vous quelque chose qui trahisse la femme. Je l'ai bien vu, moi, ce quelque chose.

— Oh! vous n'êtes pas elle; cette petite fille est une niaise.

— Ne soyez pas injuste, dit Jacques sérieusement. Au lieu d'être niaise, elle est au contraire intelligente et sensible. La pauvre enfant est gravement malade, mais pas du tout folle, je vous assure. J'ai causé souvent avec elle et son esprit me paraît au contraire plus élevé que celui de la plupart des jeunes filles dans la bourgeoisie. Vous me feriez de la peine en pensant du mal d'elle.

— Vous la défendez avec une chaleur que je dois admirer...

— Pas plus qu'il ne le faut; je l'ai vue souffrir d'une étrange façon et cela m'a fort impressionné. J'ai pour les maladies une véritable haine; je les trouve aveugles, stupides et presque toujours injustes. Je voudrais être un grand médecin pour les combattre.

— Et vous commenceriez par guérir votre hôtesse.

— Oui, et vous si vous souffriez...

— Vous n'avez pas pour moi autant... d'affection que pour elle. »

Jacques se tourna vivement vers Ida, debout à son côté et plongea ses regards au fond des yeux vifs de « son camarade ». Ida soutint parfaitement ce regard inquisiteur mêlé d'émotion et de timidité d'un caractère étrange.

« Vous me parlez comme une femme, » dit-il.

Digitized by Google

Elle se mit à rire et sans répondre alla s'asseoir sur la chaise haute où elle posait. Là, elle dit : « Nous oublions de travailler ; il faut pourtant terminer ce portrait.

— Cela vous ennuie de venir chez moi trois ou quatre fois par semaine.

— Non ; mais je finirai par vous déranger.

— Comment cela?

— Eh!... tout à l'heure, vous étiez fort occupé quand je suis entrée.

— Vous voulez dire entré ; prenez garde, vous vous trahirez vous-même... Mlle Laure avait désiré voir mon travail ; elle était venue le voir ; qu'y a-t-il d'étrange à cela?

— Rien d'étrange ; rien au contraire que de fort naturel.

— Vous avez une pensée secrète qui ne me paraît pas d'un caractère... bien... fraternel. »

Ida se prit encore à rire en haussant les épaules ; puis tout à coup devint sérieuse. « Travaillons-nous? demanda-t-elle.

— Travaillons ! » répondit Jacques.

Après un silence pendant lequel Jacques s'absorba, du moins en apparence, dans l'exécution de son bas-relief, Ida reprit la parole, sans changer de position : de sorte qu'elle avait l'air de raconter quelque chose à la muraille en face de laquelle elle était assise.

« Vous êtes bien naïf, Jacques, lui dit-elle (et Jacques tressaillit en s'entendant nommer ainsi familièrement pour la première fois). Vous parlez et vous agissez comme un enfant, et vous vous laissez aller à vos sentiments absolument comme un animal à ses instincts, sans rien calculer, sans voir plus loin qu'aujourd'hui, sans vous mettre en garde contre vos impressions du moment. Cette petite fille qui a les nerfs malades, ou qui peut-être est épileptique, a plus de finesse que vous ne pensez et vous conduira où elle voudra vous conduire. Pour les jeunes filles, un jeune homme est toujours un mari possible, et Mlle Laure Laruelle n'est pas autrement que celles qui ont de la santé. Soyez sûr qu'elle s'est aperçue que vous vous intéressez à elle, que sa situation vous touche

Digitized by Google

et qu'on peut tirer parti de l'impression qu'elle a faite sur vous. Elle vous a vu venir de loin, mon ami Jacques, et déjà elle a tendu ses piéges; et vous y tomberez sans doute si vous vous obstinez à n'écouter que vos premiers mouvements.

— Oh! dit Jacques presque indigné dans son ahurissement, quelles méchantes idées!...

— N'oubliez pas, Jacques, que c'est une femme qui vous parle et faites profit du secret que je viens de vous livrer. Vous êtes de la pâte dont on fait un mari, et Mlle Laruelle, si jeune qu'elle soit et si ingénue qu'elle semble être, manœuvrera instinctivement pour que vous l'aimiez et l'épousiez...

— Mais c'est affreux ce que vous dites là!

— Il est rare, répliqua Ida en se tournant lentement vers lui, que la vérité paraisse d'abord une belle chose... »

Un nouveau silence se fit; Jacques travaillait distraitement, avec mécontentement : il y avait de la colère dans ses yeux et ses mains tremblaient un peu, tandis qu'il caressait le profil d'Ida. Ses yeux restaient plus longtemps attachés sur le visage de son modèle, chaque fois qu'il avait à en étudier quelque partie, et il remarqua, à la façon dont la bouche se relevait à demi, dont les paupières clignotaient de temps en temps, qu'Ida était préoccupée. Soudain, sans qu'il eût repris la conversation, sans qu'elle-même eût prononcé une parole, il la vit rougir, tandis que ses mains, appuyées sur ses genoux, chiffonnaient nerveusement le coin de son veston. Cette vue impressionna Jacques au point qu'il resta immobile, son outil en l'air, à considérer Ida.

« Eh bien, dit-elle en se tournant vers lui, cela avance-t-il? »

En voyant qu'il la regardait sans travailler, elle descendit de sa chaise en ajoutant : « Si nous nous reposions un peu! »

Jacques, sans répondre, alla s'asseoir, après avoir déposé son outil, sur une chaise placée en face de son chevalet, près de la croisée. Ida se plaça debout derrière lui, et

Digitized by Google

tous deux, muets et immobiles, fixèrent leurs yeux sur le portrait.

« Avancez un peu, dit enfin Ida; nous sommes trop éloignés pour bien voir. »

Jacques avança sa chaise, après s'être levé.

« Asseyez-vous, » lui dit-il.

Elle prit sa place et lui se tint debout derrière elle, une main appuyée au dossier de la chaise. Il se fit un nouveau silence. Ida semblait s'étudier et s'absorber dans cette étude. Jacques attendait une observation.

« La jeune fille a vraiment raison, dit-elle : en ajoutant un chignon, ce serait une femme, Jacques. »

Elle se tourna vers lui, d'un mouvement lent; et tandis qu'elle cherchait à rencontrer les yeux du jeune artiste en proie à toute sorte de sentiments contraires, elle posa une de ses mains sur la main que Jacques avait négligemment laissé tomber près de son épaule. Puis elle se leva, toujours avec la même lenteur, et continua en soupirant : « On a beau faire, on ne se transforme pas; je sens et je vois bien que je serai toujours une femme; les habits, ajouta-t-elle avec un sourire énigmatique, ne changent rien aux choses que la nature a établies... »

Sa main était restée sur celle de Jacques, que cette familiarité troublait, et dont le cœur battait avec force.

« Pour vous aussi, Jacques, je veux être ce que je suis...

— Quelle idée! dit-il pour parler.

— Je ne sais pas mentir pour vous, et ces vêtements me font horreur quand vous êtes là...

— Mais que dites-vous donc? reprit Jacques tout à fait interdit et que les regards d'Ida intimidaient vraiment.

— Je parle à cœur ouvert, ajouta-t-elle; je ne veux pas continuer de mentir à mon ami Jacques. »

Et soudain, lui jetant les bras au cou en se serrant contre lui, elle lui baisa la joue; puis, reculant de deux pas, cacha son visage dans ses mains en se détournant. Jacques resta un moment comme pétrifié.

« Oh! Ida, dit-il enfin d'une voix altérée, Ida!... »

Digitized by Google

Elle se tourna vers lui en découvrant son visage pâle, qui avait pâli encore ; mais l'expression n'en avait guère changé. Le même sourire énigmatique apparut sur ses lèvres roses.

« Eh bien, dit-elle, qu'y aurait-il d'étonnant à ce que je fusse jalouse? Mais il ne faut pas exagérer l'importance de ce sentiment. Je veux être votre ami, Jacques, rien que votre ami. Vous oublierez que je suis Ida et je me souviendrai dorénavant, moi, que je suis Jaroslav Dombisky. »

Elle tendit la main, et Jacques la prit dans les siennes.

« Vous êtes fantasque, inexplicable, dit-il.

— Vous saurez plus tard, Jacques, que toute femme est fantasque et inexplicable par certains côtés... Allons, travaillez maintenant, et finissez ce portrait. »

Émile Leclercq.

(*La suite à la prochaine livraison*).

Digitized by Google

LES VIEUX PORTRAITS.

O vieux portraits d'aïeux, pauvres toiles pâlies,
Qui dans l'oubli des temps restez ensevelies,
Vous qu'on a relégués, à l'écart, loin des yeux,
Dans cette chambre haute où nul ne se hasarde,
Qui pendez aux parois de la froide mansarde
Mornes, silencieux;

Vieux portraits, dites-moi, — lorsque dans la nuit claire
La lune en se jouant inonde de lumière
Vos cadres rembrunis et vos grands traits glacés,
Que tout se tait au loin, que la maison sommeille,
Dites, évoquez-vous, dans votre étrange veille,
Les siècles effacés ?

Dites, descendez-vous de vos noires murailles
Pour causer entre vous de hauts faits, de batailles,
De fêtes, de chansons, de choses à venir ?
De quoi vous parlez-vous, mystérieux murmure,
Vous dites-vous, hélas! qu'ici bas rien ne dure,
Même le souvenir ?

Ou bien avec des yeux que la colère allume,
D'un ton plein à la fois de mépris, d'amertume :
« — Nous autres, nous aimions les portraits des aïeux;
« Quand ils apparaissaient à nos deuils, à nos fêtes,
« On voyait se courber soudain toutes les têtes,
« On restait sérieux!...

Digitized by Google

« Mais vous, ô descendants, ô jeunesse frivole,
« Pour qui le mot aïeux est chose vraiment folle,
« Vous riez de nous voir au front un noir souci!
« Insensés!... vous riez!... Et votre esprit oublie
« Que de vous vos enfants — sacrilége ironie —
« Riront un jour aussi. »

Regardez, les voilà, dans leurs lourdes armures,
Ces preux fiers et vaillants, sans peur ni forfaiture.
Effacé par le temps, le contour disparaît.
Le vieux cadre se fend, et la couleur s'écaille;
La trame de la toile en sa teinte grisaille
Lentement reparaît.

Comme ils se tiennent droits sous l'épaisse cuirasse
Dont le cercle pesant les presse, les enlace!
Qu'ils sont donc imposants dans leur froide raideur?
O mes preux, n'est-ce pas, vos âmes bien trempées
Sans plier se brisaient — ainsi que vos épées —
Dans ce siècle d'honneur?

A quelle sainte ardeur vos cœurs étaient en proie
Lorsque serrant vos rangs au cri d'armes : « Montjoie ! »
Vous pressiez des talons vos coursiers écumants,
Que lancés, éperdus, dans la lutte enivrante,
Vous rougissiez, joyeux, votre lance brillante
Au sang des Ottomans!

Couchés de votre long, les doigts joints en prière,
O preux! dormez en paix sur vos tombeaux de pierre,
Dormez tous, chevalier, écuyer, paladin;
Vos hauts faits éclatants ont traversé l'histoire,
Et vos noms redoutés sont restés en mémoire
Aux rives du Jourdain.

Le menton ras, le nez en bec d'oiseau de proie,
L'œil brillant de santé, de vigueur et de joie,
Vous voyez ici Dom, le vénéré prieur.
Tendue avec effort, sa robe de lustrine
Dessine les contours de sa large poitrine,
Ferme en son épaisseur.

Digitized by Google

On le vit rarement au chœur prendre sa stalle,
Et parfois même il fut un objet de scandale.
Le missel jaunissait sur l'autel isolé,
Tandis que, sans souci de sa robe de prêtre,
Dom, le prieur, vidait, comme l'eût fait un reître,
Son hanap ciselé.

Dans son cadre doré la piquante marquise
Étale à grand fracas sa merveilleuse mise.
Ce ne sont que rubans, petits nœuds de satin,
Dentelles, fins bijoux. — Sa bouche à demi close
Au sourire un peu triste, a l'éclat de la rose
Qui s'éveille au matin.

Au coin de la paupière, une mouche assassine
Donne à l'œil amoureux un regard qui fascine.
Une savante main a tracé les contours
De ses sourcils légers, dont l'arc est inflexible,
Ce pastel, près de lui, par un charme indicible,
Vous ramène toujours.

O folâtre Ninon, fais-nous tes confidences!
Dis-nous tes longs chagrins, tes douces espérances!
De Versailles tu vis les plus fastueux jours.
Que t'ont conté jadis ses bassins et ses marbres?
— As-tu pleuré, Ninon, rêvant sous les grands arbres
A tes folles amours?

Sa voisine, une abbesse, à la figure pâle,
A la lèvre amincie, aux longues mains d'opale,
Semble la regarder avec sévérité.
Son front presque caché sous la guimpe ascétique,
A ce je ne sais quoi d'inspiré, de mystique,
Qui n'est pas sans beauté.

Tais-toi! n'accuse pas, triste religieuse ;
Sais-tu ce qu'a souffert la pauvre âme amoureuse?
Ton froid regard s'est-il jamais surpris rêvant?
Tais-toi! n'accuse pas, sais-tu, vigne stérile...
Tais-toi! n'accuse pas, toi dont l'âme s'exile
A l'ombre du couvent!...

Digitized by Google

Le maréchal de camp !... Tudieu, la fière mine !
On l'a peint accoudé sur une couleuvrine,
Le bâton de velours dans les mains. A Rocroy
Étendu, défaillant, sur des chevaux de Frise,
Il murmurait encor sa vaillante devise :
« Dieu, ma dame et mon roy ! »

Salut ! pages charmants, salut ! nobles vidames,
Salut ! comtes, marquis, seigneurs et belles dames,
Et vous mes orateurs aux héroïques traits !
— Hommes de Thermidor — dont la lèvre inspirée
Semble défendre encor la patrie adorée,
Salut mes vieux portraits !

Oh ! croyez-moi, rentrez dans l'ombre séculaire,
Nous nous sentons petits devant la toile austère ;
Nous qui n'avons, hélas ! plus rien de grand au cœur.
En vous voyant drapés dans vos vertus si mâles,
Si grands, si fiers toujours, nos fronts deviennent pâles :
Vraiment, nous avons peur.

Et puis... nous n'aimons pas à voir ainsi les choses,
Nous craignons les objets qui nous rendent moroses.
Ce passé qui s'enfuit, tous ces tableaux de mort,
Tout cela fait rêver, grave au front un pli sombre.
Allons ! les vieux portraits, allons ! rentrez dans l'ombre,
Nous voulons rire encor !

CHARLES MASSON.

Digitized by Google

CHRONIQUE DES ARTS.

L'EXPOSITION D'AQUARELLES.

L'exposition de la Société des aquarellistes a cette bonne fortune de ne présenter au public qu'un nombre restreint d'œuvres et de n'offrir rien qui soit indigne de l'attention d'un amateur. La satiété que l'on éprouve à voir un grand nombre de tableaux transforme souvent la visite des musées et des expositions en un devoir pénible; l'obligation de chercher les bons morceaux au milieu d'un amas de peintures médiocres, agace péniblement les nerfs de tous ceux qui sont sensibles au beau. On peut donc s'aventurer sans crainte dans le salon des aquarellistes, certain que l'on est de n'y être ni obsédé par la quantité des cadres, ni blessé par la qualité des œuvres exposées.

Toutes ne sont certainement pas également bonnes, toutes ne répondent pas aux conditions que l'on est en droit d'exiger d'une bonne aquarelle, qui sont: l'esprit dans la touche et la légèreté dans l'exécution. M. Tadema, par exemple, eût mieux fait de peindre à l'huile ses lourdes et pédantes compositions, sur lesquelles il cherche à attirer l'attention par une originalité de mauvais aloi; il est certes un habile homme, mais il en est d'autres qui n'ont pas moins de dextérité et qui montrent un tempérament plus artiste; tels sont MM. Pecquereau, dont le talent gagne en virilité à chaque exposition; Toovey, dont la réputation est faite depuis longtemps et auquel on peut reprocher seulement une facture trop uniforme; Ligny, dont les verts sont trop crus et les bleus trop métalliques; Van Moer, dont l'œil ne saisit pas suffisamment la différence de couleur qu'il y a entre un palais vénitien et une maison des bords de la Senne; Mme Bisschop, dont la chaude coloration manque aussi de variété, et enfin le vétéran de l'aquarelle, M. Lauters, chez lequel l'habileté tient trop souvent lieu de l'observation de la nature; malgré les critiques que nous leur adressons, nous ne les considérons pas moins comme de vaillants

Digitized by Google

artistes, les premiers entre leurs égaux par la façon avec laquelle ils dominent la technique de leur art.

Parmi ceux qui ajoutent une pointe d'observation à leur talent de coloriste et de dessinateur, citons MM. Allebé, qui lance une épigramme aux darwinistes, à moins que son aquarelle ne soit un argument en faveur des théories de l'illustre naturaliste anglais; Hermans, un jeune artiste plein d'avenir, qui a su trouver une harmonie parfaite entre son sujet et le paysage qui l'encadre; Rochussen, qui, malgré l'abus du jaune, campe si spirituellement ses petits soldats; le vénérable Madou, toujours alerte, toujours sur la brèche, mais plus humoriste que coloriste; Becker, qui, depuis deux ans, veut montrer qu'il sait observer autre chose que des insectes et dont le dogue fumeur a un aspect fort original.

M. F. de Beeckman tient à prouver que noblesse oblige, mais il devrait un peu calmer la brutalité de son coloris; la nature est plus harmonieuse dans ses effets lumineux qu'il ne nous la montre; on peut peindre vigoureusement et chaudement, tout en restant dans la vérité. Voyez plutôt la *Tigresse* de M. Meyerheim et les *Anes attendant leur maître* de M. De Haas.

Quand, à ces qualités d'exécution, on sait unir un certain sentiment poétique, alors on est un artiste complet; il n'est pas nécessaire pour obtenir ce résultat de courir après une idée; la poésie d'un paysage résulte des sentiments qu'il éveille en nous et le peintre-poète sait faire palpiter dans son œuvre l'émotion qu'il a ressentie: les paysages frais et limpides de M. Gabriel; les vues mélancoliques de la Campine de M. Huberti; les vigoureuses aquarelles de M. Harpignies, si largement traitées, sont de ces œuvres auxquelles on revient toujours avec plaisir, parce que chaque fois on y trouve quelque trait nouveau d'un sentiment délicat et contenu.

Les Italiens semblent avoir un don naturel pour l'aquarelle; ils ont la touche légère, le faire juste qui convient à des œuvres qui doivent avoir l'air d'être exécutées en jouant; il y faut déployer une grâce aisée, une désinvolture méridionale auxquelles atteignent difficilement les lourds pinceaux des artistes consciencieux du Nord; aussi c'est plaisir de voir avec quel brio Cipriani, Martens, Lami ont peint leurs fines aquarelles: elles ont ce charme particulier que possèdent les choses qui paraissent faites aisément et montrent une application heureuse de ce principe que la sagesse hellénique avait résumé en trois mots : *Rien de trop.*

CARL BULS.

Digitized by Google

ESSAIS & NOTICES

LES CONFÉRENCES DE M. JULES FAVRE EN BELGIQUE [1].

Dans une des allocutions que M. Jules Favre adressa jadis, comme bâtonnier de l'ordre des avocats, à la conférence du Jeune Barreau de Paris, il expliquait à ses jeunes confrères le procédé qu'il avait employé, au début de sa carrière, pour se former à l'éloquence. J'écrivais, disait-il, mes discours jusqu'à six fois, en ayant soin de déchirer chaque fois mon manuscrit, et quand je prononçais mon plaidoyer, cette septième version, où je m'inspirais des essais antérieurs sans chercher à les reproduire, était encore une édition nouvelle et qui, dans tous les cas, avait le charme de l'improvisation.

L'orateur paraît ne pas avoir oublié ce procédé laborieux, auquel il dut sa grande sûreté de parole. Ceux d'entre nous qui l'ont entendu au mois d'avril dernier, dans sa tournée en Belgique, et qui lisent aujourd'hui ses conférences dans le volume récemment publié à Paris, seront frappés de l'identité presque absolue entre le texte du livre et les souvenirs que nous ont laissés ces séances : les idées, les phrases, les mots, tout y est, tout se retrouve dans la même forme, dans le même ordre, à la même place. C'est bien là toujours ce style large, cette période si artistement ciselée, cette langue si française, cette exquise propriété de termes, la plus rare des qualités littéraires. Qui ne comprend, après cette lecture, pourquoi l'Académie a ouvert ses portes au grand avocat, qui est avant tout un grand écrivain?

Ces discours ne perdent rien à l'impression, tant s'en faut. Le débit un peu monotone du conférencier avait légèrement décontenancé le public belge, qui cherchait vainement la fougue du

[1] *Quatre conférences données en Belgique* par M. Jules Favre, de l'Académie française. Paris, Plon, 1874.

Digitized by Google

tribun ou la verve de l'avocat en renom. Nous avions oublié qu'il existe pour la parole comme pour le chant, chez l'orateur comme chez l'artiste lyrique, une période de déclin, que l'âge amène fatalement. De même que Berryer, dans les dernières années de sa vie, n'étalait plus que de pâles reflets de son talent d'autrefois, de même l'on sent que M. Jules Favre a vieilli, et les années qu'il a naguère traversées ne sont pas de nature à ralentir les effets du temps. La conférence ne paraît pas entrer, du reste, dans le cadre de son talent, qui réclame une lutte sérieuse, un intérêt plus puissant et plus actuel, une scène plus mouvementée, qui est taillé pour la tribune parlementaire ou pour les émotions du barreau, et qui se sent à l'étroit dans l'enceinte d'un salon.

Le fond des quatre discours que M. Favre a prononcés à Liége, à Gand, à Bruxelles et à Anvers, ne mérite pas, il faut le reconnaître, les éloges sans restriction que nous adressons au style. Les sujets qu'il traitait ne manquaient pas cependant d'un certain intérêt : la Condition des femmes dans notre société, Washington, Jeanne d'Arc, les Rapports internationaux entre les peuples, ces thèses présentaient matière à des considérations élevées. Mais l'orateur, qui ignorait son public, ne sut pas suffisamment s'affranchir des lieux communs et des banalités cent fois ressassées. C'était avec une timidité extrême qu'il abordait les grandes questions politiques et sociales, lorsqu'il les rencontrait sur sa route, et, quand il se hasardait à émettre sa pensée personnelle, il redoutait tellement l'exagération, qu'il restait presque toujours bien en deçà de l'opinion et surtout de l'attente de ses auditeurs. Qui de nous n'eût préféré un bon gros paradoxe vigoureusement soutenu, à ces phrases fleuries et aimables, qui ne sont après tout que d'inoffensives berquinades?

Puis, M. Favre est d'une école qui perd de jour en jour du terrain. Partisan de l'alliance du catholicisme avec les libertés modernes, il oublie la déclaration de guerre de la papauté à l'esprit de notre siècle; il ferme les yeux sur les grands événements accomplis dans le monde, depuis la promulgation du dogme de l'infaillibilité, et, malgré l'excommunication lancée contre les catholiques libéraux, il s'obstine à rester libéral malgré le pape, et catholique malgré l'Encyclique.

M. Favre est chrétien, il se dit même croyant, et nous l'admettons volontiers; mais il est bien près de tomber dans le mysticisme, à en juger notamment par la conférence donnée à Anvers sur Jeanne d'Arc, où il a édité avec un sérieux imperturbable le

Digitized by Google

récit authentique des extases, des voix surnaturelles, de la mission providentielle, des entretiens de son héroïne avec l'archange Michel, sainte Catherine et sainte Marguerite, tout le bagage de la légende, toutes les puérilités enfantées par le chauvinisme uni à l'amour du surnaturel. L'avocat qui, dans un procès fameux, défendait devant la Cour de Grenoble le miracle de la Salette, a cru devoir rompre une lance en faveur du miracle de la Pucelle : il peut encore trouver en France des auditoires complaisants pour applaudir à cette résurrection du passé, mais un ami véritable aurait dû lui donner le prudent conseil de ne pas venir avec un pareil bagage chercher le succès auprès du public belge qui fréquente les conférences. XAVIER OLIN.

UNE NOUVELLE STATISTIQUE DU CATHOLICISME EN ANGLETERRE.

En 1780, le catholicisme comptait en Angleterre et dans le pays de Galles moins de soixante-dix mille adhérents. En 1865, il en possédait plus de treize cent mille! Ces chiffres, qui frappent l'imagination, ont passé jusqu'ici, près des adversaires comme près des partisans du catholicisme, pour dénoter un progrès incontestable de la propagande romaine chez nos voisins du Nord-Ouest. Mais voici qu'une conclusion diamétralement opposée se produit dans la dernière livraison du *Geographical Magazine,* par la plume d'un statisticien distingué, M. E. G. Ravenstein. Cet écrivain s'attache à établir par des chiffres que l'accroissement des catholiques, signalé par la statistique officielle, est purement apparent, ou plutôt qu'il n'est nullement la conséquence de conversions nouvelles, et qu'en réalité l'Église romaine perd du terrain dans la Grande-Bretagne proprement dite.

A cet effet, il expose que la population catholique de la Grande-Bretagne se compose actuellement de trois éléments : 1° les descendants des anciennes familles catholiques qui, en 1780, comptaient 69,380 membres, et qui doivent donner aujourd'hui, si elles se sont multipliées dans la même proportion que la population générale du royaume, 140,840; 2° les catholiques étrangers et leurs enfants nés en Angleterre, qui doivent fournir un appoint de 55,620; 3° les Irlandais qui, en 1871, se trouvaient dans la Grande-Bretagne au nombre de 566,540. Si l'on admet que parmi ces immigrants 77 p. c. étaient des catholiques, comme c'est le cas dans leur île natale, ils donneront 436,226 catholiques et en

Digitized by Google

y ajoutant leurs enfants nés en Angleterre, 583,300. En additionnant ces trois éléments, on arrive à un total de 848,900 catholiques. Or, la statistique officielle en donne 915,800 pour l'année 1871. Il semble donc qu'il faille inscrire à l'actif des conversions opérées par le catholicisme un écart de 66,900. Mais M. Ravenstein rappelle que, dans son énumération, il n'a pas encore fait entrer les descendants des étrangers et des Irlandais habitant l'Angleterre et le pays de Galles *avant* 1871. En 1841, on y trouvait 289,404 Irlandais de naissance, qui, avec leurs enfants nés en Angleterre, auraient dû fournir 387,000 habitants, dont 77 p. c., soit 298,000 catholiques. Si ces 298,000 s'étaient développés dans la même proportion que le reste de la population (43 p. c.), ils devraient compter, en 1871, avec leurs descendants, 425,000, et, si l'on tient compte de la mortalité calculée d'après la statistique moyenne, 170,000, dont 97,700 seraient portés au recensement de 1871 comme nés en Irlande et dont 72,300 représenteraient les enfants survivants. Si nous retranchons 170,000 de 425,000, nous obtenons le chiffre de 255,000 pour représenter les enfants et descendants des Irlandais domiciliés en Angleterre depuis 1841, chiffre qui balance de beaucoup les 66,900 cités plus haut comme dénotant un développement de l'Église romaine et qui semble, au contraire, indiquer un mouvement de recul dans la situation du catholicisme anglais depuis 1841.

Déjà cette réaction s'accentue et la population catholique qui, à la fin de 1865, atteignait 1,321,600 en Angleterre, en Écosse et dans le pays de Galles, subit depuis lors, pour la première fois, un temps d'arrêt dans son accroissement continu; bien plus, en 1871, nous la voyons tomber à 1,193,000. M. Ravenstein s'efforce de démontrer que cette décroissance n'est pas due à une émigration des éléments catholiques vers des pays étrangers, mais bel et bien à de nombreuses défections dans les rangs de l'Église romaine. Effectivement, l'année 1861 comptait, en Angleterre et dans le pays de Galles, 601,634 Irlandais de naissance, dont 475,290 environ devaient survivre en 1871. Or, dans cette dernière année, le chiffre des habitants nés en Irlande s'élevait à 566,540. D'où l'on voit que s'il y a une différence, elle est plutôt en faveur d'un accroissement dans l'immigration que dans l'émigration. Du reste, comme le fait observer l'auteur de cette notice, on remarque les conversions au catholicisme parce qu'on les entoure d'un certain éclat, tandis que la retraite des

Digitized by Google

catholiques qui passent aux Églises protestantes ou à l'indifférence religieuse s'opère sans bruit et sans réclame. D'où M. Ravenstein se croit fondé à conclure : « D'abord, que la large immigration des « catholiques irlandais en Angleterre et dans le pays de Galles « suffit pour expliquer l'accroissement de la population catho- « lique depuis le commencement du siècle ; — en second lieu, « que la décroissance observée, pendant ces dernières années, « dans le nombre des catholiques, est attribuable à des séces- « sions de l'Église romaine, plutôt qu'à l'émigration de ses « membres. »

L'auteur attribue cet affaiblissement du catholicisme anglais à plusieurs causes, telles que les progrès de l'indifférence religieuse et l'intolérance de l'Église romaine, qui subordonne l'autorisation des mariages mixtes à l'engagement d'élever tous les enfants dans la religion catholique. Peut-être conviendrait-il d'y ajouter le dernier concile et l'infaillibilité papale, dont la proclamation correspond précisément aux premiers symptômes de décroissance, manifestés depuis un siècle dans le chiffre global des catholiques anglais.

GOBLET D'ALVIELLA.

DERK BUDDINGH'.

La Hollande vient de perdre, le 16 avril dernier, un écrivain d'une érudition des plus remarquables : Thierri ou Derk Buddingh', qui n'était pas inconnu en Belgique.

Depuis 1849, il s'était fait un devoir d'assister aux congrès linguistiques du mouvement flamand.

Né en 1800 à Driel, dans le Betuwe, il avait embrassé la carrière de l'enseignement, et dès 1820 il exerça, à La Haye, les fonctions d'instituteur. Il se fit connaître, en 1824, par la publication des *Dialogues sur les beautés de la nature,* de Sulzer.

En 1840, il parcourut les provinces rhénanes et la Belgique, et fut nommé, deux ans après, professeur à l'Académie du génie civil, récemment érigée à Delft. En 1850, il alla visiter les États-Unis, et rapporta de cette excursion les éléments d'un ouvrage qu'il publia en 1852, à Utrecht, et qui forme trois volumes traitant de l'*Église hollandaise du Nouveau-Belgium* (New-York), *des Écoles et des Sciences aux États-Unis*. En 1857, il publia à Dordrecht une version hollandaise de l'ouvrage renommé du

Digitized by Google

Dr J. Dowling, *Histoire de l'Église romaine.* En 1860, il fut investi des fonctions de bibliothécaire de l'institut auquel il s'était attaché; enfin, en 1867, il se retira à Utrecht, où il vient de mourir.

Pendant sa longue carrière, il a énormément écrit. Ses œuvres diverses sont au nombre de près de deux cents, traitant de l'enseignement pédagogique, de l'histoire nationale et de la littérature ancienne des Pays-Bas, de la géographie, de la statistique, et surtout des antiquités germaniques et scandinaves, qu'il n'avait abordées qu'après avoir étudié les langues anciennes et modernes des pays septentrionaux. Ces derniers travaux ont servi d'éléments à Schaeyes, pour le § 9, ch. V, de *la Belgique et des Pays-Bas,* cte.

Il produisit, en outre, une foule d'écrits de circonstance et de polémique sur divers sujets, dont un l'occupa jusqu'en ses derniers temps : c'était la nationalité de Van Maerlant, qu'il revendique pour le comté de Hollande.

Le *Messager des Sciences historiques,* année 1873, a donné la version française du travail de D. Buddingh' sur l'*Insula Batavorum,* mais de nombreux articles dus à sa plume avaient paru, depuis des années, dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique;* ceux-là sont en hollandais. Parmi ces derniers, il y en a deux surtout qui nous paraissent réclamer une traduction française : *Cosmos en Zodiac van het oude Noorden;* et *Feest en Feestdagen; Natuur- kerk- en volksfeesten.* L'éditeur qui publierait ces ouvrages rendrait un vrai service à la science.

Mais il est un autre cercle de lecteurs pour lesquels D. Buddingh' s'était réservé une place toute spéciale : c'était la franc-maçonnerie. Son *Sint Jan den dooper en Evangelist,* 1870, est une œuvre grandiose à parcourir ; et son *Wetenschappelijke Catalogus* des livres appartenant à la loge dont il était membre, peut servir de type à tous les travaux de ce genre.

C. Van der Elst.

Digitized by Google

LITTÉRATURE NATIONALE.

LA LUTTE ÉLECTORALE DE 1874, par JOSEPH BONIFACE. — Bruxelles, 1874. Office de Publicité.

Une brochure de Joseph Boniface est toujours la bien venue, surtout à la veille d'une grande bataille électorale. Dans ce nouvel opuscule, le vaillant polémiste reprend une idée qu'il avait déjà produite lors de son dernier pamphlet, mais qu'on ne saurait trop développer dans notre pays : c'est que tous les maux dont nous souffrons, *libéraux comme cléricaux,* proviennent de notre première éducation catholique. Joseph Boniface s'attache cette fois à rappeler que le parti clérical est un parti essentiellement religieux, et qu'espérer le vaincre sur le terrain politique, sans le combattre sur le terrain religieux, a été une des erreurs les plus considérables et les plus funestes de nos libéraux. L'auteur nous montre l'ultramontanisme, que nous combattons dans la vie publique, venant sournoisement s'asseoir à notre foyer et s'emparant de nos femmes par le *confessionnal,* « moyen d'influence politique et d'audacieuse exploitation, lorsque, au lieu d'un clergé d'évangile, on n'a qu'un clergé de combat » — par les *couvents,* « où nos femmes sont préparées de longue main à subir l'influence du prêtre » — par les *confréries* et les *retraites* — par ces mille manœuvres « qui, inconnues dans les pays protestants et religieux, seront un éternel obstacle au progrès politique, à moins que la mère ne soit affranchie de la domination du prêtre ».

Bien qu'émaillée çà et là de quelques expressions encore un peu trop *populaires,* cette nouvelle brochure est écrite dans un style beaucoup plus soigné que les précédentes, sans rien perdre de cette verve et de cette clarté qui ont toujours été les caractères distinctifs de Joseph Boniface. Il est fâcheux qu'elle ait paru trop tard pour être largement distribuée avant la journée électorale du 9 juin. Mais nous comptons qu'elle n'en fera pas moins son chemin dans le public, car, avant comme après le 9 juin 1874, l'idée fondamentale de l'auteur restera vraie et opportune pour tous ceux qui veulent sincèrement la régénération de notre pays. G. D'A.

Digitized by Google

COURS GRADUÉ DE GÉOGRAPHIE, rédigé conformément au programme du gouvernement, à l'usage de l'enseignement moyen du degré supérieur, par J. Du Fief, professeur d'histoire et de géographie à l'Athénée royal de Bruxelles. Un vol. in-12 de 856 pages. — Bruxelles, Rosez et Decq.

L'étude de la géographie est reconnue aujourd'hui comme l'une des plus nécessaires; mais, si c'est un lieu commun que de le répéter, combien peu l'on fait généralement pour répandre cette étude et pour la placer au rang qui lui convient. On est d'accord sur le principe, et l'exécution continue à laisser à désirer, au point que, dans les programmes, toutes les autres branches semblent avoir le pas sur la géographie.

Au lieu de démontrer l'utilité de la géographie, nous pourrions nous borner à faire observer ce qu'il y a de dangereux, d'embarrassant et souvent de ridicule à ne pas la connaître : dangereux, au point de vue de l'art militaire, comme la dernière guerre l'a prouvé; embarrassant, pour toutes les catégories de voyageurs; ridicule, dans les conversations, dans les discours, dans les livres surtout où il est question de pays étrangers.

Qu'est-ce qui s'oppose dès lors à la généralisation de ces notions indispensables? D'où vient cette insouciance? Quel est l'obstacle qu'on ne semble pouvoir vaincre? Dans un temps où la rapidité des communications met en relations toutes les parties de la terre habitable, où l'homme d'affaires comme l'homme politique correspond avec le monde entier, où les journaux nous apportent les nouvelles de ce qui se passe dans les endroits les plus reculés du globe, comment ne met-on pas en première ligne de l'enseignement la connaissance de la géographie dans ses moindres détails?

L'absence d'ouvrages bien faits, il faut le dire, a été pour beaucoup dans le mal dont on se plaint, et c'est à ce titre surtout que nous avons à recommander le livre de M. Du Fief. Voilà qui est complet, clair, méthodique; voilà qui s'apprend sans effort, qui se consulte aisément et qui expose tout avec une simplicité dont manquent bien des savants. Le livre est gros, mais il comprend trois cours distincts et gradués : la géographie générale et la géographie politique, la géographie physique, la géographie astronomique. En outre, l'ouvrage, publié il y a quelques mois seulement, est au courant des faits et de la science : point important dans un exposé où la théorie est sans cesse en progrès, où les événements changent tant de choses.

La Belgique a naturellement une grande place dans l'enseigne-

Digitized by Google

ment destiné à des Belges, mais l'ensemble est parfait et ne laisse rien à désirer. L'auteur a compris que si connaître son pays est indispensable, l'humanité, comme on a dit souvent, est aujourd'hui en possession de sa planète. E. V. B.

COURS ÉLÉMENTAIRE DE DROIT POLITIQUE, SUIVI DU DROIT POLITIQUE DE LA BELGIQUE, par C.-H. BARLET, ancien professeur à l'athénée de Liége. — Malines, Van Velsen, 1874. (2 tomes en un volume.)

C'est un exposé assez impartial et que le patriotisme semble avoir inspiré. L'auteur est de ceux qui savent, par expérience, que, dans un pays démocratique, où nul ne peut exciper de l'ignorance des lois, cette ignorance est un véritable péril social. Il en est des citoyens d'un pays libre comme des femmes dont parle Molière :

> Eh! comment voulez-vous, après tout, qu'une bête
> Puisse jamais savoir ce que c'est qu'être honnête?

« Le but auquel nous nous proposons d'atteindre, dit M. Barlet, c'est celui de faire pénétrer les mœurs politiques dans les classes des travailleurs, en initiant ces derniers aux lois auxquelles ils doivent obéissance, aux droits qu'ils peuvent exercer dans leur propre intérêt et aux devoirs qu'ils ont à remplir dans l'intérêt social; en leur révélant, en même temps, les faits historiques qui expliquent et légitiment la libre jouissance de ces droits et l'accomplissement de ces devoirs. »

Le tome II contient un *Catéchisme de droit politique*.

J. S.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL EN RUSSIE, par CH. DE CUYPER, inspecteur des études à l'école des arts et manufactures et des mines, etc., à l'université de Liége. — J. Desoer, 1874.

A propos du jubilé séculaire de l'Institut impérial des mines de Saint-Pétersbourg, M. De Cuyper, qui y représenta l'enseignement belge, nous communique aujourd'hui une étude des plus utiles. Il examine avec soin tout ce que la Russie a fait depuis Pierre le Grand pour l'instruction; mais, comme il fallait s'y attendre, il s'attache spécialement à décrire les instituts techniques. Le plus important de tous, celui de Saint-Pétersbourg, nous montre dans ses derniers programmes une tendance remarquable à favoriser l'éducation littéraire jusque dans l'enseignement le plus professionnel. C'est ainsi que, dans l'institut fondé par Catherine II,

Digitized by Google

le 21 octobre 1773, les futurs ingénieurs des mines doivent consacrer les premières années à trois langues étrangères (français, allemand, anglais) et couronner ces études par un cours de littérature comparative qui comprend les deux dernières années.

J. S.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LES PLÉIADES, par le comte DE GOBINEAU. — Paris, Plon, 1874.

C'est l'histoire de trois jeunes gens, un Anglais, un Allemand et un Français que rapprochent les hasards d'un voyage dans l'Italie septentrionale. L'auteur de ce roman montre de la finesse, de l'élégance, le sentiment de la nature, une grande sûreté d'analyse et une profonde connaissance du monde qu'il décrit, en un mot toutes les qualités nécessaires pour plaire à ces quelques milliers d'esprits délicats qui constituent l'aristocratie intellectuelle de notre société cosmopolite. Mais nous doutons que cet ouvrage, écrit par un raffiné pour des raffinés, puisse faire grand chemin dans le public. L'unité, sinon l'intérêt, font défaut à l'action qui nous transporte sans transition en Italie, à Damas, en France, à la cour d'un principicule allemand. L'abus de l'analyse psychologique entraîne à des digressions qui ne laissent pas d'être quelquefois fatigantes. Enfin, les personnages sont des types choisis un peu partout et groupés dans un paysage mobile comme un kaléidoscope. Aussi manquent-ils de vie, sauf peut-être la curieuse et originale figure de la comtesse Tolska, cette belle Polonaise qui, froide comme la neige des steppes, se joue perpétuellement à elle-même la comédie d'une exaltation factice.

G.

LE DIEU PEPETIUS, roman archéologique, par P.-L. JACOB, bibliophile. Paris, librairie de la Société des gens de lettres, 1874.

Bien que le héros de l'ouvrage soit un affreux petit magot de bronze, ce roman archéologique ne contient guère plus d'archéologie que le *Roman d'un géologue* ne renfermait de géologie. La donnée de l'auteur est tout à fait originale; c'est l'histoire des peines qu'un archéologue anglais, sir Olivier Crawfurt, amoureux fou du *Dieu Pepetius*, se donne... pour voler la précieuse statuette qu'on ne veut pas lui vendre? non! pour la restituer, après l'avoir emportée du musée étrusque dans un moment de distraction.

Digitized by Google

Ajoutons qu'heureusement pour l'attrait du récit, sir Olivier ne reste pas seulement amoureux du Dieu Pepetius, mais qu'il s'éprend encore de la belle Olivia, la fille du savant professeur Hengel. Cette jeune Bavaroise accomplie joue envers l'archéologue anglais un vrai rôle d'ange gardien, le préserve du suicide, l'arrache à une bande de brigands et, finalement, sauve la situation en s'accusant elle-même d'avoir volé le Dieu — par piété filiale; aussi ne peut-on s'étonner que sir Olivier l'épouse au dénouement.

Le ton général, comme les incidents de cette histoire, respirent une gaieté humoristique qui ne sacrifie jamais ni à l'indécence ni au mauvais goût.

On sent que l'auteur a vu de près la Rome pontificale. Le gardien Balettini, le marchand d'antiquités Cocotta, le monsignore Carbobonnacio et les policiers papalins sont des types fort bien saisis dans les diverses classes de la société romaine. Sir Olivier Crawfurt nous semble un caractère un peu chargé. On a beau être archéologue, millionnaire et Anglais, on ne donne pas régulièrement cinq cents piastres à des brigands qui en réclament seulement trois cents, ni cinquante à des antiquaires qui en demandent la moitié — et à Rome encore ! G.

LE MARÉCHAL BAZAINE DÉFENDU CONTRE SES DÉTRACTEURS, par un ancien officier brésilien. — Bruxelles, Muquardt, 1874.

L'auteur de ce travail, qui désire conserver l'anonyme, réfute les accusations de trahison formulées dans le réquisitoire du général de Rivière contre le maréchal. Il constate un côté faible des Français, si bien défini par M^me^ de Staël : « que rien ne réussit en France comme le succès » et, après avoir passé en revue les opérations militaires de Bazaine sous Metz, il conclut que le maréchal n'a pas pu faire plus qu'il n'a fait. En parlant du réquisitoire du général Pourcet, il affirme, comme beaucoup d'écrivains étrangers, que Bazaine a été une victime expiatoire désignée d'avance à la vanité nationale, et qu'en posant Bazaine comme traître, on a voulu diminuer la gloire des armées allemandes. L'auteur ajoute que l'histoire, toujours impartiale, reviendra sur ce jugement où la passion politique lui semble avoir joué le principal rôle. AN. D'A.

Digitized by Google

LA PSYCHOLOGIE COMME SCIENCE NATURELLE

SON PRÉSENT & SON AVENIR

I

NOTIONS DE L'AME ET DU CORPS.

« Connais-toi toi-même » avait dit le plus sage des oracles au plus sage des hommes. En donnant à Socrate ce précepte, Apollon n'avait fait que traduire en formule le besoin instinctif qui, du premier jour où l'homme intelligent apparut sur cette terre, l'a poussé à s'étudier lui-même pour se rendre compte de sa place dans l'univers.

Cette tâche quotidienne, l'humanité l'a accomplie jusqu'aujourd'hui avec une conscience de plus en plus sûre d'elle-même ; dans ce siècle surtout, elle semble enfin avoir trouvé la véritable voie qui mène à la vérité. Dépassant de beaucoup la pensée socratique, l'homme ne se contente plus de s'adresser à lui-même pour avoir l'explication de sa nature mais il interroge les annales de son passé, en remontant aussi loin que possible dans la nuit des temps même préhistoriques, et pour s'éclairer il demande à l'univers, dont il fait partie, les éléments qu'il recèle et qui peuvent conduire à la solution du problème. Langues, mythologies, religions, mœurs, institutions politiques, littératures, législations, histoire ; astronomie, géologie, physique, chimie ; botanique, zoologie, anatomie humaine et comparée, physiologie,

Digitized by Google

embryogénie, nosologie; voilà le rapide aperçu de toutes les branches de l'activité humaine dont chacune tend à jeter un peu de lumière dans l'obscurité mystérieuse qui nous enveloppe.

La mise à contribution de toutes les sciences est évidemment le seul moyen rationnel pour aboutir dans ces recherches; car, si elles partent toutes de l'homme, elles ont l'homme pour objet, et la connaissance de nous-mêmes ne peut progresser qu'avec la connaissance du monde qui nous entoure.

Cependant, aujourd'hui encore, peu de philosophes de profession l'entendent de cette façon. Beaucoup s'en tiennent souvent à l'empirisme, à la méthode pure et simple de l'observation extérieure, contre laquelle Socrate avait déjà réagi; d'autres, au contraire, interprétant dans un sens étroit la pensée de l'oracle, comme d'ailleurs Socrate aussi l'avait fait, s'en rapportent uniquement à l'intuition ou à la méthode spéculative. Les premiers arborent, en général, la bannière du matérialisme; les seconds, celle du spiritualisme. La lutte entre les deux systèmes est plus ardente que jamais et engagée de part et d'autre avec toutes les armes dont on peut disposer. L'un appelle à son secours toutes les découvertes des sciences naturelles et en fait un grand étalage; l'appareil de ses forces augmente de jour en jour; l'autre se retranche dans sa vieille forteresse et compte sur la valeur de ses vieux soldats, se contentant tout au plus d'attaquer directement les auxiliaires les plus récents de son éternel ennemi, parmi lesquels il range, comme le plus redoutable, le darwinisme.

La tactique des uns et des autres est assez curieuse. Les matérialistes voient des arguments en faveur de leur thèse dans chaque progrès des sciences physiques et biologiques. Les spiritualistes, agissant en cela souvent à l'étourdie, commencent toujours par repousser avec indignation et colère les résultats nouveaux de la science, mais ils finissent par s'en accommoder, et essayent même de les faire tourner à leur avantage. Ainsi les avons-nous encore vus se conduire dans ces derniers temps.

Digitized by Google

Darwin venait d'assurer la prépondérance de la doctrine de l'évolution, en démontrant que la variabilité des types spécifiques est une conséquence nécessaire de faits scientifiques indiscutables : la sélection naturelle et la concurrence vitale. Des esprits clairvoyants, plus hardis que ne le fut d'abord Darwin dans l'expression complète de leur pensée, avaient indiqué nettement la question de l'origine de l'homme comme devant recevoir une solution conforme au principe du transformisme. Le spiritualisme attaqua l'œuvre de Darwin et les travaux de ses disciples; il défendit avec acharnement la notion de l'espèce invariable et, par conséquent, créée tout d'une pièce. Mais on ne peut nier que le darwinisme ne fasse des progrès de plus en plus marqués, et que le jour n'est pas éloigné où il faudra admettre sinon toutes, du moins une grande partie des idées du naturaliste anglais. Le spiritualisme pressent ce moment et se montre dès maintenant disposé à sacrifier ses notions et ses convictions antérieures sur l'espèce, réservant toutes ses forces pour défendre l'origine particulière de l'homme. Et plus tard, sans aucun doute, fût-il démontré à l'évidence que l'homme est frère ou cousin du singe, qu'il descend comme l'orang-outang ou le gorille d'un primate anthropomorphe, le spiritualisme reprendra sa thèse favorite et pourra soutenir, non sans raison, que cette origine reconnue ne détruit en rien le caractère distinctif de l'homme; que, parmi toutes les formes animales, la forme humaine a été choisie par Dieu pour être le tabernacle d'une âme raisonnable et immortelle. C'est ainsi que nous voyons le texte de la Genèse recevoir une interprétation d'abord littérale, puis insensiblement une explication de plus en plus élastique qui permette de l'accommoder aux découvertes inébranlables de l'astronomie et de la géologie [1].

[1] J'ai lu récemment, dans la *Revue catholique*, je crois, le compte-rendu d'un ouvrage de je ne sais plus quel abbé français qui démontre que Moïse, dans sa Genèse, est darwiniste. On m'affirme, d'un autre côté, que le nouvel ouvrage de M. d'Omalius d'Halloy, dont la *Revue* a rendu compte dans un de ses derniers numéros, quoique complétement favorable

Digitized by Google

Depuis des milliers d'années ces deux doctrines sont en présence, se combattent opiniâtrement, essayent de se terrasser, chantent victoire, sans qu'on puisse dire avec quelque raison que l'une ou l'autre ait définitivement triomphé. Quand on se demande quelle est la cause de l'inanité de leurs efforts, on s'aperçoit bientôt que les deux champions choisissent séparément le terrain du combat, qu'ils se défient de loin, luttent parfois contre une ombre, en croyant attaquer le véritable adversaire, et que jamais ils ne se rencontrent sérieusement. Un large fleuve les sépare ; ce fleuve, c'est la différence de la méthode, du point de départ, des faits primordiaux observés et d'où l'on tire les conséquences. Les matérialistes partent de la nature sensible, des minéraux, des plantes, des animaux, découvrent des lois géométriques, physiques, chimiques, physiologiques; ils ne se préoccupent en aucune façon des faits intellectuels et moraux. La grammaire, les littératures, les législations, les religions ne les touchent guère et, s'ils en parlent, c'est pour affirmer gratuitement que ces faits doivent s'expliquer de même par la chimie et la physique, car hors de là il n'y a pas de salut. Le spiritualiste, au contraire, le philosophe spéculatif, part des phénomènes qu'il observe dans sa pensée, constate en lui les notions du vrai, du beau, du bien, de la liberté, du droit, du devoir, de Dieu, toutes notions qui, jusqu'à preuve du contraire (et cette preuve n'a pas encore été donnée), ont des caractères, semble-t-il, incompatibles avec ceux des phénomènes matériels.

Il y a donc lieu de déterminer le champ du débat, de poser nettement la question, de critiquer les réponses qui y sont prématurément données, d'indiquer la voie à suivre pour en faciliter la solution, et l'on arrivera à cette conviction que ce problème, le plus redoutable de tous, laisse tout au plus soulever un des coins du voile qui le recouvre, et tout juste assez pour nous en faire entrevoir la mystérieuse

à la doctrine du transformisme, a été approuvé, dans les hautes sphères catholiques, comme ne renfermant rien de contraire à la plus stricte orthodoxie.

Digitized by Google

profondeur. Nous essayerons de démontrer, par l'analyse même de ses termes, que, pour être abordé avec fruit, non seulement il réclame l'alliance des deux procédés, mais encore qu'il doit emprunter de ses données aux autres sciences, et qu'il exige en outre l'emploi d'une méthode propre.

Avant tout, nous voulons adresser une prière à nos lecteurs : s'ils appartiennent déjà à une école philosophique déterminée, qu'ils veuillent bien lire sans parti pris les pages suivantes. Nous y parlons de l'âme et du corps, et nous tentons de les définir. Il ne faut donc pas que le matérialiste ou le spiritualiste jette le livre, parce que, dès l'abord, nous choquerons peut-être les idées qu'ils caressent. Nous demanderons encore qu'on ne s'offense pas *à priori* des termes métaphoriques auxquels nous sommes obligé d'avoir recours, parce que l'homme, quand il parle des animaux, ne peut que se servir de son propre langage. Nous n'avons pas l'intention de profiter d'une métaphore pour faire des paralogismes. Si, en parlant de l'animal en général, nous lui attribuons l'intelligence, la volonté, la conscience, la faculté de distinguer le moi du non-moi, nous n'entendons nullement, sans preuve, les assimiler à l'homme. Nous nous servons de ces expressions, faute d'autres; mais elles ne sont, en tout cas, susceptibles que d'un sens restreint déterminé par le texte. Une application fera saisir notre pensée.

L'état actuel d'un être quelconque est dans une dépendance absolue à l'égard des circonstances dans lesquelles il est placé. Ainsi, la température d'un corps s'élèvera, si celle du milieu ambiant s'élève. C'est ce qui arrive à tout être, qu'il soit sensible ou non. Mais, s'il est sensible, il se passera en outre en lui un autre phénomène que l'élévation de température; il ressentira l'impression reçue, *il aura chaud*, ou encore, *il se dira :* j'ai chaud; il portera un *jugement* sur son état, il aura la *conscience* d'une modification dans sa nature; son *sens intime* l'avertira d'un changement survenu en lui. Je viens de me servir, pour rendre ma pensée, des mots *jugement, conscience, sens intime,* faute d'autres; car il m'est impossible de me soustraire au langage analogique lorsque

Digitized by Google

je veux analyser chez autrui les phénomènes psychiques de la sensibilité, vu que je ne connais intimement que ceux qui se passent en moi, et ne puis que les supposer chez les autres. Mais, dis-je, en employant ces expressions, je ne veux en aucune façon leur donner un sens qui aille au delà du texte. Mon intention n'est pas d'assimiler *subrepticement* et dès maintenant, grâce à une métaphore, ce jugement : *j'ai chaud*, que l'embryon et l'infusoire peuvent énoncer, avec un jugement réfléchi tel que celui-ci : *j'écris*. Le lecteur doit y voir uniquement la description d'un fait, rendue sensible par l'emploi de métaphores analogiques.

I. La distinction entre l'âme et le corps est universelle, et s'applique à tous les êtres sensibles. Ces termes éveillent dans l'esprit de tout homme une idée précise. Un problème dès lors se présente : Quels sont les rapports de l'âme et du corps? Pour le résoudre, il faut d'abord en définir les termes, et, par suite, remonter au principe de la distinction.

Dans tous les temps, dans tous les pays, et sous tous les degrés de civilisation, les hommes ont toujours distingué en eux l'esprit et le corps. Toutes les langues, depuis les plus informes, celles des sauvages, jusqu'à celles des peuples voués au matérialisme le plus raffiné, ont des mots répondant plus ou moins à ceux d'âme et d'esprit, et puisqu'ils ont le mot, ils ont nécessairement l'idée correspondante. On peut créer un mot pour désigner une chose imaginaire, une chose impossible même, mais non pour désigner une chose dont on n'aurait aucune idée. Voilà le fait; et ce fait a en soi une portée incontestable.

De là résulte un autre fait tout aussi significatif. C'est que tous les hommes se comprennent quand ils parlent de l'âme ou de l'esprit, quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'ils professent touchant sa nature. La langue des philosophes matérialistes comprend le mot *âme* comme celle des philosophes spiritualistes. Cette proposition : *Nous avons une âme distincte du corps*, est tout aussi claire pour ceux qui la nient que pour ceux qui l'admettent.

Digitized by Google

De plus, tout être sensible, en général, nous apparaît, à première vue, comme renfermant une double nature, une nature corporelle se manifestant par des phénomènes corporels, une nature psychique se manifestant par des phénomènes psychiques; en d'autres termes, il se présente à nous comme composé, lui aussi, d'une âme et d'un corps. La Fontaine comprenait Descartes, et Descartes se comprenait lui-même quand il niait que les bêtes eussent de l'esprit.

C'est assez le dire : en dépit des théories diverses souvent opposées ou contradictoires qu'on émet sur la nature et même sur l'existence de l'âme ou du corps, ces mots ont une signification suffisamment nette et accessible à tout esprit.

Un problème, dès lors, s'impose à la réflexion : Quels sont les rapports de l'âme et du corps? C'est à dire, sont-ils identiques ou différents substantiellement? ou bien l'un des deux seulement est-il une réalité et l'autre un mot? ou bien encore n'y a-t-il là que deux mots destinés à grouper les phénomènes émanant d'un seul et même être? Voilà la question. Mais, pour la résoudre, il faut, au préalable, en *définir* les termes, c'est à dire trouver pour l'âme et le corps une définition acceptable par tous et qui exprime *réellement* l'idée que l'on a en vue quand on prononce ces mots.

Mais cette définition, à son tour, n'est possible que si nous remontons au principe de la distinction. La marche à suivre est, dès lors, tout indiquée.

La distinction est-elle primitive?

Si elle ne l'est pas, quelle est la distinction primitive ou le premier acte de la connaissance?

Comment est-elle possible, ou quelle est la condition fondamentale de la connaissance?

Si nous réussissons à traiter convenablement ces points, nous aurons en même temps, outre la définition des termes du problème, une réponse à cette question : *Qu'est-ce qu'un animal?* acheminement vers cette autre question : *Qu'est-ce que l'homme?* puis une réponse à cette troisième question : *Comment le connaître?*

Digitized by Google

II. La distinction entre l'âme et le corps n'est pas primitive. Le premier acte de la connaissance est la distinction du moi et du non-moi. Pour que cette distinction soit possible, il faut que l'être puisse se donner volontairement des sensations à lui-même. La sensation fondamentale est celle de la motilité.

La distinction entre l'âme et le corps n'est pas primitive. L'enfant — ni probablement l'animal — ne distingue pas en lui une double nature. Il se sent un et s'oppose comme tel à ce qui n'est pas lui. C'est ce qui ressortira davantage à mesure que nous avancerons dans notre étude.

La distinction primitive est celle du moi et du non-moi. La distinction entre l'âme et le corps est consécutive. Sur quoi repose cette distinction première?

On la fait dépendre quelquefois, mais à tort, d'une propriété *caractéristique* du sens du toucher. Tout corps que je touche ou qui me touche provoque en moi, dit-on, une sensation toute particulière. Or, lorsque je me touche moi-même, lorsque ma main, par exemple, presse mon bras, comme il y a à la fois deux parties en contact, j'éprouve dans ma main et dans mon bras deux sensations réciproques, le bras et la main donnant et recevant à la fois l'impression. Le jeune chien qui veut jouer avec sa queue, comme si c'était un corps étranger, ne tarde pas à s'apercevoir que c'est une partie de lui-même et qu'il ne peut la blesser sans qu'il éprouve de la douleur. Mais si une main hostile vient à la saisir, il mordra cette main, sans que la chose mordue lui fasse ressentir aucune souffrance.

Cette propriété contribue à coup sûr à me faire connaître l'étendue de mon être. Mais si le corps humain était construit de manière à ne pouvoir se toucher, comme le corps de certains mammifères, celui d'un grand nombre de lézards, de la plupart des poissons et des espèces animales inférieures, si l'on naissait sans bras ni jambes, serait-on incapable de distinguer le moi du non-moi? On ne pourrait sérieusement le soutenir. De plus, il y a là une pétition de principe; car il ne nous a pas été dit à quoi je reconnais que la partie que je touche est moi-même, et c'est pourtant par là qu'on doit

Digitized by Google

commencer. Enfin, nous verrons plus tard que cette explication est inexacte, et que l'être sensible doit parfois, dans certaines conditions, regarder comme étant lui, ce qui est autre que lui.

Nous allons établir que l'animal distingue le moi du non-moi, *à la seule et unique condition* qu'il puisse se donner volontairement des sensations à lui-même.

L'être sensible est placé en présence du monde extérieur, et l'altération des rapports dans lesquels il se trouve à son égard se traduit chez lui par des *sensations*. La sensation est donc le produit de deux facteurs, de deux causes, de deux composantes, à savoir l'être et le reste de l'univers. Mais comment cet être peut-il démêler dans sa sensation la part du moi et celle du non-moi? comment même peut-il soupçonner que ce n'est pas un phénomène simple, non susceptible d'analyse? Il s'agit de résoudre une équation à deux inconnues; il faut évidemment en éliminer une. Nous avons une résultante de deux composantes; il est nécessaire d'isoler l'une des deux pour connaître l'autre. La sensation est comme un corps binaire; pour en connaître la composition, il faut dégager au moins l'un des éléments. Il faut donc que l'être puisse se rendre compte d'un état dont lui seul soit la cause; il faut, en un mot, qu'il puisse se donner des sensations à lui-même, volontairement, c'est à dire en sachant que c'est lui qui se les donne[1].

[1] Voir dans notre *Essai de logique scientifique*, Liége 1865, une déduction analogue, mais plus générale (p. 104 et suiv.). Un phénomène réel, A, y disons-nous, ne nous est pas connu en lui même, mais seulement dans son rapport avec nous, ou sous la forme de l'idée a que nous en avons. On peut donc poser que A est fonction de a et de X, X représentant la nature de notre faculté connaissante. On a ainsi l'équation : $A = f(a, X)$. Or, on voit que A ne peut être connu que si X est connu, c'est à dire, que si l'esprit se connaît lui-même. Nous y disons encore (préf. p. XVI et suiv.) : La forme de l'objet, la forme du miroir, la forme de l'idée, voilà trois termes indissolublement unis. Changez l'un, les autres seront altérés. L'image, c'est l'idée qui est connue sans intermédiaire. La forme du miroir, c'est la nature particulière de ma faculté connaissante. Si je ne la connais pas, il m'est interdit à jamais de dégager l'objet; et si je la connaissais complétement, rien ne serait plus certain que la possibilité d'acquérir des notions exactes touchant l'objet. Mais je

Digitized by Google

Avant de développer cette proposition, expliquons-la par un exemple sur lequel nous devrons revenir, parce que, clair et simple en apparence, il est au fond assez compliqué. L'enfant crie et il a le sentiment des efforts qu'il fait pour crier; en même temps, il a une sensation auditive. Comme celle-ci vient toujours à la suite de ces mêmes efforts, il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il a le pouvoir de se donner une sensation auditive d'une nature particulière, et il pourra en venir à s'amuser de ses propres cris.

Ce premier pas de fait, il avance rapidement dans la voie de ses découvertes ; il apprend qu'en remuant les bras et les jambes, il peut se donner des sensations tactiles, des sensations visuelles. Mais en même temps il s'aperçoit qu'une seconde série de sensations de toute nature n'a pas une source identique et dépend d'autre chose que de lui. C'est malgré lui qu'il entend la voix de sa mère; si elle se tait et qu'il désire l'entendre, il ne peut de lui-même reproduire les sons agréables qui frappaient son oreille. Il voit autour de lui des mouvements qui ne sont pas accompagnés en lui des sensations musculaires qu'il éprouve quand il remue, par exemple, ses bras devant ses yeux. *En même temps* donc qu'il vient à se connaître, qu'il acquiert la conscience de son existence, il constate qu'il n'est pas à lui seul tout ce qui existe; qu'il y a en dehors de lui des choses qui ne sont pas lui, il arrive à la conviction que son existence est coordonnée à d'autres existences. Alors seulement il peut songer à s'enquérir de l'étendue de son propre individu.

Maintenant que nous avons éclairci le sens de notre proposition, nous avons à la reprendre dans toute sa généralité.

Un être, avons-nous dit, n'arrive à la distinction du moi et du non-moi, en d'autres termes, n'est sensible et connaissant qu'à la seule condition de pouvoir se donner des sensa-

ne la connais qu'imparfaitement; de là mes idées imparfaites concernant les choses. Seulement, l'homme fait tous les jours des progrès de plus en plus marqués dans la connaissance de lui-même, et toutes les sciences viennent tour à tour jeter un rayon de lumière sur les mystères de notre nature. De manière que la connaissance de l'univers et la connaissance de nous-mêmes progressent de concert, et que l'une entraîne l'autre.

Digitized by Google

tions à lui-même. Or, quelles sont les sensations fondamentales que tout animal peut se procurer? L'expérience nous apprend que ce sont des sensations motiles, ou, pour nous servir d'une expression plus claire, mais moins exacte et moins générale, des sensations musculaires. On n'a pas encore, en effet, rencontré d'animal, si simple qu'il soit, qui n'ait *au moins* la faculté d'exécuter des mouvements.

La position des différentes parties de mon corps peut être due à ma volonté ou à des causes extérieures; en d'autres termes, le mouvement peut être *actif* ou *passif*.

De même qu'on peut mouvoir les membres d'un cadavre, de même on peut déplacer ceux d'un être vivant et sensible. C'est là ce qu'on peut appeler un *mouvement passif*. La secousse procurera, en général, au patient une sensation *sui generis*, qui l'informera d'un changement dans sa manière d'être. Tel n'est pas le *mouvement actif* dont le principe est dans l'être lui-même, et qui est provoqué par une cause quelconque. Ce mouvement puise son origine dans un acte volontaire du sujet, à prendre le mot *volonté* dans un sens très large. Cet acte volontaire, ce déploiement d'énergie interne est accompagné d'une certaine sensation. L'individu se sent autre quand *il veut* et quand *il ne veut pas*. Le mouvement suit la volonté; et il est à son tour accompagné d'une modification soit uniquement du sens musculaire, ou plus généralement du sens de la *motilité*, soit aussi d'un autre sens; et le sujet, à la suite d'une série plus ou moins longue d'expériences de cette nature, finit par s'apercevoir qu'il peut se donner à lui-même des sensations.

C'est un fait universellement constaté, tous les animaux que nous connaissons ont la faculté de changer volontairement de *forme*, en ce sens qu'ils peuvent modifier la position respective de leurs organes, et la plupart peuvent se transporter d'un lieu à un autre.

Ils sont avertis de ce changement de forme par un changement dans leur sensibilité, et d'un autre côté, ils savent que l'état différent de leur sensibilité s'est montré à la suite

Digitized by Google

d'un déploiement d'effort qu'ils ont également senti. Après un plus ou moins grand nombre d'expériences, ils en viennent à reconnaître qu'ils ont un certain domaine en leur puissance. Mais *en même temps* ils s'aperçoivent que cette puissance est limitée. Parfois, à la suite de l'effort, le changement qu'ils avaient en vue n'arrive pas, ils n'éprouvent pas la sensation motile correspondante, parce qu'un obstacle extérieur est venu s'opposer à l'effet attendu du déploiement d'énergie interne. L'animal reconnaît alors qu'il y a en dehors de lui une autre chose qui circonscrit son pouvoir, qui lutte avec lui et qui lui résiste victorieusement. C'est là chez lui le premier acte de connaissance.

Je me suis servi tantôt des mots : *sens musculaire*, *effort musculaire*. On conçoit maintenant en quoi ces expressions sont trop restreintes. Nous ne voulons pas dire qu'un animal n'est tel qu'à condition d'avoir un appareil musculaire comme celui des animaux supérieurs ; nous entendons uniquement par là que l'animal doit avoir la faculté de se mouvoir et le sens de la motilité. Car, notons-le bien, ce sens est, à proprement parler, la condition *sine qua non* et caractéristique sans laquelle il ne peut être rangé dans la classe des animaux.

Les plantes se meuvent, puisqu'au moins elles croissent et qu'elles cherchent par leurs feuilles, la lumière, par leurs racines, l'humidité. Mais si nous admettons qu'elles ne s'aperçoivent pas de leurs mouvements, nous ne pouvons dire qu'elles appartiennent au règne animal[1].

Nous ne voudrions pas affirmer, au surplus, qu'on ne puisse concevoir théoriquement l'existence d'êtres sensibles qui

[1] En disant cela, je choque peut-être certaines idées qui ont généralement cours parmi les transformistes. Pour eux, les animaux et les plantes sont deux rameaux sortis d'une même souche, les protozoaires, et ne se distinguent qu'au point de vue morphologique et physiologique. Je n'ai pas de raison pour nier cette descendance. Or, en admettant qu'elle soit vraie, on voit que les plantes seraient des protozoaires qui, en se développant, auraient perdu la sensibilité. Pour moi, je ne suis pas actuellement disposé à croire, pour des raisons que j'exposerai plus tard, que la sensibilité puisse apparaître là où elle n'est pas en germe, bien que je conçoive théoriquement qu'elle puisse être anéantie.

Digitized by Google

seraient tels, grâce à une autre sensibilité fondamentale. Les vers luisants se donnent certainement à eux-mêmes des sensations lumineuses ; peut-être la gymnote et la torpille peuvent-elles se donner des secousses électriques. Il peut se faire qu'il existe des animaux absolument incapables de se mouvoir. J'entends le mots dans le sens de *changer de lieu*. Mais, dans tous les cas, la qualité fondamentale, essentielle, qui fera d'eux des êtres sensibles et connaissants, c'est celle de pouvoir se donner volontairement, par un déploiement *senti* d'énergie, des sensations analogues à celles qu'ils peuvent recevoir du monde où ils sont placés. Et, à parler d'une façon absolue, tout développement d'énergie est, au fond, un mouvement ; seulement, il peut ne pas se manifester dans l'espace et être simplement moléculaire.

On voit maintenant pourquoi, en donnant l'exemple de l'enfant qui crie et qui entend ses propres cris, nous avons annoncé que nous devions y revenir parce que, au fond, il est plus compliqué qu'en apparence. Car le cri, en supposant que l'enfant fût sourd, n'en serait pas moins pour lui une occasion de se douter de l'empire qu'il a sur lui-même. L'émission de la voix, en effet, est précédée d'un déploiement de force provoqué par la faim, la soif, la douleur, peu importe, et ce déploiement de force, il le sent, et il sent en même temps une modification de son individu produite par les contractions de son larynx, sensation qu'il apprend bientôt à reconnaître comme ayant sa cause immédiate dans sa volonté.

Enfin, dernière observation, il n'est pas nécessaire que ce soit l'individu lui-même qui fasse ces expériences et commence son éducation. L'expérience, transmise par les parents, peut se manifester chez lui sous forme d'instinct. C'est ainsi que nous voyons les poulets, au sortir de l'œuf, se conduire et chercher déjà par eux-mêmes leur nourriture. Comme toute génération se réduit, en dernière analyse, à une division, on conçoit sans peine que la partie possède en réalité ou virtuellement les propriétés du tout.

Digitized by Google

III. Connaissance de l'étendue du moi. Le *moi* est pour l'être sensible ce qui lui procure toujours une même sensation, chaque fois que sa volonté est la même. Le *non-moi* est pour lui l'ensemble des autres causes.

Cela établi, voyons comment l'animal obtient la connaissance de l'étendue de son propre individu.

Il résulte de ce que nous avons dit, que l'animal regarde comme étant lui, comme faisant partie intégrante de son être, tout ce qui lui procure, *du moment où il le veut*, une sensation déterminée et attendue. L'huître regarde évidemment comme une portion d'elle-même ses deux valves, et probablement la roche sur laquelle elle s'attache. Supposons un zoophyte qui est fixé sur une pierre dans l'excavation d'un rocher. Chaque fois qu'il étend ses bras, il en touche les parois; celles-ci doivent, à son sens, faire partie de lui-même et sont pour lui ce que sa coquille est au colimaçon. Le polype qui, chaque fois qu'il sort de sa demeure, voit toujours autour de lui les mêmes objets immobiles, s'identifie avec eux. Ainsi, l'enfant qui ne sortirait jamais de son berceau pourrait croire que ce berceau est une partie de son être; et si nous venions au monde avec des vêtements qui ne nous quitteraient pas, ils nous apparaîtraient comme appartenant à notre personne, au même titre que les poils, les cheveux, les ongles, l'épiderme. En un mot, l'animal regarde comme n'étant pas différent de lui ce qui lui procure toujours une même sensation, chaque fois que sa volonté est la même. Le non-moi, c'est pour lui tout le reste; ce qui agit sur lui sans la participation de sa volonté et malgré sa volonté. C'est la source de l'imprévu, de l'inattendu, des surprises. Il peut se tromper sur son étendue comme sur celle du moi. Il peut la juger ou moindre ou plus grande que la réalité. Si avant toute expérience postérieure, l'homme avait la possibilité de regarder ce qui se passe en lui, s'il pouvait voir son cœur battre, son sang circuler, certes, il considérerait au premier abord ces organes comme étant étrangers à son être, parce que leurs mouvements ne sont pas et ne

Digitized by Google

peuvent être voulus. Il finirait néanmoins par les attribuer au *moi*, à la suite d'une étude plus complète, comme nous venons de le faire voir.

Une observation curieuse faite par mon jeune collègue, Édouard Van Beneden, justifie pleinement cette manière de voir[1]. On sait que les êtres les plus élémentaires connus, ceux dont l'organisation est plus simple que la cellule même, et qui, étant privés de toute partie différenciée n'ont, à proprement parler, pas d'organisation, sont les monères. Ce sont de petits amas d'un liquide albuminoïde doués de mouvement. Ces espèces de gouttelettes se remuent dans le fluide qu'elles habitent, en changeant leur forme, en projetant de leur propre substance des prolongements en guise de bras. Or, si par suite d'une cause quelconque, deux bras d'une même monère viennent à se toucher, il arrive qu'ils se soudent par leurs extrémités et ils forment ainsi un anneau de substance albuminoïde; puis, sous l'influence des contractions de la matière qui les constitue, le diamètre de l'anneau diminue progressivement, et le vide central finit par s'effacer. Si, au contraire, deux bras appartenant à deux monères se rencontrent, jamais il n'y a confusion, jamais la substance de l'une ne coule dans l'autre.

Admettons que la monère soit un animal, et analysons le fait. La monère, en projetant ses bras, se heurte parfois à des

[1] La monère chez laquelle M. Van Beneden a fait cette observation est la *Pelomyxa palustris*, récemment décrite par R. Greeff. Le corps ne mesure pas moins de deux à trois millimètres de diamètre, circonstance très favorable à l'observateur. Si deux ou trois individus se meuvent sur un porte-objet, ils en arriveront nécessairement, au bout de quelques instants, à se toucher par les bras qu'ils projettent au dehors. Une observation semblable sur les Arcelles a été faite, il y a longtemps déjà, par M. Peltier; elle a été confirmée depuis par Dujardin. Ces savants avaient remarqué que les expansions filiformes des Difflugies ou des Amibes se soudent, quand elles sont projetées par un même individu, tandis qu'elles se touchent sans se souder, si elles émanent d'individus différents. « Je ne voudrais pas, ajoute à ce propos Dujardin, entrer dans une discussion sérieuse sur la volonté, sur le moi des Infusoires, comme l'ont fait pourtant des philosophes célèbres. » (DUJARDIN. *Infusoires*, dans les *Suites à Buffon*, p. 28.) Je regrette de ne pas connaître ces discussions. Voir aussi dans le même auteur, rapportées avec plus de détails, des observations analogues faites sur la Gromie oviforme.

Digitized by Google

corps étrangers. La sensation qu'elle éprouve lui a été donnée, à ce qu'elle croit d'abord, par elle-même; mais lorsque, à la suite d'un pareil mouvement, la barrière n'étant plus là, l'impression ne s'est pas produite, elle a fini par reconnaître que cet obstacle n'était pas elle. Il n'en est pas de même quand deux de ses bras s'arrêtent mutuellement. La sensation qu'elle éprouve dans ce cas, elle peut la reproduire tant qu'elle veut, et elle acquiert ainsi peu à peu une connaissance suffisante de l'étendue de son être. On voit maintenant que si deux monères se mettent en contact, elles ne peuvent, en tant qu'individus distincts, se mélanger en aucune façon, car chacune d'elles est étrangère à l'autre, et leurs volontés se contrarient.

On conçoit du reste, sans qu'il soit nécessaire d'en dire davantage, quelle expérience l'animal doit acquérir comme individu, ou posséder comme issu de l'espèce, avant d'être renseigné plus ou moins approximativement sur l'étendue de son moi, combien de fois il doit réformer des jugements erronés, et que de choses sont par lui attribuées souvent à tort au moi ou au non-moi. D'ailleurs, cette question, facile à résoudre en théorie, est presque insoluble en pratique. Qui oserait fixer, par exemple, le moment où l'huître avalée par le gourmet cesse d'être *elle* pour devenir *lui?* Et, à l'inverse, à quel instant une sécrétion cesse-t-elle de faire partie de l'animal d'où elle sort? Heureusement, l'explication de ces difficultés n'est pas nécessaire au but que nous avons en vue.

IV. Le moi, en tant que connu directement et par un acte intuitif, apparaît primitivement comme un et indivisible. Mais quand on a recours au procédé par lequel on discerne le non-moi, à savoir le sens externe, on constate qu'une partie du moi peut être connue par ce procédé, c'est le *corps;* l'autre partie, qui n'est connue que par le sens interne, est l'*âme*.

Rapprochons-nous maintenant du point qui nous intéresse principalement, la distinction de l'âme et du corps, qui doit, avons-nous dit, résulter de celle du moi et du non-moi.

L'enfant est donc parvenu à distinguer son moi du non-

Digitized by Google

moi. Il est averti *directement* de l'existence du moi, il *conclut* l'existence du non-moi. Le moi, c'est ce qui lui obéit, le non-moi, c'est ce qui ne lui obéit pas. Il domine l'un et subit l'autre. Mais, s'il fait cette différence, il ne faut pas croire qu'il distingue déjà en lui une âme et un corps. Il dira alors, comme du reste il le dira plus tard et toujours : J'ai deux bras, j'ai deux jambes, une mouche est sur moi, le chien m'a mordu ; et d'un autre côté : Je souffre, j'ai du plaisir, je veux, j'ai peur, j'aime, je me souviens.

Sous ce rapport, sa langue est tout aussi correcte que celle des hommes faits, et il ne faudrait pas croire, avec beaucoup de penseurs, qu'elle en deviendrait plus philosophique parce qu'il dirait : Mon âme pense, et mon corps grandit, au lieu de : Je pense, je grandis. Car *mon âme* et *mon corps* signifient *l'âme de moi, le corps de moi*, c'est à dire que le moi se place au dessus de l'âme et du corps, comme possédant l'un et l'autre, et comme étant plus, par conséquent, que chacun d'eux pris séparément.

D'ailleurs encore — et cet argument est sans réplique — si le terme *moi* et le terme *âme* étaient identiques, quand je dis *mon bras* ou *mon corps*, cela signifierait *le bras de mon âme, le corps de mon âme*, puis, *le bras de l'âme de mon âme*, etc. Et pour faire disparaître la prétendue métaphore renfermée dans des expressions comme celle-ci : *certaines parties de mon corps obéissent à ma volonté*, on tomberait dans un langage ridiculement compliqué, sans même atteindre le but qu'on se propose.

Le moi, c'est donc l'individu, corps et âme, considéré dans son unité indivisible. On dit : je grandis, je maigris, je perds mes dents, je grisonne, je deviens chauve, je suis écorché, j'ai des engelures, j'ai la peau noire etc., aussi légitimement que l'on dit : je pense, je sens, je me rappelle, je réfléchis, je raisonne, je rêve, je calcule, je désire, je crains. Ainsi sont donc parfaitement corrects, quoi qu'en dise Jouffroy, le mot *suicide* et la phrase : *je me tue*.

De la distinction première entre le moi et le non-moi va découler la distinction de l'âme et du corps.

Digitized by Google

Pour le démontrer, il nous faut rechercher comment nous arrivons à la connaissance de ce que nous appellerons plus tard notre corps.

Nous avons vu l'enfant en arriver à la *conclusion* de l'existence d'un non-moi, c'est à dire d'une collection d'êtres plus ou moins semblables à lui-même, mais indépendants de lui-même. Il ne voit ni n'entend sa mère quand il le veut ; il ne voit pas la lumière quand il le veut; en un mot, il pressent qu'il y a en dehors de lui d'autres volontés que la sienne. C'est de cette façon qu'il exerce peu à peu ses sens, et qu'il finit par reconnaître, d'après ses sensations visuelles, auditives, tactiles, les objets qui sont en dehors de lui.

Or, il remarque avec le temps qu'il y a des choses en lui, et des actes produits par lui, qu'il perçoit comme il perçoit les choses en dehors de lui. Il se voit, en partie du moins, commeil voit les choses extérieures. Il y a, en outre, des choses en lui et des actes émanés de lui qu'il perçoit d'une autre façon, au moyen d'une faculté particulière qui ne se laisse pas appliquer aux choses du dehors. Il s'assure, par exemple, qu'il a deux bras, deux jambes, qu'il est grand ou petit, qu'il a la peau noire, de la même manière qu'il s'assure que les autres hommes ont des bras et des jambes, qu'ils sont grands ou petits, qu'ils ont la peau noire ou blanche. Ses moyens de connaissance à l'égard des objets extérieurs, il peut les appliquer à certaines choses qui sont en lui. Sans doute, il sait qu'il a des membres par d'autres voies encore que la vue et le toucher, mais la vue et le toucher les lui font rem arquer comme ils lui font remarquer les membres des autres animaux. Ainsi encore, quand il marche et quand il court, des modifications intérieures l'avertissent sans doute qu'il n'est pas en repos; mais il peut, en outre, constater sa course et sa marche par les moyens dont il use pour juger de la marche et de la course d'autrui.

En deux mots, il y a lieu de distinguer dans le moi des *faits externes* et des *faits internes,* des faits qui me sont révélés par le *sens externe* et des faits qui me sont révélés par le *sens interne*, le *sens intime*, ou la *conscience*, dans le

Digitized by Google

sens large de ces deux derniers mots, et en tant qu'on peut les appliquer à tous les animaux.

Un exemple va faire comprendre cette distinction. J'ai une blessure et je souffre. Le médecin voit la modification organique, mais il ne voit pas ma souffrance; il la devine, il y croit, mais il ne la connaît pas; il ne peut même s'en faire une idée, à moins qu'il n'ait souffert autrefois du même mal, et encore! Moi, au contraire, je sens ma souffrance, elle m'est immédiatement connue et présente; mais je ne vois pas la modification survenue dans mes organes, ou, si je la vois, c'est à la façon du médecin qui la voit en autrui, et je ne la perçois pas *directement* comme la cause de ma souffrance. La blessure, voilà une modification externe du moi; la souffrance, voilà la modification interne correspondante.

De même, quand je remue le bras, il se passe en moi un phénomène résultant d'une dépense de force vitale dans un certain sens, phénomène dont je suis averti par le sens interne; mais c'est par le sens externe que je vois le mouvement opéré, et c'est *indirectement* que je vois dans le déploiement de ma force vitale la raison du mouvement extérieur de mon bras. Cela est tellement vrai que si, par une cause quelconque, le phénomène interne se reproduit, si je crois sentir en moi une dépense d'énergie, je m'imaginerai, par la force de l'habitude, que l'acte externe a suivi, bien qu'il puisse se faire qu'il ne se produise pas. C'est, entre autres, ce qui se passe parfois dans les rêves, et ce qui a toujours lieu quand on vient d'être amputé d'un membre. Vous croyez le mouvoir, et le sens externe seul vient vous avertir de votre erreur.

Il est facile d'appliquer les mêmes observations aux cas suivants : je suis pincé, je suis brûlé, je marche, je cours, je me remue, je suis tombé, je suis immobile, je suis frappé, etc. Inutile de faire observer ici le grand rôle que vient jouer le miroir dans la vie de l'homme. Il dédouble pour ainsi dire mon individu, et m'apprend, sur ce qui me concerne, une foule de choses que je ne connaîtrais pas sans lui.

L'être sensible puise donc la connaissance de lui-même à

Digitized by Google

deux sources différentes, *n'ayant aucun point de commun entre elles*, le sens intime et le sens externe. Or, nous rapportons à *l'âme*, comme à un principe distinct, tous les faits internes, et au *corps* tous les phénomènes externes du moi. Nous pouvons donc définir l'âme, *le support des faits internes*, et le corps, *le support des faits externes*. Tout ce que nous observons en nous à la façon d'un fait externe, nous l'attribuons au corps; par exemple, le déplacement dans l'espace. Tout le reste appartient à l'âme; par exemple, la fatigue.

Telles sont les définitions cherchées de l'âme et du corps; elles ne préjugent rien quant à la nature de l'âme, ni quant à ses rapports avec le corps; elles sont en concordance avec le langage de tous les temps et de tous les peuples, et enfin elles rendent aussi fidèlement que possible l'idée qu'éveillent en nous ces mots tels qu'on les emploie ordinairement.

On le voit, dès à présent, le problème capital de la psychologie, ou pour employer un mot nouveau, mais qui pour nous a un sens scientifique très précis, de la *psychophysique*, sera de rechercher les rapports de l'âme et du corps, de ramener la dualité des deux principes à l'unité, de rétablir, si possible, l'harmonie entre ces deux termes opposés.

V. Le sens intime et le sens externe appliqués directement à nous-même ne nous donnent de nous-même qu'une connaissance fragmentaire; d'où la nécessité de la méthode inductive. Toutes les sciences ont directement ou indirectement l'homme pour objet.

L'être sensible, avons-nous dit, puise la connaissance de lui-même à deux sources différentes, n'ayant aucun point de commun entre elles : le sens intime et le sens externe. L'animal s'en contente peut-être; pour l'homme, elles sont insuffisantes.

Il y a, en effet, des propriétés externes du moi qui échappent au sens externe, et des faits internes qui échappent au sens intime. Une grande partie de notre organisation intérieure nous est totalement inconnue. Nous ne savons comment est fait notre corps, ni comment y fonctionnent

Digitized by Google

nos organes. Nous ne savons pas que nous avons un système circulatoire, un système de nutrition, un système respiratoire, un système nerveux, etc. Nous ne connaissons ni le cœur, ni le foie, ni l'estomac, ni le cerveau. Pour avoir la notion de ces organes et de leurs fonctions, nous avons recours forcément à l'observation des autres hommes. C'est en eux que nous voyons se passer les phénomènes physiologiques; et des ressemblances extérieures qui existent entre eux et nous, nous concluons que nous leur ressemblons aussi intérieurement. Toutefois, nous pouvons nous tromper à cet égard. En 1864, nous avons perdu à Liége un professeur d'anatomie, Dresse, qui, ayant le cœur à droite et renversé, et le foie à gauche, ne s'en était jamais douté. Bichat, si ma mémoire ne me trompe pas, attribuait la folie à l'inégalité des hémisphères du cerveau, et il présentait lui-même cette dernière particularité à un haut degré. Enfin, il est à remarquer que nous ne connaissons pas directement nos yeux, qui sont les organes, sans contredit, les plus utiles. Nous ne les avons jamais vus, nous ne les verrons jamais. Le miroir nous en fournit une image, et cette image seule, plus ou moins fidèle, et, dans tous les cas, renversée de droite à gauche, nous en donne une connaissance indirecte et assez imparfaite.

Le sens intime a, lui aussi, besoin d'être complété par les observations auxquelles nous soumettons les autres hommes. Les phénomènes internes de notre vie dans le sein d'où nous sommes sortis, et ceux de notre première enfance, ce qui se passe en nous pendant un sommeil profond, un évanouissement, pendant la fièvre ou la folie, sont complétement soustraits à l'œil de la conscience. Mais nous admettons que nous vivons, agissons, sentons dans tous ces états, parce que nous voyons dans les mêmes circonstances les autres vivre, agir, sentir, ou, pour parler plus exactement, donner les signes extérieurs qui accompagnent chez nous la vie, l'activité, la sensibilité. Comme nous nous sommes vus agir extérieurement d'une certaine manière, à la suite de certains actes internes, nous croyons que chez les autres êtres qui reproduisent les mêmes actes extérieurs, préside une activité

Digitized by Google

interne semblable à la nôtre. Je les entends parler, par exemple; comme la parole est chez moi l'expression extérieure de la pensée intérieure, j'admets que chez eux aussi la parole correspond à la pensée. C'est à ce jugement d'analogie qu'il faut attribuer l'admiration naïve des sauvages pour les singes et les perroquets.

Il résulte de là que la science de l'homme ne peut uniquement se fonder sur l'observation interne—sans quoi le philosophe en serait réduit à faire la description, et encore incomplète, de sa propre individualité, à un moment déterminé de son existence — ni s'appuyer exclusivement sur l'observation extérieure — sans quoi les phénomènes observés ne pourraient être interprétés psychiquement, c'est à dire, regardés comme l'expression extérieure d'un état intérieur échappant à l'observation. La psychophysique réclame à la fois et l'observation interne et l'observation externe, elle doit s'appuyer à la fois et sur les données du sens interne et sur celles de l'expérience. Mais elle réclame, en outre, le concours de toutes les sciences, tant de celles qui étudient l'homme dans son passé embryogénique, phylogénique, historique, zoologique, que de celles qui étudient l'univers dont il fait partie et dont il reçoit l'empreinte. Ces sciences découvrent la vérité par fragments, et toute vérité conquise fait pénétrer un rayon de lumière dans les profondeurs de notre être.

Mais, en outre, toutes les sciences, partant de l'homme, manifestent sa nature sous un certain aspect; filles de l'esprit humain, elles en expriment la puissance génératrice. Si donc nous recherchons comment elles poursuivent et atteignent la vérité, nous saurons comment l'esprit doit s'y prendre en général pour résoudre un problème, nous aurons la pleine conscience des moyens qui sont à notre disposition et de la méthode que nous devons suivre pour l'aborder avec fruit. Une fois en pleine possession de cette méthode, nous examinerons comment il faut l'appliquer aux recherches directes sur les rapports de l'âme et du corps, après nous être assuré auparavant de l'inefficacité absolue des méthodes jusqu'ici employées.

Digitized by Google

Nous voilà ainsi ramené à notre point de départ. L'homme n'a jamais failli à la mission que lui rappelait l'oracle de Delphes. Seulement, cette mission est indéfinie, et ceux-là seuls sont dans l'erreur qui, se fondant sur une méthode exclusive et imparfaite, croient l'avoir accomplie.

Résumons-nous. La sensibilité suppose chez l'animal la faculté de se modifier lui-même volontairement.

Comme les choses extérieures le modifient aussi de leur côté, il conclut l'existence en dehors de lui d'une puissance analogue à la sienne. Il distingue le *non-moi* du *moi*, l'un qui ne lui obéit pas, l'autre qui lui obéit.

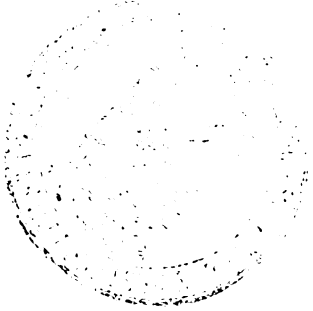
Il connaît le moi d'une façon directe et *immédiate*, le non-moi d'une façon indirecte et *par raisonnement*. Il puise à deux sources de connaissances, le *sens interne* et le *sens externe*.

La partie de son être phénoménal qu'il peut découvrir par les moyens dont il use à l'égard du non-moi, c'est son *corps;* l'autre partie, c'est son *âme*. Le corps est donc ce qui peut être connu à la façon du non-moi, et, par conséquent, par tous les êtres connaissants; l'âme n'est connue que par l'être en qui elle est.

La contemplation interne et externe de l'être par l'être lui-même aboutit à des résultats nécessairement incomplets; de là nécessité de *compléter* les données du sens interne et du sens externe, non seulement par les données qui découlent de l'observation directe des autres hommes, mais encore par celles que nous fournit leur expérience actuelle et passée. Toutes les sciences, en tant qu'elles émanent de l'homme, sont des objets nécessaires de cette observation, et, à ce titre, elles expriment la nature humaine et tendent à la définir. Mais l'observation ne suffit pas. Il faut rechercher comment les autres sciences parviennent, en partant du même point, à découvrir et à accumuler des propositions vraies. Il faut, une fois en pleine possession de cette méthode, l'appliquer rigoureusement au problème de la psychophysique.

J. Delboeuf.

Digitized by Google



CEUX QUI S'EN VONT

AUGUSTE VISSCHERS

Je n'aime pas à voir démolir de vieilles villes ; je n'aime pas à voir disparaître des types. Celui dont je viens vous parler aujourd'hui, Auguste Visschers, l'un des hommes les plus connus de Bruxelles, fut un type. Toute figure appelée à devenir légendaire est possédée par une idée fixe, chose qui, dans la jeunesse, porte à l'enthousiasme, mais qui, dans la vieillesse, arrive à l'état de manie. L'idée fixe de l'homme que je m'honore d'avoir eu pour ami, était la présidence, non point celle d'aucune république, mais celle des congrès et des œuvres de philanthropie. Sa vie si active, si bien remplie, si vaillante, a été plus utile aux autres qu'à lui-même et ce n'est pas là un médiocre éloge. Docteur en droit à dix-huit ans, ayant à sa disposition tous les outils d'une belle intelligence extrêmement cultivée et la plupart des marche-pieds à l'aide desquels on parvient aux brillantes positions, il a dédaigné ce but, préférant se ranger parmi les bienfaiteurs de l'humanité; ce fut là spécialement sa carrière, ce qui ne manque pas d'originalité. Il y mit tout son temps et tous ses talents ; il en coûte certainement moins cher pour devenir ministre ou député — du moins on finit toujours par récupérer les avances — tandis que lui ne demandait pour toute compensation qu'un titre : président. Qu'est-ce que cela

Digitized by Google

vaut et qu'est-ce que cela signifie et quel effet cela pouvait-il produire? Je vous ai dit que c'était son idéal.

Président de toutes les associations qui eurent pour but un remède à offrir à la société malade, né avec le génie de l'organisation, voulant toujours ce qu'il rêvait et se servant de sa fine répartie pour se moquer de ceux qui rêvent et ne veulent pas, Visschers sut accomplir. Paix aux hommes de bonne volonté qui pour rénumération acceptent d'avance l'ingratitude! Celle-là, avec sa sœur, l'envie, est toujours assise au seuil des gens de cœur; elles se lèvent toutes deux au moment où eux-mêmes sortent de leur demeure pour aller au cimetière. Alors elles se mêlent au cortége des funérailles; on ne les reconnaît plus, elles changent de ton, elles changent de visage, elles n'ont plus que des éloges pour ceux qu'elles raillaient ou vilipendaient hier. On est toujours sûr de les rencontrer au convoi des femmes qui eurent trop de beauté, des hommes qui eurent trop de mérite et des artistes qui eurent trop de talent.

Tout le monde a connu en lui l'homme public, le philanthrope, le fonctionnaire, le président, en un mot, le citoyen.

Moi aussi, j'ai connu et apprécié celui-là, mais j'en sais quelque chose de plus, car il m'honorait de son amitié et je le connaissais surtout sous le double point de vue du philosophe et de l'homme privé. Les soirs d'hiver, pendant nos interminables conversations, touché sans doute de la longue patience que j'apportais à la répétition de ses discours de président, il me disait : que c'est bon un foyer! Hélas, il n'en avait pas d'autre que sa table de travail, car peut-on nommer foyer l'hôtel où un homme vit seul? Il m'apportait le soir ses idées, ses sentiments, ses opinions, ses souvenirs, ses grandes facultés et ses petits défauts et surtout son idée fixe! Il est bon peut-être de pouvoir juger un homme de cette manière, abstraction faite du milieu mobile où il est entraîné, où il lutte, où il souffre; il se reposait dans quelques amitiés. Plus jeune il avait aimé beaucoup la vie de salon, mais la tradition des salons qui pouvaient plaire à un causeur d'aussi bon genre, va se perdant de plus en plus. Au retour d'une soirée,

Digitized by Google

il se prenait à dire : que de frais de tapissiers, de confiseurs, de couturières ! Il avait ses entrées partout, même dans l'aristocratie dont il se moquait, la trouvant inepte et nuisible, et il s'en éloignait tout autant que des réunions de laisser-aller où l'on fume. Très galant auprès des femmes, il conduisait pourtant toujours la conversation, même en faisant le céladon, dans une ornière sérieuse, et il savait cueillir dans les fleurs de son savoir et de son esprit maint bouquet à Chloris ; mais si Chloris était illettrée, il plissait la lèvre et s'éloignait avec un geste de pitié.

Visschers a attaché son nom à trois grandes œuvres : l'organisation des sociétés de secours mutuels et des caisses de prévoyance, le système pénitentiaire, les congrès de la paix. Trois beaux fleurons d'une couronne civique au front de ce président universel. Il voulait l'amélioration de l'espèce humaine et non son châtiment ; c'est par là qu'il se rattachait aux idées avancées ; en fait de religion, il laissait à chacun la liberté d'opter pour un système, mais ne se sentait le besoin d'aucun. N'oublions pas qu'il était classique, qu'il avait vu Talma, Duchesnois, M^lle^ Mars. Les poètes et les écrivains du XVII^e^ siècle vivaient dans sa mémoire ; leur hauteur s'encadrait avec celle de ses études austères de droit et de sciences politiques ; à ceux du XVIII^e^ siècle il devait la finesse, l'ironie, le tour galant de sa conversation et il devenait par-là le digne pendant de la comtesse Dash qu'il a connue dans mon salon. Il avait avec elle des discussions vives, mais toujours courtoises et charmantes ; lui, philosophe en matière de foi et constitutionnel en politique, elle, catholique (*in partibus infidelium*) et légitimiste par attachement à sa coiffure de marquise poudrée. En voyant notre ami si sémillant, si comme il faut, si petit abbé, si voltairien, on se surprenait à s'étonner qu'il ne portât point la poudre et le jabot. N'oublions pas qu'il avait un pied empêtré dans le vieux monde : par conséquent il était conservateur, ennemi des démolitions ; il croyait malgré lui au spectre rouge et voulait cependant reconstruire, mais pierre à pierre et surtout mettre du ciment dans les lézardes, ce

Digitized by Google

qui, soit dit en passant, par crainte du gâchis, produit les gâchis irréparables. La peur de certains mots existe encore dans quelques âmes, même viriles. Libre-penseur et démocrate épouvantaient le petit-fils de Voltaire et de Diderot, qui avait pourtant voué sa vie aux œuvres du progrès. Il fut de son siècle par l'amour de la justice, le plus haut des dogmes de la morale sociale, et, en petit comme en grand, dans la vie privée comme dans la vie publique, il avait horreur de l'intrigue, de la fourberie, de la ruse. Et cependant qu'il était fin !

Le bien fut sa carrière. Il accepta le titre de philanthrope et recula devant celui d'*avancé*.

Remarquez comme les néologismes d'une époque intimident les gens de l'époque précédente. Il faut aux mots un demi-siècle avant de devenir monnaie courante : voilà Voltaire et Rousseau qui se font perruques ; république, 89 et même 93, coulent sur la langue comme l'eau claire ; sauf quelques beaux esprits, qui prend souci des encyclopédistes? Le spectre rouge paraît un conte de nourrice; les sans-culottes seront bientôt de bons garçons et les tricoteuses sont détrônées. On s'amuse maintenant à effrayer les gens avec les termes démocratie, commune et pétrole.

Visschers n'a jamais su au juste ce que c'était. Au lieu d'aller comme les grandes personnes déshabiller le fantôme, il se mettait les mains sur les yeux et sur les oreilles.

Oui, il voua son existence et ses facultés au bien, car il ne fut pas, comme le grand nombre de nos réformateurs, un théoricien : il fut avant tout pratique, payant, et à la lettre, de sa bourse, de son temps, de ses efforts. Ainsi s'il convient de dire qu'il eut un pied empêtré dans le vieux temps, il est juste de proclamer que de l'autre pied il fuyait tous « les marchands de mensonges » possibles et volait au secours de la société avec tous ceux qui osent voir, essayent de comprendre et savent vouloir.

Le moyen de le faire reculer était de lui parler des pièces de Dumas, de la musique d'Offenbach, des tableaux de

Digitized by Google

Courbet et d'assaisonner cet entretien de la fumée d'un cigare, ce qui prouve qu'il n'avait pas le tempérament artistique. En présence de pareilles énormités, il se fût signé s'il avait été dévot. Son antipathie s'étendait à la grande pléiade de nos poètes et artistes contemporains, à commencer par les romantiques pour finir aux réalistes. Devant cet homme qui eut toute sa vie un amour platonique présent — pas le même — si l'on avait prononcé le mot réalisme, il l'eût pris pour une formule d'exorciste et aurait tourné les talons.

Tout cela est trop exclusif. L'amour que l'on porte à Musset ne peut-il pas s'allier à l'admiration qu'inspire Molière, deux génies qui se servirent du même lorgnon pour regarder au fond du cœur humain et qui, pour peindre, prirent le sang de leur propre cœur au lieu d'encre comme nous tous, enfants de notre siècle, quand nous voulons faire quelque chose de passable ?

Notre ami s'en fût bien gardé! Il était de cette génération qui mettait ses souvenirs dans un reliquaire avec un portrait, des cheveux et des fleurs fanées.

Disons qu'il n'osa pas être complétement de son temps qu'il voulut faire du bien à l'humanité, mais n'osa pas affronter la société, qu'il fut lettré mais anti-artiste, car la peinture et la musique étaient deux muses avec lesquelles il fut simplement poli.

A propos de muses, savez-vous qu'il rimait? Je vous ai déjà dit qu'il était galant et ces deux choses marchent si bien de compagnie !

Oui, il rimait l'aimable vieillard et très joliment, ma foi ! Il doit laisser un assez bon bagage littéraire manuscrit; cela sera-t-il publié? Ainsi, tous les dimanches, pendant nombre d'années, il écrivit une petite pièce de vers et presque chaque jour, en se promenant, un distique. Il a fait imprimer seulement quelques pages de ses poésies pour les distribuer à des amis très intimes ; je me permets de citer ceci :

Dieu demande à chacun, — non s'il eut du savoir,
S'il fut grand ou puissant, — mais s'il fit son devoir.

Digitized by Google

Et ceci à propos du portrait d'un orateur bien connu :

Dans ce portrait si beau sais-tu ce qui me plaît?
— Il est parlant peut-être... — Eh non ! c'est qu'il se tait.

Et cette jolie pièce :

L'enfant et l'invalide.

Une mère, tenant son enfant par la main,
Un beau jour lui montrait un spectacle forain.
L'enfant, tout ingénu, de s'instruire est avide ;
A la porte d'entrée il voit un invalide,
Aux badauds entassés racontant ses exploits.
Mais lui, les yeux fixés sur la jambe de bois :
« Pourquoi, brave invalide, avez-vous fait la guerre? »
L'autre, étonné, répond qu'il ne le savait guère.

Il cessa de rimer un jour de l'automne dernier, après une déception de cœur que lui valut une de ses pièces.

« C'est fini, me dit-il, j'ai enterré la poésie. »

Cependant, il avait fait des vers pendant toute sa vie ; sa résolution me fit de la peine, car le vieillard qui renonce à une habitude commence à mourir.

Je voudrais savoir bien dire de lui une chose vraiment touchante. C'est que, affligé dès l'enfance de difformité, il a su triompher de cela pour se frayer un chemin dans la vie. Quoique maladif, il a accompli de fortes études, achevé de grands travaux ; quoique disgracié, il a cherché à se rendre agréable. Sans doute, les gens bien élevés l'estimaient davantage en le voyant lutter et travailler avec les forts pour les faibles, et oublier, hélas! sa frêle constitution et sa propre faiblesse ; mais il y a tant de sots qui se moquent de ce qu'ils devraient admirer, et il arrive que l'on rencontre au salon le sportman dont la place serait plutôt à l'écurie ; il a donc eu à lutter contre une cruauté de la nature, contre beaucoup de maux physiques et contre la raillerie du vulgaire.

En dehors de ses grands titres de citoyen, il a su conquérir la réputation d'un homme bienveillant et aimable. Ce vrai philanthrope étendit sa protection plus loin que l'humanité, car il était président de la Société protectrice des

Digitized by Google

animaux, ce qui, dans sa pensée, comme dans la vôtre et la mienne, est un des premiers jalons de l'instruction universelle et de la moralisation de l'espèce humaine.

En lisant les lignes d'éloges si mérités que les journaux consacrent à sa mémoire, en écoutant le bruit qui se fait autour de son nom, je pense, les larmes aux yeux, que quelques miettes de cette justice, rendue maintenant à son mérite, à ses efforts, à ses travaux, lui auraient vivant fait tant de bien! Je me rappelle aussi que, il y a peu de temps, à propos de je ne sais quel congrès où l'on feignait de n'avoir que faire de ses lumières, il me demandait mélancoliquement : Que doit donc faire un homme pour qu'on se souvienne qu'il eût quelque mérite? Je lui répondis : Mourir!

Pauvre ami! Je lui disais cela dans les derniers temps, quand il me répétait pour la centième fois avec amertume : On m'oublie!

Et c'était vrai. On laissait passer toutes les occasions de rendre hommage aux peines qu'il s'était données pour les autres, de reconnaître son long dévouement à toutes les questions humanitaires. Jusqu'à la fin il est resté debout sur la brèche, mais on l'y a laissé seul. Il m'apportait souvent des revues, des comptes-rendus, des articles de journaux, où l'on parlait de systèmes pénitentiaires, de congrès de la paix, des questions enfin qui sont dans le programme de l'époque et à chacune desquelles il avait largement payé son tribut; il me faisait remarquer qu'on y parlait de tout le monde, excepté de lui et de ses travaux. Il a eu bien des déceptions dans ces dernières années. Sa place était marquée à toutes les assemblées philanthropiques, et on y envoyait d'autres que lui, on l'avertissait ainsi qu'il était vieux et qu'il était temps de quitter toutes choses. Eh bien, il a quitté ce monde.

Oui, il était vieux, c'est vrai, et c'est tout ce que l'on eut à lui reprocher, et cependant, qui jamais fit plus d'efforts pour rester jeune afin de demeurer plus longtemps au service des autres? Qu'a-t-il fait pour lui-même, je vous le demande? Individuellement il n'eut jamais de jeunesse.

Qu'avait à faire la jeunesse dans le rôle qu'il s'était assigné

Digitized by Google

depuis toujours? Il se levait à six heures du matin pour travailler et après, dans cette grande solitude d'un célibat de soixante-dix ans, il avait le courage de mettre le soir son habit noir pour faire des visites. Il a vraiment trop fait pour les autres et trop peu pour lui-même. Pardonnons-lui le seul égoïsme que nous lui avons connu : l'égoïsme de la conversation ; il avait, lorsqu'il parlait, l'air de tenir sa sonnette de président dans sa manche ; juge et partie, président et orateur, il n'accordait la parole qu'à lui-même.

Mais, à propos de Visschers, je reviens à ce reproche que le pays jette à ses hommes : vieux! N'oubliez pas que si le vin est généreux, c'est parce qu'il est vieux ; que le chêne vous prête son ombrage parce qu'il est vieux, et que c'est pour cette raison aussi que l'expérience vous offre sa force et son recours.

Voilà ce que vous avez à dire quand vos artistes, vos acteurs, vos écrivains ont une défaillance. Vous trouvez que la mort ne vient pas assez vite et vous leur conseillez de s'ensevelir vivants, que dis-je, vous jetez sur eux le suaire qu'un grand poète nomme « l'oubli, second linceul des morts » et qui en est le premier!

Et puis, quand ils meurent à soixante-neuf ans, comme Visschers, on crie de toutes parts : qui aurait cru qu'il avait cet âge!

Maintenant on dit : quel caractère généreux, quel aimable vieillard, quel homme distingué, quelles grandes qualités et quels petits défauts! Et, hier, vous le trouviez gênant, passé comme un vieux sachet! Allons, dépêchez-vous de mourir, travailleurs de la pensée, et vous aussi, artistes qui êtes dans le soleil des nouveaux venus ; on vous fera de belles funérailles, il y aura une offrande qui durera une demi-heure, et si vous laissez des œuvres on les couvrira d'or, ne fût-ce que pour payer la complaisance que vous aurez eue de faire place aux jeunes.

En voyant notre Visschers passer dans les allées du parc, avec moi souvent, toujours spirituel, souriant, distingué, vous ignoriez les déceptions, les amertumes d'un cœur qui,

Digitized by Google

revêtu par la nature d'une enveloppe disgraciée, a dû se passer des biens que Dieu donne à tous : l'amour et la famille.

En la place de l'amour, il a mis le dévouement, et faute de famille il s'est consacré à l'humanité.

Je voudrais que l'on mît sur sa tombe cette épitaphe rédigée depuis longtemps par lui-même :

Sans laisser rien de mémorable,
J'ai fait peut-être un peu de bien;
Pour les autres dressant la table,
J'ai passé sans toucher à rien.

CAROLINE GRAVIÈRE.

Digitized by Google

L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE & L'UNITÉ DE L'ITALIE.

III

L'ŒUVRE DE M. DE BISMARCK.

Nous avons vu précédemment comment le traité entre la Prusse et l'Italie avait été conclu sous les auspices de Napoléon III. Il nous reste à examiner les derniers efforts tentés en faveur de la paix, pour faire avorter les espérances de M. de Bismarck. Il est évident que la diplomatie française a montré, dans toutes les négociations qui ont précédé la rupture entre la Prusse et l'Italie, non seulement une grande hésitation, mais une rare ineptie. Au fond, Napoléon désirait la guerre; il espérait que la lutte entre la Prusse et l'Autriche aurait eu pour effet l'affaiblissement de l'Allemagne, ce qui lui aurait donné l'occasion de relever le prestige de la France par une rectification de frontières du côté de la Moselle ou du Luxembourg et même, dans certain cas, le prétexte d'annexer la Belgique. Il pensait qu'il aurait pu intervenir au dernier moment en arbitre souverain. Pour conserver cette position indépendante, l'empereur des Français s'efforçait d'entretenir toujours les meilleurs rapports avec les cabinets de Vienne et de Berlin. Il leur faisait des promesses de tout genre sans parvenir à faire signer par M. de Bismarck des engagements positifs. Le chef du cabinet prussien fit des

Digitized by Google

propositions à Napoléon dans le but d'assurer la neutralité de la France pendant la guerre, mais il se garda bien de contracter des obligations qui pouvaient momentanément engager la Prusse et compromettre l'Allemagne dans l'avenir.

On se préparait à la guerre sans enthousiasme. En Prusse, on la subissait; en Autriche, on s'y résignait, tandis que le reste de l'Allemagne la déplorait comme une guerre fratricide. En France, la majorité était plus hostile à la guerre de 1866 qu'à celle de 1870. Quant à l'Italie, elle entrevoyait dans la guerre l'espoir de recouvrer la Vénétie, et dans l'alliance prussienne le seul moyen de compléter son indépendance sur l'Adriatique et de s'affranchir à Rome du protectorat français. Partout on redoutait le premier choc; un seul homme voulait sérieusement la guerre, parce qu'il en comprenait les conséquences : c'était M. de Bismarck. Homme d'État consommé, il a su tourner toutes les difficultés qu'on accumulait autour de lui sans se lasser de poursuivre son double but : la grandeur de la Prusse qui assurait, avec le concours de l'Italie, l'indépendance intérieure de l'Allemagne; et l'exclusion de l'Autriche de la Confédération germanique, qui devait avoir pour effet de donner à l'Allemagne le premier rang en Europe et de réaliser au profit de l'héritier du grand Frédéric l'idée que le roi-philosophe avait de la puissance et de la grandeur de la France[1].

La Prusse avait été réduite au second rang en Allemagne. Pouvait-elle continuer à laisser la diète germanique sous l'influence prépondérante de l'Autriche? M. de Bismarck ne le crut pas. Il revendiqua pour l'Allemagne de Luther et pour la Prusse de Frédéric le Grand, la primauté à laquelle elle avait droit, parce que l'Autriche représentait à peine une fraction de la race germanique qui, dans les sciences comme dans les lettres et dans les arts, avait conquis une si grande place au XIX^e^ siècle.

[1] Si j'étais roi de France, disait Frédéric, on ne tirerait pas un coup de canon en Europe sans ma permission.

Digitized by Google

Malgré le traité conclu à Berlin entre l'Italie et la Prusse, le 8 avril, les négociations continuaient toujours. A la date du 21 avril, le général Govone écrivait : « Le président du conseil nous parut, au comte de Barral et à moi, sensiblement découragé par la tournure que prenaient les affaires. » Au moment suprême, l'Angleterre insistait encore pour la paix, elle agissait à la fois à Berlin, pour empêcher les armements, à Vienne, pour traiter pacifiquement de la cession de Venise, et à Florence, pour prêcher la conciliation. On ignorait à Londres qu'il était trop tard, que des engagements étaient pris et « qu'un traité avait été signé le 8 avril, à Berlin, ratifié par le roi d'Italie, à Florence, le 14, et par le roi de Prusse, à Berlin, le 20 avril. [1]. »

Les hostilités allaient s'engager et cependant le comte de Bismarck continuait encore les négociations avec le cabinet de Vienne pour ne pas froisser le Roi et la cour et pour montrer à l'Allemagne qu'il avait poussé aussi loin que possible l'esprit de conciliation. Le cabinet de Vienne se laissa prendre aux ménagements de la Prusse. Il parut rassuré du côté de l'Allemagne et mal renseigné sur les intentions de la France ; mais il était néanmoins mieux informé par ses agents en Italie ; car, à Vienne, on accusait le gouvernement italien de faire des préparatifs qui pouvaient compromettre la paix en Vénétie. Le cabinet italien s'efforça de démentir les accusations de l'Autriche : il prétendit qu'il était resté fidèle à ses engagements, mais qu'il ne pourrait pas se laisser longtemps menacer par les armements et les préparatifs militaires de l'Autriche.

Partout en Europe, en Angleterre, en Russie et même en France, on s'efforçait d'empêcher la guerre. Une grande activité diplomatique était déployée pour faire aboutir les négociations pacifiques. « Il ne faut pas se dissimuler, écrivait M. Nigra au général La Marmora, que la Prusse est, en ce moment, très impopulaire en France. Le comte Waleski m'a dit hier qu'il craignait des discours très violents au

[1] La Marmora, chap. X.

Digitized by Google

Corps législatif. Les hommes d'affaires, les banquiers, les commerçants, les spéculateurs de tout genre sont très hostiles à la guerre. Il en résulte que le gouvernement français se confine de plus en plus dans l'attitude de neutralité et de liberté d'action prise par lui. »

La France, à cette époque, reculait à dessein le conflit. Napoléon, guidé par l'opinion publique, ne voulait pas rompre les négociations pacifiques et il résistait autant qu'il le pouvait aux sollicitations de l'Italie et au piége que lui tendait M. de Bismarck. Le cabinet de Vienne fut moins habile parce qu'il voulait trop : c'est à dire qu'il voulait à la fois maintenir sa domination à Venise et conserver sa suprématie en Allemagne. Mieux conseillée ou mieux inspirée, l'Autriche aurait pu déjouer les projets de M. de Bismarck; mais au lieu de céder aux influences pacifiques du cabinet de Londres et de Saint-Pétersbourg, elle arma partout à la fois et avec une promptitude qui justifia les inquiétudes du gouvernement italien et les alarmes du cabinet de Berlin.

Il n'en fallut pas davantage pour dissiper les dernières espérances pacifiques et pour changer les impressions de l'opinion publique à Paris aussi bien que celles de l'empereur Napoléon.

« Il est d'une très grande importance, télégraphiait M. Nigra, qu'il soit bien constaté que l'Autriche rappelle son contingent, tandis que nous restons tranquilles. *Si l'Autriche prend l'initiative, nous pourrons compter sur la France et sur l'opinion publique. Plût à Dieu que l'Autriche nous attaque, mais nous ne pouvons pas l'espérer.* » Le vœu de M. Nigra se réalisa. L'Autriche n'attaquait pas encore, mais dans tout l'empire on se préparait à la guerre. Depuis les frontières militaires jusqu'au quadrilatère, une grande activité régnait dans toutes les divisions territoriales. L'Italie ne pouvait rester indifférente à une prochaine invasion et elle ordonna la mobilisation de l'armée pour *défendre ses frontières*. Le cabinet de Florence se préparait à expliquer cette grande mesure auprès des puissances, quand une note du ministre des affaires étrangères d'Autriche apporta la justifi-

Digitized by Google

cation la plus complète des mesures défensives que prenait le cabinet de Florence[1].

[1] *Le ministre des affaires étrangères d'Autriche au ministre d'Autriche, à Berlin.*

Vienne, 26 avril 1866.

Monsieur le ministre,

Nous avons reçu du cabinet prussien la réponse ci-jointe à notre dépêche du 18 de ce mois. Je me suis empressé de la soumettre à S. M. l'Empereur, et je suis chargé de faire au gouvernement royal, par l'entremise de Votre Excellence, les ouvertures que voici :

L'Empereur, N. A. S., a éprouvé une satisfaction sincère en apprenant que la proposition d'un désarmement simultané des deux puissances aurait été agréée par la Prusse. Il n'espérait pas,moins des dispositions conciliantes de S. M. le roi Guillaume. L'Empereur est maintenant prêt à ordonner que les troupes envoyées en Bohême pour renforcer les garnisons de ce pays rentrent dans l'intérieur, afin de détruire ainsi jusqu'à l'apparence d'une concentration dirigée contre la Prusse. Seulement, nous nous trouvons aujourd'hui dans la nécessité de renforcer ailleurs nos moyens de défense, et nous croyons, pour ce motif, devoir nous assurer que cette circonstance n'empêchera pas le gouvernement prussien de répondre au rappel de nos troupes de la frontière de Bohême par la réduction des corps de son armée mis sur le pied de campagne.

Les dernières nouvelles d'Italie prouvent, en effet, que l'armée du roi Victor-Emmanuel est mise en état d'attaquer la Vénétie. L'Autriche est donc obligée de mettre, par l'appel des réserves, son armée italienne sur le pied de guerre, et de veiller à la sécurité, non seulement de sa frontière le long du Pô, mais encore de son littoral si étendu, ce qui ne peut avoir lieu d'une manière efficace sans qu'on opère des mouvements de troupes considérables dans l'intérieur de la monarchie.

Nous croyons nécessaire d'en informer le cabinet royal, afin de couper court aux fausses appréciations auxquelles pourrait donner lieu la nouvelle qu'à l'instant même où nous contremandons les dislocations ordonnées en Bohême, nous armons dans d'autres parties de l'empire. Votre Excellence est chargée de déclarer au gouvernement royal que ces préparatifs ne répondent qu'à l'éventualité d'une lutte contre les Italiens, et que nous commencerons sur le champ à mettre à exécution la proposition de notre désarmement simultané, dès que nous aurons reçu l'assurance que le gouvernement royal ne se laissera pas détourner par les dispositions prises en vue de repousser une agression de notre voisin méridional, de sa promesse de rétablir un état de choses normal entre l'Autriche et la Prusse.

Si, d'un autre côté, la cour de Prusse subordonne l'exécution du projet de désarmement à la condition qu'il ne sera pris aucune nouvelle mesure militaire dans les États de la Confédération germanique, je ferai observer que, à notre connaissance, ces États n'ont point fait jusqu'ici d'armements sérieux et que les sentiments bien connus de ces gouvernements fournis-

Digitized by Google

Ce document mit fin aux tergiversations. Il eut des conséquences graves en ce sens qu'il dissipa les illusions pacifiques de l'Angleterre et de la Russie; qu'il isola l'Autriche en Europe, et que le cabinet de Vienne, en provoquant la guerre, prit pour ainsi dire la responsabilité des événements de 1866 et justifia, sans s'en douter, les prévisions de M. de Bismarck.

« Nous devons avouer, remarque le général La Marmora, que rien ne pouvait être plus opportun que cette note. » En effet, elle mit fin aux négociations. Elle surexcita l'Italie et elle répondit à l'attente du comte de Bismarck en ramenant à l'Italie l'influence favorable de l'empereur Napoléon, ainsi que les sympathies de l'opinion publique en Angleterre et en France. Le général La Marmora termina la circulaire qu'il adressa aux ministres du Roi, en disant : « Il est devenu indispensable, pour la sécurité du royaume, que nos forces de terre et de mer, demeurées jusqu'à ce jour sur le pied de paix, soient augmentées sans retard. En prenant les mesures militaires que réclame la défense du pays, le gouvernement du Roi ne fait que répondre aux exigences de la situation qui lui a été faite par l'Autriche. »

La dépêche italienne et les préparatifs de guerre qu'elle annonçait à l'Europe déconcertaient le cabinet de Londres et elle détruisait d'avance les espérances pacifiques de lord Clarendon. A Paris, M. Drouyn de Lhuys, qui vit avorter successivement tous ses essais en faveur d'une entente entre l'Italie et l'Autriche, ne fut pas plus satisfait. Il est vrai que

sent d'avance la garantie d'un maintien général de l'état de paix, dès que l'Autriche et la Prusse auront donné matériellement suite à l'échange des déclarations pacifiques qui a eu lieu entre elles. Finalement, je ne puis passer sous silence qu'il dépend de la Prusse de calmer toutes les inquiétudes qui se sont emparées des gouvernements allemands, en leur donnant, relativement au maintien de la paix fédérale, des assurances aussi catégoriques que celles que nous avons formulées, le 21, dans l'assemblée de nos confédérés.

Votre Excellence est autorisée à laisser copie de la présente à M. le comte de Bismarck.

Agréez, etc.

MENSDORFF-POUILLY.

Digitized by Google

l'opinion publique en France redevint plus favorable à l'Italie quand elle sut que l'Autriche avait pris, pour ainsi dire, l'initiative de la guerre qu'on redoutait à Paris. Un télégramme de M. Nigra, du 30 avril, rapporte en ces termes une conversation du chef du cabinet des Tuileries : « Drouyn de Lhuys a demandé au prince Metternich, dans une conversation, pourquoi l'Autriche avait armé et si elle a l'intention d'attaquer l'Italie. Metternich a dit que l'Autriche craignait une attaque de l'Italie. Drouyn de Lhuys répliqua que l'on savait bien que l'Italie n'aurait pas attaqué la première. Metternich demanda si la France pouvait lui garantir cela, et il ajouta qu'il lui semblait impossible que l'Autriche pût se contenter de la dernière réponse de la Prusse. » On voit qu'à cette époque l'Italie était tellement liée à la France qu'elle n'osait prendre une résolution sans le consentement de Napoléon.

La reconnaissance pèse aux peuples comme aux individus. L'Italie, affranchie matériellement de l'Autriche en Lombardie, était retombée entièrement sous l'influence politique de la France. On s'apercevait que la puissante main de Cavour ne dirigeait plus le gouvernement italien, au milieu des négociations si difficiles et si compliquées qu'on poursuivait à Berlin. Cavour s'était servi de Napoléon pour affranchir son pays de la domination autrichienne, mais après Villafranca, il sut montrer à la France et à l'Europe qu'il voulait avant tout l'indépendance de l'Italie, et que si l'empereur des Français ne voulait pas l'aider à la réaliser, il ne tiendrait compte que des intérêts de son pays et de la grandeur de ses destinées. On se souvenait de ces prévisions et des efforts qu'il avait faits pour unir l'Italie à la Prusse, en écrivant à M. de Launay, en 1860, ces mots prophétiques : « Les Italiens ont l'habitude de regarder la Prusse comme un allié dont ils ambitionnent surtout l'approbation. »

Les armements et les menaces de l'Autriche fournirent à M. de Bismarck le prétexte qu'il attendait pour donner au traité italo-prussien toute son efficacité. M. Nigra, dans son télégramme du 30 avril, rendait compte des impressions du

Digitized by Google

prince de Metternich, qu'on peut résumer en ces termes : Drouyn de Lhuys m'a dit que l'Autriche, engagée comme elle l'était, devait user de circonspection avec le cabinet de Berlin. — « La Prusse, télégraphiait, d'autre part, le ministre italien à Berlin, considère, dans l'état actuel, l'Italie comme nécessaire pour l'équilibre européen et elle ne pourrait rester indifférente à une attaque contre l'Italie. »

Fidèle à ses promesses, le comte de Bismarck s'engageait moralement à donner son concours à l'Italie. Un télégramme de Berlin, du 29 avril, l'annonçait en ces termes : « En présence de la dépêche autrichienne du 24, remise ici hier, et qui prétexte des armements de l'Italie pour refuser de désarmer, la Prusse refuse de son côté de désarmer.

« M. de Bismarck a proposé au Roi la mise sur le pied de guerre de toute l'artillerie, ainsi qu'on a pratiqué pour les corps de frontière. Il doit y avoir demain conseil de généraux présidé par le Roi. »

Ce télégramme du ministre italien ne satisfit pas le général La Marmora. Il croyait la Prusse peu disposée à commencer la lutte, parce qu'une note du cabinet de Berlin disait :

« S'il était vrai que, dans l'intervalle et principalement dans ces derniers jours, on eût commencé à faire des préparatifs militaires en Italie, il ne faudrait probablement y voir que la conséquence des armements dont l'Autriche a pris l'initiative, de même que les mesures que nous avons décrétées le 28 mars n'ont été provoquées que par eux.

« Nous sommes persuadés que l'on mettrait en Italie autant d'empressement à suspendre ces armements, qu'on en a mis naguère, en Prusse, dès que les causes qui les ont occasionnés auraient disparu. » Le premier ministre devait se conformer aux ordres du Roi. Il voulait la guerre, mais il ne pouvait s'engager sans l'autorisation du Roi.

La cour se méfiait de M. de Bismarck et l'Allemagne ne comptait pas sur lui, parce qu'il agissait sans le concours des Chambres. Le grand ministre prussien avait deux épreuves à redouter : il ne pouvait engager sa responsabilité vis à vis

Digitized by Google

de l'Italie et il n'osait se compromettre en Allemagne, où l'opinion publique était divisée entre la Prusse et l'Autriche. En Italie, on était d'accord pour demander l'affranchissement de la Vénétie, l'unité avec la maison de Savoie et Rome pour capitale de la Péninsule. Mais il n'en était pas de même en Allemagne, où le Midi s'appuyait sur l'Autriche et le Nord sur la Prusse.

La question religieuse y était partout mêlée à la question dynastique. Les ultramontains comptaient sur la maison de Hapsbourg, tandis que les protestants indépendants et les catholiques libéraux n'espéraient que dans la maison de Hohenzollern.

La politique intérieure était plus facile à résoudre en Italie, parce que la même pensée dominait tous les esprits. Une seule question compliquait la situation : c'était Rome où les intérêts de l'Italie étaient en opposition avec les sentiments d'une grande partie de l'Europe catholique.

Les armements de l'Italie contrariaient vivement la France. « Hier soir, à la réception des Tuileries, écrit M. Nigra, l'Empereur, en me voyant, m'accosta et me dit : *C'était bien la peine de me demander conseil pour faire tout le contraire de ce que je conseillais !... L'Empereur ajouta qu'il serait désirable, si la rupture avait lieu, qu'elle vînt du Nord, c'est à dire de l'Allemagne. Il recommanda d'être prudent et de ne rien précipiter.* » Napoléon craignait que l'Italie fût jouée par la Prusse. En France, l'opinion publique était contraire à la guerre. On n'était pas encore remis de l'épreuve subie au Mexique. Napoléon III, qui avait conseillé cette aventure y avait laissé une grande partie de sa popularité, et tout en étant sympathique à l'Italie, il ne voulait pas s'engager à la soutenir, si elle provoquait elle-même la guerre. La Prusse craignait également de se compromettre, parce que le comte de Bismarck ne pouvait s'appuyer ni sur le Roi, ni sur l'opinion publique. « Il m'a dit, écrit Govone, que le Roi *ne donne pas au traité cette portée et qu'il ne croyait pas que cette obligation fût réciproque, d'après le texte littéral.* J'ai demandé alors si l'on ne pourrait pas compléter les stipulations et y introduire

Digitized by Google

réciprocité, dans une convention militaire. Il m'a dit que le Roi refuserait de s'engager à déclarer la guerre à l'Autriche dès qu'elle éclaterait en Italie, ne voulant pas nous encourager à pousser les choses à bout. » Les hésitations du roi de Prusse augmentaient avec les péripéties de la crise. Cependant, le comte de Bismarck parvint tout à la fois à tranquilliser le général Govone et à rassurer le Roi : « J'ai soumis au roi, m'a-t-il dit, les deux questions que vous m'avez posées hier soir :

« 1° Que ferait la Prusse si l'Italie attaque Autriche?

« 2° Que ferait Prusse si Autriche attaque Italie?

« Et je lui ai dit qu'à la seconde question j'avais répondu que la Prusse entrerait en lutte contre Autriche.

« Le Roi a complétement approuvé cette réponse. J'ai encore demandé à Bismarck son avis à retenir pour impossible un arrangement entre Prusse et Autriche qui nous laissât isolés.

« Il m'a répondu qu'aucune concession de l'Autriche ne pourrait désormais compenser la Prusse des inconvénients d'un arrangement. »

Ce télégramme montre que le roi marchait de plus en plus d'accord avec son premier ministre, et cependant, M. La Marmora ne parut pas encore complétement rassuré sur les intentions de la Prusse. Le général La Marmora soupçonnait la Prusse de vouloir négocier avec l'Autriche, tandis que lui-même n'aurait pas demandé mieux que de négocier la cession de Venise avec le cabinet autrichien. Le cabinet de Florence ne faisait pas un pas sans avertir la France. Tous ses engagements subissaient pour ainsi dire le contrôle du cabinet des Tuileries et de la légation de France à Berlin, où le comte Benedetti affirmait que les armements de l'Italie avaient été trop précipités[1].

La Prusse voulait bien obliger l'Italie à déclarer la guerre à l'Autriche, mais elle ne voulait pas prendre le même enga-

[1] La Marmora, chap. XII, *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

gement. M. de Bismarck, il est vrai, aurait été désireux de le faire, mais il devait compter avec les scrupules du roi et avec l'opinion publique de l'Allemagne, qui n'était pas alors avec lui comme elle l'a été en 1870, dans la guerre de France. A cette époque, M. de Bismarck était d'accord avec le roi et le peuple, et la Prusse marchait avec l'Allemagne, dont elle représentait toutes les aspirations nationales et patriotiques. Il n'en était pas de même en 1866. En effet, le comte de Bismarck déclarait au général Govone : « Que le Roi n'aurait jamais signé une convention qui fût une arme dans les mains de l'Italie, capable de nous encourager à pousser les choses au point d'obliger la Prusse, malgré elle, à prendre part à la guerre. Et il aurait ajouté : qu'il nous préviendrait loyalement et en temps opportun, si la Prusse ne pouvait nous suivre, mais que son cabinet aurait fait dépendre son existence de la condition d'entreprendre la lutte contre l'Autriche, simultanément à l'ouverture des hostilités. Le général Govone lui ayant alors demandé : Ainsi, votre Excellence m'autorise à déclarer au général La Marmora que s'il n'est pas possible d'avoir signature du roi, qui nous assure de cette condition, son gouvernement se croit cependant engagé d'honneur avec nous? Le comte de Bismarck aurait répondu que nous ferons une question d'existence du cabinet de cette condition : Du reste, fiez-vous à la marche irrésistible des événements. » M. de Barral ne se rendait pas compte des obstacles que le comte de Bismarck avait à surmonter; car, s'il avait mieux apprécié l'indomptable énergie du ministre prussien et son vif désir d'en finir avec l'Autriche, il aurait mieux renseigné son gouvernement et n'aurait pas dit dans le télégramme du 2 mai : « *A mon avis, c'est sur nous-mêmes et sur la France qu'il faut compter bien plus que sur la Prusse.* » M. de Barral se trompait évidemment dans ces appréciations sur la France, qui songeait plus à s'agrandir sur le Rhin qu'à affranchir l'Italie sur le Mincio. Quant à la Prusse, elle armait et elle se préparait partout à la fois, avec beaucoup de circonspection. Le général Govone en informait son gouvernement le 4 mai, par un télégramme, où il disait :

Digitized by Google

« Mesures militaires arrêtées hier sont tenues secrètes ». Les préparatifs de la Prusse furent connus néanmoins en Allemagne. L'Autriche s'en préoccupait. Pour rompre l'alliance italo-prussienne qu'elle redoutait, elle offrait la Vénétie à l'Italie, dans l'espoir de conserver sa suprématie en Allemagne et de se dédommager aux dépens de la Prusse. On voit par là combien la position de la Prusse était difficile et périlleuse, car l'alliance italienne aurait pu lui faire défaut, et ainsi elle aurait été seule à soutenir le choc de l'Autriche marchant à la tête de toute l'Allemagne coalisée contre elle; mais l'Italie, en restant fidèle à ses engagements, malgré les suggestions de Napoléon III, sauva la Prusse et assura la liberté et l'indépendance de l'Allemagne. Voici le télégramme par lequel M. Nigra annonce cette volte-face de l'Autriche : « L'Empereur m'a fait appeler aujourd'hui. Il m'a dit que l'Autriche lui fait proposition formelle de céder la Vénétie, à la condition qu'on laisserait Autriche libre de se dédommager sur la Prusse. La cession serait faite à la France, qui la rétrocéderait à l'Italie sans conditions. Empereur m'a demandé si nous pouvions rompre engagement avec la Prusse. Je vous envoie courrier pour vous expliquer les détails. En attendant, veuillez garder secret absolu et réfléchir bien mûrement, car la chose en vaut la peine. Je vous prie de me télégraphier votre première impression. J'ai mis l'Empereur confidentiellement au courant de nos derniers rapports avec la Prusse. »

A cette époque, la France avait une influence prépondérante en Europe. Alliée de l'Angleterre, elle était redoutée de la Russie et, en Allemagne, la Prusse et l'Autriche se disputaient l'appui ou au moins la neutralité de Napoléon, pour la réalisation de leurs projets. Il est probable que la proposition faite par l'Empereur de rompre avec la Prusse arriva trop tard. L'Italie était engagée par un traité et, quoi qu'en pense le général La Marmora, la Prusse mobilisait son armée et se disposait à tenir ses engagements. M. de Bismarck était parvenu à rassurer le Roi sur les chances de la lutte avec l'Autriche et à calmer les inquiétudes de la nation sur l'avenir de l'Allemagne.

Digitized by Google

Quant au général La Marmora, il ne se laissa pas circonvenir[1] mais il subit l'influence de la France, sans renier toutefois les engagements contractés à Berlin. Peut-être aurait-il voulu se dégager s'il avait pu le faire honorablement? Il l'avoue en disant : « Ma première impression est que c'est une question d'honneur et de loyauté de ne pas nous dégager avec la Prusse, surtout qu'elle vient d'armer et de déclarer à toutes les puissances qu'elle attaquera l'Autriche, si l'Autriche nous attaque. Mais comme le traité expire le 8 juillet, on pourrait arranger la chose avec le Congrès. L'Empereur n'oubliera pas qu'il nous a conseillé le traité avec la Prusse[1]. » Cet important télégramme prouve que l'empereur Napoléon avait conseillé le traité avec la Prusse. Il avait été pour ainsi dire le trait d'union de l'alliance de l'Italie avec la Prusse. M. de Bismarck l'avait encouragé, il est vrai, mais l'Empereur parut effrayé au dernier moment, et c'est pour cela qu'il voulait engager le cabinet italien à se soustraire à ses engagements pour accepter les propositions de l'Autriche.

L'Italie ne voulut pas suivre cette politique déloyale : elle resta fidèle à la Prusse. Le général La Marmora, toujours loyal, ne voulait pas entendre parler de renier les obligations qu'il avait contractées avec M. de Bismarck, mais il ne voulait pas trop mécontenter l'empereur Napoléon, dont l'Italie n'avait eu qu'à se louer. Pour satisfaire le cabinet de Berlin et pour donner une nouvelle preuve à l'Empereur de l'esprit de conciliation dont il était animé, le général La Marmora prit l'initiative de l'idée d'un congrès qu'on avait déjà proposé à Londres et à Berlin. Cette proposition avait le double but de maintenir les engagements contractés à Berlin envers la Prusse et de ménager les susceptibilités de l'empereur Napoléon, mais elle ne fut pas accueillie favorablement à Paris. L'Autriche avait pris le devant en faisant l'offre de céder la Vénétie à l'Italie pour reprendre la Silésie à la Prusse, et refouler la maison de Hohenzollern

[1] Télégramme du 5 mai 1866.

Digitized by Google

hors de la Confédération germanique, en indemnisant la France sur le Rhin aux dépens de l'Allemagne.

La diplomatie italienne ne se laissa pas prendre au piége qu'on lui tendait à Vienne et à Paris. Elle savait que M. de Bismarck n'était pas plus que M. de Cavour, un homme dont on pouvait se jouer impunément. Après avoir rendu compte d'une entrevue confidentielle avec Napoléon. M. Nigra exposait la situation en laissant au gouvernement le choix de la décision à prendre. Le point délicat, « *c'était l'amitié de l'Empereur à conserver et l'inconvénient du nouveau bienfait à recevoir de la France* ».

Dans tout ce qui concerne l'Italie, on découvre l'influence personnelle de l'Empereur. Il prend toujours la part la plus active aux négociations qui se rattachent à l'indépendance de la Péninsule. En Prusse, au contraire, l'influence d'un grand homme d'État dominait le Roi et la cour: M. de Barral paraissait enfin le comprendre : « Malgré la gravité des dernières mesures, le Roi a encore des vues pacifiques, mais Bismarck se croit à peu près certain de l'entraîner. » Tous les jours, le Roi paraît convaincu de plus en plus de la nécessité de soutenir l'Italie contre l'Autriche. « Bismarck me disait le 7 mai, que c'était pour la Prusse un engagement moral; et que le Roi, auquel il en a parlé, lui avait répondu que sa loyauté lui en faisait un devoir[1]. » Ainsi, au moment où M. de Bismarck allait voir produire au traité du 8 avril tous ses effets, l'Europe faisait une dernière tentative pour déjouer ses projets.

A cette époque, on avait repris à Paris l'idée d'un congrès patronée par l'Angleterre et encouragée par la Russie. En Prusse, le Roi, de plus en plus effrayé de la responsabilité qu'il assumait, n'était pas opposé au congrès que l'Autriche favorisait de tous ses vœux. Le comte de Bismarck y était hostile, parce qu'il savait que la situation était trop tendue et que la Prusse n'avait été que trop souvent la dupe de la diplomatie. Quant à l'empereur des Français, il restait indécis,

[1] *Un peu de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

quoiqu'en ce moment il penchât évidemment vers l'Autriche.

Il croyait cependant qu'une lutte entre les deux grandes puissances allemandes devait avoir pour résultat d'affranchir l'Italie sur l'Adriatique et d'augmenter l'influence de la France sur le Rhin. Napoléon pensait qu'une guerre, au centre de l'Europe, entre la Prusse et l'Autriche, aurait affaibli l'Allemagne et lui aurait permis de compléter au Nord les frontières naturelles de la France aux dépens de la Belgique et des provinces rhénanes. Le gouvernement italien sut conserver son indépendance, car il comprenait toute la gravité de la situation qui allait être décisive pour l'Italie et qu'un télégramme de M. Nigra résumait en ces termes :

« Govone croit aussi très difficile et peu loyal de nous dégager avec la Prusse. Il est convaincu que la Prusse est décidée tout à fait à tirer l'épée, au plus tard, vers le commencement du mois prochain, et que la Prusse, en tout cas, déclarerait la guerre si nous étions attaqués. En attendant, la France fera la proposition du Congrès. L'une des bases sera la cession de la Vénétie. » Le général Govone, étant très indécis, rendit compte de ces impressions dans un mémoire daté du 7 mai. Il y examine à la fois la situation militaire et politique de l'Autriche, de l'Italie et de la Prusse, les chances respectives des armées, en cas de lutte. Il s'agit donc, dit-il, en concluant cet exposé, avant de prendre une décision, de savoir si la France intervient sur la proposition autrichienne.

« M. de Bismarck a toujours parlé de l'attitude de la France, comme *favorable à sa politique, quitte à se faire payer* après sa bienveillance... M. de Bismarck désire connaître les intentions et les désirs de l'Empereur ; il en a parlé à M. de Barral; il a même donné lieu de croire qu'il serait disposé à *lui abandonner les rives du Rhin,* ayant été informé par ses agents que l'Empereur négociait avec l'Autriche, lui cédant, croit-il, *la Vénétie,* et l'engageant même à *s'emparer de la rive gauche du Rhin.* M. de Barral, à qui il en parlait, s'écria : « Mais l'Autriche ne se compromettrait pas ainsi, en sacrifiant des pays qui appartiennent à la confédéra-

Digitized by Google

tion. » M. de Bismarck fit un geste qui paraissait vouloir dire : « Moi aussi je le céderais. »

La Prusse avait tout à craindre, à cette époque, de la réunion d'un congrès. Compromise envers l'Autriche par son entente avec l'Italie, elle avait de plus mécontenté les alliés de l'Autriche au sein de la Confédération germanique, sans rallier au gouvernement ni la démocratie prussienne, ni le parti national allemand. Et M. de Bismarck redoutait une réconciliation italo-autrichienne, amenée par la France et dont la Prusse aurait fait les frais par l'abandon de la Silésie à l'Autriche, indemnisée ainsi de la cession de la Vénétie. La cession de la rive gauche du Rhin à Napoléon, aurait donné ou rendu à la France ces limites géographiques et ces frontières naturelles si vivement désirées par M. Thiers et par tous les partis, à l'exception de la fraction la plus modérée et la plus notable du parti républicain. Il n'est pas étonnant que M. de Bismarck ait semblé faire des ouvertures à Napoléon à cette époque. N'avait-il pas tout à craindre d'une coalition franco-autrichienne? Compromis en Allemagne, joué par l'Autriche, il était perdu à Berlin, et il pouvait entraîner la Prusse dans sa chute par l'échec de ses combinaisons diplomatiques.

Le moment était critique. M. de Bismarck comprit qu'on cherchait à isoler la Prusse en Europe après l'avoir compromise en Allemagne. Il fit à son tour des propositions et peut-être même des promesses à la France, pour lui donner une satisfaction sur le Rhin et s'assurer de sa neutralité. Quant à l'Italie, elle resta fidèle aux stipulations du traité du 8 avril. Le général La Marmora avait dit à Govone qu'il fallait bien réfléchir avant de se lier avec la Prusse, parce qu'il n'entendait pas que l'Italie pût manquer à ses engagements.

L'empereur Napoléon était aussi désireux que M. de Bismarck de modifier le vieil équilibre européen; car, quelques jours avant la réunion du congrès, il disait, dans son célèbre discours d'Auxerre : « Je déteste les traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre

Digitized by Google

politique extérieure. » Ce discours, qui eut un si grand retentissement, démontrait que le congrès ne pouvait pas aboutir. Aucune puissance n'y entrait avec franchise, si ce n'est l'Angleterre. Personne ne comptait sur l'efficacité d'un congrès, dans lequel la France aussi bien que l'Italie, ne cherchaient qu'une occasion de s'assurer les avantages qui allaient surgir des événements.

La situation de la Prusse était de plus en plus difficile, tant en Allemagne qu'en Europe. Les États secondaires allemands armaient contre elle, et la majorité de la diète germanique lui était hostile. Il fallait d'abord vaincre l'opposition séparatiste avant d'attaquer l'Autriche ; de plus, il fallait être certain de la neutralité de la France, qui était devenue plus hostile que sympathique à la Prusse. Napoléon s'efforçait de tirer parti de la situation, pour se refaire en France, au détriment de l'Allemagne, la popularité qu'il avait perdue au Mexique. Un télégramme important du 11 mai, de M. Nigra, communiqua en ces termes les projets de l'Empereur :

« Le gouvernement français propose un congrès pour trois questions, savoir : Vénétie, Schleswig et réforme de la Confédération germanique. Les idées de l'Empereur seraient la cession de la Vénétie à l'Italie, de la Silésie à l'Autriche ; la Prusse aurait les duchés et quelques principautés germaniques à sa convenance. Sur le Rhin, on établirait trois ou quatre petits duchés faisant partie de la *Confédération germanique, mais sous la protection* DE LA FRANCE. Les princes germaniques dépossédés iraient dans les principautés du Danube. Ces idées sont celles de l'Empereur, mais je n'ai pas besoin de dire que leur application rencontrerait l'opposition de la majorité des puissances, dans le cas où elles seraient émises au congrès. »

Ces projets n'avaient aucune chance d'aboutir ni même de donner lieu à une sérieuse discussion. Ils devaient froisser la Russie, contrarier l'Angleterre, mécontenter la Prusse, soulever le parti libéral et blesser au vif le grand parti national allemand, tout en aliénant à l'Autriche les alliés qu'elle avait conservés en Allemagne. M. d'Azeglio télégraphiait, le même

Digitized by Google

jour, l'impression produite à Londres, en disant : « Tout le monde est convaincu que ces tentatives échoueront. » L'Italie et la Prusse maintenaient leurs arrangements tout en continuant, pour la forme, des négociations qui n'avaient aucune chance d'être agréées sur les bases proposées par la France. Quant aux négociations particulières entre la Prusse et l'Autriche, elles étaient pour ainsi dire rompues par le refus de M. de Bismarck d'accepter une transaction dans les duchés de Schleswig-Holstein. Les États séparatistes en Allemagne continuaient à armer. Leur attitude hostile à la Prusse faisait prévoir un dénouement d'autant plus probable qu'une dernière tentative d'arrangement avec l'Italie, soutenue par lord Russell, avait échoué.

Le général La Marmora, nonobstant son dévouement à la France, craignait la cession de la Vénétie à Napoléon. Cette solution blessait l'Italie et le cabinet italien n'en voulait pas parce qu'il comprenait l'influence déplorable qu'une pareille solution aurait eue. « Franchement, disait La Marmora, moi qui ai toujours cherché à faciliter une solution pacifique de la question vénitienne, je préférerais la guerre à une telle solution. »

Les négociations étaient mal engagées. La France devenait de nouveau l'arbitre de l'Europe, et l'Autriche elle-même ne pouvait se laisser influencer par Napoléon sans compromettre sa position en Allemagne.

Les prétentions de l'empereur Napoléon servirent M. de Bismarck, en ce sens que le parti national allemand comprit que le moment était venu de se rallier aux idées du ministre prussien pour éviter à l'Allemagne les humiliations qu'elle avait subies pendant le premier Empire. M. de Bismarck parut plus rassuré du côté de l'Allemagne. Il ne craignait pas trop la lutte avec les dissidents de la Confédération, car il disait au général Govone : « Si la première bataille avec l'Autriche est heureuse, elle fera tomber les armes de leurs mains; » et il ajoutait : « *Des difficultés plus sérieuses, des inquiétudes réelles nous viennent de la France. Elle garde le silence vis à vis de la Prusse, et cependant ses représen-*

Digitized by Google

tants auprès des cours secondaires agissent tous dans le sens de l'Autriche... Il y a six mois, quand je parlais à l'Empereur des événements actuels, écrivait M. Nigra, il parut satisfait de certaines combinaisons qui convenaient également à la Prusse; maintenant il se refuse absolument à toute explication. Je repris alors : Mais l'Europe entière dit tout haut quels sont les désirs de la France; peut-être ceux de l'Empereur sont-ils les mêmes.

« M. le comte de Bismarck répliqua : « *Dans toute cette affaire, il s'agit pour la Prusse d'acquérir une prépondérance dans une partie de l'Allemagne, et de s'attacher cette dernière par certains liens. Pour obtenir de tels avantages, la Prusse et le Roi peuvent-ils céder à la France ces vastes provinces de sang allemand? Il conviendrait beaucoup mieux à l'Empereur d'acquérir...* Je répliquai que... avait une vie propre si vigoureuse et un sentiment d'autonomie si prononcé que la chose pouvait être assez difficile pour que l'Empereur n'en fût pas tenté; que, d'un autre côté, il était de toute nécessité d'avoir la France avec nous dans les circonstances actuelles. Ne croyez-vous pas, ajoutai-je, qu'une fois l'impulsion donnée aux affaires allemandes, surtout avec le concours des assemblées populaires, le mouvement ne dépasse de beaucoup le programme actuel et qu'il n'y ait, en fin de compte, certaines annexions probables? La Prusse pourrait ainsi acquérir beaucoup plus qu'elle n'aurait perdu par des cessions de territoire. Je citai l'exemple de l'Italie, ajoutant que, dans le cas où les arrangements qui conviendraient à la France ne seraient pas de nature à faire l'objet *de stipulations publiques, on pourrait du moins les offrir tout bas à l'oreille de l'Empereur.*

« Le comte de Bismarck m'écouta, sans témoigner le moindre étonnement; il répliqua que, dans un moment de crise, après un désastre, il serait facile de faire de telles propositions et de telles concessions à la France, afin d'obtenir son alliance armée; mais qu'il serait beaucoup plus difficile de faire accepter par l'opinion publique du pays la cession de parties du territoire allemand, sans avoir la justification d'une impé-

Digitized by Google

rieuse nécessité... L'impression qui m'est restée, c'est que les résistances du comte de Bismarck, engagé comme il l'est actuellement, dans des événements d'où dépend le sort de son pays, ne seraient ni invincibles ni peut être même difficiles à surmonter[1]. » On peut se demander quel pays ou quelle province on voulait laisser acquérir à l'Empereur? Le comte de Bismarck ne pouvait faire allusion qu'au grand-duché de Luxembourg ou à la Belgique. Peut être ne s'agissait-il plus alors que du Luxembourg, avec une rectification de frontières du côté de la Sarre et de la Moselle. Le grand-duché séparé de la Hollande par la Belgique et les provinces rhénanes, n'avait d'importance que par la richesse de son sol et par la place forte de Luxembourg, restée forteresse fédérale sous le commandement de la Prusse. Il est donc possible que M. de Bismarck, l'eût volontiers sacrifié alors pour obtenir la neutralité bienveillante de la France. Il a dû être question aussi de la Belgique, car c'est à elle et non au Luxembourg que peut s'appliquer la phrase : «... avait une vie propre, si vigoureuse et un sentiment d'autonomie si prononcé... »

Le comte de Bismarck ne s'inquiétait nullement du sort des principautés danubiennes dont il devait être question dans le congrès. « Si le prince venait à être chassé, disait-il, la Prusse n'aurait rien à y voir. » L'Europe orientale ne préoccupait pas la Prusse. Elle voulait avant tout en finir avec l'Autriche. On négociait encore, à cette époque, les préliminaires du congrès. L'Angleterre le désirait plutôt pour gagner du temps et dans le but de faciliter une entente entre les puissances; la Russie y était favorable, *mais déclinant comme l'Angleterre la garantie du pouvoir du saint Père.* Elle songeait plutôt aux principautés danubiennes. Elle voyait à regret l'influence française s'implanter sur le bord du Danube par l'intermédiaire d'un Hohenzollern. Il est curieux que la nomination d'un prince de la famille royale de Prusse en Valachie soit due à Napoléon III et que

[1] *Un peu plus de lumière, etc.*, p, 243, ch. XIV.

Digitized by Google

l'Empereur suscita plus tard la guerre franco-allemande pour empêcher un Hohenzollern de monter sur le trône d'Espagne.

Napoléon III, fidèle à ses promesses, avait été vivement contrarié de n'avoir pu affranchir la Vénétie en 1859. Sa parole était un engagement moral qu'il tenait à remplir. « Qu'on ait la paix ou la guerre, écrivait de Paris M. Nigra, désormais la cause de la Vénétie est gagnée dans l'esprit public. » La France croyait la question romaine réglée par la convention de septembre et ne se souciait pas plus que l'Italie de la *voir renaître au sein du congrès*. Le ministre prussien ne se préoccupait que médiocrement de cette réunion pacifique : « Le comte de Bismarck m'a dit hier soir, 25 mai, écrivait M. de Barral, que le congrès, à la réunion duquel les invitations sont attendues d'un moment à l'autre, n'est plus qu'un vain simulacre, et qu'il ne voyait aucune puissance humaine capable d'empêcher la guerre. » Une vérité incontestable ressort des faits : c'est que le comte de Bismarck seul appréciait bien la situation, non seulement parce qu'il en comprenait mieux la gravité, mais parce qu'il dominait les événements au lieu d'être dominé par eux.

L'empereur Napoléon doutait de lui-même et de la France. En Italie, la fédération qu'il avait voulu protéger n'avait pu résister aux attaques de Cavour. L'homme d'État italien avait renversé successivement toutes les combinaisons françaises. Le Piémont était devenu l'Italie par le génie de Cavour. La Prusse n'allait-elle pas devenir la grande Allemagne? L'Italie ne forcerait-elle pas les portes de Rome et pourrait-elle maintenir la convention de septembre? Les questions soulevées rendaient Napoléon III très circonspect et l'empêchaient de prendre une décision. Il redoutait d'assumer la responsabilité des événements qui allaient surgir. « L'Empereur se décide pour le congrès, écrit M. Nigra, dans une lettre du 28 mai. Il le désire maintenant sincèrement et y travaille loyalement et consciencieusement. Il se contenterait d'une solution pacifique, qui ne lui procurerait aucune acquisition de territoire, mais qui aurait pour résultat de délivrer la Vénétie et d'augmenter l'influence morale de la France dans

Digitized by Google

le monde. » L'Empereur ne tenait plus qu'à remplir ses promesses envers l'Italie. Il ne songeait ni à la Silésie à rendre à l'Autriche, ni à une confédération du Rhin à créer au profit de la France. Vénise restait sa seule préoccupation et son affranchissement le seul résultat à obtenir du congrès. Il n'en était pas de même de M. de Bismarck ; il poursuivait un but arrêté et il avait une politique nationale; tandis que Napoléon, à l'exception de la question vénitienne, n'était préoccupé que d'expédients et ne s'inspirait que des préjugés du premier Empire. Les tendances pacifiques manifestées par l'Empereur contrariaient vivement le ministre prussien. « M. de Bismarck m'a paru extrêmement soucieux, écrivait M. de Barral, et il a fini par me dire avec un accent de profond mécontentement : L'empereur des Français veut maintenant la paix à tout prix. »

Cette confidence, jointe au langage de l'ambassadeur de France, jusqu'ici aussi belliqueux, indique que, depuis quelques jours, il s'est fait à Paris un revirement dans le sens pacifique. « Il est facile, remarque le général La Marmora, de s'imaginer combien le comte de Bismarck devait se sentir péniblement découragé, si l'on se rappelle que, quelques semaines auparavant, il avouait *au général Govone, que si la France ne voulait pas cette guerre, il était impossible de l'entreprendre.* » L'Empereur hésitait : on devine qu'il désirait la guerre et qu'il la redoutait en même temps, mais qu'avant d'y consentir, il voulait obliger le comte de Bismarck à se plier à ses exigences. Napoléon III croyait qu'il pourrait alors étendre les limites territoriales de la France au Nord, comme il les avait reculées du côté des Alpes.

La cession de Nice et de la Savoie avait paru insuffisante pour justifier l'unité de l'Italie. Quant à l'unité de l'Allemagne, il est incontestable qu'elle n'aurait été agréée en France que par la compensation des frontières géographiques que tous les partis avaient voulu successivement obtenir des différents gouvernements, comme les limites tracées par la nature à la race gauloise.

Les historiens qui, avec M. Thiers, avaient imposé leurs

Digitized by Google

préjugés aux masses, connaissaient l'hostilité de la Belgique à ces projets. Ils savaient que les provinces rhénanes étaient foncièrement allemandes et que la Belgique était séparée de la France par ses institutions, ses traditions et ses libertés séculaires. M. de Bismarck avait apprécié, en véritable homme d'État, tous ces obstacles, et c'est probablement pour ces différents motifs qu'il refusait de souscrire aux prétentions de l'empereur Napoléon. Il est possible qu'il ait fait des avances verbales pour s'assurer de la neutralité de la France, mais quant à des traités ou à des engagements formels, on n'en trouve de traces nulle part. Le comte de Bismarck accepta donc le congrès, sans se faire aucune illusion sur ses résultats.

Le 31 mai, M. Nigra appréciait ainsi la situation :

« Il n'est pas impossible que l'Empereur ouvre le congrès en personne et prononce un de ces discours qu'il a l'habitude de faire. Bismarck PARAÎT en définitive décidé à donner à la France le territoire compris entre la Moselle et le Rhin, en échange de *sa coopération armée*. Je le sais confidentiellement, mais d'une manière certaine... Cette combinaison serait la plus utile pour nous, parce que la victoire serait ainsi assurée, la guerre courte, et l'intervention française se ferait en Allemagne et non en Italie. *L'amour propre de notre armée,* je dirais même celui du pays, serait sauf. » Ce que l'Italie redoutait le plus en ce moment, c'était le protectorat de la France. Elle sentait encore tout le poids de la reconnaissance que lui imposait le concours de l'armée française en 1859. Affranchie de l'Autriche en Lombardie, l'Italie craignait de compléter son indépendance à Venise aux dépens de sa dignité nationale. Elle savait que les nations ne s'appartiennent que quand elles peuvent librement disposer de leur sort. La rivalité de la Prusse et de l'Autriche était donc une bonne fortune pour l'Italie ; car elle lui permettait de se passer de la France. Cavour l'avait bien compris ; dès 1861, il avait voulu conclure l'alliance italo-prussienne que M. de Bismarck avait eu tant de peine à faire agréer par l'Allemagne, et dont le général La Marmora n'avait pas apprécié toute l'importance.

Digitized by Google

L'Autriche, après avoir offert la Vénétie à Napoléon pour prix de son alliance en Allemagne, changea tout à coup d'avis et se décida à demander au congrès le maintien du *statu quo*. Une dépêche du 1er juin, adressée par le comte de Mensdorff, ministre des affaires étrangères du cabinet autrichien, au prince de Metternich, mit tout en question, parce qu'elle mécontentait tout le monde. « Il nous semble indispensable, écrivait le comte de Mensdorff, qu'il soit convenu d'avance qu'on exclura des délibérations toute combinaison qui tendrait à donner à un des États invités aujourd'hui à la réunion, un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. Sans cette garantie préalable qui écarte les prétentions ambitieuses et ne laisse plus de place qu'à des arrangements équitables pour tous au même degré, il nous paraîtrait impossible de compter sur une heureuse issue des délibérations proposées. » Plus loin, le ministre ajoutait : « Nous devons exprimer quelque surprise que le gouvernement pontifical ne soit pas également convié à prendre part à des délibérations concernant le différend italien. La situation de l'Italie ne saurait être examinée, sans qu'il soit tenu compte des intérêts de la papauté. En dehors des questions de droit, que nous tenons pourtant à réserver intactes, la souveraineté temporelle du saint Père est un fait reconnu, à ce qu'il me semble, par tous les gouvernements. Sa Sainteté a donc le droit incontestable de faire entendre sa voix dans une réunion qui doit s'occuper des affaires d'Italie[1]. » En lisant cette circulaire, on comprit que la réunion du congrès n'avait plus de but pratique. En effet, la Russie avait annoncé d'avance qu'elle ne voulait donner aucune garantie pour le maintien du pouvoir temporel, tandis que l'Autriche la mettait en demeure d'y souscrire. L'Angleterre s'était également refusée à prendre aucun engagement dans la question de Rome. Les deux puissances neutres, animées de sentiments pacifiques, voyaient donc dès le début

[1] La Marmora, chap. IV. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

leur influence compromise par les prétentions de l'Autriche. Quant à la France, elle croyait avoir écarté la question romaine par la convention de Septembre et elle tenait à résoudre pacifiquement et de commun accord la question vénitienne, après avoir fait accepter une transaction sur la question romaine.

L'Italie pouvait-elle se rendre à une conférence dans laquelle on voulait régler, sans son concours, la question du pouvoir temporel? Une pareille solution n'écartait-elle pas d'avance tout pourparler sur le sort de la Vénétie? La Prusse, seule, pouvait montrer du bon vouloir, puisque la circulaire autrichienne ne réalisait que trop bien ses prévisions, en rendant toute solution pacifique impossible. En faisant allusion à cette circulaire, M. de Bismarck disait : « Elle exclut toute négociation de nature à modifier la force des puissances qui prendront part au congrès; si l'on ne peut traiter de la cession des duchés de l'Elbe, si l'on ne peut traiter de la cession de la Vénétie, la conférence est donc inutile. » Pour satisfaire la France, qu'on voulait se rendre favorable, le général Govone demandait à M. de Bismarck si on ne pouvait pas offrir une compensation à Napoléon de l'autre côté du Rhin[1]. Le comte de Bismarck répondit : « Il n'y en a pas; les agents français qui ont parcouru le pays pour en sonder les dispositions, *ont tous rapporté que nulle part un vote des populations, à moins d'être fictif, ne pourrait réussir.* Nulle part, les gouvernements ou les dynasties régnantes ne sont aimés, mais partout on est allemand, et on veut rester allemand; *il n'y aurait donc qu'à indemniser la France avec la partie française de la Belgique et de la Suisse.* Je répliquai que si l'on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, il serait peut-être possible de mettre en avant un autre principe, par exemple, celui des frontières naturelles; je me hâtai d'ajouter que je n'entendais pas parler de toute la rive gauche du Rhin, mais que peut-être quelque autre ligne géographique pourrait la remplacer pour la France[2].

[1] *Télégramme* du 5 mai 1866.

[2] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements de* 1866.

Digitized by Google

Le comte de Bismarck dit alors :

« Il y aurait la Moselle. Je suis, ajouta-t-il, moins Allemand que Prussien, et je ne verrais aucune difficulté à consentir la cession à la France, de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, l'Oldenbourg, une partie du territoire prussien, etc., etc. Mais le Roi éprouverait de grands scrupules, et ne pourrait s'y décider que dans un moment suprême, s'il s'agissait de tout perdre ou de tout gagner. De toutes façons, pour amener l'esprit du Roi à un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître le minimum des prétentions de cette puissance. Mais s'il était question de céder toute la rive gauche du Rhin : Mayence, Coblentz, Cologne, mieux vaudrait s'entendre avec l'Autriche, renoncer aux duchés et à bien d'autres choses. » L'empereur Napoléon tenait donc à avoir des gages du côté de l'Allemagne, avant de prendre des engagements qui pouvaient le compromettre en Europe. Il voulait bien aider la Prusse à jeter l'Autriche hors de la confédération, mais à condition de prendre part aux dépouilles et de constituer à son profit un nouveau royaume de Westphalie et une nouvelle confédération du Rhin, ou d'obtenir une partie de la Belgique et la Suisse. L'empereur Napoléon, en annexant la Savoie, avait déjà compromis la Suisse. A différentes reprises, il avait menacé l'existence de la Belgique. Le parti libéral qui, en 1848, avait réussi à sauvegarder en Belgique la monarchie et le trône, déplaisait au cabinet des Tuileries. Le gouvernement de Napoléon III n'aurait pas demandé mieux que de prendre au mot le ministre prussien; mais l'habile diplomate s'est bien gardé de consigner dans un traité une suggestion qui pouvait lui aliéner les sympathies des gouvernements et des peuples, et provoquer une coalition dont la Prusse aurait été victime. Mais en tous cas il voulait en finir à tout prix. « Mon avis est, écrivit le général Govone, qu'il cherchera, par tous les moyens, à précipiter les choses et à en venir de suite aux hostilités. »

On jouait partout le jeu du cabinet de Berlin. A Vienne,

Digitized by Google

les prétentions du gouvernement croissaient avec les difficultés de la situation. La scission en Allemagne augmentait les sympathies du parti national pour la Prusse, qui était de nouveau sacrifiée par la violation du traité de Gastein. Toutes les puissances se croyaient mystifiées par l'Autriche. « La France, écrivait M. Nigra, se dégage et rend justice à l'esprit de conciliation et d'empressement des autres puissances. L'empereur est furieux contre l'Autriche. »

L'impression fut la même dans toute l'Europe. « Le vent tourne contre l'Autriche. » Les espérances pacifiques favorisées par l'empereur Napoléon, vivement entretenues par l'Angleterre et par la Russie, s'évanouirent partout en même temps, parce que l'Autriche était arrivée à mécontenter tout le monde. « Je comprends que l'Empereur soit furieux, écrivait La Marmora, surtout après la décision de la diète de Francfort. » Les événements se précipitaient. Le Roi de Prusse, indécis jusqu'alors, fut profondément indigné en voyant l'Autriche déférer à la diète germanique le conflit du Holstein. On croyait déjà à Berlin au retour des humiliations d'Olmutz. Il n'en fallait pas davantage pour rapprocher le parti national prussien de la politique de M. de Bismarck, qui tendait à relever la Prusse en Allemagne et à la rendre indépendante de l'Autriche.

« S. M. m'a dit, le 2 mai, écrit M. de Barral, que le moment d'entrer en campagne n'était plus qu'une question de jours; qu'il avait pleine confiance dans la justice de sa cause et la bravoure de son armée, mais que la victoire était dans les mains de Dieu. Heureusement, a-t-il ajouté d'un air ému, et en portant la main sur son cœur, j'ai la conscience nette. Longtemps l'on m'a accusé de vouloir la guerre dans des vues ambitieuses; mais maintenant, après le refus de l'Autriche d'aller au Congrès, son indigne violation du traité de Gastein, et les violences de sa presse, le monde entier sait quel est l'agresseur. La question est maintenant de savoir si on maintiendra la convocation des États pour lundi. *La Prusse ne peut accepter un pareil affront*, et, en s'y opposant par la force, déterminera probablement une collision qui devien-

Digitized by Google

drait le signal de la grande lutte sur la frontière de Saxe et de Silésie. »

L'alliance conclue avec le cabinet de Florence était plus populaire en Italie qu'en Allemagne. A tort ou à raison, l'idée d'expulser l'Autriche de l'Allemagne n'était pas entrée dans l'esprit des masses. L'affranchissement de Venise n'était une idée populaire qu'en France et en Angleterre. L'empereur Napoléon favorisait l'indépendance de la Vénétie et l'Angleterre y avait toujours été sympathique.

Toutes les questions qui se rattachaient à l'Allemagne étaient moins bien comprises. L'Europe y voyait une affaire de prépondérance disputée par deux maisons royales plutôt qu'une question nationale. Les interminables querelles pour les duchés de l'Elbe n'intéressaient que les diplomates et les puissances maritimes, mais elles préoccupaient médiocrement l'opinion publique. Quant à la diète germanique, dont le prestige était compromis en Allemagne, elle conservait encore à l'extérieur une influence morale basée plutôt sur les souvenirs du passé que sur les impressions du présent.

En Allemagne, la Prusse attachait seule une grande importance à l'alliance italienne. Il n'en était pas de même des États secondaires. Tous les princes redoutaient la Prusse qui exerçait une trop grande attraction. Ils pensaient que la maison de Hohenzollern voulait conquérir l'Allemagne à son profit et se servir des aspirations nationales pour en faire le marche-pied de son ambition. Il n'en était pas de même en Italie. « Il faut le confesser, avoue le général La Marmora, à cette époque, l'alliance prussienne était populaire en Italie, non seulement parcequ'elle pouvait nous conduire à l'acquisition de la Vénétie, mais encore parce qu'elle nous offrait une occasion vivement désirée d'affirmer militairement notre existence nationale. Si l'acquisition de la Vénétie eût été la conséquence d'un accord amiable, l'Italie s'y fût résignée, mais n'eût pas été satisfaite. » Un seul sentiment dominait les Italiens et tous les partis qui avaient concouru à l'affranchissement de la Péninsule : le poids du protectorat français. L'alliance prussienne était vivement recherchée

Digitized by Google

comme contre-poids à l'influence française, qui avait imposé à l'Italie la convention de septembre et liait le nouveau royaume au pouvoir temporel du pape et à l'intervention française à Rome.

Le comte de Bismarck ne voulait négliger aucun moyen d'assurer la victoire au moment où les hostilités étaient sur le point de s'engager, et que le prestige de l'Autriche était encore si grand. Il est probable qu'il a fait des offres de cession de territoire à l'empereur Napoléon, comme il a voulu se mettre d'accord avec les Hongrois pour susciter des ennemis à l'Autriche. Nous n'essayerons pas d'apprécier cette politique ; mais le général La Marmora, ministre et général en chef de l'armée italienne, chef du gouvernement avait-il le droit de disposer des documents qu'il possédait non pas officieusement, mais officiellement, pour les livrer en pâture à la curiosité européenne? Voilà la question que tout homme impartial résoudra contre le général. Il n'y a aucune analogie avec le célèbre traité Benedetti, dont on connaît maintenant l'origine et les allusions qui se rapportent à l'agrandissement territorial de la France. Les entretiens consignés dans les rapports du général Govone ne sont que des pourparlers confidentiels, des propositions qui n'ont été ratifiées par aucun traité. Pour les apprécier impartialement, il faut tenir compte du caractère des deux adversaires et de la tradition des deux peuples. Le général La Marmora aurait dû rendre exactement les documents, tandis qu'il avait retranché, dans les rapports du général Govone, les mots suivants : « La partie française de la Belgique et de la Suisse » et un petit paragraphe sur la Hongrie. Ces omissions ont donné lieu à une polémique des plus vives et ont suscité un débat au Parlement prussien entre les intransigents de la droite et M. de Bismarck.

La correspondance du général La Marmora ne démontre-t-elle pas qu'il aurait mieux fait de ne pas publier son livre? Il est incontestable que la Prusse et l'Italie voulaient avoir le concours de la Hongrie. Loin de leur en faire un crime, c'était le devoir des deux pays de chercher à rallier la Hon-

Digitized by Google

grie à leur cause. Le général Klapka disait avec raison dans une lettre qu'il avait adressée, le 10 mai, de Bruxelles au général La Marmora : « Nous approchons du moment suprême qui décidera de l'avenir de l'Italie aussi bien que de l'existence de la Hongrie. » Les deux causes étaient communes. Les faits l'ont prouvé depuis : Sadowa affranchit, à la fois, l'Italie et la Hongrie et régénéra en même temps l'Autriche en la vivifiant par des réformes productives, au lieu de la détruire par des révolutions stériles.

Le concours de la Hongrie semblait indispensable pour faire la guerre à l'Autriche. Kossuth, le dictateur de 1848, rapporte que la France elle-même fit appel à la Hongrie dans la guerre qu'elle eut à soutenir contre l'Autriche. « Napoléon III n'a pas manqué de se le rappeler en 1859. Avant de s'engager dans la guerre d'Italie, *il m'a appelé à Paris, du fond de mon exil pour s'entendre avec moi, et pour s'assurer, par mon entremise, du concours éventuel de la Hongrie. Même après avoir vaincu à Magenta et à Solferino, il me dit à Valeggio les mots suivants :* « Si l'Autriche n'accepte pas la paix, et pourquoi l'a-t-elle acceptée? Parce qu'elle craignait la dissolution que la levée du drapeau de l'indépendance de la Hongrie aurait jetée dans son armée; parce qu'elle savait que, si elle ne se résigne pas à céder la Lombardie, les flots de la guerre soulèveront la Hongrie, et alors elle se savait perdue... Cette Autriche n'a pas su résister à la Hongrie seule en 1849... Elle ne peut être vaincue qu'en Hongrie, et par la Hongrie. »

A cette époque, ces considérations avaient été appréciées par Cavour, comme elles l'étaient maintenant par le comte de Bismarck, qui était d'avis que, si on se décidait à faire la guerre à l'Autriche, et pour délivrer Venise, et pour affranchir l'Allemagne de la prépondérance autrichienne, il était non seulement utile, mais même indispensable de s'assurer du concours de la Hongrie. Cavour était toujours occupé de cette idée, et il n'attendait que la pacification de l'Italie méridionale pour attaquer l'Autriche. Il disait, affirme le général La Marmora : « Les forces qui me manquent en

Digitized by Google

Italie, je les trouverai en Hongrie. » Dès 1860, le général La Marmora avoue qu'il avait été appelé pour réaliser ce programme. La mission dont il avait été chargé en 1861, à Berlin, n'avait d'autre but que de préparer une alliance prussienne avec le concours de la Hongrie, pour attaquer l'Autriche en même temps sur le Danube et sur le Mincio. A en croire le général La Marmora, cette politique a été léguée par Cavour à ses successeurs avec la présidence du conseil. Les rapports de Kossuth avec Cavour, en 1859, montrent qu'il avait voulu, comme le comte Bismarck en 1866, s'entendre avec le parti national hongrois et même avec Garibaldi, pour provoquer l'insurrection en Hongrie et combattre l'Autriche chez elle. Ces moyens ne sont pas toujours loyaux, nous dira-t-on ; mais la domination de l'Autriche en Italie était-elle juste, les Italiens avaient-ils été consultés, leur avait-on demandé s'ils voulaient être gouvernés par Francois-Joseph ou par Victor-Emmanuel? La politique, telle que Cavour la pratiquait, en appuyant Garibaldi à Naples, et telle que la conseillait M. de Bismarck, en 1866, en voulant opérer une diversion en Hongrie, n'était pas comprise par le général La Marmora. « La pensée de Cavour, comme le remarque judicieusement un publiciste allemand, vivait encore dans un jeune diplomate, Albert Blanc, autrefois secrétaire de Cavour et qui, pendant l'année 1866, rédigeait comme directeur, au cabinet de La Marmora, les correspondances diplomatiques[1]. » Le ministre ne se préoccupait nullement de la part que l'Italie pouvait prendre à la fondation de l'Empire allemand. Ces idées, dont la réalisation était trop lointaine, furent considérées comme des rêves. L'enthousiasme de ce jeune diplomate ne fut pas pris au sérieux par le ministre. Cependant le général La Marmora fut entraîné malgré lui par les événements et par l'opinion publique que les prétentions, manifestées par l'Autriche, avaient rendue plus impatiente de délivrer la Vénétie.

L'opinion publique en Europe devenait de plus en plus favo-

[1] *Homberger, aus dem XXVIII band der Preussichen jahrbücher.*

Digitized by Google

rable à l'Italie. L'esprit de conciliation dont le cabinet de Florence avait fait preuve dans les négociations, avait rallié l'Angleterre et la Russie à sa cause. En France, le parti de la paix restait le plus nombreux; mais l'attitude de l'Empereur était sympathique à la délivrance de Venise. A Berlin, on était convaincu, à en croire M. de Barral, « *que la Prusse victorieuse ou vaincue ne pourra conserver ses agrandissements, ou arrêter l'Autriche, qu'en accordant à la France de larges compensations sur le Rhin.* » Les préparatifs de guerre furent poussés, de part et d'autre, avec une grande activité. Le vote de la Confédération germanique, favorable à une intervention militaire contre la Prusse, décida la marche en avant de l'armée prussienne. Le 15 juin, M. de Barral envoya le télégramme suivant au général La Marmora : « M. de Thiele m'a confié, sous le plus grand secret, que l'envahissement de la Saxe et du Hanovre par l'armée prussienne aura lieu demain. Manifeste paraîtra en même temps, et le Roi partira après-demain pour l'armée. » Les événements favorisaient les prévisions de M. de Bismarck. Aussi habile dans les négociations que décidé dans la politique qu'il voulait faire prévaloir, il allait triompher tout à la fois de l'indécision de Napoléon et des tendances pacifiques de l'Angleterre et de la Russie.

L'Autriche s'était aliénée l'opinion publique par le refus d'introduire au Congrès la question de la Vénétie et par le désir d'y faire représenter le pape, malgré l'Italie, d'accord sur cette question avec les cabinets de Londres et de Pétersbourg. En forçant la main à ses alliés, au sein de la Confédération germanique, elle ranima le sentiment national en faveur de la Prusse. La Confédération germanique représentait plutôt les intérêts dynastiques que les intérêts nationaux. Le vote de la diète de Francfort fut un suicide. On peut résumer ainsi les impressions de M. de Bismarck : « La diète a cessé d'exister pour la Prusse. Le vote qu'elle vient d'émettre est une véritable déclaration de guerre des Autrichiens. Il s'agit de les devancer immédiatement.

« Je regrette, disait M. de Bismarck au général Govone,

Digitized by Google

je dois vous le dire, d'apprendre que chez vous l'on paraisse vouloir commencer par attaquer le quadrilatère, au lieu de se porter *au fond de l'Adriatique, et obliger l'Autriche d'accepter un combat en rase campagne. Il y a là une pensée qui m'inquiète.* D'un autre côté, je ne vous cacherai pas que j'aurais voulu voir accepter, par le général La Marmora, la combinaison qui, au moyen de quelques millions fournis en commun, nous aurait procuré une *puissante insurrection en Hongrie.* Les chefs hongrois que j'ai vus sont tous de mon avis. — J'ai répondu en quelques mots, qu'il me semblait que nous étions assez forts, sans *faire appel à l'élément hongrois...* Tout en paraissant satisfait de l'imminence de la lutte, Bismarck ne semblait pas aussi sûr que de coutume de son résultat. »

Les résistances qu'opposait le général La Marmora sont expliquées par l'impression que lui fit cette dépêche. « Je ne pouvais admettre, dit La Marmora, les combinaisons politico-stratégiques de la légation de Prusse. Je vois qu'on ne connaît pas là-bas notre position et qu'on ignore à Berlin que la Hongrie est presque dégarnie de troupes et que, par conséquent, elle pourrait bien se soulever, si elle y était disposée. » La Hongrie, écrasée en 1848 par la révolution et la guerre, était impuissante. Vaincue par la coalition austro-russe, elle était épuisée et elle ne pouvait rien sans l'appui de l'Italie et de l'Allemagne. Le gouvernement italien aurait dû se souvenir que, sans le concours donné par Garibaldi à la révolution de Naples, l'unité nationale ne serait pas faite et le pays serait resté livré à la révolution ou au despotisme des Bourbons.

Le général La Marmora se refusait à mêler la question hongroise à la question vénitienne, tandis que, pour M. de Bismarck, elles étaient connexes comme elles l'étaient autrefois pour Cavour. On ne pouvait exclure l'Autriche de la Confédération germanique sans la refouler sur le Danube où elle ne pouvait se maintenir qu'en se réconciliant avec la Hongrie. L'avenir l'a démontré, car le dualisme austro-hongrois a été la conséquence de la défaite de l'Autriche.

Digitized by Google

M. de Bismarck doutait encore des forces de la Prusse. Il savait qu'elle avait à combattre l'Allemagne avant d'envahir l'Autriche et il voulait occuper l'armée autrichienne de l'autre côté de la Leitha, pour avoir plus facilement raison du Hanovre, de la Saxe et de ses autres adversaires. M. Nigra paraissait être du même avis que le comte de Bismarck. Il est probable que le rôle de l'Italie eût été plus brillant dans la guerre, si elle ne s'était pas engagée dans le quadrilatère où l'Autriche, en 1859, avait trouvé après Solferino un abri qui lui permit de résister à la France victorieuse.

Les hostilités, commencées en Saxe par la Prusse, provoquèrent la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche. Elle était datée du 20 juin et résumait dans les termes suivants les griefs des Italiens : « L'initiative des armements qu'a prise récemment l'Autriche, le refus qu'elle a opposé aux propositions pacifiques de trois grandes puissances, a clairement montré au monde l'hostilité de ses intentions et d'une extrémité à l'autre, l'Italie en a été émue. Aussi S. M. le Roi, gardien jaloux des droits de son peuple, et défenseur de l'intégrité nationale, a le devoir de déclarer la guerre à l'Empire autrichien. » Le général La Marmora après avoir signé la déclaration de guerre, reçut à Crémone la copie de la célèbre note d'Usedom du 19 juin, qui a provoqué tant de contestations de sa part. C'est sans doute cette note qui a donné lieu à la publication du livre du général La Marmora et aux contestations entre le général et le prince de Bismarck, comme aux longues discussions qui ne sont pas près de finir entre la presse allemande et la presse italienne. La première impression que fit la note d'Usedom suggéra au général la communication suivante à son collègue Jacini : « Dites-lui que je n'ai pas le temps de lui répondre; mais la vérité est que, si je lui répondais, je devrais lui dire des choses assez désagréables, et ce n'est pas le moment. J'espère, d'ailleurs, que les faits ne tarderont pas à me donner raison. » Le général La Marmora ne voulait pas mêler la question hongroise à la question italienne. Il se souvenait que la Prusse

Digitized by Google

avait reproché à M. de Cavour, en 1860, d'avoir constitué l'unité nationale en Italie par des moyens irréguliers, tandis que en 1866, elle voulait susciter des révolutions en Hongrie [1]. Le général La Marmora en faisant ce reproche à la Prusse, oublie une chose : c'est que la Prusse ayant pour premier ministre le comte de Bismarck, n'était plus la nation faible et timide de Frédéric-Guillaume IV, avec le baron de Schleinitz pour premier ministre. Les hommes ne créent pas les situations, mais quand des complications existent, il faut des ministres comme Cavour et M. de Bismarck, pour relever leur pays et s'emparer de l'idéal national que l'instinct populaire devine, et que le génie des hommes d'État de premier ordre est seul à même de réaliser. La Prusse, successivement humiliée en 1848, à Francfort, abaissée à Olmutz, trahie à Gastein et abandonnée de nouveau par la diète germanique qui lui déclarait la guerre pour soutenir l'Autriche, était en cas de légitime défense en soulevant la Hongrie. L'erreur du général La Marmora, c'est d'en faire un grief à M. de Bismarck. L'Italie étant, comme la Prusse, en guerre avec l'Autriche, ne devait-elle pas mettre tout en œuvre pour en triompher? Le cabinet de Vienne soulevait l'Allemagne et le Zollverein, pour diviser le parti national, et la Prusse n'aurait pas eu le droit de provoquer une insurrection en Hongrie, quand l'Autriche appelait les États secondaires aux armes?

La note de M. d'Usedom blessa l'amour-propre du général La Marmora : elle avait l'air de lui imposer un plan de campagne et de porter ainsi atteinte à son libre arbitre comme général en chef de l'armée italienne, et elle avait le tort, à ses yeux, de choisir la Hongrie comme point de ralliement des deux armées.

« Le gouvernement prussien, à en croire M. d'Usedom, a fait étudier dernièrement avec soin la question hongroise : il a acquis la conviction que ce pays, soutenu également par

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de* 1866.

Digitized by Google

l'Italie et par la Prusse, leur servira à son tour comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique. Qu'on dirige, par exemple, sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition qui n'affaiblirait en rien l'armée principale, parce qu'on la prendrait, pour la plupart, dans les rangs des volontaires, en la mettant sous les ordres du général Garibaldi, d'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, elle trouverait parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales : elle couvrirait le flanc de l'armée s'avançant sur Vienne et lui ouvrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes contrées. Par contre, les régiments hongrois et croates, dans l'armée autrichienne, refuseront bientôt de se battre contre les armées qui ont été reçues en amies par leurs propres pays.

« Du Nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant composé, autant que possible, d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y joindrait les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auraient pas tardé à se former. L'Autriche perdrait à mesure que nous gagnerions, et les coups qui alors lui seraient portés ne frapperaient plus ses extrémités mais son cœur. C'est par toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une si *grande importance à l'affaire hongroise et à l'action combinée sur ce terrain avec l'Italie son alliée. Je propose au cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions* indiquées et leur assurer la coopération de ces pays. Voilà l'idée générale du plan de campagne que le soussigné, selon les instructions de son gouvernement, a l'honneur de soumettre au cabinet italien. Plus il s'applique aux intérêts généraux, plus il assure le rapprochement des deux armées vers une action commune, et plus le gouvernement du soussigné se flatte qu'il trouvera auprès du gouvernement italien un accueil sympathique, et qu'il contribuera puissamment au succès de cette grande entreprise. »

Ce plan de campagne proposé à Berlin, où des hommes spéciaux et compétents l'avaient probablement discuté au

Digitized by Google

double point de vue stratégique et politique, n'eut pas la chance de plaire au général La Marmora. Au point de vue politique, on y reconnaît la main de M. de Bismarck, qui se rappelait que Cavour avait dit que pour attaquer l'Autriche avec succès, il fallait trouver un point d'appui en Hongrie. Ce profond politique se souvenait probablement de l'expédition de Garibaldi à Marsala, de la conquête du royaume des Deux-Siciles, de l'intervention des troupes italiennes à Castelfidardo, du concours prêté par l'armée régulière sur le Volturno, etc. Tous ces faits que la puissante main de Cavour avait su mettre en œuvre en 1860, avaient été remarqués par le comte de Bismarck. Il savait que l'Allemagne était encore plus divisée que l'Italie, et que les États secondaires y étaient comme en Italie un obstacle permanent à l'unité nationale. M. de Bismarck connaissait le prestige exercé par le nom de Garibaldi sur toutes les populations dalmates et sur les habitants des côtes de l'Istrie et de Trieste qui, par la langue comme par leur rapports fréquents avec les Italiens, étaient naturellement sympathiques à l'Italie[1]. Il pensait que le général Garibaldi, à la tête des chefs de l'émigration hongroise, comme Klapka et Thur, serait acclamé partout en Hongrie, où ces anciens généraux avaient laissé les meilleurs souvenirs; mais il se faisait illusion sur le général La Marmora, qui ne jugeait bien ni la question nationale allemande, ni la question des relations de la Prusse et de l'Autriche avec la Confédération germanique. Il est incontestable que le cabinet italien, par

[1] Dans un voyage à Trieste et à Capo d'Istria, nous eûmes, en 1867, une année après Sadowa, l'occasion de constater les sentiments italiens qui animaient les habitants de Trieste. L'Italie et la Prusse, unies dans la paix comme dans la guerre, firent tous leurs efforts pour ne pas entretenir ces sentiments hostiles à l'Autriche tant à Trieste que dans le Tyrol italien.

Trieste est une ville cosmopolite et l'Italie n'a jamais songé à la revendiquer, car elle doit tout son développement à l'Autriche, et ses traditions sont plus autrichiennes qu'italiennes. Il est vrai que les Italiens ont fondé de nombreuses maisons à Trieste; mais ils représentent à Trieste des intérêts privés qui n'ont rien de commun avec la nationalité et la patrie italienne.

Digitized by Google

son refus de provoquer un soulèvement populaire en Hongrie pour susciter un nouvel ennemi à l'Autriche, que l'on croyait encore si forte à Berlin, compromettait d'avance une influence qui pouvait lui être aussi utile au point de vue politique, qu'au point de vue stratégique.

Les appréciations, données par l'état-major prussien dans la relation de la campagne de 1866, ont mécontenté le général La Marmora. Le concours de l'Italie a été utile à la Prusse, on ne le conteste pas à Berlin, mais on y a critiqué le plan suivi et inspiré par le général La Marmora. Il est évident que ce projet, mûrement délibéré par l'état-major prussien, avait incontestablement plus de chances de réussite. Il donnait un rôle plus actif à l'Italie qui, par son intervention politique en Hongrie, avec Garibaldi à la tête des réfugiés hongrois, avait presque une part égale au succès de la campagne de 1866. La Prusse le croyait probablement; sans cela elle n'aurait pas proposé le plan conseillé par M. de Bismarck et ratifié par l'état-major prussien. On voit que toutes les difficultés sont provenues du plan qui a été suivi et du refus du gouvernement italien de faire une diversion en Hongrie et en Dalmatie. Le général La Marmora l'avoue : « Chaque fois qu'il m'est arrivé de lire toutes les diatribes lancées contre moi, j'y découvre toujours le reproche que nous avons été battus pour n'avoir pas adhéré au plan prussien. » En Italie, on n'a pas encore publié de relation officielle de la campagne de 1866. Quand le général La Marmora se plaignit de ce retard à la Chambre, le général Menabrea résuma sa réponse en disant : « J'espère que la publication de ce travail détruira les erreurs que déplore l'honorable préopinant. Ce travail aurait, du reste, une bien plus grande valeur, si l'honorable député La Marmora, qui a pris une part active à tous les grands événements qui ont contribué à l'unification de l'Italie, voulait bien y donner son concours. » Depuis lors, le général La Marmora a achevé son travail et il est probable qu'il ne tardera pas à être publié.

Nous n'avons pas à juger la guerre de 1870 entre la France et l'Allemagne, qui a été la conséquence de la victoire de

Digitized by Google

Sadowa; mais le général La Marmora apprécie tout aussi mal la situation de l'Italie à cette époque que lorsqu'il était chef du cabinet. Il aurait voulu que l'Italie s'interposât pour empêcher la guerre entre la Prusse et la France : « Combien il eût été glorieux, disait-il, pour l'Italie, si, en 1870, elle avait pu s'interposer entre ces grandes puissances qui allaient en venir aux mains; si elle avait pu contribuer à empêcher une guerre qui s'annonçait, dès cette époque, comme une sorte de nouvelle guerre punique, une guerre qui se faisait, non pas dans l'intérêt des peuples, mais, il faut l'avouer, qui était désirée de part et d'autre, plutôt par un désir de domination et de suprématie militaire que par un sentiment d'intérêt national. [1] » Ce jugement de la guerre de 1870 prouve que le général La Marmora n'avait pas plus compris la question franco-allemande que la question italo-prussienne. Il est incontestable que la Prusse, à Sadowa, a rendu Venise aux Italiens, quoique l'Italie ne la reçût que par l'intermédiaire de Napoléon qui l'avait reçu de l'Autriche avec la faculté d'en disposer comme il le jugerait convenable.

L'Empereur avait cru que la Prusse en Allemagne n'aurait triomphé qu'après une longue lutte qui aurait affaibli les deux puissances allemandes. Si ces prévisions s'étaient réalisées, l'Italie reprenait Venise par l'intervention de Napoléon, mais la France conservait Rome, où elle dominait, et elle s'agrandissait au nord par l'annexion du grand-duché de Luxembourg, de la Bavière rhénane et peut-être même de de la Belgique, que Napoléon avait déjà convoitée après le 2 Décembre.

La victoire éclatante de Sadowa déjoua tous ses projets et elle termina la guerre en quelques jours. Elle ne laissa pas à l'empereur des Français de longues illusions. La Prusse devint l'arbitre de la situation. Son armée donna à la maison de Hohenzollern la prépondérance en Allemagne que le Piémont avait en Italie. Le rêve de M. de Bismarck était réalisé.

[1] La Marmora. *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de* 1866.

Digitized by Google

Il avait surpris l'Europe par son audace, conquis la popularité en Allemagne, étonné l'Autriche qui se trouvait menacée à Vienne, et effrayé la France, qui n'avait pas plus soupçonné la stratégie de M. de Moltke qu'elle n'avait deviné les projets de M. de Bismarck.

La victoire de Sadowa n'affranchit pas seulement matériellement l'Italie, elle émancipa moralement la nation de l'influence prépondérante de la France. Il est incontestable que l'Allemagne n'a jamais menacé l'Italie. Ce fut l'erreur de la Prusse, en 1848, de croire avec M. de Radowitz qu'on défendait le Rhin sur le Mincio, comme ce fut l'erreur de Napoléon III de penser qu'on pouvait en même temps affranchir l'Italie à Venise, en 1866, et continuer à lui défendre l'entrée de Rome. La question romaine n'avait-elle pas servi de trait d'union entre tous les partis au delà des Alpes? La suppression du pouvoir temporel n'avait-elle pas uni un moment Garibaldi et Mazzini à M. de Cavour? Si ce grand homme d'État avait pu réaliser en 1861 l'alliance avec la Prusse, il est probable que l'Italie n'aurait pas dû attendre jusqu'en 1866 l'appui de M. de Bismarck, pour s'affranchir à Venise et pour entrer à Rome. Il est évident que M. de Cavour aurait été plus à même que le général La Marmora de comprendre les projets de M. de Bismarck et qu'il n'aurait pas hésité à attaquer l'Autriche en Hongrie pour la vaincre plus facilement en Italie.

La mort de Cavour avait retardé la solution de la question romaine. Peu de semaines avant sa mort, le 25 mars 1861, au moment même où il chargea le général La Marmora d'une mission confidentielle à Berlin, il disait à la chambre des députés : « Il faut que nous allions à Rome sans que l'autorité civile étende son pouvoir sur les choses spirituelles. Bien des personnes craignent que, le siége du gouvernement italien une fois établi à Rome, le Roi une fois au Quirinal, le souverain pontife ne perde en dignité et en indépendance. Si ces craintes étaient fondées, je n'hésiterais pas à dire que la réunion de Rome au reste du royaume serait fatale non seulement au catholicisme, mais à l'Italie.

Digitized by Google

Je ne puis concevoir un plus grand malheur pour un peuple civilisé, que de voir réunir dans une seule union, dans la main du gouvernement, le pouvoir religieux et le pouvoir civil; partout où s'est produit cette réunion, la civilisation s'est arrêtée presque aussitôt, le plus odieux despotisme s'est établi; et cela est arrivé soit qu'une caste sacerdotale usurpât le pouvoir temporel, soit qu'un calife ou un sultan s'emparât du pouvoir spirituel. »

On a accusé l'Italie d'avoir mis à profit les malheurs de la France pour forcer Victor-Emmanuel à prendre possession du Quirinal. L'Italie serait allée à Rome dès 1866, si M. de Cavour, au lieu du général La Marmora, avait pu négocier avec M. de Bismarck; car il n'aurait pas signé la convention de septembre, par laquelle le gouvernement abandonnait Turin, pour s'arrêter à Florence, au lieu d'aller à Rome, comme tous les partis s'y étaient engagés en prenant pour devise : Rome et Victor-Emmanuel. La convention faite n'était pas même une transaction, car le pape ne voulut pas la reconnaître et devint plus hostile envers le gouvernement italien.

« L'Italie, disait le ministre des affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, dans une dépêche du 7 septembre 1870, obligée comme les pays voisins des deux nations belligérantes, de ne rien négliger pour sauvegarder sa sécurité, en est empêchée par l'état de choses que maintient dans une enclave de la Péninsule un gouvernement théocratique en hostilité déclarée contre le royaume, ne pouvant de son propre aveu subsister que par des interventions étrangères. » La question romaine était de nature à compromettre, à cette époque, l'avenir de la monarchie constitutionnelle au delà des Alpes. On ne pouvait maintenir le pouvoir temporel sans le concours de l'armée italienne. Les zouaves pontificaux, malgré leur dévouement, n'étaient ni assez nombreux, ni assez bien organisés pour protéger Rome contre la révolution. Un gouvernement régulier seul le pouvait, parce qu'il était soutenu par la popularité de la question nationale qui inspirait tous les partis au delà des Alpes.

Digitized by Google

Dans le manifeste du 18 octobre 1870 adressé à l'Europe, M. Visconti-Venosta disait avec raison : « La question romaine n'intéresse pas seulement l'Italie. C'est une question européenne et universelle. » Avant le concile, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel étaient indépendants et se mouvaient librement dans leur sphère respective. Des concordats débattus entre les deux pouvoirs réglaient les pouvoirs entre l'Église et l'État. Aux États-Unis seulement, l'État et l'Église étaient entièrement libres. En Suisse, le gouvernement fédéral s'était mis d'accord avec Rome; et, si l'entente a été rompue, la cause première incombe au gouvernement papal, qui a rompu, de propos délibéré, tous les engagements qu'il avait acceptés. On peut affirmer que le pape a provoqué la rupture tant à Genève qu'à Berne de l'union entre l'Église et l'État. Un esprit éminent, M. de Pressensé, qui a toujours défendu d'une façon absolue la séparation complète de l'Église et de l'État, apprécie d'une façon fort juste la part de responsabilité de chacun dans la situation de la Suisse. « Il faut reconnaître, dit-il, que *l'ultramontanisme contre lequel plusieurs gouvernements ont usé de violence, n'a qu'un regret, c'est de ne pouvoir en user lui-même parce qu'il aurait au moins l'avantage d'appliquer son propre principe.* N'est-ce pas lui, en définitive, qui a été le grand provocateur de la lutte actuelle par son triomphe de 1870, obtenu par de si petits moyens et célébré avec tant de fracas? Qu'on n'oublie pas que, partout où l'ultramontanisme a été le maître, partout du moins où il a conservé une influence prépondérante, il n'a pas eu d'autre souci que de faire la puissance publique à son profit et de bâillonner son adversaire[1] ». La proclamation du dogme de l'infaillibilité a transformé le catholicisme. Elle a substitué l'autorité absolue du pape à celle de l'Église. Les transactions faites par les catholiques libéraux, en Italie comme en Allemagne, ont été reniées par les ultramontains. A la division des pouvoirs, on a opposé la suprématie de l'Église sur l'État. L'indépendance du pouvoir

[1] Pressensé. *La liberté religieuse en Europe depuis 1870.*

Digitized by Google

civil a été reniée au profit de la domination cléricale. « Il ne s'agit pas, a dit M. de Bismarck, comme on l'a fait croire à nos compatriotes catholiques, de la lutte d'une dynastie évangélique contre l'Église catholique; il ne s'agit pas de la lutte pour la foi ou l'incrédulité, il s'agit de l'antique conflit du pouvoir entre la royauté et la prêtrise, le but que la papauté avait incessamment devant les yeux, le programme qu'elle fut près de réaliser au temps des empereurs du moyen âge, c'est l'assujettissement du pouvoir séculier au pouvoir religieux[1]. » La lutte actuelle commencée en Allemagne s'étend à toute l'Europe. L'Autriche catholique elle-même n'a pas échappé aux prétentions dominatrices de Rome. Un prélat, M. de Prato, représentant de Trente au Reichstadt, a été obligé de renoncer à son mandat de député pour avoir émis un vote favorable au gouvernement. Il n'y a pas de bornes aux prétentions du pouvoir spirituel. Le pape ne transige plus avec la société moderne. N'est-ce pas là une preuve qu'il n'a jamais exercé plus librement son pouvoir spirituel? On n'a enlevé au pape que le pouvoir temporel. « Désormais, disait M. Visconti-Venosta dans le manifeste qui justifiait l'entrée des Italiens à Rome, tout appel au glaive séculier doit être supprimé à Rome même et l'Église profitera à son tour de la liberté. » Le pouvoir spirituel n'a pas tardé à exercer partout, à user de cette liberté pour revendiquer, tant en Allemagne qu'en Autriche, non pas seulement l'indépendance de l'Église, mais la suprématie du pape infaillible sur l'État. En France, on a supprimé l'Église gallicane dans l'intérêt de la liturgie romaine. On a condamné en Italie et ailleurs les catholiques libéraux et on les a confondus avec les ennemis de l'Église. Désormais, la société humaine est séparée en deux camps : les ultramontains et les chrétiens. Les premiers ont abdiqué entre les mains du jésuitisme romain. Le pape n'est qu'un instrument dont il se sert pour imposer ses doctrines. Pie IX, lorsqu'il était l'espoir de

[1] Discours de M. de Bismarck à la Chambre des seigneurs, séance du 10 mars 1874.

Digitized by Google

l'Italie et du christianisme, a été combattu par les ultramontains, qui l'ont attaqué aussi longtemps qu'il était favorable à l'Italie et au catholicisme libéral. En 1847, l'ancien général des jésuites disait : « *Questo papa e il flagello della chiesa; non c' e rimedio che nel campanone del campidoglio.* Le pape est le fléau de l'Église, il n'y a de remède que dans les cloches du Capitole[1]. » La cloche du Capitole annonce la mort du pape, on peut supposer que les jésuites ne voyaient que ce remède pour reprendre l'influence qu'ils avaient perdue pendant les premières années du règne de Pie IX.

Les épreuves diverses subies par le pape n'ont pas tardé à rendre à la compagnie de Jésus toute l'influence qu'elle avait sous le pontificat de Grégoire XVI. On faisait seul remonter à Pie IX la responsabilité de la révolution européenne. Il n'est pas étonnant qu'un homme d'une nature aussi bienveillante et aussi douce ait été ébranlé dans ses convictions. Pie IX n'était pas doué d'un caractère assez ferme et assez énergique pour résister à la domination que les jésuites exerçaient au Vatican. Sans le génie de Cavour, l'honnêteté de Victor-Emmanuel, la raison de Mazzini et le patriotisme de Garibaldi, il est probable que l'Italie serait retombée sous l'influence ultramontaine, car Napoléon avait bien voulu aider l'Italie à s'affranchir de l'Autriche, mais il s'était engagé à maintenir le pouvoir temporel.

L'alliance italo-prussienne, réalisée par le comte de Bismarck, a non seulement complété l'Italie par l'annexion de Venise et du quadrilatère, mais elle a permis à Victor-Emmanuel d'entrer à Rome en 1870 et de mettre fin au pouvoir temporel, au moment où l'Église venait de proclamer l'infaillibilité papale. Le nouveau dogme perdait son prestige par la victoire de la Prusse en 1870. Il est incontestable que la France, poussée par l'impératrice, attaquait tout autant l'Allemagne protestante que la Prusse. L'empereur Napoléon, comme il l'a avoué lui-même, voulait opposer, au Mexique

[1] Correspondance de Massimo d'Azzeglio dont le frère était un des hommes les plus illustres de l'ordre des jésuites.

Digitized by Google

les races latines à l'expansion de la race anglo-saxonne, et à la prépondérance des États-Unis, dans le nouveau monde. Il espérait que la rivalité des deux grandes puissances allemandes lui aurait permis d'intervenir pour mettre à profit leur mutuel affaiblissement; mais la victoire de la Prusse, en 1866, déplaça en faveur de l'Allemagne l'équilibre européen. Quand M. Rouher parlait à la tribune française des angoisses patriotiques, il était l'écho de la France entière, qui voulait reprendre, en 1870, la prépondérance que le succès de la Prusse lui avait fait perdre en 1866.

Les catholiques humiliés encourageaient Napoléon à attaquer la Prusse protestante. Le concile, et le dogme qu'il avait proclamé, ne pouvait produire son effet, pensaient les ultramontains, que par l'appui d'une grande puissance catholique. L'impératrice était probablement animée de ces idées, quand elle encourageait la rupture avec l'Allemagne. Elle savait qu'on devait vaincre la politique du comte de Bismarck avant d'imposer à l'Europe les idées ultramontaines.

Depuis la proclamation du nouveau dogme de l'infaillibilité, les catholiques n'acceptent plus aucune transaction. Ils condamnent le mariage civil comme une monstruosité et ils attaquent tout enseignement qui n'est pas inspiré par l'Église. Si la force était entre leurs mains, comme dans la république de l'Équateur ou dans l'Espagne du siècle dernier, ils n'hésiteraient pas à la mettre au service de la foi; mais la prépondérance de la Prusse en Allemagne et l'intérêt de l'Italie de se maintenir à Rome, préserveront l'Europe de la domination de l'Église sur l'État. Les prétentions surannées que les ultramontains manifestent partout à la fois et sous les législations les plus diverses, ne sont-elles pas la raison d'être du maintien des bons rapports entre l'Italie et l'Allemagne. L'œuvre de M. de Bismarck, c'est à dire la prépondérance de la Prusse au delà du Rhin et l'unité de l'Italie au delà des Alpes, sera peut-être la plus grande du siècle; elle a affranchi non seulement les Italiens, mais elle a opposé au nouveau dogme de l'infaillibilité papale l'influence nationale en Italie et en Allemagne.

Digitized by Google

Il reste à réaliser en Europe, comme aux États-Unis, la séparation réelle de l'Église et de l'État. C'est le seul moyen de rétablir dans l'Église le principe de la liberté, avec le principe de la responsabilité. Les transactions en ces matières ne sont que des demi-mesures. M. de Bismarck n'est pas homme à s'en contenter. Dans la lutte qu'il a entreprise avec les ultramontains, il ne transigera pas; mais les luttes dans lesquelles la force est aux prises avec la foi, sont longues : on se demande si une solution qui séparerait les deux pouvoirs, comme aux États-Unis, ne serait pas le moyen le plus simple de résoudre la question de l'indépendance de l'Église et de l'État. C'est un essai à faire et aucun pays n'est plus à même de tenter l'épreuve que l'Allemagne et l'Italie. Si l'union italo-allemande pouvait réaliser le principe de la séparation des pouvoirs, elle aurait transformé moralement le catholicisme, comme l'union de l'Allemagne avec l'Italie a transformé l'équilibre politique de l'Europe. La solution de ce grand problème ne serait-elle pas digne de tenter le génie de M. de Bismarck?

N. Reyntiens.

Digitized by Google

CHAMBRE A LOUER.

(SUITE).

IX

Il n'est pas inutile de rappeler ici que Jacques Tillière n'avait que vingt ans et n'était pas encore un homme par l'expérience, c'est à dire par la douleur et par les déceptions. Une foi vive dans la loyauté des autres, parce que lui-même se sentait capable d'être loyal, l'ignorance du mal, la vivacité des impressions, les aspirations vers les mondes inconnus où le cœur et la pensée vont se tremper ou faillir, tout se réunissait en lui pour lui faire subir un despotisme quelconque.

Après cette courte scène de l'atelier, Jaroslav Dombisky disparut aux yeux de Jacques et Ida Wiloutchine prit des proportions nouvelles dans son imagination. Il ne faut pas grand chose pour rendre la pensée houleuse et trouble ; dans les montagnes de formation volcanique, certains lacs unis comme des miroirs sont tout à coup agités par une force intérieure, et leurs flots roulent sur eux-mêmes en écumant, quoique les airs soient d'une tranquillité parfaite. Ainsi Jacques, sous l'influence d'Ida, perdit sa placidité et fut poursuivi par l'image de cet ami de caractère particulier, de nature hybride, femme travestie sous l'habit masculin, Isis voilée et d'autant plus dangereuse. Bien que le portrait fût fini, elle ne cessa pas de venir voir l'artiste presque tous les matins; s'il travaillait à quelque composition, elle s'asseyait loin de lui, prenait un livre et paraissait bientôt absorbée

Digitized by Google

dans sa lecture comme Jacques dans son œuvre. Mais la pensée invisible traçait entre eux un sillon non interrompu, et la préoccupation d'eux-mêmes finissait toujours par leur faire lever les yeux l'un vers l'autre, de telle façon que les regards se croisaient et venaient leur donner ces secousses électriques qui présagent de plus fortes émotions.

Quelquefois, Jacques jetait là son outil en disant : « Je ne fais rien de bon ; je ne suis pas bien disposé !... »

Ida se levait et venait examiner l'ébauche d'un groupe ou l'esquisse d'une figure ; elle restait silencieuse à chercher l'observation à faire, tandis que Jacques, les sourcils froncés, debout derrière elle, tourmentait ses mains et tordait ses doigts par des mouvements nerveux. Elle se tournait vers lui.

« Eh bien, disait-elle, si le travail ne va pas, faisons une promenade. »

Tout de suite Jacques allait changer d'habit, prenait son chapeau et sa canne et partait avec son « camarade » Dombisky. Ils sortaient de la ville, traversaient le faubourg d'Ixelles d'un bon pas et se dirigeaient vers le bois de la Cambre.

C'était encore un bois, à cette époque, et il n'avait guère la vogue du parc d'aujourd'hui ; les rares promeneurs qu'on y rencontrait appartenaient généralement à la jeunesse : étudiants en rupture de classe, artistes paresseux, fils de famille bourgeoise s'émancipant, par groupes masculins, ou par couples d'amoureux libres ; la grisette, cette première passion de l'écolier des grandes villes, est de tous les pays et de toutes les époques, malgré les transformations apparentes des mœurs.

Ils parcouraient les allées en causant. Ida s'appuyait au bras de Jacques et ils gagnaient ainsi à petits pas, par la forêt, Boitsfort ou Groenendael.

La seconde quinzaine d'octobre est généralement splendide ; on dirait que la nature, avant de s'engourdir, veut laisser ses plus belles images dans le souvenir des hommes. Le ciel est d'un bleu limpide finement voilé par les brouillards du matin ; les lointains bleuissent et s'éloignent, dou-

Digitized by Google

blant pour ainsi dire l'étendue de l'espace ; les chênes bruns et les bouleaux couleur d'or marient leur mélancolie à celle des hêtres tournant au pourpre mêlé de vert encore intense ; les herbes s'affaissent et roussissent ; le velours des mousses s'épaissit sur les troncs. Les oiseaux, presque muets, voltigent de branche en branche, inquiets de la saison qui va venir. Ces tableaux, qui précèdent le long sommeil de la nature, apportent au cœur une sorte de tristesse suave, que l'on savoure quand on est jeune avec autant de plaisir que le réveil du printemps, aux couleurs tendres, aux chants pleins d'allégresse. Jacques surtout, dans l'état où il se trouvait, était disposé à goûter ces impressions ; le ciel, doucement lumineux, le faisait sourire, et le ton fauve des arbres l'attendrissait. Parfois il s'arrêtait au beau milieu du chemin pour montrer à Ida, par une échappée inattendue, l'horizon fuyant qui semblait vouloir se confondre avec les fluidités de l'air. « C'est comme les pays qu'on rêve, » disait-il.

Ida restait assez froide devant ces beautés naturelles, comme devant les œuvres des peintres et des statuaires. Le don des arts lui manquait parce qu'elle ne comprenait pas la nature : les sentiments ont leur logique comme les raisonnements.

Mais elle avait un tact féminin qui l'empêchait de donner une fausse note dans ces expansions « poétiques » de Jacques. Ou bien elle ne répondait pas, et une impression de plaisir se réflétait sur son visage comme si elle avait ressenti quelque chose, ou bien elle répondait par des monosyllabes qui disaient tout ce que Jacques désirait qu'ils disent. Dans certaines dispositions du cœur, un murmure suffit pour que nous soyions en harmonie même avec un esprit enthousiaste.

Ils causaient peu ; la parole n'est pas toujours nécessaire pour dire la pensée. Quelquefois ils marchaient le long des chemins en se donnant le bras, comme deux amis qui s'en vont à l'aventure, sans souci d'eux-mêmes et des autres ; quelquefois Jacques partait en avant et, de sa canne, abattait distraitement, à petits coups secs, les têtes des broussailles ; Ida le suivait pendant cinq ou six minutes, distraite aussi, et son visage réfléchissait alors sa pensée comme un

Digitized by Google

ruisseau limpide réfléchit les couleurs. Tantôt elle avait une physionomie dure, tantôt ses traits s'épanouissaient jusqu'au sourire, tantôt elle regardait longuement Jacques : on eût pu croire qu'elle voulait le magnétiser sans qu'il s'en doutât. Soudain, prenant son parti, elle faisait quelques pas plus rapides, passait son bras sous celui de Jacques et réglait sa marche sur celle de son compagnon.

« Vous voilà muet ! » disait-elle.

Il la regardait de côté, en souriant, et serrait un peu contre sa poitrine le bras emprisonné.

« Il me semble que je ne pense même pas, répondait-il; je me laisse vivre paresseusement, avec un peu de remords pour tout ce temps que je perds.

— Voilà qui n'est pas fort aimable pour moi.

— Oh ! vous savez bien ce que je veux dire... et ce que je ne veux pas dire aussi. »

Ils déjeunaient sous une tonnelle, à Boitsfort ou à Groenendael, modestement et fraternellement, puis faisaient une courte sieste, Jacques fumant son cigare. Vers trois ou quatre heures, ils se dirigeaient du côté de Bruxelles, en prenant une nouvelle direction, après s'être fait donner des instructions pour arriver sans trop de difficulté.

En route, Ida, fatiguée, s'asseyait sur quelque talus chauffé par les rayons du soleil descendant à l'horizon; ou bien Jacques s'asseyait près d'elle, ou bien il grimpait le talus avec l'agilité d'un daim pour aller explorer les environs. S'il restait trop longtemps absent, elle le rappelait; sa voix claire et vibrante portait au loin dans cette solitude. Jacques accourait et se plaçait debout devant elle, sans parler.

« Vous me laissez toute seule, Jacques.

— Avez-vous eu peur?

— Non pas; je ne suis pas une femme nerveuse que le trottinement d'une souris effraie.

— Vous êtes Jaroslav Dombisky, » disait Jacques avec un sourire contraint.

Elle souriait aussi et lui tendait la main pour qu'il l'aidât à se lever; de nouveau elle s'appuyait à son bras; ils se

Digitized by Google

remettaient en marche. La sauvagerie de Jacques prolongeait cette situation équivoque, et Ida ne se décidait ni à être Ida ni à rester Jaroslav.

Chose étrange, chaque fois que, dans une de ces promenades plus énervantes qu'hygiéniques, Jacques voyait passer dans son souvenir le visage de Laure Laruelle, il sentait que l'influence d'Ida diminuait et son malaise vis à vis d'elle disparaissait momentanément. L'image de Laure le rafraîchissait, le reconfortait, lui rendait du calme, le refaisait lui-même. Vaguement, il pensait que la pauvre fille avait bien plus besoin de promenade et de grand air qu'Ida et lui, et il accusait le hasard d'injustice, comme si le hasard pouvait être juste ou injuste.

Les cours de l'université étaient commencés; mais on ne voyait pas Dombisky parmi les étudiants.

« On m'a un peu trop regardée la première fois que je m'y suis présentée, disait-elle à Jacques; probablement que mon travestissement laisse des doutes dans l'esprit de ces jeunes gens.

— Alors, vous ne suivrez pas les cours?

— J'attendrai du moins, pour me risquer au milieu de ces indiscrets compagnons, que je sois habituée à mes vêtements masculins... »

Elle était donc oisive et elle ne connaissait guère que Jacques dans Bruxelles; personne ne pouvait empêcher qu'ils se vissent souvent en toute liberté. Les beaux jours persistant, ils continuèrent d'explorer le bois de la Cambre et la forêt de Soignes. Ces courses amollissaient Jacques, lui ôtaient tout son enthousiasme d'artiste. Rentré chez lui, seul avec lui-même, il se maltraitait, il avait de véritables remords. Et puis, que dirait le parrain Lerot s'il savait?... Mais il ne résistait pas aux invitations d'un beau ciel et à Ida qui disait : « L'hiver va venir; vous aurez tout le temps de pétrir de la terre. »

Une après-midi, en revenant de Groenendael, vers quatre heures, ils s'égarèrent. La préoccupation d'eux-mêmes les ayant distrait de leur chemin, ils avaient fait un crochet à

Digitized by Google

un carrefour, sans s'en douter. Le jour tomba, l'obscurité se fit : ils marchèrent à l'aventure, sans inquiétude, en se disant : « Allons droit devant nous, nous arriverons bien quelque part. » Sans doute ils tournèrent sur place, comme on fait d'ordinaire dans les lieux inconnus quand on n'a rien pour se guider ; si bien que vers sept heures, en pleine forêt, Ida soudain s'arrêta en disant : « Je n'en puis plus. »

Elle s'assit au bord du chemin ; Jacques resta debout près d'elle, les bras croisés.

« Nous voilà bien ! dit-il. Que faire?

— Asseyez-vous là ; reposons-nous un peu, Jacques. Dans une demi-heure, je pourrai me remettre en marche. Vous devez être fatigué aussi.

— C'est qu'il fait noir comme dans un four et la nuit sera longue. N'avez-vous pas peur? »

Il s'était assis à côté d'elle ; elle lui prit le bras, l'attira et laissa doucement sa tête tomber sur l'épaule de Jacques ; puis elle se serra contre lui en frissonnant un peu.

« De quoi peur? demanda-t-elle ; n'êtes vous-pas là?

— Oh ! dit Jacques fort troublé, on a peur de rien, on a peur du silence et de l'obscurité ; il y a toujours des fantômes dans l'ombre. Et puis, vous allez avoir froid, vous serez malade, je vous sens trembler.

— Ce n'est peut-être pas de froid, » dit-elle d'une voix altérée.

Elle se pelotonnait comme une chatte et se rapprochait encore de Jacques, qui parlait pour ne pas se livrer à ses impressions.

« Toute la nuit, ce serait long, dit-il ; et bien sûr la fraîcheur de l'air vous ferait du mal. Quand vous serez bien reposée, nous tâcherons de nous orienter, de découvrir quelque maison éclairée. En ce moment, je ne crains qu'une chose pour vous, c'est le froid humide qui tombe de l'air et qui monte de terre.

— Près de vous, dit-elle, comme cela, j'aurai chaud. »

Elle prit la main de Jacques et la posa à sa taille, de telle façon qu'elle se trouva emprisonnée dans ce bras nerveux,

Digitized by Google

qui se contracta pour ainsi dire de lui-même autour du torse flexible qu'il protégeait. La sauvagerie et l'ingénuité de Jacques étaient là soumises à une dure épreuve; il était resté niais et farouche comme on l'est à quinze ans, mais il avait conscience pourtant du trouble qui grandissait en lui et de la nature de ce trouble. Jaroslav Dombisky avait depuis longtemps disparu, chassé de leur intimité par leur intimité même. Il ne restait là qu'une jeune femme libre et maîtresse de sa destinée, un enfant à peine arrivé à la jeunesse et qui se connaissait fort peu, n'ayant guère agi. Le Chérubin de Beaumarchais n'aurait point hésité; Jacques n'avait pas même à hésiter; il demeurait passif et agité, immobile et palpitant. La respiration d'Ida précipitait la sienne et son cœur battait plus fort à mesure que la situation se prolongeait : c'était une souffrance aiguë et insupportable, et cependant remplie d'une âpre douceur.

« Comme je suis bien, ainsi! » dit Ida.

Il ne répondit point et son bras serra plus fort la taille autour de laquelle il avait été placé.

« Et... vous n'avez pas... froid? demanda-t-il d'une voix éteinte.

— Non, Jacques. »

La main droite d'Ida, qui était libre, alla chercher l'épaule, puis le cou de Jacques, tandis que son visage se levait vers lui; son front touchait au menton de Jacques, et sa chaude haleine arrivait par bouffées au visage de Jacques éperdu, effaré, au supplice.

Soudain, il la serra plus étroitement encore contre lui et se mit à parler d'une voix haute, en bégayant un peu ; et le bruit de cette voix dut s'entendre au loin dans la sonorité de la forêt.

« Ida, dit-il, voilà nos conventions oubliées et c'est vous qui êtes coupable. L'étudiant Dombisky est mort depuis longtemps déjà, et il ne reste plus qu'Ida Wiloutchine travestie pour le public seulement. Pourquoi avez-vous vous-même déchiré notre traité, dites? C'est la femme maintenant... que j'entoure ainsi de mes bras...

Digitized by Google

— N'êtes-vous pas mon ami, dit-elle, et voudriez-vous me laisser avoir froid? »

Et en même temps, se haussant encore un peu, elle baisa a joue de Jacques, tout doucement, en l'effleurant à peine. S'il avait pu voir sa physionomie, il eût compris que tout cela était voulu ; sans doute la situation l'émouvait, mais elle savait fort bien ce qu'elle faisait : elle jouait avec la sauvagerie de Jacques, et l'aventure n'était pour elle qu'un plaisir de la nature la plus ordinaire. Aussi, tandis qu'il supportait à peine son angoisse d'enfant pris au piége, elle souriait du bout des lèvres, elle se faisait toute petite, comme pour être tout entière enveloppée entre ses bras : elle sentait enfin qu'il subissait son charme et ne pouvait plus échapper. Aussi fut-elle extrêmement surprise quand Jacques, se levant tout à coup, et la soulevant de terre, lui dit : « Venez, Ida, venez; que penserait-on si nous rentrions tard dans la nuit, ou demain matin?

— Nous avons nos clefs, dit-elle.

— Oui; mais pourquoi passer la nuit en pleine forêt?

— Je suis rompue.

— Je vous soutiendrai; je vous porterai au besoin : mais il faut que nous sortions de la forêt. »

Il la tint à la taille et l'entraîna, sans plus parler; puis il lui donna le bras en lui disant : « Appuyez-vous bien. » Elle fit tout ce qu'il disait, sans répondre, et ils marchèrent pendant toute une heure dans la même obscurité complète, en suivant les chemins tracés, non sans des inquiétudes secrètes qu'ils ne se communiquaient pas.

« C'est donc une forêt enchantée! dit Jacques.

— Je n'en puis plus, » répondit Ida.

Ils s'arrêtèrent; Jacques tourna sur lui-même, explorant les profondeurs de l'ombre. Alors seulement, un bruit lointain de roues sur un pavé frappa son oreille; et comme il jetait une exclamation de joie, il vit briller une lueur à travers les arbres.

« Nous sommes sauvés; encore un peu de courage, » dit-il.

Digitized by Google

Ida voulut marcher et poussa un gémissement. Jacques n'hésita pas une minute : il la prit dans ses bras et l'emporta; les deux mains nouées à son cou, une joue reposant sur sa joue, elle se laissa faire sans protestation aucune. Bientôt le chemin les conduisit à la lisière de la forêt, et là tout près apparurent quelques maisons alignées le long d'une grande route : ils étaient à Boitsfort.

Ils atteignirent la station du chemin de fer; le dernier train les emporta vers Bruxelles, où ils prirent une voiture qui déposa Ida à sa porte.

« Je me souviendrai de cette soirée, dit-elle en donnant la main à Jacques, au moment de le quitter.

— Et de quelle nature sera votre souvenir, Ida?

— Plein de regrets, » répondit-elle.

Et sur ce mot, elle le quitta, le laissant en présence d'une énigme que son inexpérience l'empêcha de deviner.

X

Le lendemain matin, Jacques venait de déjeuner en repassant dans sa mémoire tous les incidents de la veille. Il avait eu le cauchemar la nuit, et ce cauchemar pesait encore sur son esprit : la forêt dans laquelle il s'était égaré avec Ida avait pris dans son imagination la proportion et le caractère d'une forêt vierge où, après des aventures sans nombre, Jacques avait vu dévorer sa compagne par un serpent monstrueux.

Ces folies du cerveau fatigué ou surexcité affectent quelquefois profondément les natures nerveuses, et Jacques ressemblait à un homme tourmenté par de sombres préoccupations. Il se mêlait d'ailleurs à cette sensation des pensées et des impressions plus réelles qui n'étaient pas de nature à agir en sens inverse sur Jacques; et peu à peu l'image, les paroles et les allures d'Ida s'emparèrent de son esprit tout entier. Il n'était pas possible que le véritable caractère de cette femme étrangère apparût aux yeux de Jacques, qui, en définitive, ne savait rien de la vie et s'en allait encore vers

Digitized by Google

l'avenir avec la foi et l'aveuglement d'un enfant. Deux sentiments se disputaient en lui au sujet d'Ida : un doute vague qui se formulait à peine, qui était enveloppé de *si*, de *mais*, de *cependant* qui lui ôtaient toute espèce de netteté, et un attrait irritant et maladif. Ida le fascinait en quelque sorte et il n'était pas content d'être fasciné. Il aurait voulu se détacher d'elle et il n'en avait pas le courage ; la fermeté lui manquait, justement parce que cette fascination était à la fois un charme et un malaise, un plaisir mêlé de contrainte. Il ressemblait assez à un homme qui a pris de mauvaises habitudes et qui y trouve malgré lui des jouissances inavouables.

Telle était la disposition de son esprit quand, au moment où il finissait de déjeuner, on frappa à sa porte.

C'était M^lle^ Laruelle ; il se leva, enchanté ; toutes ses préoccupations disparurent.

« Comment vous portez-vous, mademoiselle?

— Bien pour le moment; mais j'ai presque peur d'être bien, parce qu'alors je m'attends toujours à une crise... — Si cela ne vous dérange pas, M. Tillière, grand'maman vous verrait avec plaisir.

— Tout de suite, dit Jacques.

— Et... dit Laure, après un peu d'hésitation, le portrait... de ce jeune homme est terminé?

— Oui ; voyez. »

Elle resta debout, pendant quelques minutes, à considérer l'image de Jaroslav Dombisky.

« C'est ressemblant, dit-elle, mais un peu... un peu rude. Il me semble que ce jeune homme a les traits plus délicats et plus jeunes : il ne sera comme vous l'avez fait que dans dix ans.

— C'est vrai! dit Jacques frappé par cette observation.

— Vous ne m'en voulez pas, de vous dire ce que je pense?

— Puisque vous me rendez service!...

— Ah ! c'est qu'on assure que les artistes n'aiment pas la vérité. Déjà les ouvriers sculpteurs qui travaillent pour « la

Digitized by Google

maison » sont extrêmement susceptibles et sont mécontents lorsqu'on critique leur ouvrage.

— Il est possible, dit Jacques en riant, que ma susceptibilité s'éveille plus tard; mais maintenant je suis très reconnaissant à ceux qui m'ouvrent les yeux. »

Tout à coup, Laure se tourna vers lui et le regarda avec un sentiment de véritable plaisir.

« J'ai une idée, dit-elle : pourquoi, monsieur Tillière, ne feriez-vous pas pour nous des modèles de statuettes, que nos ouvriers imiteraient, et qu'on appliquerait aux meubles de style renaissance que nous fabriquons? Il me semble que vous feriez cela mieux que personne. Faute de nouveautés, nous recommençons toujours les mêmes figures, d'après une douzaine de modèles anciens; c'est fort monotone, et cela finit par ennuyer les sculpteurs. Voulez-vous essayer?

— Votre proposition m'intimide, mademoiselle.

— Descendons au magasin; vous saurez tout de suite de quoi il s'agit. »

Elle était si bien occupée de cette idée soudaine qu'elle en oubliait sa grand'mère. Déjà elle descendait l'escalier presque en courant, selon son habitude, et Jacques la suivait, attiré comme une feuille dans le sillon d'un navire.

Il y avait au magasin quelques bahuts enrichis de figurines aux angles : saintes et saints avec leurs attributs, joueurs de mandoline ou personnages purement fantaisistes, taillés assez grossièrement, mais dont les attitudes naïves s'harmonisaient admirablement avec l'ornementation des meubles, têtes d'anges voltigeant au milieu des fleurs et des fruits, animaux fantastiques, lions en colère mordant des anneaux de cuivre, hypogriffes ailés se contemplant comme des ennemis tout à coup pétrifiés, arabesques bizarres courant tout le long des corniches.

« Vous voyez, monsieur Tillière, dit Laure, c'est de la sculpture naïve et sans prétention comme celle des églises ogivales. Vous, qui êtes à vos commencements, et tout à fait dans les conditions voulues, vous pourriez peut-être renouveler nos modèles. Qu'en pensez-vous?

Digitized by Google

— Je suis plus que jamais intimidé, mademoiselle. Il faut de l'imagination pour faire ce que vous me demandez, et je me sais pas si j'en ai.

— Essayez, » dit Laure.

Il la regarda : ses yeux étaient pleins d'encouragement et en même temps de bonne gaieté, malgré leur vivacité fébrile au fond de laquelle il y avait toujours un peu d'égarement. Jacques aurait été honteux de reculer devant cette tâche nouvelle, quand c'était une jeune fille qui l'exhortait à travailler.

« Eh bien, dit-il, j'essayerai; mais il me faudra du temps pour m'initier à ce style tout spécial; car il y a naïveté et naïveté, me semble-t-il, et je pourrais bien n'être qu'impuissant et gauche. Dans tout cela, au contraire, je vois de l'art.

— Je ne sais pas, dit Laure. J'ai souvent pensé à ces choses quand je suis toute seule au magasin; j'ai lu quelques volumes où l'on expliquait tant bien que mal ces questions : je crois qu'on fait de l'art avec des produits naïfs quand les producteurs ne sont plus au monde. Nous voyons dans ces statuettes et dans ces ornements autre chose que ce qu'on a voulu y mettre. C'est du moins mon sentiment, et c'est pourquoi je dis que vous êtes dans les meilleures conditions pour faire de la sculpture naïve.

— Je vous comprends bien, dit Jacques, parce que vous savez ce que vous dites. Et je travaillerai, mademoiselle, quand ce ne serait que pour vous faire plaisir. »

Il dit ces mots tout ingénument, sans y attacher de pensée de galanterie, et Laure lui sourit avec la même ingénuité, ne trouvant pas nécessaire de rougir à ce « compliment » comme eût certainement fait quelque coquette mondaine.

« Et grand'maman ! » dit-elle soudain.

Elle regarda Jacques et s'en alla de son pas alerte; ils montèrent au premier étage. La chambre de M^me^ Laruelle donnait sur la rue et se trouvait, par conséquent, au dessous de l'atelier de Jacques. Laure entra et Jacques pénétra après elle dans cette grande pièce dont les stores étaient baissés, ce

Digitized by Google

qui ne laissait pénétrer qu'un demi-jour discret et doux. Tandis que Jacques fermait la porte, Laure s'était approchée d'un fauteuil de la dimension d'un petit lit, placé au milieu de la pièce auprès d'une table ronde ; dans ce fauteuil, complété par des oreillers recouverts d'étoffe verte, était installée une petite vieille dame toute recroquevillée, coiffée d'un bonnet blanc comme neige, et dont les mains noueuses, inoccupées, tourmentaient une paire de larges lunettes étalées sur ses genoux. Laure s'approcha d'elle.

« C'est M. Tillière, grand'maman, » dit-elle. Puis à Jacques : « Placez-vous là, monsieur, en face d'elle, pour qu'elle vous voie bien. »

Mme Laruelle posa sans parler, d'un mouvement lent, ses lunettes sur le bout de son nez et inspecta Jacques, qui s'était incliné devant elle et attendait qu'elle rompît le silence.

« Eh ! dit-elle d'une petite voix grêle et claire, mais chevrotante, vous êtes un tout jeune homme, vous êtes plus jeune que ma petite-fille.

— Je ne sais pas, madame.

— Laure aura bientôt vingt-trois ans, ajouta-t-elle en se tournant vers la jeune fille, qui souriait, appuyée au dossier de son fauteuil. — Et vous êtes sculpteur, monsieur ?

— Je voudrais le devenir, je travaillerai pour le devenir.

— Mon pauvre fils, le père de Laure, était aussi un artiste dans son genre, dit-elle ; il n'y en avait pas comme lui pour rétablir les vieux morceaux de bois sculptés et pour en refaire des meubles, et de très beaux meubles. Nous avons eu le malheur de le perdre il y a quelques années, monsieur : il a été tué dans un accident de chemin de fer. Ah ! ça été un coup bien cruel pour nous... »

Laure se pencha sur elle et lui baisa le front.

« Allons, grand'maman, vous oubliez que M. Tillière est là.

— Oui, oui, tu as raison, — tu as raison comme toujours. Et Laure a hérité du commerce de son père, et des qualités de son père, monsieur. Mon nom est resté sur l'enseigne, parce

Digitized by Google

que la clientèle et les passants sont habitués à l'y voir; mais tout ce qui est ici appartient à ma chère petite-fille... Avez-vous déjà causé de beaux-arts avec elle, monsieur?

— Mademoiselle a bien voulu me dire ce qu'elle pensait de mes essais, dit Jacques, et pour le peu que j'y connaisse quelque chose, il m'a semblé qu'elle a beaucoup appris et qu'elle a le sens artiste très juste.

— Oh! dit Laure, j'en sais assez pour faire mon commerce. »

Ils causèrent ainsi pendant quelque temps; Jacques, craignant d'être indiscret et de fatiguer son hôtesse, prit congé. Laure le reconduisit jusque sur le palier.

« N'oubliez pas ce que vous m'avez promis, monsieur.

— Je mettrai toute ma volonté à vous satisfaire, répondit Jacques. J'ai hâte de commencer. »

Il avait si bien hâte qu'il rentra chez lui, s'assit devant sa table et se prit à rêver aux statuettes fantaisistes qu'on lui demandait. Et, tandis que son imagination cherchait à tirer d'elle-même, avec les éléments dont la visite au magasin de meubles l'avait enrichie, une sainte ou un instrumentiste, l'image de la vieille grand'mère dans son fauteuil, et de sa petite fille debout à son côté, restait dans son souvenir comme une vision charmante; de sorte que les embryons de figurines qu'il essayait d'établir dans son esprit étaient mêlés à ce groupe familier qui les empêchait de prendre une forme définitive. Il eut beau crayonner ce jour-là, il ne fit rien de bon; il sortit presque découragé à l'heure du dîner. Quand il eut satisfait son appétit, il pensa tout à coup qu'il eût dû aller s'informer de la santé d'Ida, que la promenade de la veille avait peut-être sérieusement indisposée.

Il se dirigea tout de suite vers la rue des Petits-Carmes.

XI

Il trouva Ida en robe de chambre, couchée dans son fauteuil, fort pâle, affaissée. Les fatigues, en effet, l'avaient

Digitized by Google

brisée. Sans se lever, elle tendit la main à Jacques en souriant mélancoliquement.

« Je me croyais abandonnée, dit-elle.

— Êtes-vous malade?

— Non; je suis courbaturée, presque incapable de mouvement. Demain, je pense qu'il n'y paraîtra plus. »

Jacques s'assit près d'elle. Elle avait un air languissant qui lui prêtait un grand charme en adoucissant les lignes un peu aiguës de son visage; Jacques se disait qu'elle ne se ressemblait plus à elle-même, et cela l'étonnait parce qu'il ne savait pas que certaines femmes sont comme la mer, qui revêt pour ainsi dire à chaque moment du jour une physionomie nouvelle.

En causant, elle cherchait dans son fauteuil la meilleure position; de sorte que quelquefois elle était étendue de tout son long et que ses pieds, chaussés de pantoufles imitant les babouches turques, semblaient s'exhiber d'eux-mêmes aux regards de Jacques; et quelquefois, ramenant ses jambes sous elle, elle s'asseyait à l'orientale, dans une pose qui ne peut être gracieuse que pour une femme ou un enfant. Tout en parlant, de temps en temps, elle fermait les yeux, comme si elle n'avait plus eu la force de tenir ses paupières levées; et tandis que Jacques répondait à une question ou à une observation, elle rouvrait lentement ces éloquents interprètes de la pensée et dirigeait un regard à la fois pénétrant et caressant sur les yeux de Jacques, qui en était troublé et ravi. La robe de chambre dont elle s'était vêtue était fort longue et lui ôtait tout à fait son caractère de jeune garçon. Jacques et Ida se trouvaient en tête en tête, sans avoir entre eux de Jaroslav Dombisky quelconque; l'élément féminin se dégageait seul de l'être hybride, et le jeune artiste se sentait intimidé. De sorte que leur causerie se ressentait de cette situation nouvelle, et à chaque instant un silence se faisait, qui menaçait de se prolonger longtemps.

Une heure se passa ainsi. Était-ce la présence de Jacques qui redonnait du ressort aux forces rompues d'Ida? Peu à peu, ses mouvements devinrent plus vifs et sa physionomie

Digitized by Google

reprit son animation accoutumée. Elle se leva, alla et vint dans son salon, palpant les objets, se mouvant pour se mouvoir; chaque fois qu'elle passait près de Jacques, elle lui disait un mot en appuyant une main à son épaule comme pour éveiller son attention. Elle tournait autour de lui, revenait toujours vers lui; on voyait qu'elle aimait à le toucher.

« Pourquoi ne fumez-vous pas? J'aime l'odeur du tabac, vous le savez bien. »

Elle plaça près de lui le cendrier et le porte-allumette; elle lui donna du feu, puis elle se rassit, sans parler, en le regardant.

« Je vais nous faire du thé. »

Elle avait tout ce qu'il fallait chez elle et elle fut bientôt occupée. La bouilloire, placée sur la table, donna plus de vie à cette intimité, et Jacques se trouva bien dans ce milieu aux apparences paisibles, qui pourtant lui donnait une sorte de vertige. Pendant que l'eau chantait au dessus de la flamme bleuâtre, Ida se rassit.

« Vous n'êtes pas causeur, ce soir, Jacques; c'est moi qui fais tous les frais. Qu'avez-vous? »

Il n'avait rien; du moins il le dit : ses impressions ne se formulaient pas en lui et il n'eût su les exprimer. On dit que les hommes sont « sots, » niais, à vingt ans; il serait bien plus vrai de dire qu'ils ne sont pas des hommes, puisque généralement ni par eux-mêmes ni par personne ils n'ont été initiés à la vie. Celui qui, dans cette première jeunesse, homme ou femme, est capable de résister à l'entraînement, appartient à la catégorie des héros ou des insensibles.

Jacques se trouvait dans une atmosphère amollissante, en la compagnie d'une femme autour de laquelle flottait un voile mystérieux; il n'en fallait pas davantage pour griser son imagination et le livrer au hasard.

Lorsque le thé fut fait, Ida le servit : selon la coutume du Nord, elle en fit un grog chaud, en y mêlant du rhum dans une proportion assez forte. Assis l'un à côté de l'autre, Ida dans son fauteuil et Jacques sur sa chaise, ils savourèrent

Digitized by Google

le liquide brûlant en échangeant des phrases insignifiantes et en riant de rien. Par dessus sa tasse, Ida regardait Jacques, et ses yeux paraissaient plus brillants et plus étranges, isolés ainsi du reste de la physionomie. A un certain moment, après avoir pendant quelques secondes attaché ses regards sur ceux de Jacques, Ida posa sa tasse sur la table, se renversa dans son fauteuil et se mit à rire en fermant les yeux.

« Qu'y a-t-il? demanda Jacques.

— Oh ! rien ; des idées qui me passent par la tête.

— Des idées mauvaises, puisque vous ne voulez pas me les dire, Ida.

— Je ne dis point que je ne le veux pas...

— Dites-les donc.

— C'est difficile, répondit-elle en riant encore. Je pensais à la façon dont le hasard nous a unis, à votre persistance à vouloir devenir mon ami, à ma fuite de l'hôtel... Et maintenant nous voilà liés comme frère et sœur, ma qualité de femme n'ayant plus aucune influence sur nos rapports intimes. Vous êtes un étrange garçon, Jacques : voilà ce que je pensais ; et je me demandais si vraiment vous êtes un garçon : voilà ce qui me faisait rire.

— Mais... dit-il, interdit, oui, sans doute, je suis un garçon.

— En êtes-vous bien sûr? »

A cette question, Jacques eut une expression si comique qu'Ida rit aux éclats. Il eût bien voulu rire aussi, mais il se sentait froissé, mécontent, et sa tentative de gaieté mourut sur ses lèvres.

Ida vit bien que son exclamation avait fait mauvais effet.

« Si vous vous fâchez, je n'oserai plus parler, dit-elle, et c'est si bon de penser tout haut. Une plaisanterie n'est pas un crime.

— Oh ! dit Jacques, je ne me fâche pas si vite. Votre réflexion m'a surpris, voilà tout. Mais mettez-moi à l'épreuve et vous verrez si je ne suis pas un homme. »

Il dit cela avec un peu de fierté enfantine, se sentant des énergies qui ne demandaient qu'à agir. Ida ne répondit

Digitized by Google

rien ; tout à coup elle devint pensive, se leva et remplit les tasses vides du thé mêlé de rhum. Après un silence, ayant donné à sa pensée le temps de prendre une direction quelconque, elle dit : « Tout cela, ce sont des enfantillages. Buvons notre thé, Jacques, et pardonnez-moi mes folies. »

Elle se pencha sur lui, et tout doucement caressa son front d'une main légère. « Là! ajouta-t-elle, c'est fini. »

Elle était tout près de lui. Par un mouvement instinctif, il allongea les bras, les enroula autour de la taille d'Ida, et appuya sa tête contre elle, sans dire un mot. Ses joues étaient rouges comme le feu et son cœur battait avec une telle force qu'on eût pu l'entendre. Ils restèrent dans cette position, silencieux, tous deux émus, Jacques surtout, qui était comme pris dans un piége, qui avait fait un mouvement dont les suites l'embarrassaient. Ida se pencha une seconde fois et sa tête vint se poser sur celle de Jacques, qui ferma les yeux et se sentit descendre dans une sorte d'anéantissement.

« M'aimez-vous un peu, Jacques? » demanda-t-elle d'une voix pénétrée, pareille à un souffle.

Que pouvait-il répondre? Son cœur, comme disent les poètes, était sur ses lèvres et dans ses yeux. D'ailleurs, si Jacques avait eu l'intention de prouver à Ida, par des paroles, qu'il l'aimait, il n'en aurait pas eu le temps.

XII

Il était alors environ neuf heures; la maison, devenue silencieuse, paraissait s'endormir déjà, dans cette rue où les bruits cessent l'hiver bien avant que Bruxelles ait songé au repos. A peine entendait-on à de longs intervales une voiture passant rue de Namur, ou des pas sonores retentissant sur les trottoirs.

Jacques et Ida, absorbés en eux-mêmes, ne s'inquiétaient nullement de ce qui pouvait exister en dehors de leur propre vie. Ils oubliaient le reste du monde, et le monde semblait ne pas s'occuper d'eux.

Digitized by Google

Aussi, leurs impressions furent-elles d'une vivacité extraordinaire quand ils entendirent des pas monter l'escalier et s'arrêter sur le palier, puis une voix, qu'Ida reconnut pour être celle de la bonne, dire sans retenue aucune : « C'est ici, monsieur, » en frappant deux coups secs sur la porte. Jacques et Ida se séparèrent d'un même mouvement, Ida se rejetant à distance « convenable » et Jacques, extraordinairement troublé, reprenant sur sa chaise la pose d'un visiteur. Ida, les sourcils froncés, attendait en fixant des regards durs sur la porte, sans donner au fâcheux l'autorisation d'entrer, sans aller ouvrir. Aussi, frappa-t-on une seconde fois.

« Il n'y a personne, dit une voix d'homme.

— Oh! si; c'est que monsieur n'aura pas entendu, » répliqua la bonne.

A voix basse, Jacques dit : « N'ouvrez-vous pas, Ida?

— Si, dit-elle alors; je vais renvoyer ces gens-là. »

Elle se dirigea vers la porte et l'ouvrit. Un homme de taille ordinaire apparut à côté de la bonne, qui dit : « Voilà monsieur, » et descendit. En même temps Ida s'était reculée comme si on l'avait frappée, en criant : « Vous! vous ! »

Le visiteur entra, ôta son chapeau et s'avança dans le salon, sans parler. Puis, se tournant vers Ida, il lui adressa la parole dans une langue étrangère, et un dialogue très vif s'engagea entre eux. A un moment de ce dialogue, Jacques, qui s'était levé et se tenait immobile, une main appuyée à la table, embarrassé au point qu'il eût voulu que le plancher s'ouvrît sous ses pieds, s'aperçut qu'on parlait de lui; le visiteur le considéra d'un regard soupçonneux, et la véhémence de parole d'Ida augmenta encore. Il ne comprenait absolument rien à ce qui se passait; il fit un mouvement vers la chaise où il avait posé son chapeau, et Ida tout de suite se tourna de son côté.

« Pourquoi vous en aller? dit-elle. Vous n'êtes pas de trop, je n'ai rien à vous cacher, Jacques : c'est mon père... »

Digitized by Google

Jacques, plus que jamais décontenancé, s'inclina.

« Je suis son père, en effet, monsieur, dit le visiteur lentement, en accentuant ses mots comme toute personne qui parle une langue qui ne lui est pas familière. Il y a trois mois que je la cherche : j'ai été à Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres ; je retournais en Pologne et ne faisais que passer par Bruxelles, quand une conversation, entendue dans un café, m'a mis enfin sur la trace de cette malheureuse enfant. Il était question, entre jeunes gens fort expansifs, d'un étudiant étrange qu'on n'avait vu que deux fois à l'université, qui portait un nom polonais et qu'on soupçonnait être une femme. Et voilà comment le hasard m'a conduit ici...

— Je ne serai donc jamais libre! dit Ida.

— Libre de te perdre, reprit son père... Ne dois-je pas veiller sur une vie qui m'est si précieuse et sur un honneur qui est le mien? Comment veux-tu que j'oublie que je suis ton père? »

Une chaise était près de lui ; il s'y laissa tomber et posa son chapeau sur la table. Jacques vit alors sa tête en pleine lumière. Le crâne était chauve, jaunâtre comme toute la figure, et entouré d'un large cercle de cheveux gris touffus. Ses joues étaient comme tailladées de rides profondes. Jacques lui trouva un air des plus respectables.

« Ton mari lui-même... » reprit-il.

Ida l'interrompit aussitôt, recommença à lui parler vivement dans cette même langue à la fois douce et sauvage, et le dialogue continua entre le père et la fille, comme si Jacques n'eût pas été présent. Il eut donc tout le temps d'observer les attitudes des deux interlocuteurs : le père était suppliant et raisonnable, Ida dure, emportée et résolue. « Son mari! se disait aussi Jacques; elle ne m'avait pas parlé de son mari; pourquoi m'a-t-elle caché qu'elle est mariée? Et pourquoi a-t-elle dit que son père était mort? »

Trouvant sa position absolument fausse, et voulant laisser le père et la fille à leur explication, il se leva de nouveau et profita d'un arrêt qui se fit dans le dialogue des deux interlocuteurs pour dire : « Je ne puis que vous gêner; je vais

Digitized by Google

rentrer chez moi. » Il tendit la main à Ida, qui lui donna la sienne et se décida à le voir partir.

« A demain, dit-elle avec un regard des plus expressifs.

— A demain, » répéta Jacques.

Il s'inclina avec respect devant le visiteur et sortit du salon, non sans un sentiment de satisfaction et pour ainsi dire de délivrance.

Il vagua dans les rues, préoccupé, soucieux, intrigué et en même temps, au fond du cœur, délicieusement troublé par cette soirée romantique. Ida l'aimait et cette pensée accélérait les battements de ses artères; ce n'était pas un vrai bonheur sans arrière-pensée, avec ses châteaux en Espagne pour l'avenir, ses combinaisons ayant pour but de l'éterniser, ses enthousiasmes et ses extases : Jacques ressentait plutôt une sorte de malaise mêlée d'ivresse, une joie orgueilleuse, tempérée par des inquiétudes qui ne se formulaient point. Pendant sa promenade, il se retraça toute la scène qui venait de se passer; il ressentit encore l'impression que lui avait faite l'action d'Ida entourant son cou de deux bras étroitement noués; il entendit de nouveau ces mots murmurés d'une voix si douce : « M'aimez-vous un peu, Jacques? » L'entrée du père, comme un personnage fatal, lui rendit une sorte de sang-froid; et peu à peu il se prit à songer qu'Ida avait inventé sans doute quelque roman, au lieu de lui dire sa vie en toute loyauté, et cette pensée produisit en lui un mécontentement passager, qui l'humilia autant que s'il avait menti lui-même.

Le mauvais temps le força de rentrer. Il était plus de dix heures. Alors seulement Jacques se souvint qu'il n'avait pas été à l'Académie ce soir-là et il secoua la tête en se disant : « Je ne me conduis pas bien... »

Mais ce léger remords n'eut pas le temps d'inquiéter sa conscience.

En entrant, après avoir fermé la porte du magasin, qu'il devait traverser pour monter chez lui, il regarda machinalement l'amas de meubles et d'objets qui l'entouraient. C'était un mélange pittoresque, que la demi obscurité rendait vrai-

Digitized by Google

ment curieux et intéressant. Le réverbère communal était attaché à la muraille de la maison de Mme Laruelle, au dessus de la vitrine du magasin ; et comme il avançait d'un mètre environ par dessus le trottoir, sa lumière pénétrait dans l'intérieur et éclairait le bazar jusque vers son milieu. Les cuivres éclataient sur leurs angles, les porcelaines brillaient en se détachant sur le mat des bois sombres; les figurines fantaisistes se percevaient à peine dans leur entourage d'arabesques, mais peuplaient l'espace d'êtres ayant le caractère des inventions poétiques de tous les temps. Chaque soir, ce tableau arrêtait Jacques et lui donnait des impressions vraiment artistes.

Ce soir-là, il fut tout de suite frappé par une sorte d'anomalie dans le pittoresque, de désordre dans le tohu-bohu des choses; en y regardant de plus près, il s'aperçut que des meubles étaient placés de façon à lui barrer le chemin, que des chaises grimpaient sur les tables, que des fauteuils étaient jetés en travers des passages étroits qui permettaient d'ordinaire de circuler un peu partout. A ses pieds, tout contre la porte, se trouvait rangée une garniture de cheminée, de cinq pièces, en porcelaine de Delft de la plus grande beauté. S'il avait fait un pas de plus, il en mettait une partie en morceaux.

« Qu'est-ce que cela veut dire? » se demanda-t-il à demi-voix.

A cette expression de son étonnement, un faible gémissement répondit, un gémissement lointain et prolongé. Jacques tressaillit et fit un mouvement nerveux en tournant sur lui-même et portant son regard partout. Puis il reprit son immobilité, les yeux largement ouverts et retenant sa respiration pour mieux écouter.

Plus rien! Un silence paisible et en quelque sorte solennel : le tableau redevint simplement pittoresque avec désordre, et fantastique sans sortir de la réalité.

En prenant toutes les précautions possibles pour ne rien casser, en enjambant les objets renversés sur son passage, Jacques s'avança; arrivé vers le milieu du magasin, il s'ar-

Digitized by Google

rêta devant une grande et lourde table sculptée, jetée les pieds en l'air sur le parquet, comme une tortue énorme retournée sur le sol, et que l'impuissance eût rendue immobile. Tandis qu'il se demandait d'où pareil désarroi pouvait venir, le même gémissement se fit entendre encore, mais cette fois tout près de lui, et bien certainement au dessus de sa tête.

Il leva vivement les yeux : à sa droite était un grand bahut en chêne sombre relevé d'incrustations d'ébène. Sur ce bahut était debout Laure Laruelle.

Jacques fut tellement saisi qu'il eut vraiment peur et sentit la chair de poule parcourir sa peau de haut en bas; puis il se mit à trembler, et demeura à considérer cette étrange jeune fille, posée là comme une cariatide abandonnée. Ses bras pendaient le long de son corps ; sa tête, un peu rejetée en arrière, reposait sur la partie haute du bahut; ses yeux étaient fermés ; des secousses nerveuses l'agitaient et de temps en temps sa poitrine se soulevait comme un soufflet qui se gonfle d'air, mais sans bruit. Parfois, sans doute, cette aspiration douloureuse allait jusqu'à la plainte.

« Mademoiselle Laure! dit à demi-voix Jacques effaré, mademoiselle Laure, que faites-vous là? »

Elle tressaillit violemment et un murmure confus s'échappa de ses lèvres. Jacques lui tendait instinctivement les bras, agissant sans réfléchir, comme un homme se jette à l'eau en voyant quelqu'un se noyer.

« Descendez, dit-il encore; montez chez vous, mademoiselle; venez, je vous soutiendrai : n'ayez pas peur. »

Même murmure sans signification, accompagné de secousses nerveuses. Jacques se trouvait dans un embarras insurmontable, et pourtant il ne pouvait laisser là cette pauvre fille; du moins, il croyait de son devoir, par pitié affectueuse, de lui venir en aide.

« Ne m'entendez-vous pas, ne me reconnaissez-vous pas, mademoiselle? Je suis M. Tillière, Jacques Tillière... votre ami, ajouta-t-il dans toute l'effusion de son cœur. Descendez de là, venez... »

Digitized by Google

Elle ouvrit les lèvres et Jacques perçut enfin quelques mots soupirés comme par un instrument dans lequel le vent a soufflé.

« Non... non... je ne... puis. »

Jacques insista.

« Il ne faut pas rester là; vous serez malade. Laissez-vous aller dans mes bras, mademoiselle Laure; venez...

— *Ils ne veulent pas!...* »

Et Jacques put voir qu'elle faisait des efforts, qu'elle luttait : ses sourcils se contractaient et ses doigts se tordaient et se crispaient. « Ils ne veulent pas! » C'était la seconde fois que cet aveu lui échappait. Qui ça, ils? Mais Jacques ne se donna pas la peine de chercher une réponse : la situation l'émouvait trop pour qu'il pût raisonner les choses. Malheureusement, il ne savait que tenter, ni comment agir; et pourtant il ne voulait pas laisser là la pauvre Laure toute seule, livrée à son étrange mal. Il prit le parti d'aller s'asseoir à distance sur un fauteuil et de là d'observer pour pouvoir intervenir à temps. Il n'était pas assis depuis cinq minutes qu'une voix suppliante rompit le silence :

« Laissez-moi seule... Je suis mieux... Je vais... triompher... »

Jacques se leva.

« Vous ne voulez pas de mon aide?...

— Il vaut mieux... Non... Non... Ah!... Non... »

Elle se mit à gémir tout haut, tandis que son corps et ses bras étaient agités par des convulsions. Et tout à coup elle poussa un grand cri, qui donna froid à Jacques jusqu'à la moëlle et fit dresser ses cheveux sur sa tête. La crise sans doute approchait de sa fin; Laure se mit à pleurer doucement, avec de grands spasmes, en se retenant au bahut; Jacques était tout près d'elle et de nouveau lui tendait les bras, sans parler; et il sentait des larmes couler sur ses joues, expansion d'une angoisse qu'il n'essayait même pas d'arrêter.

« Êtes-vous mieux? dit-il enfin.

— Oui... oui... beaucoup... c'est fini. Je n'ai besoin que... de... de pleurer un peu.

Digitized by Google

— Descendez, mademoiselle...

— Oui... »

Ses jambes ployèrent par mouvements brusques, comme si un ressort avait été lâché peu à peu ; bientôt elle se trouva accroupie, et comme Jacques continuait de lui tendre les bras, elle s'y laissa glisser. Il la posa bien doucement par terre, en la soutenant. Elle tremblait fort et pleurait toujours.

« Pourrez-vous monter chez vous, mademoiselle ?

— Non ; il y a un sofa... dans... l'arrière-boutique...

— Vous aurez froid...

— Non, non. »

Ils se dirigèrent vers la pièce du fond. Jacques tenait Laure dans ses bras et lui facilitait la marche autant que possible. Elle se laissait aller contre lui avec une confiance candide, ou plutôt encore dans un affaissement naturel qu'elle n'avait pas l'énergie de surmonter. Le fond du magasin était à demi-éclairé par les reflets qui rayonnaient de l'avant-plan ; mais la petite pièce, qui donnait sur une cour étroite, entourée de hautes murailles, se trouvait dans une obscurité profonde. Laure se dirigea tout droit vers le sofa ; elle allait s'y asseoir, quand Jacques lui demanda :

« N'avez-vous besoin de rien?

— Un verre d'eau...

— Je vais vous le chercher. »

Mais avant de lui donner la liberté de ses mouvements, il se pencha sur elle, baisa ses cheveux et ajouta : « Pauvre enfant !... Si l'amitié pouvait vous guérir !...

— Elle me fera du bien, » répondit-elle d'une voix douce et troublée.

Jacques la serra contre lui, puis la laissa s'asseoir. Alors, de son pas d'homme bien portant, et qui connaissait la maison, il monta chez lui et descendit bientôt avec une carafe d'eau, un verre et une bougie allumée. Laure était étendue sur le sofa ; elle avait les yeux fermés. Elle les rouvrit quand Jacques entra et se leva sur un coude. Jacques lui versa un verre d'eau, elle en but quelques gorgées avec difficulté,

Digitized by Google

puis elle se laissa retomber sur le sofa et referma les yeux en faisant à Jacques le signe de s'éloigner. Il y avait une table au milieu de la pièce, et sur cette table un tapis en laine; Jacques le prit et en couvrit Laure, sans parler. « Merci ! » dit-elle en lui souriant d'un sourire navré.

Il la regarda encore; il ne savait s'arracher de là. Enfin, voyant qu'elle paraissait vraiment mieux, il monta chez lui.

Mais quelle nuit ! Il ne dormait pas encore à trois heures du matin.

ÉMILE LECLERCQ.

(*La fin à la prochaine livraison.*)

Digitized by Google

ESSAIS & NOTICES

DE L'INCINÉRATION DES MORTS.

Depuis que la *Presse,* dans un article du 2 octobre 1856, signé Alex. Bonneau, a remis ce problème à l'ordre du jour, la question a fait de grands progrès. Du premier mot, George Sand lui donna l'appui de son talent. L'illustre écrivain touchait les véritables points :

« C'est une réforme où il y aurait trois choses à détruire, dit le « méthodique Théodore : d'abord, et avant tout, le malheur ou le « crime fréquent des inhumations précipitées; deuxièmement, « le manque de respect aux morts; troisièmement, l'effet désas- « treux, constant et certain, pour la santé publique, de la méthode « actuelle.

« Donc, il y aura à trouver :

« 1° La certitude de la cessation de la vie...

« 2° Le système le plus économique, le plus décent et le plus « religieux pour la conservation des restes humains...

« 3° Le moyen le plus efficace de préserver les vivants de la « contagion de la mort... »

L'auteur citait un fait horrible dans le cimetière Montmartre, repoussait l'embaumement comme nécessitant des opérations profanatrices et arrivant à un résultat répugnant, et recommandait les deux procédés entre lesquels les avis se partagent encore : *l'incinération* ou *la dessication.* Puis, une des interlocutrices du dialogue prêtait aux arguments de la raison l'éloquence du cœur :

« — Vous avez raison ! dit Julie. L'homme doit disparaître, il « ne doit pas pourrir; il ne doit devenir ni une momie ridiculé- « ment parée, objet d'horreur grotesque, ni une couche d'immon- « des champignons, poison répandu dans l'atmosphère. Il doit « devenir cendre. S'il pouvait ne rien devenir du tout et se con- « sumer entièrement, ce serait encore mieux, car le rôle de son « corps est fini au moment où celui de son âme recommence; et,

Digitized by Google

« pour se pénétrer de l'instinct de l'immortalité, ceux qui lui « survivent devraient ne pas même savoir ce que la putréfaction « peut faire de la beauté de cette forme. Il faudrait l'anéantir « comme un vêtement que l'on a vu porter à un ami, et que l'on « brûle, plutôt que de le voir traîner dans la boue. J'adopte donc « l'idée de l'incinération et je la trouve religieuse, morale et civi- « lisatrice. »

Presque au même instant, Herman Richter avait proposé, à Dresde, d'employer à la crémation le gaz et l'air. Mais son idée n'avait eu aucun écho; on l'avait laissée tomber en Allemagne.

C'est en Italie d'abord qu'elle devait être élaborée :

M. Brunetti, professeur d'anatomie et de pathologie à Padoue, plaça énergiquement la question sur le terrain de la science et essaya sur six cadavres humains un système économique, qui d'abord parut insuffisant pour la piété due aux morts.

En 1873, à l'occasion de l'embaumement de Mazzini, le professeur Gorini, de Lodi, annonçait qu'il avait trouvé une substance qui, élevée à une haute température, consume le cadavre en peu d'instants, sans exhaler d'odeur et en ne laissant que des cendres blanches. Il évaluait à 6 francs la dépense. Mais il n'avait pas expérimenté sur un cadavre entier et il n'a pas livré son secret au public.

Depuis ce temps, deux autres professeurs italiens, MM. Polli et Clericetti, ont transporté la question et les expériences en Allemagne (à Mayence); ils préfèrent le gaz d'éclairage.

Enfin, deux procédés semblent devoir balancer l'opinion : celui de M. Brunetti et celui des fours Siemens appliqués à la crémation par le professeur Recclam, de Dresde.

M. Louis Figuier vient d'exposer le système Brunetti en ces termes :

« Voici la description de ces appareils :

« 1° Fournaise (*forno*) en briques (ordinaires ou mieux réfractaires) figurant un parallélogramme, munie, sous ses parois, de dix ouvertures, afin de diminuer ou d'augmenter à volonté la circulation de l'air, et partant l'intensité du feu; à sa partie supérieure est creusée une gouttière en tuile destinée à recevoir :

« 2° Un grand cerceau en fer (*sostegno*) sur lequel viennent s'abattre :

« 3° Des volets cintrés en fonte, formant dôme (*riverberi*), pouvant être ouverts ou fermés au moyen de régulateurs, de manière à répercuter les flammes et à concentrer le calorique;

Digitized by Google

« 4° Une large plaque métallique de peu d'épaisseur (*supporto*) sur laquelle repose le cadavre fixé par de gros fils de fer. Les dimensions sont calculées de manière à ménager la libre circulation de l'air lorsqu'elle est introduite dans la fournaise.

« L'opération comprend trois périodes : l'embrasement du cadavre ; sa combustion spontanée ; l'incinération des parties molles et la calcination des os.

« *Première période.* — Une demi-heure après avoir mis le feu à la pile de bois placée dans la fournaise commence l'inflammation du cadavre. Il se dégage, pendant ce temps, une quantité considérable de gaz, et c'est à ce moment qu'il est indispensable de manœuvrer les volets de fonte (*reverberi*).

« *Deuxième période.* — La combustion spontanée du cadavre qui se produit alors « impressionne toujours l'esprit et vous rend pensif. »

« Si la pile de bois a été convenablement disposée, deux heures suffisent pour obtenir une carbonisation complète.

« *Troisième période.* — Après avoir ouvert les volets, on réunit au moyen d'une palette à crochet, sur la plaque qui sert de support, la masse carbonisée ; puis on abaisse sur elle une nouvelle plaque en fonte (pour concentrer davantage la chaleur) ; finalement on renouvelle le combustible.

« Au moyen de ces appareils (avec une dépense de 70 à 80 kilog. de bois) on obtient en deux heures une crémation complète (incinération des parties molles et calcination parfaite des os).

« Lorsque la fournaise est refroidie, les cendres et les os sont recueillis et déposés dans des urnes funéraires.

« La dernière expérience du professeur Brunetti a été faite sur un homme de cinquante ans, mort à la suite d'une bronchite chronique.

« Le poids du cadavre était de 51 kilog. et son volume représenté par un cube de 35 centimètres d'arête.

« Après l'opération, le poids était réduit à 1 kilog. 770 gr., et l'arête du cube n'était plus que de 17 centimètres. »

L'autre procédé semble trancher le problème définitivement.

Le système *des fours à gaz et à chaleur régénérée* des frères Siemens est connu ; il a obtenu un grand succès à l'Exposition universelle de Paris, en 1867 ; et M. Kraus, professeur de l'université de Louvain, lui a consacré une longue étude officielle, dans les rapports du jury belge sur cette exposition (t. IV, p. 1-142). Il est appliqué à de grandes industries auxquelles il a fait

Digitized by Google

faire des économies considérables, M. Kraus en expose les principales applications : au chauffage de l'acier, à Sireuil, à la fonte du verre, à Saint-Gobain; au four à chauffer le fer, à Sangland en France, et à Munkfors en Suède, aux fours à puddler, à Stiring, et à la fusion de l'acier, aux fours à zinc, etc. On avait représenté, à l'Exposition universelle, plusieurs modèles de fours Siemens, dont le plus intéressant était celui des appareils de Munkfors.

M. Kraus décrit le gazogène, le régénérateur, la cheminée, qui sont les trois appareils qu'on veut adapter à la crémation. Il constate par des chiffres et des exemples le haut degré de chaleur auquel on atteint et la promptitude des résultats : « Un lingot « d'acier dur, pesant 300 kilog., fut introduit dans le four pour « être incorporé dans le bain d'acier; il était presque froid et on « le laissa 15 minutes sur la banquette dans le four avant de le « pousser dans le bain, où il fut complétement dissous en 15 mi- « nutes. Il fut donc chauffé et fondu en une demi-heure. » (P. 121.)

Enfin, le rapporteur pense que dans les divers cas *où le raisonnement indique qu'il peut être appliqué,* ce système exige de bons appareils, dont on soit *maître, et de l'expérience;* « mais celle-ci « acquise, conclut-il... avec une production suffisante et régu- « lière de combustibles gazeux, *on est certain du succès.* »

Le raisonnement a indiqué à M. Recclam que ce système pourrait être appliqué à la crémation, et il se croit certain du succès. Les frères Siemens se sont prêtés à l'expérience, à Dresde et à Londres.

Imaginez une vaste salle funèbre, en dessous de laquelle le fourneau a été construit; au dehors est le gazogène et la cheminée; le convoi entre, comme au cimetière; comme au cimetière, les cérémonies finies, les discours prononcés, on descend le cercueil dans une fosse en briques, le couvercle du fourneau s'ouvre et se referme aussitôt. Le reste est invisible. Alors commence l'opération qui combine la dessication et la crémation, par l'air chaud et par le gaz enflammé. En peu de temps, il ne reste du corps humain qu'un peu de cendres blanches qui sont recueillies et déposées dans une urne.

On a consumé, ainsi en Angleterre, sous les yeux du professeur de chirurgie sir Henri Tompson, un porc du poids de 227 livres, en 55 minutes.

L'usage de brûler les morts s'était perpétué avec le paganisme

Digitized by Google

dans le nord de l'Europe jusqu'au XIII^e^ siècle. Le même esprit qui a détruit les sciences, les lettres et les arts de l'antiquité, au nom d'un spiritualisme mystique, a supprimé ces petits temples du souvenir qui font honte à nos cimetières et qu'on appelait à Rome du nom de colombes : *Columbaria*. La science nous les rendra.

« Demandons, avait dit Georges Sand en 1856, qu'on érige le « *Columbarium* qui mettra nos mères plus près de nous et qu'on « ferme le cimetière qui nous en sépare à jamais. » Georges Kinkel, dans une conférence donnée à Zurich, le 10 mars dernier, a accusé le gouvernement de ne pas remplir ce devoir en imposant la crémation. M. Recclam, en décrivant son procédé, ne demande que la liberté. Que ceux, dit-il, et il a raison, qui aiment les cimetières, continuent à y *reposer* dans les horreurs bien connues ! Mais qu'il soit au moins libre aux autres de reprendre le procédé de la civilisation grecque et latine. Ce que M. Recclam demande à l'Allemagne, est possible en Belgique. C'est l'initiative privée qui aidera à la science et à la civilisation en nous rendant le *Columbarium*.

Il restera cependant un dernier problème à résoudre, car il est toujours utile de prévoir les difficultés : La crémation ne peut être un obstacle aux investigations de la justice. Que de fois n'a-t-on pas dû ouvrir une tombe et faire l'autopsie d'un cadavre, plusieurs jours après l'enterrement, pour y chercher les traces du poison? Si le mort avait été brûlé, le parquet aurait eu une preuve de moins, une preuve exacte, de l'empoisonnement.

Je n'ai vu nulle part traiter cette question qui ne semble avoir été prévue dans la construction d'aucun appareil. Ne pourrait-on pas en arriver à ce que l'opération même de la crémation servît à dénoncer la présence et à fixer la qualité du poison? Cette découverte serait décisive.

Renvoi aux chimistes partisans de ce progrès! CH. POTVIN.

DEUX VOYAGES EN ITALIE [1].

Après tant d'excellents livres publiés dans toutes les langues sur l'Italie, c'est une tentative dangereuse de venir encore raconter au public ses impressions de voyage. Il faut, pour justi-

[1] EMILIO CASTELAR. *L'art, la religion et la nature en Italie*. Paris. Le Chevalier. — LUCIEN DU BOIS. *Lettres sur l'Italie et ses musées*. Bruxelles. A. Campan.

Digitized by Google

fier cette entreprise téméraire, ou pouvoir lui apprendre des faits nouveaux, ou savoir lui raconter d'une façon originale les émotions que l'on a ressenties.

Les œuvres de M. Du Bois et de M. Castelar présentent, sous ce rapport l'antithèse la plus complète. Le Belge est calme, posé, méthodique, banal; il refait le récit que nous rapportent tous les touristes à leur retour; il n'y a rien dans son livre qu'on n'ait lu dans Murray, Baedecker ou Du Pays. Cette façon d'écrire a l'inconvénient de ne satisfaire personne; pour ceux qui cherchent un guide, le livre de M. Du Bois est toujours incomplet, quelquefois inexact; pour ceux qui y cherchent des impressions, il est froid et ennuyeux.

Le livre de l'ex-président de la République espagnole palpite, au contraire, d'une vivante émotion, d'un bout à l'autre; M. Castelar n'a pas eu la prétention de servir de cicerone à ses lecteurs; il décrit peu, mais il donne les vives impressions qu'il a ressenties en face des splendeurs de l'art et des beautés de la nature; elles se reflètent dans son esprit en images colorées qui font penser aux vigoureuses peintures de l'école espagnole; le récit de son arrivée à Venise est un chef-d'œuvre à ce point de vue.

Mais ce qui plaît surtout dans le livre de M. Castelar, c'est qu'à chaque page on retrouve le penseur et le patriote; il ne voyage pas seulement comme M. Du Bois pour se donner une distraction intelligente, se former le goût et se meubler l'esprit de connaissances utiles, mais pour demander à l'histoire de l'Italie ses puissants enseignements, pour rechercher dans la religion, dans l'art, dans la politique la solution des éternels problèmes qui tourmentent l'homme.

M. Castelar est un libre-penseur déiste, M. Du Bois un catholique; il déclare lui-même qu'il « n'est point de ces esprits forts qui voudraient que les miracles fussent faits devant une commission de savants officiellement désignés par l'Institut » ; cependant son bon sens d'homme du Nord se révolte un peu contre les excès de la crédulité méridionale; d'autre part, quelque motifs que le patriote espagnol puisse avoir de haïr le catholicisme, il le traite d'une façon très digne et très élevée, il l'apprécie comme une forme religieuse qui a eu sa raison d'être, il en parle en poète poursuivi d'un besoin d'idéal, en philosophe qui a sondé les lois mystérieuses de l'histoire. On sent que l'homme politique craint pour le parti progressiste espagnol ce qui fait l'abaissement de notre propre parti libéral : l'absence d'une aspiration élevée, d'un

Digitized by Google

but assez grand et assez beau pour susciter l'enthousiasme, dominer les appétits matériels, les intérêts mesquins et faire marcher l'humanité d'un pas déterminé vers des destinées plus hautes.

Nous ne pouvons cependant nous empêcher de trouver que M. Castelar va trop loin quand il attribue au catholicisme le mérite d'avoir provoqué le splendide épanouissement de la Renaissance, quand il nous dit que « catholique était tout ce qu'il y a de vraiment beau et artistique dans le XVI^e^ siècle », alors qu'il nous paraît établi, au contraire, que cette époque a dû sa magnifique floraison à la réaction contre le dogmatisme et le surnaturalisme chrétiens et à son retour au naturalisme et à la liberté philosophique de l'antiquité.

Nous sommes aussi peu d'accord avec M. Du Bois quand il attribue la construction du temple de Pæstum aux Étrusques ; c'est là une affirmation que rien ne justifie, ni les données historiques, ni l'examen des monuments, ni le caractère de leur architecture, qui se rattache intimement à celle des temples bâtis par les colonies purement grecques de la Sicile et de la Grande-Grèce; quand on prétend être exact et bien informé, on doit se garder d'affirmations aussi hasardées. M. Du Bois est du reste modeste, il ne se fait passer ni pour un savant, ni pour un connaisseur; il donne franchement ses appréciations sans se soucier des jugements traditionnels et des enthousiasmes de commande; on doit lui tenir compte de cette sincérité, ainsi que de la façon intelligente dont il occupe ses loisirs; il est si facile de ne point se tromper en ne faisant rien.

CARL BULS.

LA PONDÉRATION DES POUVOIRS EN FRANCE [1].

Si nous relevons cette brochure anonyme parmi les innombrables publications que nous vaut la réorganisation constitutionnelle du peuple français, c'est qu'elle nous a paru marquée au coin de l'originalité et du bon sens. L'auteur, qui fait bon marché des mots pour aller droit au fond des choses, rappelle que la condition essentielle des gouvernements libres réside dans la division et dans la pondération des pouvoirs. Recherchant les causes qui, à quatre reprises, depuis moins d'un siècle, ont fait échouer en

[1] *La pondération des pouvoirs*, 1 vol. in-12. Paris, Michel Lévy, 1874.

Digitized by Google

France l'établissement des institutions parlementaires, il les trouve, en premier lieu, dans l'excès du sentiment égalitaire qui a prématurément livré la souveraineté à des masses encore ignorantes ; en second lieu, dans l'abus des aspirations unitaires qui ont fait disparaître, sous une dangereuse centralisation, toutes les libertés locales capables de faire contrepoids à l'omnipotence des majorités; enfin, dans le caractère national de la nation française, qu'il critique avec une clairvoyance dénuée de chauvinisme. Il est rare et méritoire, pour un Français, de découvrir aussi clairement dans les malheurs actuels de son pays la trace pernicieuse des influences romaines et catholiques, greffées sur la fougue et la versatilité natives de l'élément gaulois.

Cependant, l'auteur ne désespère pas des institutions libres en France, si seulement on parvenait à y rétablir l'équilibre dans les fonctions sociales, à y ramener la vie du centre aux extrémités, à y corriger l'omnipotence brutale du nombre par une organisation savante des intérêts, enfin, à y redresser, par une bonne éducation politique, les principaux défauts du tempérament national. A cet effet, il propose de revenir au programme des Girondins, en reconstituant l'autonomie des anciennes provinces sur des bases analogues à notre propre organisation provinciale, en décentralisant les intérêts locaux et en émancipant les intérêts privés. Frappé de l'énorme influence qu'accorde au pouvoir exécutif la nomination exclusive de tous les fonctionnaires, il voudrait laisser à la magistrature la nomination des magistrats, au corps des officiers la collation des grades, aux communions religieuses le choix de leur clergé; enfin, au corps enseignant la désignation des professeurs, sauf, bien entendu, un droit d'investiture et de récusation toujours réservé à l'État. Enfin, il recommande la limitation du *veto* accordé au pouvoir exécutif, l'intervention de la législature dans la nomination du conseil d'État, la séparation complète de l'Église et de l'État, ainsi qu'une large diffusion de l'enseignement populaire. Mais la partie la plus importante et la plus originale de ce programme, c'est l'organisation d'un sénat basé à la fois sur la représentation des intérêts sociaux et sur la reconstitution des anciennes unités provinciales. Chacune des vingt-cinq provinces enverrait quatre délégués à la seconde Chambre ; le reste des membres serait choisi par certains groupes professionnels « qui sont le produit naturel et nécessaire de l'état social et que les révolutions ne peuvent ni détruire, ni affaiblir ». Tels sont : le clergé des diverses commu-

Digitized by Google

nions, la magistrature, l'armée, les chambres d'agriculture ou comices agricoles, les académies, les universités, le corps enseignant, les beaux-arts, les gens de lettres, les avocats, les médecins, les ingénieurs, les chambres et tribunaux de commerce, les industriels, les banquiers et agents de change, enfin, les « chambres de travail » que l'auteur propose de créer parmi les populations ouvrières, sur le modèle des chambres de commerce.

Cette combinaison n'est pas neuve. L'idée d'une seconde Chambre, basée sur la représentation des intérêts, a déjà été soutenue avec beaucoup de talent, notamment par M. Ed. Laboulaye, dans son *Esquisse d'une constitution républicaine*. Jusqu'ici, toutefois, aucun parti ne s'en est emparé, probablement parce qu'elle ne promet à personne une machine de guerre ni un instrument de domination. Mais nous n'en souhaiterions pas moins qu'elle fasse son chemin en France, parce que seule elle peut y assurer la part de l'intelligence dans le gouvernement du nombre.

Il semble, d'après la plupart des théoriciens constitutionnels, qu'une seconde Chambre est un rouage indispensable pour servir de contrepoids et de régulateur dans le jeu des institutions parlementaires. Mais si elle émane du pouvoir exécutif, elle restera forcément dépourvue, comme les sénats napoléoniens, de toute autorité personnelle; si, au contraire, elle émane du même suffrage que l'autre branche de la législature avec ou sans restrictions d'éligibilité, elle deviendra, comme notre propre sénat, une simple doublure de l'assemblée principale. Une chambre des pairs, fondée sur la naissance, n'est possible que dans les pays d'institutions aristocratiques, comme l'Angleterre. Un sénat basé sur le système fédératif, comme aux États-Unis et dans la Confédération suisse, présuppose déjà l'existence d'une fédération entrée dans les mœurs du pays. Force est donc, dans un pays comme la France, de demander le principe d'une seconde Chambre à cette représentation des intérêts, ou, si l'on veut, des professions, qui est la seule distinction, sinon la seule hiérarchie des sociétés démocratiques.

Nous ne chercherons pas noise à l'auteur de ce programme sur certaines défiances, ni même sur quelques contradictions dont il fait preuve dans son examen du problème électoral. On pourrait peut-être lui reprocher davantage de trop laisser à l'écart certain péril social, qui, pour s'effacer momentanément derrière des com-

Digitized by Google

plications plus actuelles, n'en est pas moins à la veille de dominer en France, comme déjà ailleurs, toutes les autres préoccupations de la politique intérieure. On comprend que nous voulons parler de l'ultramontanisme, et, si l'auteur en doute, nous ne pouvons que le renvoyer au récent ouvrage d'un écrivain non moins dévoué aux principes du libéralisme, à *la liberté religieuse en Europe* de M. de Pressencé. Mais l'objection la plus sérieuse à l'accomplissement des réformes préconisées dans le travail que nous analysons, c'est que les institutions sont une affaire de mœurs et non de théorie. Ainsi que l'auteur le reconnaît lui-même, « si un peuple n'est pas mûr pour la liberté ou s'il ne possède pas les qualités viriles qu'elle exige, on aura beau lui donner toutes les belles et sages lois des nations libres, il les dédaignera faute de les comprendre, il les faussera faute de savoir s'en servir, ou il les rejettera violemment faute d'en vouloir subir les grands et difficiles devoirs ».

Il est vrai que la France semble si lasse de provisoire, si fatiguée de révolutions et de fluctuations, qu'elle pourrait bien, comme à la fin du siècle dernier, s'accrocher à la première constitution fabriquée par quelques théoriciens du pouvoir. Sous la pression de la lutte entre les partis, il s'opère en ce moment chez nos voisins un déplacement d'idées et un enfantement de combinaisons qui attestent un curieux travail dans les esprits Ainsi, il y a peu de jours, ne lisions-nous pas dans une brochure dirigée *contre* le suffrage universel par un écrivain légitimiste, le comte de Blancmesnil, que le seul moyen de « sauver » la société, c'était, non d'imposer au suffrage populaire des restrictions « insuffisantes et dangereuses », mais, au contraire, de l'étendre aux femmes et de le corriger par l'introduction du vote cumulatif destiné à assurer la représentation proportionnelle des minorités — réformes qui jusqu'ici n'avaient guère trouvé leurs défenseurs sous les plis du drapeau blanc !

GOBLET D'ALVIELLA.

UNE NOUVELLE HISTOIRE DE LA CONSTITUTION ANGLAISE [1].

L'auteur de l'*Histoire de la Constitution anglaise,* sur laquelle nous appelons aujourd'hui l'attention des lecteurs de la *Revue,* est connu en Angleterre, en dehors de ses autres travaux, par

[1] *The Constitutional history of England* in its origin and development, by WILLIAM STUBBS M. A. Vol. I. Oxford, Clarendon Press, 1874.

Digitized by Google

le recueil intitulé : *Select charters and documents illustrative of English History* (choix de chartes et de documents pour servir à l'éclaircissement de l'histoire d'Angleterre) qu'il publia il y a quelques années et qui obtint les suffrages des juges les plus compétents.

Aujourd'hui il vient nous présenter les fruits de son érudition ainsi que de ses recherches laborieuses et persévérantes. Le premier volume de l'ouvrage qui vient de paraître s'étend des temps nébuleux où les ancêtres du peuple anglais n'avaient pas encore quitté les forêts de la Germanie, jusqu'à la fin du règne de Jean sans Terre et à la concession de la grande charte à Runnymede; il comprend plus de six cents pages d'une impression assez serrée, où pas une ligne n'est écrite sans que l'auteur n'avance la preuve des faits qu'il veut établir. Lorsque les preuves directes font défaut, il s'efforce d'y suppléer non par des hypothèses échafaudées à la légère, mais par une étude patiente et perspicace des institutions propres aux autres populations de souche germanique, qui se répandirent sur l'Europe occidentale pendant toute cette période.

On comprendra sans peine qu'il nous est impossible d'analyser un ouvrage de cette importance dans une simple notice bibliographique et que nous devons nous contenter d'indiquer en peu de mots le point de vue sous lequel M. Stubbs envisage l'histoire de sa patrie pendant les treize premiers siècles de l'ère chrétienne. Après avoir étudié les lois qui régissaient les Saxons, les Jutes et les Angles avant qu'ils eussent franchi la mer du Nord, M. Stubbs s'attache à faire ressortir que leur établissement dans la Grande-Bretagne ne fut pas le fait d'une simple conquête, mais bien d'une suite d'immigrations armées qui procédèrent par l'extermination des populations celtiques occupant la contrée et par leur refoulement vers les montagnes des Galles et de l'Écosse. Pour lui (et sur ce point il est d'accord avec M. Freeman, l'historien de la *Conquête normande*), il n'y eut aucun mélange appréciable entre les Celtes et les Germains, et la civilisation anglaise est d'origine purement et exclusivement teutonique. Nous ne suivrons pas le savant professeur dans son étude détaillée des institutions qui prévalurent pendant la période anglo-saxonne; il nous suffira de signaler avec lui la naissance de la royauté comme une des conséquences du système de colonisation pratiqué par les immigrants, la puissance civile et politique attachée à la possession du sol, enfin l'influence considérable qu'exerça l'Église anglo-saxonne, qui ne

Digitized by Google

fut jamais imbue des notions impérialistes romaines et qui, la première, fit pénétrer l'idée d'unité parmi cette agglomération de petits États disséminés.

Aussitôt que nous abordons la période normande, nous nous apercevons des progrès qu'a faits la science historique depuis la publication de l'*Histoire de la conquête normande,* de M. Aug. Thierry, ouvrage excellent pour l'époque où il parut, mais dont des travaux postérieurs sont venus diminuer l'autorité.

Sous l'empire d'une idée exclusive, M. Thierry voyait sans cesse, pendant le cours des siècles suivants, le dualisme des deux races se dressant en face l'une de l'autre : d'une part, la royauté et l'aristocratie normandes; de l'autre, la population saxonne des villes et des campagnes, les premières opprimant impitoyablement la seconde. M. Thierry oublie que si une grande partie des combattants de Hastings étaient des aventuriers français alléchés par la soif du butin, la noblesse de Normandie se composait de Scandinaves qui n'étaient romanisés qu'à la surface et qui, établis depuis peu de générations en Gaule, devaient se fondre avec facilité au sein d'un peuple issu de la même souche. Pour en revenir à M. Stubbs, il estime que cette conquête fut, en somme, salutaire au développement moral de la population vaincue : Guillaume fut sans doute un despote égoïste, mais ce despote était sage et résolu et il s'efforça de devenir le souverain national d'un royaume qu'il devait à son épée. Deux de ses successeurs, Henri I^er^ et Henri II, suivirent la même ligne de conduite, en maintenant une forte organisation administrative et en mettant comme lui un frein à l'ambition des grands feudataires, qui voulaient établir à leur profit l'anarchie féodale du continent.

M. Stubbs écrit avec clarté et avec simplicité. Il sera lu avec intérêt, car bien des esprits pensent avec lui que « les racines du « présent sont profondément enfouies dans le passé et que rien « n'est mort pour l'homme qui désire savoir comment le présent « est devenu ce qu'il est ».

E. Castelot.

LITTÉRATURE NATIONALE ET ÉTRANGÈRE.

PERCEVAL LE GALLOIS ou le *Conte du Graal*, roman en prose du XII^e^ siècle, — **PERCEVAL LE GALLOIS**, par Chrestien de Troyes. — **BIBLIOGRAPHIE DE CHRESTIEN DE TROYES,** — 6 vol. édités par Ch. Potvin, pour la *Société des Bibliophiles de Mons.* (Bruxelles, Lacroix et C^e^.)

Cette publication, lors de son apparition en Belgique, a passé, pour ainsi dire, inaperçue. La *Philosophie positive,* revue dirigée

Digitized by Google

par M. Littré, avec une cordialité à laquelle les critiques français, ceux de Paris surtout, ne nous avaient pas habitués, vient, dans une notice signée Léon Paulet, d'appeler enfin l'attention du monde lettré sur ce travail d'exhumation littéraire et historique, dont il fait ressortir l'importance singulière.

Cet article rend pleinement justice à l'éditeur, aux soins qu'il a donnés à ce travail de Bénédictin, entrepris pour la Société des *Bibliophiles de Mons*. Il met en relief, dans une analyse rapide, mais énergique, le contraste des deux *Perceval le Gallois*. Le premier roman en prose du XIIe siècle, conçu et écrit par un moine austère et fanatique séparé du monde qu'il divise en deux catégories : les massacrés et les massacreurs, noie le manque de foi dans des flots de sang. Tel était, en effet, l'idéal de cette théocratie qui avait la prétention de dominer le monde, idéal que saint Dominique formulait ainsi lors du massacre des Albigeois : « Tuez toujours, disait-il aux soldats qui hésitaient à frapper, Dieu saura reconnaître les siens ! »

Perceval, au contraire, dans Chrestien de Troyes : « C'est l'élévation de l'idéal humain... L'héroïsme, la fraternité, le culte de la femme, la chevalerie; voilà ses vertus... Il sait pécher. Il aime, il est aimé, il succombe... il a du cœur et connaît les faiblesses humaines. »

Ce n'est plus le héros de bronze taché de sang, que présente le moine, c'est l'homme. En résumé, le roman, c'est l'idée religieuse fanatique, le poëme l'idée humaine et profane dans les romans de chevalerie. M. Charles Potvin, en réunissant ces deux œuvres si opposées en une même publication, a donné la mesure des tentatives théocratiques et de la réaction qui s'est élevée contre cette terrible orthodoxie; il nous conduit sur la voie de vérité en nous initiant à l'œuvre cruelle et sanglante du fanatisme et en déroulant devant nous les bienfaits de l'idée humaine se développant en pleine liberté. AD. C.

NOUVELLE MÉTHODE DE LANGUE ALLEMANDE MISE EN HARMONIE AVEC LES PROGRÈS DE L'ÉPOQUE, par H. LUHR, professeur de langues modernes à l'École moyenne de l'État, à Spa. — Ouvrage dont l'emploi est autorisé par le gouvernement dans les écoles moyennes de l'État.

M. Lühr a su très habilement introduire dans la grammaire qu'il vient de publier, d'intéressants exercices de traduction, qui ont pour but, non seulement d'habituer l'élève à la version ou au thême, mais encore d'alimenter en même temps les exercices de lecture, d'orthographe, d'analyse, de conversation. Certes, ce système n'est pas nouveau, mais son mérite est tout entier dans l'application qu'on en fait, et M. Lühr nous paraît y avoir fort bien réussi.

Nous avons retrouvé aussi avec plaisir dans cet ouvrage un

Digitized by Google

choix de ces morceaux appropriés à l'intelligence des jeunes élèves et empruntés aux bons livres de lecture dont on se sert en Allemagne pour les classes inférieures et moyennes. Des exercices mnémotechniques, ainsi que la désignation dans les deux langues des termes grammaticaux et des définitions, y constituent encore une heureuse innovation. Enfin, l'ouvrage est simple et complet, sans être long ni difficile à lire, ce qui est un grand mérite pour un livre destiné à l'enseignement officiel. De plus, la *Méthode nouvelle* est suffisamment graduée pour que, avec son aide, on puisse entreprendre l'étude de l'allemand sans le secours d'un maître et pour que les exercices, malgré leur variété, se présentent avec ordre ainsi qu'avec attrait. C'est là un gage certain de succès auprès du professeur et plus encore auprès des élèves.

Entre les méthodes ordinaires et celle à laquelle Jacotot a donné son nom, il y avait une place intermédiaire à occuper ; M. Lühr a su la prendre, et, par une heureuse combinaison des deux procédés, il a, à notre avis, composé un livre excellent, fort opportun dans un moment où le gouvernement songe enfin à s'occuper sérieusement de cette branche trop longtemps négligée des études littéraires. VICTOR D.

LA QUESTION MONÉTAIRE, par M. C. ROSWAY, ingénieur des mines. (Paris, 1874. Dubuisson. Bruxelles, Muquardt.)

Vers la fin de l'année dernière, M. G. Guéroult, de l'*Opinion nationale,* appelait la discussion sur la question de la démonétisation de l'argent en Allemagne, de son affluence et, par suite, de sa dépréciation dans les pays de l'Union monétaire dite *latine*, probablement parce qu'elle ne contient guère des Latins.

M. C. Rosway, ingénieur des mines, a répondu à cet appel dans une brochure où il examine quelques unes des difficultés de la question monétaire.

M. Rosway commence par la note chauvine, toujours bien accueillie en France :

« J'avoue, dit-il, au début de son travail, que les pleurs versés « par messieurs nos ennemis sur nos infortunes m'ont mis sur mes « gardes; évidemment, il doit y avoir là dessous quelque malice, « quelque serpent vert caché sous des feuilles vertes! »

On comprend que, sous l'influence d'un semblable préjugé, l'auteur soit disposé à voir dans la baisse de l'argent une noire machination de l'Allemagne et de ses alliés pour ajouter encore aux malheurs de la France.

M. Rosway, pas plus qu'un grand nombre d'écrivains de toutes les langues et de toutes les parties du monde, ne paraît se rendre compte de la révolution ou, si ce mot effraye, de l'évolution qui se produit actuellement dans l'usage de la monnaie.

Digitized by Google

Il ne faut plus aujourd'hui pour les transactions, bien que les affaires aient décuplé depuis cinquante ans, une quantité aussi grande de monnaie ou de métaux précieux. On n'en a plus guère besoin que pour les petites transactions courantes et pour le solde des échanges avec l'extérieur. En Angleterre, des opérations se chiffrant par milliards, se terminent par de simples écritures, avec quelques billets de banque pour combler les différences.

Il ne faut de grandes quantités de métaux précieux ou de monnaie que dans les caves des banques, en garantie du payement immédiat de leurs billets à vue.

Nul doute même qu'on ne trouve bientôt le moyen de remplacer cette garantie par d'autres. Déjà les *Warrants* servent en partie à des garanties données aux banques.

Qu'y a-t-il d'étonnant, dès lors, à voir l'argent qui, à valeur égale, pèse près de seize fois plus que l'or, abandonné pour celui-ci? Il est naturel que le métal le plus lourd et le plus incommode se déprécie de plus en plus.

Si l'on ajoute à ce fait incontestable celui de la production de plus en plus forte du métal argent, on comprendra, sans avoir recours à aucune subtilité de raisonnement ni à aucune machination internationale, pourquoi les hommes clairvoyants ont jeté le cri d'alarme; c'est afin d'éviter à leurs nations une de ces crises soudaines et terribles, qui, comme l'ouragan, atteignent et désemparent les gens trop confiants dans le calme et le beau ciel.

L'argent ne disparaîtra pas de la circulation, cela ne peut faire de doute pour personne; il continuera à servir aux payements des petites transactions journalières.

Que feraient les encaisseurs de la banque de France, de la banque d'Angleterre et de notre Banque nationale si, aux jours d'échéances, ils ne recevaient que de l'argent?

Ils devraient se faire accompagner de camions.

D'ailleurs, ce seul fait que les deux métaux monétaires n'ont qu'à de très rares et très courts moments la même valeur d'échange suffirait, à notre sens, pour condamner le double étalon, puisqu'il est reconnu, avéré et incontesté que l'on paye toujours, surtout aux faibles et aux pauvres, avec la monnaie qui a le moins de valeur. AD. L. H. D. B.

LE THÉATRE FRANÇAIS SOUS LOUIS XIV, par EUGÈNE DESPOIS. Paris. Hachette et Cie, 1874.

Le théâtre est le plus lucratif de tous les genres et en même temps celui où il est aussi facile d'obtenir des succès passagers en flattant le goût public, que difficile de faire des œuvres durables. On a souvent écrit sur les œuvres du Théâtre français au *grand siècle;* pour la première fois, M. Despois étudie les conditions matérielles et morales du théâtre à cette époque, et il le fait

Digitized by Google

d'après des documents authentiques conservés dans les archives de la *Comédie française*.

Son point de départ est l'arrivée de Molière à Paris (1658), où il va donner son répertoire et jouer les deux premières pièces de Racine. Il ne s'arrête qu'à la mort de Louis XIV, après les persécutions du théâtre et la décadence pire que les persécutions.

Molière resta dix-neuf ans à Paris, obligé de fournir à peu près tout le répertoire de sa troupe; il mourut à la tâche, et le roi réunit les troupes des deux théâtres dont l'un rivalisait avec celui de Molière. Cette troupe unique devient meilleure, mais le répertoire déchoit. Mme de Maintenon règne; on joue la *Fausse prude*, où le public la reconnaît; le théâtre audacieux (les Italiens) est fermé.

Racine est tombé en disgrâce. A l'âge où il pouvait produire de nouveaux chefs-d'œuvre, il lui est ordonné *de tout quitter* pour écrire l'histoire des guerres du roi. *Tout*, c'était son génie qui illustrait la France.

Le grand roi fit d'un grand poète son historiographe.

Corneille, pendant les douze dernières années de sa vie, était resté neuf ans sans pension.

Pension ou recette dramatique, telle était l'alternative unique des écrivains. Les romans rapportaient peu, on devait les rendre interminables pour gagner son pain. Les pièces les plus réussies se vendaient mal : l'éditeur Bibou regretta les 200 pistoles payées pour le *Tartuffe*, et la veuve de Molière ne vendit ses sept pièces posthumes que 1,500 livres. Les représentations rapportaient davantage. Racine reçut pour une seule pièce, *Berenice et Pradon*, pour *Phèdre*, 2,000 livres. La pension annuelle de Corneille, si mal payée, n'allait pas au delà.

M. Despois étudie tour à tour les salles de théâtre, les spectacles et les comédiens, les auteurs et leurs relations avec la société, avec la cour, avec les éditeurs, avec les troupes, l'influence du roi et du public. Et il a l'occasion de relever bien des erreurs : tantôt sur le *Misanthrope* qui, en réalité, ne fut ni un succès, ni une chute; tantôt sur la légende qui fait admettre Molière à la table du *grand roi*.

Ce livre est écrit avec impartialité et sans passion, avec esprit et sans recherche. Un sujet aussi curieux ne demandait pas de grandes théories sur l'art L'auteur reste dans son sujet, mais il n'est jamais froid, car il parle du génie et de l'art, de leurs tribulations, de leurs misères sous le despotisme et la décadence où aboutissent les excès de l'autocratie. Il s'attriste quand tout déchoit et qu'après Corneille, Molière et Racine « les poètes manquent au public et non le public aux poètes ». Mais sa dernière parole est d'un homme de progrès; le despotisme passe et l'art ressuscite. Le théâtre seul alors pouvait nourrir l'écrivain; il commence l'affranchissement des lettres. Mais de 1715 à 1789, il n'y a pas loin; il y a le siècle de Voltaire, de Rousseau, de Beaumarchais et de Montesquieu. La révolution française accomplit l'affranchissement.

CH. P.

Digitized by Google

LES ÉLECTIONS DE JUIN

LES ENSEIGNEMENTS QU'ELLES DONNENT

N'est-il pas un peu tard pour parler de cet acte important de notre vie nationale et politique? N'y a-t-il aucun enseignement à tirer de cette lutte entre les deux opinions qui divisent la partie de la population appelée à exprimer ses vœux, ses désirs et même ses volontés une fois tous les quatre ans?

Il me paraît, je ne sais si je me trompe, que la leçon à tirer de l'élection de juin est des plus importantes et qu'il n'est jamais trop tard pour la faire ressortir, même si les nécessités inexorables d'une publication périodique bien réglée forcent à ajourner les sujets d'actualité.

Je n'entrerai pas dans un long exorde pour justifier les quelques pages qui vont suivre, comptant sur la sagacité du lecteur pour le faire à ma place et mieux que moi. J'aurais bien voulu rechercher les causes générales de l'engourdissement qui a frappé l'idée libérale en Europe, et surtout dans l'Europe occidentale, depuis les événements de l'année 1870. Cela m'eût entraîné au delà des bornes qui me sont assignées.

Je restreindrai donc cette courte étude à la Belgique, et je

Digitized by Google

prendrai pour moyen d'illustration ou d'explication l'élection de juin.

Pourquoi l'idée libérale n'a-t-elle pas triomphé partout, le 9 juin, à Gand aussi bien qu'à Liége, Verviers, Charleroi, Soignies, Ath et Thuin?

Sans doute, on peut expliquer la défaite des libéraux gantois par des causes de détail, et par les infiniment petits, tels que : listes électorales faussées, électeurs détournés de leur devoir d'honnêtes gens par l'intimidation, la pression, la corruption, etc., etc. Mais quand il y a un élan comme en 1847, ou un revirement d'opinion comme en 1857, ces petites causes disparaissent ou sont annulées par le courant impétueux de l'opinion publique.

Elle signifie donc que, si l'idée libérale dort ou se recueille en Europe, elle n'est guère plus éveillée ou moins recueillie en Belgique. A part l'élan personnel ou celui des petits groupes réunis autour des personnes, il n'y a guère eu d'enthousiasme au mois de juin ; je crois que l'on me concédera ce point sans peine. Je vais donc essayer d'élucider les causes de cette apathie qui, je me hâte de le dire, est, à mon avis, plus apparente que réelle, plus temporaire que destinée à se prolonger.

Le libéralisme n'est pas mort. Il se recueille, il cherche la voie qu'il doit suivre, il médite sur l'avenir : voilà la cause réelle de son inaction.

Je le demande à tous nos amis, qu'ils rentrent en eux-mêmes, et qu'ils se demandent pourquoi, au 9 juin dernier, le pays se serait enthousiasmé et aurait donné ses pleins pouvoirs au parti libéral? Croit-on qu'une nation soit, plus que les individus, disposée à donner son blanc-seing aux partis, surtout avec la théorie et la pratique communes de nos jours, des mandats indéfinis, sans limites et sans frein, que nous voyons pratiquer à nos portes et que nous pratiquons parfois chez nous avec la plus parfaite bonne foi apparente? Non. Les nations veulent savoir où on les mène et par où on veut les faire passer.

Le parti libéral a entraîné la nation en 1847, parce qu'il

Digitized by Google

avait un programme défini, parce que la nation savait où on voulait la conduire et parce que, dans le for intérieur de sa conscience, elle avait jugé que ce programme était bon. En 1857, l'élan a été donné, comme il le fut plus tard, en 1864, par les fautes du parti clérical, voulant entraver ce que la conscience publique avait jugé bon et utile.

Le programme de 1846, outre un point de détail, l'abolition des articles de la loi de 1842, qui instituent une religion d'État contrairement aux prescriptions les plus formelles du pacte fondamental, renfermait deux points principaux, facilement compris du peuple et des classes qui sont appelées à exprimer leur opinion dans les élections, savoir : la réduction des charges publiques, y compris celles de la milice, et les mesures à prendre en faveur des classes laborieuses. Les événements de 1848 ont fait donner à un article secondaire du programme de 1846, la réforme électorale par l'adjonction des capacités, une solution beaucoup plus radicale et qu'avaient à peine osé entrevoir les plus audacieux promoteurs du programme. Quant aux deux points principaux, la diminution des charges et l'amélioration de la condition des classes laborieuses, c'est à peine si le parti libéral a osé résister à l'entraînement fatal des idées administratives qui, s'emparant de toutes les branches de l'activité nationale, demandaient chaque année des budgets plus élevés pour étendre de plus en plus leur action. Le socialisme administratif s'est installé au gouvernement. Les budgets, un instant réduits, en 1848, ont donc bientôt repris leur essor et, renversant toute résistance, ils étaient augmentés de plus de cinquante millions par an, dans le cours de vingt années d'administration libérale intercalées de quelques intervalles de gouvernement conservateur.

Aussi, en 1870, le thème de l'opposition a-t-il été facile à trouver. Le programme de Saint-Nicolas, accepté avec faveur et même avec un certain élan craintif, en août 1870, n'est, au fond, pas autre chose que le programme libéral de 1846, un peu précisé pour le faire mieux accepter.

Le parti libéral se présentait donc aux élections de 1870

Digitized by Google

avec son programme de 1846 non réalisé, non seulement dans ses articles transitoires et secondaires, comme la réforme de la loi de 1842, mais même et surtout dans ses dispositions de principe, l'allégement des charges publiques et les mesures à prendre pour l'amélioration de la condition des classes travailleuses.

Les masses électorales, facilement persuadées de ce qu'elles désiraient, par un clergé devenu politique, ont accepté le programme de Saint-Nicolas et ont donné la majorité, une forte majorité, au parti qui le leur présentait.

Même situation en 1872.

En 1874, les libéraux se bornent à reprocher à leurs adversaires, et non sans raison, la non exécution par eux, non seulement de leur programme général de parti politique, mais même du programme d'affaires de Saint-Nicolas.

Bien loin de diminuer les charges publiques, comme vous vous y étiez engagés par l'organe de votre chef le plus autorisé, disait-on avec chiffres irrécusables à l'appui, vous avez augmenté ces charges dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour. Vous avez aggravé la dette publique de trois cents millions, les charges annuelles et ordinaires du trésor de près de quarante millions, et cela en quatre années, avec la perspective peu rassurante de nouvelles et plus graves augmentations. Mais le parti libéral ne disait pas d'une façon claire, précise et concordante ce qu'il s'engageait à faire s'il redevenait majorité et s'il reprenait le pouvoir.

Peut-on franchement croire que, dans ces conditions, le pays se soit enthousiasmé pour l'idée libérale? Sans doute, il était indigné de s'être laissé induire en erreur par de belles promesses, en 1870, et c'est cette indignation qui a amené l'échec du parti gouvernemental dans les provinces foncièrement libérales, comme le Hainaut et Liége; mais elle n'a pas suffi, dans les autres provinces, pour triompher des craintes habilement entretenues par un clergé habitué depuis des siècles à la domination et par les classes riches et propriétaires qui croient mieux assurer la conservation de leur fortune et de leur influence par l'alliance du clergé que

Digitized by Google

par celle des industriels, commerçants et banquiers libéraux.

La cause tangible et visible de l'apathie des électeurs pour les idées représentées par le parti libéral, en 1874, est donc l'absence d'engagements précis de la part de celui-ci sur les questions toujours jeunes, toujours nouvelles, toujours comprises du contribuable, soulevées par le congrès libéral de 1846, mais non réalisées encore, à l'heure qu'il est. Et il en sera de même en 1876, si le parti libéral s'obstine à ne pas dire où il veut conduire le pays.

Je ne saurais, en conscience, donner tort aux électeurs qui hésitent à donner un blanc-seing à un parti, quel qu'il soit. Cela ne se fait nulle part qu'en Espagne, et en France peut-être, pays qu'il faut surtout se garder d'imiter en matière politique. En Amérique, tous les quatre ans, lors de l'élection du président, les partis qui concourent pour conquérir la faveur populaire formulent leur programme et leurs idées.

Les candidats à la présidence acceptent le programme de leur parti et, s'ils sont élus, ils le font passer dans les faits, pendant les quatre ou huit années de leur administration. Le président ou le parti qui voudrait se soustraire au devoir de remplir ses engagements serait perdu sans retour. C'est ce qui fait la force et la consistance des mœurs politiques américaines.

En Angleterre, l'élaboration du programme politique des deux grands partis qui y gouvernent tour à tour se fait par d'autres procédés. Les chefs des partis parlent, ils disent leur opinion, ils prennent des engagements publics, tâchant, par tous les moyens d'information qui sont à leur disposition, de saisir la pensée qui domine les masses et qui forme l'opinion publique. Celle-ci se décide sur les engagements pris par les chefs et qu'elle approuve. Ces engagements sont sacrés, nul n'oserait les oublier ou les renier.

En 1846, nous avons suivi le procédé américain. Aujourd'hui, nous semblons incliner plutôt vers le procédé anglais. Quel est le meilleur? Je ne voudrais pas le décider de ma propre autorité, mais il me semble que l'expérience de 1846

Digitized by Google

n'est pas à dédaigner, et que le parti libéral, consulté, serait du même avis que moi.

Quoi qu'il en soit, il me paraît évident que si le parti libéral veut reprendre l'ascendant dans le pays, et il doit faire ses efforts pour y parvenir, sous peine d'abdiquer, il lui faut dire ce qu'il veut, pourquoi il combat et quel usage il entend faire des pouvoirs qu'il réclame de la nation. Mais, je le lui dis d'avance, son programme doit être sérieux, exécutable, et il doit périr à la tâche plutôt que de reculer devant l'exécution, si la nation lui donne le mandat de le faire prévaloir.

Rien ne démoralise une nation comme l'impuissance des partis d'exécuter leur programme. Quelle confiance peut-elle avoir dans leurs promesses les plus solennelles, s'ils sont arrêtés ou par leurs propres hésitations ou par une force extérieure plus puissante qu'eux-mêmes? Quel que soit l'obstacle, il faut au moins prouver qu'on a voulu le franchir, et ne pas assumer la responsabilité de l'insuccès. Que devient la doctrine du *self government* si les partis sont impuissants à faire prévaloir leur programme, quand ils ont reçu de la nation le mandat constitutionnel de le réaliser?

Pourquoi, d'ailleurs, les partis seraient-ils soustraits à la loi de la responsabilité? Ne sont-ils pas tentés d'exagérer leurs tendances et leurs réclamations, quand ils savent d'avance qu'il faut demander beaucoup pour obtenir peu? Rien en politique ne peut remplacer la vérité, la sincérité et la simplicité des situations. Tous les expédients, tous les artifices finissent toujours par laisser à nu le défaut de l'armure. La vérité seule est inattaquable et invincible, et la vérité comprend nécessairement la droiture, l'honnêteté, l'abnégation personnelle, sans lesquelles il n'y a pas de politique durable, et dont, heureusement, chez nous, les traditions ne sont pas perdues. Chaque parti peut en revendiquer sa part dans l'organisation de notre état social ; mais, il faut bien le dire, depuis quelques années, l'habileté, la manœuvre et l'expédient tendent beaucoup trop à s'y substituer.

Quel doit être le programme du parti libéral?

Digitized by Google

Je n'ai nulle prétention de le tracer, ni de me substituer aux lumières réunies du parti. C'est à elles de décider, après consultation. Mais il me sera permis d'examiner, d'après mon expérience et ma raison, quels sont les éléments qui devraient faire partie de ce programme.

Éliminons les phrases qui se pressent sous ma plume et allons droit aux faits. Quel but se proposent légitimement les partis? Est-ce de diriger les consciences, les âmes, les pensées d'une nation? Non; ce but serait d'ailleurs illégitime. L'homme doit conserver toute sa liberté morale, intellectuelle, scientifique et religieuse, surtout dans l'état de société civilisée. C'est pour se garantir cette liberté précieuse qu'il sacrifie une partie, une bonne partie même, de ses libertés matérielles, qu'il s'astreint à l'impôt, aux charges, et même aux corvées qu'entraîne l'état social.

Le but légitime des partis est donc tout simplement d'arriver à faire prévaloir leurs principes, leurs idées dans l'administration et le gouvernement des affaires du pays. Sous ce rapport, les libéraux possèdent un avantage marqué sur leurs adversaires, les cléricaux, et la vraie séparation qui existe au fond entre eux, c'est que ceux-ci prétendent gouverner, diriger, administrer à la fois les âmes, les consciences et les intérêts temporels des nations.

C'est la prétention de gouverner et de régir ce qui est insaisissable et ingouvernable qui a fait la faiblesse du parti clérical dans tous les pays et dans tous les temps, chez les protestants, les Turcs et les idolâtres, comme chez les catholiques. L'Espagne a succombé sous un essai prolongé, pendant trois siècles, de son plein gré et consentement. L'Autriche, l'Italie ne se relèvent que depuis l'abandon par leurs gouvernements de la prétention de gouverner les consciences; la Belgique elle-même, soumise à ce régime pendant plus de deux siècles, a vu s'évanouir sa prospérité et sa grandeur, tandis que sa sœur, la Hollande, montait au premier rang des nations en suivant la voie contraire.

Les gouvernements n'ont pas mission de gouverner les âmes et les consciences : voilà donc le premier principe qui

Digitized by Google

doit, comme un phare lumineux, guider nos recherches sur leur fonction réelle et vraie. Ils doivent faire plus à mon sens, et leur tâche n'est qu'à demi accomplie, s'ils se bornent à une simple non-intervention dans tous les cas qui peuvent se présenter. Ils doivent protéger efficacement la liberté d'opinion et de conscience de tous les citoyens.

La liberté individuelle de science, et même de conscience, ne serait qu'un vain mot et n'est en réalité qu'un mot vide de sens, là où elle n'est pas efficacement protégée contre la liberté que d'autres peuvent s'arroger de la harceler, de la vilipender, de la contraindre même par paroles ou par actions.

Le citoyen est libre de suivre ou de ne pas suivre les cérémonies, rites et croyances d'un culte, d'en observer ou de ne pas en observer les fêtes et jours de repos; et ce citoyen sera sans protection, sans recours, s'il est poursuivi, tracassé, harcelé, vilipendé par les adhérents ou par les adversaires de ce culte?

Pour que la liberté soit complète, égale et efficace pour tous, il faut que le pouvoir social puisse mettre un frein à ces attaques et les réprimer, si elles se produisent. Heureusement, en Belgique, nos mœurs se sont fortement imprégnées de tolérance au contact des Français, d'une part, et des Hollandais, de l'autre. Sauf dans quelques localités isolées, où des cas d'inquisition morale se produisent encore, il ne reste que peu de chose à faire sous ce rapport; sous aucun prétexte on ne peut laisser introduire des habitudes contraires.

Parmi les besoins moraux d'une nation, on peut ranger, je pense, la part qu'elle prend aux affaires générales qui sont aussi les siennes propres, par les élections. Je ne crois pas utile, dans ce moment, de rouvrir la discussion sur la réforme électorale.

Faut-il élargir ou restreindre le cercle des capacités électorales?

Cette question n'est certainement pas épuisée, mais, comme il n'y a guère plus de deux ans qu'une réforme a été faite

Digitized by Google

pour la province et la commune, je trouverais, évidemment peu d'auditeurs attentifs si je voulais les entretenir encore du sujet de l'extension du suffrage.

Mais ce que je puis dire, et ce qui me semble ressortir à l'évidence des faits, c'est que nos élections tendent visiblement à perdre de leur sincérité et de leur vérité ; que des moyens sont employés, en dehors de ce qui est prévu et permis par la loi, pour fausser le résultat naturel et vrai du système électif, tel que la loi l'a institué. Ici l'on force systématiquement les déclarations d'impôt direct pour fabriquer des électeurs qui ne le sont, dès lors, que par fraude. Dans certains arrondissements, une centaine de ces faux électeurs, introduits subrepticement dans les listes électorales, suffisent pour déplacer la majorité et, par suite, détruire la responsabilité réelle du corps électoral de cet arrondissement; ce serait peu de chose s'il ne s'agissait que d'un district et d'un ou deux représentants; mais si le système s'élargit et s'étend à plusieurs, c'est la majorité délibérante elle-même des corps électifs qui peut être faussée, et, par suite, la direction politique et administrative du pays qui serait remise, pendant un certain temps, à la minorité, contrairement à la nature même des choses. Peut-on rien imaginer de plus propre à démoraliser une nation qu'un résultat semblable? Quoi! elle ne pourrait plus même trouver la responsabilité là où elle avait le droit de la chercher; le gouvernement ne serait que le produit d'une infime minorité d'électeurs fabriqués dans quelques arrondissements du pays! En cas de mauvaise gestion, de désastre, où trouver les vrais coupables?

Ou le système censitaire est bon ou il est mauvais. S'il est bon, il ne peut l'être que s'il est sincère et vrai; s'il est faussé par la fraude, il cesse de l'être. S'il est mauvais, on doit le corriger légalement et en suivant les formes prescrites par la Constitution pour les changements organiques du pays, et non laisser aller les choses au gré des manœuvres secrètes des partis.

Ces deux points acquis, la liberté d'opinion et de conscience mise à l'abri de toute entreprise illégitime et le système

Digitized by Google

électoral à l'abri des moyens de corruption et de fraude, que doit se proposer encore le parti libéral? Tout simplement de faciliter à chacun l'accomplissement de sa mission et de son devoir dans ce monde. Le gouvernement n'est pas et ne peut pas être une Providence chargée de pourvoir aux besoins de tous et aux caprices de quelques uns.

La Providence elle-même dispense les rayons de son soleil et l'ombre de ses nuages à tous sans faveur ni haine; elle laisse à chacun le soin exclusif de les utiliser à son plus grand avantage. La mission du gouvernement n'est donc pas de se substituer de plus en plus aux citoyens dans leurs devoirs individuels, ni de favoriser les uns au détriment des autres, ou simplement d'être partial à un degré quelconque, ni en quoi que ce soit; sa mission est de protéger tout le monde et d'empêcher que personne ne nuise à son voisin par aucune espèce de combinaisons.

Nous avons malheureusement quitté en Belgique cette voie si simple et si naturelle pour entrer dans celle des gouvernements providentiels, dont la fonction est de demander beaucoup à tout le monde pour distribuer parcimonieusement à quelques uns. Les budgets, qui se compliquent au lieu de se simplifier, et qui grossissent chaque année, sans que l'on puisse se rendre compte des nouveaux services reçus, sont la démonstration vivante de ce que j'avance.

Nous n'avons plus un gouvernement vraiment constitutionnel, plus ou moins balancé et équilibré; nous sommes, peu à peu, tombés en plein gouvernement bureaucratique, dont les chambres enregistrent et légalisent, pour payement, les actes et les décisions. On y est arrivé par la division des partis et par leurs compétitions pour le pouvoir. L'administration n'a eu qu'à peser tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Là est le vrai péril que courent nos institutions. La lutte s'ouvrira un jour entre la Chambre des représentants, qui ne voudra plus enregistrer sans voir au fond des choses, et l'administration qui voudra aller de l'avant et continuer ses empiétements sur l'activité privée.

Le parti libéral doit aborder cette question et celles qu'elle

Digitized by Google

soulève par incidence, et inscrire à son programme la solution qui sortira de cette étude.

La question ouvrière, déjà indiquée dans le programme de 1846, et qui s'est singulièrement aggravée et compliquée depuis, appelle, de son côté, toute l'attention du pays et du parti libéral. Depuis trente ans et davantage, cette question fait l'objet des préoccupations constantes des hommes d'État anglais et, maintes fois, elle a été effleurée par les gouvernements français qui, cependant, jusqu'ici, n'ont découvert qu'un remède : une forte armée et beaucoup de gendarmes.

Chez nous, nombre de gens, même sérieux et calmes, n'en voient guère d'autre. C'est l'argument qu'ils opposent volontiers, dans les deux camps, aux adversaires des dépenses militaires. C'est cependant, tout au plus, un expédient qui aggrave le mal loin de le guérir.

Il ne peut être contesté par personne que les lois de milice sont une des causes les plus immédiates du malaise réel, incontestable dont souffrent chez nous les classes laborieuses, car l'impôt du sang est aussi, pour les familles pauvres, l'impôt des privations, de la faim, et finalement de la misère et du paupérisme, dont elles ne peuvent plus se relever.

A cette cause première des maux qui accablent les masses, se joint, par surcroît, l'élévation constante des charges publiques qui les atteignent sous toutes les formes. Ces charges qui s'élevaient, il y a vingt-cinq ans, à 190 millions en tout, c'est à dire pour les communes, les provinces et l'État, soit à environ 200 francs par famille et par an, sont montées aujourd'hui à près de 350 millions ou environ 350 francs par famille.

Il est vrai que, pour pouvoir vivre, les travailleurs ont dû exiger des salaires plus élevés, dont l'industrie et l'agriculture sont dans ce moment chargés; mais il n'y a pas que les charges publiques qui aient augmenté; les choses nécessaires, le logement, l'habillement, la nourriture, tout est plus cher, si bien que les salaires sont à peine en proportion de l'augmentation du coût matériel de la vie.

Digitized by Google

En Angleterre, on a cherché à remédier à la situation par des dégrèvements d'impôts sur les choses consommées par les masses. On a dégrevé tous les articles de leur consommation, sauf le tabac et l'eau-de-vie.

C'est à peine si cela a suffi à contenir les envahissements du paupérisme, qu'une vaste émigration ne peut arrêter. Et cependant, le lourd impôt de la milice n'existe pas en Angleterre.

Faisons des vœux pour que jamais une crise comme celle ds 1845-46 ne nous atteigne plus.

D'autre part, les classes ouvrières, en Angleterre, ont plus de ressort que les nôtres ; elles comptent davantage sur elles-mêmes et font, à l'occasion, entendre leur voix. Les nôtres paraissent résignées et mêmes indifférentes ; c'est plus dangereux.

Chez nous, le parti clérical s'occupe très activement et depuis longtemps des classes laborieuses ; il les enrégimente dans des confréries et dans des sociétés bien pensantes. Il croit faire quelque chose : elles s'apercevront bientôt que cela n'aura remédié à aucun des maux réels dont elles souffrent.

Est-il besoin d'insister sur l'importance de cette question du travail et sur son urgence? Le libéralisme se déclarera-t-il impuissant? Dira-t-il qu'il n'y a rien à faire, sinon à augmenter le personnel et les appointements des petits et des gros fonctionnaires, de leur assurer une belle retraite dans leurs vieux jours et d'augmenter les cadres de la gendarmerie?

Il suffit d'indiquer par ces quelques mots la situation telle qu'elle existe, pour démontrer qu'une solution est nécessaire. Je ne parle pas, je n'indique pas même de loin une solution autoritaire, administrative ou budgétaire ; loin de moi cette pensée ; je ne comprends que les solutions économiques et par la liberté. Ce sont les seules efficaces et durables, parce que ce sont les seules naturelles et vraies.

N'est-ce pas là un des articles principaux du programme de gouvernement que le parti libéral doit proposer au pays? Y a-t-il quelqu'un parmi nous qui croie qu'il suffit de se

Digitized by Google

croiser les bras et d'attendre que ce problème se résolve tout seul en continuant à puiser sans cesse aux sources vives de l'impôt du sang et de l'argent?

J'entends des voix qui s'écrient : Et l'instruction, qu'en faites-vous? Vous abandonnez donc cet article principal, primordial du programme libéral? Pas plus que j'oublie le soleil, quoique je n'en aie pas dit un seul mot. Est-ce que l'instruction, plus que la lumière et le soleil, doit être inscrite dans un programme libéral?

Elle y est naturellement, il est presque honteux qu'on doive encore s'en occuper.

L'instruction n'est pas le but que se proposent les gouvernements et les partis, c'est un des instruments nécessaires pour atteindre le but. Une nation intelligente, instruite, éclairée est plus apte à se tirer d'affaire, dans toutes les circonstances de la vie, qu'un peuple ignorant, grossier et adonné aux pratiques de l'ignorance. Voilà ce que je tiens pour vrai et incontestable. Je croirais faire injure au libéralisme tout entier que d'insister sur ce point.

Je me résume : le pays n'a pas contre le libéralisme les répugnances qu'une notable partie des populations de la France et même de l'Allemagne ont conservées contre les idees libérales et progressives. Elles ont eu, fort heureusement pour elles, tout le temps d'apprendre par expérience que le libéralisme, malgré tout ce qu'on a pu leur dire à cet égard, n'a violenté ni les convictions religieuses ni la conscience de personne, pas plus de celles qui font de la religion leur occupation unique et leur moyen de vivre, que de celles qui croient pouvoir s'en passer. Le libéralisme peut donc compter sur un jugement impartial de la nation, le jour où il lui présentera un programme acceptable. Il y a plus : la nation, par une récente expérience, a perdu une notable partie de la confiance qu'elle avait placée dans le parti conservateur sous le couvert de son titre. Elle a pu se convaincre que les chefs politiques de ce parti ne sont pas toujours maîtres d'exécuter leurs promesses les plus formelles et que la conservation n'est pas le seul but qu'ils se proposent.

Digitized by Google

Ce sera plus tard, ce parti s'en apercevra bientôt, une cause d'affaiblissement notable pour lui. On ne recommence jamais ce jeu chez une nation libre et éclairée.

Le parti libéral doit donc, et c'est là tout ce que j'ai voulu démontrer, dire franchement, ouvertement et honnêtement ce qu'il se propose d'accomplir, s'il veut que la nation lui rende la majorité. De plus, il doit, sous peine de suicide, accomplir son programme, quand il arrivera au pouvoir, et l'accomplir fermement, honnêtement, en dépit de toute résistance de quelque part qu'elle puisse venir.

Ad. Le Hardy de Beaulieu.

Digitized by Google

LA PSYCHOLOGIE COMME SCIENCE NATURELLE

SON PRÉSENT & SON AVENIR

II

MATÉRIALISME, SPIRITUALISME, PSYCHOPHYSIQUE.

Nous croyons avoir posé nettement le problème de la psychologie, et avoir établi, par l'analyse même de ses termes, l'impuissance radicale de toute méthode exclusive, c'est à dire fondée uniquement ou sur l'observation externe ou sur l'observation interne, à en donner une solution satisfaisante.

Cependant, cette impuissance est bien loin d'être reconnue. Au contraire, c'est un préjugé universellement répandu que l'observation seule peut nous faire connaître tous les faits psychologiques. Aussi, du moment où l'homme s'est préoccupé de sa propre nature et du but de son existence, du moment, en un mot, où s'est révélée la nécessité d'une science des rapports de l'âme et du corps, deux systèmes opposés ont été mis en présence; ces systèmes se partagent actuellement encore le champ de la philosophie. Il existe, en effet, d'une part, toute une classe de philosophes qui prétend trouver l'explication de ces rapports dans l'analyse de la nature physique; et, de l'autre, des penseurs qui, se plaçant à un point de vue tout opposé, la cherchent dans l'âme elle-même. Nous avons une psychologie matérialiste et une psychologie spiritualiste.

Digitized by Google

L'existence de ces deux doctrines rivales est un fait considérable qui nous montre l'esprit humain sous l'un de ses aspects les plus intéressants. Comment se fait-il que cette question, si clairement définie pourtant, soit étudiée par des méthodes si opposées et s'accusant mutuellement de ne pas être scientifiques? Pourquoi y a-t-il des matérialistes et des spiritualistes? Pourquoi les uns et les autres se croient-ils seuls dans la bonne voie? Pourquoi croient-ils leurs adversaires dans la mauvaise, et restent-ils obstinément sourds à leur argumentation?

Or, ici nous touchons à l'une des particularités les plus curieuses de la science de l'âme.

En général, les sciences commencent par être entachées d'erreurs considérables que le travail des générations savantes tend à faire disparaître; mais l'erreur, une fois détruite, on n'a plus à s'en occuper. Du moment que Copernic eut établi le vrai système du monde, et que ses propositions eurent été admises, on n'eut plus à parler que pour mémoire des systèmes astronomiques des anciens. Les fausses idées en histoire, en philologie, en géographie, dans les sciences naturelles, une fois redressées, sont définitivement écartées et jugées tout au plus dignes de figurer dans l'histoire des sciences. Il n'en est pas de même en psychologie. La science de l'homme a pour objet aussi bien ses erreurs que ses découvertes, et quel que soit l'avenir réservé à cette science, à quelque degré de perfection qu'elle doive arriver un jour, il faudra toujours réserver une place importante à l'étude des faux systèmes non seulement scientifiques, mais surtout psychologiques. Ils sont, en effet, une manifestation de notre intelligence tout aussi significative que la connaissance de la vérité.

Enfin, lorsqu'on aborde une de ces questions qui se présentent obstinément à l'esprit et dont les solutions semblent peu satisfaisantes, on doit avant tout se rendre compte de l'inefficacité des méthodes suivies antérieurement et éviter d'entrer dans la voie qui en a égaré tant d'autres. Si l'on tente un nouvel essai, c'est pour faire mieux ou tout au moins pour faire autrement.

Digitized by Google

Nous devons donc commencer par exposer l'origine psychologique de ces deux systèmes et en faire la critique.

I. Origine psychologique du matérialisme, du spiritualisme et de l'harmonisme. Le point de départ de ces systèmes implique des conséquences exclusives qui modifient *a priori* profondément l'énoncé et la portée du problème.

Le matérialisme a pour lui l'ancienneté historique : c'est par là que débute toute philosophie. C'est aussi le système qui se présente le premier à notre esprit dès que nous recherchons la cause de ce qui se passe en nous.

Il a été dit que la chose immédiatement connue est le *moi*, ce mot étant pris dans le sens restreint d'âme ou d'esprit, et que les qualités du non-moi sont conclues, en comprenant par non-moi la phénoménalité externe. Mais l'expérience ne tarde pas à nous apprendre que les divers états du moi, ses sensations agréables ou désagréables, son bien-être ou son malaise dépendent surtout du non-moi; et, comme ce qui est en dehors de nous est inconnu et imprévu, nous tendons à le connaître et à le prévoir. C'est ainsi que, peu à peu, notre activité se dirige toute vers l'extérieur, vers le côté objectif des phénomènes sensibles, et en vient à négliger le côté subjectif. Nous arrivons même à sentir en dehors de nous les objets, à les voir en dehors de nous, à les entendre en dehors de nous, c'est à dire, à projeter au dehors toutes nos sensations, et à reléguer dans l'ombre l'être qui les éprouve. Tous nos sens agissent de cette façon, ils sont exercés à connaître le monde extérieur et non les impressions qu'ils reçoivent. L'œil juge que le bleu est différent du rouge, mais il ne s'enquiert pas de savoir en quoi précisément le rouge diffère du bleu, ni à quel signe il les distingue. Il ne sait pas qu'il est insensible en une portion notable de sa surface; il ne sait pas comment il juge du relief, de l'éloignement, de la direction, de la forme. De même, l'oreille ne décompose pas en ses éléments partiels le timbre, ou la tonalité, parce que la connaissance de ces éléments n'a pas pour nous un intérêt pratique immédiat; mais

Digitized by Google

elle distingue les différents tons, les différents timbres, parce que cette distinction lui fait connaître l'objet. Il lui suffit de constater que les sons diffèrent entre eux, mais elle n'a aucun souci d'analyser leur différence, ni de rechercher en quoi elle consiste, car cette recherche ne lui est d'aucune utilité. Nos sens sont tellement accoutumés à reporter à l'extérieur ce qui se passe en eux que fréquemment des phénomènes tout subjectifs sont objectivés, notamment dans certaines maladies. Tels sont les phénomènes des mouches volantes, des couleurs accidentelles, des bourdonnements, les hallucinations de toute espèce.

Nous finissons ainsi par oublier que tout phénomène sensible est le produit de deux facteurs d'égale importance, l'être sentant et l'objet senti; nous accordons une valeur exagérée à ce qui agit sur nous, et nous attribuons, au contraire, un rôle de moins en moins grand à notre activité sensible au point de l'annuler; et, en dernière analyse, nous croyons recevoir de l'extérieur purement et simplement, sans altération aucune, tout ce qui se trouve en nous, comme un bassin reçoit de la source qui l'alimente toute l'eau qu'il contient.

La doctrine psychologique, d'après laquelle tout ce qui est en nous nous vient du dehors et nous est donné par les choses mêmes, se présente dans l'histoire sous le nom d'empirisme et de sensualisme; elle aboutit au matérialisme; on pourrait l'appeler *réalisme*[1].

[1] Il règne, en général, beaucoup d'arbitraire et de confusion dans les dénominations des systèmes, et il serait vraiment désirable que l'on réformât, sous ce rapport, le langage philosophique. Voici un exemple de terminologie qu'on pourrait adopter, sous réserve, naturellement, de désignations plus justes. Les systèmes philosophiques qui conduisent à la négation de l'un des deux principes appartiendraient au *monisme*, les autres au *dualisme* ou à l'*unicisme* (panthéisme sous toutes ses formes). Le monisme se diviserait en deux classes : les systèmes *matérialistes* qui, n'admettant que la matière ou lui attribuant un rôle prépondérant, expliquent tout par elle (en faisant de l'esprit une *tabula rasa*) — et les systèmes *spiritualistes*, qui n'admettent que l'esprit, ou lui donnent une importance considérable (en regardant la matière comme *inerte*). Ceux qui mettent à peu près sur la même ligne l'esprit et le corps pour-

Digitized by Google

Dès lors, le problème des rapports de l'âme et du corps est notablement simplifié, puisque l'âme n'est plus qu'une espèce de reflet de la nature extérieure. L'étude de la nature doit nous fournir tous les éléments dont nous avons besoin pour éclaircir les mystères de notre être. La physique, la chimie, la physiologie nous en donneront la clef. De là à faire de l'âme un produit fortuit de la combinaison de certaines forces matérielles, il n'y a qu'un pas. Le réalisme, comme doctrine psychologique, conduit directement au matérialisme, comme doctrine métaphysique. Le matérialisme assimile l'âme à un produit matériel (matérialisme des anciens) ou à une propriété matérielle (matérialisme des modernes); il n'y a plus en nous de double nature, et le problème est modifié dans son énoncé et sa portée. La psychologie n'est plus qu'un appendice des sciences naturelles; elle cherche à répondre à cette question : Comment les phénomènes psychiques naissent-ils des phénomènes corporels?

Presque en même temps que le réalisme bâtit ses divers systèmes, en étalant un grand luxe d'arguments, une doctrine psychologique opposée, l'idéalisme, se manifeste et se développe. Il ne lui est pas difficile de s'apercevoir que le réalisme, qui croit prendre les choses pour origine de ses idées, part, au contraire, des idées pour remonter aux choses.

raient porter le nom d'*harmonistes*. Au point de vue de l'origine de nos connaissances, ceux qui soutiennent qu'elles nous viennent des choses s'appelleraient *réalistes*, et ceux qui pensent que nous les tirons de nous-mêmes (idées innées) seraient dits *idéalistes;* ceux qui admettent pour nos idées une double origine seraient appelés *synthétistes*. Enfin, au point de vue de la méthode, il y aurait des *empiristes*, se contentant de l'observation, soit externe, soit interne; des *spéculatifs*, s'adressant uniquement à la raison, à l'intuition intellectuelle (Fichte, Schelling, Hegel, etc.); des *dialectistes*, classant les faits fournis par l'observation, remontant à des faits plus généraux, puis aux principes et aux causes (la plupart des psychologistes français du commencement du siècle, ainsi que Socrate, Platon, Aristote lui-même). Actuellement, on appelle *spiritualisme* la doctrine qui admet l'existence de l'esprit. Mais il n'existe pas de nom pour désigner celle qui nie l'existence des corps. Et puis, au fond, qui nie l'existence de l'esprit? Ce n'est ni Aristote, ni Locke, ni Condillac, ni d'Holbach, ni Vogt, ni Büchner. Si donc, on veut des noms génériques, il faut avant tout s'entendre sur leur signification.

Digitized by Google

Comme il arrive dans toute réaction, ce dogme a, de son côté, une tendance à exagérer le rôle de l'âme dans l'acquisition de nos connaissances, et insensiblement, à force de réduire la part de l'extérieur, il ne laisse plus subsister que l'intérieur. Pour cette doctrine, tout ce qui est actuellement dans le moi appartient constitutivement au moi, toutes ses déterminations lui sont données avec l'existence, et le rôle de l'extérieur se borne tout au plus à lui donner les occasions de les découvrir successivement. Le réalisme aboutit à faire de l'esprit un produit du non-moi, c'est à dire des forces extérieures; l'idéalisme, à son tour, va jusqu'à faire du non-moi un produit de l'esprit et de sa libre activité. D'un côté, l'esprit est comme un miroir ou l'écran de la chambre noire qui se borne à refléter le monde extérieur; de l'autre, c'est une puissance créatrice qui s'agite au milieu d'un monde enfanté par elle; dans le drame de son existence, l'esprit est à la fois poète et acteur.

Le réalisme simplifie et transforme le problème en supprimant l'âme; l'idéalisme aboutit au même résultat et supprime la nature. Tandis que l'un finit par affirmer que tout est matière, selon l'autre, tout est esprit.

Le monisme, c'est à dire l'affirmation de l'existence d'un principe unique, est au bout de ces deux systèmes.

Ils ont encore un autre point de contact. Ils partent tous deux de l'hypothèse que les idées préexistent à la connaissance. Pour le réaliste, elles sont dans les choses extérieures qui nous les envoient. C'est ainsi que l'air tient suspendus les germes de moisissures et d'animaux microscopiques qu'il répand partout où il pénètre et qui se développent là où ils rencontrent des circonstances favorables. L'idéaliste admet qu'elles sont en nous; seulement, elles y sont plus ou moins cachées, et il s'agit de les mettre au jour. C'est le papillon renfermé dans sa chrysalide qui attend l'occasion propice de la fendre et d'étendre ses ailes à la lumière; c'est le tableau que le temps a couvert d'une couche énorme de poussière et qu'un artiste habile viendra débarrasser de son voile. Le gland, planté dans un terrain propice, devient le chêne

Digitized by Google

puissant au feuillage touffu. D'où lui viennent ses feuilles? La terre, dit le matérialiste, les contenait et les a transmises au gland, qui en a fait sa parure. Analysez la terre, l'air et l'eau; dégagez leurs éléments, combinez-les d'une autre façon, prenez des creusets et des cornues, vous y trouverez les feuilles du chêne. Le gland les renfermait en lui-même, répond le spiritualiste; donnez-moi un microscope, je vous les y ferai voir. La terre a seulement fourni au gland l'occasion de les développer et de les épanouir.

Enfin, ces deux systèmes ont ceci de particulier, c'est qu'ils s'amènent réciproquement et qu'ils rentrent l'un dans l'autre. Le réalisme conduit à l'idéalisme, parce que l'impression faite sur nos organes varie suivant leur nature et leur disposition, de sorte que le monde qui nous apparaît est bien le monde pour nous, mais non le monde réel. Berkeley, le disciple direct de Locke, du plus puissant des défenseurs modernes du sensualisme, définit la nature *la succession de nos idées,* et à la phrase : *Le soleil m'échauffe,* substitue celle-ci : *Par la sensation de lumière que j'éprouve, je suis averti que j'éprouverai bientôt une sensation de chaleur.* Condillac dit que l'homme ne peut sortir de lui-même; et les matérialistes du XVIII^e^ siècle affirment que chacun de nous parle une langue propre et incommunicable. De son côté, l'idéalisme conduit à un résultat opposé. La nature n'étant que l'esprit objectivé, autant vaut, pour étudier l'esprit, de scruter la nature qui en est la manifestation la plus complète, puis le corps humain qui est l'œuvre la plus parfaite de la nature, et dont la connaissance donne la clef de toutes les connaissances[1].

[1] Cette conséquence est rigoureuse, et l'idéalisme de Hegel l'a amenée autant comme contenue dans le système que comme effet de réaction. Il y a des savants, parmi les plus illustres, qui soutiennent que le corps de l'homme et celui des animaux sont des appareils de physique et de chimie, mais que notre âme libre habite dans notre corps, sans être soumise aux lois qui le régissent. Ils croient par cette hypothèse sauvegarder le principe spiritualiste. Erreur! Les malades dans le délire, les insensés, les idiots ont-ils cette âme libre? Oui, disent-ils, mais elle ne peut se manifester, parce que les organes sont dans un état morbide ou impar-

Digitized by Google

Le parallélisme entre les deux systèmes serait complet si l'énoncé du problème subissait une transformation analogue. Pour le réalisme, les phénomènes psychiques sont des effets des phénomènes physiques, et l'œuvre du psychologiste consiste à mettre en évidence cette relation de cause à effet. Par contre, l'idéalisme, poussé à ses dernières conséquences, conduit à regarder le phénomène corporel comme un effet du phénomène spirituel. Mais, en général, il n'en est cependant pas ainsi. Le philosophe idéaliste reconnaît dans l'ordre physique des caractères et des causes propres, et il n'a pas une idée bien nette des relations de l'ordre physique avec l'ordre psychique. Aussi, pour lui, le problème se pose-t-il dans ces termes vagues : Quelle est la nature de la correspondance entre les phénomènes du corps et ceux de l'âme?

De là un troisième système qui prétend concilier l'antithèse du réalisme et de l'idéalisme absolus, maintenir en face l'un de l'autre et indépendamment l'un de l'autre l'esprit et la nature. Ce système est dualiste. Comment raisonnent les deux écoles précédentes pour expliquer la présence en nous d'une idée quelconque, celle d'*étendue*, par exemple? L'esprit est une chose inétendue, dit le réalisme, il ne peut donc trouver en lui la notion d'étendue; il doit la tirer du dehors; c'est par son commerce avec les choses étendues que vient en lui une idée que sans cela il n'aurait jamais eue. Au contraire, répond l'idéalisme, l'esprit possède en lui-même l'idée de l'étendue; c'est une forme à lui, qui lui est constitutive, et il l'applique aux choses du dehors qui en soi sont inétendues; si donc celles-ci nous apparaissent avec cette qualité, ce n'est pas qu'elles la possèdent, c'est nous qui la leur donnons en la tirant de notre propre fond. Nous avons en nous l'idée de couleur : c'est que nous voyons des objets colorés, disent les uns; c'est que nous avons des yeux coloristes, disent les autres.

fait. Soit; mais alors, qui me répond que les animaux n'ont pas, eux aussi, une âme raisonnable, et que, s'ils ne font pas acte de raison, c'est parce que leurs organes imparfaits s'y opposent? Et de là, à faire de l'âme un produit de l'organisme, il n'y a qu'un pas, si même il est besoin d'un pas : question de mots.

Digitized by Google

L'harmonisme qui, dans l'histoire de la philosophie, correspond au cartésianisme et compte parmi ses plus brillants apologistes des philosophes comme Descartes, Malebranche, Leibnitz, réunit ces deux affirmations opposées. Pour lui, l'esprit et les choses extérieures sont formés sur un même type, il y a entre elles et lui harmonie complète. A la qualité extérieure dite sensible, correspond l'idée intérieure ou la qualité intelligible. Les objets extérieurs sont étendus, et notre esprit trouve en lui l'idée d'étendue qui leur correspond. Comment pourrions-nous, en effet, selon lui, reconnaître que les objets sont étendus, si nous n'avions en nous l'idée d'étendue? Et comment cette idée s'appliquerait-elle aux objets, si ceux-ci n'étaient pas étendus?

Cette hypothèse, en apparence conciliante, ne fait, en réalité, que donner prise aux objections auxquelles sont exposées séparément les hypothèses extrêmes. L'idéalisme est embarrassé pour expliquer notre ignorance temporaire à l'égard de certaines notions que nous sommes censés posséder en nous. Le dualisme est dans le même embarras. Le réalisme ne sait nous faire comprendre le passage de la qualité réelle à la qualité conçue. L'harmonisme ne saurait davantage nous montrer comment l'esprit peut reconnaître en dehors de lui le type qui est en lui, comment il peut appliquer la qualité intelligible à la qualité sensible, qu'il ne connaît pas. Cette doctrine, enfin, présente des difficultés qui lui sont propres. L'accord entre l'esprit et la nature s'explique très bien dans les deux hypothèses précédentes, puisque c'est ou l'esprit qui se modèle sur la nature, ou la nature sur l'esprit. Mais ici l'esprit et la nature ne se fournissent plus rien l'un à l'autre. Si, à la vue d'un carré, j'ai l'idée du carré, il y a entre la chose et l'idée un abîme qui ne peut s'être comblé naturellement. L'accord est un fait dont l'explication manque absolument. Force est bien de l'attribuer à un être qui n'est ni l'esprit ni la nature, à Dieu. Le monde corporel et le monde spirituel sont comme deux horloges qui marchent toujours d'accord sans agir l'une sur l'autre, parce que Dieu veille à ce que la correspondance subsiste, ou parce qu'il les

Digitized by Google

a construites parfaites. L'esprit est une de ces horloges, le monde corporel est l'autre. La première sonne l'heure quand la seconde l'annonce, sans qu'il y ait entre elles le moindre rouage de commun. Tel est le système de l'*harmonisme*.

Inutile d'insister sur ce que cette hypothèse présente d'artificiel. Cela devient évident quand on circonscrit le problème pour en faire, non celui des rapports de l'esprit et de la nature, mais celui des rapports de l'âme et du corps. Cette hypothèse est sans doute difficile à réfuter sur le terrain de la spéculation pure. Mais le simple fait que mon bras se meut quand je le veux en dit plus que des volumes d'arguments. Ce n'est pas tout. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, l'harmonie dont on parle n'est pas l'harmonie elle-même, mais la conception de l'harmonie. Par le mot nature l'esprit n'entend et ne peut entendre que la nature intelligible. Il a beau parler de réalité, de non-moi, d'étendue sensible, c'est toujours la réalité intelligible, le non-moi intelligible, l'étendue intelligible. La nature sensible, la nature extérieure existe-t-elle? Il n'en sait rien, et n'en peut rien savoir. En somme, pour lui, tout reste dans le même état, soit qu'on la supprime, soit qu'on la laisse subsister; son monde intelligible lui suffit; il n'est pas nécessaire qu'il en suppose un autre. Ce système, par conséquent, se ramène et a d'ailleurs abouti historiquement à l'idéalisme. Sa méthode est aussi toute spéculative. C'est, du reste, un résultat à prévoir. Au fur et à mesure que l'homme réfléchit sur lui-même, il se voit forcé de plus en plus de reconnaître que la seule chose qui lui est immédiatement connue est son *propre esprit*.

II. Point de départ de la psychophysique; elle se classe parmi les sciences naturelles. Elle tâche de remonter aux faits primitifs et de pénétrer jusque dans le domaine de l'inconscience. Critique des systèmes réalistes et idéalistes.

Qu'ils l'avouent ou qu'ils le nient, les systèmes que nous venons d'exposer sont le produit de la spéculation pure; car ceux mêmes qui ont l'air de s'appuyer sur des faits matériels partent d'une idée toute spéculative, à savoir de la possibilité

Digitized by Google

de connaître l'essence de la pensée en étudiant la nature. Aussi l'histoire de la philosophie met à nu l'impuissance radicale de toutes ces écoles. Dit-on aujourd'hui quelque chose de plus que Socrate, Platon, Aristote? De quelle utilité positive ont été à la psychologie les réformes de Bacon, de Descartes, de Kant? Nous sommes peut-être plus clairs, plus méthodiques que les anciens, mais où sont les vérités découvertes? Les mêmes systèmes renaissent de leurs cendres tout aussi faux, tout aussi vrais, c'est à dire tout aussi peu satisfaisants pour les gens qui ne se paient pas de mots. Quelle différence sous ce rapport entre la philosophie et les sciences naturelles! Ici, il n'est pas une erreur qui, une fois mise en évidence, ne soit éliminée sans retour; pas une proposition qui, une fois démontrée vraie, ne soit définitivement acquise à la science. La méthode est si sûre que la somme du savoir ne peut que s'accroître. Au livre de son avoir intellectuel, l'homme n'inscrit que des bénéfices, jamais de pertes.

Il faut donc prendre une position d'attente, reconnaître la difficulté du problème, et en aborder lentement et courageusement l'étude, sans se flatter orgueilleusement de dénouer dès aujourd'hui le nœud de la question. Seulement, comme il est utile d'avoir une idée préconçue, vraie ou fausse, mais admise provisoirement comme probable, on peut partir de la supposition que l'esprit humain forme ses idées en élaborant la matière sensible, de même que le corps crée et répare ses organes en élaborant la matière corporelle. En dehors de ces deux hypothèses, dont l'une soutient que le chêne futur est dans le gland, et dont l'autre prétend qu'il est dans la terre où germe la semence, il y a place pour une troisième conjecture, plus modeste parce qu'elle est moins affirmative, plus scientifique parce qu'elle ne donne pas de prime abord une solution, mais tend à la préparer : c'est celle qui admet que le gland travaille en vertu de sa force propre la nourriture qui lui est fournie par la terre, et la convertit en organes, en feuilles, en fleurs, en fruits de chêne. Changez ses conditions de développement, et vous aurez d'autres feuilles, d'autres fleurs et d'autres fruits, quoique formés sur le

Digitized by Google

même type. La terre fournit la matière, le gland fournit la forme. L'une est la force générale, l'autre, la force individualisante : un autre gland eût produit un autre chêne. Mais, cette hypothèse admise, le problème est loin d'être résolu. Il s'agit maintenant de savoir comment le gland transforme en feuilles, en fleurs et en fruits les éléments terrestres. Nous n'avons plus ici des feuilles toutes formées, mais des feuilles à former. Au lieu de répondre à la question *unde?* nous sommes mis en demeure de répondre à la question *quomodo?* et ici commencent les difficultés sérieuses.

Voilà la position caractéristique, en dehors du réalisme et de l'idéalisme, que prend la psychologie naturelle, ou, comme nous l'appellerons désormais pour éviter toute équivoque, la psychophysique. Elle regarde les idées comme le produit de deux facteurs, le *moi* et le *non-moi*. Pour elle le non-moi est la matière générale, le moi la force individualisante, la force qui s'assimile cette matière et se la rend propre, en vertu de lois propres. A première vue, on s'explique par là cette infinité d'organisations individuelles, ces façons indéfiniment variées de saisir le même objet.

Pour marcher vers ce but, elle s'attache surtout à saisir la première manifestation de l'idée pour la poursuivre jusqu'à son complet développement. Elle la suit, dès l'instant où on peut l'observer, note avec tout le soin possible les divers éléments qui viennent la composer et la nourrir ; alors seulement, si elle est contente de son travail, elle peut se hasarder à énoncer une opinion sur l'origine possible de l'idée, sur l'état élémentaire des deux facteurs au moment de sa naissance. C'est ainsi qu'en paléontologie on vise surtout à saisir la première apparition de la vie sur ce globe et à reconstruire la série des êtres dans l'ordre où ils ont apparu, et dans le milieu qui les a vus naître. C'est ainsi encore que les études biologiques, que la zoologie ne font plus un pas sans le secours de l'embryogénie, et que le naturaliste, armé de son microscope, prend l'être vivant au moment où l'on n'observe encore en lui aucune différence, et le suit dans tout le cours de son développement embryonnaire, persuadé que

Digitized by Google

l'étude d'un seul de ces phénomènes en apprend plus que la dissection de milliers d'êtres adultes.

Tout phénomène, pour être complétement élucidé, doit être pris au moment où il apparaît. C'est alors qu'il porte l'empreinte la plus reconnaissable de la cause qui le produit. Or, nous n'avons pas toujours eu nos idées, nos sentiments actuels. Remontons donc vers notre passé, et essayons de saisir en l'homme la première lueur de la pensée et du sentiment. Si je constate présentement en moi les idées de Dieu, du juste, du beau, du bien, comme je sais que ces idées n'ont pas toujours été en moi sous leur forme actuelle, je puis hardiment assurer qu'elles ont leur origine dans un état intellectuel antérieur, et momentanément les oublier pour y revenir plus tard. « Les pages les plus anciennes et les plus altérées de la tradition, dit Max Müller, nous sont quelquefois plus chères que les documents les plus explicites de l'histoire moderne. »

Ici on saisit sur le vif la différence du point de départ entre le réalisme empiriste d'un côté et l'idéalisme spéculatif et dialectique de l'autre.

Les réalistes, qu'ils s'appellent physiologistes ou matérialistes, partent d'une idée préconçue et non démontrée, et anticipant la solution, abandonnent le phénomène en question de la pensée, et vont l'étudier, ou plutôt prétendent l'étudier dans des phénomènes connexes. La physique, la chimie, la physiologie doivent, selon eux, nous donner la clef de la psychologie. Or, combien est anti-scientifique ce procédé qui consiste à étudier la pensée, par exemple, dans le cerveau, c'est à dire dans un organe qui peut avoir chez les animaux vertébrés, et notamment chez l'homme, une certaine relation avec la pensée, mais qui n'a certainement avec elle qu'un rapport vague et éloigné! Ainsi ne voyons-nous pas un grand nombre d'êtres privés de cerveau proprement dit, et qui nous étonnent pourtant par leur sagacité? Dois-je citer les abeilles et les fourmis? Ajoutons que la physiologie du cerveau est la plus obscure de toutes les parties de cette science. Disons le mot, on ne connaît pour ainsi dire rien de

Digitized by Google

cet organe. Admettons cependant que l'anatomie du cerveau n'ait plus de progrès à faire, admettons que le physiologiste, la loupe et le scalpel à la main, puisse suivre pas à pas la marche du sang dans les vaisseaux qui le sillonnent, la décomposition de la substance nerveuse des moindres fibres qui le composent; admettons enfin qu'aucun des changements qui se passent en lui ne reste inaperçu, y constateront-ils la présence de la pensée? y verront-ils les folies d'un insensé, les rêveries d'un Swedenborg, les découvertes sublimes d'un Newton, les combinaisons stratégiques d'un Napoléon, les extases sublimes d'un Lamartine? Quel abîme entre une volonté, par exemple, et la production d'un courant nerveux? S'il était avéré que chaque fois la volonté est accompagnée d'un courant nerveux (notons que l'expérience ne peut aujourd'hui tenter une vérification même approximative d'une pareille coïncidence), de quel droit pourrait-on affirmer qu'il y a entre la volonté et le courant une relation directe de cause à effet? Et, en supposant même qu'on pût le soutenir, où serait le cause, où serait l'effet? Et si la cause est la volonté — ce qui est au moins aussi probable — quelle est, en dernière analyse, la valeur du résultat obtenu par rapport à l'origine de la volonté? Rien ou bien peu de chose.

L'idéalisme procède au rebours. Sa méthode est tout intuitive. Pour connaître l'essence de la pensée, rien ne lui paraît plus naturel que de s'adresser à la pensée elle-même. Tandis que le réaliste tient les yeux ouverts et regarde tout autour de lui, l'idéaliste ferme tous ses sens à la fois et en appelle à la seule puissance de la réflexion. L'un cherche dans le dehors, qu'il soumet à des investigations minutieuses, la source de ce qui est en lui; l'autre la cherche en lui-même et jusqu'au plus profond de son âme. Le premier interroge le monde tout entier, le présent et le passé, le sauvage et l'homme civilisé, les fous et les sages; le second n'a de confiance qu'en lui-même, et, faisant le silence autour de lui, il adresse du fond de son cœur des invocations intimes à la vérité.

Il commence par dresser le catalogue de nos idées et par

Digitized by Google

les classer. Quelques unes d'entre elles ne viennent pas de l'expérience, parce qu'elles sont générales; elles existaient donc, conclut-il, avant l'expérience, elles forment le fond de notre être intellectuel, elles sont innées et renferment en elles tout le monde intelligible. En réalité, nous n'apprenons rien, nous ne faisons que développer ce que nous avons en nous. Il ne s'agit plus que de penser, de penser encore, de penser toujours, et notre pensée, en combinant entre elles les notions innées et en passant du général au particulier, tirera d'elle-même tout ce qui existe, y compris la pensée. Le philosophe accouche alors d'un système. Le plus beau des systèmes est celui qui repose sur le moindre nombre d'idées générales, et qui reconstruit le plus d'idées particulières. La palme sous ce rapport appartient sans contredit à Hegel, qui a tiré de l'idée d'*être* tout l'univers. Et, en effet, l'idée d'*être* renferme les idées de tous les êtres. On la combine avec celle de néant, et l'on a deux nouvelles idées, celles du *devenir* et du *périr;* puis de ces quatre idées, on en déduit de nouvelles, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on forme celles des plantes et des animaux, celles des maladies et des religions.

Voilà la base de la spéculation. L'édifice qu'elle construit est splendide; seulement, comme dit quelque part Wundt, on a pris pour bâtir les fondements les tuiles qui devaient être employées à en recouvrir le toit.

Il ne faut pas confondre les notions primitives avec les notions générales. Les notions générales appartiennent aux derniers produits et aux produits les plus compliqués de notre puissance intellectuelle. Nous avons les notions de chien, d'oiseau, de poisson, avant d'avoir celle d'animal, et nous avons celle-ci et celle de plante avant d'avoir celles d'être vivant et de corps inerte. L'élaboration des idées générales est ce qu'il y a pour nous de plus ardu, et les progrès de la science ont le plus souvent pour effet d'en modifier le contenu. Je n'en veux pour preuve que les profonds changements que depuis quelque temps les notions de matière et de force ont eu à subir.

De même qu'au point de vue physique nous avons com-

Digitized by Google

mencé par être renfermés dans un œuf fécondé, que cet œuf est identique en apparence pour tous les êtres sensibles, que peu à peu les différences se sont manifestées, et que, dans les derniers temps de notre vie embryonnaire seulement, le caractère humain s'est dessiné dans nos membres et sur notre visage, de même au point de vue intellectuel, nous avons commencé par avoir les idées communes à tous les êtres sensibles, puis nous nous sommes élevés à des idées plus compliquées, qui sont pourtant encore le partage d'autres espèces animales de moins en moins nombreuses, jusqu'à ce que nous ayons créé les idées qui nous sont propres ainsi qu'à tous les hommes, et qui nous caractérisent comme tels. Enfin, chacun de nous a ses idées particulières qui lui impriment son caractère individuel. Ceux qui vont le plus loin à cet égard, et qui instruisent leurs semblables, relèvent le niveau de la race entière. Nous devons notre supériorité sur les sauvages, les Grecs, les Romains, le moyen âge, aux Thalès, aux Aristote, aux Galilée, aux Newton.

Or, nous ne pouvons savoir comment l'on est homme et l'on pense en homme, si, préalablement, nous ne recherchons comment l'on est en tant qu'animal, et comment l'on pense en tant qu'animal. Nous aboutirions, pour ainsi dire, à coup sûr, si nous pouvions saisir le premier symptôme de pensée ou de sensibilité dans l'embryon. On voit donc que la psychophysique ne s'arrête pas au contenu de la conscience, elle étend notablement le champ de l'investigation. De même que l'histoire écrite de l'homme a ses racines dans son passé préhistorique, et que nous devons avant tout reconstituer ce passé si nous voulons savoir ce qu'est l'homme, de même la psychophysique remonte au delà de toute pensée consciente et pénètre dans le monde de l'inconscience. Sous ce rapport, elle sort du domaine commun de l'idéalisme et du réalisme. Elle ne fait donc pas comme les sciences dites descriptives, aujourd'hui détrônées à peu près partout, qui s'intitulaient botanique ou zoologie, etc., et qui donnaient la nomenclature plus ou moins exacte de toutes les fleurs, de tous les animaux ou autres êtres de la création, objets qu'elles classaient ensuite

Digitized by Google

en genres et en familles. Les idées qui se révèlent actuellement à l'œil de la conscience sont les fleurs épanouies de la pensée, et il ne faut pas croire qu'on pourra saisir le secret de leur naissance en s'installant au milieu du jardin de l'âme et en dressant l'inventaire plus ou moins systématique de ses productions. C'est là un travail à peu près stérile; et, si l'on est dans l'intention de remonter à l'origine des idées, c'est prendre le point de départ le plus éloigné et choisir la route la plus pénible et la plus incertaine. Le savant doit étudier dans sa nature intime le germe même qui échappe à ses regards, s'il veut arriver avec quelque probabilité à un résultat significatif. Or, la psychologie, à peu d'exceptions près, a-t-elle été jusqu'à présent autre chose qu'une science purement descriptive?

L'empirisme et l'idéalisme ne peuvent donc aboutir, parce qu'ils méconnaissent volontairement tout un côté des phénomènes intellectuels dont ils ont la prétention de rechercher les lois et les causes. Mais ici se montre une différence saisissante entre l'idéalisme et le réalisme. L'idéalisme au moins s'affirme comme étant le produit de la pensée, et, vrai ou faux, il manifeste à sa façon l'existence de cette force mystérieuse à qui il reconnaît la faculté de se tromper. Le réalisme, au contraire, ne peut être vrai; car, s'il était vrai, il établirait au même titre l'exactitude des systèmes qui le nient, puisque, eux aussi, dans cette hypothèse, seraient le produit du jeu régulier des forces organiques de notre cerveau. Pour lui, il n'y a pas d'erreur possible, et partant il se détruit lui-même dans son principe[1].

[1] On peut rapprocher ce raisonnement de ce que nous disons à propos du principe de contradiction, p. 185 et suiv. de notre *Essai de logique scientifique*. Nous y établissons que *tout jugement qui se nie lui-même est nécessairement faux*, et nous y faisons remarquer qu'il existe un grand nombre de pareils jugements acceptés cependant comme des espèces d'axiomes, par exemple : *Pas de théorie, rien que des faits ! — Il ne faut avoir d'opinion arrêtée sur rien. — La vérité est relative aux temps et aux lieux. — Toute connaissance objective est impossible*, — c'est à dire, les propositions fondamentales des positivistes, des sceptiques, des éclectiques, des idéalistes. On peut donc y ajouter la formule du matérialisme.

Digitized by Google

III. La psychophysique a recours à la méthode expérimentale. Cette méthode consiste dans la production artificielle de phénomènes, et appelle à son aide la mesure et le calcul. La comparaison des phénomènes corporels et des phénomènes psychiques n'est pas toujours possible directement. La mesure de ces derniers n'est pas donnée dans le sens intime et ne peut s'obtenir qu'artificiellement.

L'observation seule des phénomènes ne suffit pas à la psychophysique. En supposant même qu'elle pût atteindre les phénomènes absolument primitifs, ce qui est impossible, parce que, à proprement parler, le primitif n'existe pas, et est toujours au fond un consécutif, il s'agit de les étudier, d'en rechercher les lois, de remonter à leurs causes. La psychophysique complète donc l'observation par l'expérience, c'est à dire par la production artificielle de phénomènes psychiques dans des circonstances données.

Il est nécessaire que nous disions à ce sujet quelques mots pour qu'on soit à même de se rendre compte de la nature de l'expérience en général, et du rôle qu'elle vient jouer dans la science.

Nous l'avons déjà dit, toute étude, et, par conséquent, toute expérience, suppose toujours une opinion préconçue de la part de l'expérimentateur. Quand, pour trouver les lois de la chute des corps, on laisse tomber un poids pendant qu'une pendule marque le temps, c'est dans la supposition qu'il pourrait bien y avoir une relation entre l'espace parcouru et le temps écoulé. Si, pour trouver les lois de la lumière, on lui fait traverser des milieux diaphanes, ou si on la réfléchit à la surface de corps polis, c'est qu'on soupçonne *a priori* qu'il y a une certaine influence de la part de ces milieux ou de ces corps sur la marche des rayons lumineux. Si l'on multiplie le nombre des bougies en augmentant la distance où on les place de l'écran, c'est qu'on devine qu'il peut exister une certaine relation entre la distance et l'intensité de la lumière émanant d'une source donnée. Les physiciens modernes, en un mot, ne procèdent pas comme les alchimistes du moyen âge, leurs expériences sont de nature

Digitized by Google

à fournir tout au moins un résultat nettement négatif, ce qui est toujours une conquête.

Or, toute expérience se ramène, en définitive, au tracé de deux ou de plusieurs échelles parallèles où sont notées les circonstances qui doivent, au jugement de l'opérateur, exercer une certaine influence sur le phénomène étudié. C'est ainsi que la météorologie dresse une suite de tableaux où l'on a, dans une colonne, noté l'état du ciel de chaque jour, et dans des colonnes parallèles, l'indication du vent, la température, la pression de l'air, l'état hygrométrique et électrique de l'atmosphère, etc.; il s'agit de voir, en effet, s'il n'y a pas une corrélation quelconque entre l'état du ciel et les autres phénomènes qui l'accompagnent. Reprenons les exemples cités plus haut. On suppose, disons-nous, qu'il pourrait bien exister une certaine relation entre le temps et l'espace parcourus par un corps qui tombe. On prépare une double échelle. Dans l'une, on marque l'espace parcouru après une seconde, après deux secondes, après trois secondes, et ainsi de suite; dans l'autre, on note le temps, une seconde, deux secondes, trois secondes. L'on cherche si une loi ne relie pas entre eux ces nombres respectifs; et l'on voit, en effet, que l'espace parcouru est proportionnel au carré des temps qu'il faut pour le parcourir. On aurait pu de même soupçonner une certaine relation entre la vitesse du corps et sa masse. Si l'on dresse la double échelle, on constatera que la masse n'a aucune influence sur la vitesse. En inscrivant de même, dans deux colonnes parallèles, l'intensité de la lumière et la distance et en comparant les nombres obtenus, on trouve que l'intensité décroît en raison du carré de la distance.

Ces comparaisons ont pour but de découvrir la loi qui rattache l'un à l'autre deux ordres de phénomènes. La loi trouvée, on peut alors, et alors seulement, remonter à la cause hypothétique du phénomène, et encore ne faut-il pas se hâter de conclure : c'est ainsi que la chimie est en possession d'un grand nombre de lois remarquables, mais qui ne laissent pas encore apercevoir les causes précises des combinaisons.

Digitized by Google

Cette méthode est la seule rationnelle, ou, du moins, c'est la seule qui ait fait faire aux sciences naturelles de sérieux et notables progrès. C'est à elle que la psychophysique doit donc, autant que possible, demander la solution de ses problèmes. Ainsi, comme son but est de trouver les rapports de l'âme et du corps, elle doit tenir deux registres où elle consignera, d'une part, les phénomènes corporels, de l'autre, les phénomènes spirituels, et, de plus, elle accompagnera chaque ordre de phénomènes d'une colonne où seront indiquées les intensités respectives des manifestations.

A la vérité, la psychophysique présente sur les autres sciences naturelles cet avantage qu'un grand nombre de faits internes sont soumis directement à l'observation et perçus tels qu'ils sont en eux-mêmes, sans altération, sans erreur possible. Il est cependant à remarquer que l'observation interne, comme nous l'avons déjà dit, ne nous fait pas connaître tous les faits de cette nature, et que, précisément, elle ne nous éclaire pas sur ceux qu'il nous serait le plus important de juger, à savoir sur les faits internes primitifs. Mais il en est ici comme en beaucoup de sciences où l'on saisit avec peine les premiers indices d'une formation nouvelle.

Quant aux faits externes correspondants, c'est l'affaire de la physique et de la physiologie. Ces sciences ne sont guère arrivées à un degré d'achèvement désirable, surtout la dernière, qui en est encore, on peut le dire, à ses débuts.

Mais ce qui fait la difficulté propre de la psychophysique, c'est l'impossibilité presque complète où nous sommes d'établir le parallélisme requis entre les faits internes et les faits externes. Je connais directement ce qui se passe en moi, je connais mes pensées, mes sentiments, mes volitions, mais je ne puis saisir les faits corporels correspondant à ces faits psychiques. Et, d'un autre côté, si j'étudie les faits corporels en autrui, je puis tout au plus avoir une connaissance triplement réfléchie des faits internes correspondant à ces faits corporels. Triplement réfléchie, disons-nous. Car, le fait interne saisi, le patient le traduit par la parole qui n'en est qu'une image imparfaite. Cette parole est entendue par moi

Digitized by Google

et éveille en moi une idée correspondante, mais non identique à celle qu'elle est censée exprimer. Enfin, cette idée correspondante n'est qu'un souvenir et non une sensation, c'est à dire une image très affaiblie d'une sensation véritable. Or, les expériences à faire dans ces conditions sont excessivement rares. On ne peut, le plus souvent, expérimenter que sur le cadavre, sur l'animal, ou sur l'homme dans certains états pathologiques.

Appliquons ces réflexions au problème auquel nous faisions tantôt allusion, du rapport entre le cerveau et la pensée. Quelle est la nature de ce rapport? Nécessairement, il faut, d'après ce qui a été dit, dresser la double échelle des modifications organiques correspondant aux modifications de la pensée. Admettons que je pense la série des nombres, et qu'à cette suite de pensées correspondent certaines modifications organiques. Or, voici les difficultés, pour le dire, insurmontables que le psychophysicien va rencontrer. Il ne peut travailler sur le cerveau vivant, par conséquent, sur le cerveau pensant. Supposons qu'il puisse le faire, que la boîte crânienne soit de pur cristal, et que rien ne lui échappe. Ce n'est pas son propre cerveau qui sera soumis à l'expérience, ce sera le cerveau d'un autre, et la pensée de cet autre, il ne peut la connaître.

Faisons encore une concession : le patient parlera et sa parole sera l'image exacte de sa pensée. L'expérimentateur percevra alors le fait interne en lui-même, le fait externe chez un autre; par suite, la comparaison est sujette à des erreurs inévitables et inappréciables. Allons plus loin : accordons enfin que l'analogie existe parfaite entre la pensée de l'expérimentateur et celle du sujet; il y a des modifications de la pensée extrêmement importantes, qui ne peuvent se traduire par la parole. N'en citons qu'une. Le sujet pense la série des nombres; mais il fait plus ou moins attention à ce qu'il pense, et le degré d'attention n'est même pas en sa puissance. L'attention est un phénomène considérable accompagnant l'exercice de la pensée. Comment en mesurer la force? *Un peu*, *beaucoup* sont des termes vagues qui ne

Digitized by Google

sont pas d'usage dans les laboratoires, où l'on s'exprime par nombres, poids ou volumes.

Par ce peu de mots on peut juger de combien de difficultés inextricables est entourée la question des rapports de la pensée et du cerveau. Nous avons pris pourtant l'exemple le plus simple que l'on puisse choisir. Que serait-ce s'il s'agissait de déterminer la loi des modifications organiques correspondant aux différentes espèces de désirs, de souffrances, de joies vagues ou déterminées, sans objet ou ayant un objet distinct et précis, accompagnant l'inspiration du poète, de l'artiste, les réflexions profondes du savant, du géomètre, du métaphysicien? L'esprit s'arrête effrayé devant cette quantité d'inconnues dont chacune est fonction d'une infinité d'autres inconnues.

En présence des difficultés qui entourent inévitablement les recherches de la psychophysique, faut-il désespérer du problème de la psychologie? Non certes. Il est heureusement des phénomènes psychiques — et ce sont précisément ceux qui se rapprochent des faits primitifs — dont les phénomènes physiques correspondants peuvent être appréciés par la même personne. La plupart des phénomènes sensibles sont dans ce cas. Si, par exemple, je monte une montagne, il y a un certain phénomène corporel qui consiste en une dépense de force, et un certain phénomène interne qui y correspond, la fatigue. Plus la dépense de force augmente, plus aussi s'augmente la fatigue. Nous sommes en droit de soupçonner entre ces deux phénomènes une certaine relation et nous pouvons nous occuper de la trouver. Il est assez facile d'évaluer la dépense de force. On peut sans trop d'inconvénient la regarder comme équivalente au travail extérieur produit. Ce travail est proportionnel au poids du corps et à la hauteur. Il faut exactement la même force pour élever d'un mètre un poids donné, quelle que soit d'ailleurs la hauteur à laquelle se trouve le poids. Le millième mètre à gravir ne demande pas plus de force que le premier. Le travail effectué et, par conséquent, la force dépensée, croît donc avec la hauteur; il est dix fois aussi grand après le millième mètre

Digitized by Google

qu'après le centième. La fatigue croît-elle dans le même rapport? Évidemment non. Il est certain, par exemple, que la fatigue éprouvée par nous pour gravir le millième mètre peut être beaucoup plus grande que celle que nous avons ressentie en gravissant le premier, et elle peut même prendre un tel degré d'intensité que nous ne puissions pas atteindre le deux-millième mètre. La fatigue est-elle proportionnelle à la hauteur? Est-elle mille fois plus grande pour le millième mètre que pour le premier? Évidemment non encore. Pour obtenir la vraie relation entre le travail effectué et la fatigue, il faut pouvoir appliquer à celle-ci une mesure, il faut mesurer la fatigue. Ce que nous disons de la fatigue, nous pourrions le dire de la sensation de lumière qui n'est pas proportionnelle non plus à l'intensité de la lumière, ou de la sensation auditive qui ne croît pas davantage avec la force du son, et, en général, de toutes les sensations. Il faut donc avant tout arriver à appliquer la mesure aux faits internes, car, sans le nombre, il n'y a pas de comparaison possible, pas de loi à formuler.

Cette condition préliminaire n'est pas facile à remplir. Elle présente, elle aussi, des difficultés très grandes. Nous verrons comment on a cherché, soit à les résoudre, soit à les tourner.

Résumons-nous.

La science des rapports de l'âme et du corps doit s'appuyer sur les faits tant psychiques que physiques, et non uniquement sur les faits corporels; la méthode matérialiste ou physiologique est par cela même écartée.

Elle doit sortir du domaine de la conscience et remonter aux faits primitifs; la méthode d'observation, la psychologie descriptive et classificative est donc insuffisante, et même impuissante, puisqu'elle regarde comme des phénomènes simples précisément les produits les plus complexes de la pensée.

Enfin, elle doit faire appel à l'expérience, n'énoncer des lois, ne remonter aux causes qu'à bon escient; elle se tient, par conséquent, en garde contre la spéculation, l'intuition

Digitized by Google

ou la dialectique, tous procédés qui consistent à substituer le rêve à la réalité, un système idéologique basé sur des vues *a priori* à l'enchaînement des choses résultant de forces naturelles.

Mais si elle est persuadée que ni la physiologie, ni les psychologies des écoles, ni la spéculation, n'attaquent pas *directement* la question, elle ne repousse cependant pas systématiquement les services *indirects* que ces sciences peuvent lui rendre. Elle accueille les lumières de quelque part qu'elles viennent.

J. Delboeuf.

Digitized by Google

CHAMBRE A LOUER.

(FIN.)

XIII

La première pensée de Jacques, le lendemain, fut pour Laure. Il voulut avoir tout de suite des nouvelles. Vite, il s'habilla et descendit au magasin avant qu'on eût apporté son déjeuner. D'ailleurs, attendre la bonne n'eût servi de rien, puisqu'il ne pouvait s'en faire comprendre. Si Laure était remise de cette dernière secousse, plus grave sans doute que les autres, elle serait peut-être au magasin; au moins avait-il l'espoir de la rencontrer dans la maison.

Il descendit donc et trouva la bonne causant en flamand, au bas de l'escalier, avec un personnage qu'il ne connaissait pas.

Aussitôt que la bonne l'eut vu, elle parut le désigner à l'inconnu; et lorsqu'il fut près du groupe, elle dit: « Daar is mynheer Tillière, » puis s'en alla. L'inconnu prit aussitôt la parole.

« Monsieur Tillière, dit-il avec un accent bruxellois assez prononcé, j'allais monter à votre chambre. Je suis Pierre de Heim, dont M^lle^ Laure vous a parlé, je le sais, et je viens pour remplacer mademoiselle au magasin tant qu'elle sera indisposée.

— M^lle^ Laruelle n'a pas bien supporté la crise d'hier? demanda Jacques.

— Pas très bien, monsieur; ce matin, la fille l'a trouvée couchée sur le sofa : elle avait perdu connaissance sans

Digitized by Google

doute depuis longtemps. Comme je viens tous les jours ici avant de me rendre à l'atelier, j'ai pu donner un coup de main pour la porter à sa chambre, puis je suis couru chez le médecin. La pauvre demoiselle est bien malade !...

— Quand je suis rentré hier soir, vers dix heures et demie, dit Jacques, je l'ai trouvée debout sur ce grand bahut, là, au milieu du magasin. Tous les meubles étaient en désordre...

— Oui, reprit Pierre de Heim, quand la crise lui vient, il faut qu'elle remue quelque chose, qu'elle donne de l'occupation à ses nerfs, et elle met tout sens dessus dessous autour d'elle. Les meubles les plus lourds ne lui pèsent pas, et elle déplace des bahuts que vous ne pourriez pas soulever. Puis, la crise passée, elle tombe à rien du tout, elle n'a plus ni force ni volonté, elle reste comme clouée à sa place. C'est un mal vraiment terrible, et je crois que les médecins n'y voient que du feu ; ça s'usera avec le temps, mais en attendant la pauvre demoiselle est bien malheureuse. Aucun remède n'y a fait, et on n'appelle le docteur que pour n'avoir rien à se reprocher. Ils disent que ses nerfs ne sont pas en rapport avec le reste de la constitution, qui manque ainsi d'équilibre : ça paraît assez bien raisonné, mais ça ne change rien à l'état de mademoiselle, qui est fort triste. Moi, je l'ai vue haute comme ça, je peux bien dire que je l'ai vue venir au monde, et je la considérerais un peu comme ma fille si je ne craignais de lui manquer de respect. C'est un vrai crève-cœur, monsieur, de la voir ainsi. Vous me demanderez pourquoi on la laisse seule au magasin, pourquoi elle n'a personne pour l'aider et pour prendre soin d'elle, au besoin. Les médecins ont toujours été d'accord pour dire que le mouvement lui était favorable, même lorsqu'il est un peu forcé ; ils ont recommandé de la laisser libre et de lui donner le plus de besogne possible. Elle-même désire qu'on s'occupe d'elle le moins qu'on peut, et comme sa maladie est d'un genre extraordinaire, le bon sens veut qu'on agisse avec elle autrement qu'avec une autre malade. Il y a huit ans, monsieur, quand ça a commencé, il a fallu la faire revenir de la pension. Et

Digitized by Google

si vous saviez comme elle était gentille étant enfant... gaie, toujours de bonne humeur, vive comme un oiseau, aimante, bonne comme du pain; et intelligente donc! Elle apprend tout ce qu'elle veut; et quand elle a lu un livre, elle sait tout ce qu'il y a dedans comme si c'était elle qui l'avait fait. Je vous demande un peu, Monsieur Tillière, pourquoi elle a été frappée d'une pareille maladie. Est-ce que c'est ça, par hasard, qui prouverait la justice de Dieu? »

Le brave homme parlait ainsi d'abondance, avec une chaude effusion et une plénitude de sentiment admirable. Jacques était tout ému devant cette expression d'une sorte de paternité du cœur, et il y avait de l'écho en lui à ces paroles affectueuses. Ils causèrent encore, et Jacques se prit tout de suite d'une grande sympathie pour Pierre de Heim, le maître ouvrier de la maison Aᵘᵉ Laruelle. Le brave homme avait lentement acquis une somme de connaissances spéciales, lesquelles avaient ouvert son intelligence aux questions qui s'y rattachaient de près ou de loin; et certes il en savait plus et il se comprenait mieux que la plupart des fils de la bourgeoisie, qui se contentent du fruit de leurs années scolaires, et qui n'ont rien approfondi quand l'heure de l'application est arrivée. Il est vrai que Pierre de Heim, comme tous les chefs d'atelier, était une exception.

Jacques remonta chez lui et déjeuna en pensant à Laure. L'incident de la veille et l'entretien avec Pierre de Heim eurent pour premier effet d'effacer un moment de son souvenir l'image et l'histoire d'Ida Wiloutchine. Mais elle revint bientôt s'imposer à lui et se mêler à ses plus secrètes pensées. Et lorsque Ida elle-même frappa à sa porte, vers dix heures, elle avait repris possession de son esprit.

Il se leva en la voyant entrer. Elle vint à lui, lui jeta ses deux bras au cou et dit : « Oui, me voilà; je suis encore une fois libre, Jacques.

— Et votre père?

— Il ne me retrouvera pas chez moi; j'ai déménagé ce matin de bonne heure et suis retournée à l'hôtel du *Duc de Savoie*, en attendant mieux.

Digitized by Google

— Comment!... dit Jacques ahuri.

— Croyez-vous que je vais rentrer en Pologne, reprendre mon existenc passée à Varsovie, mourir d'ennui ou de colère entre un mari que je n'aime pas et un père sentencieux qui m'aime mal? Non, non; je veux rester libre et vivre à ma guise... »

Elle s'était assise; Jacques s'assit également, par imitation. Cette explosion de caractère le prenait au dépourvu.

« Vous êtes donc vraiment mariée? Pourquoi me l'avez-vous caché?

— Je ne vous l'ai pas caché : quel intérêt cela pouvait-il avoir pour vous?

— Et votre père, qui était mort!...

— Je le considérais comme mort, mon intention étant de ne plus jamais rentrer en Pologne.

— Et cette fortune, provenant de la réalisation des biens de votre père?

— C'est la part de ma mère que j'ai emportée...

— Tout cela, Ida, ce sont des mensonges que vous n'aviez pas besoin de faire; il eût suffi de vous taire : j'aurais respecté vos secrets. Votre histoire romanesque n'est donc que de l'imagination. Ce Gallicien que vous avez envoyé en Sibérie?...

— Hélas? cela n'est que trop vrai.

— Et comment s'est terminée votre entrevue, hier?

— J'ai promis à mon père tout ce qu'il a voulu... J'ai même obtenu plus que je n'espérais en lui disant que j'avais des dettes : il m'a donné une forte somme d'argent pour les payer.

— Encore un mensonge, Ida?

— La vérité est que j'avais besoin d'argent. Maintenant au moins je suis tranquille pour toute une année.

— Et après?

— Après!... Il sera temps d'y penser dans un an. »

Elle avait un air de hardiesse et de résolution que Jacques ne lui connaissait pas; c'est à peine s'il la reconnaissait, tant cette expression nouvelle de sa physionomie changeait ses

Digitized by Google

traits. Un sentiment vague de défiance pénétra dans le cœur de Jacques l'ingénu.

« Mon père, reprit-elle, a été chercher mon adresse à l'université. Maintenant, je suis sûre qu'il ne me trouvera plus.

— Il sera au désespoir, Ida. »

Elle fronça le sourcil et ses yeux devinrent sombres; mais cela passa comme un éclair.

« Il est habitué à ne plus me voir, reprit-elle. C'est l'idée du devoir paternel qui lui a fait faire ses recherches et qui l'a amené à Bruxelles. Il rentrera en Pologne, où il continuera de vivre sans moi. Puisque nous ne pouvons nous entendre, une séparation absolue est ce qu'il y a de plus sage. »

Jacques ne répondit pas; Ida lui faisait un effet étrange, éveillait en lui un sentiment nouveau, où il y avait de la colère, de la pitié et de la répulsion. En si peu de temps, elle se trahissait; un incident la dévoilait mieux peut-être que n'eût fait une vie intime pendant des mois. Le cœur de Jacques se révoltait contre ce sang-froid mêlé de cynisme, contre cette accumulation de faits qui détruisaient la fable inventée par Ida. Elle s'était assise, elle l'examinait, pendant ce moment de silence; et elle était beaucoup trop intelligente pour ne pas s'apercevoir qu'il se trouvait dans de mauvaises dispositions à son égard.

« Vous me recevez mal, Jacques, dit-elle; on croirait que vous avez déjà oublié ce que vous me disiez... hier... quand mon père est arrivé.

— Je ne l'ai pas oublié, répondit Jacques fort ému; mais depuis il s'est passé tant de choses...

— Quoi donc? dit-elle avec un étonnement bien joué.

— Comment, Ida, vous m'avez trompé, vous avez inventé des histoires, vous venez de tromper votre père, vous montrez cette grande indifférence envers lui, et vous vous étonnez que cela me fasse un mauvais effet! Mais il faudrait n'avoir pas de cœur pour... pour... vous recevoir en souriant, et je ne sais en vérité pas pour qui vous me prenez.

— Ne vous fâchez pas, Jacques. A votre point de vue,

Digitized by Google

vous avez raison ; mais il faudrait vous mettre à ma place pour comprendre ce que je dis et ce que je fais. Vous saurez plus tard que les circonstances influent sur nos déterminations et notre caractère d'une manière pour ainsi dire fatale; pour leur résister, nous devrions être des héros taillés sur le patron des demi-dieux de l'antiquité. Et encore, les demi-dieux avaient des faiblesses : rappelez-vous votre mythologie. Les dieux mêmes n'étaient pas tout d'une pièce et ne parvenaient pas à suivre la ligne droite. Je n'ai garde de vouloir me faire meilleure que je ne suis, Jacques, ajouta-t-elle en se levant et venant à lui. Quand je vous ai vu pour la première fois, vous m'avez plu tout de suite ; je vous ai fui, sentant que j'allais vous aimer. Vous m'avez poursuivie, vous vous êtes imposé; mais je ne vous connaissais pas assez pour avoir en vous une confiance absolue. Maintenant, Jacques, que je vous aime, continua-t-elle en lui prenant la main et se serrant contre lui comme un chat qui veut être caressé, tout ce que je fais a pour but de conserver ma liberté et de vous la donner. Si j'écoute mon père qui, à son point de vue, a raison aussi, je vous quitte, je reprends le chemin de la Pologne, je vous perds. C'est pour vous, ingrat, que je me montre plus mauvaise que je ne suis ; c'est pour vous que je me défends contre mon sentiment filial, et que j'impose silence à mon cœur. Voilà comme vous me payez des sacrifices que je vous fais... »

Sa tête reposait sur la poitrine de Jacques, et elle avait les yeux levés sur lui, comme pour le fasciner. Il se sentait peu à peu attendrir par ce plaidoyer fait d'une voix caressante, par cette résignation à se laisser accabler de durs reproches, par cette pensée qu'Ida l'aimait au point de tout lui immoler, même sa conscience.

« Est-ce bien vrai, Ida? demanda-t-il d'une voix faible.

— L'avenir, dit-elle, vous prouvera que je suis sincère, et vous aurez du regret de m'avoir maltraitée. »

Il ne résista pas à l'appel des yeux d'Ida; il baisa le front qu'elle plaçait à sa portée comme un appât, et le baisa longuement. Alors elle ferma les paupières, pour mieux savou-

Digitized by Google

rer son triomphe. Après un moment de silence, elle reprit :

« Je pensais... en venant ici... s'il y avait eu dans la maison une chambre... ou un petit appartement à louer...

— Ici ! dit Jacques.

— Oui ; je serais venue m'y installer tout de suite.

— Il n'y a rien, répondit Jacques, mécontent sans trop savoir pourquoi.

— C'est que, dit-elle, je suis un peu jalouse de... cette jeune fille. »

De nouveau, Jacques reçut une mauvaise impression. En lui-même, l'idée que Laure occupait l'esprit d'Ida le froissait; il craignait que des plaisanteries sur la pauvre malade ne terminassent les insinuations. L'image ou la pensée de Laure, d'ailleurs, ne venait pas se placer entre Ida et lui sans lui donner une sensation de froid, sans le mettre instantanément sur ses gardes.

« Je n'aime pas que vous parliez ainsi, dit-il. Non, Ida, il ne faut pas me parler ainsi : il me semble que vous faites injure à M^lle^ Laruelle.

— Je vous aime, dit Ida; elle pourrait bien aussi vous aimer, Jacques. »

Quelle réponse faire à une semblable raison, à cette « raison de femme »? Le silence lui était pour ainsi dire imposé. Il baisa de nouveau le front d'Ida, mais sans chaleur, comme quelqu'un qui veut détourner la conversation ; et sans doute Ida trouva l'argument suffisant; car elle resta silencieuse à écouter les battements du cœur de Jacques contre sa joue.

XIV

Ainsi Ida s'imposa par la douceur à Jacques l'inexpérimenté, à Jacques le croyant; elle s'imposa comme toute volonté tenace qui s'attaque soit au cœur, soit à l'imagination. Au fond, il n'était pas content de lui, et chaque fois qu'il songeait au parrain Lerot, qui était pour ainsi dire la pierre de touche de sa conscience, il recevait une sorte de choc intérieur qui lui apportait une véritable souffrance.

Digitized by Google

Mais le parrain Lerot était bien loin, et son influence passagère ne se soutenait pas dans cette lutte de Jacques avec les premières passions.

L'absence de Laure aussi l'affaiblissait encore ; car l'affection qu'il ressentait pour cette charmante et malheureuse fille le soutenait, le rendait à lui-même. La fermeté de caractère, qui commençait à se montrer en lui dans les circonstances ordinaires de la vie, se trouvait ici annulée par des curiosités et des aspirations auxquelles il était bien difficile qu'il résistât. Tout homme de son âge, libre d'agir, placé dans cette situation, sera fatalement vaincu s'il n'est protégé par quelque hasard : ni la philosophie, ni l'exemple des vertus austères, ni la satisfaction de triompher de soi n'y feront rien. On oublie trop souvent que la nature a ses lois comme la société, et que la nature ne connaît ni les exigences sociales, ni les nécessités morales, ni les difficultés que rencontre le législateur dans ses tentatives pour fondre les instincts avec la raison. Livré à ses propres forces, mal gardé contre une femme qui savait fort bien ce qu'elle faisait, n'ayant d'ailleurs que tout juste la dose d'héroïsme qu'on peut encore posséder aujourd'hui, Jacques suivit la pente au haut de laquelle Ida l'avait vu debout, comme à l'entrée de la vie. Il appartint à Ida bien plus qu'Ida ne lui appartînt ; et du jour où ils se furent abandonnés, Jacques ne vit plus qu'Ida et ne vécut plus que pour Ida.

Elle avait loué un appartement assez confortable, au centre de la ville, dans une rue relativement calme ; ils y vivaient pour ainsi dire ensemble, tout l'un à l'autre, dans cette intimité qui donne au reste du monde des formes vagues, indéterminées et flottantes. Comme l'avait prévu Ida, son père, après quelques jours de recherches, s'était décidé à quitter Bruxelles et la Belgique. Le pauvre homme avait usé la patience paternelle jusqu'à la corde, et il rentrait en Pologne avec la ferme résolution d'abandonner sa fille.

Ida se trouvait donc absolument libre de vivre à sa guise et elle vécut pour Jacques. Cet enfant passionné et plein de foi était une nouveauté pour elle, une aventure fraîche et

Digitized by Google

souriante dans ses aventures, une sorte de repos champêtre après l'existence agitée. Et Jacques était si rempli de son propre bonheur, sa confiance et sa loyauté étaient si chaudes et si pénétrantes, qu'Ida en subissait véritablement l'influence et redevenait avec lui enfant enthousiaste. En général, d'ailleurs, la femme est une cire molle qui se fait à tous les moules et reçoit toutes les empreintes : comme certains insectes qui se sont peu à peu colorés selon les milieux où ils vivaient, beaucoup de femmes se transforment selon les nécessités ou les sentiments de l'existence; quelquefois ces transfigurations résistent même à toutes les épreuves, et les exemples ne sont pas rares de courtisanes qui ont été de bonnes mères de famille, l'amour maternel s'étant trouvé plus fort que les plaisirs et les âpretés du vice.

Cependant les satisfactions du cœur et l'apaisement de ses appétits donnèrent à Jacques une sorte de torpeur, ou de sérénité, qui peu à peu lui laissa le temps de réfléchir.

Un mois ne s'était pas écoulé, que cette vie inactive lui parut vraiment incomplète; sans doute il n'était pas de ceux à qui le bonheur suffit, et il sentait en lui des forces qu'il devait occuper s'il voulait arriver à équilibrer ses facultés. Il parla à Ida, avec timidité, de travail; il découvrit craintivement son ambition, ses aspirations d'artiste. « Ne serais-tu pas fière si je devenais un grand statuaire? » demanda-t-il avec son ingénuité habituelle.

Au fond, il importait peu à Ida que Jacques travaillât ou ne travaillât point. Ce retour vers le passé, cette tentative de Jacques de reprendre possession de sa volonté, eurent d'abord pour effet immédiat de la froisser : mais ce ne fut qu'une impression fugitive. « Fais ce que tu veux, lui répondit-elle, pourvu que je ne te perde pas. »

Jacques profita de l'autorisation avec une joie très vive, qu'il dissimula, la trouvant trop vive et de nature peut-être à nuire à leur intimité, et cela sans calculer, instinctivement, preuve que nous agissons souvent par impulsion, sans que notre volonté ait eu le temps de donner des ordres. Le lendemain, Jacques resta chez lui toute la matinée. Il vou-

Digitized by Google

lait travailler sans attendre, regagner le temps perdu; il était plein du désir de produire et il se mit à l'ouvrage avec ferveur. Mais il ne produisit rien, pas même un croquis qui eût la moindre valeur. La chaîne de ses idées était rompue, le groupe des images qui avaient commencé une existence informe dans son imagination s'était dispersé pendant ce mois d'abandon de lui-même. Il eut beau presser son cerveau entre ses mains, tâcher de faire revenir les personnages dans la matrice intellectuelle où peu à peu ils avaient revêtu une certaine forme, il se trouva impuissant devant ses désirs.

L'après-midi, ne pouvant supporter cette déception, il courut chez Ida et se plaignit de « n'avoir plus rien dans la tête »; il était vraiment malheureux.

« Bah! dit Ida légèrement, cela reviendra; rien ne presse. »

Jacques n'était pas de cet avis; il se montra préoccupé et soucieux pendant toute la journée.

Le lendemain, nouvelle tentative; et comme les croquis ne s'accentuaient pas davantage, il se renversa sur sa chaise en se disant : « Est-ce que vraiment je ne suis plus bon à rien? »

Alors, comme un éclair, l'image de Laure Laruelle passa dans son souvenir, et, avec cette image, l'idée que Laure avait eue de lui faire faire des figurines pour servir de modèles aux ouvriers sculpteurs. Jacques se leva tout d'une pièce. « Il y a un mois de cela, » se dit-il.

Il tourna sur lui-même, en examinant son salon-atelier d'un air sombre. Une autre pensée l'attrista davantage : à peine s'il s'était informé de la santé de Laure; et comme il passait dehors toutes ses journées, il ne l'avait plus vue pendant ce mois. Il hocha la tête. « Je n'ai même pas répondu à la dernière lettre de mon parrain, qui a bien huit jours de date, se dit-il; il me demandait de lui parler de mes travaux... »

Il se sentait envahir par une honte honnête et les remords prenaient une forme plus vive dans sa conscience. En s'agi-

Digitized by Google

tant dans son atelier, en remuant des livres couverts de poussière, des dessins commencés jetés au hasard sur la table ou dans un portefeuille, il trouva un embryon de figurine qui lui parut avoir « une certaine allure ». Tout de suite cette ébauche lui remit au cœur un peu d'espérance. « Si j'essayais de modeler cette figurine ! » Bien que l'heure du second repas fût arrivée, il se mit immédiatement au travail, pétrit de la terre, et avec une fiévreuse ardeur massa sa statuette. Le temps humide et froid était arrivé, et il n'y avait pas de feu ; la fièvre du travail lui donna chaud comme en été, et plusieurs fois il dut essuyer la sueur qui perlait sur son front. Il se trouvait dans cet état de surexcitation qui n'est qu'un grand effort fait par la nature pour arriver à la pondération des facultés et des sentiments. Sans s'arrêter un moment, il modela pendant deux heures. Alors, il s'assit devant son ouvrage ; il était exténué ; mais il avait sur les lèvres un sourire de plaisir mêlé de triomphe.

Il avait oublié l'heure ; il avait vaincu la faim ; il savoura ce moment de vrai bonheur en contemplant le résultat de son travail.

La figurine prenait une tournure ; la cariatide s'annonçait bien. Jacques vit — ou plutôt sentit cela : car nous avons toujours en nous une voix sincère qui nous dit que nous avons fait de mauvais ou de bon ouvrage ; mais nous l'écoutons rarement, parce qu'elle critique plus souvent qu'elle n'applaudit.

Il était plongé dans cette inspection muette et profonde de son œuvre depuis quelque temps déjà, quand on frappa à sa porte. Il alla ouvrir ; c'était Laure.

« Je vous entends marcher, dit-elle, aller et venir vis à vis de votre chevalet, vous éloigner et vous rapprocher. C'est donc que vous travaillez, monsieur Tillière. Je viens vous déranger...

— Je suis heureux de vous voir, mademoiselle.

— Heureux est exagéré, reprit-elle en entrant ; car vous auriez pu me voir souvent depuis un mois... »

Elle sourit doucement, mais avec une lueur de tristesse,

Digitized by Google

en le regardant, et tout de suite il se sentit coupable Son premier mouvement, qu'il suivait d'ordinaire, le força de s'accuser, et il s'accusa avec sa franchise habituelle. Tandis qu'il s'excusait en se condamnant, et aussi en s'embrouillant dans ses phrases (car son intimité avec Ida n'était pas de nature à être confiée à une jeune fille), Laure, assise devant l'ébauche de la figurine, semblait ne pas l'écouter. Quand il se tut, embarrassé par sa fausse position, elle se tourna vers lui.

« Je sais, dit-elle, que vous vous informiez de moi à Pierre presque tous les matins, et je vous remercie de l'intérêt que vous avez pris à ma santé; je suis montée chez vous pour vous remercier, monsieur Tillière. Dans un moment où j'étais bien malade, vous vous êtes montré mon ami, vous m'avez aidée... Je me rappelle cela fort bien, car si je parais tout à fait sans connaissance dans mes crises, je n'en conserve pas moins après le souvenir de toutes mes sensations. Il y a longtemps que je désire vous voir pour vous marquer ma gratitude; mais vous sembliez vous dérober : vous avez pu me croire oublieuse et sans cœur... »

Elle sourit encore, et Jacques crut voir que ses yeux s'humectaient. Cela le toucha profondément.

« Je n'ai rien cru du tout, dit-il; je ne suis pas injuste et je n'accuse pas sans réfléchir. C'est bien plutôt à vous, mademoiselle, de me pardonner mon apparente indifférence. »

Elle lui donna la main, se leva, et avec une grâce timide et une confiance d'enfant avança son front, que Jacques effleura de ses lèvres.

« Voilà la paix faite, dit-elle. Voyons maintenant votre ouvrage. »

Elle examina longtemps l'ébauche de la cariatide, et Jacques, debout derrière elle, attendait qu'elle émît son opinion, immobile, muet et non sans inquiétude : comme il était content de lui, il craignait d'autant plus un jugement défavorable.

« Je le savais bien, dit-elle, que ce genre-là vous procu-

Digitized by Google

rerait l'occasion de faire des choses originales. Il me semble que ceci peut être terminé facilement : le caractère y est; c'est très naïf, vraiment naïf. Il faudra maintenant penser au pendant... Et... ajouta-t-elle en hésitant un peu... c'est tout ce que vous avez produit... depuis... un mois?

— Hélas! oui, mademoiselle Laure. »

Un silence se fit; ce fut encore elle qui le rompit.

« Qu'avez-vous fait du portrait de ce jeune homme?

— Le jeune homme l'a emporté. »

Nouveau silence, pendant lequel Laure se remit à examiner la figurine.

« Êtes-vous satisfaite de votre santé? demanda Jacques.

— Quelquefois oui, quelquefois non, répondit-elle en hochant la tête. Les médecins continuent à affirmer que chacune des crises use la maladie; mais je sens bien qu'elles m'usent en même temps. Depuis huit jours, je suis presque tout à fait bien, de sorte que j'attends une secousse avant peu. J'en suis arrivée là, monsieur Tillière : vaut-il mieux être malade et espérer une amélioration, ou être relativement bien, comme aujourd'hui, et craindre une crise? »

Elle s'était tournée vers lui, et ses deux yeux candides, toujours un peu effarés, souriaient affectueusement.

« Comment est-il possible, dit Jacques, que la science... »

Il fut brusquement interrompu par le bruit qu'on fit en ouvrant la porte de son atelier; tout de suite il se dirigea vers cette porte, en disant : « Qui est là? » Laure resta assise, cachée au visiteur par le chevalet.

XV

Une jeune femme venait d'entrer et restait debout sur le seuil de la porte à regarder Jacques, qui la considérait en silence. Elle était vêtue avec une certaine recherche, mais sans luxe, d'une robe grise agrémentée d'ornements noirs, et d'une toque en velours noir, surmontée d'une aigrette de plumes, droite et mouvante. D'une main elle tenait le bouton de la porte; l'autre pendait à son côté.

Digitized by Google

« C'est bien ici chez M. Jacques Tillière? demanda-t-elle d'une voix claire.

— Oui, madame, répondit Jacques ahuri.

Alors elle éclata d'un rire vibrant, ferma la porte derrière elle et s'élança vers Jacques.

« Vraiment, dit-elle, tu ne me reconnais pas?

— Ida! » cria Jacques.

Elle recommença de rire, tandis qu'il la prenait dans ses bras et lui baisait la joue.

« Pour un artiste, pour un futur grand artiste, reprit Ida, tu as de bien mauvais yeux.

— Mais, dit-il, c'est que tu es tout à fait méconnaissable... »

En ce moment seulement, Jacques se ressouvint que Laure était chez lui. D'un mouvement brusque il se sépara d'Ida et devint rouge comme le feu.

« Qu'y a-t-il? » demanda Ida.

Elle suivit la direction des regards de Jacques, et du premier coup d'œil découvrit le bas de la robe de Laure. Sans hésiter un moment, elle fit les trois ou quatre pas qui la séparaient du chevalet, s'arrêta quand elle eut vu Laure et se retourna vers Jacques.

« Ah! » fit-elle.

Jacques alors s'avança.

« M^lle^ Laruelle, dit-il, est venue voir cette statuette, qu'elle m'a commandée, et qui est destinée à être copiée par ses ouvriers sculpteurs.

— Ah! » fit encore Ida.

Laure s'était levée et inclinée; ses joues, d'ordinaire très pâles, maintenant colorées, ses yeux humectés, l'agitation qui faisait monter et descendre sa poitrine plus rapidement que d'habitude, prouvaient qu'une grande émotion l'avait envahie soudain. Confuse et troublée, ne sachant quelle contenance garder dans cette circonstance inattendue qui révélait tant de choses, elle était comme rivée au plancher. Tout de suite elle avait reconnu « le jeune homme » au portrait; et l'attitude malaisée de Jacques ajoutait encore à ses

Digitized by Google

pénibles sensations. Ida la regardait bien en face; ses yeux étaient secs et méchants, tandis qu'un sourire dur peu à peu se dessinait sur ses lèvres minces et semblait vouloir s'y éterniser, tant il paraissait implacable. Quant à Jacques, il était absolument paralysé par la honte.

Le silence ne dura que quelques instants, mais il fut extrêmement douloureux pour Laure et pour Jacques, agités par des sentiments fort différents.

« Je comprends maintenant, dit Ida en s'adressant à Jacques et appuyant sur les mots pour leur donner une signification nette, je comprends maintenant le désir que vous aviez de vous remettre au travail. Vous étiez encouragé...

— Comment! dit Jacques.

— On le serait à moins, reprit Ida.... Je vous dérange.

— Mais non, dit Jacques; pourquoi?

— Vous étiez là si bien, à causer d'art... sans doute avec enthousiasme... Mademoiselle en est encore tout émue.

— Ida, que dites-vous?.. »

Elle ricana, sans répondre. Laure, chancelante, prête à défaillir, ferma les yeux et se retint à la chaise près de laquelle elle était restée debout.

« Je... je voudrais... je voudrais... »

Elle ne put continuer et s'affaissa sur la chaise. Déjà Jacques était près d'elle, éperdu.

« Voyez!... dit-il en la montrant à Ida, voyez ce que vous faites.

— Oui, répondit Ida toujours souriante, la maladie vient à point... On est malade à propos. C'est fort bien joué. »

Laure fit un effort puissant, se leva et écarta Jacques d'un mouvement nerveux. En vacillant, elle franchit la distance qui la séparait du chevalet et s'accrocha à ce meuble. Elle se trouva ainsi en face et tout près d'Ida, qui la regardait s'avancer sans s'émouvoir aucunement. Voyant qu'elle ne pouvait continuer de marcher, Jacques s'approcha d'elle, et lui prit la main qu'il posa, en usant d'un peu de force, sur son bras.

Digitized by Google

« Appuyez-vous, mademoiselle, lui dit-il; venez avec moi.... »

Et comme Ida ne bougeait pas, quoiqu'elle se trouvât dans l'espace qu'il fallait parcourir pour atteindre la porte, Jacques lui dit : « Dérangez-vous donc... » et en même temps il la poussa de côté, d'un geste brusque.

« Ah ! vraiment, dit encore Ida, c'est une belle comédie ! »

Puis, au moment où Jacques, muet et tout hors de lui, mais ne voulant point prolonger cette scène, ouvrait la porte, elle rit très haut, d'un rire forcé et mauvais.

« C'est extraordinairement intéressant! » ajouta-t-elle.

Jacques ouvrit la porte et la referma derrière lui. Pendant les quelques minutes qu'il resta absent, Ida ne changea point de place et ne cessa de darder sur la porte close ses regards éclatants. Elle ôta ses gants et les déchira; elle perdit le peu de couleur qui estompait ses joues. Tout à coup, Jacques rentra comme un ouragan, s'avança sur elle, lui prit les mains qu'il serra de telle sorte qu'Ida poussa une plainte mêlée de douleur et de colère.

« Vous êtes une méchante créature, lui dit-il. Cette enfant ne vous a rien fait; elle est inoffensive comme un petit oiseau, et vous l'auriez tuée si vous l'aviez pu.

— Oui! » dit-elle.

Jacques se rejeta en arrière comme si on l'avait frappé au visage. Ils se regardèrent; leurs yeux flamboyaient comme ceux des fauves, au moment où ils vont se jeter l'un sur l'autre. La nature de Jacques se révélait aussi en cette circonstance, avec une force à laquelle on ne se fût pas attendu après l'avoir vu si sauvage et si enfant. Ida dut baisser les yeux; mais ses lèvres pincées n'en devinrent que plus pâles et son sourire parut encore plus implacable.

« Elle ne vous a rien fait, dit Jacques (et ses paroles sifflaient entre ses dents, comme le vent qui passe avec violence par la fissure d'une porte), et vous n'avez eu qu'une mauvaise pensée et des ricanements pour cette pauvre fille ; sans doute vous ne croyez qu'au mal...

— Je crois ce que je vois...

Digitized by Google

— Et qu'avez-vous vu, dites, qui vous donne à penser que Mlle Laruelle est... a fait... est indigne de respect? »

La colère le faisait balbutier.

« Ah! ah! ah! dit Ida. Ai-je besoin de voir? La façon dont vous la défendez suffit...

— Tenez, dit Jacques, allez-vous-en, allez-vous-en...

— Vous me chassez!...

— Je ne suis plus maître de moi... »

Il la prit par le bras; son visage était effrayant : Ida eut peur et se jeta sur lui à corps perdu.

« Jacques, dit-elle d'une voix altérée, Jacques, je ne veux pas qu'on t'aime, je veux être seule à t'aimer, tu es à moi. Oui, j'ai été méchante — et je serai méchante encore si j'ai des craintes, si je vois que je puis te perdre. Cette jeune fille me rend folle. Son air innocent me trouble le sang, sa modestie n'est que de l'hypocrisie et sa maladie un moyen. Je la vois ainsi; qu'y puis-je? est-ce ma faute? Crois-tu que je ne souffre pas, en la faisant souffrir? Si tu m'aimais, tu chercherais à me calmer, tu ne me menacerais pas; tu as failli me battre... Eh bien, ajouta-t-elle en lâchant son étreinte et en laissant tomber ses bras le long de ses hanches, bats-moi si tu veux, mais ne me fais plus assister à de pareils spectacles... »

S'asseyant alors, elle pleura, sans convulsions, sans spasmes; les larmes coulaient sur son visage comme si on les y avait versées, et elle regardait Jacques d'un air de suppliante et d'esclave.

Les nerfs de Jacques s'étaient détendus pendant qu'elle parlait. Il soupira plusieurs fois, profondément, et ses poings se desserrèrent. Alors il s'approcha d'elle.

« Vous vous êtes montrée impitoyable sans raison, dit-il. Si vous ne comprenez pas le sentiment qui m'attire vers Mlle Laruelle, c'est que vous n'avez pas de cœur, et si vous n'avez pas de cœur, vous ne m'aimez pas. Vous voyiez quel mal vous faisiez, non seulement à elle, mais à moi, et vous la poursuiviez de votre rire colère, sans pitié aucune. On n'agit pas ainsi.

Digitized by Google

—Vous allez, interrompit-elle d'une voix douce, me reprocher de trop vous aimer.

— Haïr les autres n'est pas nécessaire.

— Jacques, c'est vous qui ne m'aimez pas...

— Je ne vous aimerai certes plus, lui dit-il, si vous montrez de la haine pour les innocents.

— Vous allez m'abandonner, Jacques; Jacques, je l'entends à votre voix, vous allez me renvoyer. Et qu'est-ce que je deviendrai, sans vous?... »

Elle pleurait toujours en le regardant, mais de la façon la plus étrange; ses larmes coulaient avec abondance, mais elle ne paraissait pas bouleversée à l'intérieur : elle pleurait d'une manière « poétique », sans détruire l'harmonie de ses traits, l'accord de sa physionomie. Mais Jacques n'était pas assez fort pour voir cette réalité sous ces apparences, et les plaintes d'Ida, après ses transports de colère, le troublaient jusqu'au fond du cœur. Son dernier appel l'affaiblit et triompha de lui.

« Non, dit-il en prenant la tête d'Ida dans ses bras et la posant contre sa poitrine, je ne te renverrai pas; est-ce que je le pourrais, dis? Ne sais-tu pas que je suis à toi tout entier, malgré tout, malgré tes mensonges, malgré ton attitude filiale, malgré tes duretés? Tu m'as ensorcelé, et tu ne l'ignores pas. Mais, Ida, pour l'amour de nous, fais un effort, sois loyale et confiante : sans quoi, dussé-je en mourir, je briserai notre lien et je m'arracherai de tes bras... »

Il était tout frémissant; Ida le sentait palpiter et savourait cette impression comme un artiste qui écoute la musique des grands maîtres. Un long silence se fit, pendant lequel Jacques se calma à demi et reprit une partie de son empire sur lui-même. Ce fut Ida qui parla la première, avec une sorte de timidité.

« Pourquoi, dit-elle, demeurerais-tu ici?

— Comment?

— Oui, Jacques; pourquoi ne louerais-tu pas une autre chambre? »

Il s'éloigna d'elle et la regarda en silence.

Digitized by Google

« Voilà, dit-il, que tu recommences...

— Tu parles comme un héros, Jacques; on dit ces choses-là, on invoque l'amitié; mais au fond, il y a toujours le germe de l'amour. Si tu restes ici, tu verras, tu l'aimeras, tu m'abandonneras...

— Encore!

— Tu es naïf; mais elle, elle est astucieuse, Jacques : elle te poursuit doucement, elle a des poses de martyre, une voix qui pleure, des yeux qui implorent. Tu ne pourras pas résister. Elle veut t'épouser, l'ingénue, et elle te tend ses piéges d'autant plus facilement que tu ne demandes pas mieux, sans t'en douter, que d'être sa dupe. Crois-tu que je sois aveugle, que je ne connaisse pas les femmes?... »

A mesure qu'Ida parlait, Jacques sentait la colère lui revenir. Laure, ainsi évoquée et présentée sous ces traits injurieux, se défendait d'elle-même dans la conscience de Jacques; plus on la chargeait, plus elle devenait pure à ses yeux. Quand Ida se tut, il se pencha sur elle, et son visage était si irrité que la peur lui revint.

« Tu la juges comme toi, lui dit-il; c'est toi dont tu viens de faire le portrait. Mais je ne te permets pas de l'outrager davantage... »

Elle se leva; elle était blanche de fureur.

« Choisis, dit-elle... elle ou moi.

— Personne, alors, dit Jacques avec force. Je la respecte, et toi...

— Tu me chasses!

— Je te rends ta liberté. »

Il s'était redressé, il avait l'air calme; il se mit de côté, pour lui faire place, et elle passa d'un pas voulu, d'un pas théâtral, en le regardant avec défi, de ses yeux maintenant secs et menaçants. Lorsqu'elle fut près de la porte, elle l'ouvrit lentement et se tournant vers Jacques : « Imbécile! » dit-elle. Puis elle disparut.

Jacques fit trois pas, d'un élan, comme s'il voulait se précipiter sur la porte fermée; mais il fut arrêté net par une secousse, un éblouissement, un étourdissement, et il eût

Digitized by Google

roulé sur le plancher s'il ne s'était retenu à un meuble. Il demeura quelque temps appuyé contre ce meuble, les yeux fermés, très pâle et se sentant défaillir; un bourdonnement emplissait son cerveau; son cœur, devenu tout petit, semblait se fondre; des frissons le parcouraient de haut en bas. Il ne pensait pas, il ne souffrait pas; c'était une sorte d'extinction momentanée de la vitalité.

Quand il revint à lui, il fut d'abord comme un homme assommé; puis il se mit à rire doucement, et ce rire peu à peu éclata; et enfin il pleura avec abondance en répétant l'adieu d'Ida : « Imbécile ! Imbécile ! ! »

XVI

Il fallut longtemps à Jacques pour reprendre son équilibre. Ida l'avait secoué comme un orage et la vibration des nerfs fut longue à se calmer. Il riait tout haut avec une ironie violente et il se maltraitait. « Elle a touché juste, se disait-il, je suis un imbécile! » Dans sa sincérité, il eût voulu se punir d'avoir été par ignorance la dupe d'Ida Wiloutchine; oui, il disait en raillant : « Elle s'est moquée de toi, et elle a eu raison. » Et il riait encore, ne se doutant pas que ce rire était l'expression d'une souffrance aiguë, pareille à celle d'un homme garrotté qu'on chatouille jusqu'à la mort.

Peu à peu la réaction se fit, et une sorte de torpeur succéda à ces violences. Il alla se jeter sur son lit, où il sommeilla fiévreusement pendant quelques heures.

Quand il s'éveilla, il était près de sept heures. Il se leva, fit tranquillement un bout de toilette, allant et venant comme un somnambule, soupirant de temps en temps, hochant la tête et se parlant à lui-même à demi-voix. Il sortit, pour aller dîner. En traversant le magasin au rez-de-chaussée, il se trouva face à face avec Pierre de Heim. Alors seulement il pensa à Laure.

« Comment va M^lle^ Laruelle? demanda-t-il sans autrement réfléchir.

— Je ne sais ce qu'elle a eu, monsieur Tillière, mais elle

Digitized by Google

a pleuré une partie de l'après-midi, assise, là, toute seule, dans l'arrière-boutique; elle ne veut pas qu'on lui parle, et elle dit que ça va passer. Je crois qu'en ce moment elle est montée à sa chambre. Tout ça finira mal. »

Jacques s'en alla en murmurant quelque chose; mais on eût dit que le bouleversement du matin lui avait ôté toute sensibilité; il n'aurait même pas pleuré sur ses propres chagrins.

Il dîna avec son appétit ordinaire; après le dîner, quoiqu'il fît un temps « de chien », il alla faire une longue promenade dans les rues. Il avait besoin de locomotion; il sentait qu'une bonne fatigue lui ferait grand bien.

Que se passa-t-il en lui pendant cette promenade? Par quelles contradictions, quelles révolutions, quelles marches en arrière sa pensée fut-elle laminée pour subir des transformations radicales et le faire agir en sens inverse de la situation que lui avait faite la scène de l'après-midi? Vers neuf heures, il s'arrêtait devant la maison où demeurait Ida; il sonna, et aussitôt que l'on eut ouvert, il ne fit qu'une course jusqu'au second étage, où était l'appartement d'Ida. Il frappa à la porte. On ne répondit pas. Il frappa une seconde et une troisième fois. Même silence. Debout, immobile devant cette porte close, il attendit un quart d'heure, se disant : « Elle me croira parti et viendra peut-être ouvrir. » Elle ne vint pas. Il frappa une dernière fois, avec colère, et attendit encore cinq minutes. Rien. Alors il descendit, sombre et triste, en se méprisant, mais extrêmement malheureux.

Dans cette période de défaillance, Jacques montra bien que l'homme en général n'est un héros que par rarissime exception. Il sentait sa lâcheté, il en comptait pour ainsi dire les chutes à mesure qu'elles se produisaient, et pourtant il ne savait point réagir contre elle. Le lendemain, il alla encore faire deux tentatives pour voir Ida, qui continua de ne pas répondre à son appel. Le surlendemain, nouvelle visite; même résultat négatif. En descendant l'escalier, il rencontra la bonne du principal locataire, l'arrêta et lui demanda si « M. Dombisky » était malade.

Digitized by Google

« Mais non, monsieur; je lui ai porté son déjeuner ce matin. »

Jacques la regarda distraitement, et comme elle voulait continuer son ascension :

« Attendez, » dit-il.

Il déchira une des pages de l'album qu'il portait toujours sur lui, et écrivit :

« Nous ne pouvons pas nous quitter ainsi. Pardonnez-moi mes violences, je vous pardonnerai vos méchancetés. Il est inutile que nous emportions réciproquement un mauvais souvenir de nos relations.

« Je viendrai ce soir à huit heures.

« JACQUES. »

« Donnez cela à M. Dombisky.

— Bien, monsieur. »

Jacques s'en alla un peu soulagé et la journée se passa assez bien. Il travailla même à sa figurine, mais mollement et en se forçant, pour tuer le temps, qui lui paraissait long « à mourir ». A huit heures, il frappa, fort ému, à la porte d'Ida. Pas de réponse. On pouvait ne pas l'avoir entendu ; il frappa plus fort et attendit. Ce fut la bonne à qui il avait remis la lettre le matin qui arriva au bruit.

« Monsieur, M. Dombisky est sorti à six heures.

— Il n'a rien laissé pour moi?

— Rien. »

Jacques s'en alla, tête basse, en se disant : « C'est bien fait, j'ai mérité cet affront par ma faiblesse. »

En rentrant chez lui, il trouva une lettre sur sa table. Il l'ouvrit distraitement et chercha la signature : c'était d'Ida. Il la lut, ou plutôt il la dévora avec anxiété.

« Jacques, je vais passer l'hiver à l'île de Wight. Je ne veux pas rester vingt-quatre heures de plus dans cette ville maussade, où je meurs d'ennui. J'ai besoin de nouveau, j'aspire à un air meilleur, à de plus grands espaces qui me fassent oublier combien les hommes sont petits, vulgaires,

Digitized by Google

égoïstes, pédants, faux. Je finirai par aller habiter chez les sauvages où, du moins, je ne trouverai ni préjugés, ni scrupules de conscience absurdes. Voulez-vous m'accompagner? Voulez-vous passer trois ou quatre mois dans cette île fortunée, qui connaît à peine la gelée et la neige, et où l'on peut respirer à pleins poumons un air pur pendant toute l'année? Venez me trouver à Ostende, hôtel de ***. Je vous y espérerai pendant deux jours. « Ida. »

Cette lettre bouleversa Jacques. Il s'y attendait autant qu'à mourir. Il la lut et la relut, paraissant ne pas y croire. Il lui fallut longtemps pour que sa pensée en désordre reprît un peu de mesure, de méthode, et pût coordonner les mouvements de son cœur et de son cerveau.

« Partir, m'en aller dans cette île inconnue, située je ne sais où! Et le parrain Lerot? Et où irai-je chercher l'argent nécessaire, puisqu'on m'envoie ma pension tous les mois? Et le travail? Tout abandonner, partir au hasard, comme un aventurier, suivre Ida dans ses pérégrinations à travers le monde!... Quelle étrange créature! Et pas un mot de regret, et plus un mot sarcastique ou colère : on croirait véritablement que chez elle il n'y a que l'impression de l'heure présente, et que les émotions ne l'entament jamais sérieusement. L'île de Wight! Où est-ce? Ce doit être anglais. Quelle idée! Comme si on ne pouvait vivre isolé ici, et heureux!... »

Pendant toute la nuit, il laissa ainsi sa pensée s'égarer sans se poser nulle part et sans arriver à ce moment où on se décide : « Je ferai cela, car c'est cela qu'il faut que je fasse. »

Le matin, il se dit: « Elle est peut-être encore à Bruxelles. » Il courut chez elle. Plus personne! « M. Dombisky » avait brusquement renoncé son appartement la veille au soir et était parti vers sept heures, en voiture, avec ses malles.

Jacques rentra chez lui tout désorienté.

« Elle est à Ostende... »

Il s'assit, découragé et se remit à ruminer. Sa première idée fut de rejoindre Ida à Ostende. Mais déjà l'imagination

Digitized by Google

et le cœur se fatiguaient, torturés par ces alternatives, rejetés d'une affirmation à une négation, d'une espérance vague, mêlée d'amertume, à une déception. Il se sentait à charge à lui-même, il lui semblait que soudain tout lui manquait et qu'un isolement complet se faisait autour de lui. La réaction continuait son œuvre, détruisant avec l'implacable puissance du temps, ce grand faiseur de ruines.

Il en était arrivé, vers le soir, à l'hésitation en toutes choses; tout l'ennuyait, tout lui donnait de l'humeur. Il sortit, par habitude, à l'heure du dîner. Et comme il passait dans le corridor qui précédait le magasin du rez-de-chaussée, devant la porte de l'arrière-boutique entr'ouverte, une voix faible l'appela :

« Monsieur Tillière! »

Il s'arrêta court, et tout de suite entra dans la petite pièce. Laure était assise près de la table, sur laquelle une lampe brûlait, éclairant le tapis et un cercle sur le plancher, en laissant tout l'espace dans la pénombre, sauf un rayonnement lumineux intense au plafond.

Jacques trouva que Laure avait l'air triste et embarrassé. Son expression habituelle, composée de bonne foi et de simplicité effarée, était comme noyée dans un trouble touchant à l'angoisse.

« Si vous avez un moment à me donner, monsieur Tillière, asseyez-vous... Je voudrais vous parler... »

Jacques s'assit, sans répondre, mais inquiet lui-même en lisant un malaise douloureux sur le visage de Laure. Elle commença de parler d'une voix tremblante, comme si elle eût été prête à pleurer. Mais peu à peu l'accent devint plus ferme dans sa douceur et caractérisa une sorte de sentiment d'autorité qui impressionna vivement Jacques, habitué à considérer Laure comme une grande enfant vivant en tutelle.

« Vous savez, monsieur Tillière, dit-elle, que nous sommes dans la maison trois femmes qui aurions bien besoin d'être protégées. Ma pauvre grand'mère est incapable de se faire respecter, et pourtant elle est bien respectable; la bonne est

Digitized by Google

une fille inculte, qui a du cœur et de l'honnêteté, mais qu'on pourrait facilement tromper, sinon corrompre; moi, j'ai le malheur de n'être pas toujours en possession de ma volonté. Vous nous connaissez assez maintenant pour savoir que nous devons nous fier aux personnes que nous recevons chez nous, et qu'il nous est difficile d'exercer une grande surveillance autour de nous. Jusqu'aujourd'hui, notre façon d'agir a réussi; nous vous avons admis chez nous avec la même simplicité que nous avions reçu nos autres locataires; et grand'mère, depuis la mort de mon père, a toujours voulu qu'il y eût dans la maison un locataire à même de nous aider et de nous protéger en cas de besoin. Vous voyez que j'avoue notre égoïsme. Quand vous vous êtes présenté pour louer notre « quartier », j'ai fait ce que j'avais fait jusqu'alors : je me suis fiée à votre bonne mine, et grand'mère m'a approuvée, quoique vous fussiez plus jeune que les locataires qui vous ont précédé. Nous avons petit à petit eu de l'amitié pour vous et nous vous considérions quasi comme faisant partie de la famille. Il y a trois jours — chez vous — une femme... m'a outragée... Il est impossible, monsieur Tillière, que nous habitions encore sous le même toit. »

Elle s'était levée et, les yeux fixés sur les yeux de Jacques, avait une attitude vraiment digne. Jacques resta assis, et répondit tout de suite, avec vivacité : « Mademoiselle, j'ai renvoyé cette personne, qui plus jamais ne remettra les pieds ici.

— Nous n'avons plus confiance en vous.

— Vous ne me pardonneriez pas! s'écria Jacques en se levant à son tour.

— Mettez-vous à ma place...

— Et moi, reprit-il avec la même véhémence, j'ai chassé de chez moi une femme que j'aimais, justement parce qu'elle vous avait manqué de respect. Vous ne me tiendrez pas compte du mal que cela m'a fait et de ma promptitude à prendre votre défense!... »

Laura baissa les yeux, fort émue et parut s'absorber dans une pensée profonde. Jacques continua.

Digitized by Google

« J'irai plaider ma cause auprès de Mme Laruelle, si c'est nécessaire, mademoiselle ; je veux rester votre ami et regagner votre confiance. Et moi aussi j'ai pour vous de l'affection ; en voulez-vous une autre preuve que... cette rupture... avec une malheureuse créature... étrangère... puisque je la sacrifie sans hésiter aussitôt qu'elle vous manque de respect? Je sens que vous avez besoin d'un ami, et je désire continuer à être cet ami; moi, mademoiselle Laure, j'ai besoin de vos conseils et de votre douce influence, pour mon travail et pour mon existence à venir. Je vous prie d'y réfléchir et de ne pas rompre brusquement des relations qui peuvent faire du bien à chacun de nous. Plus jamais vous n'aurez à me reprocher la faute... cette faute grave... qui vous a indignée, je le vois bien. »

Laure leva les yeux sur lui et lui tendit la main.

« Je serais si heureuse de vous croire, dit-elle.

— Croyez-moi donc, et que tout cela soit bientôt oublié. Vous obtiendrez mon pardon de Mme Laruelle.

— Elle ne sait encore rien...

— Eh bien, ne la troublez pas, mademoiselle Laure : elle est vraiment trop âgée pour lui ôter une illusion. »

Jacques n'alla point à Ostende ; cette entrevue avec Laure lui rendit assez de force morale pour le remettre peu à peu en possession de lui-même ; ces sortes de fermentations de la première jeunesse résistent rarement à un bon remède : l'éloignement subit d'Ida donna à Jacques le temps de réfléchir, et la réflexion triompha des dernières résistances opposées par l'imagination.

D'ailleurs, il aimait son art; il s'y livra bientôt avec amour et ténacité, soutenu et encouragé par Laure. Il travailla pour la maison Aue Laruelle et pour d'autres industriels, tout en suivant les cours de l'académie et en étudiant chez lui. Et, chose que les académiciens sans doute n'approuveront pas, à mesure que son individualité se dégagea,

Digitized by Google

Jacques s'éloigna de plus en plus du « grand art », pour lequel sa nature n'était point faite, et qu'il eut la franchise et le courage d'abandonner avant d'avoir été complétement enveloppé dans ses lisières et ses entraves. Il échappa ainsi à la discipline, aux règles étroites et funestes, à la correction froide et pédantesque. Il fit de l'art intime, de la fantaisie, de l'art industriel, et même de la caricature. On le trouvera peut-être terre à terre. Encore faudra-t-il le féliciter d'avoir été lui-même.

Il eut le bonheur de voir Laure peu à peu vaincre son mal et reprendre son équilibre normal.

A la mort de sa grand'mère, Laure réalisa son avoir, alla s'établir dans une petite maison, au faubourg, et força le vieux Pierre de Heim à venir habiter avec elle. Ils vivent ensemble comme un père et une fille, de la vie la plus douce et la plus monotone.

Jacques s'est établi de son côté : il a un atelier et deux aides; il gagne honorablement sa vie.

Il dîne quelquefois « en famille » avec Laure et Pierre de Heim; Laure et lui sont restés excellents amis et Jacques reconnaît qu'il doit à Laure la moitié du peu de talent original qu'il a acquis.

Ainsi finit ce premier épisode de la vie active de Jacques Tillière.

Cependant, il n'y a pas bien longtemps de cela, Jacques fut poursuivi par une idée : il lui sembla qu'il aimait Laure d'une affection si persistante et si profonde que ce qu'il avait de mieux à faire pour être tout à fait heureux, c'était de l'épouser. Elle avait près de trois ans de plus que lui, mais cette disproportion ne l'effrayait pas, car Laure, restée longtemps enfouie pour ainsi dire dans une vie toute pratique, toute matérielle, avait conservé la fraîcheur de sa jeunesse et la naïveté d'une ignorante.

Quand il se fut laissé tourmenter pendant un mois par cette idée de mariage, après l'avoir bien retournée sous toutes ses faces, après avoir bien examiné la physionomie de Laure, après avoir bien pesé toutes les conséquences d'un acte aussi

Digitized by Google

sérieux, il se décida à en parler, un dimanche qu'il dînait chez Laure, en présence de Pierre de Heim.

Laure devint rouge comme un coquelicot, et Pierre de Heim la regarda d'un regard profondément interrogateur.

La première émotion passée, Laure dit :

« C'est trop tard, Jacques.

— Pourquoi trop tard ! Nous sommes jeunes tous les deux.

— Restons ce que nous sommes, dit-elle en baissant les yeux et devenant grave; il n'y a que de l'amitié... entre nous... aujourd'hui.

— Aujourd'hui, Laure !

— Oui, dit-elle en rougissant encore et donnant une main à Pierre de Heim, qui la serra entre ses gros doigts tremblants, oui, et Pierre le sait bien : autrefois, j'aurais dit oui... Pourquoi vous le cacherais-je? Ce n'est point un mal... Mais quelqu'un a agi de façon à nuire à cette pensée...

— Qui, qui ça, Laure?

— Je vais vous dire tout; c'est le moment. Vous souvenez-vous du jour où cette dame m'a si vilainement parlé dans votre atelier?

— Oui.

— Vous souvenez-vous que plus tard, comme vous passiez devant l'arrière-boutique, je vous ai fait entrer pour vous prier de quitter la maison?

— Hélas ! oui, je me souviens.

— Eh bien, mon ami Jacques, je vais vous montrer une lettre que j'avais reçue une heure auparavant. »

Elle alla à un tiroir et y prit une lettre dans son enveloppe, qu'elle tendit à Jacques, sans parler. Et Jacques lut les lignes suivantes :

« Mademoiselle, je vous rends les armes; vous êtes plus forte que moi : vous serez libre d'épouser Jacques Tillière dès demain. Mais je ne veux pas quitter Ostende sans vous faire savoir que je l'ai mis sur ses gardes, qu'il connaît vos intentions et qu'il voit clair dans votre jeu. Ainsi vos manœuvres pour devenir M^me^ Tillière échoueront probablement.

« Ida Wiloutchine. »

Digitized by Google

Quand il eut lu ce billet, Jacques regarda Laure.

« Et vous avez pensé que je vous soupçonnais, dit-il, que je vous croyais capable de vous occuper d'une intrigue vulgaire!!..

— Je ne l'ai pas pensé, Jacques; mais le fait que cette femme vous avait mis en défiance suffisait pour que jamais je ne voulusse... espérer... désirer une union entre nous... Le temps, d'ailleurs, a changé « tout cela. »

Jacques plaida, et plaida avec éloquence, à la fois stimulé par la résistance de Laure et par son affection. Pierre de Heim lui vint en aide en homme discret, en homme qui sait le fond des choses, mais qui ne veut point les dévoiler complétement. Rien n'y fit : Laure était résolue, et elle ne céda ni aux instances affectueuses ni à la raison.

Jacques et elle sont restés amis, et peu à peu le temps a effacé encore le souvenir de ces dernières émotions.

Ainsi Ida Wiloutchine s'était vengée; on n'en a plus jamais entendu parler.

Émile Leclercq.

Digitized by Google

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

J.-C. HOUZEAU

L'un des illustres secrétaires de l'institut de France disait un jour à l'un de nos savants : — Vous avez chez vous un homme fort, monsieur — et comme l'autre allait s'incliner : — C'est l'auteur de ceci — reprit le secrétaire en exhibant le mémoire de J.-C. Houzeau : « *Sur la grandeur et la direction des soulèvements qui ont affecté le sol belge.* » L'auteur de ce mémoire, il est vrai, n'en était pas à son premier succès. D'importants travaux d'astronomie et de mathématiques avaient signalé son passage à l'observatoire de Bruxelles, dont il fit longtemps partie; il avait publié les *Règles de climatologie.* Il s'était placé à la tête des vulgarisateurs en écrivant sa *Physique du globe* et l'*Histoire du sol de l'Europe,* puis enfin ce livre charmant : *Essai d'une géographie physique de la Belgique,* qui nous révélait, il y a quelque vingt ans, la mère patrie. Après ces publications, il quitta le pays, laissant une longue traînée de souvenirs, car à plus d'un il avait insufflé l'enthousiasme de la nature qui débordait de ses ouvrages. Or, c'est d'Amérique, aujourd'hui, que nous vient la célébrité de ce même homme, celui de nos savants que l'étranger semble nous envier le plus, « en raison de l'érudition, de l'esprit d'ordre et du style lumineux qui brillent en ses ouvrages ».

Cette appréciation s'adresse spécialement aux deux dernières œuvres de J.-C. Houzeau : *Le Ciel,* un abrégé d'astronomie qui fait son chemin dans le monde et s'offre en prix dans les institutions de l'étranger; — nous n'en parlerons pas, si ce n'est pour émettre un triste et vieux proverbe « *Nemo propheta...* » — Mais nous voudrions vous donner une idée d'un autre ouvrage plus important, que la *Revue* a signalé déjà avant qu'il eût fait sa trouée. Le livre s'intitule : *Études sur les facultés mentales des animaux comparées à celles de l'homme.*

Digitized by Google

L'entreprise est d'autant plus ardue qu'elle inaugure une science à peine connue, la psychologie comparée. Mais l'auteur a vécu à l'air libre, dans les solitudes du Texas et dans les régions pastorales du nord du Mexique. Il a vu de près les sauvages, il a remonté jusqu'aux sources dans l'histoire du progrès ; il a vu dans l'espace « ce qui n'est dû qu'à la succession du temps ».

« J'avais donc sous les yeux, nous dit-il, comme dans un même tableau, la série entière des degrés. Commençant aux espèces inférieures, je pouvais étudier en même temps les classes plus élevées du règne animal et comparer dans leurs manifestations de l'instinct et de l'intelligence l'homme à l'état sauvage, à l'état barbare et dans la civilisation. »

Ces mots contiennent l'objet en même temps que le plan du livre, lequel se divise en trois parties, d'après les aspects cardinaux de notre nature : *l'automate, l'être intelligent, l'être social.*

L'automate, c'est la *bête* de de Maistre, l'être passif, celui qui n'obéit encore qu'à des besoins physiques, en dehors de la réflexion.

Tel est l'être au début. Dès qu'il est mis au monde, son existence se traduit à lui-même par des *sensations ;* il éprouve des besoins qui déterminent ses *instincts.* Ses premiers mouvements en résultent, ainsi que ses premières *habitudes ;* ceux-là s'exécutent d'après certains types, qui dépendent de la structure du corps.

Dans la série ascendante des animaux, on peut faire la généalogie de chaque manifestation des sens à partir de son germe jusqu'à son apogée. Le premier de nos sens, le *toucher,* par exemple, débute par une sensibilité générale, chez les radiaires ; puis, dans les cils des infusoires, dans les bras des polypiers apparaissent des organes particuliers du tact ; ceux-ci se perfectionnent encore dans les tentacules des brachyopodes ; les crustacés ont des pinces ; enfin, viennent les antennes flexibles, dans la division des annelés. On remonterait ainsi jusqu'aux mains humaines.

L'exercice des sens est identique chez l'homme et chez les animaux ; ceux-ci sont même sujets aux erreurs que l'on appelle les illusions des sens. C'est ainsi que les poules reviennent au poulailler pendant les éclipses ; c'est ainsi que la mouche à viande commet une erreur d'odorat en déposant ses œufs dans la fleur du *Stapelia hirsuta* qu'elle prend apparemment pour une charogne. Quant aux phénomèmes étranges qui paraissent indiquer chez les animaux quelque sens supplémentaire, comme, par exemple, la faculté de s'orienter, chez les oiseaux ou les insectes,

Digitized by Google

il faut les attribuer à la délicatesse de certains sens exercés à l'air libre. L'homme sauvage, d'ailleurs, ne le cède pas à l'animal dans son habileté à retrouver sa route. Les animaux ne sont pas non plus astrologues, comme on l'a prétendu. Si l'hirondelle s'approvisionne avant l'orage, si le coq lance son cri d'alarme, ce sont là des actions en rapport avec les circonstances présentes et non des prévisions. La preuve, c'est que les animaux se trompent tout aussi bien que nous. Ce qui d'abord semblerait être une propension anormale n'est que le développement excessif d'un sens adapté par l'exercice aux exigences de la nature.

Instinctivement, l'animal fait l'éducation de tel ou tel sens, car à chacun de ses besoins correspond un *instinct*. L'individu ne pourrait se nourrir, si l'instinct ne lui désignait sa nourriture. Ce rapprochement vers les substances alimentaires rappelle l'opération du végétal qui choisit dans la terre les corps chimiques qui lui conviennent.

A la tête des instincts se place le désir de la conservation : c'est la garantie de l'existence. Tout animal a peur, il essaye de se garantir; mais la connaissance des obstacles, graduellement acquise, lui donne la mesure de ses forces ; il devient courageux. Tout aussi bien que nous, les animaux ont leurs héros.

L'instinct du mouvement est encore un besoin *inné*. Le canard couvé par une poule se jette à l'eau et nage. Ce phénomène se développe dans la nature organisée avec une marche ascendante extrêmement curieuse. Tout au bas de l'échelle, on voit des plantes qui se *contractent* au toucher; un échelon plus haut, on constate le *motilité* qui est le jeu relatif de certains organes. Vous doutez-vous que la mouche en bourdonnant frappe six cents coups d'aile par seconde? Encore un échelon plus haut, nous rencontrons la *locomotilité,* l'expression la plus élevée du mouvement spontané. Il fallait pour l'accomplir un squelette articulé. Aussi les formes géantes parmi les êtres libres se sont-elles d'abord réalisées dans l'eau (les ichtyosaures, les cétacés). Parmi les êtres fixes, les plus grands, tels que les arbres forestiers, vivant sur la terre.

Déjà les algues manifestent certaine activité qui pourrait être la transition vers le mode de progression sur terre, mais la première apparition de membres locomoteurs s'annonce en réalité par les cils, qui partent du corps des vers pour s'attacher aux surfaces. Chez les myriapodes, chaque pied a son articulation ; puis les pieds de devant deviennent des tentacules, chez les articulés supé-

Digitized by Google

rieurs. De degré en degré, on arrive aux quadrupèdes, d'abord à ceux qui doivent leur principale force d'impulsion au train postérieur; puis à ceux qui, momentanément, savent s'en passer : les quadrumanes; enfin, les chimpanzés et les orangs courent sur les poings : il n'y a plus qu'un pas jusque l'homme qui se dresse tout à fait.

La marche proprement dite est la première phase de locomotilité humaine : c'est l'état sauvage. Plus tard, il assemble des animaux domestiques qu'il charge de bagages : c'est l'époque des caravanes. Or, ce phénomène de la dispersion, que l'on pourrait appeler « l'activité appliquée », se retrouve aussi dans la nature des animaux. Le travail est une loi de nature comme le sommeil ou la chaleur. Les animaux sont actifs comme ils sont courageux, à différents degrés. Une seule abeille prendra l'initiative du travail pour entraîner les autres. D'autre part, il est des fourmis qu'il faut mordre pour les faire avancer.

D'autres instincts moins exigeants se rapportent plutôt aux conditions de confort : l'instinct de s'abriter, celui de se vêtir, lequel engendre l'amour des déguisements. Beaucoup de peuples primitifs ont la coutume de s'affubler de peaux de bête ; notre casque à crinière flottante avec tête d'animal vient encore de l'état sauvage. Mais n'est-il pas curieux de retrouver cette propension au delà de l'espèce humaine, chez la mouche aux yeux d'or? Cette mouche fait la chasse aux aphides, elle les tue, les dépouille et se revêt de leurs peaux.

On remarque aussi que la hutte du castor est ronde comme le nid de l'oiseau, comme la cellule primitive de l'abeille. Le sauvage, quand il sait construire, bâtit sa hutte sur un plan élémentaire qui ne révèle pas autre chose que l'instinct. Beaucoup d'entre eux ne connaissent ni abri ni vêtement. Ils sont indifférents à la décence et à l'hygiène : ils s'accouplent en public, mangent leur vermine comme les gibbons; ils n'ont aucune idée de propreté, bien que la propreté soit un instinct commun à beaucoup d'espèces. Chez nous, c'est le résultat de la culture. Les religions ont corrigé ces mœurs et l'on retrouverait dans le goût des bains le premier raffinement du luxe dans l'hygiène.

Bon nombre d'animaux ont l'instinct de l'épargne : les abeilles, les termites, certains rongeurs. L'éléphant, lui, est prodigue, il abat un arbre pour quelques feuilles.

A ces moyens d'appropriation, il faut ajouter encore la piraterie et le vol adoptés par toute la nature. Il n'est pas jusqu'à l'esclavage

Digitized by Google

qui n'ait pu nous être enseigné par les fourmis rouges. De même que chez nous, ce sont les fourmis noires que l'on réduit à la servitude et que l'on condamne au travail.

Tous ces actes se répètent constamment, la vie automatique n'est qu'une série de répétitions; de là viennent les *habitudes*. A force de répéter, l'être choisit spontanément entre les mouvements les plus appropriés aux circonstances, ou, si la volonté intervient dans ce choix, elle disparaît bientôt devant la routine. Il en est ainsi, par exemple, dans la manière de manger.

L'homme n'est pas le seul animal « qui cuisine », tant s'en faut. Le singe sacré de l'Inde enlève parfaitement les crocs aux serpents venimeux qu'il mange; la taupe épluche les larves. Le saki de l'Orénoque puise le liquide dans le creux de la main et le verse ainsi dans la bouche.

La manière de marcher, les attitudes, l'emploi du temps, les exercices de force et d'adresse, la marche à la file, la façon de porter les enfants ou de les endormir, sont autant d'*habitudes* que l'homme semble emprunter à l'animal, tant les analogies sont frappantes. Le héron se peigne, le cheval s'épile; beaucoup de pachydermes s'enduisent de boue volontairement; les Esquimaux se graissent le corps,

> Et Jisabelle a soin de peindre son visage
> Pour réparer des ans l'irréparable outrage.

Mais il y a dans les habitudes quelque chose de plus qu'un besoin organique. Sans que pour cela les organes se modifient, les habitudes peuvent varier suivant la nature ou le sexe de l'individu. Chaque cheval a sa façon de jeter les jambes en galopant. C'est l'individualité qui commence. Ce fait nous offre la transition entre les actes purement physiques et ceux qui procèdent de la volonté. Nous passons des *sensations* aux *sentiments* et aux *passions*, qui sont les attributs de l'*être intelligent*.

A part le degré d'intensité, les animaux éprouvent des affections et ressentent des passions de la même manière que les hommes. Seulement, la sensibilité morale diminue, comme la sensibilité physique, à mesure qu'on descend l'échelle animale et l'échelle sociale. Tandis que nous souffrons d'une piqûre, les *rayonnés* s'occupent à peine de la perte d'un membre.

Dans l'ordre moral, il ne serait pas même besoin de descendre jusqu'aux sauvages de l'Australie pour voir l'homme préférer son

Digitized by Google

chien à sa femme. L'être ne s'élève que peu à peu de l'égoïsme absolu à la mansuétude. Ce sont là les deux pôles extrêmes de cette disposition générale à la sensibilité.

Le point de départ est donc la brutalité, dont le premier résultat se traduit par une idée d'excellence, fondée sur la supériorité physique de l'individu. Cette idée provoque l'amour de la guerre, la *combativité,* qui met aux prises tout le règne animal. Le coq bat des ailes, le gorille jette son cri de guerre et s'élance au combat comme le sauvage.

L'analogie entre l'homme et l'animal se poursuit, du reste, dans beaucoup de passions brutales. La colère, la jalousie s'observent déjà chez les insectes et les reptiles. L'homme, à l'état sauvage, est le plus féroce des animaux; il faut lire, dans l'ouvrage qui nous occupe, de quoi il est capable. Il est glouton à l'instar du condor. Aux îles Fidji, le naturel tue sa proie, en la mangeant, avec les dents. Il est vrai que nous n'avons pas inventé l'ivrognerie, ni l'ivresse de l'opium et du tabac. Le bourdon (*bombus*) s'enivre aux fleurs de la passiflore bleue et revient à la charge : c'est son haschih. Les rats sont très heureux dans une pièce de vin. Enfin, c'est au goût de la chèvre que nous devons le café.

Cette recherche instinctive des jouissances conduit à deux états distincts, la joie et la tristesse, suivant que les appétits se trouvent déçus ou satisfaits. L'oiseau chante les douceurs de l'hyménée; beaucoup de singes rient aux éclats, le cerf verse des larmes. La sensibilité mentale se trahit chez les animaux par tous les signes extérieurs, sans excepter le changement de couleur qui est un phénomène spontané, jusque dans la classe des poissons.

Les impressions se renouvellent et varient sans cesse : c'est un besoin. La tendance à se grouper pour célébrer des jeux et des fêtes semble procéder de ce désir d'excitation.

L'usage des fêtes a son origine dans la nature. Il y a partout des réunions d'oiseaux. Au temps de la reproduction, les mâles du faisan cupidon (*Tetras cupido*) s'assemblent et luttent ensemble de majesté jusqu'à ce que la jalousie s'en mêle. Il y a même des soirées chez les lapins et les renards, soirées de famille bien connues des affûteurs. Quand les singes cibiens s'apprêtent à changer de cantonnement, il se réunissent pour sauter et gambader. Les chimpanzés noirs de l'Afrique vont jusqu'à tambouriner sur une écorce avec des baguettes de vieux bois.

Ces assemblées ne rappellent-elles pas la coutume de tous les sauvages? Depuis le tambour du chimpanzé noir et du nègre

Digitized by Google

d'Afrique, les amusements de l'homme se sont transformés avec le progrès, en suivant partout les mêmes phases dans les états sociaux correspondants. On commence par les combats d'animaux pour aboutir à l'agora, au café, etc.

Le goût de la parure suit la même progression, dans des centres opposés et souvent dans les temps les plus éloignés. C'est ainsi que l'anneau traverse toute les époques sociales; on le suspend au bout du nez, il passe aux oreilles et s'arrête à nos doigts. Nos dragons font sonner leurs éperons, dit Livingstone, comme les nègres de la vallée de Barotse font sonner aux chevilles des morceaux de fer. Le paon aussi aime à faire la roue.

Cependant, le sentiment ne prend une forme matérielle que dans les arts. L'art est l'impression de la passion. Nous commençons par développer nos organes dans leur exercice naturel, sans instruments ni outils. Nous luttons comme les coqs. Les jeunes chiens s'ébattent, les poulains se défient à la course, la chèvre fait assaut de grâce, en combat simulé. Le chant chez les oiseaux est un art, en ce qu'il tient des qualités acquises et non d'instinct; avec l'âge, il se perfectionne. Pareillement, la danse, chez les sauvages, n'est d'abord qu'une agitation cadencée, comparable au sautillement joyeux du cheval.

Le jongleur serait la transition entre l'art du barbare et celui de l'homme civilisé. L'homme aide ensuite à ses moyens par des outils, il prend un corps retentissant, c'est le tambour du chimpanzé— ou la musique instrumentale.

Si maintenant l'on remonte à la cause de ces réunions en commun, on ne peut se défendre d'y reconnaître en germe ces dispositions sympathiques qui rapprochent les individus : l'amour maternel, l'amour et l'amitié. Nous ne rappellerons pas les manifestations de ces sentiments, dont l'animal nous donne la preuve tous les jours. Le fait n'est pas discutable.

Mais ce sont là, dira-t-on, des facultés natives qui n'exigent nullement l'effort d'une volonté. L'intelligence ne se démontre que par l'existence des *idées*.

Nous allons voir que les animaux pensent.

Quand le cheval refuse de franchir un obstacle qui dépasse son pouvoir, il résume, par ce fait, les deux premiers actes d'un raisonnement : l'attention, l'observation De même est le gorille attaqué par un homme, quand il s'empare de son fusil. Non seulement l'animal observe, mais les impressions se prolongent dans sa *mémoire;* il imite. C'est ainsi qu'il reçoit des leçons progressives

Digitized by Google

de ses parents. La poule enseigne à ses petits à gratter le fumier. Le chat dresse ses petits en leur présentant sa queue en guise de souris.

Il y a plus. Parfois, les souvenirs se reproduisent chez l'animal avec la sensation, de telle sorte qu'il croit voir des objets qui n'existent pas en réalité. Beaucoup de mammifères et d'oiseaux sont sujets aux rêves et à la frayeur. Ils se créent des fantômes sur la notion peu distincte de la vue et de l'odorat. On voit les loups et les chiens aboyer à la lune. Voilà toutes les formes de l'imagination, depuis la simple mémoire, jusqu'à l'imagination créatrice et l'hallucination.

Il semble impossible après cela de ne pas accepter chez l'animal la continuité des idées. Le seul fait qu'ils changent d'habitudes prouve qu'ils savent généraliser et même inventer. On connaît, en Thuringe, des chants de pinsons qui ont fait leur apparition de mémoire d'homme. On a vu les araignées adapter leurs toiles à diverses situations. Certaines ruses, certains expédients, en dehors des habitudes normales, dénotent chez les mammifères et chez beaucoup d'insectes des *intentions.*

L'animal sait donc tirer des conclusions, il raisonne. Un grand nombre observent les heures dans les habitudes : on ne peut leur refuser la notion du temps. En outre, ils ont conscience du déclin de leurs forces et de la perte de leurs amis, témoin le chien qui se suicide en se laissant mourir de faim. Ils distinguent ce qui est permis de ce qui est défendu, au même degré que l'homme inculte : l'animal domestique se cache pour désobéir. Ils ont connaissance du devoir en ce qui touche une tâche prescrite.

Enfin, l'animal sociable communique ses impressions à ses semblables par des manifestations extérieures. Il forme des alliances, il reconnaît des chefs et des êtres supérieurs. L'assimilation paraît donc absolue entre les animaux supérieurs et l'homme, à part cette différence que l'animal ne progresse pas. Mais ce n'est pas que la faculté lui manque, puisque celle-ci se révèle parfois. Il n'y a qu'une différence de quantité. Si les générations d'animaux se ressemblent comme celles des sauvages, c'est que tous reprennent la vie au même point de départ. La *continuité* fait défaut. Ce n'est que par le langage et l'écriture que le développement s'accélère. D'ailleurs, le langage aussi est un art dont l'acquisition n'est pas plus spontanée pour l'espèce que pour l'individu : elle s'est faite progressivement. La liberté chez l'homme n'existe qu'à l'état latent, son développement moral est influencé

Digitized by Google

par les circonstances extérieures. Nos idées morales dépendent en grande partie de l'état social où nous vivons. Bien des sauvages n'ont pas la moindre notion religieuse. Le degré d'avancement atteint par l'individu dépend moins de sa volonté que du développement graduel qui, grâce au phénomène de la continuité, appartient au groupe entier. Tout dépend du chemin parcouru.

« L'animal demeure au même point ou du moins ne progresse « pas par son initiative et en vertu de ses propres efforts. Consi- « déré en lui-même, il naît ce qu'il doit rester. Tandis que le « genre humain porte en lui un instrument de progrès, qui « étend la période du développement mental au delà de la vie « d'un homme individuel, d'une génération et d'un peuple. »

Dans cette rapide ébauche, nous avons été forcé de nous arrêter devant la dernière et la plus intéressante partie de l'ouvrage, celle où le naturaliste examine les phénomènes de la *vie de relation*, depuis le langage et la famille jusqu'à l'état civilisé : formidable recueil de recherches, d'observations et de faits si étroitement liés dans leur causalité qu'il est impossible d'en détacher une partie sans préjudicier à l'ensemble. L'auteur y poursuit la marche créatrice de la nature avec une incroyable sûreté de coup d'œil et le prestige de cet enthousiasme qui plane librement au dessus du fatras technique. Rien d'entraînant comme cette lecture; rien d'attrayant comme ce tableau où des milliers d'êtres s'évertuent. On y respire un souffle de grand air. On doit remercier M. Houzeau de la tâche laborieuse qu'il s'est imposée, quoique lui-même semble subir le charme qu'il communique en parcourant le champ de sa prédilection. Il a dû bien souvent seller et desseller ce *solipède* ami dont il nous décrit les instincts. M. Houzeau, du reste, était de longue main préparé aux travaux d'histoire naturelle. Astronome, physicien et géologue, il avait touché à beaucoup de phénomèmes; en abordant les études biologiques, il ne fait pour ainsi dire qu'achever son tour de la nature. De là, cet esprit d'ordre, dont notre résumé, du reste, ne peut donner qu'une faible idée. Encore a-t-il fallu, souvent, copier l'expression de l'auteur, sauf à dénaturer le texte. Nous nous excusons des emprunts par la pensée que nous ne serons pas les derniers à compulser une œuvre qui, d'après nous, est destinée à devenir pour les uns une bibliothèque, pour les autres un initiateur.

X. De Reul.

Digitized by Google

CONTRE ROME [1]

Ce petit livre, de cent et quelques pages, a été composé par soixante-sept poètes allemands, de tous les coins du pays : de Berlin et de Vienne; de Munich, de Stuttgard et de Cologne; de Weimar, de Francfort et de Leipzig; de Hambourg, Altona, Brême, Augsbourg, Kœnisgberg, Carlsruhe, Inspruck, Wiesbaden, Kiel, Brunswick, Lubeck, Hanovre, Elberfeld, Bonn, Osnabrük, Meiningen, Gratz, Darmstadt, Neubourg; même de Strasbourg, et aussi des localités les plus petites ou les plus éloignées des centres, comme Ratibor ou Bregenzt, comme Neisse, Barmen, Bedburg, Joachimsthal et Herzogswaldau.

Les plus célèbres écrivains ont répondu à l'appel d'un poète et d'un éditeur d'Elberfeld : l'auteur de *Mirzachaffi*, Bodendstedt, l'auteur des *Nouvelles de Méran,* Paul Heyse, le lyrique Geibel, le satirique du *Kladeradatsch,* Lœwenstein, le poète patois du Nord, Klaus Groth, le critique Ad. Glasbrenner, le dramaturge R. Gottschall; Otto Roquette et An. Grun, etc., etc., ont concouru à l'œuvre.

L'idée était la même, le but, commun. La difficulté consistait surtout à éviter la monotonie et à ne pas forcer la note. Il était presque impossible d'y réussir, et le livre lui-même devait être moins un recueil de chefs-d'œuvre qu'une démonstration politique.

La variété a été demandée à la diversité des genres et des rhythmes. Tous les genres ont été employés, depuis la satire jus-

[1] *Contre Rome, voix des poètes allemands*, recueil composé par ERNST SCHERENBERG. Elberfeld, librairie Baedecker, 1874.

Digitized by Google

qu'à l'élégie, depuis la chanson jusqu'au poëme, depuis le récit historique jusqu'au conte humouristique, depuis la légende et le dialogue jusqu'au cantique funèbre ou l'hymne patriotique, depuis le sonnet et le quatrain jusqu'à l'épigramme.

Bon nombre de ces poésies n'ont pas été faites pour la circonstance et remontent à plusieurs années, ce qui sert aussi à la variété. Enfin, la famille d'Hoffman von Fallersleben y a fait représenter le poète mort par une satire : *Vérité, liberté, droit,* et une chanson : *Ami de l'Empire, ennemi de l'Église.*

Le petit livre est mis, à prix réduit, à la disposition du colportage, des cercles populaires et des loges maçonniques.

Il ne peut manquer de se trouver des détails à relever, dans une œuvre pareille, qui prend quelquefois pour une attaque à l'autocratie religieuse un éloge de l'Empire et qui fait conspirer les jésuites avec les *Welches* (*Prologue*). Mais que de bonnes poésies! tantôt émues comme la pièce de Brunhold : *Aux professeurs allemands*, qui ont à opposer à l'ultramontanisme une œuvre patiente et laborieuse d'éducation, ou comme une élégie à Pie IX, de Schrattenholz; tantôt vigoureuses, comme : *Je l'ai osé,* de Lœvenstein; ou sentimentales comme la *Nonne* du poète strasbourgeois Endrulat, ou fines comme les *Flèches* de Bodenstedt et *la Pluie* de Geibel, ou piquantes comme celle où Paul Heyse, imitant Giusti, trace le croquis d'une espèce de *Roi d'Yvetot* pontifical, ami des hommes, serviteur de Dieu, qui, devenu pape, met le Vatican à louer, change en hôtellerie le château Saint-Ange, le Quirinal en hospice de prêtres hydrophobes, enferme au ghetto les intolérants catholiques, renvoie les légats et les suisses, chasse les ignorants, lève toutes les bornes de la pensée, fait brûler par le bourreau un seul livre : l'*Index,* met les hérétiques, les athées et les dieux nouveaux, non dans le feu, mais aux invalides ou à l'hôpital des fous, et défend, *sous peine d'excommunication,* de donner à l'Église plus qu'elle n'a besoin. Devant cette vision, le poète va s'agenouiller; mais il aperçoit une procession de têtes couronnées qui se disent : « Cet homme est fou de jouer l'apôtre! « Croit-il attirer avec des miettes pies le fretin qui nous « échappe? Allons, petit père, tu es trop honnête pour un pape!... »

Nous avions pensé d'abord à publier une traduction en vers de quelques pièces choisies de ce recueil. Nous trouvons préférable de nous associer à l'œuvre des poètes allemands en y apportant un petit contingent extrait du portefeuille de la *Revue de Belgique.*

Digitized by Google

LES TROIS ROMES

Il est pour le tyran d'horribles agonies,
Lorsqu'une lente mort le traîne aux gémonies
Et que, comme un forçat qu'on mène au tombereau,
Il saisit, corps à corps, l'invincible bourreau.
Ah ! si le genre humain offrait au cimeterre
Une tête qu'on pût d'un coup jeter à terre,
Il rirait aux douleurs, son désespoir altier
Se plairait à périr avec le monde entier !
Tantôt, dans ses derniers instants que la mort fauche,
Il veut faire tenir un siècle de débauche,
Aspire à surpasser les excès inventés
Et se plonge aux horreurs des âcres voluptés.
Mais soudain, sur son corps, comme un volcan d'ulcères,
La plaie intérieure ouvre d'affreux cratères,
Et, sous des aiguillons terribles rugissant,
Il vomit le remords avec des flots de sang.
Puis, il tombe à genoux devant ses propres craintes,
Son orgueil désarmé pousse d'ignobles plaintes,
Il se bat la poitrine, il se signe le front,
Des cierges qu'il allume au ciel le sauveront !
Il livre un corps infect à tous les empiriques,
Il vend une âme vile à toutes les reliques,
Il appelle, au secours de ses convulsions,
L'essaim des lâchetés : les superstitions;
Avec sa perte, ainsi, sa honte se consomme :
Il ne laisse à la mort rien à frapper d'un homme!
Mais la mort, plus clémente au cadavre dompté,
Rend à ses traits l'ampleur et la sérénité.

Épouvantable fin! Mais plus terrible encore
Quand tout un peuple ainsi tombe et se déshonore,
Se vautre, moribond, dans la fange et le sang ;
Riche, mais corrompu, cruel, mais impuissant,
Abdique sa raison, dégrade son génie
Et pendant plus d'un siècle allonge l'agonie!
Car plus il fut robuste et vaillant, ô terreur!
Plus l'abîme qu'il creuse en sa chute a d'horreur.
Un souffle de mépris renverse le pygmée,
Mais le dieu qui vainquit le lion de Némée,
Mais l'homme qui ravit au ciel le feu nouveau
Ne tendent pas au glaive une gorge d'agneau;

Digitized by Google

Il faut, pour renverser ces natures puissantes,
Des poisons corrosifs, des foudres mugissantes!
Ainsi, la vie est dure au sein des nations :
Quand le vice ou l'erreur, quand les oppressions
Saisissent un grand peuple au cœur, et le dépècent,
Sous le bec des vautours ses entrailles renaissent:
Il bondit; du malheur il creuse les sentiers,
Se déchire les chairs et, des siècles entiers,
Arrache, arrache en vain, de ses flancs sans défense,
Ce manteau de Nessus affreux : la décadence.

Il tombe, et le penseur, qui le voit désarmé,
Jette un linceul de paix au peuple inanimé,
Et, dénonçant l'erreur, le vice qui le tue,
Aux chefs qui l'ont fait grand élève une statue.

Ainsi, les Césars-dieux, sur son sein libre et fort
Ayant inoculé le principe de mort,
Rome périt, bacchante épuisée à l'ivresse;
Le peuple de Brutus, de Caton, de Lucrèce,
Par sa gloire trahi, dans ses droits mutilé,
Tomba; mais cinq cents ans l'Empire avait râlé !
Tant c'était un travail, entre tous ceux de l'homme,
Immense, de fonder ou de renverser Rome!

Ainsi, sous son forfait, implacable vautour,
La Rome catholique agonise à son tour.
Depuis qu'après des jours si beaux, Grégoire treize
De toute tyrannie en a fait la fournaise,
Depuis que, pour régner par le fer et le feu,
L'Église n'a pas craint de déshonorer Dieu,
La mort est dans son sein, la mort du Bas-Empire,
Et son crime la ronge au cœur, comme un vampire.
Déjà, signes cruels, sur les trônes chrétiens,
Que de Caligulas, de Nérons, de Gordiens!
Quel Claude emprunte au mal un galbe plus sinistre
Que ces hommes, pontife ou roi, moine ou ministre,
Qui, la croix à la main, sur un peuple endormi,
Dirigent les mousquets de Saint-Barthélemy,
Consacrent les poignards, bénissent les noyades,
Et contre la pensée arment les dragonnades?
S'il faut soumettre un peuple au joug profanateur,
Le proconsul n'est rien près de l'inquisiteur ;
Galba cède la palme aux héros des Cévennes,
Le cirque est éclipsé par ces fêtes chrétiennes

Digitized by Google

Où, comme un roi, devant la mort épouvanté,
Rome à des bains de sang demandait la santé.
Nul forfait : le poison, l'inceste, l'adultère,
Aucun monstre : Commode, Agrippine, Tibère,
Rien n'égale, en ce gouffre où Rome se noya,
Les horreurs que résume un seul nom : Borgia ;
Et l'histoire, qui suit les fastes des deux Romes,
Y voit les mêmes maux, infaillibles prodromes
D'un colosse qui tombe en dissolution,
Et reconnaît le crime à sa punition !
Prétoriens des camps, satrapes de l'Église,
Le mal étant pareil, la chute rivalise;
Rien n'y manque; le schisme ira toujours croissant ;
Rien, ni ce désespoir d'un despote impuissant,
Empruntant, pour garder un seul jour sa victime,
Les fusils étrangers, ces béquilles du crime;
Ni, par des bombardeurs, le dogme rétabli,
Rêvant d'immaculée où règne Antonelli;
Rien, ni les pâmoisons qui suivent les orgies,
Du culte interrompu fréquentes léthargies,
Lorsqu'un peuple affranchi jette un verdict de mort ;
Rien ne manque à sa chute, excepté le remord.
Et la reine du monde, en enfance rentrée,
Pour la seconde fois, mourra déshonorée,
Si l'esprit de justice, heureux contrepoison,
Ne suspend l'agonie au frein de la raison.
Car l'homme s'affranchit; il sent, à chaque fibre,
Qu'il n'est qu'un Dieu, le Dieu qui fit la raison libre,
Que le vrai, le grand culte est le droit respecté,
Et que tout despotisme est une impiété,
Et, si de ses excès elle comble la somme,
C'est l'homme et Dieu d'accord qui feront tomber Rome.

Puis, quand elle sera couchée en son cercueil,
Que les tyrans déchus auront traîné son deuil,
Près des autels tombés, l'histoire impartiale,
O Christ! restaurera ta figure idéale,
Et, dans les hauts sommets reprenant ton vrai rang,
Tu te relèveras homme, et seras plus grand ;
Et l'Humanité libre et la Ville-Éternelle
Reprendront vers le Droit leur marche solennelle,
Et fonderont en paix la nouvelle cité :
La Rome du progrès et de la liberté.

CH. POTVIN.

Digitized by Google

ESSAIS & NOTICES

CONCOURS DE POÉSIE POPULAIRE institué par la SOCIÉTÉ FRANKLIN de Liége. — *Sujet du concours* : Une pièce de théâtre populaire en un acte et en vers.

La *Société Franklin* qui, depuis huit ans, rend, à Liége, de réels services à la cause de l'instruction populaire, vient d'instituer un nouveau concours de poésie populaire.

Le sujet de ce concours est une pièce de théâtre en un acte et en vers.

L'idée de ce concours a été suggérée à la *Société Franklin* par le succès extraordinaire obtenu à l'une de ses séances populaires du dimanche, par une représentation du beau drame des *Ouvriers,* d'Eugène Manuel.

L'extrait suivant de la circulaire par laquelle la *Société Franklin* annonce son concours, en indique suffisamment le but et les conditions :

Ce que la *Société Franklin* demande, c'est une pièce de théâtre en vers, drame ou comédie, dont la représentation puisse inspirer de salutaires pensées à un public ouvrier.

Cette pièce étant destinée à être surtout représentée dans les salles de concert, il va de soi que les auteurs enlèveraient à leurs œuvres des chances de succès, s'ils composaient des drames ou des comédies exigeant de nombreux interprètes ou une mise en scène compliquée.

Le prix consistera en

UNE MÉDAILLE EN OR DE 200 FRANCS.

Ce prix ne pourra pas être partagé.

Plusieurs mentions honorables pourront être accordées par le jury.

Digitized by Google

Des médailles en bronze seront remises aux concurrents qui auront obtenu des mentions honorables.

L'auteur de la pièce couronnée conservera la propriété de son œuvre; la *Société Franklin* se réserve seulement le droit de la faire représenter pour la première fois à une de ses séances publiques et gratuites, le jour où la médaille sera solennellement remise au vainqueur, et celui de la publier dans le *Journal Franklin*, immédiatement après la première représentation. Elle s'engage, en outre, à user de son influence pour obtenir que la pièce couronnée soit jouée sur différents théâtres, de manière à assurer à l'auteur l'obtention des primes d'encouragement accordées par le gouvernement aux auteurs dont les œuvres sont représentées plus de trois fois.

La *Société Franklin* se réserve également la faculté de faire jouer à ses séances populaires et de publier dans le *Journal Franklin* les pièces qui obtiendraient des mentions honorables.

Le jury sera composé de MM. Émile De Laveleye, Joseph Delbœuf et Jean Stecher, professeurs à l'université de Liége, Emmanuel Desoer, substitut du procureur général, et Alfred Micha, avocat.

Les concurrents qui se feraient connaître avant la décision du jury, seront exclus du concours. Ils sont priés de mettre en tête de leur manuscrit une devise répétée sur un billet cacheté contenant leur nom et leur adresse.

Toutes les pièces, écrites en français, seront reçues au concours, quelle que soit la nationalité de leurs auteurs.

Les concurrents doivent adresser leurs travaux à M. Micha, secrétaire de la *Société Franklin*, rue Saint-Adalbert, 3, à Liége, avant le 1er janvier 1875.

* * *

Puisque nous en avons l'occasion, nous croyons devoir ajouter quelques mots sur la *Societé Franklin*, sur son but, ses travaux et son origine.

Le but de la *Société Franklin* est de répandre dans les masses le goût de l'instruction et des beaux-arts.

Pour atteindre ce but, elle organise tous les dimanches, du mois de novembre au mois de mai, des séances populaires publiques et gratuites de littérature, de science et de musique, qui ont lieu de 2 1/2 heures à 4 1/2 heures. Le programme se compose généralement de quatre ou cinq morceaux de musique et d'une conférence. Parfois, la conférence est remplacée par des déclamations de poésies populaires ou par la représentation de scènes dramatiques.

Pendant les mêmes mois, la *Société Franklin* donne chaque

Digitized by Google

soir, de 8 à 9 heures, des cours populaires publics et gratuits, dans lesquels on enseigne d'une façon tout élémentaire l'économie politique, le droit constitutionnel, le droit civil, l'histoire et la géographie, l'arithmétique, la physique, l'astronomie, la géologie, l'hygiène et la musique.

Les séances du dimanche ont été données d'abord dans des salles de café-concert, louées par la Société, et, depuis deux ans, elles ont lieu dans la belle salle de concert que la *Société d'Émulation* a bien voulu mettre à la disposition de la *Société Franklin*. Les cours publics se font dans un autre local loué par la *Société Franklin*.

C'est le 15 janvier 1866 que la première séance populaire a été organisée. Au mois de novembre 1866, la *Société Franklin* a joint les cours publics aux séances récréatives. A la même époque, elle publiait le premier *Almanach Franklin*.

Les *Almanachs Franklin* sont de petites brochures populaires, contenant, outre les indications que l'on trouve dans tous les almanachs, les biographies des citoyens belges, et spécialement des citoyens liégeois, qui se sont illustrés et ont rendu des services à leur patrie; des proverbes et des sentences, quantité d'articles de tout genre, des chansons, des poésies populaires, des anecdotes, un tableau des foires et des marchés, l'indication des institutions de prévoyance ou d'utilité et la liste des membres effectifs et honoraires de la *Société Franklin*. L'*Almanach Franklin* de 1867 avait été tiré à 7,000 exemplaires; ce nombre n'a cessé d'augmenter; il est monté, en 1874, à 12,000 exemplaires.

L'*Almanach Franklin* forme une brochure in-32, de 128 pages, qui se vend 20 centimes l'exemplaire, 2 francs la douzaine, 15 francs le cent et 125 francs le mille.

Le 1er janvier 1867, la *Société Franklin* fondait, en outre, le *Journal Franklin*, organe des intérêts populaires, qui se publie chaque dimanche, et dont le prix d'abonnement, port compris, est de 5 francs par an; le numéro se vend 10 centimes. Le *Journal Franklin* compte actuellement 1,100 abonnés, et il fait aujourd'hui ses frais. Il est rédigé par un comité de membres effectifs de la *Société Franklin* et il ouvre volontiers ses colonnes aux plumes ouvrières. Depuis cet hiver, notamment, les comptes-rendus des séances du dimanche sont rédigés par un ouvrier typographe qui a offert au *Journal Franklin* une collaboration qu'on s'est empressé d'accepter.

Dans les conflits qui se sont élevés dans le bassin de Liége

Digitized by Google

entre les ouvriers et les patrons, le *Journal Franklin* s'est toujours efforcé de rechercher la vérité et la justice et de tenir d'une main ferme la balance égale entre les intérêts opposés. Alternativement critiqué ou approuvé par les uns et par les autres, il a aujourd'hui conquis, par son impartialité, la confiance publique, méritée par l'indépendance absolue et bien connue à Liége des membres effectifs de la *Société Franklin,* qui élisent entre eux le comité de rédaction.

Indépendamment de ces travaux permanents, la Société a patronné diverses œuvres, telles qu'une société pour l'encouragement de l'épargne, une société chorale ouvrière, les *Orphéonistes liégeois,* dirigée par un de ses membres effectifs; une société de conférences flamandes, etc.; elle a, en outre, institué divers concours, organisé des collectes publiques, lors de l'invasion du choléra, en 1866, et lors de la guerre franco-allemande.

Le 26 avril dernier encore, elle a fait pour les bibliothèques populaires une grande collecte de livres et d'argent qui a produit de très heureux résultats.

* * *

Depuis huit ans que la *Société Franklin* existe, le zèle de ses membres ne s'est pas ralenti un seul jour, et les sympathies du public ne lui ont jamais fait défaut. A quoi faut-il attribuer cet heureux résultat, qui pourrait être atteint partout, avec de la bonne volonté ?

Aux deux raisons suivantes :

1° La *Société Franklin* est complétement indépendante de toute attache officielle; elle ne reçoit aucun subside de la ville de Liége ; les locaux dont elle a besoin, elle les loue à ses frais ou les obtient de la bonne volonté d'autres sociétés privées;

2° La *Société Franklin* n'a pas de règlement. A mesure qu'un besoin se présente, les membres effectifs y pourvoient en assemblée générale. Il s'est formé, de cette façon, une sorte de tradition au sein de la Société, et cette tradition tient lieu de règlement.

Voici toute l'organisation : la Société est composée de soixante membres effectifs, qui se recrutent eux-mêmes, et d'un nombre illimité de membres honoraires qui subviennent aux besoins de la Société par des cotisations annuelles dont ils fixent eux-mêmes le montant, mais qui ne peuvent être inférieures à cinq francs.

Digitized by Google

Aucune condition n'est requise pour être agréé comme membre honoraire : les femmes, les enfants même sont admis dans la Société en cette qualité qui, du reste, ne confère aucun droit. Il suffit, pour devenir membre honoraire de la *Société Franklin,* d'envoyer son nom et sa cotisation au trésorier.

Les membres effectifs s'imposent aussi volontairement une cotisation, nomment les membres du bureau et administrent les affaires de la Société avec une indépendance absolue. Ils rendent publiquement leurs comptes par la voie des journaux.

Chaque année, au mois d'octobre, ils se répartissent en six comités, de dix membres chacun. Ces six comités doivent pourvoir, chacun pendant un mois, à l'organisation des séances publiques du dimanche. De cette façon, la tâche de chaque membre devient légère, grâce surtout à l'empressement et au dévouement des orateurs, des artistes, des amateurs et des sociétés de musique de Liége, qui se mettent à l'envi à la disposition de la *Société Franklin,* avec un désintéressement absolu.

La Société a été fondée d'une manière bien simple et bien pratique. Nous la recommandons aux amis de la diffusion de l'instruction qui pourraient, avec de la bonne volonté, fonder très facilement des sociétés analogues dans toutes les villes du pays.

Au mois de décembre 1865, quelques jeunes gens se réunirent et fondèrent la Société, en ayant bien soin de ne pas se lier les mains par des statuts et perdre leur temps et le premier feu de leur zèle dans une discussion de règlement. Ils convinrent simplement d'unir leurs efforts pour répandre dans le peuple le goût de l'instruction, et ne s'imposèrent d'autres limites que de ne pas aborder dans leurs conférences les questions de dogmes religieux, ni les questions de politique militante et actuelle.

Ayant adhéré, au nombre de trente-cinq, à cette idée, ils s'intitulèrent membres effectifs de la *Société Franklin,* et, afin d'obtenir les fonds indispensables à la réussite de leur projet, par l'adjonction de nombreux membres honoraires, ils adressèrent, le 4 janvier 1866, à tous les électeurs de Liége la circulaire suivante :

Les soussignés ont fondé à Liége, sous le nom de Société Franklin, une Association qui a pour but d'instruire et de moraliser les classes ouvrières, en organisant des séances hebdomadaires et publiques de littérature, de science et de musique.

Pour atteindre ce but, ils font appel au dévouement de tous les orateurs et artistes qui voudront bien leur prêter le concours de leur talent.

Digitized by Google

Ils espèrent, en outre, que toutes les personnes sympathiques à cette œuvre les aideront à la réaliser en s'adjoignant à eux en qualité de membres honoraires.

La cotisation annuelle des membres honoraires est fixée à cinq francs au minimum.

La première séance aura lieu le dimanche, 14 janvier prochain, à 2 1/2 heures, à la salle Bonnaud, Degrés-de-Saint-Pierre, nº 3.

Suivaient les 36 signatures.

Près de 350 personnes répondirent immédiatement à ce premier appel et leurs cotisations suffirent pour subvenir aux frais de l'entreprise. Depuis lors, le nombre de ces membres honoraires s'est accru, et la *Société Franklin* peut désormais compter d'une manière certaine sur leur appui sympathique.

Des sociétés semblables devraient évidemment rallier les libéraux de toutes nuances. Leur organisation ne peut soulever d'objection sérieuse de la part d'aucun esprit sincèrement dévoué au progrès. Elles devraient former une sorte de domaine réservé où tous les libéraux pourraient se donner la main. Malheureusement, la *Société Franklin* n'a pas eu cette heureuse fortune : le parti radical n'a pas cessé de la combattre. Ces dissensions sont réellement regrettables, car ce n'est pas trop de l'appui des libéraux de toutes les nuances pour soutenir des œuvres de cette nature. On en a eu la preuve à Liége même, par la décadence du cercle local de la Ligue de l'enseignement, qui, au début, promettait un large développement, mais qui a fini par se dissoudre, quand il est tombé sous l'influence d'un esprit tellement exclusif qu'il a rendu impossible le concours d'hommes aussi peu suspects de tiédeur que MM. Stecher et Émile de Laveleye.

Que les libéraux des autres villes s'unissent au moins sur cette question de la diffusion de l'instruction. Qu'ils fondent des associations analogues à la *Société Franklin* et indépendantes des associations politiques proprement dites, et ils prépareront un terrain excellent sur lequel les animosités personnelles s'amortissent, les malentendus se dissipent et les réconciliations fécondes peuvent s'opérer.

E. Desoer.

Digitized by Google

LITTÉRATURE NATIONALE ET ÉTRANGÈRE

TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DIPLOMES IMPRIMÉS, concernant *l'Histoire de la Belgique*, par ALPHONSE WAUTERS, archiviste de la ville de Bruxelles, professeur d'histoire nationale, membre de l'Académie royale de Belgique et de la commission royale d'histoire. Introduction au tome IV. — Bruxelles, Muquardt, 1874.

Si l'on a dit : « rien n'est plus brutal qu'un fait », pourquoi ne dirait-on pas : « rien n'est plus insolent qu'une date » ? Dans l'importante publication entreprise par M. Wauters, sous les auspices de la Commission royale d'histoire, ce nouveau dicton nous est suggéré rien que par l'ordre chronologique dans lequel apparaissent les chartes et les diplômes. Dès que vous le suivez, et la science vous y convie, vous voyez disparaître, comme par enchantement, plus d'un mirage historique. C'est, on le sait, dans le désert que se rencontrent surtout ces phénomènes de réfraction. En histoire aussi, quand les récits sérieux sont rares, les fantaisies pullulent C'est ce qui arrive pour nos annales au beau milieu du XIII^e^ siècle.

« Les annales d'abbayes, dit M. Wauters, deviennent de plus en plus rares et pauvres en indications. Gembloux, Stavelot, Lobbes, ces anciens phares de la science monastique, semblent s'éteindre, et, d'autre part, l'ère des historiens de la Flandre et du Brabant ne commence pas encore. Ce ne sera que plus tard, dans les dernières années du XIII^e^ siècle, que le premier de ces pays produira Van Maerlant, et le second Jean Van Heeln, le chantre de la bataille de Woeringen. »

Chose étrange! vers 1250, quand nos deux littératures manifestent déjà leur fécondité par les œuvres les plus variées, quand notre activité politique domine tout l'Occident, nous n'avons presque pas de narrateurs digne d'étude et de critique. Chose plus étrange encore! une des sources les plus fécondes de notre histoire d'alors se trouve dans un poëme. Le trouvère tournaisien, Philippe Mouskès, a raconté dans ses vers octosyllabiques, souvent très vifs et très pittoresques, les événements les plus curieux et les détails les plus authentiques que lui-même a pu apprécier en contemporain sagace, de 1220 à 1242. Le chroniqueur-poète abandonne ses goûts romanesques dès qu'il arrive aux faits dont il a pu contrôler l'exactitude. Lui, qui a raconté les derniers

Digitized by Google

moments de Roland, en renchérissant encore sur les merveilles de la chanson attribuée à Turold, il devient un véritable historien pour tout ce qui concerne notre XIII^e^ siècle. Même dans l'épisode des amours de Bouchard d'Avesnes et de Marguerite de Constantinople, on le voit s'écarter de ces légendes si poétiquement inventées par le peuple flamand ou plutôt par l'esprit de réaction contre l'influence française. Mais l'amour de la vérité vraie lui porte bonheur. Il rencontre des situations dramatiques bien autrement émouvantes que celles des romans que chantaient, sur Bouchard le prêtre marié ou sur Marguerite, *la noire dame,* les jongleurs thiois ou wallons.

M. Wauters rend hommage à ce poète si véridique, en reconstruisant, au moyen de dates sérieuses et de diplômes authentiques, ce drame si étrange et si travesti de la lutte à la fois féodale et nationale des d'Avesnes et des Dampierre. Le même soin de reconstituer définitivement la succession réelle des grands événements de nos annales amène le savant archiviste à signaler les extravagances d'un grave chroniqueur belge, Jean d'Outre-Meuse, comte du Saint-Empire et notaire apostolique du prince-évêque de Liége au XIV^e^ siècle, emmêle d'une façon vraiment déplorable les romans et les chroniques. En conceptions bizarres, il dépasse le trop fameux *Livre de Baudoyn* qui, à la noble figure de Marie de Champagne, épouse de Baudouin IX, substitue on ne sait quelle nouvelle incarnation de Satan. Le chroniqueur liégeois, se prévalant d'un récit fantastique de Hugues de Pierrepont, amène les Sarrasins en Brabant et en Hesbaye et leur oppose le non moins fantastique géant Ogier le Danois. Ce héros, encore travesti jusqu'à la caricature dans les *rifazimenti* de la décadence chevaleresque, fait l'effet le plus bouffon au milieu de nos comtes de Flandre, de nos ducs de Brabant et de nos princes-évêques de Liége. M. Wauters cite une bizarre allocution d'Ogier à Philippe-Auguste; elle achève de démontrer la niaiserie du notaire apostolique et impérial.

« Sires, dit Ogier, je n'ai cure de Franche fours que par l'amour de vos, car se je vuelhe avoir terres et sangnories j'en ay asseis, car je suys dus de Lotringe et comte de Lovain, conte de Flandre avecque ses XIIII conteis, et dus de Campagne, conte de Nantes, marchis de Meaz en Brie, conte d'Osterne et Bealmont et de Beavoisin et voweis de Liége. »

Et voilà ce qu'on trouve dans nos annales, quand la Belgique, surtout en Brabant, est le centre de la politique occidentale.

« Que de perturbations, dit M. Wauters, se produisaient au

Digitized by Google

sein de cette société religieuse et féodale, qui s'était organisée en Europe à la suite du démembrement de l'empire de Charlemagne et des invasions des Normands ! Le saint siége triomphait à la fois des empereurs d'Allemagne et des sectes hétérodoxes qui avaient voulu ruiner son pouvoir, mais ces dernières renaissaient et des divisions se produisaient parmi les défenseurs de l'Eglise; la féodalité, menacée par la puissance grandissante des monarques, était sapée dans sa base par les communes; le commerce et l'industrie se développaient à mesure que l'anarchie et le servage disparaissaient; le style ogival allait éclipser la massive architecture romane; enfin, les langues modernes s'éveillaient à la vie. Ce merveilleux tableau semble n'avoir jamais été soupçonné par les écrivains de l'époque, et rien n'est plus difficile que de réunir les éléments à l'aide desquels on peut en présenter l'esquisse. Ici encore le recours aux chartes, aux lettres, aux traités est indispensable. »

Ce travail de l'archiviste doué du sens historique est d'autant plus opportun que, de 1191 à 1250 (correspondant aux tomes III et IV de la *Table chronologique*), on trouve la plus curieuse des législations communales. Cologne, Cambrai, Tournai, Liége, Gand, Anvers, Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, en un mot, les anciens Pays-Bas, nous offrent le spectacle des grandes transformations de la bourgeoisie. Mais cette moisson si drue, si riche, demande des ouvriers habiles, actifs et surtout courageusement patients. Les styles de chancellerie varient à l'infini; les erreurs ou même les fraudes concernant les indications de lieu se trouvent parfois dans un document des plus authentiques; enfin, dans une même ville, comme à Liége par exemple, on date différemment, selon les autorités que le clerc ou tabellion doit servir. J. S.

UNE FILLE DU PEUPLE, roman par Émile Leclercq. — Bruxelles, Ch. Vanderauwera, 1874.

On ne sait trop ce qu'il faut le plus admirer en M. Leclercq, l'inépuisable fécondité de sa plume, ou la variété des sujets qu'elle se plaît à retracer. Écrivain de race, polémiste d'instinct, M. Leclercq est toujours sur la brèche; il ne se lasse jamais, et chacune de ses œuvres est marquée au coin d'une originalité puissante qui frappe au premier abord les yeux les moins prévenus. Qu'il s'amuse à nous raconter des idylles, comme dans les *Romans à l'eau de rose,* à développer hardiment une thèse religieuse, comme dans *Maison tranquille,* à faire cingler le fouet de la satire comme dans les *Morsures féminines,* il appelle immé-

Digitized by Google

diatement l'attention de tous, de ceux-là mêmes qui n'aiment point son genre un peu fruste, réaliste et parfois brutal, mais toujours sincère, vigoureux et plein de vie.

Ces qualités et ces défauts, on les retrouve dans son nouveau roman, *Une fille du peuple,* œuvre de longue haleine, étudiée avec soin, et l'une des plus remarquables, à coup sûr, qui soient sorties de sa plume. Le roman est fidèle à son titre; c'est bien l'histoire d'une fille du peuple que l'auteur nous retrace, ce sont bien les misères du prolétaire, les sombres abîmes de l'ignorance et du fanatisme religieux, les tristes résultats de l'inégalité des classes sociales qui sont tour à tour évoqués sous nos yeux.

Il n'y a dans ce roman ni prince charmant, ni grands seigneurs, ni grandes dames ; ce sont de petites gens, des matelots, des paysans, des servantes, qui remplissent les principaux rôles. Il n'y a pas non plus d'intrigue savante ou compliquée. C'est une simple et navrante histoire, où les événements se déroulent les uns après les autres, suivant leur cours fatal. L'héroïne, Louise Berckmans, fille d'un ouvrier tapissier et d'une colporteuse d'Anvers, grandit dans le milieu le plus abject et le plus désolant. Son père meurt et sa mère épouse un ancien matelot, Allan Whyg, et s'établit avec lui dans un cabaret. C'est dans ce cabaret, *à l'Américain,* que se passe la première enfance de Louise. Maltraitée par son beau-père, elle s'enfuit à la campagne et y est recueillie par des paysans. A la mort de sa mère, elle retourne *à l'Américain,* où elle vit quelque temps avec une vieille servante, Catherine, et le brutal Allan Whyg. Celui-ci devient amoureux d'elle et, un jour, en voulant échapper à ses poursuites, elle le tue. Acquittée par le jury, elle s'engage comme servante, est aimée et abandonnée par un jeune bourgeois, épouse un chenapan et finit par sombrer dans les abîmes de la galanterie.

Comme on voit, si les événements sont assez nombreux, la trame du roman est fort simple; ce n'est même pas un roman, à proprement parler, c'est une biographie. Le charme du livre est tout entier dans la peinture des caractères, pour la plupart originaux, logiques et étudiés sur le vif. Rien de surfait dans ces âmes inconscientes; elles suivent aveuglément leur destinée, se heurtent, combattent et succombent sous le poids de la fatalité. Leurs amours, comme leurs haines, ont quelque chose d'instinctif et de bestial; mais ce qui rend l'ouvrage profondément démocratique et ce qui, à nos yeux, en fait le principal mérite, c'est que, sous ces rudes enveloppes, sous ces lourds instincts, on voit briller çà et là l'intelligence. On sent qu'elle est là, dans les cerveaux de ces déshérités comme dans ceux des heureux de ce monde, et qu'il ne lui manque pour resplendir qu'une aide plus efficace de la part de la société. Pauvreté, ignorance, telles sont les causes de toutes les misères, et telle aussi, la forte et sévère leçon qui ressort du roman de M. Leclercq.

Ce n'est pas à dire que le roman d'*Une fille du peuple* soit sans défaut. Il en a quelques uns et qui frappent aussi vivement que

Digitized by Google

ses qualités; car c'est encore une particularité du talent de M. Leclercq de ne rien faire à demi. Est-ce bien là d'abord une œuvre d'art, une œuvre complète? L'unité, les proportions, l'harmonie y sont-elles respectées? C'est, du reste, l'écueil ordinaire des romans biographiques; M. Leclercq n'a pas pu ou n'a pas voulu l'éviter. Dans ce roman, j'aperçois trois romans complets fort différents : le roman ouvrier de *l'Américain,* d'Allan Whyg et de Rosalie Berckmans; le roman villageois des Ghenst, et le roman de mœurs bourgeoises de Gustave Van Hemelryck. Ensuite, chose assez étonnante, Louise Berckmans, l'héroïne, manque de personnalité; son caractère, ses traits sont si vaguement tracés qu'elle a plutôt l'air d'un fantôme, d'un génie servant à relier les diverses scènes du roman, que d'une véritable fille du peuple. Dans ce drame long et poignant, elle joue un rôle passif et disparaît tout à coup sans motif, alors qu'elle en arrive seulement à la pleine force de sa jeunesse et de sa volonté. Sans doute, l'auteur l'a voulu ainsi; son but a été de nous montrer que ces sortes d'existences, commencées dans la misère et la boue des carrefours, finissent par la prostitution. Soit; mais une pareille conception doit nécessairement rendre l'héroïne du drame moins intéressante.

On pourrait encore reprocher à M. Leclercq l'absence d'une couleur locale bien caractérisée. Le roman se passe à Anvers, et certes, si l'auteur n'avait soin de le dire, on ne s'en douterait guère, tant la description de la ville et de la campagne y est vague et peu tranchée. Cette fois, M. Leclercq a réservé tout son réalisme pour ses personnages, qui sont bien vivants, au détriment de son paysage, qui est fort terne.

Ce réalisme entraîne, d'ailleurs, quelquefois l'auteur un peu plus loin qu'il ne faudrait : certaines scènes, comme celle du curé de Wocelaere et de la petite Louise, sont absolument répugnantes et déplacées dans un roman; l'art ne doit rien avoir de commun avec certaines turpitudes.

En somme, l'œuvre de M. Leclercq est une œuvre démocratique et virile, écrite dans un style vigoureux et précis, bien que parfois un peu terre à terre, et qui mérite d'être lue avec attention. Pareille lecture n'est jamais perdue; on en retire toujours un enseignement, il s'en dégage toujours quelque idée morale, grave et forte, et c'est en cela surtout que le roman de l'écrivain belge diffère de la plupart des romans français contemporains, même des meilleurs.

HERMANN PERGAMENI.

LES GRAMMAIRIENS FRANÇAIS, par G. Tell. — Paris, Firmin Didot, 1874.

Un Wallon qui ose citer à sa barre tous les grammairiens français « depuis l'origine de la grammaire, en France, jusqu'aux dernières œuvres connues », n'est-ce pas de l'outrecuidance? Si l'on songe que la France a une grammaire d'État comme elle a eu longtemps, comme elle a peut-être encore, une religion d'Etat,

Digitized by Google

en vérité, il y a de quoi trembler pour notre téméraire compatriote. Au fond, c'est un hérésiarque endurci; car ce n'est pas d'hier qu'il a osé, dans plus d'une brochure scabreuse, défier les plus fiers champions de l'orthodoxie à la Chapsal.

On aura beau nous rappeler que la wallonnie a été le berceau du français, et que cet idiome pourrait se définir : du wallon transformé. En vain l'on prétendra que le français de Rabelais et de Montaigne, qui est le plus original de tous, n'en est que plus rapproché de notre « jaserie wallonne ». Vaugelas et l'Académie ont coupé le câble, et il ne faut plus remonter si loin.

Notre auteur est de ceux qui estiment qu'entre « parler Vaugelas » et « parler français » il n'y a pas toujours identité complète. « *Aliud latine, aliud grammatice loqui.* » Il va même jusqu'à nous suggérer que peut-être Vaugelas et l'Académie sont, au demeurant, bien moins intolérants, bien moins exclusifs que Chapsal et consorts. Mais l'essentiel pour lui, c'est de constater les faits et de préciser les opinions que l'on invoque. Nier ou affirmer par caprice ou par routine, comme on l'a fait souvent en matière grammaticale, c'est éterniser les discussions les plus stériles.

M. Tell a donc pensé que le moment était venu, non pas de donner des solutions, mais d'en préparer largement et loyalement les éléments et les principes. Il a compris que, dans des questions aussi complexes et aussi délicates, les données sont nécessairement multiples et qu'*a priori* elles ont toutes la même importance.

« J'ai commencé, dit-il, par me procurer toutes les pièces du procès linguistique, et je les présente aujourd'hui telles qu'elles sont, en donnant sur chacune d'elles les éclaircissements qui me paraissent nécessaires. Quelques esprits, naturellement enclins à la critique, trouveront peut-être que ce livre contient beaucoup de citations. Est-il bien nécessaire de faire remarquer que l'œuvre qui nous occupe n'est pas personnelle; c'est un résumé de ce qui a été pensé par les « grammairiens français » dont je ne suis que l'interprète. Ma mission est simplement de reproduire tout ce qui peut venir en aide à ceux qui veulent raisonner sur la langue française et en connaître le mécanisme et l'histoire. »

Mieux vaudrait peut-être parler *d'organisme;* mais quant à la nécessité de l'étude historique même en grammaire, cela ne peut plus faire doute. Les vrais philologues, en France aussi bien qu'en Allemagne ou en Angleterre, sont d'accord pour chercher, dans l'étude positive et comparative du passé des langues, la véritable révélation de leur génie. En voyant d'où elles viennent, après de si nombreuses étapes, on peut indiquer avec quelque certitude où elles tendent et comment elles y peuvent parvenir. On peut dire des langues ce qu'on a dit de l'histoire en général : rien n'y finit, rien n'y commence. On peut même y appliquer la théorie des soulèvements lents, mais irrésistibles : *Mens agitat molem...*

Il y a lieu de s'étonner que M. Tell, partisan de la méthode his-

Digitized by Google

torique et adversaire de l'absolutisme grammatical, montre si peu de sympathie pour le dictionnaire de Littré et la grammaire historique de Brachet. Ne sont-ce pas là de sérieux efforts tournés dans le sens même de la réforme que l'auteur préconise? Lui, qui est Wallon, peut-il oublier que le parisien Littré invoque de préférence le lexique liégeois de Grandgagnage? L'extension donnée à la partie archéologique nous paraît peu mériter la critique que M. Tell lui adresse. Ces citations des plus vieux auteurs ont précisément pour but de permettre à tous ceux qui consultent le dictionnaire de se faire eux-mêmes une opinion ou, du moins, de contrôler celle d'autrui. L'Académie, à son tour, semble entrer dans cette voie : n'a-t-elle pas commencé un grand dictionnaire historique?

Toutes ces entreprises sont autant de symptômes de la même préoccupation, autant de manifestations d'une tendance de plus en plus générale. La France même, la terre classique de la routine grammaticale, est enfin envahie par l'esprit de critique et de comparaison historique. Ceux qui pourraient revendiquer à leur profit le vieux dicton : « *Il n'est bon bec que de Paris* » se sont mis sincèrement à écouter les autres « ramages ». Pour employer un mot qui, chez nos voisins du Midi, est fort à la mode, la décentralisation philologique ne peut que gagner à cette politesse un peu tardive du Parisien et de l'universitaire pour les dialectes des provinces.

Quoi qu'il en soit, le livre de M. Tell nous paraît être arrivé à l'heure opportune. C'est un répertoire compacte, mais lucide de tout ce qui a été affirmé, conjecturé, imaginé, rêvé sur la grammaire française. En le consultant, on peut, le cas échéant, se débarrasser d'un paradoxe qui perd tout son prestige, dès qu'on en retrouve une première édition ou exhibition au XVII^e^ ou au XVIII^e^ siècle.

Geoffroy Tory, dès 1520, ouvre la série des zélateurs de la grammaire nationale. En 1530, c'est un Anglais, John Palsgrave, qui publie des « éclaircissements de la langue française ». L'an d'après, surgit déjà un novateur alphabétiste, Jacques Dubois (*Sylvius*); mais pour prouver que la sage lenteur des réformes sérieuses était dès lors traditionnelle, M. Tell fait remarquer que la distinction entre *u* et *v*, entre l'*e* muet, l'*é* fermé et l'*è* ouvert, proposée par Dubois, fut adoptée à l'étranger longtemps avant de l'être en France. Ce catalogue, scrupuleusement dressé, ne s'arrête qu'à l'année même que nous sommes en train d'achever. Deux étrangers, John Bedford et Jacques De Coninck, terminent la liste pour l'an 1874, afin qu'il soit bien constaté que la langue française n'est pas encore à la veille de céder à ses deux rivales sa part de primauté européenne.

J. S.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

LIVRAISON DU 15 MAI

N. REYNTIENS. L'Unité de l'Allemagne et l'Unité de l'Italie. — Les prolégomènes de l'alliance italo-prussienne 5
CARL BULS. Un projet de Musée populaire. 45
EM. LECLERCQ. Chambre à louer 70
EM. DE LAVELEYE. Deux mots de réponse à la *Revue générale* . . . 92
ESSAIS ET NOTICES.
GOBLET D'ALVIELLA. La paix de l'Europe à la Chambre des lords. 101
E. VAN BEMMEL. La civilité puérile et honnête, à propos d'un ouvrage de Bertall. 105
BULLETIN DE LA LITTÉRATURE NATIONALE & ÉTRANGÈRE.
Gedichten van Em. Hiel. — *La vie champêtre de M. Alfred Nicolas*, par Justin. — *Gendebien*, par Th. Juste. — *Mosaïques*, par M. Beley. 108

LIVRAISON DU 15 JUIN

EUG. VAN BEMMEL. Sylvain Van de Weyer 117
GOBLET D'ALVIELLA. Bruxelles et ses faubourgs : Isolement. — Annexion. — Fédération 127
N. REYNTIENS. L'Unité de l'Allemagne et l'Unité de l'Italie. — Les péripéties de l'alliance franco-italienne. 150
EM. LECLERCQ. Chambre à louer (*suite*) 202
CHARLES MASSON. Les vieux portraits, poésie 228
C. BULS. Chronique des arts. L'exposition d'aquarelles 232
ESSAIS ET NOTICES.
X. OLIN. Les conférences de M. Jules Favre en Belgique . . . 234
GOBLET D'ALVIELLA. Une nouvelle statistique du catholicisme en Angleterre. 236
G. VAN DER ELST. Derk Buddingh' 238
LITTÉRATURE NATIONALE. 240
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE 243

Digitized by Google

LIVRAISON DU 15 JUILLET

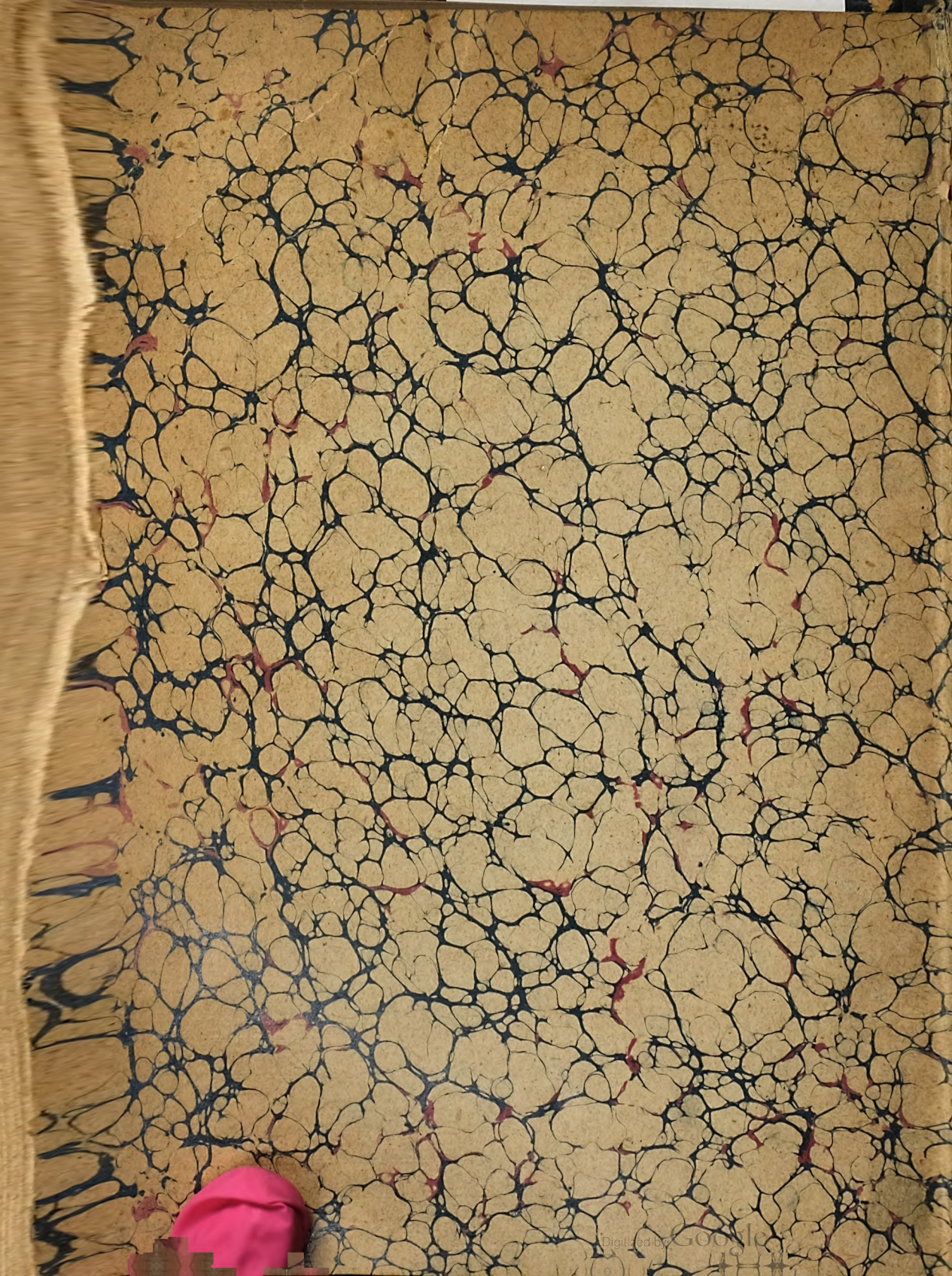
J. DELBOEUF. Le présent et l'avenir de la psychologie 245
CAROLINE GRAVIÈRE. Ceux qui s'en vont 268
N. REYNTIENS. L'œuvre de M. de Bismarck. 277
ÉM. LECLERCQ. Chambre à louer (*troisième partie*) 323
ESSAIS ET NOTICES.
CH. POTVIN. L'incinération des morts 349
C. BULS. Deux voyages en Italie. 353
GOBLET D'ALVIELLA. La pondération des pouvoirs en France . . 355
E. CASTELOT. Une nouvelle histoire de la Constitution anglaise . 358
LITTÉRATURE NATIONALE & ÉTRANGÈRE 360

LIVRAISON DU 15 AOUT

AD. LE HARDY DE BEAULIEU. Les élections de juin, les enseignements qu'elles donnent 365
J. DELBŒUF. Le présent et l'avenir de la psychologie (*suite*) . . . 378
ÉM. LECLERCQ. Chambre à louer (*fin*). 403
X. DE REUL. Chronique scientifique. J.-C. HOUZEAU. 432
CH. POTVIN. Contre Rome 441
ESSAIS ET NOTICES.
E. DESOER. Concours de poésie populaire 446
BULLETIN DE LA LITTÉRATURE NATIONALE ET ÉTRANGÈRE.
Table chronologique des chartes et diplômes imprimés, par Alph. Wauters. — *Une fille du peuple*, par Ém. Leclercq. — *Les grammairiens français*, par G. Tell 452

B 12943
Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google

Digitized by Google